

**LA SITUATION MONDIALE  
DE L'ALIMENTATION  
ET DE L'AGRICULTURE 1959**

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1959

LA SITUATION MONDIALE  
DE L'ALIMENTATION  
ET DE L'AGRICULTURE 1959



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE  
ROME 1959

*Les renseignements statistiques figurant dans cette publication sont basés sur les données dont disposait la FAO jusqu'au 30 juin 1959*

© FAO 1959

*Imprimé en Italie*

## TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos .....	I
I. Résumé .....	3
II. Situation et perspectives mondiales .....	14
PRODUCTION AGRICOLE .....	15
La production agricole dans les différentes régions en 1958/59 .....	21
Production des pêches .....	26
Production forestière .....	27
Perspectives de la production agricole pour 1959/60 .....	27
MOUVEMENTS DES STOCKS .....	28
L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LA DEMANDE DE PRODUITS AGRICOLES .....	31
Perspectives à court terme .....	32
COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES .....	33
Volume du commerce .....	36
Prix des exportations agricoles, termes de l'échange et recettes globales provenant de ces produits .....	40
Variations régionales du volume du commerce en 1958 .....	46
Commerce international des produits forestiers .....	49
Mesures spéciales prises en vue de l'expansion des exportations agricoles .....	49
Commerce agricole de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine .....	50
PRIX ET REVENUS AGRICOLES .....	52
Revenus agricoles .....	54
PRIX AU CONSOMMATEUR .....	55
Marge de commercialisation .....	57
POLITIQUES AGRICOLES ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT .....	57
Amérique du Nord .....	59
Australie et Nouvelle-Zélande .....	60
Europe occidentale .....	61
Europe orientale et U.R.S.S. ....	63
Extrême-Orient .....	66
Proche-Orient .....	69
Afrique .....	72
Amérique latine .....	74

Politiques en matière de pêches.....	76	
Politiques forestières .....	77	
SITUATION ET PERSPECTIVES PAR PRODUITS .....		79
Blé .....	79	
Céréales secondaires .....	80	
Riz .....	82	
Sucre .....	83	
Viande .....	84	
Œufs .....	86	
Produits laitiers .....	86	
Produits des pêches .....	87	
Matières grasses .....	89	
Fruits frais .....	91	
Fruits secs et vin .....	91	
Fèves de cacao .....	93	
Café .....	94	
Thé .....	95	
Tabac .....	96	
Coton .....	96	
Laine .....	97	
Jute .....	98	
Fibres dures .....	99	
Caoutchouc .....	100	
Produits forestiers .....	102	
III. Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique .....		105
LES NIVEAUX DE REVENU DANS L'AGRICULTURE .....		106
Statistiques du revenu national .....	107	
Taux de salaire .....	108	
Dépenses des consommateurs .....	110	
Taille des ménages .....	112	
Variations régionales .....	113	
STRUCTURE DES DÉPENSES .....		113
Dépenses d'alimentation .....	114	
Tendances futures des dépenses d'alimentation .....	118	
Aspects nutritionnels .....	119	
Postes de dépense autres que l'alimentation .....	122	
Commodités et agréments hors budget .....	125	
TENDANCES RÉCENTES DES REVENUS ET DES NIVEAUX DE VIE DU SECTEUR AGRICOLE ..		127
Evolution du revenu national .....	128	
Revenus agricoles .....	131	
Salaires agricoles .....	132	

PRINCIPAUX FACTEURS QUI INFLUENT SUR LES REVENUS ET LES NIVEAUX DE VIE EN AGRICULTURE .....	133
Prix agricoles et rapports de prix .....	133
Productivité de la main-d'œuvre .....	135
Conditions nécessaires au relèvement de la productivité en agriculture .....	141
Transfert de main-d'œuvre de l'agriculture vers d'autres secteurs .....	142
Disparités des revenus et développement économique .....	146
Effet de l'expansion du marché de produits agricoles .....	146
IV. Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre .....	148
INTRODUCTION .....	148
Caractéristiques de l'agriculture des pays insuffisamment développés .....	149
Conditions fondamentales de la mise en valeur agricole .....	151
RÔLE DE LA STABILISATION DES PRIX .....	152
RÔLE DE LA COMMERCIALISATION .....	157
Commercialisation et crédit rural .....	158
Entreposage .....	159
Connaissance du marché .....	159
Transport .....	160
Classement par qualité, manutention .....	160
Vente à l'exportation .....	161
INFLUENCE DU RÉGIME FONCIER .....	161
Réforme du statut des locataires ruraux .....	162
Exploitation rationnelle des grands domaines .....	163
Domaine public .....	164
Modification du régime foncier des collectivités tribales .....	164
Stabilisation de la culture itinérante .....	165
Remembrement des exploitations .....	165
LE RÔLE DES INVESTISSEMENTS .....	166
Investissements financiers .....	166
Mobilisation des capitaux privés en vue d'investissements dans l'agriculture .....	168
Crédit agricole .....	169
Les investissements publics en agriculture .....	171
Investissements non financiers .....	173
Industries et artisanats ruraux .....	177
LE RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA VULGARISATION ET DE LA RECHERCHE .....	178
L'action éducative des services de vulgarisation .....	179
Enseignement agricole .....	183
Recherche agricole .....	183
LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS .....	185
Tableaux annexes .....	189

## Liste des graphiques

II-1. Augmentation ou diminution annuelle moyenne de la production agricole par rapport à la population, dans certains pays, moyenne 1948-52 à moyenne 1955-56 .....	18
II-2. Estimation du niveau de production agricole par habitant, par région, par rapport à la moyenne mondiale .....	19
II-3. Accroissement annuel moyen de la production alimentaire et de la population .....	21
II-4. Indices des stocks principaux de produits agricoles dans le monde et en Amérique du Nord .....	30
II-5. Indices du volume, de la valeur unitaire réelle et des recettes réelles totales provenant des exportations agricoles .....	35
II-6. Termes de l'échange des exportations agricoles .....	36
II-7. Valeurs unitaires moyennes (prix moyens) à l'exportation de certains produits agricoles entrant dans le commerce mondial, données trimestrielles, 1955-58..	40-41
II-8. Valeurs unitaires moyennes réelles et recettes réelles totales des exportations de certains produits agricoles .....	44-45
II-9. Volume et valeur réelle des exportations agricoles par régions et par groupes de régions .....	47
II-10. Indices des prix reçus et des prix payés par les agriculteurs .....	53
II-11. Production et consommation de sucre centrifugé, moyenne 1949-53 et de 1955 à 1958 .....	84
II-12. Consommation de laine vierge dans les principaux pays manufacturiers .....	98
II-13. Prix mensuels du jute et des produits du jute, Calcutta .....	99
III-1. Revenu national par habitant de certains pays et part du revenu provenant de l'agriculture .....	107
III-2. Pourcentage de la population vivant de l'agriculture dans certains pays et pourcentage du produit domestique provenant de l'agriculture .....	108
III-3. Revenu par personne provenant de l'agriculture par rapport au revenu par personne provenant d'autres occupations .....	109
III-4. Revenus par personne en agriculture par comparaison avec ceux d'autres occupations, d'après a) des enquêtes sur les dépenses des ménages, et b) les données relatives au revenu national .....	110
III-5. Pourcentage des dépenses totales consacrées à l'alimentation (y compris l'auto-consommation) à différents niveaux du revenu: zones rurales et urbaines ...	114
III-6. Structure des dépenses d'alimentation (y compris l'auto-consommation): zones rurales et urbaines .....	115
III-7. Part de l'auto-consommation dans les dépenses totales d'alimentation des familles vivant sur les exploitations agricoles: Etats-Unis et Japon .....	117
III-8. Ration moyenne de calories par personne et par jour, et nombre de calories provenant d'aliments protéiques et de matières grasses: zones rurales et urbaines .....	120
III-9. Pourcentage de l'analphabétisme dans les populations rurales de certains pays ...	126
III-10. Part du secteur agricole dans la population et le produit national de certains pays: tendances récentes .....	130

III-11.	Part du secteur agricole dans la population et le produit national de certains pays: tendances à long et moyen terme .....	131
III-12.	Tendances récentes du revenu agricole total de certains pays .....	132
III-13.	Revenu national par habitant provenant de l'agriculture, dans certains pays, par rapport à la production agricole par habitant .....	136
III-14.	Durée moyenne de travail par 100 kilogrammes de production dans certains pays .....	139
III-15.	Evolution à long et moyen terme de la population totale, agricole et non agricole, dans certains pays .....	143
III-16.	Variation annuelle moyenne du pourcentage de la main-d'œuvre agricole et non agricole dans certains pays au cours des années récentes .....	144
III-17.	Evolution à long et moyen terme de la population totale urbaine et rurale dans certains pays .....	145
IV-1.	Inde: Indices des prix de gros de certaines céréales et des arachides, 1953 à 1958 .....	154
IV-2.	Amélioration des pratiques culturales et progrès de la mécanisation au Japon	187

## AVANT-PROPOS

*A l'heure actuelle, les problèmes les plus urgents d'alimentation et d'agriculture se localisent dans les pays insuffisamment développés. Les autres pays ont en effet atteint un niveau de productivité tel que les agriculteurs, tout en ne représentant qu'un pourcentage relativement faible de la population totale, sont capables d'assurer à tous un régime alimentaire satisfaisant et jouissent d'un revenu qui, même s'il est d'ordinaire moindre que dans les autres secteurs, reste très supérieur à celui de leurs homologues des pays insuffisamment développés. Dans certains cas – et la chose est bien connue – un des principaux problèmes est d'écouler les approvisionnements abondants dont on dispose par suite des perfectionnements considérables des méthodes agricoles depuis quelques dizaines d'années.*

*Dans les pays insuffisamment développés, au contraire, un grand nombre des habitants se livrent à l'agriculture et, pourtant, il arrive souvent que la production ne suffise pas pour fournir à la population les régimes cependant simples et dans l'ensemble nutritionnellement insuffisants qui impose la pauvreté générale, et le phénomène s'est aggravé encore avec la marée démographique de l'après-guerre. Nombre de ces pays ont dû en conséquence soit réduire leurs exportations, ce qui a diminué les rentrées de devises étrangères dont ils ont cependant grand besoin, soit augmenter leurs importations des produits alimentaires. Dans l'un et l'autre cas, ceci aboutit à diminuer fortement leur capacité d'importation des biens d'équipement nécessaires au développement de leur économie en général.*

*Dans les situations d'urgence, les excédents accumulés dans les pays les plus développés ont été extrêmement précieux. Mais, pour appréciable qu'ait pu être cet appont, il n'en reste pas moins qu'à longue échéance le binôme constitué par la misère des campagnes et l'insuffisance des disponibilités alimentaires dans les pays sous-développés ne sera résolu que si ces pays modernisent leur propre agriculture. Il est donc essentiel de déterminer les améliorations de caractère social, économique et technique qu'il faut réaliser pour atteindre ce but. Jusque là, en effet, les agriculteurs de nombreux pays insuffisamment développés resteront en proie à une misère à peine imaginable pour les habitants de pays plus riches, les approvisionnements alimentaires demeureront précaires et le progrès économique général sera considérablement freiné.*

*Tels sont les thèmes centraux que traite cette année le rapport sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture. Après un bref résumé général, on y trouvera comme à l'ordinaire un chapitre qui fait le point de la situation alimentaire et agricole mondiale et des politiques agricoles. S'il est vrai qu'après le temps d'arrêt qu'avait marqué l'expansion de l'agriculture en 1957/58, la production a recommencé à progresser en 1958/59, il s'agit principalement d'une simple reprise dans les pays plus développés, et encore une grande partie des gains n'a servi qu'à gonfler des stocks de produits invendables. En outre, le ralentissement de l'activité économique dans les pays industrialisés a déterminé une baisse tant du volume que des prix des exportations de produits agricoles, spécialement les matières premières. Ceci a considérablement affaibli la situation économique des pays exportateurs de tels produits, parmi lesquels figurent la plupart des pays sous-développés.*

*Après le tour d'horizon général viennent deux chapitres spéciaux. Dans le premier, on a étudié les niveaux de vie des agriculteurs de pays qui se trouvent à des stades différents de développement économique et comparé ces revenus avec ceux des autres secteurs. On y passe ensuite en revue les facteurs qui déterminent les disparités de revenu et de niveau de vie entre*

*la population agricole et la population non agricole, ainsi que les écarts plus accentués encore qui séparent les agriculteurs des pays insuffisamment développés et des autres. Le chapitre accorde une attention particulière à l'effet qu'exerce sur la productivité et les niveaux de vie agricoles le déplacement graduel de la main-d'œuvre de l'agriculture vers d'autres secteurs.*

*Ces considérations faites, on pouvait alors passer à l'étude des problèmes pratiques de mise en valeur de l'agriculture dans les pays insuffisamment développés, et c'est ce qui a été fait dans le deuxième chapitre spécial. On y examine non seulement les moyens de mettre à la disposition des agriculteurs les connaissances techniques, le crédit et les ressources d'investissement indispensables à tout progrès substantiel, mais aussi et spécialement les mesures à prendre pour créer un climat économique et social favorable à l'expansion de l'agriculture.*

*Plus on examine la situation attentivement, et plus on est frappé par tout ce qu'elle a de défavorable pour les agriculteurs de nombreux pays insuffisamment développés. Handicapés par l'ignorance, la pauvreté et les dettes, ils sont exposés à de fortes fluctuations de prix et le manque de ressources les constraint en général à vendre dès après la récolte, au moment où les cours sont les plus bas. S'ils améliorent leurs techniques, une grande partie du profit que représente l'accroissement de production va aux commerçants ou aux propriétaires fonciers envers qui ils sont débiteurs. Souvent, ils occupent leurs terres dans des conditions si précaires que rien ne les incite vraiment à les améliorer. Tout ceci considéré, il faut s'étonner que la production agricole ait pu augmenter comme elle l'a fait. Aussi longtemps que l'on n'aura pas atténué ces handicaps, les enseignements des vulgarisateurs agricoles tomberont en grand partie sur un terrain stérile.*

*Dans les limites d'un seul chapitre, une telle étude ne pouvait évidemment pas être très détaillée. On a donc tenté plutôt d'examiner les rapports qui existent entre les diverses solutions, par exemple amélioration de la tenure agraire, amélioration des circuits commerciaux et de la stabilité des prix et effort d'éducation, et également de voir quelles sont les conditions préalables au développement de l'agriculture. Tout le rapport souligne une fois encore que le plein succès du développement tant de l'agriculture que de l'économie en général exige des solutions intégrées. Il fait ressortir que l'agriculture ne doit pas rester à la traîne derrière les autres secteurs et que d'ailleurs le progrès de ces derniers suppose un progrès parallèle du secteur agricole. Même si, durant les premiers stades du développement économique, c'est nécessairement l'agriculture qui devra fournir le plus gros de la main-d'œuvre et des moyens d'investissement nécessaires, elle n'en demeure pas moins un secteur-clé en elle-même. L'histoire de l'après-guerre a montré plus d'une fois qu'à négliger l'agriculture, on risquait de compromettre le développement de toute l'économie.*



R. B. SEN

*Directeur général*

## Chapitre I - RÉSUMÉ

## Chapitre II - Situation et perspectives mondiales

### PRODUCTION AGRICOLE

La production agricole mondiale de 1958/59 non compris celle de la Chine continentale serait, selon les estimations provisoires, supérieure de plus de 4 pour cent à celle des deux campagnes précédentes. Si elle a augmenté dans toutes les régions, la plus grande partie de l'accroissement a été réalisée en Amérique du Nord, en Océanie et en U.R.S.S. Une grande partie des gains, spécialement dans les deux premières de ces régions et dans certains pays d'Extrême-Orient, a représenté une reprise par rapport aux faibles niveaux enregistrés en 1957/58, campagne durant laquelle la production mondiale était restée stationnaire. On apprend également qu'en 1958/59 la production de la Chine continentale s'est très fortement accrue.

La production des pêches en 1958 semble être à peu près au même niveau que l'année précédente dans la plupart des pays, bien que, d'après les rapports, les quantités capturées aient doublé en Chine continentale. Celle des produits forestiers a souffert du ralentissement de l'activité économique en Amérique du Nord et en Europe occidentale, et l'on estime provisoirement que les quantités totales de bois rond qui ont été extraites en 1958 représentent environ 1 pour cent de moins qu'en 1957.

Malgré la reprise de 1958/59, le ralentissement du rythme d'augmentation de la production par habitant – phénomène qui se manifestait déjà dans les régions les plus développées – semble s'étendre graduellement aux régions insuffisamment développées, si l'on excepte l'Amérique latine prise dans son ensemble. La situation varie selon les pays, et dans plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est ainsi que dans certaines parties de l'Amérique latine et de l'Afrique, la production agricole prend du retard sur l'accroissement démographique ou parvient tout juste à le suivre. Pour l'ensemble des

régions insuffisamment développées, cependant, l'accroissement annuel moyen de la production agricole demeure supérieur de près d'un pour cent à celui de la population.

La production agricole par habitant, tant en Extrême-Orient qu'en Amérique latine, n'a pas encore rattrapé le retard qu'elle avait pris durant la guerre, tandis qu'en Afrique il semble que la production alimentaire par habitant soit récemment retombée à un niveau à peu près voisin de celui d'avant-guerre. En Extrême-Orient, la production par habitant, même si elle s'améliorait de manière à retrouver son niveau d'avant-guerre, représenterait encore moins de la moitié de la faible moyenne enregistrée pour le monde. Toutefois, la production par habitant ne donne pas une indication certaine des niveaux de consommation. En effet, soit que leurs exportations aient été réduites, soit que leurs importations aient été augmentées, toutes les régions insuffisamment développées ont actuellement des disponibilités alimentaires par habitant légèrement supérieures à celles de l'avant-guerre.

Dans les pays plus développés, le ralentissement de l'expansion agricole semble résulter principalement de la lenteur avec laquelle s'accroît la demande. Dans les pays insuffisamment développés, cette dernière, au moins en ce qui concerne les denrées alimentaires, continue de progresser rapidement et tout ralentissement du développement agricole s'explique probablement par d'autres causes, par exemple le manque de capitaux d'investissement ou l'instabilité des marchés d'exportation.

Pour des raisons qui ressortissent également à la situation de la demande, la production animale dans le monde augmente plus vite que la production végétale depuis la fin de la guerre. Dans les régions développées, le taux d'accroissement de la production animale s'est ralenti depuis quelques années mais il semble s'être maintenu dans les autres régions, de sorte qu'il est maintenant à peu près iden-

tique à celui de la production végétale. Dans ce dernier groupe de régions, toutefois, la production de denrées d'origine animale est relativement faible et sa place dans la production agricole totale y est bien moindre que dans les régions plus développées.

D'après les renseignements limités dont on disposait à la fin juin, il est probable que la production agricole augmentera à nouveau en 1959/60, mais on peut prévoir que l'expansion sera un peu moins forte que durant la campagne qui vient de s'achever. Il est fort possible que la production agricole de l'Amérique du Nord dépasse les records de 1958/59, si les conditions météorologiques demeurent normales pour le reste de la saison.

#### VARIATION DES STOCKS

Une grande partie de l'augmentation que la production agricole a réalisée en 1958/59 n'est pas passée dans la consommation. Des moissons abondantes, spécialement celles des Etats-Unis, ont très fortement gonflé les stocks de blé et de céréales secondaires, et les stocks de café et de sucre se sont eux aussi sensiblement accrus. Les stocks de coton des pays importateurs ont marqué à nouveau, en 1958/59, une faible réduction, qui a été contrebalancée en partie par un léger accroissement aux Etats-Unis et dans les autres pays importateurs nets. On estime que les stocks mondiaux de tous produits agricoles, qui étaient assez stables depuis quelques années, ont augmenté de 10 pour cent environ durant 1958/59. La valeur des stocks détenus par la Commodity Credit Corporation des Etats-Unis, qui avait légèrement diminué depuis deux ans, s'est accrue de plus de 20 pour cent.

#### L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LA DEMANDE DE PRODUITS AGRICOLES

La demande s'est en général maintenue durant la récession économique de 1957-58, pour ce qui est des denrées alimentaires, mais elle a beaucoup faibli en ce qui concerne les matières premières d'origine agricole et aussi les produits forestiers. Devant la baisse des recettes provenant de leurs exportations, de nombreux pays insuffisamment développés ont dû réduire les crédits qu'ils envisageaient de consacrer aux importations et aux programmes de développement.

Vers le milieu de 1959, des signes de reprise économique se sont manifestés. Si ceci n'a pas encore

déterminé un net relèvement du commerce international des produits agricoles, les prix internationaux de certains produits semblent se redresser. Malgré la brièveté relative de la récession, toutefois, les perspectives à court terme demeurent incertaines. Il est possible que le niveau d'activité économique reste relativement stable après avoir rejoint celui qu'il atteignait avant la récession. Dans les pays industrialisés, la demande de matières premières d'origine agricole n'enregistrerait alors qu'une amélioration modérée, tandis que celle de produits alimentaires, qui est restée constante, ne variera probablement pas beaucoup.

#### COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES

En ce qui concerne les matières premières d'origine agricole, c'est-à-dire les produits qui ont le plus souffert de la récession, le volume des exportations a baissé d'environ 8 pour cent en 1958 et les prix moyens d'environ 16 pour cent, de sorte que les recettes totales provenant des exportations de cette catégorie ont été inférieures de 23 pour cent à celles de 1957. Cette baisse des recettes a été particulièrement accentuée pour la laine, le coton et le caoutchouc, ainsi que pour les produits forestiers. Les produits alimentaires et les produits pour boissons se sont en général mieux comportés que les matières premières d'origine agricole, bien que certains d'entre eux aient été sévèrement touchés.

Pour l'ensemble des produits agricoles, le commerce a subi en 1958 une réduction de volume d'environ 3 pour cent sur 1957, ce qui contraste avec les progrès qu'il avait enregistrés ces quelques dernières années. Les prix des marchés internationaux ont diminué d'environ 7 pour cent et les recettes totales des exportations de produits agricoles d'environ 9 pour cent. Etant donné que l'indice des prix moyens des produits manufacturés entrant dans le commerce international est resté inchangé entre 1957 et 1958, les termes de l'échange et le pouvoir d'achat total des exportations de produits agricoles, calculé par rapport aux produits manufacturés, ont également diminué d'environ 7 et 9 pour cent respectivement.

Les termes de l'échange de l'ensemble des produits agricoles sur les marchés mondiaux n'ont quasiment pas cessé de se détériorer depuis le boom coréen et, en 1958, ils étaient au plus bas de l'après-guerre. Ils restent cependant d'un tiers supérieurs au niveau déprimé auquel ils s'établissaient à la veille du conflit, mais cette amélioration se limite à

peu près totalement aux exportations des pays insuffisamment développés – lesquels cependant avaient particulièrement souffert de la crise économique des années trente.

Depuis la guerre, les exportations nettes de produits pour l'alimentation humaine et animale, acheminées par les pays insuffisamment développés vers les régions plus développées, ont considérablement diminué de volume. Etant donné que dans ces pays-là, la production alimentaire ne s'est pas accrue en général autant que les besoins, certains ont dû réduire leurs exportations, tandis que d'autres devenaient importateurs nets de produits alimentaires pour des quantités appréciables. D'un autre côté, les exportations nettes de produits pour boissons ont augmenté assez régulièrement, car les débouchés que ces produits trouvent dans les pays insuffisamment développés sont encore trop étroits pour qu'ils puissent influencer beaucoup la situation. Les exportations nettes de matières premières ont oscillé plus ou moins aux alentours de leur niveau moyen d'avant guerre, selon le niveau d'activité économique des pays industrialisés, et la concurrence des produits de remplacement synthétiques ainsi que l'emploi plus efficace des matières premières dans l'industrie ont rétréci les débouchés étrangers. Le volume du commerce mondial des produits s'est également trouvé limité du fait que les pays industrialisés ont développé chez eux la production de tous les produits, hormis ceux qui ne peuvent être obtenus que dans les régions tropicales.

Il semble que la plus forte baisse qu'aient subie les recettes des exportations de produits agricoles en 1958 ait eu lieu en Océanie, où elle a atteint 23 pour cent et où elle a été provoquée par la situation défavorable de la laine et des produits laitiers, ainsi que par le déclin des exportations de céréales par suite des faibles récoltes australiennes de 1957/58. En Amérique latine, en Extrême-Orient et au Proche-Orient, la baisse a été de l'ordre de 10 pour cent.

La valeur des exportations nord-américaines, y compris les livraisons effectuées à des conditions spéciales, a également diminué de 10 pour cent environ par rapport à 1957, bien que, à la différence des autres régions, il s'agisse en l'occurrence d'un déclin du volume plus que des prix. Le volume des exportations de coton d'Amérique du Nord s'est réduit de manière particulièrement forte. Les exportations de produits agricoles effectuées par les Etats-Unis à des conditions spéciales ont été inférieures de 18 pour cent (valeur comptable) à celles de 1957, mais on prévoit que pour l'année fiscale 1958/59,

elles auront été à peu près les mêmes qu'en 1957/58. Durant le premier semestre de 1958/59, elles ont représenté le tiers environ des exportations de tous produits agricoles des Etats-Unis.

Les recettes des exportations de l'Europe occidentale n'ont diminué que de 4 pour cent en 1958, la baisse des prix ayant été compensée en partie par l'accroissement des tonnages. Pour l'Afrique, tant le volume que la valeur des exportations de produits agricoles se sont maintenus aux alentours du chiffre de 1957, en raison principalement d'une forte hausse des prix du cacao.

Du côté des importations, la plus forte variation s'est produite en Europe occidentale, qui reçoit en effet plus de la moitié des importations mondiales de produits agricoles.

Les importations de produits tels que les fruits, les articles pour boissons, le tabac, la laine et le caoutchouc se développent fortement depuis quelques années en U.R.S.S., où l'on se préoccupe davantage de satisfaire les besoins des consommateurs. L'augmentation de la production soviétique a déterminé un accroissement des exportations de nombreux produits, parmi lesquels les céréales, le coton, le chanvre et le lin, et une réduction des importations nettes (spécialement huiles végétales et certains produits de l'élevage), tandis que l'U.R.S.S. devenait exportateur net de beurre et de fromage à destination de l'Europe orientale. Les exportations soviétiques de céréales ont fortement diminué en 1957/58 par suite de récoltes plus faibles, mais on s'attend à ce qu'elles atteignent 8 millions de tonnes en 1958/59. Les exportations de la Chine continentale, qui est le principal fournisseur de produits agricoles de l'U.R.S.S., semblent avoir très considérablement augmenté en 1958, spécialement celles de riz. Bien que le commerce de produits agricoles de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine avec le reste du monde soit actuellement bien plus important qu'autrefois, il semble que la plus grande partie des échanges de ces pays continueront de s'effectuer entre eux.

#### PRIX ET REVENUS AGRICOLES

Malgré la chute des cours mondiaux, il semble que les prix et les revenus agricoles se soient assez bien maintenus en 1958 dans les pays (principalement les plus industrialisés) qui appliquaient des mesures efficaces de soutien des prix. Certains des gains qu'ont marqués les bénéfices bruts ont cepen-

dant été absorbés par la hausse des coûts de production. Dans la plupart des pays développés pour lesquels on dispose de données, on estime que les revenus nets des agriculteurs se sont améliorés en 1958 ou 1958/59, par contraste avec les chutes plutôt générales des années précédentes. Spécialement en Amérique du Nord et en Australie, le phénomène s'explique en grande partie par l'augmentation substantielle de la production. En ce qui concerne les pays insuffisamment développés, on ne possède guère de renseignements sûrs concernant les prix et les revenus agricoles.

#### PRIX A LA CONSOMMATION

Sauf dans quelques pays, il ne semble pas que l'augmentation de la production alimentaire ait beaucoup contribué à freiner la montée des prix alimentaires de détail, qui en général ont poursuivi leur lent mouvement de hausse durant 1958. La tendance à la hausse semble plus forte dans les pays insuffisamment développés que dans les pays industrialisés. Dans quelques-uns des pays qui ont connu une inflation rapide, particulièrement en Amérique latine, les nouvelles mesures de stabilisation des prix ont donné certains résultats en 1958.

Dans la plupart des principaux pays exportateurs de produits agricoles, les prix de détail de l'alimentation ont eu tendance à monter plus lentement que l'indice général du coût de la vie au cours des cinq dernières années, en raison de la faiblesse des prix agricoles sur les marchés mondiaux. Dans la plupart des pays industrialisés, les deux indices ont évolué à peu près de même manière. Toutefois, dans de nombreux pays insuffisamment développés, où la population et la demande de denrées alimentaires s'accroissent rapidement, les prix de l'alimentation ont eu tendance à s'accroître plus rapidement que le coût général de la vie.

#### POLITIQUES ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES

Les différences que présente la situation agricole entre les pays plus développés et les autres se reflètent de manière particulièrement claire dans leurs politiques agricoles. Chez les premiers où, bien qu'il soit assez facile d'accroître la production agricole, la demande de produits alimentaires et agricoles en général ne s'accroît que lentement, ces politiques se centrent de plus en plus sur le problème

que constitue la production excédentaire de certaines denrées. Les modifications que ces pays ont apportées à leurs politiques en 1958/59 ont été le plus souvent de légères retouches destinées à modifier la structure de la production et à protéger les revenus agricoles. Le fait saillant aux Etats-Unis a été l'abandon du programme des superficies réservées et de la Banque des sols, qui n'avaient pas réussi à freiner temporairement l'expansion agricole comme on le désirait. En Europe occidentale, de nouvelles modifications ont été apportées aux politiques de prix afin que la production se détourne des denrées dont les marchés tendent à être encombrés, et certains pays ont abaissé les prix garantis.

Quant aux politiques agricoles des pays insuffisamment développés, leur objet principal est plutôt de déterminer un relèvement rapide de la production pour faire face à une demande qui ne cesse de croître. Plusieurs de ces pays ont apporté en 1958/59 d'importantes modifications à leurs politiques, car il est urgent qu'ils surmontent les obstacles que rencontre le développement de l'agriculture. L'adoption du système des communes rurales en Chine continentale représente un cas extrême, mais on note également dans divers autres pays une propension à adopter des mesures plus radicales. On peut citer à cet égard les nouvelles lois de réforme agraire qui ont été adoptées à Cuba, en Irak, au Pakistan et dans la Province syrienne de la République arabe unie, ainsi que l'intensification des mesures prises dans divers autres pays, dans le cadre de lois plus anciennes. On s'est également préoccupé davantage des coopératives et du crédit, spécialement pour aider les bénéficiaires des nouvelles mesures de réforme agraire. L'Inde accorde une place particulière aux coopératives et étudie la possibilité de modifier substantiellement l'organisation des campagnes. Certains pays d'Extrême-Orient, dont les politiques de prix alimentaires visent jusqu'à présent à favoriser le consommateur, semblent sur le point de les réorienter de telle manière que la production en soit stimulée plus puissamment.

Un grand nombre des nouveaux plans de développement qui ont été annoncés ou entrepris dans les pays insuffisamment développés en 1958/59 mettent un accent nettement plus fort sur la production agricole. L'organisation de la planification a été à nouveau retouchée dans plusieurs pays, spécialement en Extrême-Orient et au Proche-Orient; dans cette dernière région, la plupart des organismes de planification semi-autonomes ont été supprimés

et l'exécution des projets de développement confiée aux divers ministères.

L'Union soviétique et les pays d'Europe orientale constituent dans une certaine mesure des cas particuliers du fait non seulement que leurs économies sont planifiées à l'échelon central, mais également parce que, malgré le niveau d'industrialisation relativement élevé atteint par certains, la demande de produits agricoles y demeure insatisfaite depuis longtemps et augmente plus rapidement que la production comme dans les pays moins développés. Les plans les plus récents de ces pays, y compris ceux dont l'exécution a commencé en U.R.S.S. et ailleurs en 1958/59, mettent un accent vigoureux sur l'expansion rapide de la production agricole. L'organisation de l'agriculture continue de faire l'objet de remaniements profonds, spécialement en U.R.S.S.

La tendance persistante vers la coordination des

économies au niveau régional exerce des effets et sur les régions développées et sur les régions insuffisamment développées du monde, et il se peut qu'éventuellement elle ait une influence considérable sur les politiques agricoles. La Communauté économique européenne applique les dispositions du Marché commun depuis le début de 1959, et les travaux préparatoires pour l'établissement de marchés communs en Amérique latine et au Proche-Orient se sont intensifiés.

#### ETUDE ET PERSPECTIVE DES PRODUITS

Le chapitre se clôt, comme à l'ordinaire, par de rapides notes sur la situation et les perspectives à court terme de chacun des principaux produits de l'agriculture, des pêches et des forêts. Leur brièveté même interdit de les condenser davantage.

### Chapitre III - Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique

On s'intéresse de plus en plus au calcul des revenus et des niveaux de vie agricoles, en partie pour des raisons de caractère social et en partie afin d'orienter les politiques, par exemple les mesures de soutien de l'agriculture ou les plans de développement agricole. Les comparaisons que l'on trouvera dans les premières sections du chapitre III montrent que dans la quasi-totalité des pays, les revenus moyens sont plus faibles dans l'agriculture que dans les autres secteurs. Cependant, ils restent proportionnés au niveau général des revenus du pays considéré et, comme on pouvait s'y attendre, les disparités de revenu agricole que l'on observe dans des pays se trouvant à des stades différents d'évolution économique sont plus considérables que celles qui existent entre le secteur agricole et le secteur non agricole d'un pays donné. On est encore plus mal renseigné sur les niveaux de confort et de bien-être des populations rurales que sur leurs revenus, mais les comparaisons indiquent qu'à cet égard encore les ruraux sont moins bien partagés que les citadins. Dans la deuxième section du chapitre, on a examiné les tendances récentes des niveaux de vie en agriculture, dans la mesure où on disposait de renseignements. Enfin, la dernière section est consacrée à l'étude de certains des facteurs qui déterminent les niveaux

de vie agricoles actuels, en particulier la productivité et la ventilation de la population entre le secteur agricole et les autres.

#### REVENUS AGRICOLES

On a estimé de trois manières le rapport entre les revenus moyens en agriculture et dans les autres secteurs: à l'aide des statistiques du revenu national, au moyen des salaires agricoles et industriels, enfin en utilisant les résultats d'enquêtes sur les dépenses et la consommation des ménages. Les disparités entre revenu agricole et revenu urbain sont en général les plus fortes lorsqu'on compare les taux de rémunération, en partie du fait que la main-d'œuvre agricole est d'ordinaire considérée comme non qualifiée. Si l'on raisonne sur les statistiques du revenu national, les disparités apparaissent analogues, même si elles sont en général un peu plus faibles et, dans la plupart des pays, la « valeur ajoutée » par personne vivant de l'agriculture s'établit entre 40 et 60 pour cent de la moyenne relevée pour les autres occupations. Les enquêtes sur les ménages, en ce qui concerne le petit nombre de pays pour lesquels on dispose de tels renseignements, montrent

en général des disparités encore plus faibles, non seulement parce que les statistiques du revenu national tendent à sous-estimer certains éléments du revenu agricole, mais aussi du fait que les cultivateurs de nombreux pays ont certains revenus de provenance non agricole – par exemple emploi partiel dans d'autres activités.

Les revenus agricoles sont supérieurs ou à peu près comparables à la moyenne des autres secteurs dans un tout petit nombre de pays, qui sont d'ordinaire ceux où une grande partie de la production est destinée à l'exportation, ou encore dans des pays industrialisés qui dépendent très fortement des importations de produits agricoles. Certains facteurs, notamment les mesures de soutien de l'agriculture, tendent à réduire l'écart dans les pays industrialisés et à le creuser dans les pays insuffisamment développés. Cependant, ce n'est pas toujours chez ces derniers que les disparités de revenu entre le secteur agricole et le secteur non agricole sont le plus marquées et il existe des exemples frappants du contraire. Les différences entre les taux de fertilité et entre la taille moyenne des familles, qui pourraient influer sur les disparités des niveaux de vie entre ruraux et urbains, apparaissent importantes dans certains pays et plutôt négligeables dans d'autres, y compris quelques pays à revenus très faibles et où le taux urbain de natalité reste élevé.

## NIVEAUX DE CONSOMMATION

Les enquêtes de consommation montrent que, dans certains pays insuffisamment développés, les rations caloriques et protéiques des ruraux sont inférieures à celles des citadins. Etant donné que les ruraux ont d'ordinaire des besoins caloriques plus élevés par suite de la nature de leur travail, il est clair que, dans les pays en question, ils ne sont pas suffisamment nourris. Si l'on tient compte des denrées alimentaires de production familiale, on constate que le niveau et la structure de la consommation alimentaire, et en particulier des dépenses d'alimentation, ne diffèrent guère entre ruraux et urbains ayant des revenus comparables.

La proportion du revenu consacrée à l'alimentation tend à diminuer à mesure que le revenu s'élève, le corollaire naturel étant que la proportion des dépenses pour d'autres articles s'accroît. Les ruraux dépensent en général moins que les citadins pour se loger, en partie parce que le confort – eau, électricité, etc. – est moindre, et en partie également

parce que le terrain coûte plus cher en ville, bien que certaines des disparités apparentes puissent résulter de différences de traitement statistique. Les dépenses pour l'habillement et les articles ménagers tendent à être plus comparables entre urbains et ruraux au même niveau de revenu et, dans certains pays, les gens des campagnes consacrent davantage au vêtement, peut-être parce qu'ils sont plus exposés aux intempéries. De manière générale, toutefois, les différences que présente la structure des dépenses entre population agricole et population non agricole s'expliquent principalement par la disparité des revenus.

## SERVICES SOCIAUX

D'après les renseignements limités qui ont été publiés, il semble que presque partout les campagnes soient moins bien partagées que les villes en ce qui concerne des éléments de caractère social tels que les services éducatifs et médicaux. Les différences sont particulièrement accentuées dans les pays insuffisamment développés, où le taux d'analphabétisme des ruraux est bien supérieur à celui des citadins, alors que le personnel et les services médicaux tendent à se concentrer très fortement dans les grandes villes.

## TENDANCES RÉCENTES DES NIVEAUX DE VIE

On ne dispose d'indicateurs directs des tendances récentes des niveaux de vie que pour quelques-uns des pays les plus développés. Ils montrent une nette amélioration par rapport à l'avant-guerre et des progrès considérables au cours de l'après-guerre, bien qu'en général le progrès ait été moindre dans le secteur agricole que dans les autres secteurs d'activité. Par exemple, les salaires agricoles exprimés d'après leur pouvoir d'achat réel semblent avoir augmenté dans la plupart des pays pour lesquels on dispose de renseignements, bien que la hausse ait été d'ordinaire quelque peu inférieure à celle des salaires industriels.

La production agricole totale dans ces pays, comme on pouvait s'y attendre, a progressé moins rapidement que celle des secteurs non agricoles. De plus, au cours des dix dernières années, les rapports de prix ont évolué le plus souvent au détriment de l'agriculture, en dépit des diverses mesures de soutien. L'effet de ces facteurs est cependant

compensé en partie par une sensible diminution de la population agricole dans la plupart des pays industrialisés. Ainsi, si le revenu agricole total a augmenté de manière relativement lente, il s'est réparti sur une population moins nombreuse, de sorte que l'évolution des revenus individuels est plus favorable que celle du revenu total. D'après les statistiques de quelques pays, il semble que les disparités entre les revenus agricole et non agricole n'ont guère varié sur de longues périodes, bien qu'elles aient tendance à être le plus accentuées lorsque les industries urbaines se développent le plus vigoureusement. On ne voit pas très clairement pourquoi les disparités sont beaucoup plus accentuées dans certains pays que dans d'autres, pour un niveau de revenu national comparable. Il est cependant probable qu'un niveau de revenu légèrement plus élevé dans les secteurs non agricoles constitue un facteur important de développement économique, car il encourage la main-d'œuvre agricole à se transférer vers d'autres activités.

#### FACTEURS QUI INFLUENT SUR LES NIVEAUX DE VIE

On montre que les niveaux de vie et les revenus en agriculture dépendent principalement de la productivité par travailleur. Les différences de rendement par homme et par heure de travail sont extrêmement fortes entre pays développés et pays sous-développés, mais elles sont plus accentuées pour certaines productions – par exemple les céréales – que pour d'autres, comme l'élevage et l'horticulture.

Les différences de niveau général de productivité agricole ne dépendent pas seulement de celles qui existent en matière de connaissances techniques et d'équipement, mais aussi de la façon dont la population se répartit entre l'agriculture et les autres activités. C'est ainsi que dans les pays économiquement développés, une famille d'agriculteurs assure, outre sa propre nourriture, celle de dix familles non agricoles ou même davantage. Mais il est bien évident qu'un tel niveau de productivité ne pourra être atteint que s'il existe en dehors de l'agriculture ce débouché de dix familles, ce qui n'est pas le cas dans la plupart des pays insuffisamment développés du fait que plus de la moitié de la population travaille dans l'agriculture.

Dans un petit nombre de cas, les marchés extérieurs fournissent les débouchés supplémentaires

qui permettent à la productivité d'atteindre des niveaux élevés, mais leur ampleur est limitée du fait que le commerce mondial des produits agricoles se développe lentement et qu'il tend à baisser pour certains produits, en conséquence par exemple de l'accroissement de la production intérieure des principaux pays importateurs et de la substitution croissante de produits artificiels aux produits naturels.

Si le pourcentage de la population non agricole constitue en principe le plafond du relèvement de la productivité et des niveaux de vie en agriculture à un moment donné, il ne s'ensuit pas dans la pratique que la poursuite du progrès agricole dans les pays insuffisamment développés doive attendre l'industrialisation.

Dans un grand nombre de ces pays, pour les raisons qui ont été examinées au chapitre IV, la production agricole (et spécialement la production alimentaire) n'augmente pas actuellement aussi vite que la demande des consommateurs urbains. Il s'est produit de fortes hausses de prix et il a fallu soit réduire les exportations de produits alimentaires, soit faire davantage appel aux denrées importées, ce qui a souvent suscité des problèmes de balance des paiements. Si l'on peut surmonter les obstacles auxquels se heurte l'expansion agricole, la demande accumulée et non satisfaite est considérable.

Il existe également des moyens de relever le revenu agricole qui ne dépendent pas de la demande de produits de la terre à la consommation. Dans de nombreux pays insuffisamment développés, on pourrait employer utilement la main-d'œuvre qui n'est pas occupée pleinement en agriculture à l'heure actuelle, en l'affectant par exemple à des travaux de développement communautaire, de creusement de puits, de drainage, de voirie, de construction d'écoles et autres installations nécessaires, et ceci au prix d'investissements peu importants. Cette main-d'œuvre pourrait également être occupée à temps partiel en dehors de l'agriculture, par exemple dans certaines industries familiales rurales. Enfin, si l'on renforçait les services consultatifs agricoles, y compris l'enseignement ménager, on pourrait montrer aux agriculteurs de subsistance qu'en augmentant et en diversifiant la production destinée à la consommation familiale, ils peuvent remédier aux insuffisances les plus criantes des régimes alimentaires à très peu de frais ou même sans aucun frais.

La nécessité d'appliquer des solutions de ce genre, en particulier dans les pays où la population

agricole est nombreuse par rapport aux terres disponibles, ressort d'une étude concernant les transferts de population de l'agriculture vers d'autres activités, dans les pays pour lesquels on disposait de séries statistiques assez longues. Alors que la population qui vit de l'agriculture tend à baisser constamment en pourcentage à mesure que l'industrialisation progresse, elle tend aussi à augmenter en nombres absolus, au moins aussi longtemps qu'elle est inférieure à la population non agricole. En règle générale, c'est seulement après ce stade que l'effectif absolu de la population qui se consacre à l'agriculture commence à diminuer. En consé-

quence, un grand nombre de pays insuffisamment développés doivent s'attendre que leur population agricole continue d'augmenter pendant quelques dizaines d'années, de sorte que la terre disponible par famille d'agriculteurs diminuera encore. Si l'on ne peut pallier ce phénomène par un relèvement des rendements par travailleur et par hectare, progrès qui est entièrement possible du point de vue technique, il est fort à craindre que les niveaux de vie en agriculture s'abaissent encore, et ceci aggraverait le problème que pose l'alimentation d'une population urbaine en voie d'accroissement rapide.

#### Chapitre IV - Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés

Ce chapitre étudie certains des facteurs qui ont empêché la production agricole de nombreux pays insuffisamment développés de suivre l'accroissement de la demande provoqué par l'augmentation rapide de la population et par le relèvement des revenus, ainsi que quelques-uns des moyens employés pour surmonter les difficultés actuelles. Les pays insuffisamment développés diffèrent beaucoup sous l'aspect du climat et des autres conditions naturelles, de la densité de la population par rapport aux ressources agricoles et autres, du niveau d'éducation, de la culture, du régime foncier et autres institutions, etc. Ils ont cependant suffisamment de caractères et de problèmes communs pour qu'une étude générale soit valable, à condition de tenir dûment compte des traits nationaux particuliers.

Dans la quasi-totalité de ces pays, la productivité et, par conséquent les revenus, sont bas. L'agriculture est presque toujours l'activité principale. Les transports, les télécommunications et les moyens de commercialisation ne répondent pas aux nécessités modernes. Les méthodes agricoles et la concentration de l'agriculture sur quelques grandes productions font souvent que la main-d'œuvre est employée de manière non productive durant d'assez longues périodes, ce qui se traduit par un sous-emploi chronique ou, pour le prolétariat agricole, par du chômage. Les ressources d'investissement sont insuffisantes. Le crédit à des taux d'intérêt raisonnables qui permettrait aux agriculteurs d'améliorer leurs méthodes ou de payer leurs dépenses

courantes, ne couvre d'ordinaire qu'une toute petite partie des besoins, et parfois même il est totalement inexistant. L'insécurité de la tenure et l'instabilité considérable des prix agricoles découragent souvent les investissements de la part des agriculteurs, car ces derniers n'ont guère la certitude de profiter des efforts ou des dépenses supplémentaires qu'ils pourraient consentir pour améliorer leur exploitation ou accroître leur production. La plupart des agriculteurs ignorent à peu près tout des méthodes grâce auxquelles ils pourraient accroître leur productivité. Même lorsqu'ils sont mieux instruits, ils hésitent souvent très fortement à essayer des méthodes améliorées, dont l'échec réduirait encore leurs revenus ou alourdirait leurs dettes.

Ce chapitre est difficile à résumer, car il s'agit en grande partie d'une étude déjà condensée des résultats que les efforts entrepris pour résoudre certains des problèmes susmentionnés ont donnés depuis la guerre dans un grand nombre de pays insuffisamment développés. Les conclusions générales qui se dégagent sont toutefois que, s'il est clair que l'augmentation de la production agricole sera obtenue principalement par le perfectionnement des méthodes de culture et par une meilleure utilisation des ressources, la seule technologie ne représente qu'une partie de la solution. Il est improbable que les cultivateurs consentiront le supplément d'efforts et de dépenses qu'exige l'adoption de nouvelles méthodes s'ils n'espèrent pas en tirer un profit. En conséquence, il importe que les gou-

vernements qui désirent encourager l'expansion agricole créent un climat économique et social favorable. A l'heure actuelle, trois conditions essentielles devront particulièrement être réalisées dans de nombreux pays insuffisamment développés:

- a) des prix agricoles raisonnablement stables et rémunérateurs,
- b) des moyens de commercialisation adéquats, et
- c) des régimes fonciers satisfaisants.

Si, par ces moyens et grâce à d'autres qui peuvent être importants dans des cas particuliers – par exemple modification de l'incidence de la fiscalité – on crée des conditions économiques et sociales favorables, il est vraisemblable que le capital privé s'investira davantage dans l'agriculture au lieu de rester stérile dans des investissements improductifs, comme il arrive souvent à l'heure actuelle. De plus, il y a des chances pour que, de leur propre initiative, les cultivateurs fournissent sur le plan non financier un effort accru afin d'améliorer leurs exploitations. Ils seraient également plus réceptifs aux enseignements des services de vulgarisation et plus disposés à adopter des méthodes améliorées. Enfin, ils seront plus désireux d'utiliser le crédit à des fins productives. Les mesures directes prises par les gouvernements pour développer la production – par exemple fourniture de semences améliorées ou d'engrais à des prix raisonnables, exécution des travaux d'irrigation, de remise en valeur des terres ou de colonisation – aboutiront probablement à de meilleurs résultats. Certains de ces aspects sont traités de manière un peu développée ci-après, mais l'argumentation se trouve nécessairement très affaiblie du fait que l'on a dû omettre les exemples, les preuves et les réserves qui figurent dans le chapitre lui-même.

#### STABILISATION DES PRIX

Les fortes fluctuations auxquelles sont particulièrement exposés les prix agricoles atteignent spécialement les producteurs des pays insuffisamment développés, qui, manquant de trésorerie, doivent d'ordinaire vendre immédiatement après la récolte, alors que les prix sont au plus bas. Bien que les gouvernements d'un grand nombre de ces pays aient adopté des mesures pour stabiliser

les prix, ces mesures sont difficiles à appliquer efficacement et elles visent d'ordinaire plus à protéger le consommateur qu'à encourager le producteur. Les conditions économiques et sociales des pays insuffisamment développés empêchent en général d'accorder aux agriculteurs de puissants stimulants de prix, mais la production serait déjà fortement stimulée si l'on parvenait à garantir un profit minimum. L'expérience récente semble montrer que le meilleur moyen de stabiliser les prix dans les pays en question est de constituer un stock-tampon contrôlé par le gouvernement, en se fixant pour objectif simplement d'atténuer les fluctuations des prix, et non de les supprimer totalement.

#### MARKETING

Pour qu'un plan de stabilisation des prix encourage vraiment la production, il faut qu'il existe un réseau de points d'achat, de sorte que chaque producteur soit assuré de recevoir un prix minimum de base. Cela suppose un système de commercialisation bien organisé comprenant en principe l'octroi de crédit pour remédier au manque de trésorerie de la plupart des producteurs: on peut citer à cet égard le système des livraisons contre récépissé qu'organisent actuellement l'Inde et les Philippines, entre autres pays. Cette section étudie également d'autres réformes qu'il est nécessaire d'apporter aux circuits commerciaux en raison de l'urbanisation extrêmement rapide des pays insuffisamment développés, en particulier l'amélioration de l'entreposage et du transport, du classement par qualités, de la manutention de services d'information sur les marchés, etc.

#### RÉGIME FONCIER

C'est également par ses effets sur le comportement des agriculteurs que le régime foncier agit le plus puissamment sur la production. La sécurité de la tenure du sol et un partage plus équitable du produit agricole entre locataire et propriétaire peuvent inciter fortement les cultivateurs à fournir un effort supplémentaire de production, spécialement si l'on applique en même temps d'autres mesures telles que stabilisation des prix, octroi de crédit, activités de vulgarisation, etc. Les nombreuses expériences de réforme agraire qui ont eu lieu depuis la deuxième guerre mondiale dans les

pays insuffisamment développés confirment l'importance de cette mesure, mais soulignent également certaines des difficultés que rencontre sa mise en œuvre.

## INVESTISSEMENTS

Les investissements agricoles contiennent presque toujours un important élément non financier, à savoir le travail non rémunéré que fournissent individuellement ou collectivement les cultivateurs en agriculture ou dans des activités connexes. Il importe que les pays insuffisamment développés, où bien souvent la main-d'œuvre est abondante et les ressources financières rares, trouvent le moyen d'accroître au maximum ce type d'investissement. Aux premiers stades du développement économique, c'est principalement de l'agriculture que devront provenir les fonds nécessaires à l'industrialisation; mais dans de nombreux cas, il est à craindre que les moyens par lesquels s'effectueront ces transferts, spécialement dans le secteur privé, gènent de manière excessive l'expansion agricole et créent aux producteurs agricoles des difficultés inutiles. C'est aux gouvernements qu'il appartient d'atténuer le plus possible ces effets défavorables et de veiller à laisser ou à rendre à l'agriculture - par exemple par le crédit et les investissements publics dans ce domaine - des fonds suffisants pour que la production agricole puisse se développer dans une mesure correspondant à la demande. On examine brièvement les résultats qu'a donnés depuis la guerre l'application de divers systèmes d'investissements financiers et les mesures tendant à encourager les investissements non financiers, spécialement le développement des collectivités.

## ENSEIGNEMENT, VULGARISATION ET RECHERCHE

L'enseignement et la vulgarisation agricoles ne donneront de fruits que s'ils tiennent pleinement compte de l'ambiance culturelle et sociale et des problèmes quotidiens des petits cultivateurs, bien qu'il puisse être nécessaire de modifier radicalement les méthodes d'exploitation si l'on veut que l'agriculture contribue pleinement au développement économique. L'enseignement et la vulgarisation agricoles deviendront plus efficaces à mesure que le niveau général d'éducation se relèvera, mais

l'on peut cependant obtenir d'importants résultats parmi des populations en grande partie analphabètes si l'on emploie les méthodes appropriées. L'enseignement ménager revêt un intérêt particulier pour l'agriculture primitive et l'agriculture de subsistance. Les résultats acquis dans les pays insuffisamment développés depuis la guerre montrent notamment qu'il importe d'établir des relations de travail aussi étroites que possible entre les services de vulgarisation et les stations de recherche agricole. Une somme considérable de connaissances techniques est actuellement à la disposition des pays insuffisamment développés, mais les méthodes mises au point dans les pays plus avancés doivent être convenablement adaptées aux conditions locales grâce à des recherches adéquates, avant que les vulgarisateurs ne les répandent parmi les exploitants.

## LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS

Depuis la guerre, les gouvernements de la plupart des pays insuffisamment développés ont joué un rôle important dans le développement économique, bien que les modalités de leur intervention et le degré de planification ou d'orientation de l'économie diffère beaucoup. L'une de leurs fonctions les plus importantes, comme on l'a déjà souligné, consiste à créer des conditions favorables au développement de l'économie en général et de l'agriculture en particulier. Dans certains pays, la planification se limite à définir des objectifs généraux et à établir des programmes d'investissements publics, qui, à l'heure actuelle, représentent bien souvent une partie importante de la formation totale de capital. Dans d'autres, elle comporte en outre l'évaluation des besoins en capital et autres ressources peu abondantes, la détermination d'un ordre de priorités et l'adoption de mesures détaillées pour assurer la mise en œuvre d'un programme équilibré de développement dans les secteurs tant public que privé. L'expérience montre qu'il faut ménager une certaine souplesse pour pouvoir tenir compte de l'évolution des circonstances, faute de quoi la planification ne sera pas réaliste, et l'on tend de plus en plus à considérer la planification comme un processus de caractère continu. Son organisation dans les pays insuffisamment développés diffère selon les tâches à exécuter.

L'exigence d'un développement équilibré n'interdit nullement de choisir quelques secteurs-clés

(acier, produits chimiques, etc.) auxquels on consacrera un effort spécial en espérant que leur progrès entraînera celui des autres secteurs. Cependant, l'agriculture elle-même se présente comme un secteur-clé. Elle est spécialement importante dans les pays insuffisamment développés, où l'alimentation constitue l'un des plus gros postes des budgets familiaux et où les prix alimentaires sont un fac-

teur essentiel des coûts de production de tous les secteurs. Si on ne lui a pas toujours accordé un rang de priorité aussi élevé qu'elle le méritait, c'est peut-être parce qu'elle a constitué de tous temps une activité humaine et que l'on tend à y voir une réserve de moyens financiers et de main-d'œuvre, et non un secteur-clé au même titre que les autres.

## Chapitre II - SITUATION ET PERSPECTIVES MONDIALES

Après le temps d'arrêt qu'elle avait marqué l'année précédente, la production agricole a fortement augmenté en 1958/59. La plus grande partie du surcroît de production, en particulier pour ce qui est des céréales, n'est pas allée au consommateur et l'augmentation des stocks s'est accélérée. La récession a accentué la baisse continue des prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux et l'on estime que les recettes totales provenant des exportations agricoles en 1958 ont été inférieures d'environ 9 pour cent, en valeur réelle, à celles de l'année précédente. La détérioration continue des termes de l'échange des pays exportateurs de produits agricoles, au nombre desquels figurent la plupart des régions peu développées du monde, a encore limité leur capacité d'importation, y compris les importations de biens d'équipement indispensables pour le progrès économique.

Vers le milieu de 1959, il semble que l'on assiste à une reprise de l'activité économique; si cette reprise ne s'est pas encore traduite par un réveil marqué des échanges de produits agricoles, les prix de certains produits sur les marchés mondiaux semblent se redresser. La crise n'a pas fait diminuer fortement la demande de produits alimentaires, mais elle a eu des répercussions considérables sur le commerce mondial des matières premières d'origine agricole, notamment la laine, le coton et le caoutchouc, ainsi que sur la production forestière et le commerce des produits forestiers. Les perspectives des récoltes de 1959/60 font présager pour le moment un relèvement du niveau de la production agricole mondiale; il est donc probable que les stocks d'excédents vont continuer à s'accumuler.

Cette évolution a parfois intensifié, sans les modifier fondamentalement, les problèmes centraux de l'agriculture mondiale. Les pays peu développés ont d'immenses besoins de produits alimentaires et agricoles, et ces besoins continuent à augmenter rapidement. L'accroissement démographique y est tel que la production agricole nationale ne laisse qu'une faible marge pour améliorer leur faible niveau de vie. Or, cette marge a depuis quelque temps

tendance à se réduire; dans certains pays d'Amérique latine et du Sud-Est de l'Asie en particulier, l'accroissement de la production va tout juste de pair avec celui de la population, quand il ne lui est pas inférieur.

On n'a trouvé jusqu'ici que des moyens limités d'utiliser le potentiel agricole des pays développés afin d'aider les pays les plus nécessiteux. On le voit bien par les énormes stocks invendables de céréales et autres produits qui continuent à s'accumuler en Amérique du Nord, et qui commencent de plus en plus souvent à apparaître aussi dans d'autres pays, malgré l'intensification des mesures prises pour écouter les excédents et l'augmentation des exportations de produits agricoles à des conditions spéciales. Des mesures de cet ordre n'en présentent pas moins beaucoup d'intérêt même si la solution définitive des problèmes posés par la misère rurale et l'insuffisance des disponibilités alimentaires dans les pays peu développés doit être fournie avant tout par l'amélioration de la productivité agricole de ceux-ci.

Les deux groupes de pays, à savoir ceux qui sont industrialisés et ceux qui sont peu développés, s'efforcent de mettre au point une politique agricole qui atténuera les tensions inhérentes à cet état de choses. De nombreux pays industrialisés recherchent le moyen de maintenir le revenu agricole à un niveau qui ne diffère pas trop de celui des autres secteurs d'activité, sans toutefois augmenter le coût des mesures de soutien ni accroître encore les productions inutiles. En effet, l'augmentation de la demande de la plupart des produits agricoles y est relativement lente, alors que les possibilités de développer la production agricole y sont très grandes. En 1958/59 encore, la politique agricole de ce groupe de pays n'a subi la plupart du temps que des modifications assez minimales; il convient toutefois de noter que plusieurs pays de l'Europe occidentale ont annoncé une réduction du soutien des prix et des revenus agricoles.

Dans la plupart des pays peu développés, le rapport entre l'augmentation de la production et de la demande est inverse de celui qui existe dans les

des pays développés. Aussi les modifications apportées à la politique visent-elles à accélérer la production agricole et ont-elles été souvent, en 1958/59, plus radicales qu'au cours des années précédentes. C'est ainsi que l'attention s'est à nouveau portée sur les mesures visant à améliorer les conditions d'occupation des terres. Il semble que l'on fasse une place plus importante aux coopératives et aux facilités de crédit, surtout à l'occasion des nouvelles mesures de réforme agraire. Dans certains pays, les politiques de prix visant essentiellement à protéger le consommateur sont réexaminées du point de vue de leurs incidences sur la production. Plusieurs des nouveaux plans de développement économique annoncés en

1958/59 accordent une plus grande attention au secteur agricole, afin de réduire le plus possible les retards éventuels de la production agricole qui risqueraient de ralentir le développement économique général. En Chine continentale, en U.R.S.S. et dans certains pays de l'Europe orientale, les plans de développement les plus récents font eux aussi une place plus large à l'agriculture, et des modifications étendues sont apportées à l'organisation de l'agriculture.

La suite du présent chapitre rend compte plus en détail, par région et par produit, des principaux faits survenus en 1958/59, ainsi que de certains aspects à long terme de la situation.

### Production agricole

Après avoir connu un temps d'arrêt en 1957/58, le volume de la production agricole mondiale a recommencé à augmenter fortement en 1958/59. Des estimations préliminaires pour le monde, à l'exclusion de la Chine continentale, indiquent qu'elle est supérieure de plus de 4 pour cent à celle de chacune des deux campagnes précédentes. L'augmentation de la production mondiale totale doit même avoir été plus forte encore, étant donné les accroissements importants de la production agricole signalés en Chine.

Contrairement à ce qui s'était produit au cours de la campagne précédente, la production a aug-

menté en 1958/59 dans toutes les régions du monde (tableau II-1). En Europe occidentale, l'augmentation est provisoirement estimée à 1 pour cent environ seulement; en Amérique latine, en Extrême-Orient, au Proche-Orient et en Afrique, à environ 2 à 3 pour cent. La presque totalité de l'accroissement en 1958/59 est à porter à l'actif de l'Amérique du Nord, de l'Océanie et de la région comprenant l'Europe orientale et l'U.R.S.S.; dans ces trois régions, on estime que les augmentations vont de 6 à 10 pour cent. Toutefois, en Océanie, et particulièrement en Amérique du Nord, l'accroissement de la production a consisté pour une large part en une reprise

TABLEAU II-1. — INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	Moyenne d'avant-guerre	Moyenne 1948/49-1952/53	1952/53	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100 .....									
Europe occidentale .....	83	87	93	101	101	102	102	107	108
Europe orientale et U.R.S.S. .....	(85)	(87)	91	94	95	104	116	119	130
Amérique du Nord .....	68	92	97	99	97	101	106	101	107
Amérique latine .....	73	89	95	96	100	103	106	111	114
Océanie .....	78	90	96	98	98	104	104	100	110
Extrême-Orient (non compris la Chine)	86	87	93	98	100	103	106	105	108
Proche-Orient .....	72	84	93	100	97	101	109	110	112
Afrique .....	70	87	94	98	101	101	106	103	106
TOUTES LES RÉGIONS CI-DESSUS .....	(77)	(88)	94	98	98	103	107	107	112

NOTE: Ces indices révisés ont été calculés en pondérant les chiffres de la production non plus par les coefficients mondiaux d'avant-guerre, mais par les coefficients régionaux fondés sur les rapports des prix agricoles de 1952-56. Les données fondamentales sur la production ont subi, elles-aussi, des révisions importantes. Il est tenu compte comme auparavant des quantités données aux animaux et des semences. L'indice pour l'Europe orientale et l'U.R.S.S. est donné à part pour la première fois, les statistiques de la production publiées pour cette région étant maintenant beaucoup plus complètes; les moyennes d'avant-guerre et de 1948-52 pour cette région, n'étant pas absolument comparables, sont données entre parenthèses. Pour la Chine continentale, on n'a pas donné d'estimation, l'examen détaillé des données disponibles n'étant pas terminé.

par rapport à la médiocre campagne de 1957/58. En Europe orientale et en U.R.S.S., la production agricole n'a, semble-t-il, progressé qu'assez lentement jusqu'en 1954/55, mais elle marque depuis quelque temps une très forte tendance à augmenter.

Les données du tableau II-1 qui, en raison de révisions de la série des indices, portent sur une assez longue période d'années, font ressortir mieux que d'habitude le caractère parfois assez irrégulier dans certaines régions de l'évolution de la production d'une année à l'autre, phénomène qui est dû au jeu combiné des conditions climatiques et des influences à long terme de la technologie et de la politique agricoles. Les fluctuations ont été particulièrement marquées au cours des deux dernières campagnes de production, où le temps tour à tour beau et mauvais dans certaines régions a assez fortement influé sur les récoltes.

En examinant ces variations annuelles, de même que la tendance à long terme à l'augmentation du volume de la production agricole, il convient de tenir compte du fait que la population mondiale augmente de manière constante – en moyenne d'en-

viron 1,6 pour cent par an – sans connaître les interruptions qui surviennent de temps à autre dans l'accroissement de la production. Les indices de la production par habitant (voir tableau II-2) font ressortir que les augmentations de production de 1958/59, pour fortes qu'elles soient, revêtent un aspect bien différent si l'on considère la production par habitant. En outre, la faible amélioration de cette dernière qu'enregistrent depuis quelques années les régions peu développées se trouve temporairement plus ou moins éliminée si la campagne est mauvaise, comme cela a été le cas par exemple en Afrique et en Extrême-Orient en 1957/58. D'autre part, pour un pays pris isolément, la situation peut être pire encore, la production, pendant une mauvaise campagne, pouvant y diminuer plus fortement que dans l'ensemble d'une région, tandis que l'accroissement démographique peut fort bien y être supérieur à la moyenne mondiale.

Les indices de la production alimentaire par habitant (tableau II-2) ne concernent que la production intérieure; ils n'indiquent donc pas les tendances des disponibilités alimentaires totales

TABLEAU II-2. – INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE PAR HABITANT

	Moyenne d'avant-guerre	Moyenne 1948/49-1952/53	1952/53	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
<b>TOUS PRODUITS AGRICOLES</b>									
Europe occidentale .....	93	89	95	102	101	102	101	104	105
Europe orientale et U.R.S.S. .....	(86)	(92)	93	96	95	103	112	114	122
Amérique du Nord .....	87	99	101	101	97	99	102	96	99
Amérique latine .....	109	98	100	98	100	100	101	103	103
Océanie .....	104	99	102	100	98	102	100	94	101
Extrême-Orient (à l'exclusion de la Chine) .....	111	92	95	99	100	102	103	100	101
Proche-Orient .....	94	90	95	100	97	99	105	104	104
Afrique .....	92	94	98	100	101	99	102	98	99
<b>TOUTES LES RÉGIONS CI-DESSUS.....</b>	<b>(95)</b>	<b>(94)</b>	<b>97</b>	<b>99</b>	<b>98</b>	<b>101</b>	<b>104</b>	<b>102</b>	<b>105</b>
<b>PRODUITS ALIMENTAIRES SEULEMENT</b>									
Europe occidentale .....	93	98	95	102	101	101	101	104	105
Europe orientale et U.R.S.S. .....	(87)	(92)	93	96	94	103	113	114	123
Amérique du Nord .....	85	98	100	100	97	99	103	99	102
Amérique latine .....	104	97	99	98	100	99	103	103	102
Océanie .....	110	102	103	103	99	102	103	90	102
Extrême-Orient (à l'exclusion de la Chine) .....	108	92	95	100	100	102	103	100	101
Proche-Orient .....	94	89	94	102	97	99	105	104	102
Afrique .....	95	96	99	101	101	99	101	96	97
<b>TOUTES LES RÉGIONS CI-DESSUS.....</b>	<b>(95)</b>	<b>(94)</b>	<b>97</b>	<b>100</b>	<b>98</b>	<b>101</b>	<b>104</b>	<b>103</b>	<b>106</b>

NOTE: Voir note explicative au tableau II-1 pour ce qui est des modifications apportées au calcul de ces indices. Ne sont pas compris dans l'indice des produits alimentaires le café, le thé, le tabac, les graines oléagineuses non comestibles, les fibres et le caoutchouc.

d'une région, qui sont, depuis la guerre, fortement influencées par les importants changements survenus dans les importations et les exportations. Ces indices, et plus particulièrement ceux de la production par habitant de tous les produits agricoles, peuvent toutefois donner une idée approximative de la mesure dans laquelle l'augmentation de la production agricole répond aux besoins d'une population en augmentation et assure, soit directement en permettant à la consommation nationale par habitant d'augmenter, soit indirectement en permettant d'accroître le volume des exportations, une marge pour l'amélioration du niveau de vie. Depuis quelques années, cette marge diminue de manière appréciable dans les régions peu développées; ni en Extrême-Orient ni en Amérique latine, la production par habitant n'est encore parvenue, au cours des 13 campagnes qui se sont écoulées depuis la guerre, à retrouver son niveau d'avant-guerre. En Afrique, l'une des conséquences du ralentissement marqué du rythme de l'expansion de l'agriculture a été que la production alimentaire par habitant semble presque être revenue à son niveau d'avant-guerre, encore que les statistiques de la population et de la production alimentaire pour cette région soient toujours sujettes à caution.

Pour se faire une idée du chemin qui reste à parcourir il suffira d'indiquer qu'en Extrême-Orient, où les hostilités ont fait subir à la production un retard particulièrement prononcé, il faudrait que la production agricole totale augmente dans la proportion considérable de 11 pour cent pour que la production par habitant remonte en 1959/60 à son niveau d'avant-guerre. En Amérique latine, où l'accroissement démographique est particulièrement rapide, l'augmentation devrait être de 7 pour cent. Or, des augmentations aussi considérables de la production régionale sont exceptionnelles; en admettant même qu'elles soient possibles au cours d'une bonne campagne, il serait difficile de les maintenir au cours des campagnes suivantes.

Si l'indice mondial et les indices régionaux de la production agricole donnent une idée d'ensemble qui n'est pas sans intérêt, il n'en est pas moins inévitable qu'ils dissimulent des différences entre pays. Il n'a pas encore été possible de recalculer l'indice FAO de la production agricole des différents pays sur la base revisée qui a été utilisée dans le présent rapport, mais le graphique II-1 montre l'augmentation de la production par rapport à la population dans certains pays de 1948-52 à 1955-56,

d'après des estimations antérieures de la FAO<sup>1</sup>.

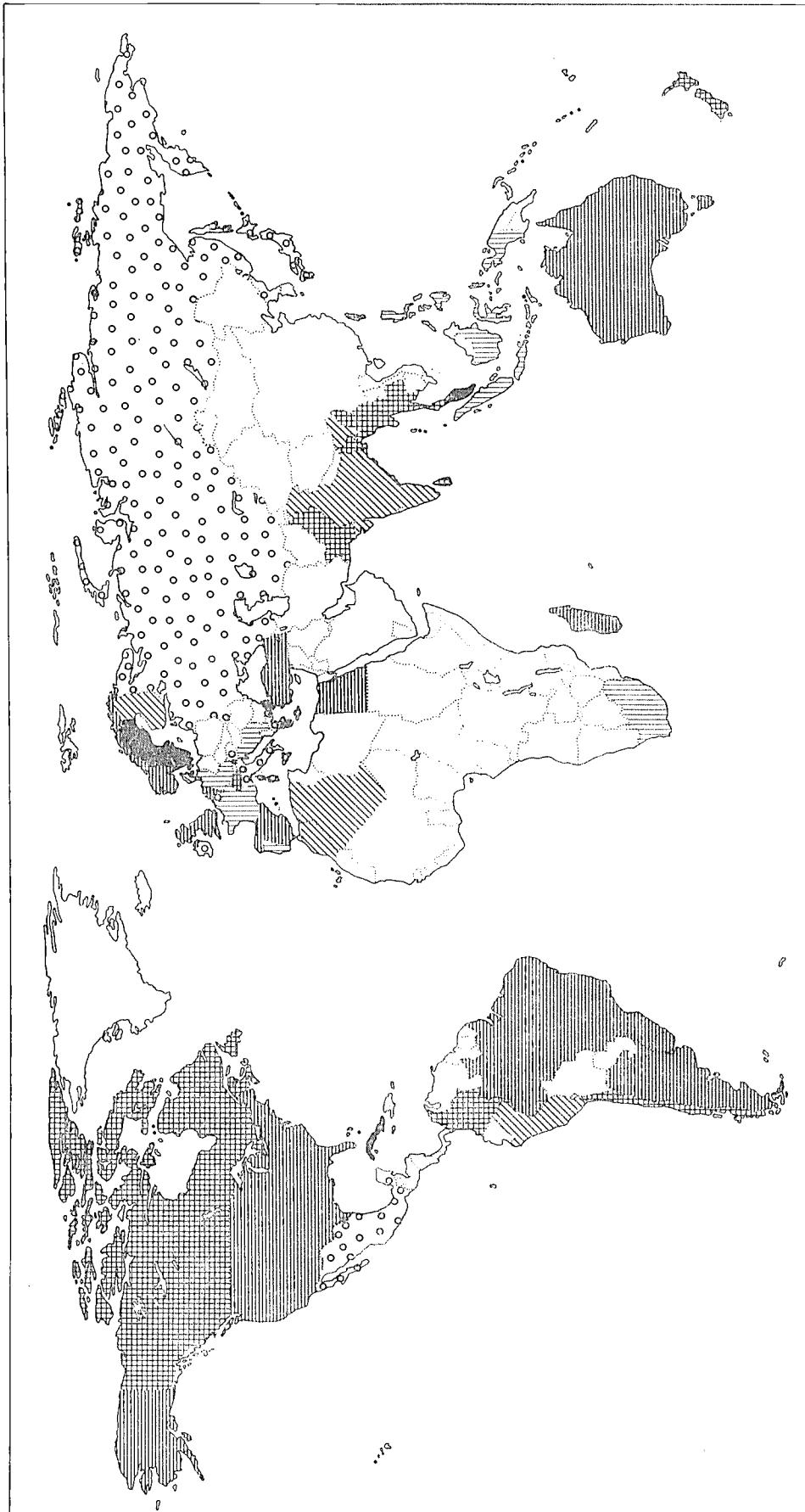
On voit que la production augmente moins vite, ou tout juste au même rythme, que la population dans plusieurs des pays producteurs de riz de l'Asie du Sud-Est et dans certaines parties de l'Amérique latine. Cet état de choses ne s'explique pas moins par la tendance de la production que par l'accroissement rapide de la population. Au nombre des pays où l'augmentation relative de la production agricole est la plus rapide figurent le Mexique, le Japon, l'U.R.S.S. et plusieurs pays d'Europe occidentale, et notamment l'Autriche, la Belgique, la Grèce, l'Irlande et l'Italie. En France, en Allemagne occidentale et en Yougoslavie également, l'augmentation annuelle de la production agricole dépasse de plus de 2 pour cent depuis quelques années l'accroissement démographique, qui y est assez lent. Les différences assez marquées entre l'augmentation relative de la production et de la population dans les pays d'Europe occidentale, qui s'expliquent jusqu'à un certain point par le fait que le relèvement de l'agriculture après la guerre ne s'est pas produit au même moment, devraient, semble-t-il, influer fortement sur l'avenir des marchés d'importation dans cette région.

Lorsque l'on considère l'évolution relative de la production agricole et de la population, il est en outre nécessaire de tenir compte du niveau réel de la production par habitant, qui reste beaucoup plus bas dans les régions économiquement peu développées que dans celles qui sont industrialisées. C'est ainsi que les quatre régions de l'Amérique latine, de l'Extrême-Orient, du Proche-Orient et de l'Afrique, où se trouvent les trois cinquièmes environ de la population mondiale, n'ont eu à leur actif, de 1954 à 1958, que le tiers environ de la production agricole mondiale (non compris la Chine continentale). Il ressort du graphique II-2 que même si elle s'améliorait au point de retrouver le niveau de la moyenne d'avant-guerre, la production agricole par habitant n'en resterait pas moins inférieure à la moitié de la moyenne mondiale.

On enregistre depuis quelques années des différences assez sensibles dans la tendance de la production, selon qu'il s'agit des régions développées ou de celles qui ne le sont pas. Ces différences ont été étudiées de manière assez détaillée dans le rapport de l'an dernier, mais il n'est peut-être pas sans intérêt d'y revenir. Le taux moyen annuel

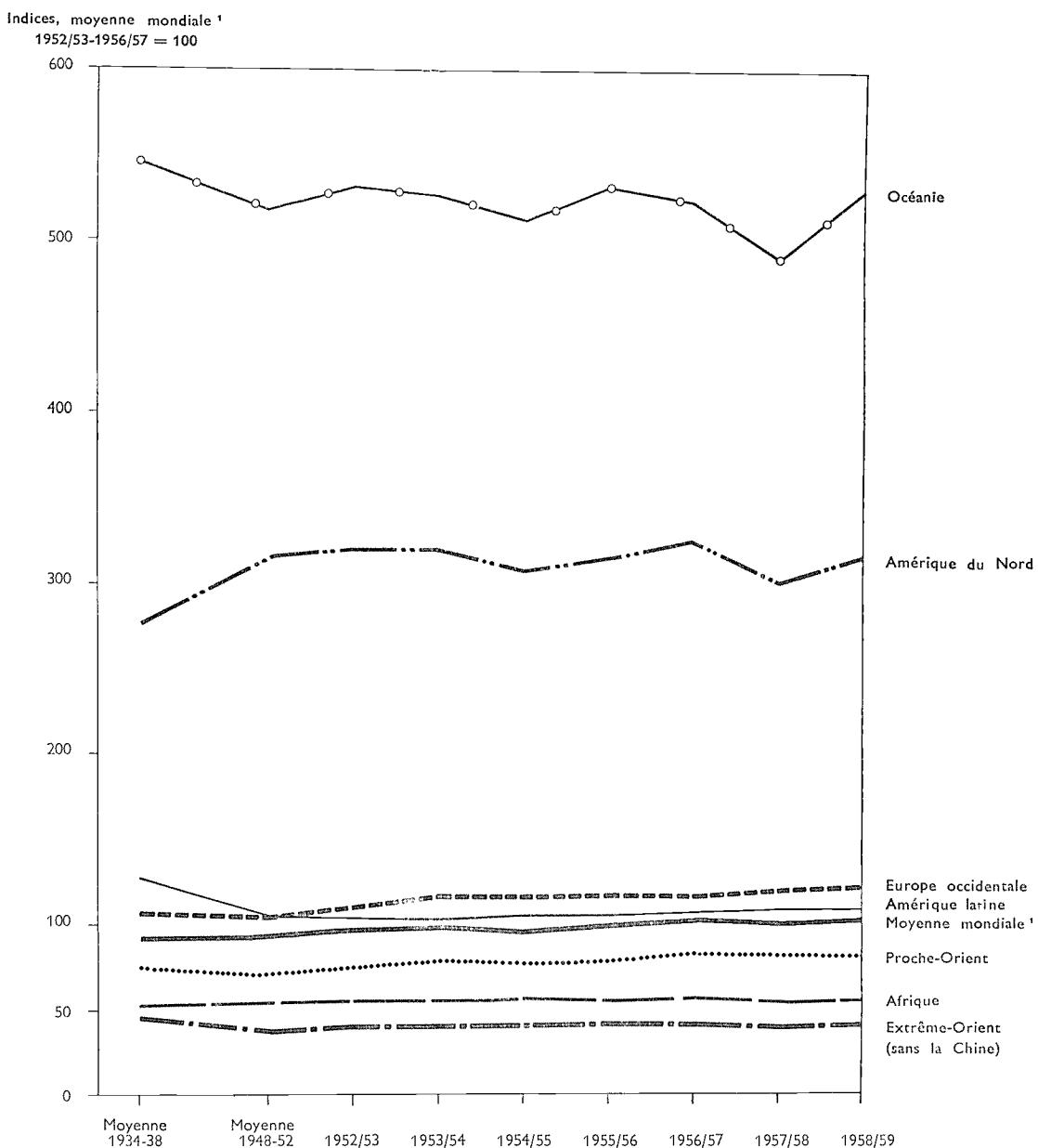
<sup>1</sup> *Bulletin mensuel: Economie et statistique agricoles*, FAO, Rome, avril 1958, p. 31.

GRAPHIQUE II-1. AUGMENTATION OU DIMINUTION ANNUELLE MOYENNE DE LA PRODUCTION AGRICOLE PAR RAPPORT A LA POPULATION, DANS CERTAINS PAYS, MOYENNE 1948-52 A MOYENNE 1955-56



<sup>1</sup> Rapport entre le changement dans la production et le changement dans la population, moyenne annuelle.

GRAPHIQUE II-2. ESTIMATION DU NIVEAU DE PRODUCTION AGRICOLE PAR HABITANT, PAR RÉGION, PAR RAPPORT A LA MOYENNE MONDIALE



<sup>1</sup> Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

de l'augmentation de la production agricole baisse assez fortement depuis quelques années dans ces deux groupes de régions, mais elle continue à être bien plus rapide dans le groupe des pays peu développés (tableau II-3). Ainsi, les principales modifications de la production agricole en 1958/59, année pendant laquelle ce sont les régions industrialisées de l'Amérique du Nord et de l'Océanie qui ont enregistré la plus grande augmentation, se sont produites en sens contraire de la tendance de ces dernières années. Si l'on exclut cette toute

dernière campagne, le ralentissement du taux d'augmentation dans les régions développées est beaucoup plus marqué.

C'est en Europe occidentale que l'abaissement de ce taux est le plus marqué; mais il faut dire que l'expansion rapide survenue de 1948-52 à 1953-55 reflétait encore les derniers stades du relèvement de l'après-guerre. En Amérique du Nord, où les gains de production ont été les plus élevés au cours des années de guerre, l'augmentation moyenne n'a pas varié depuis 1948-52, mais là encore la cam-

TABLEAU II-3. — AUGMENTATION ANNUELLE MOYENNE DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA POPULATION

	Augmentation annuelle moyenne de la production agricole		Augmentation annuelle moyenne de la population	
	1948-52 à 1953-55	1953-55 à 1956-58	1948-52 à 1953-55	1953-55 à 1956-58
..... Pourcentage .....				
Europe occidentale .....	3,9	1,4	0,7	0,8
Amérique du Nord .....	1,9	1,9	1,8	1,9
Océanie .....	2,6	1,7	2,4	2,2
Les trois régions ci-dessus..	2,7	1,7	1,2	1,2
Amérique latine .....	2,9	3,6	2,4	2,4
Extrême-Orient (non compris la Chine) .....	3,7	2,0	1,5	1,5
Proche-Orient .....	4,2	3,6	1,6	1,9
Afrique .....	3,5	1,6	1,7	1,8
Les quatre régions ci-dessus	3,5	2,5	1,7	1,7
TOUTES LES RÉGIONS CI-DESSUS	3,0	2,0	1,6	1,6

pagne 1958/59, qui a été très favorable, a relevé la moyenne récente. Le ralentissement de l'expansion jusqu'à cette année-là a été en fait, pour une large part, le résultat de politiques visant à freiner l'accumulation des excédents.

Dans les régions peu développées, c'est en Afrique et en Extrême-Orient que le ralentissement a été le plus marqué; dans la première de ces deux régions, on estime que le taux annuel d'augmentation est maintenant inférieur à celui de l'accroissement démographique. En Amérique latine, en revanche, le taux d'augmentation avait été plus lent de 1948-52 à 1953-55, mais il augmente depuis quelques années et atteint celui auquel les autres régions peu développées étaient parvenues plus tôt. Dans cette région, de même qu'au Proche-Orient, et par opposition aux deux autres régions peu développées, l'écart entre le rythme de l'accroissement de la production et celui de l'accroissement démographique demeure considérable.

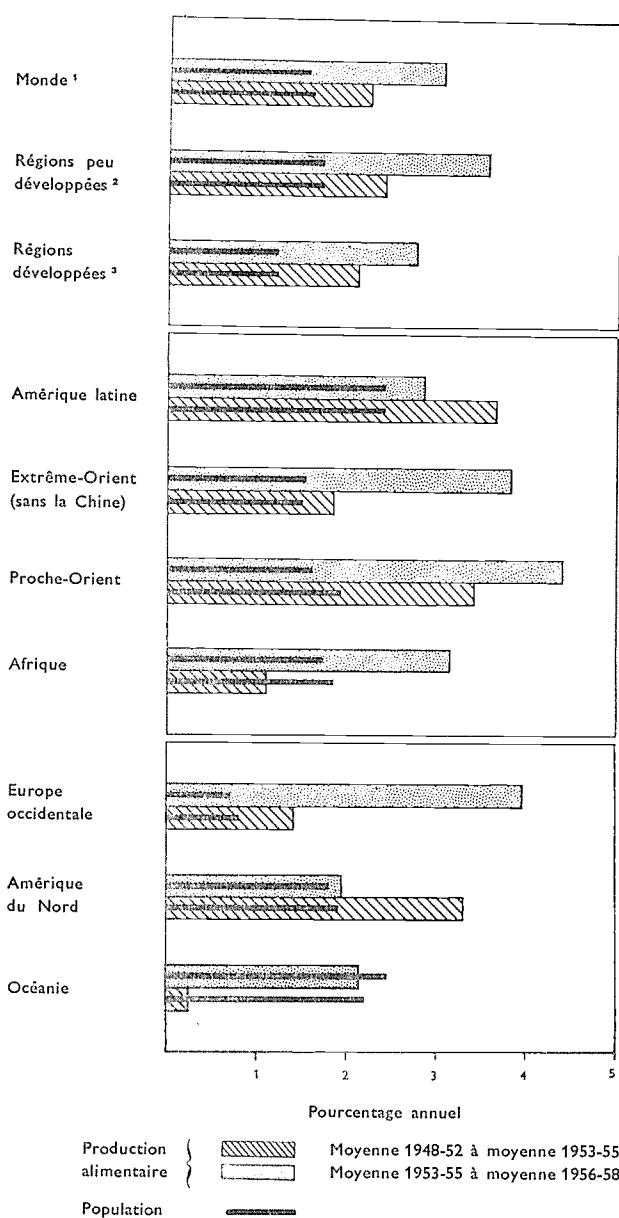
Le tableau II-3 ne donne de chiffres ni pour l'Europe orientale ni pour l'U.R.S.S.; on ne possède en effet de statistiques relativement complètes de la production que pour la période récente. Il semble que de 1953-55 à 1956-58 le taux moyen d'augmentation n'a pas été inférieur à 7 pour cent; mais ce chiffre est fortement influencé par les récoltes record enregistrées tant en 1956/57 qu'en 1958/59 et par le grand développement des superficies survenu depuis 1953 en U.R.S.S. Les chiffres dont on dispose pour les premières années de l'après-

guerre font apparaître un taux d'augmentation assez faible. Les dégâts que la guerre avait fait subir à la production agricole avaient eu des effets extrêmement graves dans cette région et il semble qu'en Tchécoslovaquie, en Allemagne orientale et en Roumanie, la production vient tout juste de retrouver son niveau d'avant-guerre.

Le graphique II-3 permet d'effectuer pour la production alimentaire les mêmes comparaisons que celles que le tableau II-3 permet de faire pour la production agricole totale. Dans ce cas encore, l'Amérique latine est la seule région peu développée où l'on constate une augmentation plus rapide dans la dernière des deux périodes. Si, pour l'ensemble du monde et pour les deux groupes de régions, les tendances de la production alimentaire et de la production de tous les produits agricoles ont d'une manière générale été semblables, on n'en note pas moins des différences assez marquées dans certaines régions. En Amérique du Nord, le taux d'augmentation de la production alimentaire s'est élevé au cours de ces dernières années, encore que cela s'explique en partie par les fortes récoltes de 1958/59, mais à cette augmentation plus rapide on peut opposer la diminution absolue de la production des produits non alimentaires, et notamment du coton. En Europe occidentale, également, la production non alimentaire ou celle des matières premières a diminué; il est vrai que, comme elle n'entre dans cette région que pour une part beaucoup plus faible dans la production totale, cette diminution n'affecte qu'à peine le rapport entre le taux d'augmentation de la production agricole et celui de la production alimentaire. Dans les autres régions, exception faite de l'Amérique latine, la production des matières premières a une certaine tendance à augmenter plus vite que celle des produits alimentaires. Cette tendance est particulièrement marquée en Océanie, où le contraste entre le tableau II-3 et le graphique II-3 souligne l'augmentation constante de l'importance relative de la laine dans l'agriculture de la région. Dans cette région l'accroissement démographique dépasse tellement l'augmentation de la production alimentaires que ce fait influe davantage sur les excédents exportables que sur la consommation intérieure.

Les différences du taux de l'accroissement au cours des deux périodes et dans les deux groupes de régions, dont il a été question ci-dessus, s'expliquent en partie par le fait que la population augmente plus rapidement et que l'élasticité de la demande de denrées alimentaires et de produits

GRAPHIQUE II-3. ACCROISSEMENT ANNUEL MOYEN DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA POPULATION



<sup>1</sup> Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine. - <sup>2</sup> Amérique latine, Extrême-Orient (sans la Chine), Proche-Orient, Afrique. - <sup>3</sup> Europe occidentale, Amérique du Nord, Océanie.

agricoles par rapport au revenu est plus grande dans les régions peu développées que dans la plupart des pays développés. Dans le groupe des pays peu développés, tout ralentissement dans le rythme du développement agricole est probablement dû à des facteurs tels que le manque de capital d'investissement ou l'instabilité des marchés d'exportation. En Europe orientale et en U.R.S.S., les tendances récentes s'expliquent par le fait que la demande de biens de consommation, y

compris toutes les denrées alimentaires, sauf les plus essentielles, est longtemps restée insatisfaite.

Les facteurs de la demande expliquent également, pour une large part, la structure différente de l'augmentation de la production végétale et de la production animale, qui ressort du tableau II-4. Pendant tout l'après-guerre, la production mondiale de produits de l'élevage, qui se situe essentiellement dans les régions développées, a augmenté plus vite que la production végétale. Dans les régions développées, la demande de nombreux produits d'origine végétale a été saturée, et elle a eu tendance à diminuer pour certains d'entre eux, mais la demande de produits animaux continue à augmenter à mesure que le revenu s'élève; pourtant, même pour ce dernier groupe de produits, le rythme du développement de la production se ralentit de manière appréciable depuis quelques années. Dans ces régions, les produits destinés à l'alimentation animale, ainsi que des produits qui vont grossir les stocks excédentaires, entrent pour une part considérable dans l'accroissement de la production végétale, tel qu'il ressort du tableau II-4.

Dans les régions peu développées, l'augmentation de la production végétale s'est ralenti, mais le rythme de développement de la production animale s'est maintenu et il est maintenant à peu près le même que celui de la production végétale. Les statistiques de la production animale dans ces régions sont en général moins sûres que celles de la production végétale, mais il semble que l'accroissement de la production animale s'est ralenti en Extrême-Orient et en Afrique, mais s'est accéléré tant en Amérique latine, où la demande d'exportation est considérable et où la consommation intérieure est forte, qu'au Proche-Orient. Dans toutes les régions peu développées, la production réelle de l'élevage est relativement faible et représente un pourcentage beaucoup plus faible de la production agricole totale que dans les régions développées.

#### LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS EN 1958/59

Pour en revenir à la situation plus récente, on trouvera résumée ci-après, région par région, l'évolution de la production agricole en 1958/59. On se reporterà aux tableaux annexes 2-9 pour des détails plus complets sur la production régionale des principaux produits.

TABLEAU II-4. — AUGMENTATION ANNUELLE MOYENNE DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE ET DE LA PRODUCTION ANIMALE<sup>1</sup>

	Augmentation annuelle moyenne de la production végétale		Augmentation annuelle moyenne de la production animale	
	1948-52 à 1953-55	1953-55 à 1956-58	1948-52 à 1953-55	1953-55 à 1956-58
..... Pourcentage .....				
Europe occidentale .....	3,1	0,9	4,9	2,5
Amérique du Nord .....	0,4	1,8	2,8	2,3
Océanie .....	2,6	- 0,9	2,6	2,4
Les trois régions ci-dessus	1,5	1,4	3,6	2,4
Amérique latine .....	3,6	3,3	2,1	3,8
Extrême-Orient (non compris la Chine) .....	3,9	2,0	2,9	1,6
Proche-Orient .....	5,5	4,0	2,0	3,0
Afrique .....	4,0	1,7	2,5	1,2
Les quatre régions ci-dessus	4,0	2,5	2,4	2,5
TOUTES LES RÉGIONS CI-DESSUS	2,7	1,9	3,3	2,4

<sup>1</sup> Production brute, y compris les quantités données aux animaux et les semences.

### Europe occidentale

En Europe occidentale, la production agricole, qui avait été plus ou moins stable de 1953/54 à 1956/57, avait augmenté de 4 pour cent en 1957/58 et a encore augmenté légèrement en 1958/59.

Pour les céréales, la production de 1958/59, inférieure de 3 pour cent à celle de 1957/58 qui avait été très forte, a encore dépassé celle des années précédentes. Les intempéries survenues dans le nord-ouest de l'Europe vers l'époque de la moisson ont réduit quantitativement et qualitativement les récoltes de céréales, surtout celles du blé en France. En Italie, par contre, la production de blé et d'autres céréales a augmenté. La production de pommes de terre, qui s'est ressentie aussi des intempéries, a diminué de 7 pour cent. La production de sucre a augmenté de plus d'un million de tonnes (15 pour cent) pour atteindre un niveau qui est un peu plus du double de la moyenne d'avant-guerre. Alors qu'en 1957 la récolte de pommes avait été désastreuse, elle a été extrêmement abondante dans

presque tous les pays. La récolte de vin a connu elle aussi une reprise assez importante, mais la production a encore été inférieure à celle des années précédentes. La production d'agrumes a fortement augmenté; en Espagne, la production d'oranges a dépassé le niveau antérieur aux gelées de 1956.

La production des produits de l'élevage a, semble-t-il, beaucoup moins augmenté en 1958/59 qu'au cours des toutes dernières années. On estime que la production de lait a légèrement augmenté. Au Danemark, en Suède et au Royaume-Uni, il semble que les politiques visant à encourager les éleveurs à réduire un peu la production du lait pour augmenter celle du bœuf de boucherie commencent à donner des résultats et que l'accroissement de la production laitière se soit ralenti. La production de viande de bœuf et de porc de cette région aura probablement marqué un léger accroissement, mais les effectifs des porcins ont plafonné dans plusieurs pays à la fin de 1958. La production d'œufs a augmenté à nouveau, le rapport des prix des œufs et des aliments de la volaille ayant été favorable au cours du premier semestre de la campagne agricole. La production de viande de volaille a continué à augmenter et plusieurs pays ont commencé à produire des poulets à rôtir.

### Europe orientale et U.R.S.S.

L'indice FAO du volume de la production agricole pour l'Europe orientale et l'U.R.S.S., qui pour la première fois est donné à part dans le présent rapport, fait apparaître une augmentation qui n'est pas inférieure à 9 pour cent dans cette région en 1958/59. C'est à l'U.R.S.S. que revient en totalité ce fort accroissement, car il semble bien que dans le groupe de pays de l'Europe orientale la production n'ait pas réussi à atteindre le niveau élevé de 1957/58, les récoltes ayant échoué dans les pays danubiens.

En 1958/59, la récolte de céréales de l'U.R.S.S. a été exceptionnellement bonne: elle atteindrait 139,4 millions de tonnes, alors que l'on estime à 102 millions de tonnes la moyenne de 1953-57. Les conditions climatiques ont été favorables tant en Ukraine que dans les régions productrices de céréales situées plus à l'est. Plus remarquable encore a été la production de betteraves à sucre, puisqu'elle a augmenté de 36 pour cent, alors que les superficies ne couvraient que 20 pour cent de plus. La récolte de graines de tournesol a été forte elle aussi, mais la production de coton et de lin n'a été que légè-

rement supérieure à celle de 1957/58, et la production de pommes de terre et de légumes a diminué. Les effectifs des bovins et des ovins ont augmenté moins vite en 1958, et même moins qu'il n'avait été prévu par le plan. La production de lait a augmenté, mais comme le rendement ne s'est pas amélioré, elle est restée bien inférieure aux 70 millions de tonnes qu'elle aurait dû atteindre « pour dépasser la production par habitant des Etats-Unis ». Pour la viande, l'augmentation n'a été que de 7 pour cent alors qu'elle avait été fixée à 14 pour cent par le plan; pour les œufs, l'augmentation n'a été que de 5 pour cent contre 13 pour cent prévus. En revanche, la production de laine a légèrement dépassé l'objectif fixé.

Dans les pays d'Europe orientale, il y a eu des différences marquées en 1958/59 en ce qui concerne les récoltes. La production de céréales a augmenté en Allemagne orientale, elle n'a pas varié en Pologne, et a légèrement fléchi en Tchécoslovaquie. Dans les pays danubiens, en revanche, on a enregistré une forte réduction de la production des céréales, surtout pour le maïs en Bulgarie et en Roumanie et pour les céréales panifiables et les céréales secondaires en Hongrie. La récolte de betteraves à sucre a été généralement abondante.

Les récoltes de pommes de terre ont très fortement diminué, surtout en Tchécoslovaquie (18 pour cent) et en Allemagne orientale (14 pour cent); en Pologne, bien que la production ait augmenté, elle a été inférieure à la bonne récolte de 1956/57. La production de lait et de viande de porc a augmenté dans tous les pays de l'Europe orientale en 1958. Les effectifs des bovins ont augmenté en Tchécoslovaquie, en Allemagne orientale et en Hongrie, ceux des ovins et des porcins ont augmenté en Bulgarie et en Hongrie, mais celui des porcins a diminué en Pologne, pays qui est le principal producteur de viande de porc de l'Europe orientale.

#### *Amérique du Nord*

Après la forte diminution enregistrée en 1957/58, la production agricole de l'Amérique du Nord a augmenté de 6 pour cent en 1958/59, dépassant légèrement le niveau record de 1956/57. C'est sur la production végétale que l'augmentation a entièrement porté, la production animale pour l'année civile 1958 ayant légèrement diminué.

Aux Etats-Unis, la production végétale, qui en dix ans (jusqu'en 1957) n'avait augmenté que de 6

pour cent par rapport à la moyenne 1947-49, s'est accrue de 11 pour cent en 1958. Le temps ayant été exceptionnellement beau pendant toute l'année on a enregistré une forte augmentation des rendements. Parmi les cultures dont la production avait été faible en 1957/58, celles du blé et des graines de lin ont augmenté de plus de 50 pour cent et celle des arachides de 30 pour cent. La production de maïs a encore augmenté de 11 pour cent; celle des graines de soja a continué à augmenter fortement (près de 20 pour cent). La récolte de coton a bien augmenté de 6 pour cent, mais elle a encore été inférieure de 20 pour cent environ à la moyenne de 1947-49, par suite de réduction de superficies. On a noté une très forte augmentation de l'utilisation du maïs pour l'alimentation animale, qui, jusqu'à présent, s'est traduite par l'augmentation des effectifs du bétail plutôt que par l'accroissement des ventes de produits de l'élevage.

Au Canada, la situation de l'agriculture en général a été bien meilleure qu'en 1958; pour l'année civile, la production a augmenté d'environ 10 pour cent par rapport à l'année précédente. Bien que le temps ait été mauvais dans la Prairie pour la deuxième année consécutive, la récolte a été plus abondante en raison des mesures prises pour conserver l'eau et aussi des pluies de la fin de l'été. La production de blé, qui avait été faible en 1957/58, n'a pas varié, mais celle des céréales secondaires a légèrement augmenté. C'est dans la production animale que l'on a enregistré la principale amélioration.

#### *Amérique latine*

En Amérique latine, où les données revisées font apparaître une augmentation de 4 pour cent de la production agricole de 1957/58, il ressort des estimations préliminaires que la production a augmenté encore d'environ 3 pour cent en 1958/59.

On estime que la production de céréales a légèrement augmenté. En Argentine, on s'attendait à une très forte récolte de maïs, mais par suite des ouragans et des pluies torrentielles que la région de La Plata a connus au début de 1959, il est probable que la récolte a été plutôt inférieure à celle de 1957/58. La production argentine de blé a cependant augmenté d'environ 12 pour cent. Au Mexique, où le temps, médiocre l'année précédente, a été très favorable, la production de maïs a augmenté de 10 pour cent.

Les principales augmentations de production de la région en 1958/59 ont intéressé le café

(12 pour cent) et le sucre (10 pour cent). Au Brésil, la production de café a augmenté de près de 20 pour cent et, pour la première fois, elle a dépassé la moyenne d'avant-guerre; mais les pluies insuffisantes ont entraîné une diminution de 18 pour cent de la récolte en Colombie. A Cuba, la production de sucre est passée de 5,6 à 5,8 millions de tonnes; on a enregistré des augmentations assez fortes dans plusieurs pays producteurs de moindre importance. Pour le coprah, dont la production se situe surtout dans la région des Antilles, elle a diminué de plus d'un tiers; la production de tabac et de graine de lin a également été plus faible.

La production totale de l'élevage semble n'avoir guère changé en 1958; on estime toutefois que la production de viande de bœuf et de veau a légèrement diminué, car elle a fléchi tant en Argentine qu'en Uruguay.

#### Océanie

Par suite de la sécheresse qui avait sévi en Australie, la production agricole de l'Océanie avait baissé de 4 pour cent en 1957/58, mais, d'après les chiffres préliminaires pour 1958/59, la production de la région semble avoir augmenté dans la proportion inusitée d'environ 10 pour cent, dépassant de 6 pour cent approximativement le précédent record enregistré en 1956/57. C'est aux conditions atmosphériques particulièrement favorables, dont l'Australie a bénéficié, que cette augmentation est principalement due, le taux d'accroissement de la production australienne en 1958/59 atteignant, d'après les premières estimations officielles, 14 pour cent. En Nouvelle-Zélande, où les conditions ont été moyennes en 1958/59, après avoir été bonnes en 1957/58, la production a probablement légèrement augmenté de nouveau en 1958/59.

La production céréalière de la région est en augmentation de 90 pour cent par rapport au chiffre anormalement bas de 1957/58. Celle de l'Australie a plus que doublé, la progression étant particulièrement forte pour le blé et l'avoine. La production sucrière s'est encore accrue, mais celle de coprah a légèrement diminué dans les îles du Pacifique. D'après les estimations, la production animale a augmenté dans l'ensemble d'environ 3 pour cent en 1958, et a un peu dépassé le niveau record de 1956. Les effectifs des bovins de boucherie et des ovins ont continué d'augmenter à un rythme sensiblement plus rapide que la moyenne à long

terme, et les abattages de bovins ont été stimulés par la forte demande des Etats-Unis. La production laitière a légèrement augmenté tant en Australie qu'en Nouvelle-Zélande, mais la production totale de la région est restée un peu au-dessous du chiffre record de 1956.

#### Extrême-Orient

En Extrême-Orient (Chine non comprise), où la production agricole avait fléchi légèrement en 1957/58, les progrès ont été décevants en 1958/59, malgré des conditions atmosphériques généralement favorables; d'après les estimations actuelles, l'augmentation atteint à peine 2 pour cent.

La production de riz s'étant accrue d'environ 10 pour cent en 1958/59, la production céréalière totale s'est améliorée par rapport à son faible volume de 1957/58, sans pourtant dépasser de beaucoup celui de 1956/57. En Inde, la production de céréales vivrières a augmenté de 17 pour cent, mais la récolte de riz du Pakistan a diminué de 12 pour cent. La production de coprah a considérablement diminué dans cette région également par suite de difficultés intérieures en Indonésie et de la sécheresse aux Philippines. La production de jute et de caoutchouc s'est considérablement développée. La production animale n'a que légèrement augmenté d'après les estimations; cependant, les effectifs du bétail se sont considérablement accrus dans certains pays, notamment au Japon, aux Philippines et en Corée du Sud. Au Japon, la production laitière a dépassé la demande des consommateurs.

En Chine continentale, la production agricole a, dit-on, fait un bond prodigieux et presque doublé en 1958. Au cours de cette seule année, qualifiée par les autorités chinoises d'année « du grand bond en avant », les rapports indiquent que la production « céréalière » (qui, dans les statistiques chinoises, englobe les pommes de terre, les fèves de soja et autres aliments de base) est passée de 185 à 375 millions de tonnes. La production de riz serait passée de 87 à 170 millions de tonnes, celle de blé de 24 à 40 millions, celle de soja, de 10 à 12,5 millions, celle d'arachides de 2,6 à 6,3 millions et celle de coton de 1,6 à 3,4 millions. La superficie des cultures n'a que légèrement augmenté et l'expansion de la production est attribuée presque entièrement à l'amélioration des rendements, due non seulement aux conditions atmosphériques favorables, mais également à l'application de méthodes perfectionnées telles que les labours profonds, l'usage

du compost, les semis plus denses, le désherbage et la division des champs en blocs, en vue d'une exploitation plus rationnelle. La superficie des terres irriguées est, dit-on, passée de 35 à 55 millions d'hectares; 100 millions de paysans étaient employés aux travaux d'irrigation au début de 1958, mais on signale que nombre de canaux d'irrigation n'ont pu encore être alimentés en eau. Un emploi beaucoup plus intensif de la main-d'œuvre semble avoir été rendu possible par l'organisation des communes rurales, qui sera décrite plus loin dans le présent chapitre.

Bien qu'il soit encore prématûré de porter un jugement définitif, il se pourrait fort bien que la nouvelle organisation collectiviste ait considérablement réduit en Chine la proportion de la production qui échappe au dénombrement statistique. Un autre fait significatif est que, d'après les rapports, les livraisons de céréales à l'Etat n'ont augmenté que de 24 pour cent. D'autre part, on pensait depuis longtemps que la production agricole pourrait être considérablement développée en Chine par l'emploi de pratiques culturales améliorées. L'opinion de ceux qui sont allés récemment dans ce pays est que la récolte biologique a effectivement augmenté de façon considérable, mais que cet accroissement des disponibilités ne sera probablement ressenti que de façon limitée dans les secteurs non agricoles. On croit savoir, on outre, que la distribution a donné lieu à de grandes difficultés.

Les effectifs du bétail ont aussi fortement augmenté dans la Chine continentale en 1958, d'après les renseignements dont on dispose, le nombre des porcins étant passé de 219 à 250 millions, celui des ovins et des caprins de 100 à 129 millions et celui des bovins de 84 à 91 millions. Ces augmentations sont certes impressionnantes, mais les effectifs du bétail sont évidemment faibles par rapport à une population de 600 millions d'individus.

#### Proche-Orient

On estime que la production agricole n'a augmenté au Proche-Orient que de 1 à 2 pour cent, tant en 1957/58 qu'en 1958/59. Il y a un contraste frappant entre cette faible progression et les fortes augmentations enregistrées au cours de la plupart des dernières années (8 pour cent en 1956/57).

La production céréalière totale a diminué d'environ 8 pour cent en 1958/59 par rapport au chiffre record de 1957/58. La sécheresse et les ravages causés par les acridiens ont réduit la production

globale de blé et d'orge de près de 75 pour cent en Jordanie et de plus de 60 pour cent dans la Province syrienne de la République arabe unie; ces fléaux ont également affecté, dans une moindre mesure cependant, la production de l'Afghanistan, de l'Irak et d'Israël. Les récoltes céréalières ont, en Turquie, légèrement dépassé le niveau élevé de 1957/58 et elles n'ont que peu diminué en Iran; par contre, dans la Province égyptienne de la République arabe unie, la superficie consacrée au riz a été réduite de 30 pour cent, par suite du manque d'eau, et la production a baissé de 40 pour cent.

La production sucrière a accusé une nouvelle augmentation d'environ 8 pour cent, elle s'est considérablement développée en Iran et en Turquie. Toutefois, c'est la production du coton qui a le plus augmenté, la progression, pour l'ensemble de la région, atteignant près de 20 pour cent, ce qui constitue un nouveau record. De fortes augmentations ont été enregistrées dans la Province égyptienne de la République arabe unie et en Turquie. La production du Soudan a presque triplé par rapport à son volume désastreux de 1957/58, mais dans la Province syrienne de la République arabe unie, le développement rapide des dernières années a marqué un temps d'arrêt. On estime également que la production animale de la région a considérablement augmenté, ce qui a compensé en partie le recul de la production céréalière.

#### Afrique

On estime que la production agricole de l'Afrique, qui avait diminué de près de 3 pour cent en 1957/58, a regagné à peu près son niveau de 1956/57.

La production céréalière qui, depuis plusieurs années, n'avait guère tendance à augmenter, a progressé par rapport aux faibles résultats de 1957/58. La production globale de blé et d'orge a augmenté au Maroc d'environ 70 pour cent par rapport à la récolte de 1957/58, qui avait souffert de la sécheresse, mais elle est restée sensiblement inférieure à son niveau de 1956/57. La production de ces deux céréales a augmenté d'un tiers en Tunisie, mais en Algérie sa progression a été faible. Dans l'Union sud-africaine, la campagne 1958/59 n'a pas été bonne pour le blé et la récolte a diminué de 17 pour cent. Par contre, la production sud-africaine de maïs a dépassé d'environ 10 pour cent son volume restreint de 1957/58. A

TABLEAU II-5. — EVALUATION DES QUANTITÉS DE POISSONS, DE CRUSTACÉS ET DE MOLLUSQUES PÊCHÉES DANS LE MONDE

	1938	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Millions de tonnes, poids vif</i>								
Europe occidentale .....	5,44	6,19	6,73	7,20	7,30	7,73	7,26	7,1
Europe orientale et U.R.S.S. .....	1,70	1,99	2,27	2,57	2,82	2,97	2,92	2,9
Amérique du Nord .....	3,15	3,60	3,54	3,91	3,89	4,26	3,94	3,9
Amérique latine .....	0,24	0,50	0,56	0,63	0,77	0,82	0,97	1,4
Océanie .....	0,09	0,09	0,11	0,11	0,11	0,12	0,13	0,1
Extrême-Orient .....	9,10	7,42	9,77	10,45	11,27	11,61	12,58	15,9
Proche-Orient .....	0,33	0,38	0,43	0,43	0,41	0,44	0,42	0,4
Afrique .....	0,45	1,03	1,50	1,50	1,55	1,65	1,74	1,7
<b>TOTAL MONDIAL .....</b>	<b>20,50</b>	<b>21,20</b>	<b>24,91</b>	<b>26,80</b>	<b>28,12</b>	<b>29,60</b>	<b>29,96</b>	<b>33,4</b>

Madagascar, la production de riz a de nouveau légèrement dépassé 1,1 million de tonnes.

La production sucrière de l'Union sud-africaine a augmenté d'environ 7 pour cent. La production nord-africaine d'huile d'olive a été la plus forte de tous les temps et a doublé par rapport aux chiffres de 1957/58, qui était une campagne creuse. La récolte d'arachides de la région a été très inférieure à son volume record de la précédente campagne, celle de la Nigéria ayant diminué d'environ 20 pour cent. La production de cacao a augmenté de 17 pour cent par rapport au niveau exceptionnellement bas de 1957/58, tout en restant inférieure de 50 000 tonnes à celle de 1956/57. La production de café a accusé la plus forte augmentation depuis 1955/56. Celle d'agrumes, qui a fait preuve d'une certaine stabilité au cours des trois dernières campagnes, n'a guère varié. Les quelques données disponibles indiquent que la production animale a légèrement augmenté.

#### PRODUCTION DES PÊCHES

D'après les évaluations provisoires, la production mondiale des pêches en 1958 a été beaucoup plus élevée qu'en 1957 (tableau II-5). La plus grande partie de l'augmentation s'est produite en Chine continentale, où la production aurait doublé. Des six autres principaux pays producteurs, dont la production représente plus de la moitié de celle de l'ensemble du monde, seule l'U.R.S.S. et le Japon ont marqué un net progrès par rapport à 1957 du point de vue des quantités pêchées. Celles-ci ont été à peu près les mêmes qu'en 1957 aux Etats-Unis et ont un peu diminué au Royaume-Uni, tandis qu'en Norvège la production a été sensiblement moins importante qu'habituellement, en raison du rendement plus faible de la pêche au hareng d'hiver.

Les quantités pêchées par certains pays moyens producteurs ont augmenté considérablement en

TABLEAU II-6. — EVALUATION DES QUANTITÉS ENLEVÉES DE BOIS ROND POUR L'INDUSTRIE

	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Millions de mètres cubes</i>							
Europe .....	172,6	176,0	188,4	197,7	192,8	193,6	184,0
U.R.S.S. .....	162,8	179,9	205,8	212,1	222,0	238,0	252,0
Amérique du Nord .....	302,1	306,2	329,3	352,2	359,3	326,3	314,0
Amérique latine .....	23,2	25,9	26,4	29,1	27,5	26,3	26,5
Afrique .....	7,4	9,3	10,4	11,1	9,4	9,9	10,0
Asie .....	50,6	62,1	63,6	70,6	82,0	85,2	84,5
Océanie .....	10,5	12,6	13,2	14,1	14,4	14,4	14,4
<b>TOTAL MONDIAL .....</b>	<b>729,2</b>	<b>772,0</b>	<b>837,1</b>	<b>886,9</b>	<b>907,4</b>	<b>893,7</b>	<b>885,4</b>

1958; c'est surtout le cas du Danemark, de l'Islande et du Pérou, ce dernier pays ayant fait état d'une augmentation des quantités débarquées atteignant 50 pour cent. Les chiffres relatifs aux différents pays sont indiqués dans le tableau annexe 10.

#### PRODUCTION FORESTIÈRE

La progression de la demande de produits forestiers s'est encore ralentie pendant la plus grande partie de 1958 et les quantités totales enlevées de bois rond pour l'industrie ont été estimées inférieures de 1 pour cent à celles de 1957 (tableau II-7). C'est surtout en Amérique du Nord et en Europe que les abattages ont diminué, mais une reprise de la demande dans ces régions vers la fin de 1958 a stimulé de nouveau la production, tout d'abord celle de sciages en Amérique du Nord, et le mouvement s'est poursuivi en 1959. En Amérique du Nord, la production de sciages résineux, de contre-plaqués et de panneaux de fibres a légèrement augmenté en 1958, mais celle de sciages feuillus, de pâte de bois et de papier journal a diminué de 1 à 4 pour cent. En Europe, la production de sciages n'a pas encore réagi à la reprise de la demande, principalement à cause de l'accumulation des stocks des exportateurs résultant de la surproduction de 1958. La production européenne des autres produits forestiers a peu varié.

En U.R.S.S., la production a augmenté en ce qui concerne la plupart des produits forestiers. Dans les autres régions, la production de sciages a généralement souffert du ralentissement de la demande de l'Amérique du Nord et de l'Europe, mais celle de pâte de bois et de produits de pâte a quelque peu augmenté (tableaux annexes 1 à 9).

#### PERSPECTIVES DE LA PRODUCTION AGRICOLE POUR 1959/60

D'après les données incomplètes dont on disposait à la fin du mois de juin, la production agricole augmentera probablement encore en 1959/60, mais la progression semble devoir être moins forte que pendant la campagne qui vient de prendre fin.

En Europe occidentale, la récolte céréalière sera probablement, dans l'ensemble, plus importante qu'en 1958/59 et la production d'orge pourrait atteindre un chiffre record. On prévoit une augmentation de la production de blé en France, en Italie

et en Espagne, bien que les emblavures aient été réduites dans les deux premiers pays. Toutefois, le rendement des céréales d'été diminuera peut-être par suite de la sécheresse qui a sévi dans le nord-ouest de l'Europe, en particulier en Belgique, au Danemark et en Allemagne occidentale. La première coupe de foin a été aussi relativement faible à cause de la sécheresse et la production laitière pourrait n'augmenter que légèrement. La production de viande de bœuf continuera sans doute d'augmenter lentement, mais celle de viande de porc évoluera de façon variable dans les différents pays suivant la phase du cycle de la production porcine. Le bas prix des œufs au début de 1959 va probablement réduire la production dans les pays exportateurs.

La production agricole de l'Amérique du Nord pourrait fort bien dépasser son niveau record de 1958/59, si les conditions atmosphériques sont normales pendant le reste de la campagne. Aux Etats-Unis, on estime que la production de blé sera inférieure d'environ 20 pour cent au chiffre record atteint en 1958/59, mais la superficie des cultures de céréales secondaires a augmenté de 5 pour cent. En outre, le programme de mise en réserve des superficies n'étant plus en vigueur, la production de coton pourrait augmenter dans une proportion atteignant 16 pour cent. L'accroissement des effectifs du bétail qui a commencé en 1958 devrait se traduire par un développement des ventes en 1959. On estime qu'au Canada les emblavures ont augmenté de 6 à 7 pour cent; par contre, la superficie plantée en orge a diminué de 6 pour cent. Si les rendements sont plus normaux, la production céréalière du Canada devrait augmenter sensiblement.

Pour les autres régions, les renseignements dont on dispose sont encore plus incomplets. Les rapports signalent, pour 1959, une augmentation de la superficie des cultures de maïs et de betterave sucrière, spécialement en U.R.S.S.; d'après les données relatives au premier trimestre de 1959, les livraisons de produits d'origine animale vont également en augmentation. En Extrême-Orient, l'Inde a eu une récolte de blé record. Les objectifs de production de la Chine continentale ont été relevés à la suite des récoltes extrêmement abondantes de 1958/59, mais certaines régions ont souffert de graves inondations en juin 1959. Au Proche-Orient, les perspectives du début de la campagne céréalière de 1959/60 étaient défavorables à cause de la sécheresse qui sévissait dans plusieurs pays. Des pluies tar-

dives ont amélioré en partie la situation mais, dernièrement, de fortes attaques d'acridiens ont créé de nouvelles difficultés. Les graves inondations du début de 1959 à Madagascar vont probablement réduire considérablement les récoltes de riz, de café et d'autres produits agricoles en 1959/60. En Amérique latine, l'augmentation de la production agricole devrait être générale, quoiqu'en Argentine

et en Uruguay, où les conditions atmosphériques ont été défavorables au début de 1959, on s'attend à une certaine baisse de la production céréalière et à un nouveau recul de la production animale. On prévoit une nouvelle augmentation de la production brésilienne de café, atteignant environ 10 pour cent. Les plantations de coton ont été réduites de 25 à 30 pour cent au Mexique.

### Mouvements des stocks

L'abondante récolte céréalière de 1958/59, en particulier aux Etats-Unis, a entraîné une forte augmentation des stocks de blé et de céréales secondaires. En outre, les stocks de café et de sucre se sont sensiblement renforcés durant l'année (tableau II-7).

Les stocks de blé des quatre principaux pays exportateurs avaient fléchi de 10 pour cent en 1957/58, mais on s'attend qu'à la fin de 1958/59 ils accusent une nouvelle augmentation de 20 pour cent, atteignant ainsi un volume record de plus de 50 millions de tonnes. Aux Etats-Unis, il est probable que sur un accroissement de la production de blé de 14 millions de tonnes en 1958/59, quelque 11 millions de tonnes iront grossir les stocks. Au Canada, les stocks, tout en restant au niveau élevé de près de 14 millions de tonnes, ont de nouveau diminué par rapport au plafond de 1957; par contre, les stocks australiens recommencent à augmenter, après avoir subi une forte réduction par suite de la faible récolte de 1957/58.

Les stocks de céréales secondaires de l'Amérique du Nord n'ont cessé de gonfler depuis 1952, et l'on s'attend à un nouvel accroissement d'environ 15 pour cent des stocks des deux principaux exportateurs d'ici la fin de 1958/59. Dans ce secteur également, les stocks canadiens ont probablement légèrement fléchi et la totalité de l'accroissement est imputable aux Etats-Unis, où 10 millions de tonnes provenant de l'augmentation de 13 millions de tonnes de céréales secondaires produites en 1958/59 iront presque entièrement aux stocks.

Les stocks de céréales sont depuis longtemps beaucoup plus élevés que les excédents des années trente, même si l'on tient compte de l'accroissement démographique. Les stocks de sucre qui, prévoit-on, augmenteront de 20 pour cent pour atteindre environ 12 millions de tonnes à la fin de

la campagne 1958/59, semblent également plus abondants que jamais. Pour le café, le stockage d'après-guerre n'a commencé dans les pays producteurs qu'en 1955/56, et le niveau des stocks reste légèrement inférieur à celui atteint au cours des années trente, durant lesquelles de grosses quantités avaient été détruites. On estime que les stocks de café de fin de campagne au Brésil ont augmenté de plus de 50 pour cent pour atteindre 1 310 000 tonnes en 1958/59. Les stocks du gouvernement brésilien sont passés de 520 000 à 840 000 tonnes, en conséquence du plan latino-américain visant à restreindre l'offre sur le marché d'exportation.

Depuis 1955/56, on a enregistré une certaine diminution des stocks mondiaux de coton (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine), mais le nouveau recul, peu marqué, enregistré en 1958/59 s'est limité aux pays importateurs et a été contrebalancé en partie par une légère augmentation des stocks des Etats-Unis et d'autres pays exportateurs nets. Pour les autres produits agricoles à propos desquels on dispose de données, la situation des stocks n'a pas changé sensiblement en 1958/59.

Alors que les stocks de certains produits forestiers, en particulier aux Etats-Unis, ont quelque peu baissé en 1958, de fortes augmentations ont été enregistrées dans divers cas, la demande de produits forestiers ayant fléchi par suite de la récession. Au Canada, les stocks de papier journal ont gonflé et ceux de sciages feuillus ont doublé. Les stocks de sciages résineux ont beaucoup grossi en Suède et dans d'autres pays exportateurs européens.

On trouvera dans le graphique II-4, pour les produits qui figurent au tableau II-7 (à l'exception des produits forestiers), l'indice habituel des stocks, pondéré par les prix. Alors que le volume total

TABLEAU II-7. — ESTIMATION DES STOCKS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS

	Mois	Stocks							
		1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
		Millions de tonnes							
BLÉ									
Etats-Unis	1er juillet	7,0	16,5	25,4	28,2	28,1	24,7	24,0	34,9
Canada	1er août	5,9	10,4	16,8	14,6	15,8	19,9	16,8	13,8
Argentine	1er décembre	0,1	2,0	1,6	2,4	1,2	1,5	1,3	1,2
Australie	1er décembre	0,5	1,0	2,6	2,6	2,4	1,2	0,3	0,9
Total, quatre principaux exportateurs		13,5	29,9	46,4	47,8	47,5	47,3	42,4	50,8
France	1er août	1,2	0,8	1,0	1,4	0,9	0,8	0,7	...
Italie	1er août	...	...	2,1	1,4	2,0	2,1	1,6	...
RIZ (équivalent de riz usiné)									
Exportateurs asiatiques <sup>1</sup>	31 décembre	0,7	1,4	1,3	0,5	0,5	0,4	0,3	...
Etats-Unis	31 juillet	0,1	—	0,4	1,4	1,0	0,6	0,5	0,4
Total		0,8	1,4	1,7	1,9	1,5	1,0	0,8	...
CÉRÉALES SECONDAIRES <sup>2</sup>									
Etats-Unis	1er juillet <sup>3</sup>	18,5	24,7	29,4	37,3	39,2	44,4	53,6	63,0
Canada	1er août	3,6	5,1	5,6	3,7	4,2	6,6	5,0	4,2
Total, deux principaux exportateurs		22,1	29,8	35,0	41,0	43,4	51,0	58,6	67,2
BEURRE									
Etats-Unis		0,03	0,13	0,17	0,07	0,01	0,04	0,03	...
Canada		0,02	0,03	0,04	0,05	0,04	0,03	0,04	...
Pays européens <sup>4</sup>		0,04	0,06	0,05	0,04	0,09	0,09	0,06	...
Australie et Nouvelle-Zélande		0,05	0,05	0,06	0,06	0,05	0,06	0,06	...
Total	31 décembre	0,14	0,27	0,32	0,22	0,19	0,22	0,19	...
FROMAGE									
Etats-Unis	31 décembre	0,11	0,20	0,25	0,24	0,20	0,19	0,13	...
LAIT CONDENSÉ ET ÉVAPORÉ									
Etats-Unis	31 décembre	0,18	0,12	0,10	0,10	0,11	0,10	0,09	...
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE									
Etats-Unis	31 décembre	0,06	0,03	0,02	0,04	0,03	0,04	0,04	...
LIN ET HUILE DE LIN (en équivalent d'huile)									
Etats-Unis	1er juillet	0,41	0,37	0,28	0,16	0,10	0,22	0,12	...
Argentine	1er décembre	0,30	0,23	0,08	0,03	—	...	...	...
Total		0,71	0,60	0,36	0,19	0,10	...	...	...
HUILES VÉGÉTALES LIQUIDES COMESTIBLES ET GRAINES OLÉAGINEUSES (en équivalent d'huile)									
Etats-Unis <sup>5</sup>	1er octobre	0,24	0,58	0,56	0,33	0,28	0,28	0,18	0,20
SUCRE (en équivalent de sucre brut)									
Etats-Unis	31 août	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	...
Cuba	31 décembre	2,2	1,5	1,9	1,6	0,6	0,7	0,7	...
Total mondial	31 août	10,9	10,3	11,8	11,4	10,4	10,3	10,1	12,2
CAPÉ									
Brésil		0,18	0,20	0,20	0,20	0,63	0,44	0,84	1,31
dont: stocks gouvernementaux		(—)	(—)	(—)	(—)	(0,22)	(0,22)	(0,52)	(0,84)
Etats-Unis		0,22	0,21	0,21	0,08	0,17	0,16	0,15	...
Total	30 juin	0,40	0,41	0,41	0,28	0,80	0,60	0,99	...
TABAC (poids à la production)									
Etats-Unis	1er octobre <sup>6</sup>	1,56	1,66	1,69	1,83	1,89	2,00	1,89	1,81

TABLEAU II-7. - ESTIMATION DES STOCKS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS (FIN)

	Mois	Stocks								
		1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (Prov.)	
..... Millions de tonnes .....										
COTON (fibre)										
Etats-Unis .....		0,60	1,22	2,11	2,43	3,14	2,47	1,89	1,97	
Autres exportateurs nets .....		1,00	1,08	0,78	0,80	0,56	0,65	0,80	0,87	
Importateurs .....		1,34	1,21	1,26	1,26	1,08	1,30	1,30	1,08	
Total mondial <sup>7</sup> .....	31 juillet	2,94	3,51	4,15	4,49	4,78	4,42	3,99	3,92	
CAOUTCHOUC NATUREL										
Total mondial <sup>8</sup> .....	31 décembre	0,73	0,72	0,73	0,76	0,74	0,76	0,75	...	
PAPIER JOURNAL										
Amérique du Nord <sup>9</sup> .....	31 décembre	0,89	0,80	0,77	0,69	0,92	0,99	1,01	...	
SCIAGES RÉSINEUX										
Importateurs européens <sup>10</sup> .....	31 décembre	5,74	6,19	5,56	6,12	5,27	5,65	5,39	...	
Exportateurs européens <sup>11</sup> .....	31 décembre	4,31	3,63	4,05	4,50	4,06	3,79	5,49	...	
Amérique du Nord .....	31 décembre	14,25	16,05	14,60	14,84	16,96	16,70	15,35	...	
SCIAGES PEUILLUS										
Importateurs européens <sup>12</sup> .....	31 décembre	1,29	1,15	1,06	1,22	1,21	1,20	1,20	...	
Exportateurs européens <sup>13</sup> .....	31 décembre	0,31	0,28	0,27	0,32	0,47	0,45	0,41	...	
Amérique du Nord .....	31 décembre	7,90	7,90	9,54	7,86	8,74	8,66	8,35	...	

NOTE: Les quantités indiquées comprennent les stocks de report normaux.

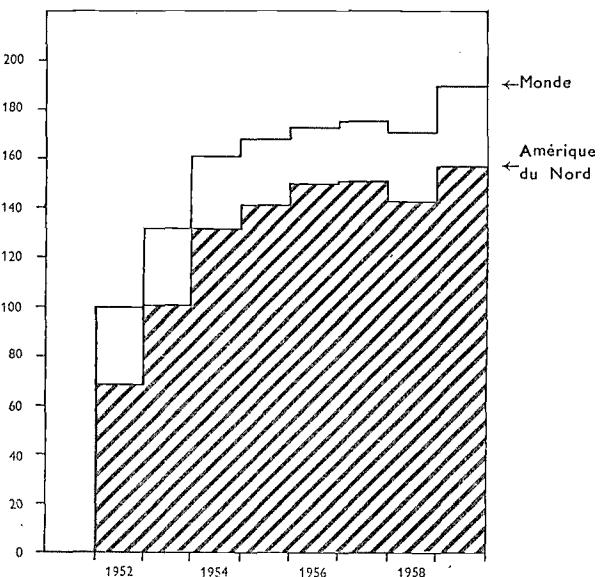
<sup>1</sup> Non compris la Chine continentale. - <sup>2</sup> Seigle, orge, avoine, maïs, sorgho. - <sup>3</sup> Maïs et sorgho, 1er octobre. - <sup>4</sup> Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Finlande, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse. - <sup>5</sup> Graines de coton, 1er août. - <sup>6</sup> Types de tabac *flue-cured*, 1er juillet. - <sup>7</sup> Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine et y compris les estimations des stocks de coton en cargaison flottante. - <sup>8</sup> Y compris les estimations des stocks de caoutchouc en cargaison flottante, mais non compris le stockage stratégique (probablement environ 1 500 000 tonnes). - <sup>9</sup> Usines des Etats-Unis et du Canada et consommateurs des Etats-Unis. - <sup>10</sup> Allemagne occidentale, Belgique-Luxembourg, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse. - <sup>11</sup> Autriche, Norvège, Suède, Yougoslavie. - <sup>12</sup> Allemagne occidentale, Belgique-Luxembourg, Royaume-Uni. - <sup>13</sup> Autriche et Yougoslavie.

des stocks avait été relativement stable pendant quelques années, l'indice a accusé un nouvel accroissement d'environ 10 pour cent en 1958/59, qu'il convient de rapprocher de la hausse de 4 pour cent de la production mondiale. Toutefois, il importe encore davantage de noter qu'en 1957/58, campagne durant laquelle la production mondiale est restée stationnaire, les stocks n'ont baissé que de 3 pour cent. Les stocks apparaissent maintenant si abondants que seule une succession de mauvaises récoltes pourrait les réduire sensiblement. Les stocks indiqués dans le tableau et le graphique dépassent actuellement de loin 10 pour cent de la production mondiale annuelle, non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

En 1958/59, les stocks de l'Amérique du Nord ont augmenté à peu près dans la même proportion que le volume mondial, dont ils représentent maintenant environ 80 pour cent. Après avoir légèrement fléchi ces deux dernières années, la valeur totale des stocks détenus par la Commodity Credit Corporation des Etats-Unis s'est accrue de plus de 20 pour cent entre avril 1958 et avril 1959 (tableau annexe II).

GRAPHIQUE II-4. INDICES DES STOCKS PRINCIPAUX DE PRODUITS AGRICOLES DANS LE MONDE ET EN AMÉRIQUE DU NORD

Indices, stocks mondiaux  
1952 = 100



Note: Indices basés sur les stocks indiqués au tableau II-7 seulement, non compris les produits forestiers.

## L'activité économique et la demande de produits agricoles

Le reprise économique des Etats-Unis depuis la récession de 1957-58 a été plus rapide qu'on ne le prévoyait l'année dernière. Au printemps de 1959, presque tout le terrain perdu avait été regagné, à cette exception près que le chômage restait assez élevé en dépit d'une légère amélioration enregistrée au début de l'année. Le relèvement de l'activité économique qui s'est amorcé durant le deuxième trimestre de 1958 a été dû en grande partie aux dépenses gouvernementales, qui se sont traduites en 1958/59 par le plus gros déficit que le budget fédéral ait enregistré depuis la guerre. L'intervention gouvernementale, renforcée par des facteurs de stabilisation « structurels » tels que l'assurance-chômage et le soutien des prix agricoles, a contribué à accroître le revenu individuel disponible même durant la récession. Aussi la demande de consommation est-elle restée élevée dans l'ensemble et a-t-elle augmenté pour les denrées alimentaires. Le boom dans le secteur de la construction et le retour à un léger stockage au début de 1959 ont accéléré la reprise. Les prix ont continué à monter lentement durant et après la récession, mais les prix agricoles ont recommencé à baisser à la mi-1958. Au Canada, la récession a été moins accentuée qu'aux Etats-Unis mais la reprise a été plus lente. Comme aux Etats-Unis, l'emploi est en retard sur l'accroissement de la production industrielle. Toutefois, le revenu individuel a continué à augmenter, aussi la demande de produits agricoles s'est-elle maintenue à un niveau relativement élevé.

En Europe occidentale, l'expansion économique s'est ralentie ou a cessé sans qu'il y ait toutefois de véritable récession. Le charbon et les textiles ont été particulièrement touchés, mais la production automobile est restée forte jusqu'ici et le boom a persisté dans le secteur de la construction. Le chômage s'est développé sans toutefois atteindre des proportions inquiétantes, sauf dans les pays qui souffrent d'un chômage structurel, et il recule déjà dans certains Etats. Les prix et les salaires n'ont guère varié et le pouvoir d'achat des consommateurs n'a presque pas fléchi. La demande de produits alimentaires s'est donc maintenue, mais l'accroissement des disponibilités intérieures réduit les besoins d'importation de certaines denrées. A la mi-1959, on enregistre des indices d'une reprise modérée de l'activité économique. Au Japon également, la récession a été d'assez courte durée et la production

industrielle a recommencé à s'accroître lentement au début de 1959.

La reprise a généralement été amorcée par l'essor des achats de consommation et par l'intervention gouvernementale. Celle-ci a toutefois été surtout marquée en Amérique du Nord; en Europe occidentale et au Japon, elle s'est limitée principalement aux mesures monétaires. Durant le premier semestre de 1959, on ne relevait encore que peu d'indices d'un effort d'investissement accru du secteur privé dans les usines et l'équipement, bien que l'on ait mis fin à la liquidation des stocks et que ceux-ci se reconstituent lentement. Malgré l'essor de la production industrielle, la main-d'œuvre et l'équipement sont encore loin d'être utilisés à plein, de sorte qu'il existe encore une marge d'expansion considérable pour la production, sans investissements supplémentaires. La construction d'habitations, encouragée par la libéralisation du crédit, a aidé à maintenir le niveau de l'activité économique.

La situation de la trésorerie en devises étrangères et la balance des paiements des pays industrialisés n'a souffert que dans de très rares cas de la récession de 1957-58. Les termes de l'échange se sont améliorés dans les pays, les prix des produits agricoles importés par eux (en particulier de matières premières) ayant généralement continué de fléchir, alors que les prix de leurs exportations de biens manufacturés se maintenaient. Ainsi les pays d'Europe occidentale et le Japon ont pu renforcer leurs réserves en or et en devises étrangères et de nombreux pays ont été en mesure de rétablir une convertibilité limitée. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale ont également assoupli certaines de leurs restrictions sur les importations en dollars.

Toutefois, au cours des premiers mois de 1959, le volume et la valeur du commerce international n'ont pas encore suivi le mouvement de reprise économique partielle des pays industrialisés, dont les importations de matières premières et de denrées alimentaires n'ont pas fortement augmenté. Aussi la situation de la trésorerie en devises étrangères d'un grand nombre de pays peu développés, de même que celle des pays développés qui sont tributaires des exportations agricoles, reste-t-elle préoccupante. Toutefois, au cours des premiers mois de 1959, les prix d'exportation de certains produits, dont le beurre, le fromage, la laine et le caoutchouc, se sont quelque peu redressés.

L'inflation a persisté dans un grand nombre de pays d'Amérique latine, où la baisse des prix d'exportation des produits agricoles, en particulier le café et le coton, et la nécessité de financer les opérations de blocage d'une partie de la production de café, ont provoqué de nouvelles difficultés. Certains pays d'Extrême-Orient, par exemple l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan et les Philippines, ont dû réduire les dépenses qu'ils projetaient de consacrer aux importations et aux programmes de développement. La balance commerciale de l'Australie, jusqu'alors créditrice, est devenue déficitaire au cours des neuf premiers mois de 1958/59, en raison surtout de la baisse des recettes tirées des exportations de laine; toutefois, les prix de ce produit ont commencé à s'améliorer en 1959. La baisse des recettes procurées par les exportations agricoles est également responsable des difficultés de la balance des paiements de la Nouvelle-Zélande, encore que ce pays ait pu assouplir quelque peu ses restrictions à l'importation en 1959.

Les prêts et dons des institutions internationales, des Etats-Unis et d'autres pays, ont contribué à augmenter les ressources des Etats qui ont entrepris de vastes programmes de développement et dont les besoins en biens d'équipement importés sont considérables. Cette aide n'a pas suffi toutefois à compenser la baisse des recettes tirées des exportations de produits agricoles et autres matières. Malgré ces difficultés et le ralentissement assez généralisé du rythme du développement économique, l'accroissement démographique rapide a continué à se traduire par un renforcement de la demande de produits agricoles dans les pays peu développés. L'écoulement des excédents agricoles a contribué à limiter la pression sur la balance des paiements des pays importateurs de denrées alimentaires.

Le développement agricole et industriel s'est poursuivi rapidement dans les économies à planification centralisée de l'U.R.S.S. et des pays d'Europe orientale. Dans ces Etats, la demande de produits agricoles est moins influencée par les variations de la conjoncture; leur politique, ces derniers temps, a été de satisfaire davantage les besoins des consommateurs, mais on ne sait pas encore avec certitude dans quelle mesure cela influera sur les importations et exportations futures de produits agricoles. En Chine continentale, où le volume de la production industrielle et agricole a, dit-on, doublé en 1958, on signale que la distribution se heurte à de grandes difficultés, les moyens de transport ne se développant pas aussi vite que la pro-

duction. Aussi, en dépit de l'accroissement de la production agricole, le rationnement alimentaire a été aggravé dans certaines villes et certains engagements pris à l'exportation n'ont pu être tenus. Toutefois, si la Chine réussit, comme elle semble en avoir la possibilité, à accroître ses exportations vers des pays situés en dehors du bloc communiste, le commerce international de produits agricoles tels que le riz et le thé et de biens manufacturés comme les textiles, pourrait en être sensiblement affecté. D'un autre côté, la Chine, de même que l'U.R.S.S. et l'Europe orientale, viennent d'augmenter leurs importations de caoutchouc et d'autres produits agricoles en provenance d'autres parties du monde.

#### PERSPECTIVES A COURT TERME

Bien que la situation ne soit pas défavorable dans la plupart des pays développés après la récession relativement courte, les perspectives à court terme restent incertaines. La demande de consommation ne se développe pas encore de façon très marquée et, étant donné les déficits budgétaires et le danger d'inflation, on ne saurait s'attendre à une nouvelle augmentation des dépenses publiques. L'existence d'une forte capacité de production inutilisée, dont on pourrait tirer parti avec un surcroît assez léger de main-d'œuvre et d'investissements, montre qu'une reprise plus marquée de la production ne s'accompagnera pas nécessairement des effets secondaires et tertiaires habituels.

Aussi ne voit-on pas clairement d'où pourrait venir une forte relance de l'expansion à moins d'un renversement de la tendance des investissements privés ou d'un accroissement sensible des achats des consommateurs. Si le comportement des milieux d'affaires ou l'attitude circonspecte des gouvernements et des consommateurs n'évolue pas de la sorte, il est probable que l'activité économique restera relativement stable une fois retrouvé le niveau antérieur à la récession. Dans les pays industrialisés, la demande de matières premières agricoles augmenterait alors très faiblement tandis qu'il est improbable que la demande de produits alimentaires, qui est restée stable, varie sensiblement. Les excédents, avec les effets déprimants qu'ils exercent sur les prix des marchés mondiaux, auraient ainsi tendance à persister.

Un grand nombre de pays peu développés continuent à encourager l'expansion rapide de la produc-

tion agricole afin de se libérer de la nécessité d'importer ou de développer les exportations. Néanmoins, les besoins croissants de denrées alimentaires et de matières premières agricoles de leur population qui augmente rapidement ne sont encore couverts que partiellement par une production intérieure en expansion. Mais, dans bien des cas, ces pays ne pourront accroître leurs importations commerciales tant qu'ils seront gênés dans leur trésorerie

en devises étrangères et que l'évolution des prix défavorisera leurs exportations. Les besoins grandissants des régions peu développées ne commenceront à influer sur la demande internationale de produits agricoles que si une forte expansion économique pousse les pays industrialisés à importer davantage de produits agricoles et à des prix plus élevés, ce qui aurait pour effet d'accroître les recettes d'exportation et le pouvoir d'achat des pays peu développés.

## Commerce international des produits agricoles<sup>2</sup>

Les effets de la récession de 1957-58 sur le commerce international des produits agricoles se sont fait sentir inégalement. Les matières premières d'origine agricole ont été, de loin, les plus touchées. Le volume des exportations mondiales de ces produits a diminué de 8 pour cent environ en 1958 et le prix moyen (valeur unitaire), d'environ 16 pour cent, par rapport à l'année précédente, si bien que la réduction sur l'ensemble des recettes provenant de l'exportation a atteint 23 pour cent. Cette diminution des recettes d'exportation s'est fait particulièrement sentir sur la laine; mais le coton, le caoutchouc et aussi les produits forestiers ont été fortement touchés.

D'une façon générale, les produits pour l'alimentation et la boisson se sont mieux comportés en 1958 que les matières premières, encore que certains d'entre eux aient été fortement éprouvés. Le volume du commerce mondial de l'ensemble des denrées destinées à la consommation humaine et animale a peu varié en 1958 par rapport à l'année précédente, mais la baisse de prix qui se manifestait plus ou moins continûment depuis 1952 s'est un peu accélérée et la valeur totale des exportations a diminué d'environ 5 pour cent. Toutefois, pour les produits laitiers, les prix moyens et les recettes d'exportation ont baissé de plus de 10 pour cent, une baisse plus faible s'est manifestée dans les céréales, les huiles comestibles et les graines oléagineuses. Dans le groupe des boissons et du tabac, la situation a été également variable. Dans l'ensem-

ble du groupe, le volume des exportations a légèrement baissé en 1958 en raison principalement d'une faible récolte de cacao. Les prix moyens du cacao et le total des recettes dérivant de l'exportation de ce produit ont augmenté d'environ 54 pour cent et 25 pour cent respectivement par rapport à 1957. Par contre, les prix moyens du café ont à nouveau baissé, bien que les pays d'Amérique latine gardent une partie des disponibilités exportables, et les recettes dues à l'exportation du café en 1958 ont été inférieures d'environ 15 pour cent à celles de l'année précédente. La valeur totale des exportations pour l'ensemble du groupe boissons et tabac n'a diminué que d'environ 3 pour cent. On trouvera au cours de l'analyse plus détaillée qui figure dans la suite de la présente section des chiffres plus complets, par groupes de produits et par produits.

Pour l'ensemble des produits agricoles, le volume des exportations de 1958 a été inférieur d'environ 3 pour cent à celui de 1957; les prix sur les marchés mondiaux ont baissé d'environ 7 pour cent, et le total des recettes d'exportation a diminué d'environ 9 pour cent. Etant donné que l'indice des prix moyens des produits manufacturés dans le commerce mondial n'a pas varié entre 1957 et 1958, les pays exportateurs de produits agricoles ont vu baisser dans une proportion sensiblement égale leur capacité d'importer des produits manufacturés au moyen de leurs recettes commerciales courantes. Le tableau II-8 indique les tendances récentes du volume, des prix et de la valeur globale du commerce mondial de l'ensemble des produits agricoles, et le graphique II-5 fournit les renseignements correspondants pour les trois principaux groupes de produits agricoles.

Les effets de l'évolution résumée plus haut sur les pays exportateurs de produits agricoles ont

<sup>2</sup> Y compris le commerce de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale, d'après les statistiques de leurs partenaires commerciaux dans le reste du monde, mais non compris les échanges commerciaux à l'intérieur de ce groupe de pays (sauf pour les produits forestiers).

TABLEAU II-8. — INDICES DU VOLUME, DE LA VALEUR UNITAIRE MOYENNE (PRIX MOYEN) ET DE LA VALEUR GLOBALE DES EXPORTATIONS MONDIALES<sup>1</sup> DES PRODUITS AGRICOLES

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
Indices, moyenne 1952-53 = 100								
Volume .....	98	95	102	102	109	119	122	119
Valeur unitaire moyenne								
aux prix courants .....	32	100	97	100	95	92	94	87
valeur réelle <sup>2</sup> .....	64	103	99	104	98	91	90	83
Valeur totale								
aux prix courants .....	32	95	100	101	103	109	114	104
valeur réelle <sup>2</sup> .....	63	98	102	105	106	108	109	99

<sup>1</sup> Non compris P.U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale. — <sup>2</sup> Corrigée par l'indice des Nations Unies des valeurs unitaires moyennes des produits manufacturés entrant dans le commerce international.

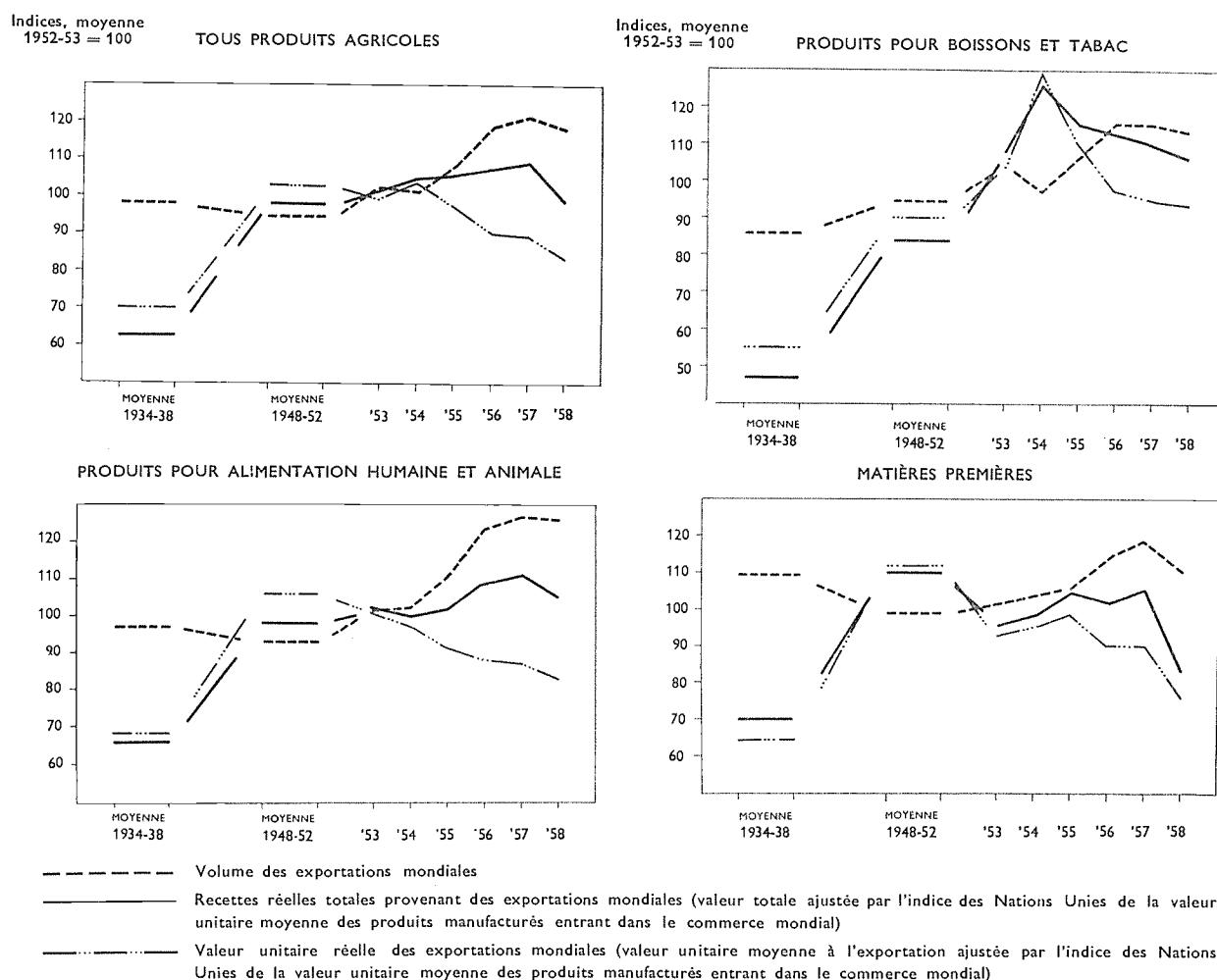
naturellement varié considérablement selon la composition de leurs exportations. Cet aspect de la question est également analysé ci-dessous de façon plus complète, par régions. Toutefois, on peut dire brièvement que la baisse la plus marquée des recettes provenant des exportations agricoles pour 1958 semble s'être produite en Océanie: on a observé dans cette région une baisse de 23 pour cent qui s'explique par une situation défavorable de la laine et des produits laitiers, et par une forte réduction des exportations de céréales due à la médiocrité des récoltes australiennes de 1957/58. En Amérique latine, en Extrême-Orient et au Proche-Orient, la baisse a été de l'ordre de 10 pour cent. La valeur des exportations nord-américaines a baissé d'environ 10 pour cent par rapport à 1957, mais ce chiffre comprend aussi bien les exportations commerciales que la valeur imputée des expéditions faites à des conditions spéciales; il reflète une diminution du volume des exportations plutôt qu'une baisse des prix. Pour l'Europe occidentale, la diminution des recettes d'exportation n'a été que de 4 pour cent, la baisse des prix ayant été partiellement compensée par l'augmentation du volume du commerce, principalement du commerce intra-régional. Pour l'Afrique, le volume et la valeur des exportations agricoles se sont maintenus à peu près au niveau de 1957, en raison principalement de l'augmentation considérable des recettes du cacao.

Le tableau II-8 ci-dessus illustre clairement la détérioration presque continue qu'on observe depuis la période de prospérité due à la guerre de Corée, dans les termes de l'échange pour l'ensemble des produits agricoles sur le marché mondial. Les mouvements respectifs des cours agricoles

et des cours industriels dont la combinaison a produit ce résultat sont indiqués au graphique II-6. Le pouvoir d'achat des produits agricoles a remonté pendant quelque temps après la récession de 1953-54, par suite d'une augmentation temporaire des prix agricoles (résultant principalement d'un boom du café et du cacao), qui a coïncidé avec une baisse temporaire des produits manufacturés. La détérioration des termes de l'échange s'est ralentie en 1957, mais en 1958 elle a repris et s'est sensiblement accélérée<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Les tendances à long terme qu'accusent les rapports des prix pour les produits agricoles entrant dans le commerce mondial ont été étudiées dans un chapitre spécial du rapport de 1956. Le pouvoir d'achat des produits agricoles semble avoir lentement baissé entre 1870, époque à laquelle les produits d'Amérique du Nord et d'Océanie ont commencé à devenir plus abondants sur les marchés mondiaux, et la première guerre mondiale. Après une augmentation et une baisse temporaire survenues respectivement pendant le boom des années de guerre et la dépression d'après-guerre, les prix agricoles se sont stabilisés quelques années avant 1930 à environ 90 pour cent de leur pouvoir d'achat d'avant-guerre. Mais pendant la dépression qui a suivi, ils sont tombés à environ 60 pour cent de ce niveau — le plus faible prix (en valeur réelle) enregistré dans les annales économiques. La deuxième guerre mondiale a provoqué une reprise, et pendant la prospérité due à la guerre de Corée les prix agricoles ont atteint dans leur ensemble un niveau inégalé depuis 1870. Toutefois, dès 1956-57, ils étaient tombés (toujours en valeur réelle) un peu au-dessous de leur niveau d'avant la première guerre mondiale. Les nombres-indices provisoirement établis pour 1958 correspondent à peu près au niveau de prix des années qui ont précédé 1930. Le pouvoir d'achat des produits agricoles semble encore être supérieur d'environ un tiers au faible niveau enregistré immédiatement avant la deuxième guerre mondiale. Mais, comme nous le montrons plus loin, l'amélioration qu'on observe actuellement dans les termes de

GRAPHIQUE II-5. — INDICES DU VOLUME, DE LA VALEUR UNITAIRE RÉELLE ET DES RECETTES RÉELLES TOTALES PROVENANT DES EXPORTATIONS AGRICOLES



Les effets de la récession de 1957-58 sur le commerce international et, d'une façon générale, l'expérience des dix dernières années montrent à quel point les pays qui dépendent dans une très grande mesure des exportations primaires — ce qui est le

l'échange pour les produits agricoles par rapport à la période 1934-38 concerne presque exclusivement les exportations des pays les moins développés, qui avaient particulièrement souffert de la dépression des années 1930. Les termes de l'échange pour les produits de la zone agricole tempérée, exportés par les pays plus développés, sont à peine meilleurs en 1958 qu'ils ne l'étaient avant la guerre.

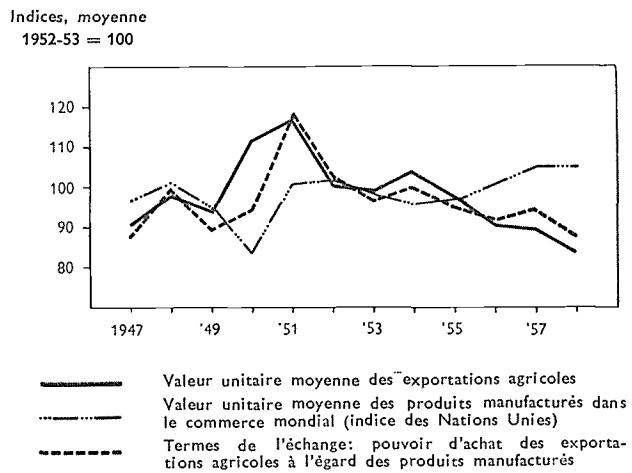
De telles estimations des tendances à long terme des prix sont forcément très approximatives, d'autant plus que, si la nature des produits primaires demeure sensiblement invariable, la qualité et la composition des exportations de produits manufacturés varie continuellement. Néanmoins, les données du tableau II-8 et du graphique II-6 qui ne concernent que la période 1934-38 correspondent dans les grandes lignes avec des estimations d'autres sources et semblent illustrer de façon assez exacte la situation d'ensemble.

cas pour la plupart des pays insuffisamment développés — subissent le contrecoup de la situation économique des pays plus industrialisés. Les prix des produits manufacturés importés par les pays moins développés, ainsi que les prix des produits agricoles et autres produits primaires dont ces pays dépendent pour obtenir les devises étrangères dont ils ont besoin, sont déterminés au premier chef par les rapports de l'offre et de la demande dans les pays plus industrialisés. En outre, la demande d'importations agricoles dans ces derniers pays est considérablement influencée par leurs politiques alimentaire et agricole et leur progrès technologique. Par exemple, les progrès techniques et les mesures politiques tendant à augmenter la production agricole nationale des pays industrialisés réduisent dans des proportions correspondantes leur demande d'importation de produits agricoles de la zone tempérée (tels que céréales, viande, produits laitiers) et aussi de quelques produits tels que fruits, sucre et graines oléa-

gineuses, qui poussent dans la zone tempérée aussi bien que dans les pays tropicaux. De même, les taxes dont un grand nombre de pays industrialisés ont coutume de frapper par exemple le café, le thé et le tabac, ainsi que le progrès de l'industrie des fibres artificielles, du caoutchouc synthétique et d'autres succédanés de matières premières naturelles, limitent la demande d'importations agricoles en provenance des zones semi-tropicales et tropicales. Aussi longtemps que les pays exportateurs de produits primaires sont forcés d'importer des produits manufacturés et ne peuvent les payer que par la vente de produits primaires, il est vraisemblable que cette dépendance subsistera, bien qu'il soit possible d'intervenir plus activement, par exemple par voie d'accords relatifs aux produits, pour limiter les fortes fluctuations des recettes en devises étrangères qui désorganisent si gravement l'économie des pays non industrialisés.

Toutefois, la situation des pays exportateurs de produits primaires réagit sur les marchés d'exportation des pays industriels en ce qui concerne les produits manufacturés. En 1958, pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, on a observé une baisse tant dans le volume que dans la valeur globale des exportations de produits manufacturés. Il est à peu près certain que ce résultat était dû en partie à la diminution des recettes d'exportation des producteurs primaires.

GRAPHIQUE II-6. TERMES DE L'ÉCHANGE DES EXPORTATIONS AGRICOLES



L'évolution du commerce mondial des produits agricoles en 1958, que nous étudions plus loin de façon plus approfondie, doit être considérée dans le cadre de cette situation générale.

#### VOLUME DU COMMERCE

Jusqu'en 1954, le volume total du commerce mondial des produits agricoles (moyenne des exportations et des importations) était demeuré relativement stable et s'était maintenu pendant quel-

TABLEAU II-9. — INDICES DU VOLUME DU COMMERCE MONDIAL<sup>1</sup> DES PRODUITS AGRICOLES, PAR PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
Indices, moyenne 1952-53 = 100								
Commerce global (agricole et non agricole) <sup>2</sup> .....	66	87	103	108	118	128	135	133
Tous produits agricoles .....	99	94	102	101	108	117	121	118
Produits forestiers <sup>3</sup> .....	92	91	102	117	131	128	128	123
Denrées destinées à l'alimentation humaine et animale .....	98	93	102	101	109	122	126	127
Céréales .....	100	93	97	92	97	119	117	117
Sucre .....	79	89	108	101	108	110	119	118
Oléagineux et huiles végétales (comestibles) .....	120	96	102	115	127	140	145	142
Fruits, frais et séchés .....	89	83	106	108	115	107	122	120
Bétail et produits de l'élevage (comestibles) .....	97	94	104	107	116	125	133	135
Boissons et tabacs .....	86	95	104	99	108	115	116	113
Matières premières agricoles .....	110	97	102	103	105	112	117	106

<sup>1</sup> Moyenne des indices des importations et des exportations mondiales (y compris les importations en provenance et les exportations à destination de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale, d'après les statistiques de leurs partenaires commerciaux dans le reste du monde, mais non compris les échanges commerciaux à l'intérieur de ce groupe de pays, sauf pour les produits forestiers). — <sup>2</sup> Indice des Nations Unies des exportations mondiales, ajusté sur la base 1952-53; on trouve aussi au tableau les estimations comparables établies par la Société des Nations dans la période 1934-38. — <sup>3</sup> Non compris dans l'indice des produits agricoles.

TABLEAU II-10. — INDICES RÉGIONAUX DU VOLUME DU COMMERCE BRUT ET DU COMMERCE NET DES PRODUITS AGRICOLES

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
Indices, moyenne 1952-53 = 100								
EXPORTATIONS BRUTES (tous produits agricoles)								
Europe occidentale .....	106	81	103	114	125	124	136	139
Amérique du Nord .....	61	101	92	89	91	126	137	123
Océanie .....	79	97	103	94	105	111	113	104
Amérique latine .....	105	100	109	103	109	117	111	115
Extrême-Orient (non compris la Chine) .....	160	96	100	102	111	112	112	106
Proche-Orient .....	83	87	114	108	104	103	112	110
Afrique .....	76	90	103	113	122	128	131	132
IMPORTATIONS BRUTES (tous produits agricoles)								
Europe occidentale .....	113	95	104	106	112	122	126	123
Amérique du Nord .....	80	100	99	86	94	96	96	99
Océanie .....	66	99	104	122	127	123	131	134
Amérique latine .....	58	91	102	106	106	103	118	119
Extrême-Orient (non compris la Chine) .....	106	80	99	98	99	119	127	121
Proche-Orient .....	50	91	99	96	114	133	145	139
Afrique .....	66	86	103	108	118	128	135	133
EXPORTATIONS NETTES (tous produits agricoles)								
Amérique du Nord <sup>1</sup> .....	( <sup>2</sup> )	( <sup>2</sup> )	( <sup>2</sup> )	( <sup>2</sup> )	( <sup>2</sup> )	100	140	77
Océanie .....	80	97	103	91	103	109	111	101
Amérique latine .....	115	102	111	102	109	120	109	114
Extrême-Orient (non compris la Chine) .....	496	193	107	124	187	70	14	15
Proche-Orient .....	118	82	130	120	94	71	78	79
Afrique .....	79	91	103	115	124	129	130	132
IMPORTATIONS NETTES (tous produits agricoles)								
Europe occidentale .....	115	99	105	104	108	121	123	118
Amérique du Nord <sup>3</sup> .....	208	32	100	6	67	( <sup>4</sup> )	( <sup>4</sup> )	( <sup>4</sup> )
EXPORTATIONS NETTES (alimentation humaine et animale)								
Amérique du Nord .....	( <sup>2</sup> )	94	88	65	86	143	126	116
Océanie .....	87	96	107	94	106	115	106	97
Amérique latine .....	177	121	119	126	129	146	151	160
Afrique .....	94	95	106	137	125	129	118	140
IMPORTATIONS NETTES (alimentation humaine et animale)								
Europe occidentale .....	125	106	102	94	103	129	120	124
Extrême-Orient (non compris la Chine) .....	( <sup>4</sup> )	60	99	82	63	100	121	146
Proche-Orient .....	( <sup>4</sup> )	110	56	67	149	207	251	215

<sup>1</sup> 1956 = 100. — <sup>2</sup> Importateur net. — <sup>3</sup> 1953 = 100. — <sup>4</sup> Exportateur net.

ques années à un niveau égal ou légèrement inférieur à celui d'avant-guerre. En 1955, on a observé une augmentation d'environ 7 pour cent, à laquelle presque toutes les régions du monde ont pris part. L'année suivante, le volume du commerce des produits agricoles a encore augmenté de 8 pour cent et, en 1957, d'environ 4 pour cent. Mais ces dernières augmentations étaient d'une nature légèrement dif-

férente: elles résultaient dans une large mesure de l'accélération des opérations d'écoulement des excédents aux Etats-Unis.

La réduction de 3 pour cent qu'accuse le volume du commerce agricole entre 1957 et 1958 s'explique en grande partie par une diminution des exportations des Etats-Unis, notamment celles du coton; cette diminution s'est manifestée principalement dans le

secteur commercial. On signale aussi quelques autres facteurs, en particulier une diminution des récoltes de céréales en 1957/58 dans les pays d'Extrême-Orient exportateurs de riz et en Australie, et une baisse de la production de cacao et de coprah.

Pour la plupart des principaux groupes de produits, le volume du commerce en 1958 a peu changé par rapport à l'année précédente (tableau II-9 et tableau annexe I B). Le mouvement le plus accusé – une diminution d'environ 8 pour cent des expéditions de matières premières agricoles qui ramène ces expéditions à un niveau légèrement inférieur à la moyenne d'avant-guerre – s'explique principalement par une diminution de 14 pour cent pour les exportations de coton. La récession a également produit une baisse de 4 pour cent dans le commerce mondial des produits forestiers. Dans le groupe des produits pour boisson et des tabacs, on observe une réduction de 19 pour cent des expéditions de cacao, en raison de la médiocre récolte de 1957/58. Dans le groupe des produits destinés à l'alimentation humaine et animale, le commerce du maïs a accusé une augmentation exceptionnelle de 16 pour cent, mais il y a eu des baisses sur la plupart des autres céréales, et aussi pour les huiles et oléagineux comestibles. La production des pommes en Europe occidentale ayant considérablement diminué, la forte augmentation qu'on avait enregistrée en 1957 dans le commerce des fruits ne s'est pas maintenue en 1958. Le commerce des animaux domestiques et des produits de l'élevage a augmenté, mais cela tient principalement à ce que les Etats-Unis en ont

importé de pays voisins et de l'Océanie pour compenser la pénurie temporaire de viande.

Parmi les grandes régions du monde, l'Europe occidentale et l'Afrique ont légèrement augmenté leurs exportations brutes de produits agricoles en 1958 (tableau II-10 et tableaux annexes 2 à 9). En Amérique latine, on observe une reprise substantielle par rapport au faible niveau de 1957, année au cours de laquelle les exportations de céréales, de coton et de café avaient considérablement baissé. Le volume des exportations d'Amérique du Nord est tombé de 10 pour cent et a été légèrement inférieur à celui de 1956. On observe une baisse de 6 à 9 pour cent pour l'Océanie et l'Extrême-Orient (Chine non comprise) et une faible diminution pour le Proche-Orient. En 1958, les importations brutes de produits agricoles ont augmenté en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Océanie. La principale diminution s'est produite inévitablement en Europe occidentale, qui compte pour plus de la moitié dans les importations mondiales de produits agricoles.

Les changements régionaux survenus dans le volume du commerce en 1958 ont été plus importants que d'ordinaire et feront l'objet d'une étude spéciale dans la suite de la présente section. Toutefois, ils ne modifient pas sensiblement la tendance, manifeste au cours de l'après-guerre et soulignée dans plusieurs de nos rapports de ces dernières années, à une baisse considérable des exportations nettes de produits destinés à l'alimentation humaine et animale en provenance des régions moins développées vers les régions plus développées du monde.

TABLEAU II-11. – INDICES DU COMMERCE NET ENTRE L'ENSEMBLE DES RÉGIONS PEU DÉVELOPPÉES ET L'ENSEMBLE DES RÉGIONS INDUSTRIALISÉES

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
..... Indices, moyenne 1952-53 = 100 .....								
EXPORTATIONS NETTES DES RÉGIONS PEU DÉVELOPPÉES <sup>1</sup>								
Tous produits agricoles .....	132	104	110	109	118	116	106	110
Alimentation humaine et animale	491	169	138	203	193	175	148	154
Boissons et tabac .....	87	95	104	95	105	115	114	109
Matières premières .....	99	99	110	102	116	101	85	98
IMPORTATIONS NETTES DES RÉGIONS DÉVELOPPÉES <sup>2</sup>								
Tous produits agricoles .....	137	100	109	105	111	105	101	105
Alimentation humaine et animale	451	143	127	157	134	118	125	172
Boissons et tabacs .....	88	95	102	99	106	111	115	109
Matières premières .....	99	91	113	96	110	90	72	76

<sup>1</sup> Amérique latine, Extrême-Orient (non compris la Chine), Proche-Orient et Afrique. – <sup>2</sup> Europe occidentale, Amérique du Nord et Océanie.

Comme la production alimentaire des régions moins développées n'a généralement pas augmenté en proportion des besoins, certains pays ont dû réduire leurs exportations de denrées alimentaires et d'autres sont devenus d'assez gros importateurs de denrées alimentaires. Par suite, les exportations nettes de denrées destinées à l'alimentation humaine et animale en provenance de l'ensemble des pays moins développés atteignent en ce moment environ le tiers du niveau de 1934-38 (tableau II-11).

Ces considérations ne s'appliquent pas aux exportations de produits pour boisson et de matières premières, car le marché national de ces produits est encore trop restreint pour affecter sensiblement la situation. Les exportations nettes de produits agricoles servant à la fabrication des boissons ont augmenté de façon assez régulière depuis l'avant-

guerre. Par contre, les exportations nettes de matières premières agricoles ont varié, tout en se maintenant à peu près au niveau d'avant-guerre, selon le niveau d'activité économique des pays industrialisés. Pour un grand nombre de ces produits, les possibilités d'exportation ont diminué, en raison d'un emploi plus économique des matières premières dans l'industrie, et surtout de la découverte de substituts synthétiques.

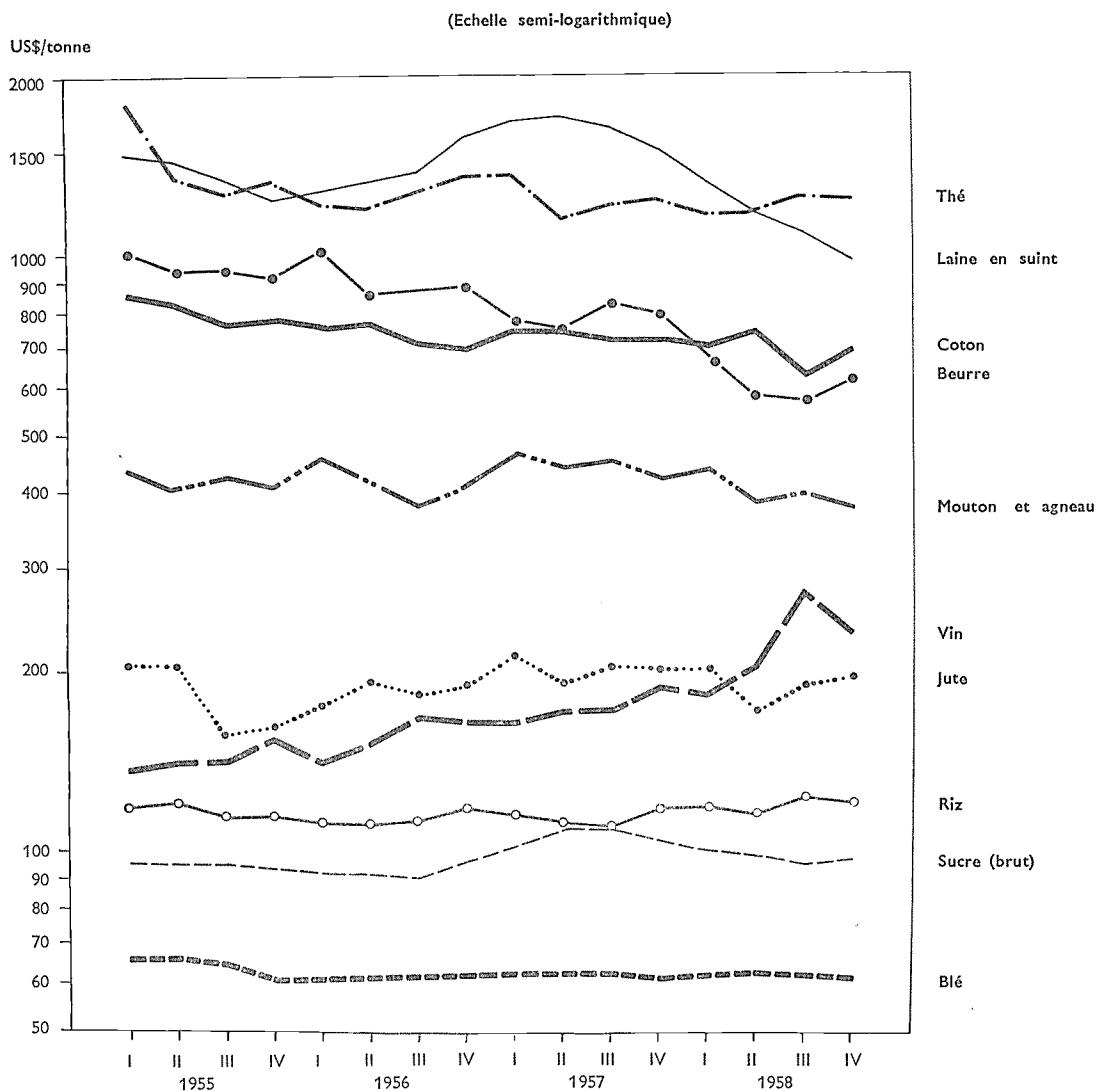
Ces tendances se reflètent dans le chiffre des importations nettes des régions industrialisées, dont les importations nettes de denrées destinées à l'alimentation humaine et animale ont accusé une baisse correspondante, due non seulement à la réduction des disponibilités exportables des régions moins développées, mais aussi à l'augmentation de la production nationale.

TABLEAU II-12. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES (PRIX MOYENS) D'EXPORTATION DES PRODUITS AGRICOLES ENTRANT DANS LE COMMERCE MONDIAL<sup>1</sup>

	Produits destinés à l'alimentation humaine et animale					Boissons et tabac	Matières premières agricoles	Produits forestiers <sup>2</sup>	Tous produits agricoles	Produits manufacturés <sup>4</sup>	Termes de l'échange
	Céréales	Huiles comestibles et oléagineux	Viande	Produits laitiers <sup>2</sup>	Total						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(9) ÷ (10)
Indices, moyenne 1952-53 = 100											
INDICES ANNUELS											
1947 .....	108	102	69	99	106	72	71	83	88	97	90
1948 .....	125	128	81	118	117	76	88	93	99	101	98
1949 .....	101	107	86	110	102	72	83	81	89	95	94
1950 .....	85	95	82	83	91	88	102	72	94	84	112
1951 .....	92	122	93	95	103	99	158	114	119	101	117
1952 .....	100	98	100	101	101	99	108	107	103	102	101
1953 .....	100	102	100	99	99	101	92	93	97	98	99
1954 .....	85	97	103	95	93	125	91	93	100	96	104
1955 .....	79	87	102	95	89	107	96	94	95	97	98
1956 .....	76	94	101	97	90	99	91	95	92	101	91
1957 .....	75	91	100	91	91	100	94	94	94	105	90
1958 (provisoire) .....	75	90	104	78	87	99	79	90	87	105	83
INDICES TRIMESTRIELS											
1955 I .....	82	89	104	95	91	118	97	...	99	96	103
II .....	81	86	100	91	89	108	95	...	95	97	98
III .....	78	87	99	93	88	98	95	...	93	98	94
IV .....	75	87	104	95	88	105	95	...	94	99	95
1956 I .....	75	89	102	101	88	97	94	...	92	100	92
II .....	76	92	102	93	91	101	91	...	93	101	92
III .....	76	93	98	95	88	98	88	...	90	101	89
IV .....	78	90	100	96	90	99	92	...	93	102	91
1957 I .....	77	93	103	90	92	102	97	...	96	104	92
II .....	76	93	98	88	92	99	96	...	95	104	91
III .....	75	90	97	93	92	98	94	...	94	105	90
IV .....	74	89	101	92	90	100	90	...	92	105	88
1958 <sup>5</sup> I .....	75	90	99	81	88	99	85	...	89	106	84
II .....	75	91	103	74	88	100	81	...	89	105	84
III .....	76	88	105	74	87	103	75	...	87	104	84
IV .....	75	90	109	81	88	96	76	...	86	104	83

<sup>1</sup> Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine (sauf pour les produits forestiers). — <sup>2</sup> Y compris les œufs. — <sup>3</sup> Non compris dans l'indice général pour tous produits agricoles. — <sup>4</sup> Indice Nations Unies des valeurs unitaires moyennes d'exportation, ajusté sur la base de 1952-53. — <sup>5</sup> Données provisoires.

GRAPHIQUE II-7. VALEURS UNITAIRES MOYENNES (PRIX MOYENS) A L'EXPORTATION DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES ENTRANT DANS LE COMMERCE MONDIAL, DONNÉES TRIMESTRIELLES, 1955-58



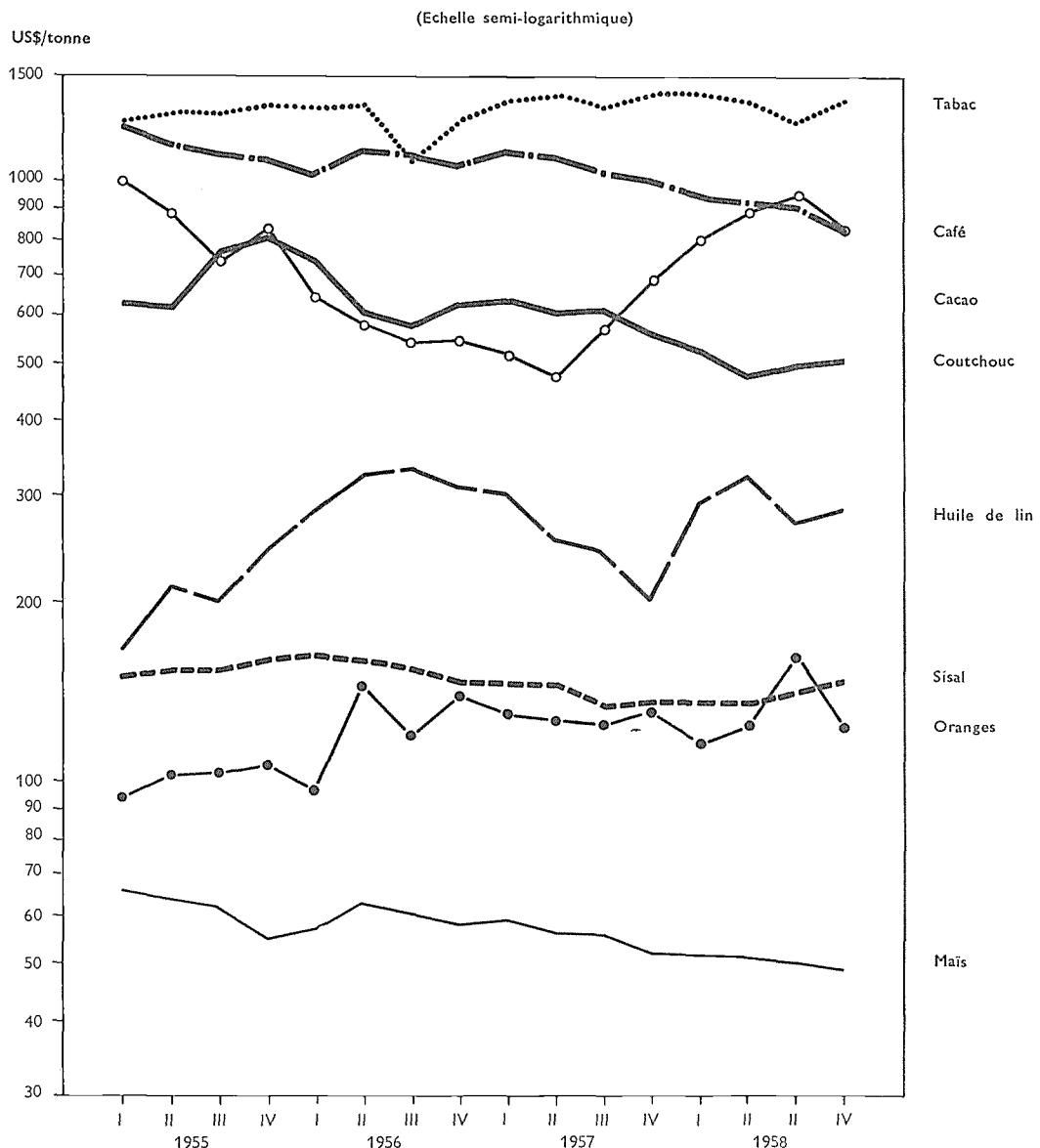
PRIX DES EXPORTATIONS AGRICOLES, TERMES DE L'ÉCHANGE ET RECETTES GLOBALES PROVENANT DE CES PRODUITS

Il ressort clairement du tableau II-12 que la principale diminution de la valeur unitaire moyenne d'exportation en 1958, de même que la principale diminution de volume du commerce, a été enregistrée dans le groupe des matières premières agricoles, qui est affecté le plus directement par le ralentissement de l'activité économique. La valeur unitaire moyenne pour ce groupe de produits fléchit depuis le début de 1957, mais cette baisse s'est accélérée pendant les neuf premiers mois de 1958, et la moyenne pour l'année a été inférieure de 16 pour cent à celle de 1957. Le graphique II-7, ainsi

que les données relatives à la valeur unitaire moyenne qui figurent au tableau annexe 12, indiquent que les prix ont baissé pour tous les principaux produits du groupe, à l'exception du sisal, des graines de lin et de l'huile de lin. Toutefois, pendant les premiers mois de 1959, les prix ont manifesté une certaine tendance à la hausse pour la laine et le caoutchouc. L'année 1958 a également vu la fin de la longue période de stabilité dans les prix internationaux du bois rond et du bois d'œuvre; ce fait est étudié plus loin dans une autre section relative au commerce des produits forestiers.

Les valeurs unitaires moyennes pour le groupe des produits destinés à l'alimentation humaine et animale a diminué de 4 pour cent en 1958, après avoir lentement augmenté au cours des deux années

GRAPHIQUE II-7. VALEURS UNITAIRES MOYENNES (PRIX MOYENS) A L'EXPORTATION DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES ENTRANT DANS LE COMMERCE MONDIAL, DONNÉES TRIMESTRIELLES, 1955-58 (FIN)



précédentes. Une fois de plus, les prix des céréales sont demeurés sans changement appréciable, une baisse sur le prix du maïs ayant été compensée par une augmentation du prix du riz, à la suite des médiocres récoltes qu'avaient eues la plupart des pays d'Extrême-Orient en 1957/58. Le prix du sucre<sup>4</sup>, qui avait monté en 1957, a sensiblement baissé. Les cours des différentes huiles et graines oléagineuses comestibles ont varié considérablement, mais pour l'ensemble du groupe on observe une

autre baisse de prix légère. Pour toutes les catégories de viande, à l'exception du mouton et de l'agneau, les prix ont augmenté, mais en ce qui concerne les produits laitiers, une grande abondance de beurre et de fromage sur les principaux marchés d'Europe occidentale a produit une baisse rapide de 14 pour cent. La baisse de prix des denrées destinées à l'alimentation humaine et animale semble continuer: en effet, dans les premiers mois de 1959, les seules séries de prix qui aient accusé une certaine tendance à la hausse concernent certaines graines oléagineuses, le beurre et le fromage.

En dépit d'une augmentation de plus de 50 pour cent sur les prix de la petite récolte de cacao,

<sup>4</sup> Les données relatives au sucre portent à la fois sur les ventes au marché libre et les ventes effectuées aux termes des divers accords bilatéraux et multilatéraux.

la valeur unitaire moyenne pour le groupe des boissons et du tabac a légèrement baissé en 1958. Le prix du café a baissé de 16 pour cent et il y a eu de petites diminutions du thé et du tabac. Depuis le début de 1959, le cacao a également commencé à baisser comme les autres produits.

La diminution de 7 pour cent observée en 1958 sur les valeurs unitaires moyennes d'exportation pour l'ensemble des produits agricoles a ramené ces produits au niveau le plus bas qu'ils aient atteint depuis la guerre. Les termes de l'échange des produits agricoles, c'est-à-dire leur pouvoir de procurer les produits manufacturés qui constituent les principales importations des pays exportateurs de produits agricoles, ont également été plus défavorables qu'ils n'avaient jamais été au cours de l'après-guerre, bien qu'ils se soient maintenus, comme nous l'avons signalé, à environ 30 pour cent au-dessus du niveau de la période 1934-38. Toutefois, lorsqu'on procède à ces comparaisons, on ne dispose d'aucun moyen de juger de ce que seraient les rapports de prix « normaux » pour les produits agricoles; on peut simplement dire que, comparés à la situation des 20 ou 30 dernières années, les termes de l'échange de 1934-38 étaient exceptionnellement défavorables et ceux de 1952-53 (période de base pour le tableau II-12) passablement favorables.

La principale importance des modifications survenues dans les termes de l'échange des produits agricoles réside dans leur influence sur les recettes en devises étrangères des pays exportateurs de produits agricoles. Ces recettes elles-mêmes dépendent évidemment de la nature des produits exportés. Or, les recettes d'exportation d'un grand nombre de pays peu développés sont strictement liées à un ou deux produits agricoles, par exemple le cacao au Ghana ou le café en Colombie.

Les recettes de l'exportation sont fonction non seulement des prix « réels » mais aussi du volume des ventes. Malgré la baisse de prix des produits agricoles sur le marché mondial, la valeur globale des exportations agricoles a légèrement augmenté au cours des quelques dernières années, en raison de l'augmentation de leur volume. Toutefois en 1958, année où les prix et le volume du commerce ont également diminué, on a observé une baisse d'environ 9 pour cent de la valeur globale réelle des recettes provenant des exportations mondiales de produits agricoles, ce qui a ramené ces recettes à peu près au niveau de 1952/53 (tableau II-13). En 1958, le volume des exportations a dé-

passé d'environ 19 pour cent celui de 1952-53 et de 25 pour cent celui de 1948-52, mais ces augmentations de volume n'ont presque pas augmenté le total des recettes réelles provenant des exportations agricoles. En fait, étant donné que les chiffres pour 1958 couvrent une proportion considérable de produits vendus à des conditions spéciales, en application de divers programme de liquidation des excédents, les recettes tirées des exportations commerciales au cours de l'année ont dû être sensiblement inférieures à celles de 1952-53. Toutefois, par comparaison avec l'avant-guerre, la valeur réelle des exportations accusait une augmentation de près de 60 pour cent en 1958, alors que le volume était supérieur de 20 pour cent seulement.

Le tableau II-13 illustre dans ses grandes lignes la situation pour l'ensemble des produits agricoles et pour les principaux groupes de produits. Les données qui figurent au graphique II-8 sont encore plus intéressantes à certains égards, car elles montrent, pour certains produits ou groupes de produits représentatifs, à la fois les prix moyens réels sur les marchés mondiaux et le total des recettes réelles au cours des dix dernières années, comparés aux données correspondantes pour 1934-38. On est frappé par le nombre de produits qui présentent des courbes très voisines pour les prix moyens et les recettes globales moyennes; cela indique que c'est le prix plutôt que le volume des exportations qui a déterminé au premier chef les recettes d'exportation. Le caoutchouc depuis 1949, le café et le cacao en offrent des exemples particulièrement frappants. Dans d'autres cas, par exemple pour la viande, les graines oléagineuses comestibles et, depuis quelque temps, les produits laitiers, l'écart qui se manifeste depuis quelques années entre les deux courbes montre que le volume des exportations a également influencé de façon sensible le total des recettes provenant de l'exportation.

Enfin, le tableau II-14 résume la situation pour chacune des principales régions; on retrouve les mêmes données sous forme de courbes au graphique II-9. On voit que cette situation a considérablement varié d'une région à l'autre et, si l'on étudiait les différents pays, les chiffres accuseraient des variations encore plus importantes. Ainsi, en Océanie, le volume des exportations en 1958 a été inférieur d'environ 8 pour cent à celui de l'année précédente et les recettes d'exportation correspondantes étaient inférieures d'environ 23 pour cent en valeur réelle, ce qui indique une baisse d'environ 17 pour cent des termes de

TABLEAU II-13. — INDICE DU VOLUME ET DE LA VALEUR RÉELLE<sup>1</sup> DES EXPORTATIONS<sup>2</sup> AGRICOLES PAR PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
..... Indices, moyenne 1952-53 = 100 .....								
TOUS PRODUITS AGRICOLES								
Volume .....	98	95	102	102	109	119	122	119
Valeur réelle .....	63	98	102	105	106	108	109	99
ALIMENTATION HUMAINE ET ANIMALE								
Volume .....	97	93	102	103	111	124	127	126
Valeur réelle .....	66	98	102	100	102	109	111	105
BOISSONS ET TABAC								
Volume .....	86	95	104	97	107	116	116	113
Valeur réelle .....	47	84	108	126	116	113	110	106
MATIÈRES PREMIÈRES								
Volume .....	109	99	102	104	106	114	119	110
Valeur réelle .....	70	110	96	98	105	102	106	83

<sup>1</sup> Recettes totales d'exportations (f.o.b.) pour tous les pays exportateurs agricoles, corrigées par l'indice des Nations Unies des valeurs unitaires moyennes d'exportation pour les produits manufacturés. — <sup>2</sup> Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

l'échange. En Amérique latine, une augmentation de 4 pour cent du volume des exportations s'accompagnait d'une baisse de 7 pour cent des recettes d'exportation, si bien que les termes de l'échange ont baissé d'environ 12 pour cent.

En Extrême-Orient, les recettes provenant des exportations agricoles sont tombées d'environ 11 pour cent en 1958, mais près de la moitié de cette baisse provient d'une diminution du volume des expéditions. Le Proche-Orient et l'Afrique ont l'un et l'autre maintenu à peu près le même volume d'exportations agricoles en 1958 que l'année précédente. Mais, alors que pour la seconde de ces deux régions les recettes d'exportation se maintenaient environ au niveau de 1957, pour le Proche-Orient, elles baissaient d'environ 10 pour cent.

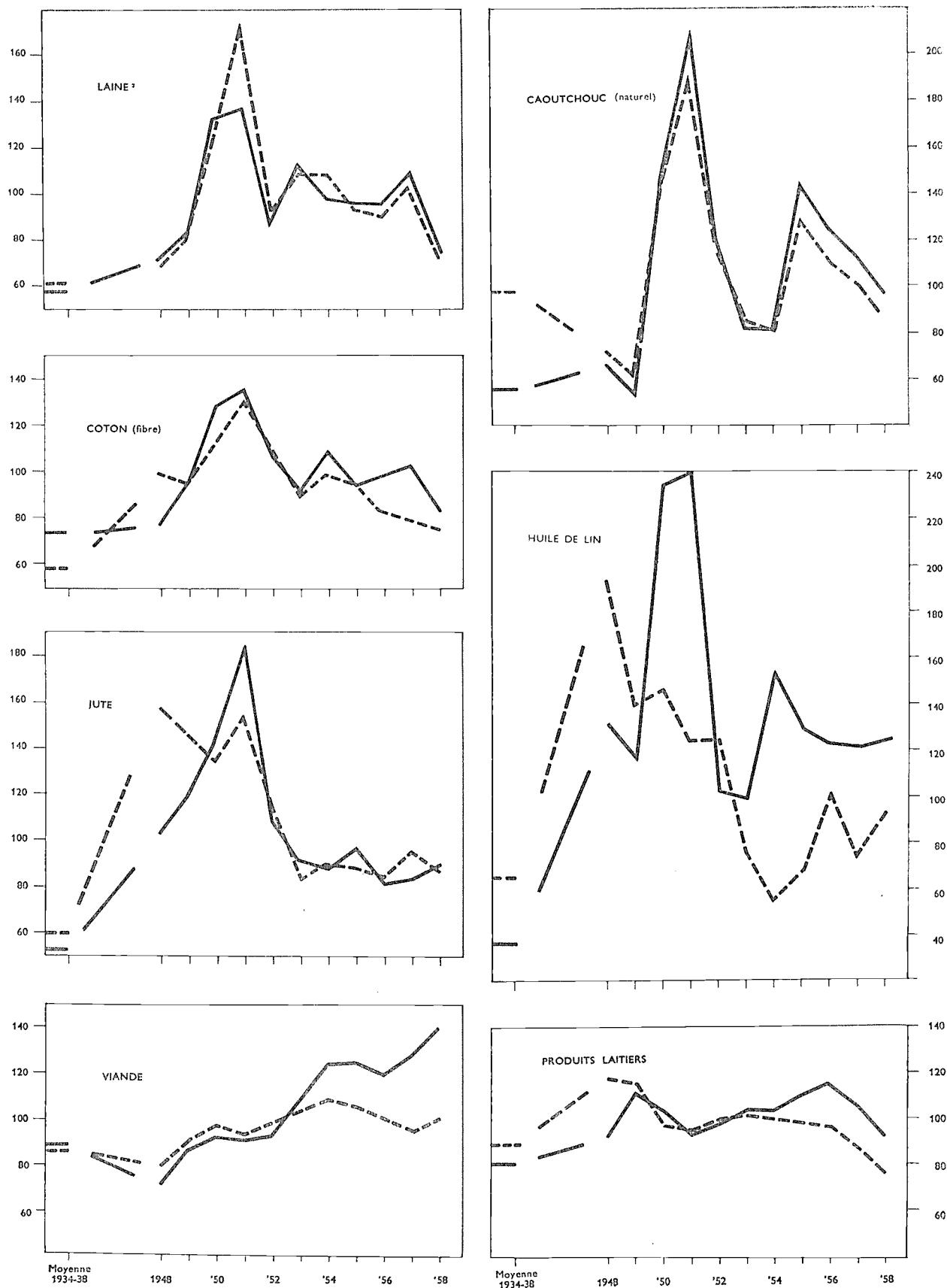
En Europe occidentale, les prix plus bas ont été partiellement compensés par une augmentation du volume du commerce en 1958, si bien que les recettes d'exportation n'ont diminué que de 4 pour cent. En Amérique du Nord, la situation est plus complexe en raison des programmes de liquidation des excédents. Toutefois, si l'on considère à la fois les exportations commerciales et la valeur imputée des exportations effectuées à des conditions spéciales, aucun changement important ne semble s'être manifesté dans les termes de l'échange. Une diminution d'environ 10 pour cent du volume des exportations s'est traduite par une baisse à peu près équivalente de la valeur globale des exportations, y compris les expéditions non commerciales.

Pour l'ensemble des régions développées, on constate que, par rapport à 1934-38, les exportations de 1958 ont augmenté de presque 60 pour cent en volume, et d'un peu plus de 60 pour cent en valeur. Toutefois, si l'on prend pour comparaison 1948-52, on voit que l'augmentation de volume de 30 pour cent n'a provoqué qu'une augmentation de valeur réelle de 4 pour cent. Donc, pour ces pays, les termes de l'échange pour les exportations agricoles en 1958 étaient inférieurs d'environ 20 pour cent à ceux de 1948-52 et dépassaient seulement d'environ 5 pour cent ceux de 1934-38. En Amérique du Nord, où le volume des exportations brutes a beaucoup plus augmenté par rapport à l'avant-guerre qu'en Océanie ou en Europe occidentale, le volume et la valeur réelle des exportations de produits agricoles ont approximativement doublé entre 1934-38 et 1958. Toutefois, la valeur réelle de ces exportations a été plus faible en 1958 qu'en 1948-52, période où le volume des exportations était inférieur de près de 20 pour cent.

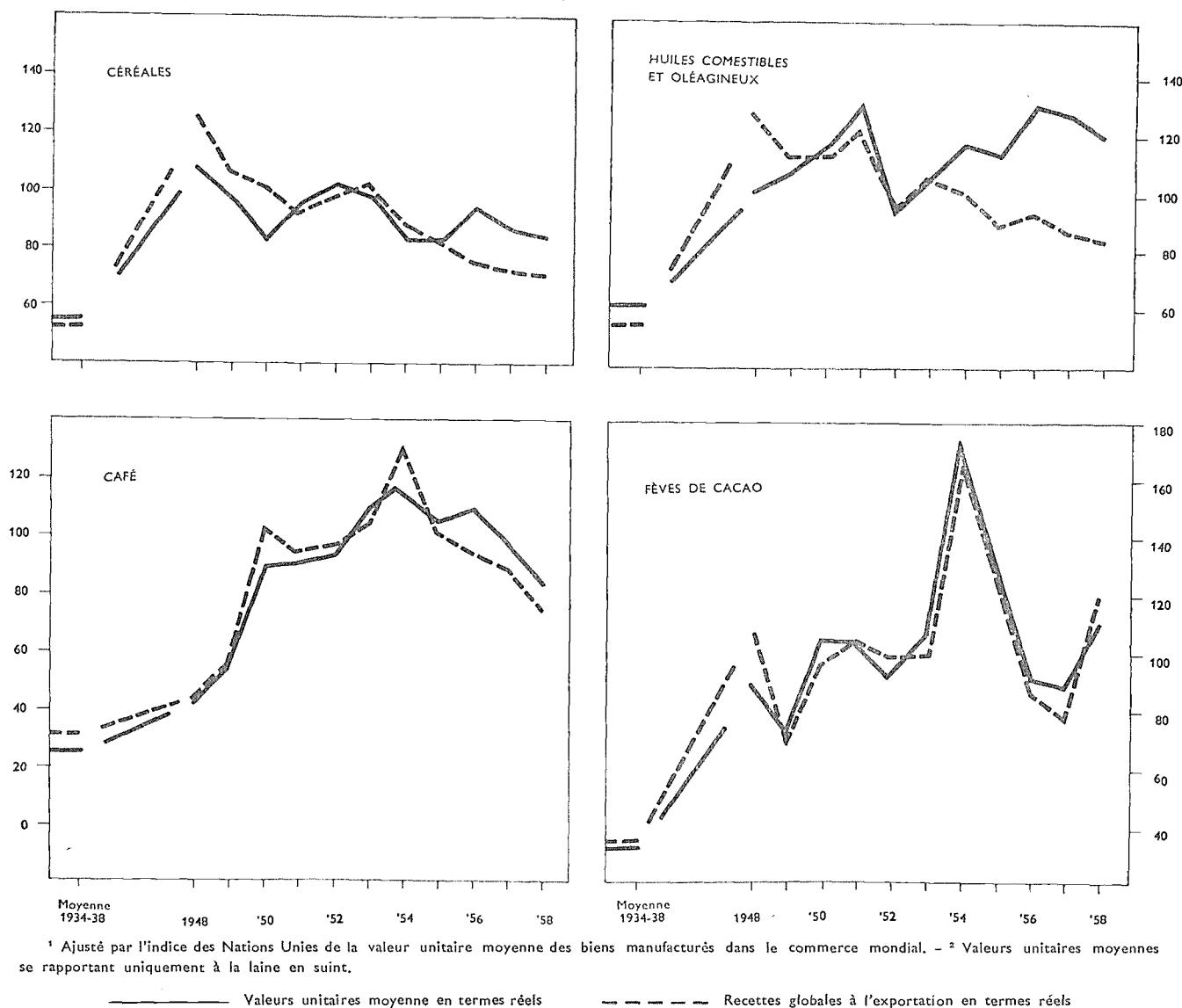
Par contre, dans les pays moins développés, le volume des exportations agricoles en 1958 n'a dépassé que légèrement le niveau d'avant-guerre, cependant que la valeur réelle était supérieure d'environ 50 pour cent. Cela indique une amélioration analogue des termes de l'échange pour ces produits. Il convient toutefois d'ajouter que, pour certaines exportations tropicales, les cours étaient encore plus bas en 1934-38 que ceux des exportations agricoles en provenance des régions

GRAPHIQUE II-8. — VALEURS UNITAIRES MOYENNES RÉELLES ET RECETTES RÉELLES TOTALES DES EXPORTATIONS  
DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES<sup>1</sup>

Indices: moyenne 1952-53 = 100



GRAPHIQUE II-8. - VALEURS UNITAIRES MOYENNES RÉELLES ET RECETTES RÉELLES TOTALES DES EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES<sup>1</sup>  
Indices: moyenne 1952-53 = 100



<sup>1</sup> Ajusté par l'indice des Nations Unies de la valeur unitaire moyenne des biens manufacturés dans le commerce mondial. - <sup>2</sup> Valeurs unitaires moyennes se rapportant uniquement à la laine en suint.

développées. Par comparaison avec la période 1948-52, la baisse des conditions de l'échange a été presque aussi importante pour les exportations agricoles des pays peu développés que pour celles du groupe des pays industrialisés.

En Extrême-Orient, le volume des exportations agricoles a beaucoup baissé depuis la période d'avant-guerre, mais la baisse de la valeur réelle a été comparativement faible. En fait, jusqu'en 1958, les recettes réelles provenant des exportations ont été quelque peu supérieures à celles d'avant-guerre. Les trois autres régions moins développées ont augmenté le volume total de leurs exportations agricoles depuis 1934-38 et, dans les trois cas,

l'augmentation des recettes réelles d'exportation a été sensiblement supérieure à l'augmentation du volume. La différence est particulièrement frappante pour l'Amérique latine: dans cette région, le volume des exportations agricoles n'a augmenté que de 10 pour cent depuis 1934-38, alors que l'augmentation des recettes réelles d'exportation en 1958 a atteint le chiffre de 80 pour cent.

Donc, en résumé, les termes de l'échange pour l'ensemble des exportations agricoles ont empiré de façon presque continue depuis la guerre de Corée et le fléchissement s'est accéléré en 1958 du fait de la récession; pourtant, ils sont plus favorables d'environ un tiers qu'au cours de la pé-

TABLEAU II-14. — INDICE DU VOLUME ET DE LA VALEUR RÉELLE<sup>1</sup> DES EXPORTATIONS AGRICOLES PAR RÉGIONS ET GROUPES DE RÉGIONS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Indices, moyenne 1952-53 = 100</i>								
EUROPE OCCIDENTALE								
Volume .....	106	81	103	114	125	124	136	139
Valeur réelle .....	87	87	102	111	118	117	125	120
AMÉRIQUE DU NORD								
Volume .....	61	101	92	89	91	126	137	123
Valeur réelle .....	47	105	92	88	85	109	112	100
Océanie								
Volume .....	79	97	103	94	105	111	113	104
Valeur réelle .....	59	99	110	97	101	101	108	83
TROIS RÉGIONS CI-DESSUS								
Volume .....	79	94	98	97	104	122	131	123
Valeur réelle .....	62	98	99	97	99	109	115	102
AMÉRIQUE LATINE								
Volume .....	105	100	109	103	109	117	111	115
Valeur réelle .....	51	96	110	115	105	105	100	92
EXTRÊME-ORIENT (sans la Chine)								
Volume .....	160	96	100	102	111	112	112	106
Valeur réelle .....	99	107	96	100	115	105	101	90
PROCHE-ORIENT								
Volume .....	83	87	114	108	104	103	112	110
Valeur réelle .....	60	100	104	108	102	103	110	99
AFRIQUE								
Volume .....	76	90	103	113	122	128	131	132
Valeur réelle .....	45	89	102	122	116	113	113	114
QUATRE RÉGIONS CI-DESSUS								
Volume .....	113	96	106	105	112	117	115	115
Valeur réelle .....	65	98	104	111	110	106	104	97
TOUTES LES RÉGIONS CI-DESSUS								
Volume .....	98	95	102	102	109	119	122	119
Valeur réelle .....	63	98	102	105	106	108	109	99

<sup>1</sup> Recettes d'exportations globales, ajustées par l'indice des Nations Unies des valeurs unitaires moyennes à l'exportation des produits manufacturés.

riode qui a précédé immédiatement la guerre et comparables dans l'ensemble à ceux des dernières années vingt. Toutefois, l'amélioration qu'on observe par rapport à la période 1934-38 est due essentiellement à des rapports de prix plus favorables pour les exportations agricoles des régions moins développées, qui étaient en particulièrement mauvaise posture avant la guerre. Pour les exportations des régions plus développées, les rapports de prix sont seulement un peu plus favorables en 1958 qu'en 1934-38.

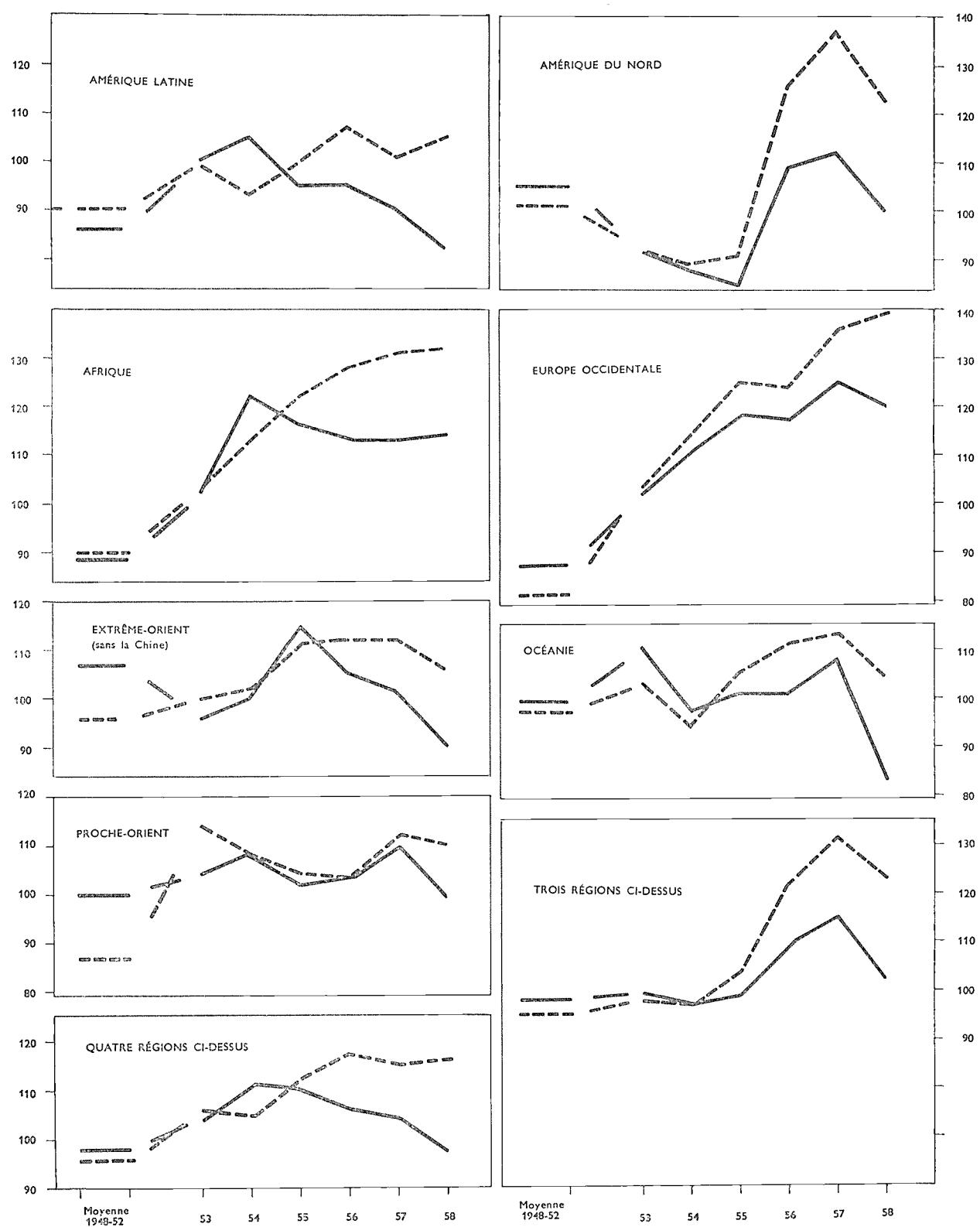
Pour compléter cette section relative au commerce international, nous avons ajouté de brèves observations sur les variations régionales du volume du commerce en 1958, sur le commerce des produits forestiers, sur les opérations d'écoulement d'excédents et sur le commerce agricole du groupe des pays communistes.

#### VARIATIONS RÉGIONALES DU VOLUME DU COMMERCE EN 1958

La diminution du volume des exportations agricoles mondiales en 1958 s'est surtout traduite par une réduction des importations en direction de l'Europe occidentale, qui est de loin la plus importante région déficitaire du monde, et qui constitue (comme l'année dernière et l'année précédente) le seul importateur net pour l'ensemble des produits agricoles. Les importations brutes de la région ont diminué de 3 pour cent en 1958. La diminution la plus importante est une différence de 285 000 tonnes (17 pour cent) sur les importations de coton. Les importations agricoles nettes ont diminué d'environ 5 pour cent, en raison de la baisse simultanée des exportations agricoles. La prin-

GRAPHIQUE II-9. VOLUME ET VALEUR RÉELLE DES EXPORTATIONS AGRICOLES PAR RÉGIONS ET PAR GROUPES DE RÉGIONS

Indices, moyenne 1952-53 = 100



<sup>1</sup> Ajusté par l'indice des Nations Unies de la valeur unitaire moyenne des produits manufacturés dans le commerce mondial

— Volume      - - - Valeur réelle (recettes)

pale réduction des importations s'est manifestée dans le domaine des matières premières; pour les produits destinés à l'alimentation humaine et animale, les importations nettes ont dépassé de 3 pour cent le niveau de 1957.

Les importations brutes de céréales, particulièrement de maïs, ont augmenté, mais les importations de blé et de farine ont diminué en dépit de la médiocrité de la récolte française. L'augmentation régulière de la production de betterave sucrière a légèrement réduit les importations nettes de sucre, et les sucreries d'Allemagne occidentale ont annoncé qu'elles ne pourraient plus importer de betterave sucrière des pays voisins. Les exportations de pommes ont diminué de près de moitié, la récolte de 1957/58 ayant été très peu abondante. Quant au beurre, bien que le total des importations soit demeuré relativement stable, cette stabilité cache une situation extrêmement complexe. Les importations du Royaume-Uni ont augmenté de 16 pour cent et celles de l'Allemagne occidentale, l'autre grand importateur, ont diminué considérablement.

En Amérique du Nord, on observe une forte baisse des exportations brutes et peu de changement dans les importations brutes, si bien que les exportations nettes de produits agricoles ont diminué de plus de 40 pour cent en 1958; toutefois, pour les produits destinés à l'alimentation humaine et animale, la diminution n'a été que de 8 pour cent. La baisse la plus sensible s'est fait sentir dans les exportations de coton des Etats-Unis, qu'une diminution de 36 pour cent a ramenées, du niveau élevé qu'elles avaient atteint en 1957, au voisinage de la moyenne 1948-52. La diminution globale des exportations agricoles s'est fait sentir uniquement aux Etats-Unis; les exportations du Canada ont augmenté en 1958 en raison principalement d'une augmentation de 36 pour cent des exportations de viande à destination des Etats-Unis. En ce qui concerne les importations, les changements ont été moins marqués, une diminution des importations nord-américaines de cacao, de laine et de caoutchouc ayant été compensée par une augmentation des importations de sucre, de viande et de sisal.

Les exportations océaniennes de produits agricoles ont baissé de près de 10 pour cent. A la suite d'une médiocre récolte de céréales en Australie, les exportations de blé et de farine ont diminué de plus de 40 pour cent et les exportations d'orge ont diminué de moitié en 1958. Le volume des exportations de laine a diminué de 8 pour cent; les exportations de viande de mouton et d'agneau

ont augmenté de 14 pour cent, et, en dépit des difficultés qui se sont fait sentir sur les marchés européens habituels, les exportations de beurre ont augmenté de près de 12 pour cent.

Quant à l'Amérique latine, après une baisse sensible en 1957, ses exportations nettes ont augmenté de 4 pour cent, mais demeurent inférieures au niveau de 1956. Le principal changement est que les exportations de maïs ont doublé, alors que les exportations de blé et de farine baissaient de 15 pour cent. Les exportations de sucre ont encore augmenté de 4 pour cent et, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres régions, les exportations de coton ont bien repris.

En Extrême-Orient (non compris la Chine), tant les exportations brutes que les importations brutes de produits agricoles de toute catégorie ont diminué d'environ 5 pour cent, et la position nette n'a pas changé. Toutefois, par suite d'une chute de 16 pour cent des exportations de riz, due à de médiocres récoltes en Thaïlande et dans d'autres pays exportateurs, les importations nettes de produits alimentaires ont augmenté d'environ 20 pour cent, bien que plusieurs pays aient réduit leurs importations de céréales afin d'économiser les devises étrangères. La Chine continentale est devenue le principal fournisseur de riz pour Ceylan et l'Indonésie. Les exportations brutes d'huiles végétales et de graines oléagineuses (en équivalent d'huile) ont diminué de 13 pour cent en raison de la médiocrité des récoltes, principalement celle de noix de coco. Les importations de coton ont été réduites de 15 pour cent.

Quant au Proche-Orient, en raison de la plus grande abondance des récoltes de 1957/58, les importations de blé et de farine ont diminué de 14 pour cent et les importations nettes de denrées destinées à l'alimentation humaine et animale ont diminué également de 14 pour cent par rapport au niveau élevé de 1957. Les exportations globales de coton en provenance de la région ont été relativement stables, bien qu'on ait observé des variations considérables dans les exportations des différents pays.

En ce qui concerne l'Afrique, ses exportations nettes de tous produits agricoles ont légèrement augmenté et ses exportations nettes de denrées destinées à l'alimentation humaine et animale ont augmenté de 18 pour cent. Les exportations de céréales d'Afrique du Nord, notamment les exportations d'orge, ont bien repris et les importations ont été réduites dans des proportions cor-

respondantes. Les exportations africaines d'arachides et d'huile, de café, de coton et de sisal, ont atteint un niveau exceptionnel mais les exportations de cacao sont les plus faibles qu'on ait enregistrées depuis quelques années et inférieures à la moyenne d'avant guerre.

#### COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS FORESTIERS

La diminution du volume du commerce mondial des produits forestiers en 1958 s'est manifestée dans toutes les catégories de bois rond à l'exception des feuillus des régions tropicales. La demande de bois tropicaux s'est maintenue en Europe et a repris en Amérique du Nord, si bien que les exportations de l'Afrique occidentale ont encore augmenté. Toutefois, le commerce des bois de mine a beaucoup décliné. Le commerce des sciages a été d'une façon générale inférieur, mais la fin de l'année a vu une reprise marquée des importations des Etats-Unis. Les exportations soviétiques, tant de bois rond que de sciages, se sont maintenues ou ont augmenté. Le commerce de la pâte de bois, du papier journal et d'autres catégories de papier, a diminué dans la plupart des régions.

Dès le début de 1959, le volume du commerce réagissait à l'augmentation générale de la demande de la plupart des produits forestiers. En Europe et en Amérique du Nord, les exportations de bois de sciages et de bois rond en 1959 dépasseront probablement celles de 1958 (la remontée de la demande étant facilitée par le fait que, pour un grand nombre de produits, les stocks des importateurs sont peu abondants), bien que la reprise n'ait pas encore atteint la catégorie des bois ronds de petit calibre. Les exportations de pâte de bois ont été plus élevées au printemps de 1959 que dans la période correspondante de l'année antérieure, en raison des facilités d'expédition et d'une certaine augmentation de la demande. Toutefois, les exportations nord-américaines de papier journal n'ont encore réagi à aucune augmentation de la demande, mais elles augmenteront probablement plus tard dans l'année.

L'année 1958 a marqué la fin d'une longue période de stabilité dans les cours internationaux du bois rond et du bois d'œuvre. Pour les sciages de résineux, les cours européens étaient d'environ 15 pour cent plus bas au début de 1959 qu'un an auparavant; ils semblent maintenant plus stables. Le

prix des sciages de conifères a baissé de 10 à 20 pour cent. Pour les sciages de certains bois durs, notamment le hêtre, les prix ont également fléchi dans certaines parties de l'Europe occidentale où s'est manifestée une forte demande de bois tropicaux, dont les prix se sont en général maintenus au cours de 1958. En Amérique du Nord, les prix, qui avaient déjà baissé en 1957, ont commencé à reprendre pour la plupart des produits, notamment les sciages et le contre-plaqué, dès le milieu de 1958. Au début de 1959, les prix pratiqués en Amérique du Nord pour les sciages résineux avaient rattrapé ou légèrement dépassé le niveau de la période correspondante de l'année antérieure; par la suite ils ont continué à monter.

Le cours de la pâte et des produits dérivés a diminué en Europe pendant la seconde moitié de 1958. Cette diminution s'est poursuivie jusqu'aux premiers mois de 1959, allant de 4 pour cent pour le papier journal à environ 7 pour cent pour certaines qualités de pâte chimique; mais maintenant les cours paraissent assez stables. Les prix pratiqués en Amérique du Nord pour la pâte et les produits dérivés ont peu changé au cours de 1958 et jusqu'à présent, au cours de l'année 1959, ils ont dans l'ensemble augmenté.

#### MESURES SPÉCIALES PRISES EN VUE DE L'EXPANSION DES EXPORTATIONS AGRICOLES

Le rapport de l'année dernière contenait un exposé des différents accords spéciaux qui régissent actuellement une grande partie du commerce des produits agricoles. Ce rapport rendait compte de l'exécution, aux Etats-Unis, des mesures prises en vue de l'écoulement des excédents, depuis leur adoption; il fournissait également certaines précisions sur les subventions directes et indirectes destinées à augmenter les exportations d'autres pays, notamment les exportations de beurre, de viande, de céréales et de fruits en provenance de certains pays d'Europe occidentale.

Au cours de l'année civile 1958, les exportations effectuées par les Etats-Unis au titre de programmes spéciaux (non compris les ventes à crédit et les donations) se sont élevées à 1 277 millions de dollars et ont été ainsi inférieures de 18 pour cent à celles de l'année civile 1957. Toutefois, pour l'exercice financier 1958/59, il est probable que les exportations effectuées en vertu des *Public Laws 480* et *665* seront à peu près les mêmes qu'au cours de l'exercice

présent. Parmi les nouveaux accords conclus en exécution du titre I de la *Public Law 480*, figure un accord avec l'Inde touchant la fourniture de 3 millions de tonnes de céréales d'une valeur d'environ 200 millions de dollars, au prix du marché d'exportation. Le Congrès a été saisi d'un projet tendant à prolonger d'un an la période d'application de la *Public Law 480*, qui expire en décembre 1959, et d'ouvrir un nouveau crédit de 1 500 millions de dollars pour les ventes prévues au titre I de la loi, et un autre de 300 millions de dollars pour les dons prévus au titre II de la loi pour secours aux victimes de la famine et autres mesures d'assistance. Pendant les six premiers mois de la période 1958/59, les exportations au titre de programmes spéciaux se sont élevées à 33 pour cent de la valeur totale des exportations des Etats-Unis; mais pour les denrées laitières, la proportion s'est élevée à 72 pour cent et pour le blé et la farine à 67 pour cent. Pour le coton, la proportion des quantités exportées à des conditions spéciales est montée de 48 pour cent en 1957/58 à 65 pour cent dans la première moitié de la période 1958/59, en raison principalement du fléchissement des exportations commerciales.

De plus en plus, les autres pays adoptent des mesures spéciales pour encourager les exportations de produits excédentaires; ils ont recours maintenant à des prix de faveur, à des crédits et subventions à faible intérêt, à des ajustements du taux de change, à des primes à l'exportation ou à des accords de troc.

#### COMMERCE AGRICOLE DE L'U.R.S.S., DE L'EUROPE ORIENTALE ET DE LA CHINE

Les renseignements fournis dans le présent chapitre sur le volume du commerce mondial englobent les importations et les exportations de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine, d'après les statistiques de leurs partenaires commerciaux dans le reste du monde. Toutefois, sauf en ce qui concerne les produits forestiers, le présent chapitre ne contient aucun renseignement sur le commerce à l'intérieur de ce groupe de pays; les renseignements sur ce point sont restreints, bien qu'il en paraisse un plus grand nombre maintenant que par le passé. Etant donné l'importance constante de ces pays dans le commerce mondial des produits agricoles, étant donné aussi que les renseignements existants sont souvent difficiles à obtenir, nous présentons ici, comme dans

les rapports de ces dernières années, un exposé groupant les renseignements dont on dispose sur l'ensemble du commerce agricole de ces pays. Le tableau annexe 3B réunit les statistiques disponibles pour 1955-57 sur les importations et les exportations agricoles de l'U.R.S.S. et des quatre principaux pays commerçants d'Europe orientale.

Depuis quelques années, les produits agricoles représentent environ 40 pour cent de la valeur totale des exportations et des importations de l'U.R.S.S. Etant donné que le gouvernement attache plus d'importance aux besoins des consommateurs, les importations de produits tels que les fruits, les boissons, le tabac, la laine et le caoutchouc ont considérablement augmenté. L'accroissement de la production nationale a augmenté les exportations d'un grand nombre de produits, notamment les céréales, le coton, le chanvre et le lin et réduit les importations nettes, notamment celles d'huiles végétales et de certains produits animaux. En fait, l'U.R.S.S. est devenue exportateur net de beurre et de fromage, produits dont elle était auparavant importateur net. C'est de la Chine continentale que l'U.R.S.S. importe la majeure partie des produits agricoles; ces produits représentaient en 1955-57 environ la moitié de la valeur globale des exportations chinoises en direction de l'U.R.S.S. La majeure partie des exportations agricoles de l'U.R.S.S. est dirigée vers les pays industrialisés du nord-est de l'Europe, à savoir la Tchécoslovaquie, l'Allemagne orientale et la Pologne; mais, de plus en plus, elle noue des relations commerciales avec le reste du monde, notamment avec certains pays du Proche-Orient. Par exemple, les exportations de riz et de coton vers l'U.R.S.S. et l'Europe orientale qui, en 1956, représentaient 28 pour cent de la valeur globale des exportations de la Province égyptienne de la République arabe unie, en représentaient 38 pour cent en 1957.

La Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale sont, en Europe orientale, les principaux importateurs de produits agricoles: ces produits représentent environ 30 à 40 pour cent de la valeur globale de leurs importations. De même que l'U.R.S.S., ces deux pays, ainsi que la Pologne, importent de Chine des quantités considérables de riz, de graines oléagineuses, de thé, etc., du sud-est de l'Europe certains produits spéciaux, et du reste du monde des produits tropicaux. Ces importations complètent les quantités de céréales, de coton, etc., reçues de l'U.R.S.S. Pour ce qui est des exportations, la Hongrie et la Polo-

gne sont d'importants exportateurs de produits de l'élevage, particulièrement en direction de l'Europe occidentale. Les grosses exportations de céréales qu'effectuaient avant-guerre les pays du sud-est de l'Europe ont disparu; les principales exportations de ces pays sont aujourd'hui le tabac, les fruits et les légumes, principalement destinées à l'U.R.S.S. et aux autres pays d'Europe orientale.

Les récoltes ayant fléchi en 1957/58, les exportations soviétiques de céréales sont tombées de 6,8 millions en 1956/57 à 4,7 millions de tonnes en 1957/58, mais en 1958/59 elles remonteront probablement à 8 millions de tonnes. La réduction de 1957/58 touchait surtout les exportations d'orge, qui sont tombées de 90 pour cent; les exportations de blé se sont mieux maintenues, grâce aux stocks. Les exportations de céréales à destination des pays d'Europe orientale n'ont diminué que de 800 000 tonnes, et la réduction ne concernait que l'orge. Les envois de céréales en Europe occidentale ont diminué de moitié en 1957/58 et sont tombés à 800 000 tonnes. L'ensemble des importations nettes de céréales dans les pays d'Europe orientale a diminué, mais les importations nettes de céréales paniifiables ont augmenté de 18 pour cent. Les importations soviétiques de riz sont tombées de 637 600 tonnes en 1956 à 370 500 tonnes en 1957, dont la moitié environ provenant de Chine.

Compte non tenu des importations en provenance de Tchécoslovaquie et de Pologne, pour lesquelles on ne dispose d'aucun renseignement, les importations de sucre de l'U.R.S.S. ont diminué de moitié en 1958, par suite de l'abondance des récoltes nationales. L'U.R.S.S. a importé 201 500 tonnes, presque uniquement de Cuba, et exporté 216 200 tonnes, principalement en direction de l'Afghanistan, de la Chine et de l'Iran. Le total des exportations de sucre de la Tchécoslovaquie est passé de 100 100 tonnes en 1957 à 276 900 tonnes en 1958; les exportations polonaises ont augmenté de façon analogue.

Pour les produits de l'élevage, les renseignements dont on dispose s'arrêtent à 1957, époque à laquelle les importations nettes de bétail et de viande en U.R.S.S. ont une fois de plus considérablement baissé. Au cours de l'année 1957, la Chine continentale et la Mongolie ont fourni à l'U.R.S.S. 54 pour cent de ses importations de viande et 92 pour cent de ses importations de bétail. Parmi les pays exportateurs d'Europe orientale, le fait le plus marquant de l'année 1957 a été une diminution de plus de 50 pour cent des exportations hongroises

de porcs sur pied. L'U.R.S.S. a été l'un des principaux exportateurs nets dans le commerce mondial du beurre en 1957: 49 100 tonnes d'exportations et seulement 8 300 tonnes d'importations vers l'Europe orientale. Il est toutefois possible que la situation se soit modifiée en 1958, du fait d'accords commerciaux prévoyant l'importation d'environ 19 000 tonnes du Danemark et de Finlande.

Depuis quelques années, les importations de fruits et de légumes frais et en conserve de l'U.R.S.S. ont sensiblement augmenté; leur valeur a presque doublé de 1955 à 1957. En 1957, les plus grosses importations dans ce domaine étaient 86 000 tonnes de pommes provenant presque exclusivement de la Chine et de la Corée du Nord, 19 000 tonnes de raisins de Bulgarie et de Roumanie, 45 000 tonnes d'oranges, principalement du Maroc et de l'Italie, 20 100 tonnes de citrons, surtout d'Italie, et 42 900 tonnes de mandarines de Chine. Les importations d'agrumes en provenance de l'Europe occidentale avaient néanmoins diminué de 30 pour cent pendant les 10 premiers mois de 1958, par rapport à la période correspondante de 1957.

L'augmentation des importations de produits pour boisson est encore plus remarquable. Pour l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie, l'Allemagne orientale, la Hongrie et la Pologne prises ensemble, les importations de café ont augmenté de 17 pour cent en 1957, les importations de thé de 26 pour cent et les importations de fèves de cacao de 76 pour cent; ces importations semblent avoir encore augmenté en 1958. L'Allemagne orientale est le principal importateur de café, et l'U.R.S.S. le principal importateur de thé et de fèves de cacao. La Chine a fourni plus de la moitié des importations soviétiques de thé en 1957 et une bonne partie des achats de café et de cacao ont été faits par l'intermédiaire du Royaume-Uni et d'autres pays d'Europe occidentale.

Les exportations de coton de l'U.R.S.S. sont restées à peu près stationnaires entre 1956 et 1957; toutefois, comme les importations en provenance du Proche-Orient ont augmenté, les exportations nettes ont diminué. En 1957, les trois quarts des importations de coton des pays d'Europe orientale provenaient de l'U.R.S.S. Au cours de cette même année 1957, les exportations russes constituaient environ le tiers des importations de lin en Europe occidentale; le Royaume-Uni était le principal importateur. Ces exportations semblent avoir diminué en 1958. L'U.R.S.S. est aujourd'hui l'un des principaux importateurs mondiaux de caoutchouc

naturel et ces importations semblent avoir augmenté considérablement en 1958, en raison de la baisse des prix mondiaux.

On ne dispose encore d'aucun renseignement sur les exportations et les importations agricoles globales de la Chine continentale. On peut toutefois obtenir une idée approximative du total en additionnant le volume du commerce avec les pays non communistes, qui est signalé dans les statistiques de ces pays, et le volume du commerce avec l'U.R.S.S. et avec ceux des pays d'Europe orientale pour lesquels on dispose de renseignements. En 1957, la Chine a exporté en direction de ces pays environ 460 000 tonnes de riz (usiné), 185 000 tonnes d'arachides, 913 000 tonnes de graines de soja, 83 000 têtes de bétail, 600 millions d'œufs, 68 000 tonnes de pommes, 87 000 tonnes de légumineuses, 42 000 tonnes de thé, 48 000 tonnes de tabac et 3 000 tonnes de soie. Les exportations de riz

en 1958 semblent avoir accusé une augmentation particulièrement importante. Les principales importations chinoises en 1957 en provenance de ces mêmes pays ont été: 65 000 tonnes de sucre, 83 000 tonnes de coton et 150 000 tonnes de caoutchouc naturel.

Le commerce agricole de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine avec les pays tiers a considérablement augmenté pour certains produits et pour certains partenaires; des accords à long terme ont été conclus avec un certain nombre de pays d'Europe occidentale, du Proche-Orient, d'Amérique latine et d'autres régions. Mais ce commerce extérieur est encore relativement peu important et il semble à peu près certain, surtout après les décisions de la neuvième session du Conseil et de l'entraide économique sur la coopération à l'intérieur du bloc communiste, que la majorité partie du commerce de ces pays continuera de s'effectuer à l'intérieur du groupe.

### Prix et revenus agricoles

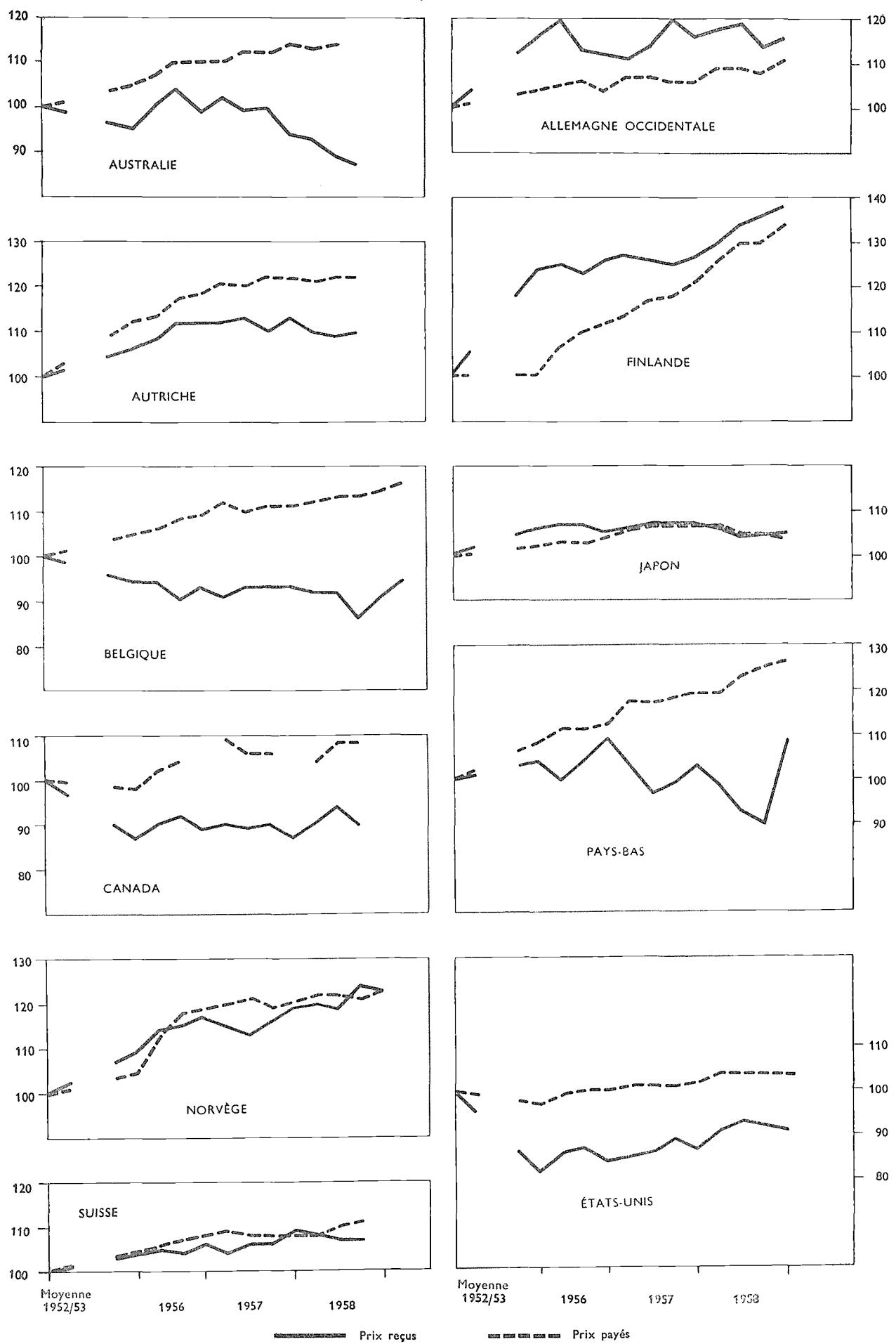
De même que les prix à l'exportation, le mouvement des prix reçus par les cultivateurs ne renseigne guère, à moins qu'on ne puisse le rapporter aux variations de l'ensemble des cours et en particulier aux variations du prix des objets qu'achètent les cultivateurs. Or, peu de pays publient régulièrement les indices des prix reçus et des prix payés par les cultivateurs. Les renseignements dont on dispose sont groupés au graphique II-10. En dépit de l'adoption à peu près générale de mesures de soutien des prix, le rapport des prix a évolué au détriment des agriculteurs dans la plupart des pays au cours de la période représentée (c'est-à-dire depuis 1952-53). L'Allemagne occidentale et la Finlande sont les seuls pays où les prix reçus par les cultivateurs aient augmenté dans des proportions supérieures aux prix payés par eux au cours de la période; et même dans ces pays, l'écart a diminué au cours de l'année 1958.

Des pays mentionnés dans le graphique II-10, l'Australie est en 1958 celui qui a enregistré l'évolution des prix la plus défavorable aux cultivateurs. En 1956 et en 1957, la courbe des prix reçus par les cultivateurs australiens déclinait lentement et avec des oscillations; elle a accusé une chute rapide, des tendances moins favorables s'étant manifestées dans le cours mondial de la laine et des

produits laitiers. Les prix payés par les cultivateurs ont peu varié, et le rapport entre les deux indices a diminué de plus de 10 pour cent. Toutefois, le cours mondial des produits laitiers et de la laine ayant progressivement remonté en 1959, l'indice des prix reçus par les cultivateurs a probablement augmenté depuis les dernières statistiques.

Dans les pays moins tributaires des marchés d'exportation que l'Australie, les variations du rapport entre les deux indices de prix sont généralement plus faibles, étant donné que les mesures de soutien agricole et les mesures générales de stabilisation économique tendent à prévenir les mouvements violents. En 1958, le rapport s'est légèrement modifié à l'avantage des cultivateurs au Canada, aux Etats-Unis, en Norvège et au Japon. En Norvège, le rapport a augmenté de 4 pour cent, ce qui a marqué le renversement d'un mouvement de descente observé au cours des deux années précédentes. Aux Etats-Unis, les prix au producteur ont sensiblement augmenté au cours du premier et du deuxième trimestres de 1958 et n'ont que légèrement baissé dans la deuxième moitié de l'année, cependant que les prix payés par les cultivateurs demeuraient relativement stables. Au Canada, on a enregistré des mouvements de prix semblables, mais un peu plus accentués. Aux Pays-

GRAPHIQUE II-10. INDICES DES PRIX REÇUS ET DES PRIX PAYÉS PAR LES AGRICULTEURS  
Indices, moyenne 1952-53 = 100



Bas, les prix reçus par les cultivateurs ont sensiblement baissé et les prix payés par eux ont augmenté jusqu'au troisième trimestre de 1958; après cette date, les prix reçus ont beaucoup augmenté et, pour l'ensemble de l'année, la moyenne du rapport n'était inférieure que de 3 pour cent à celle de 1957.

Pour le Japon, le graphique II-10 n'indique qu'une très légère amélioration du rapport pour 1958, mais, selon le nombre-indice officiel pour la moyenne de toute l'année, le rapport était de 3 pour cent plus élevé qu'en 1957. Au Japon, on calcule l'indice annuel des prix reçus par les cultivateurs en pondérant les chiffres mensuels selon les quantités mises sur le marché; on procède à un nouvel ajustement pour paiements effectués plus tard par le gouvernement, tels que paiements rétroactifs et compensations pour mauvaises récoltes. La plupart des pays ne procèdent pas à ces ajustements et leurs indices peuvent parfois donner une idée inexacte de la situation, surtout quand les ventes sont essentiellement saisonnières ou que les diverses subventions et autres versements sont faits aux cultivateurs quelque temps après la vente des produits.

#### REVENUS AGRICOLES

La question des revenus agricoles et du niveau de vie est exposée de façon assez détaillée au chapitre III du présent rapport et nous nous contenterons ici de résumer brièvement l'évolution récente dans quelques pays pour lesquels on dispose de renseignements à jour. Il n'existe de renseignements de ce genre que pour les pays développés et, dans la plupart de ces pays, il semble que les recettes agricoles aient augmenté en 1958, alors qu'elles avaient assez généralement baissé l'année précédente. Cette hausse est due en grande partie à une augmentation substantielle de la production, principalement en Amérique du Nord et en Australie.

Aux Etats-Unis, les prix reçus par les agriculteurs n'ont augmenté que légèrement, mais l'augmentation de la production, jointe à de plus gros versements de l'Etat, a fait monter de plus de 11 pour cent les recettes en espèces et d'environ 20 pour cent le revenu net réalisé des agriculteurs en 1958. Le revenu individuel pour l'ensemble de la population agricole est estimé à environ 1 068 dollars, soit 10 pour cent de plus qu'en 1957; quant

au revenu individuel de la population non agricole, on estime qu'il avait diminué de 2 pour cent et qu'il s'élevait à 2 034 dollars en 1958. Cependant, on s'attend à ce que le revenu agricole baisse aux Etats-Unis en 1959. Les prix de soutien sont plus bas, notamment en ce qui concerne les céréales fourragères, et les prix du porc sur pied vont baisser à mesure que le cheptel augmentera. Dans toute baisse des recettes en espèces, il faut compter la diminution des versements de l'Etat, par exemple la cessation des paiements au titre du contingentement des superficies; ces réductions, jointes à une nouvelle augmentation légère des frais de production, réduiront probablement le revenu net réalisé des agriculteurs d'environ 8 pour cent en 1959 et probablement d'un pourcentage encore plus élevé au cours de la campagne 1959/60.

Au Canada, une meilleure commercialisation des animaux d'élevage et le relèvement des prix du bétail ont porté les recettes en espèces des agriculteurs à 2 847 millions de dollars en 1958, soit 8 pour cent de plus que l'année précédente. Les agriculteurs de l'ouest du Canada ont également reçu un appoint considérable du fait des versements effectués au titre de la loi d'assistance aux agriculteurs de la Prairie et du fait des subventions octroyées sur la base de la superficie cultivée en céréales. Les frais d'exploitation semblent avoir augmenté dans une proportion moindre que le revenu en espèces. Les recettes numéraires ne changeront probablement pas en 1959, mais il se peut qu'une augmentation des frais d'exploitation réduise quelque peu le revenu net.

En Australie, l'abondance des récoltes de 1958/59 a largement compensé la baisse du cours de la laine et les estimations préliminaires indiquent que le revenu agricole dépasse de 11 pour cent le faible niveau de 1957/58, bien qu'il reste inférieur d'environ 25 pour cent à celui de 1956/57. En Nouvelle-Zélande, le revenu agricole était relativement élevé en 1957/58, mais on estime qu'il baissera d'environ 15 pour cent en 1958/59, en raison principalement d'une réduction de 10 à 11 pour cent sur le prix garanti des matières grasses du beurre. Ni en Australie ni en Nouvelle-Zélande, la diminution qu'on observe depuis quelques années dans le revenu agricole ne semble encore avoir affecté de façon notable les investissements agricoles.

Dans plusieurs pays d'Europe occidentale, le revenu agricole a augmenté en 1958 et en 1958/59; toutefois, sauf au Danemark, la hausse dépend en grande partie du montant des subventions d'Etat.

Etant donné que, pour un certain nombre de produits, la production dépasse la demande, il est arrivé que de nouvelles augmentations de la production réduisent les prix dans une proportion telle qu'une production plus élevée a produit des recettes moindres: tel fut le cas par exemple pour l'élevage des porcs en Allemagne occidentale en 1957/58. Dans d'autres cas, l'augmentation des recettes n'a pas compensé celle des frais de production – coût du fourrage ou de la main-d'œuvre par exemple.

Au Danemark, les revenus agricoles avaient baissé au cours de ces dernières années, en raison de la baisse des cours sur les marchés d'exportation; mais il se peut que la tendance se renverse en 1958/59. Les prix au producteur, qui étaient tombés de 13 pour cent en 1957/58, ont de nouveau augmenté dans la première moitié de 1958/59; en même temps, les frais de main-d'œuvre ont été réduits de 4 pour cent, en raison de l'exode des salariés agricoles. En Norvège, le revenu agricole en 1958 a dépassé d'environ 6 pour cent celui de l'année précédente, principalement à cause de la hausse des prix du bétail; on s'attend à une nouvelle augmentation de 2 pour cent en 1959. En Finlande, les modifications apportées aux prix par la nouvelle réglementation devraient avoir pour effet une certaine augmentation de la valeur brute de la production agricole en 1958/59, mais sensiblement inférieure à celle qu'avait provoquée la législation précédente. Aux Pays-Bas, bien que, comme nous l'avons signalé plus haut, le rapport des prix soit devenu au cours de l'année 1958 moins favorable aux cultivateurs, la production du bétail a été plus élevée que l'année précédente et

il est probable que la baisse du revenu agricole a été insignifiante ou nulle.

Pour la France, les premières estimations du revenu agricole de 1958 indiquent que les recettes globales ont augmenté d'environ 12 pour cent sur l'année précédente. Les dépenses au titre des biens et services ont augmenté de 15 pour cent, mais les dépenses au titre des salaires, loyers, taxes, etc., ont augmenté dans une proportion plus faible et le revenu net a monté d'environ 14 pour cent. En Allemagne occidentale, on estime que les recettes en numéraire, aussi bien nettes que brutes, ont augmenté d'environ 4 pour cent en 1958/59; et la part de l'agriculture dans le revenu national global, après avoir diminué pendant quelques années, est passée de 7,7 pour cent en 1956 à 7,9 pour cent en 1957 et 1958. L'effectif de la main-d'œuvre a continué à diminuer et on estime qu'en 1957/58, le nombre d'« unités de main-d'œuvre » (travailleurs à temps complet) a diminué de 0,9 par cent hectares.

En Italie, la récolte de 1958 a été bonne et on estime que le total de la production a augmenté de 11 pour cent. Toutefois, les recettes brutes n'ont augmenté que de 6 pour cent, car les prix au producteur sont restés stationnaires ou ont diminué; les prix payés par les cultivateurs ont augmenté, si bien que l'augmentation des recettes nettes a probablement été inférieure. En Grèce, on estime que le revenu agricole a diminué de 5 pour cent en 1958, sur la base de prix constants (1954) et d'environ 10 pour cent sur la base de prix courants; le rapport du revenu agricole au revenu national global est passé de 35 pour cent en 1957 à 32 pour cent en 1958.

## Prix au consommateur

Si l'on excepte un petit nombre de pays, il semble que l'augmentation de la production de denrées alimentaires n'ait guère contribué à enrayer l'augmentation du prix des denrées alimentaires au consommateur. Sur les 89 pays pour lesquels on dispose d'indices du prix de détail des denrées alimentaires, 70 (au lieu de 69 l'année précédente) accusent une augmentation pour l'année 1958; sur ces 70, 56 avaient déjà signalé une augmentation du prix de détail des denrées alimentaires en 1957. D'une façon générale, l'aug-

mentation a été seulement un peu plus lente en 1958 que l'année précédente. Au cours de ces deux années, la tendance à l'augmentation des prix de détail semble avoir été plus nette dans les pays moins développés que dans les pays industrialisés.

Il est difficile d'isoler la tendance du prix de détail des produits alimentaires dans le mouvement général, inflationniste ou déflationniste, des prix. Toutefois, si l'on compare, pour les cinq années qui se sont écoulées depuis 1953, les variations du prix des denrées alimentaires à celles du

coût de la vie en général, on observe une tendance assez constante, qui toutefois dans certains pays peut être masquée par des facteurs saisonniers. Dans la plupart des pays exportateurs de produits agricoles, le coût des denrées alimentaires a eu tendance à augmenter plus lentement que le coût de la vie, par suite de la faiblesse des prix agricoles sur le marché mondial. Au Royaume-Uni, où les mesures de soutien des prix n'influencent pas directement les prix aux consommateurs parce qu'elles consistent en subventions destinées à combler les déficits, les chiffres (depuis 1956) indiquent également une tendance analogue. Toutefois, dans la plupart des pays industrialisés d'Europe occidentale et en Amérique du Nord, l'indice du prix des denrées alimentaires et celui du coût de la vie sont demeurés assez voisins. Par contre, dans un assez grand nombre de pays peu développés, en Amérique latine, en Afrique du Nord, en Afrique occidentale, en Afrique centrale et dans le sud-est de l'Asie, où le chiffre de la population et la demande de produits alimentaires augmentent rapidement, le prix des denrées alimentaires a eu tendance à augmenter plus vite que l'ensemble du coût de la vie. Etant donné que le prix des denrées alimentaires constitue l'élément le plus important de l'indice du coût de la vie dans les pays peu développés, l'augmentation du prix des denrées alimentaires doit avoir été sensiblement supérieure à celle des autres éléments de l'indice pour qu'une différence notable se soit manifestée.

La France et la Norvège, qui ont adopté à la fin de 1957 une politique de prix réels, qui implique la cessation d'un certain nombre de subventions, ont vu les prix des denrées alimentaires augmenter considérablement en 1958. En Norvège, l'indice du coût de la vie tendait vers le niveau auquel il devient nécessaire d'ajuster les salaires et les prix au producteur; pour éviter cet ajustement, le gouvernement a adopté au début de 1959 un certain nombre de mesures, notamment des exonérations d'impôts et le rétablissement d'une subvention pour le lait et le fromage. En France, les prix des denrées alimentaires ont fortement augmenté dans les trois derniers mois de 1957 et les trois premiers mois de 1958. A ce moment, la tendance à l'augmentation a été ralentie par des mesures telles que la libération du commerce de la viande, des légumes et des fruits, l'adoption d'une moindre augmentation du prix garanti du blé et le rétablissement de la subvention pour le pain. D'une façon générale, la politique du prix réel reste en

vigueur et, après la dévaluation du franc, quelques autres subventions, notamment celles du pain et de la viande, ont été abolies. L'augmentation du prix des denrées alimentaires qui en est résultée a été inférieure aux prévisions. En Suède, le gouvernement a réduit dans une proportion considérable les demandes d'augmentation des salaires et des prix au producteur, mais il a pris de nouvelles mesures de protection tarifaire. Ce sont là quelques exemples des différentes manières dont les gouvernements modifient la répartition des charges afférentes à la stabilisation des prix entre le consommateur, le contribuable et le producteur. Néanmoins, des tendances inflationnistes plus ou moins prononcées continuent à se manifester dans la plupart des pays d'Europe occidentale. Dans la plupart des pays développés autres que ceux d'Europe occidentale, les prix de détail des denrées alimentaires ont eu également tendance à augmenter en 1958.

Dans de nombreux pays d'Extrême-Orient, la médiocrité des récoltes de 1957/58 a accentué les tendances inflationnistes en 1958. L'indice des prix de détail des denrées alimentaires a augmenté de 46 pour cent en Indonésie; dans ce pays, les importations alimentaires ont dû être réduites en raison de la pénurie de devises étrangères, et la ration de riz a diminué. En Thaïlande, les exportations de riz ont dû être suspendues pour certains mois; et, du fait de la pénurie relative des approvisionnements et de l'augmentation des prix d'exportation, les prix sur le marché national ont augmenté de façon continue. Dans l'Inde, toutefois, le gouvernement a réussi, par son effort de stabilisation des prix alimentaires, à maintenir l'augmentation au même taux (6 pour cent) qu'en 1957, en dépit de l'extrême médiocrité des récoltes de 1957/58. Au Pakistan, la politique de stabilisation appliquée par le gouvernement a enrayer l'inflation dans une large mesure, en reférant la contrebande et en imposant des prix maximums.

En Amérique latine, trois pays viennent de remplacer leur régime de cours multiples pour les devises étrangères par un cours unique; c'était là un premier pas vers une stabilisation économique générale. Au Chili et en Bolivie, l'augmentation des prix s'est considérablement ralentie, mais en Argentine l'indice du prix des denrées alimentaires a monté d'environ 30 pour cent en 1958, c'est-à-dire au même rythme que l'année précédente. Au Brésil et en Colombie, la stabilisation économique est rendue plus difficile par le problème du finan-

cement des quantités de café retenues dans le pays et, au Brésil, le gouvernement a annoncé en octobre 1958 la mise en vigueur d'un nouveau programme d'austérité destiné à combattre l'inflation; ce programme comprend une augmentation du prix de denrées alimentaires essentielles, comme le pain, le lait et le sucre. Dans certains pays d'Amérique centrale (Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua), il s'est produit un fait frappant: les prix des denrées alimentaires, qui étaient stables ou même qui avaient tendance à baisser, ont brusquement commencé à augmenter en 1958.

#### MARGE DE COMMERCIALISATION

Cependant que les prix au producteur baissaient dans un grand nombre de pays et que les prix mondiaux des denrées alimentaires fléchissaient également, les prix de détail des produits alimentaires ont, dans l'ensemble, continué à augmenter en 1958. Les prix de détail des denrées alimentaires manifestent souvent une plus grande résistance à la baisse et une plus forte tendance

à l'augmentation que les prix au producteur. Ces différences sont généralement dues, indépendamment de l'influence de la politique des prix au consommateur, à la relative rigidité de la marge de commercialisation.

Les renseignements sur cet élément important des prix agricoles demeurent toujours aussi peu abondants et, comme d'habitude, on ne dispose de données courantes que pour les Etats-Unis. Après avoir rapidement augmenté à la fin de 1957 et au cours du premier trimestre de 1958, la valeur à la production des denrées agricoles entrant dans le «panier de la ménagère» a régulièrement baissé aux Etats-Unis jusqu'en décembre; depuis lors, elle est restée relativement stable. Pour l'ensemble de 1958, la valeur moyenne des denrées agricoles au stade de la production a été supérieure d'environ 6 pour cent à celle de 1957, tandis que la marge de commercialisation augmentait de 5 pour cent et le prix de détail de 6 pour cent. La proportion du prix de détail qui revient au cultivateur est restée stable, à 40 pour cent. Au cours du premier trimestre de 1959, la valeur au stade de la production et la marge de commercialisation ont l'une et l'autre légèrement baissé.

### Politiques agricoles et plans de développement

Le rapport de 1958 appelait l'attention sur l'évolution de plus en plus divergente de la situation alimentaire et agricole dans les pays économiquement évolués, d'une part, et dans ceux qui le sont moins, d'autre part; il analysait de façon assez détaillée les raisons profondes du contraste entre les politiques agricoles des deux catégories de pays.

Dans les pays industrialisés, le progrès technique et des capitaux suffisants permettent de réaliser assez facilement un accroissement rapide de la production agricole. Toutefois, étant donné que dans ces pays les revenus ont déjà atteint des niveaux relativement élevés et que le taux de l'accroissement démographique est en général assez faible, la demande de produits agricoles n'y augmente qu'avec lenteur. Dans les pays économiquement moins développés, par contre, l'expansion de la production se heurte à des obstacles considérables, alors que la demande augmente très rapidement, sous l'effet de l'accroissement démo-

graphique de même qu'à la moindre amélioration du revenu.

C'est ainsi que les politiques agricoles des pays évolués se sont orientées de plus en plus vers la solution des problèmes posés par les excédents de certains produits, tandis que celles des pays moins développés restaient axées sur le problème des pénuries de denrées alimentaires de base. Le rapport de 1958 ajoutait toutefois que les politiques de prix agricoles avaient souvent eu tendance à rendre la situation encore plus critique. Dans la première catégorie de pays, en effet, les prix agricoles ont généralement été maintenus assez élevés, dans l'intérêt des producteurs, et ont donc eu tendance à stimuler la production. Dans les pays moins évolués, par contre, ils ont généralement été tenus assez bas, dans l'intérêt des consommateurs, de sorte que les agriculteurs ont été moins encouragés à développer la production.

Le même contraste se retrouve dans les changements apportés aux politiques agricoles en 1958/59.

Dans les pays évolués, les modifications intervenues ont conservé pour la plupart le caractère d'ajustements assez délicats, visant à modifier la structure de la production et à préserver les revenus agricoles. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, bien qu'on recherche et étudie des solutions radicales aux problèmes posés par la surproduction, les changements intervenus durant l'année considérée ont été relativement minimes, si l'on fait exception de l'abandon définitif du programme de mise en réserve (Acreage Reserve Program), qui n'avait pas eu l'effet escompté de freiner momentanément le rythme de l'expansion agricole. En Europe occidentale également, les politiques de prix ont fait l'objet de nouveaux ajustements mineurs, destinés à décourager la production dans les secteurs où elle avait tendance à dépasser les besoins. Quelques pays européens ont davantage mis l'accent sur les mesures susceptibles d'accroître l'efficacité de la production et on a noté une certaine tendance à réduire les garanties touchant les prix agricoles. Les efforts de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande pour conserver leurs marchés traditionnels en Europe occidentale et pour trouver de nouveaux débouchés dans d'autres régions demeurent au premier plan de la politique agricole.

Dans les pays moins développés, les changements de politique intervenus en 1958/59 ont souvent eu une portée beaucoup plus considérable, répondant à la nécessité urgente de vaincre les obstacles au progrès agricole et d'accroître la production aussi rapidement que possible. Si l'introduction du système des communes rurales en Chine continentale constitue un cas limite, plusieurs autres pays ont manifesté la volonté de prendre des mesures plus radicales. Les politiques de réforme agraire, par exemple, ont suscité un regain d'intérêt dans un certain nombre de pays d'Extrême-Orient, du Proche-Orient et d'Amérique latine. L'une des caractéristiques de la plupart des nouvelles mesures de réforme agraire est l'importance considérable qu'elles accordent au développement des coopératives et du crédit au profit de ceux auxquels la terre est distribuée. Une place particulière est faite aux coopératives en Inde où les changements substantiels qui sont envisagés comportent une intervention plus large de l'Etat dans le commerce de gros des céréales vivrières et l'organisation progressive de la vie rurale sur une base coopérative.

Dans certains pays d'Extrême-Orient également on note les signes d'une réorientation des

politiques de prix des denrées alimentaires, visant à stimuler davantage la production. On a déjà vu qu'auparavant ces politiques tendaient à favoriser le consommateur. En Amérique latine, où une révision analogue des politiques de prix agricoles avait eu lieu dans divers pays à une époque un peu antérieure, les changements importants survenus en 1958/59 concernent principalement les produits d'exportation; ils comprennent, en Argentine, l'introduction d'un taux de change libre et variable, qui vise à faciliter les exportations et à permettre aux prix intérieurs de s'harmoniser avec les cours mondiaux. Pour tenter d'enrayer la baisse des prix internationaux du café, 15 pays producteurs de l'Amérique latine se sont entendus pour retenir hors du marché une partie de leurs disponibilités exportables.

On a continué de hâter le plus possible la mise en œuvre des plans de développement économique; malheureusement, la réduction des recettes d'exportation déterminée par la baisse des prix mondiaux de quelques-uns des principaux produits végétaux et minéraux exportés par les pays insuffisamment développés a compromis l'exécution de certains programmes. Bon nombre des nouveaux plans annoncés ou mis en chantier en 1958/59 font une place sensiblement plus large à la production agricole. L'organisation de la planification a encore été modifiée dans un certain nombre de pays, spécialement en Extrême-Orient et au Proche-Orient. La plupart des organismes semi-autonomes qui avaient été établis précédemment pour s'occuper de la planification ont été supprimés durant l'année considérée et l'exécution des projets de développement a été confiée aux différents ministères.

L'U.R.S.S. et les pays d'Europe orientale constituent dans une certaine mesure des cas particuliers, qui échappent aux deux grandes catégories précédentes, et ceci non seulement parce qu'il s'agit de pays à économie planifiée, mais aussi parce que, bien que certains d'entre eux aient atteint un stade d'industrialisation relativement poussé, la demande de produits agricoles est restée insatisfaite et a, par le passé, augmenté plus rapidement que la production. Dans les années récentes, de nouveaux plans de développement ont remplacé les anciens ou leur ont succédé dans ces pays avec une rapidité assez déconcertante et des modifications très sensibles des objectifs de production ont souvent été annoncées. Cependant, tous les plans dernièrement adoptés dans ces pays

sont caractérisés par la place considérable qui y est faite à l'expansion rapide de la production agricole, jusqu'alors un peu sacrifiée, dans la répartition des ressources, en comparaison avec le secteur industriel. En 1958/59 également, un certain nombre de nouveaux plans ont été adoptés; celui de l'U.R.S.S. comporte des objectifs de production agricole un peu moins ambitieux que les précédents, ce qui pourrait toutefois être le résultat d'une évaluation plus réaliste des possibilités, plutôt que le signe d'un quelconque ralentissement du rythme de l'expansion. L'organisation agricole a elle aussi subi des modifications considérables, spécialement en U.R.S.S., où de nouvelles réformes importantes visant les fermes collectives ont été introduites à titre expérimental et pourraient être généralement appliquées dans un proche avenir.

Un phénomène qui intéresse aussi bien les pays développés que ceux qui le sont moins est l'évolution constante vers la coordination économique régionale. Un marché commun européen a commencé de fonctionner au début de l'année et les négociations relatives à une zone de libre échange pour les pays d'Europe occidentale qui ne font pas partie de la Communauté se sont poursuivies. Les travaux préparatoires à la constitution d'un marché commun latino-américain ont été intensifiés et de nouvelles études ont également été effectuées au sujet du marché commun envisagé pour les pays arabes.

Les événements qui viennent d'être résumés sont analysés de façon plus détaillée, région par région, dans les pages suivantes, qui contiennent en outre un bref aperçu des principales modifications apportées en 1958/59 aux politiques intéressant les pêches et la foresterie.

## AMÉRIQUE DU NORD

### *Etats-Unis*

Depuis 1956 environ, les efforts visant à ramener la production des Etats-Unis à un niveau plus conforme à celui de la consommation intérieure et aux besoins normaux d'exportation ont été principalement axés sur la Banque du sol et sur un système de soutien des prix à un niveau mobile, combiné avec les restrictions de superficie déjà en vigueur. Les propositions ultérieures ont, pour la plupart, donné lieu à de vives contro-

verses, principalement en raison de la nécessité de concilier le point de vue des agriculteurs, anxiés d'empêcher toute nouvelle réduction de leurs revenus, avec celui des secteurs non agricoles, qui souhaitent voir adopter un programme agricole moins onéreux. Seules des modifications relativement mineures ont récemment été incorporées dans la législation.

Les propositions formulées par l'Administration<sup>5</sup> n'avaient été qu'en partie retenues dans l'*Agricultural Act* de 1958. Le Programme de mise en réserve, qui occupait la majeure partie de la législation concernant la Banque du sol, a pris fin avec la récolte de 1958/59. Ce coûteux programme avait été rendu pratiquement inefficace par une exploitation plus intensive de la superficie agricole restant à disposition. Les autres dispositions législatives intéressaient principalement le coton, le maïs et le riz.

En ce qui concerne le coton, un contingent minimum national de 6,4 millions d'hectares a été fixé pour 1959 et les années ultérieures. Pour 1959 et 1960, le producteur de coton a pu choisir entre deux possibilités: soit se contenter de la superficie qui lui était allouée, avec un prix de soutien non inférieur à 80 pour cent de la parité en 1959, soit planter jusqu'à 40 pour cent de plus que la superficie allouée, mais avec un prix de soutien inférieur de 15 points au moins au précédent. Les producteurs, en nombre surprenant, ont opté pour la première solution. A partir de la récolte de 1961, les agriculteurs n'auront droit qu'à leur contingent de superficie et le prix de soutien, basé sur la qualité moyenne de la récolte, sera compris entre 70 et 90 pour cent de la parité en 1961 et entre 65 et 90 pour cent ultérieurement.

Lors du référendum prévu dans la législation, les producteurs de maïs se sont prononcés en faveur de la suppression du contingentement des superficies. Le prix de soutien du maïs sera donc fixé soit à 90 pour cent du prix moyen du marché au cours des trois années précédentes, soit à 65 pour cent de la parité, en choisissant le plus haut de ces deux chiffres. A partir de 1959, les prix de soutien d'autres céréales fourragères seront fixés par le Secrétaire à l'agriculture, à un niveau « raisonnable par rapport au niveau de soutien des prix du maïs».

<sup>5</sup> *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 1958, p. 61-63.

L'Administration avait proposé la suppression générale de l'échelle mobile en vertu de laquelle les prix de soutien sont automatiquement relevés dès que les excédents diminuent. Cette proposition n'a été retenue, dans la législation de 1958, que pour le riz<sup>6</sup>, dont le prix de soutien sera fixé, à la discréction du Secrétaire à l'agriculture, entre 75 et 90 pour cent de la parité en 1959 et 1960, entre 70 et 90 pour cent en 1961 et entre 65 et 90 pour cent ultérieurement. En ce qui concerne la superficie pouvant être plantée en riz, le contingent national de 1958 a été rendu permanent, au lieu d'être réduit comme cela avait été envisagé dans le cadre de la législation précédente.

La *Public Law 480*, qui depuis son entrée en vigueur en 1954, est devenue l'instrument principal de l'écoulement des stocks des Etats-Unis à des conditions spéciales, a de nouveau été prorogée. Pour la période juillet 1958-décembre 1959, les ventes contre paiement en monnaie locale pourront atteindre une valeur globale de 2 250 millions de dollars.

Le gouvernement des Etats-Unis entendait réviser, durant 1959, la législation concernant les produits bénéficiant obligatoirement du soutien qui n'étaient pas couverts par les dispositions de la loi de 1958 – c'est-à-dire essentiellement le blé, les arachides et le tabac. Dans le message présidentiel sur l'agriculture, adressé au Congrès en janvier 1959, il était proposé que les prix de soutien de ces produits s'établissent, à la discréction du Secrétaire à l'agriculture, à un niveau représentant de 75 à 90 pour cent du prix moyen du marché durant les années immédiatement précédentes, ou, si le Congrès préférait maintenir le concept de la parité, que le Secrétaire ait, à l'égard de ces produits, les mêmes pouvoirs discrétionnaires qu'il exerce actuellement pour ceux dont les prix ne sont pas obligatoirement soutenus mais qui peuvent l'être à n'importe quel niveau inférieur à 90 pour cent de la parité. Au message présidentiel était joint un mémorandum du Secrétaire à l'agriculture, contenant diverses autres propositions, dont celle de proroger à nouveau la *Public Law 480* et le Programme de conservation et de mise en réserve, qui constitue la partie la plus durable des dispositions relatives à la Banque du sol.

Aucune des deux solutions proposées par le

Président ne semble avoir de grandes chances d'être retenue. Il est tout aussi douteux, cependant, que le Congrès soit en mesure de proposer une autre législation acceptable pour l'Administration. Des efforts particuliers ont été faits pour parvenir à une solution quelconque du problème du blé, qui permette de réduire la production sans porter trop gravement atteinte aux revenus agricoles, mais aucun accord n'a pu être trouvé. La seule disposition nouvelle récemment adoptée est celle qui limite à 50 000 dollars les prêts pouvant être consentis par la Commodity Credit Corporation à un exploitant ou à une entreprise agricole.

Aucune réforme profonde ne semble donc devoir être apportée dans un proche avenir à la législation agricole des Etats-Unis, mais du fait que les programmes actuels se révèlent de plus en plus onéreux et que les excédents continuent de s'accumuler, la nécessité de résoudre ce problème de quelque manière apparaît de plus en plus impérieuse.

#### Canada

La politique agricole du Canada n'a pas subi de modifications importantes durant la période considérée. La Loi de stabilisation agricole de mars 1958 a introduit un système permanent de soutien obligatoire des prix de neuf produits essentiels. Les prix de onze produits ne faisant pas l'objet d'un soutien obligatoire ont également été soutenus en 1958/59 et il en sera de même pour un certain nombre d'entre eux en 1959/60.

#### AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont, dans une certaine mesure, adopté une attitude expectante face à la baisse des prix agricoles et des recettes d'exportation en 1958/59; leur politique agricole n'a pas subi de changement radical. Cette attitude a été dictée en partie par le fait qu'on s'attendait avant longtemps à ce que les prix d'exportation s'améliorent quelque peu – opinion qui s'est trouvée justifiée par les événements du premier semestre de 1959. Sur le plan commercial, la situation devenant de plus en plus difficile sur leurs marchés traditionnels au Royaume-Uni et ailleurs en Europe occidentale, les deux pays ont encore intensifié leurs efforts pour conserver leurs débouchés et en trouver de nouveaux,

<sup>6</sup> L'échelle mobile doit être supprimée pour le coton également à partir de 1961.

## Australie

Quelques groupes de producteurs australiens ont insisté en vain pour que soit adopté un plan de stabilisation de la laine. Pour le beurre, qui est l'autre produit principalement touché par la baisse des prix, le montant des recettes garanties a été relevé. Un versement initial plus important a également été octroyé aux agriculteurs pour le blé. Les plans de stabilisation des produits laitiers et du blé ont été prolongés pour une nouvelle période de cinq ans, à peu près sur les mêmes bases qu'auparavant.

La législation bancaire adoptée en Australie au début de 1959 prévoit la création d'une Commonwealth Development Bank, qui s'intéressera surtout au financement de la production primaire.

## Nouvelle-Zélande

La New Zealand Wool Commission a maintenu en 1958/59 le prix plancher de la campagne précédente et a acheté de la laine à un certain nombre de ventes. Dans le cadre du plan de stabilisation des produits laitiers, environ 36 millions de livres (100 millions de dollars U.S.) ont été utilisées au cours des campagnes 1956/57 et 1957/58 pour accroître les revenus des producteurs, mais les réserves étaient totalement épuisées à la fin de la campagne 1957/58. Un prêt gouvernemental de 5 millions de livres (14 millions de dollars U.S.) a donc été prévu pour aider à couvrir le déficit probable de 1958/59. Toutefois, la législation en vertu de laquelle le prix garanti au producteur pour la matière grasse du lait ne pouvait être réduit de plus de 5 pour cent au cours d'une année a été suspendu et ce prix a baissé de 10 pour cent. Il a également été décidé d'entreprendre une enquête économique sur l'industrie laitière. Afin d'encourager la production de blé de manière à pouvoir réduire les importations, le prix payé au producteur a été relevé de 17 pour cent pour 1958/59.

La Nouvelle-Zélande a signé en novembre 1958 avec le Royaume-Uni un accord commercial analogue, dans les grandes lignes, à celui qu'avaient conclu l'année précédente l'Australie et le Royaume-Uni; aux termes de cet accord, la Nouvelle-Zélande a la faculté de réduire la marge de préférence reconnue aux importations du Royaume-Uni, pour disposer d'une monnaie d'échange dans ses négociations avec d'autres pays. En outre, un accord conclu en avril 1959 avec l'Allemagne occidentale établit, au bénéfice de la Nouvelle-Zélande, des

contingents d'importation de divers produits, accorde à celle-ci le droit de se mettre sur les rangs pour obtenir une partie des commandes autorisées de certains autres (produits laitiers principalement) et prévoit l'ouverture de négociations au cas où les politiques du Marché commun porteraient préjudice à la Nouvelle-Zélande sur le marché allemand. C'est apparemment la première fois qu'un Etat faisant partie du Marché commun envisage l'éventualité de semblables négociations.

## EUROPE OCCIDENTALE

Durant 1958/59, plusieurs pays d'Europe occidentale ont révisé leurs politiques en matière de revenus agricoles, en conséquence du coût de plus en plus élevé des programmes de soutien, de la difficulté d'écouler les excédents qui s'étaient formés dans certains secteurs, et de la menace d'inflation que comporte le fait de lier les revenus agricoles à des indicateurs indépendants de la productivité agricole. Au cours des dernières négociations relatives au soutien des prix et des revenus agricoles, les agriculteurs ont dû, dans certains cas, accepter de renoncer à une partie de leurs revendications touchant le soutien direct des prix et des revenus et on note une tendance croissante à leur faire partager le coût et les risques commerciaux de leurs politiques de production. Dans certains pays, les mesures visant à améliorer la structure agricole et le système de marketing ont souvent eu la préférence, dans les allocations de fonds gouvernementaux, sur les subventions directes. Les politiques de prix ont également subi quelques nouvelles retouches, tendant à harmoniser davantage la structure de la production avec la demande. Dans les parties les moins développées de l'Europe méridionale, les politiques agricoles ont continué à mettre l'accent sur la nécessité de procéder à des investissements pour la mise en œuvre de projets d'amélioration des terres. La Communauté économique européenne a pris des mesures pour donner un commencement d'existence au Marché commun entre les six pays.

## Politiques agricoles nationales

En Finlande, une nouvelle loi dispose qu'à partir de la campagne agricole de 1958/59, les revenus agricoles seront liés aux coûts et non plus aux salaires de l'industrie. En France, dans le cadre de la réforme monétaire de décembre 1958, les

prix agricoles ont officiellement cessé d'être liés automatiquement aux prix de certains éléments du coût de la vie et à ceux des moyens de production. Pour la récolte de 1959/60, cependant, les prix n'ont pas été fixés plus bas qu'ils ne l'auraient été dans le cadre de la précédente politique et, en compensation de l'augmentation des coûts résultant de la dévaluation, le prix de direction pour 1961/62 a été relevé d'environ 6 pour cent. En Suède, d'après le nouvel accord de six ans qui doit entrer en vigueur en septembre 1959, les revenus agricoles continueront de s'aligner sur les salaires industriels, mais l'objectif à atteindre dans ce domaine sera établi en fonction d'exploitations d'une étendue beaucoup plus grande qu'auparavant et l'aide aux petits exploitants sera fournie, dans une bien plus large mesure, sous forme de contribution directe aux coûts. La Suède intensifie aussi ses efforts en vue de rationaliser la structure agricole par le remembrement des petites exploitations et le reboisement des terres cultivées peu rentables.

Le Royaume-Uni comme l'Allemagne occidentale préfèrent s'efforcer d'appliquer des mesures pour améliorer les exploitations agricoles, plutôt que de subventionner certains produits ou l'ensemble de la production. Au Royaume-Uni, où l'enquête sur les prix de 1958 avait abouti à une réduction des prix garantis pour le blé, le lait et la viande de porc, qui avait particulièrement affecté les petits producteurs, des subventions seront versées à ceux des agriculteurs ayant une exploitation de 8 à 40 ha qui réaliseront un plan d'amélioration approuvé. L'enquête sur les prix de 1959 n'a pas entraîné de modifications substantielles, sinon que les subventions accordées pour les élevages de montagne (*hill cattle*) et pour les veaux ont été accrues, à titre d'encouragement supplémentaire à élever des bovins de boucherie. Il a été déclaré que toute nouvelle expansion de la production devrait être obtenue en réduisant les coûts unitaires. En Allemagne occidentale, le Plan Vert pour 1959 comporte une réduction des subventions au titre des engrains et du lait, mais une augmentation des fonds octroyés pour le remembrement et l'agrandissement des exploitations.

Parmi les pays qui procèdent à de nouveaux ajustements de la structure de la production, la Belgique, qui a déjà encouragé à faire porter l'effort de production sur les céréales fourragères plutôt que sur le blé, entend réduire le soutien accordé pour ce dernier. Tant en Belgique qu'aux Pays-Bas, les crédits budgétaires destinés à soutenir ou à garantir

les prix du lait vont être réduits; le prix garanti aux Pays-Bas n'a pas été modifié en 1959, mais il ne s'applique qu'à environ 90 pour cent de la production. Jusqu'en 1958, le Danemark était l'un des très rares pays d'Europe occidentale qui n'avaient pas soutenu les prix agricoles, mais ceux-ci ayant subi une pression considérable sur les marchés d'exportation, des mesures ont été prises pour protéger les prix payés aux producteurs pour les céréales et éviter que ceux qui vendent normalement leur grain ne se tournent encore davantage vers la production de porcins. La Finlande, la Norvège et la Suède étudient des modifications des politiques de prix qui auraient pour effet d'orienter la production vers les denrées dont il n'y a pas encore surabondance.

En Europe méridionale, les prix de soutien du blé tendre ont été réduits en Grèce et Italie, car, en ce qui concerne les variétés locales, la production commençait à atteindre ou dépasser la demande intérieure. En compensation, des subventions seront octroyées aux agriculteurs grecs pour l'irrigation et pour le développement de l'élevage. L'Italie a reconstruit et élargi ses programmes de développement agricole; l'aide au titre des bâtiments, de la mécanisation et de la sélection animale a été intensifiée. Le deuxième plan de développement du Portugal (1959-64) prévoit une augmentation substantielle des investissements dans l'agriculture. La Banque centrale espagnole a mis au point un plan de développement de 20 ans, dans lequel le secteur agricole fait également l'objet d'une attention particulière. En Yougoslavie, l'agriculture coopérative reste l'objectif à long terme; la majeure partie des fournitures d'engrais ainsi que des fonds d'investissement pour les ouvrages d'irrigation a récemment été destinée aux fermes coopératives.

#### *Communauté économique européenne*

A partir du début de 1959, les tarifs douaniers entre les six pays ont subi une première réduction de 10 pour cent. Les contingents d'importation ont été accrus de 20 pour cent, sauf lorsqu'ils représentaient moins de 3 pour cent de la production nationale, auquel cas ils ont été portés à ce niveau. Les pays qui ne font pas partie de la Communauté ont bénéficié de la réduction de ceux des droits de douane qui étaient supérieurs au tarif commun futur.

Durant la période de transition, les Etats Membres de la Communauté sont autorisés à conclure des contrats à long terme considérés comme une étape vers un marché organisé des produits agri-

coles. Les prix stipulés dans ces contrats se rapprocheront de ceux en vigueur dans le pays importateur, jusqu'à ce qu'un prix du Marché commun ait été convenu. Aux termes du premier contrat de ce type, négocié en février 1959, l'Allemagne occidentale achètera à la France 650 000 à 775 000 tonnes de céréales par an durant les quatre prochaines années. Le prix sera celui du marché mondial, majoré d'une partie de la taxe que prélève l'Office allemand des importations et de l'emmagasinage (2/12 la première année avec augmentation de 1/12 d'année en année).

La détermination d'un prix commun pour les céréales est l'un des principaux problèmes que les six pays se proposent de résoudre prochainement, dans le cadre de l'évolution vers une politique agricole commune. Un prix qui serait très inférieur au prix actuellement payé aux producteurs allemands aurait un effet défavorable sur les revenus agricoles en Allemagne occidentale, tandis que des prix bas pour les céréales fourragères pourraient entraîner une surproduction dans le secteur de l'élevage. D'un autre côté, on craint qu'un prix céréalier élevé ne provoque une expansion indésirable de la production de blé en France et en Italie.

Un accroissement de la production agricole de la Communauté semble inévitable, surtout en raison du progrès technique, mais en même temps les industries manufacturières insistent pour que les importations soient maintenues à leur niveau actuel, de manière à s'assurer un marché d'exportation pour leurs propres produits. L'Allemagne occidentale, qui est le principal pays importateur de produits agricoles de la Communauté, a déjà signé un accord avec le Danemark garantissant, pendant une période de trois ans, des licences d'importation pour des quantités de produits agricoles presque égales à celles qu'elle reçoit actuellement du Danemark, sauf pour le beurre, qui doit faire l'objet de négociations séparées.

Les négociations relatives à la création d'une zone plus large de libre-échange liée au Marché commun et englobant tous les Etats Membres de l'OECE se sont poursuivies durant 1958, mais n'ont pas encore abouti; différentes solutions sont actuellement à l'étude.

#### EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S.

##### *Plans de développement*

En U.R.S.S., le sixième plan quinquennal (1956-60) a été remplacé par un nouveau plan septen-

tennal (1959-65). La production industrielle devrait augmenter de 80 pour cent par rapport à son niveau de 1958 et la production agricole de 70 pour cent. Bien que l'objectif agricole soit encore très ambitieux, les augmentations prévues pour les différents produits semblent un peu plus réalistes que dans le plan précédent (tableau II-15).

Le rythme d'accroissement de la production céréalière prévu dans le nouveau plan est beaucoup plus lent qu'auparavant, mais le niveau que devrait atteindre la production par habitant en 1965 est inférieur à celui qui avait été primitivement indiqué pour 1960. De plus, l'accroissement doit porter surtout sur les céréales fourragères, bien qu'il soit également prévu de développer la production de blé dur, dont l'U.R.S.S. exportait autrefois de fortes quantités. Un objectif de production plus élevé a été fixé pour les pommes de terre, en partie parce que l'on entend donner à ce produit une place importante dans l'alimentation des animaux domestiques. Les objectifs fixés pour la betterave sucrière et les oléagineux sont également élevés. En ce qui concerne la production de fibres et spécialement de coton, l'accroissement envisagé est plus modeste que dans le sixième plan quinquennal, sans doute en raison de la nouvelle politique consistant à développer les fibres artificielles, dont la production devrait atteindre un volume douze fois plus élevé.

L'accroissement annuel du cheptel bovin devrait être en moyenne de 5,4 millions de têtes, chiffre très supérieur à celui de la période 1952-58. Toutefois, d'après les objectifs d'élevage publiés en 1957 et destinés à permettre « de dépasser la production de lait, de viande et de beurre par habitant aux Etats-Unis », l'augmentation annuelle devrait être de quelque 8 millions de têtes. La production laitière semble en retard de deux ou trois ans sur le programme de 1957. Elle atteint 57,8 millions de tonnes en 1958, au lieu des 70 millions prévus. Afin de rattraper les Etats-Unis, l'U.R.S.S. comptait produire 21 millions de tonnes de viande en 1960 ou 1962, mais le nouvel objectif pour 1965 est beaucoup plus bas.

Dans le nouveau plan de l'U.R.S.S., l'accroissement de la production agricole se fonde surtout sur l'amélioration des rendements. Plutôt que d'éteindre encore la superficie cultivée, on compte éléver les rendements par diverses mesures: développement continu de la mécanisation, amélioration des systèmes de rotation des cultures, emploi de semences sélectionnées et fourniture d'une quantité triple d'engrais chimiques. Il est intéressant d'étudier à

TABLEAU II-15. - U.R.S.S.: COMPARAISON DES NOUVEAUX OBJECTIFS DE PRODUCTION AGRICOLE POUR 1965 AVEC LES ANCIENS OBJECTIFS POUR 1960 ET AVEC LA PRODUCTION MOYENNE 1949-53 ET 1954-58

	Production		Objectifs		Accroissement annuel moyen		
	Moyenne 1949-53	Moyenne 1954-58	1960 (ancien objectif)	1965 (nouvel objectif)	Accroissement effectif 1949-53 à 1954-58	Accroissement prévu	
						1955-60 (ancien objectif)	1958-65 (nouvel objectif)
<i>Millions de tonnes</i>							<i>Pourcentage</i>
Céréales .....	80,9	112,9	180,0	164-180	7	11	2-4
Pommes de terre .....	75,7	83,3	132,8	147,0	2	13	8
Légumes .....	10,0	13,9	30,7	<sup>1</sup> 30,9	7	17	12
Betteraves sucrières .....	20,7	34,2	47,7	76-84	11	9	5-6
Coton .....	3,5	4,2	6,3	5,7-6,1	4	10	4-5
Lin .....	0,23	0,40	0,51	0,58	12	6	4
Laine .....	<sup>2</sup> 0,22	<sup>3</sup> 0,28	0,47	0,55	<sup>4</sup> 5	13	8
Lait .....	<sup>2</sup> 36,6	51,1	83,8	100-105	<sup>4</sup> 7	14	8-9
Viande .....	<sup>2</sup> 5,5	<sup>2</sup> 7,0	12,7	16,0	<sup>4</sup> 5	15	11
<i>Millions d'unités</i>							
Œufs .....	<sup>2</sup> 15,2	<sup>3</sup> 20,9	47,0	37,0	<sup>4</sup> 7	21	7

<sup>1</sup> Chiffre soviétique non officiel. - <sup>2</sup> Moyenne 1951-54. - <sup>3</sup> Moyenne 1955-58. - <sup>4</sup> Moyenne 1951-54 à moyenne 1955-58.

ce propos l'augmentation des investissements en capitaux et en travail, des paiements au titre des livraisons agricoles, des moyens de production, du cheptel et de la superficie cultivée, qui a conduit aux accroissements de production réalisés dans le cadre des plans précédents. On ne dispose pas toujours de données pour des périodes comparables, mais le tableau annexe 13 permet de se faire une idée des modifications intervenues en ce qui concerne les entrées et les sorties.

De nouveaux plans ont également été introduits dans un certain nombre de pays d'Europe orientale. La Bulgarie a entrepris son troisième plan quinquennal (1958-62). Un plan triennal (1958-60) a remplacé l'ancien plan quinquennal en Hongrie. Sans que leurs anciens plans aient été mis au rebut, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Roumanie en ont déjà préparé de nouveaux allant au-delà de 1960; dans les deux premiers pays, des plans septennaux (1959-65) ont été superposés aux plans quinquennaux existants.

A plusieurs égards, les nouveaux programmes agricoles s'apparentent étroitement à celui de l'U.R.S.S. décrit ci-dessus. Ils reposent aussi principalement sur des rendements plus élevés, que l'on compte réaliser grâce à la mécanisation et à une utilisation plus intense des engrangés. Les rendements de blé devraient augmenter de quelque 20 pour cent en cinq ans. Comme en U.R.S.S., de fortes augmentations de la production de bet-

terave sucrière sont prévues: la Bulgarie espère accroître la sienne de 64 pour cent et la Roumanie compte parvenir à couvrir ses besoins. Les plans des pays d'Europe orientale font une place considérable à la production pour l'exportation. C'est ainsi que la Bulgarie se propose de produire 80 000 tonnes de tabac de type oriental (c'est-à-dire environ 40 pour cent de plus qu'en 1953-57) et d'accroître de 60 à 80 pour cent environ sa production de raisin et de vin ainsi que de conserves de fruits et de légumes.

En Pologne, pays qui exporte d'assez fortes quantités de produits d'origine animale, la production de lait devrait passer de 113 millions d'hectolitres en 1958 à 154 millions en 1965 et la production de viande de 2,2 à 3 millions de tonnes. Les autres pays d'Europe orientale se proposent d'accroître sensiblement leur cheptel.

#### Organisation agricole

En U.R.S.S., les deux importantes réformes annoncées au début de 1958, à savoir la vente aux fermes collectives (*kolkhozes*) de machines agricoles des stations de tracteurs et de machines de l'Etat et l'unification du système de paiement pour les livraisons à l'Etat<sup>7</sup> sont maintenant entrées en vigueur.

<sup>7</sup> Ces réformes ont été décrites dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 1958, p. 73-74.

La cession des machines s'est effectuée rapidement et était déjà chose faite, à fin 1958, en ce qui concerne 83 pour cent des kolkhozes. Des stations de réparation où l'on peut acheter des machines, du carburant, etc., ont remplacé les stations centrales, mais quelques-uns des grands kolkhozes sont en train de créer leurs propres ateliers de réparation.

Pour les ventes de produits agricoles à l'Etat, un prix moyen standard a été fixé pour chaque produit, tandis que l'ancien système comportait différents prix selon le type de vente ou de livraison. Ce prix moyen est ajusté selon les régions et le volume de la récolte<sup>8</sup>. Le nouveau mécanisme de l'aide financière en faveur de la production agricole est donc plus flexible que ne l'était celui des augmentations pures et simples de prix pratiquée depuis 1953, qui avait été condamné pour l'avenir dans un discours de M. Khrouchtchev. Des modifications du système de prix étaient également nécessaires, cependant, pour permettre aux fermes collectives d'acheter et d'entretenir les machines agricoles.

Ces deux réformes sont le prélude d'autres importantes modifications de structure des exploitations collectives en U.R.S.S. Certaines modifications significatives ont déjà été apportées à l'organisation d'un certain nombre de kolkhozes et spécialement de ceux que M. Khrouchtchev appelle les « laboratoires pour la réorganisation de l'agriculture »; ces réformes seront progressivement étendues à d'autres exploitations. D'une manière générale, elles ont pour effet de rapprocher l'organisation des fermes collectives de celle des fermes d'Etat (*sovkhозes*). Dans la répartition des recettes de la ferme collective entre ses membres, il existe une tendance à accroître la portion payée en espèces et à réduire ou même supprimer celle payée en nature. Le paiement par *troudoden* (journée de travail conventionnelle) est destiné à devenir fixe, jusqu'au moment où le compte du troudoden sera abandonné au profit d'un salaire en espèces par heure ou par journée comportant un nombre d'heures déterminé. Enfin, on envisage également la disparition totale des parcelles et du bétail exploités à titre privé par les membres des kolkhozes.

On a vu se développer récemment les « associations inter-kolkhozes », qui groupent plusieurs

exploitations collectives et apportent les fonds nécessaires à quelque service commun (construction de bâtiments, énergie électrique<sup>9</sup>, moyens de transport, engrangement du bétail, fonds de réserve pour les semences et fourrage. Quelques associations organisent également des écoles, des hôpitaux, des hospices pour vieillards et des centres médicaux; en cela, elles offrent quelque ressemblance avec les communautés agricoles chinoises, dont il sera question plus loin.

Presque tous les pays d'Europe orientale se sont efforcés en 1958 d'accélérer le processus de collectivisation. En Bulgarie, les exploitations collectives et les fermes d'Etat occupaient en 1958 96 pour cent de la superficie agricole. Une collectivisation rapide a porté ce pourcentage à 78 en Albanie, à 75 en Tchécoslovaquie et à 54 en Roumanie. En Allemagne orientale, où les coopératives et les fermes d'Etat n'occupaient qu'environ 35 pour cent des terres à la fin de 1957, la proportion a atteint près de 50 pour cent en mars 1959. En Hongrie, le nombre des fermes collectives, qui était tombé à 2 089 en 1956, était remonté à 4 490 en mars 1959; ensemble, les fermes collectives et les fermes d'Etat occupaient à cette date 44 pour cent des terres agricoles. En Pologne, par contre, le nombre des exploitations collectives n'a pas augmenté depuis 1956 et bien que leur développement fasse partie de la politique officielle, les coopératives agricoles n'occupent que 1 pour cent des terres; 14 pour cent de la superficie agricole sont occupés par les fermes d'Etat et les 85 pour cent restants sont répartis entre 340 000 exploitants privés.

La collectivisation s'oriente en Europe orientale vers les types dits « supérieurs » de coopérative agricole, apparentés aux kolkhozes soviétiques. En Bulgarie et en Tchécoslovaquie, presque toutes les coopératives sont du type soviétique. Le type « inférieur » a récemment été avantageé en Allemagne orientale, mais le type « supérieur » reste le plus nombreux. Plus de 50 pour cent des coopératives sont du type « inférieur » en Roumanie. En Bulgarie, comme précédemment en U.R.S.S., est en cours un regroupement des fermes collectives; en 1958, 3 202 exploitations d'une superficie moyenne de 1 215 hectares ont été fondées en 1 470 unités d'une superficie moyenne de 2 960

<sup>8</sup> Pour les excellentes récoltes de 1958, l'Etat a payé en moyenne 63 roubles le quintal de céréales, alors que le prix standard était de 74 roubles.

<sup>9</sup> Il existe déjà en Ukraine 600 associations inter-kolkhozes pour la construction de bâtiments, dont font partie 70 pour cent des kolkhozes, et une centaine d'autres pour l'énergie électrique.

hectares. La Bulgarie et la Tchécoslovaquie s'apprentent à transférer les machines agricoles aux fermes collectives, comme cela s'est fait en U.R.S.S. La portion payable en espèces de la rémunération des membres des fermes collectives doit être augmentée en Tchécoslovaquie, tandis que la définition de la journée de travail sera révisée en Bulgarie. Dans toute l'Europe orientale, y compris la Pologne, la proportion des livraisons obligatoires a été réduite et plusieurs pays ont annoncé qu'ils comptaient adopter, comme l'U.R.S.S., un système de prix uniforme pour ces ventes.

## EXTRÊME-ORIENT

L'impression causée par la transformation radicale de l'organisation agricole en Chine continentale a fait que l'évolution des politiques dans les autres pays d'Extrême-Orient est passée un peu inaperçue. Pourtant, 1958/59 a été une année importante, du point de vue des politiques agricoles, dans le reste de la région, surtout en Inde, où le National Development Council a énoncé les principes d'une organisation graduelle de la société rurale sur une base coopérative et de la prise en charge ultérieure, par les coopératives de producteurs et de consommateurs, de tout le commerce des céréales vivrières. Des mesures de réforme agraire ont été annoncées pour le Pakistan occidental et l'on se préoccupe vivement en Inde de parfaire rapidement la réforme agraire. Plusieurs pays s'intéressent davantage à la possibilité de stimuler l'agriculture à travers les politiques de prix. Le secteur agricole continue de gagner du terrain dans les plans de développement économique, y compris ceux qui ont été entrepris ou annoncés durant l'année.

### *Chine continentale*

L'organisation des communes rurales, amorcée plus tôt dans l'année, est entrée dans la législation en août 1958. Dès la fin de 1958, on annonçait que les 740 000 coopératives agricoles et plus existant en Chine avaient été converties en 26 000 communes comprenant 120 millions de ménages paysans, soit 99 pour cent de la population rurale totale.

Par certains côtés, les communes chinoises s'apparentent aux fermes collectives de l'U.R.S.S. telles qu'elles sont actuellement réorganisées à titre

expérimental, mais sous nombre d'autres aspects elles s'en éloignent totalement<sup>10</sup>. Alors que le kolkhoze est une association purement économique, presque entièrement consacrée à l'agriculture, la commune chinoise combine « l'industrie (l'ouvrier), l'agriculture (le paysan), les échanges (le commerçant), la culture et l'éducation (l'étudiant) et les affaires militaires (le soldat)<sup>11</sup> ». Les communes chinoises sont en outre étroitement associées au gouvernement local et ont des pouvoirs disciplinaires beaucoup plus étendus que les kolkhozes. Une place particulière est faite à l'organisation de services communs, tels que les cantines, les maisons de retraite pour les personnes âgées et surtout les garderies d'enfants et autres services qui sont devenus nécessaires du fait qu'un grand nombre d'emplois sont occupés par des femmes mariées. Les membres des communes ne peuvent plus posséder de parcelles familiales comme ils le faisaient dans les coopératives et ce n'est, semble-t-il, que provisoirement qu'ils conservent encore le droit d'exploiter pour leur propre compte un peu de bétail et quelques arbres fruitiers. On envisage de laisser aux communes chinoises le soin de donner à bail les maisons d'habitation, mais en U.R.S.S. le kolkhozien est propriétaire de son logement. On s'oriente vers une forme de rémunération comprenant un salaire mensuel et la fourniture de denrées de base ou de repas, mais pour l'instant le travail est payé à la journée. Les communes sont des unités beaucoup plus larges que les kolkhozes. On a annoncé qu'en principe chaque commune comprendrait quelque 2 000 familles, mais que les communes plus grandes déjà établies ne seraient pas réduites. En fait, à la fin de 1958, on comptait en moyenne 4 600 familles par commune, contre une moyenne de 245 par kolkhoze en 1957.

En décembre 1958, le Comité central du Parti communiste chinois a fait le point sur le développement des communes et depuis lors les comités régionaux du Parti travaillent à en reviser et consolider la structure. L'importance de l'expérience chinoise, à un moment où les kolkhozes sovié-

<sup>10</sup> Jusqu'en 1933, époque à laquelle elles ont été remplacées par les kolkhozes de type classique, il existait en U.R.S.S. environ 8 000 « communes ». Bien que leurs fonctions fussent plus restreintes que celles des nouvelles communes chinoises, on avait considéré qu'elles correspondaient à un stade de socialisme trop avancé pour l'époque.

<sup>11</sup> Résolution du Comité central du Parti communiste chinois concernant l'établissement de communes du peuple dans les régions rurales (29 août 1958).

tiques eux-mêmes semblent chercher des voies nouvelles, est incontestable. Selon le succès qu'elles rencontreront, les communautés chinoises seront considérées, dans les autres pays communistes, soit comme des « laboratoires pour la réorganisation de l'agriculture », soit comme une tentative pré-maturée.

Les plans de production des communautés pour 1959 sont basés sur le développement d'une économie diversifiée et mettent davantage l'accent sur les cultures de rapport, l'élevage et la pêche. La superficie cultivée doit être réduite cette année et on envisage une culture plus intensive. A la suite des récoltes de 1958, dont on dit qu'elles ont été très abondantes et qu'elles ont dépassé les chiffres prévus dans le Plan de douze ans (1956-1967), de nouveaux objectifs de production ont été formulés. Il a été annoncé qu'on espérait porter la production céréalière (qui constitue la base de l'alimentation) à 525 millions de tonnes en 1959, contre 375 millions en 1958. Cet accroissement de 40 pour cent apparaît extrêmement problématique, étant donné qu'on s'apprête à réduire la superficie et que les rendements étaient apparemment déjà très élevés en 1958.

#### *Plans de développement*

Dans le reste de la région également, malgré le volume satisfaisant des récoltes récentes, le problème consistant à produire une quantité suffisante de denrées alimentaires pour faire face aux besoins d'une population qui s'accroît rapidement reste une préoccupation majeure dans les plans de développement économique. Les abondantes récoltes de 1958/59 ont un peu allégé les budgets de développement, particulièrement en ce qui concerne les dépenses en devises étrangères au titre des importations de denrées alimentaires, mais les ressources pour le développement économique sont restées insuffisantes.

C'est ainsi que l'Inde a dû réviser à nouveau les objectifs de production du deuxième plan quinquennal, lorsqu'il est devenu évident que les investissements ne pourraient atteindre le niveau escompté. L'inventaire récent des ressources nationales pouvant être mobilisées a conduit le gouvernement à demander un nouvel effort d'austérité et une augmentation des taxes de consommation. Pour pouvoir exécuter intégralement le plan quinquennal, on considère indispensable d'accroître substantiellement la production agricole et de con-

tenir les prix des denrées alimentaires. Les mesures spéciales dictées par cette politique sont examinées plus loin.

Avec le changement de gouvernement intervenu au Pakistan vers le milieu de 1958, des mesures immédiates ont été prises pour faire face à l'aggravation de la situation économique, spécialement du point de vue de l'approvisionnement alimentaire. Des mesures énergiques ont été prises pour empêcher l'accaparement et l'exportation frauduleuse des céréales, et les prix font l'objet d'un contrôle. Les campagnes pour l'accroissement de la production alimentaire ont été étendues et de nouveaux plans annoncés en vue d'atteindre vers 1960 une production alimentaire suffisante pour couvrir les besoins. Un comité spécial des problèmes alimentaires a été créé pour le Pakistan occidental, afin d'examiner périodiquement la situation alimentaire, d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mesures touchant la production et de mettre au point d'autres mesures à long terme. Une évaluation des résultats obtenus au Pakistan au cours des quatre premières années du plan quinquennal (1955-60), effectuée par la Commission nationale de planification, a révélé que les objectifs ne seraient probablement atteints qu'aux deux tiers et qu'en outre les revenus par habitant et les niveaux de vie n'avaient pratiquement pas changé. Un projet définissant la portée et les objectifs d'un second plan quinquennal a été préparé.

Le Parlement indonésien a adopté, avec effet rétroactif en 1956, le budget de 12 500 millions de roupies (1 096 millions de dollars U.S.) pour le plan quinquennal de développement. En outre, 125 millions de roupies (11 millions de dollars) ont été affectés à un plan quinquennal pour le riz, prenant effet en 1959 et visant à porter la production à un niveau suffisant pour couvrir les besoins. Dans la deuxième année de son plan de développement quinquennal, la Corée du Sud a annoncé l'adoption d'un programme agricole en neuf points pour 1959, qui vise à accroître la production de riz, de produits d'origine animale, de soie et d'engrais. Les Philippines ont entrepris la mise en œuvre d'un programme quinquennal destiné à accroître le cheptel et à porter la production de viande à un niveau suffisant pour couvrir les besoins.

Des objectifs de production sensiblement plus élevés ont été fixés pour 1959 au Viet-Nam du Nord et en Corée du Nord. Selon le plan triennal du

Viet-Nam du Nord (1958-60), la production agricole devrait augmenter de 74 pour cent en 1960 par rapport à 1957, année considérée comme marquant la fin de la période de relèvement économique.

La mise en œuvre des plans de développement existants s'est poursuivie dans les autres pays de la région. L'appareil administratif dont dépendent l'élaboration et l'exécution des plans de développement a également subi un certain nombre de modifications. Au Pakistan, le Conseil national de la planification a été remplacé par une Commission nationale ayant des attributions plus larges en ce qui concerne tant la formulation que la mise en œuvre des programmes de développement; en outre, afin d'améliorer la coordination, le Comité économique du gouvernement sera chargé d'approuver en dernier ressort les divers programmes et projets de développement économique et d'en surveiller la mise en œuvre. En Indonésie, un Conseil national de la planification a été créé pour préparer des projets dans le cadre du plan quinquennal. En Corée du Sud, un Conseil de développement économique a été constitué au Ministère de la reconstruction pour administrer le plan de développement. La Birmanie a décidé de créer des comités nationaux et locaux de coordination pour faciliter la mise en œuvre du plan quadriennal d'expansion de la production rizicole, entreprise en 1957/58.

#### *Politiques de prix*

Un certain nombre de pays se sont montrés plus intéressés par la possibilité d'utiliser les politiques de prix afin de stimuler la production rizicole. Les prix minimums garantis ont été relevés pour la campagne agricole 1958/59 au Pakistan et les prix des qualités supérieures ont été augmentés en Birmanie. En Corée du Sud, où les prix du riz menaçaient de baisser à la suite des fortes récoltes récentes, le gouvernement a décidé de maintenir les prix d'achat de 1959 à leur niveau de l'année précédente. Des crédits ont également été accordés pour intensifier les achats dans le cadre du système selon lequel les agriculteurs qui ne désirent pas vendre immédiatement après la récolte peuvent déposer leur excédent dans des entrepôts spéciaux et recevoir un prêt jusqu'au moment où ils procèdent à la vente. Par contre, la récolte ayant été bonne et les fonds faisant défaut pour maintenir les niveaux de soutien antérieurs, les prix minimums d'achat du riz et du paddy ont été réduits aux Philippines.

En Inde, il existait des moyens légaux d'empêcher les prix de céréales vivrières de tomber exagérément, mais ils ne sont pas employés depuis plusieurs années. De plus en plus, cependant, il est apparu indispensable, pour encourager davantage à accroître la production, d'offrir, pour les céréales vivrières, des prix de soutien qui seraient annoncés avant l'époque des semis. Des prix minimums pour le riz et le paddy ont en fait été fixés vers la fin de 1958 dans les Etats où des récoltes exceptionnellement abondantes avaient provoqué un mouvement de baisse, et quelques achats gouvernementaux ont eu lieu aux prix de soutien. Dans certaines zones, par contre, la hausse des prix des céréales vivrières a continué de susciter des préoccupations et a conduit à fixer un prix maximum ou à maintenir les règlements en vigueur dans ce domaine.

Des restrictions continuent de peser sur les mouvements de céréales. Le crédit disponible pour les marchés à terme portant sur des céréales a été limité et cette forme de commerce a finalement été interdite au début de 1959. Le Conseil national du développement a également demandé que le gouvernement contrôle de plus près le commerce de gros des céréales vivrières et intervienne davantage dans ce secteur, afin de réduire les marges de commercialisation et d'abaisser le coût de la vie. Il semble que dans un premier temps cela consistera à accroître les achats gouvernementaux de riz et de blé par l'entremise de grossistes autorisés, qui achèteront et vendront aux prix minimum et maximum fixés. En outre, le système des boutiques témoins pour la vente de ces céréales aux consommateurs sera développé. L'objectif final est apparemment d'assurer la distribution de la totalité des céréales vivrières destinées à la vente à travers un réseau national de coopératives de service rural et de coopératives de commercialisation et de consommation.

Au début de 1959, le gouvernement indien est intervenu sur le marché du jute brut dans les régions où les prix avaient subi une très forte baisse, achetant légèrement au-dessus du cours commercial en vigueur. En Indonésie, avec la dissolution du monopole d'achat du coprah, les prix à la production ont plus que doublé en 1958 et reflètent maintenant beaucoup plus fidèlement les mouvements des prix mondiaux. Au Japon, par suite des efforts spéciaux accomplis durant ces quelques dernières années pour accroître la production animale, les disponibilités de lait ont dépassé la demande commerciale en 1958 et la politique consistera désormais

à décourager toute nouvelle expansion de la production jusqu'à ce que l'équilibre entre l'offre et la demande ait été rétabli. Afin d'éliminer progressivement les producteurs marginaux, le Japon envisage également de réduire, à partir d'avril 1960, les prix minimums du blé et de l'orge, qui sont actuellement subventionnés.

#### *Autres aspects nouveaux des politiques*

Mis à part la Chine continentale, c'est peut-être en Inde que s'est produit le fait nouveau appelé à avoir le plus de retentissement dans la région: le Conseil national du développement a en effet décidé que « la société rurale dans son ensemble » devrait être organisée en coopératives de service d'ici à 1965, dernière année d'application du troisième plan quinquennal. Ceci indique, comme en Chine, l'intention de faire davantage appel à la population rurale pour réaliser les plans de développement, mais l'évolution sera beaucoup plus progressive. Pour commencer, durant la partie qui reste à couvrir du deuxième plan quinquennal, les coopératives existantes seront renforcées, de même que les systèmes de prêts sur les récoltes. Les modifications apportées aux systèmes de commercialisation et de prix, qui ont été indiquées plus haut, sont liées à cette politique. Un groupe de travail a été chargé de préparer un plan pour réaliser ce passage à une forme de société coopérative.

Les Etats de l'Inde qui ne l'ont pas encore fait ont été instamment invités à fixer avant la fin de 1959 l'étendue maximum des domaines fonciers. Le Working Committee du Parti du congrès a recommandé que les Etats élaborent des programmes détaillés pour le transfert des terres expropriées à des coopératives agricoles. De nouvelles mesures de réforme agraire, comportant la limitation de l'étendue des propriétés privées, ont été annoncées au début de 1959 pour le Pakistan occidental. A Ceylan, le *Paddy Land Act*, voté au début de 1958, est entré en vigueur au début de 1959 dans certaines régions, avec l'élection de comités locaux habilités à distribuer les terres et à expulser les occupants qui n'appliquent pas des normes de culture satisfaisantes.

Au Pakistan, on a facilité l'octroi de prêts modestes de la part de l'Agricultural Development Finance Corporation et, comme on prévoyait que les bénéficiaires de la réforme agraire auraient besoin de crédit, une commission a été chargée d'étudier dans quelle mesure les possibilités actuellement offertes dans ce domaine étaient satisfaisantes et de

recommander des améliorations. Ceylan a annoncé que des plans avaient été préparés en vue de la création d'une banque coopérative de développement et a également introduit au début de 1959, dans quelques zones pilotes, un système d'assurance-récolte.

#### PROCHE-ORIENT

Un intérêt nouveau s'est manifesté en 1958/59, dans certains pays du Proche-Orient, à l'égard de la réforme agraire et de certaines autres questions d'ordre institutionnel, celle du crédit en particulier. Les activités touchant le développement ont continué de s'étendre et de nouveaux programmes ont été préparés en Jordanie et dans la République arabe unie. Plusieurs pays ont apporté à l'organisation des services responsables de la planification des modifications qui visent dans la plupart des cas à répartir entre les différents ministères les responsabilités qui s'attachent à la formulation et la mise en œuvre des plans. De nombreux accords de troc et autres accords commerciaux ont été conclus, principalement avec l'U.R.S.S., les pays d'Europe orientale et la Chine continentale. De nouveaux progrès ont été accomplis en ce qui concerne la coordination économique régionale.

#### *Réforme agraire*

Des mesures de réforme agraire ont été introduites en septembre 1958 en Irak et dans la Province syrienne de la République arabe unie. Quelques terres de la Couronne ont en outre été distribuées en Iran et un programme a été entrepris en Jordanie, qui consiste à donner à bail à des agriculteurs sans terre, pour un prix symbolique, des terres domaniales dont ils deviendront propriétaires au bout de cinq ans, à condition que 75 pour cent au moins de la superficie qui leur a été allouée soit en culture.

Tant en Irak que dans la Province syrienne de la République arabe unie, les lois sur la réforme agraire fixent l'étendue maximum des propriétés foncières irriguées et non irriguées, donnent la priorité, dans la distribution des terres, aux agriculteurs sans terre, aux bédouins, aux diplômés des écoles d'agriculture et aux petits exploitants, et rendent obligatoire l'organisation de coopératives pour les bénéficiaires des terres expropriées. Etant donné la documentation limitée dont on dispose au

sujet de la structure agraire actuelle, il est difficile d'estimer les répercussions probables de ces réformes, mais il semble que les terres irriguées seront les plus touchées dans les deux pays. En ce qui concerne la Province syrienne de la République arabe unie, il a été officiellement déclaré qu'environ un million d'hectares pourraient être disponibles aux fins de redistribution et que le nombre des bénéficiaires pourrait être voisin de 250 000.

On ne sait pas encore au juste dans quelle mesure les nombreuses différences que présentent les diverses régions du point de vue de la qualité du sol, du régime des pluies, du coût de l'irrigation, de l'accès aux marchés, etc., seront prises en considération pour déterminer la superficie à attribuer à chaque nouveau propriétaire, mais le fait que l'étendue maximum que les propriétaires actuels sont autorisés à conserver est la même pour tous donne à penser que certains d'entre eux pourraient se trouver désavantagés. L'absence, en Irak comme dans la Province syrienne, d'une organisation bien définie à l'échelon des villages, pourra rendre difficile la fourniture du crédit, des semences, des machines, des animaux de trait et des services de marketing et autres qui seront nécessaires aux nouveaux colons. Il existe en outre une nombreuse population nomade et, en Irak particulièrement, les titres de propriété foncière ne sont pas clairement définis.

#### *Plans de développement*

En Jordanie, l'Office du développement a adopté un plan décennal basé sur les recommandations d'une mission de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui s'est rendue dans le pays en 1956. Les dépenses sont estimées à 110 millions de dinars (308 millions de dollars U.S.), montant dont la majeure partie sera couverte grâce à l'aide des Etats-Unis. Les projets agricoles dominent; ils comprennent la construction, dans la partie orientale du Ghor, d'un canal qui permettra d'irriguer 12 000 hectares, divers projets de moindre envergure touchant la mise en valeur des eaux, la culture du trèfle comme fourrage et la production de fruits et d'olives. La production d'engrais potassiques doit également être développée.

Un plan de développement, à exécuter en quatre phases, est en préparation dans la Province égyptienne de la République arabe unie; il vise à doubler le revenu national en 20 ans. Dans le cadre de ce plan général, un programme agricole décennal, d'un coût de 59,8 millions de livres égyptiennes

(172 millions de dollars) a déjà été préparé. En outre, la construction du haut barrage d'Assouan doit être entreprise en 1959; on prévoit que sa réalisation prendra quatre ans et que la quantité d'eau disponible en été s'en trouvera accrue d'environ 8 500 millions de mètres cubes. Le coût de la première phase des travaux est estimé à 112 millions de livres égyptiennes (322 millions de dollars), dont un tiers est fourni par des crédits de l'U.R.S.S. Les importations nécessaires au développement seront sans doute facilitées par l'accord financier intervenu avec le Royaume-Uni, aux termes duquel les avoirs bloqués, maintenant libérés, seront utilisés uniquement pour l'importation de biens d'équipement.

Un plan décennal a été entrepris en septembre 1958 dans la Province syrienne. Son coût total est évalué à 2 041,5 millions de livres syriennes (570 millions de dollars) et plus de 70 pour cent de ce montant sont destinés à l'agriculture<sup>12</sup>. Parmi les projets à réaliser figurent l'irrigation d'un million d'hectares dans le bassin de l'Euphrate, la région de Ghab et le bassin de Khabour, le forage de puits artésiens, le développement de la recherche agricole et l'expansion de la production fruitière dans les environs de Damas. Il est intéressant de noter que la production de tabac devrait être portée à 20 000 tonnes en cinq ans, afin de couvrir les besoins de la Province égyptienne. La construction d'une fabrique d'engrais d'une capacité annuelle de 100 000 tonnes doit être entreprise en 1959.

Le Conseil fédéral des Etats arabes unis a également proposé un plan de développement pour le Yémen et, à ce propos, une mission agricole s'est rendue dans le pays au début de 1959.

A côté de ces nouveaux programmes, les activités touchant le développement ont continué de s'intensifier dans la plupart des pays. Les dépenses au titre du deuxième plan septennal de l'Iran (1955-61) se sont accrues en 1958/59. En Irak, le nouveau gouvernement procède à un réexamen du programme de développement de six ans (1955-60); il entend accélérer l'industrialisation, introduire une agriculture plus intensive dans les régions irriguées et diversifier l'agriculture afin de fournir des matières premières pour les industries nouvelles. On procède rapidement à la construction de nouveaux silos à grains, afin de porter la capacité de 27 000 à 270 000 tonnes, quantité suffisante pour

<sup>12</sup> En outre, un programme quinquennal de développement agricole, d'un coût de 99,7 millions de livres syriennes (28 millions de dollars) est à l'étude.

l'approvisionnement de deux mois. En mars 1959, l'Irak a obtenu de l'U.R.S.S. un prêt à long terme de 550 millions de roubles (138 millions de dollars), à utiliser pour l'expansion industrielle. Dans le budget de 1959, cependant, la proportion des recettes pétrolières annuelles consacrée au développement a été ramenée, à titre temporaire, de 70 à 50 pour cent.

Les dépenses de développement ont continué d'augmenter en Turquie, grâce aux prêts reçus des Etats-Unis (159 millions de dollars) et des pays de l'OECE (100 millions de dollars) auxquels s'ajoutent 25 millions de dollars provenant du Fonds monétaire international. Les dépenses d'investissement prévues pour 1959 dépassent de quelque 30 pour cent celles de 1958. Le barrage de Demir Köprü, qui devrait mettre 35 000 hectares à l'abri des inondations et permettre d'irriguer 77 900 hectares supplémentaires, a été en grande partie achevé durant 1958.

Au Soudan, on espère achever en 1959 la première phase du projet de Managil qui complète le programme de Djezirah; ainsi se trouveraient irrigués 81 000 hectares sur un total de 325 000 à atteindre ultérieurement. On envisage de construire deux nouveaux barrages, un à Roseires, sur le Nil bleu, et l'autre sur la rivière Atbara, pour irriguer 735 000 hectares. Pour aider le développement, les Etats-Unis ont fourni des dons et des prêts pour un montant de 30,6 millions de dollars.

L'Arabie saoudite, par contre, a décidé de ne pas consacrer de fortes sommes au développement jusqu'à ce qu'elle ait rétabli la stabilité financière, en faveur de laquelle plusieurs nouvelles mesures d'ordre fiscal et monétaire ont été prises depuis avril 1958.

L'organisation de la planification a subi d'importantes modifications dans plusieurs pays. Dans la Province égyptienne de la République arabe unie, le Conseil national de la production et le Conseil national des services sociaux, organismes semi-autonomes, ont été remplacés par un Conseil national du plan au Ministère de la planification. Chaque ministère comportera en outre une division de la planification et il y aura six sous-comités du Conseil national chargés d'étudier les programmes soumis par les différents ministères. De même, dans la Province syrienne, l'Office du développement a été aboli et l'exécution des projets de développement sera confiée aux différents ministères. L'Organisation du plan a été dissoute en Iran, où l'exécution des projets de développement sera également confiée aux ministères, la coordination étant assurée

par le Cabinet du Premier Ministre. En Irak, l'Office du développement et le Ministère du développement, ont été supprimés; il y aura désormais un Conseil de la planification économique, présidé par le Premier Ministre, et un Ministère de la planification. En Libye, les trois programmes de développement en vigueur relèveront d'un unique Conseil du développement. Un nouveau comité a été créé en Israël, pour intégrer dans un plan général de développement les programmes déjà en vigueur dans les différents secteurs.

#### *Coordination économique régionale*

En janvier 1959, le Conseil économique de la Ligue arabe a pris diverses mesures pour resserrer les liens économiques régionaux. Six pays se sont mis d'accord pour créer l'Institution arabe de financement du développement économique qui avait fait l'objet de longs pourparlers; cette institution, dont le capital initial sera de 20 millions de livres égyptiennes (57 millions de dollars) se chargera d'octroyer des prêts et d'effectuer des études techniques pour les organisations gouvernementales et non gouvernementales s'occupant du développement. Un Conseil temporaire pour l'unité économique arabe a également été constitué pour formuler des recommandations au sujet de la création d'un marché commun arabe. L'accord de commerce entre les pays arabes a été amendé de manière à étendre les tarifs préférentiels appliqués aux marchandises arabes et une résolution a été adoptée visant à lever toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les Etats membres.

#### *Autres aspects nouveaux des politiques*

Durant la période considérée, un grand nombre de nouveaux accords de troc et autres accords commerciaux ont été conclus, principalement avec des pays du bloc communiste. L'Irak a signé ses premiers accords commerciaux avec la Chine continentale et avec plusieurs pays de l'Europe orientale. Le Soudan a conclu des accords de troc avec la Chine continentale et la Hongrie, afin de s'assurer des débouchés pour son coton; elle a signé un accord commercial avec l'U.R.S.S. et des accords avec la Tchécoslovaquie et la Pologne sont sur le point d'être conclus. La République arabe unie a conclu des accords commerciaux avec un certain nombre de pays, dont le Japon, l'Allemagne orientale et la Chine continentale.

Quelques organismes spéciaux ont été créés pour les exportations: un office chargé des exportations de fruits au Liban, un autre qui s'occupe de développer les exportations de fruits, de légumes et de plantes médicinales et aromatiques dans la Province égyptienne de la République arabe unie et une société ayant pour tâche de développer les exportations de coton de la Province syrienne.

Au Proche-Orient, le principal fait nouveau touchant les politiques de prix a été la décision du Conseil de Djezirah, au Soudan, de supprimer les prix de réserve au début de 1959. Il a continué de vendre le coton aux enchères, mais quelques transactions privées ont également été autorisées. Dans le cadre de la dévaluation de la monnaie turque, au début de 1959, les taux de change favorisés ont été supprimés afin de rendre les exportations plus compétitives.

Etant donné la situation de la demande de coton à fibre longue, la République arabe unie a annoncé une réduction de superficie de 28 pour cent en 1959/60 par rapport à 1958/59. Le Soudan également envisage d'orienter en partie la production vers le coton à fibre plus courte.

Plusieurs pays ont pris des mesures pour améliorer la fourniture de crédit agricole. En Iran, 3 500 millions de rials (46 millions de dollars) ont été transférés à la Banque agricole. En Irak, le capital de la Banque agricole doit être porté de 4 à 10 millions de dinars (11 à 28 millions de dollars), afin de lui permettre de fournir du crédit aux bénéficiaires de la réforme agraire. En Jordanie, une institution centrale de crédit doit être créée pour contrôler les activités de tous les établissements officiels actuels de crédit agricole. La Province syrienne de la République arabe unie a annoncé qu'elle s'apprêtait à créer une nouvelle banque agricole au capital de 100 millions de livres syriennes (28 millions de dollars) souscrit par le gouvernement. Dans la Province égyptienne, un nouveau système de crédit agricole est expérimenté dans des districts choisis: il s'agit de constituer des coopératives d'agriculteurs, qui seront élargies par la suite pour s'occuper non seulement du crédit agricole mais aussi d'autres aspects de la vie rurale.

## AFRIQUE

En Afrique, les faits nouveaux intervenus en 1958/59 dans le domaine des politiques concernent principalement la planification du développement.

De nouveaux plans ont été introduits au Ghana et dans les territoires portugais et sont aussi activement préparés dans maintes autres parties de la région. Le Royaume-Uni a pris de nouvelles dispositions financières pour aider à mettre en œuvre les plans de développement des territoires placés sous son administration; il s'agit entre autres de prêts gouvernementaux, qui constituent un fait nouveau.

### *Plans de développement*

Le deuxième plan quinquennal de développement (1959-64) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet au Ghana. Les crédits nécessaires pour les cinq prochaines années sont estimés à environ 350 millions de livres (980 millions de dollars), dont 100 millions de livres (280 millions de dollars) pour les aménagements hydro-électriques. Le gouvernement espère disposer d'environ 90 millions de livres (250 millions de dollars) provenant des réserves et des recettes courantes, ainsi que de prêts du Cocoa Marketing Board; il compte entreprendre immédiatement l'exécution de projets dont le coût est estimé à 132 millions de livres (370 millions de dollars)<sup>13</sup>; d'autres projets seront réalisés à mesure que des ressources supplémentaires pourront être mobilisées. Parmi les projets à exécuter immédiatement, le groupe le plus important est constitué par les transports et communications (22 pour cent des dépenses prévues); 8 pour cent du montant total des crédits seront consacrés à l'agriculture et aux ressources naturelles. La priorité est donnée aux aspects suivants du programme agricole: amélioration des rendements en cacao, établissement de larges zones de culture d'hiévéas et de bananiers dans le sud-ouest, développement de l'élevage dans le nord et dans les savanes du sud, amélioration des rendements céréaliers dans la région septentrionale, qui est en retard, irrigation de la plaine d'inondation de la Volta, étude sur les engrains et campagne en faveur de leur utilisation.

Un deuxième plan de développement pour la période de six ans allant de 1959 à 1964 a été entrepris au début de l'année au Portugal et dans ses territoires d'outre-mer. Le montant total des dé-

<sup>13</sup> Les 100 millions de livres destinés aux aménagements hydro-électriques sont inscrits à part dans le budget. On espère entreprendre sous peu les travaux intéressant la partie purement hydro-électrique du projet de la Volta, indépendamment de ce qui pourrait être fait par la suite au sujet de la production d'aluminium.

penses prévues pour les territoires africains s'élève à 8,4 millions de contos (292 millions de dollars), dont plus du tiers devrait provenir de prêts étrangers. Les transports et les communications occupent la première place dans ces territoires également, la part des crédits prévus à ce titre, qui était de 35 pour cent dans le premier plan, passant à 45 pour cent dans le second, dont le budget est considérablement plus élevé. La part des crédits destinée à l'agriculture et à l'irrigation (y compris les projets de colonisation en Angola et au Mozambique) passe également de 31 à 35 pour cent.

Le troisième plan de développement des territoires français, dont quelques aspects ont été décrits dans le rapport de 1958, a été entrepris en 1958. Une activité très intense a été déployée en matière de planification, dans le but d'accélérer fortement le rythme du développement en Algérie. Le plan de développement de l'Algérie n'est encore défini que dans ses grandes lignes, mais on sait que, pour l'agriculture, la priorité sera donnée aux cultures intensives, spécialement dans les zones irriguées créées dans le cadre des deux premiers plans. Un certain nombre d'organismes spéciaux ont été constitués pour établir des programmes détaillés et coordonner l'exécution des travaux, parmi lesquels le Conseil supérieur du plan et une nouvelle Direction du plan et des études économiques. Les ressources financières seront rassemblées dans le Fonds d'équipement de l'Algérie, auquel le gouvernement versera chaque année, dans la période 1959-63, une contribution minimum de 100 milliards de francs (203 millions de dollars), plus un montant à fixer année par année.

De nouveaux plans de développement sont en préparation pour les territoires belges, ainsi que pour le Maroc et la Tunisie. Le nouvel Etat de la Guinée ne peut plus compter, pour réaliser son plan de développement, sur les subventions françaises au titre du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES); aussi prépare-t-il un autre plan. Depuis qu'elle s'est unie politiquement au Ghana, la Guinée a reçu de ce pays un prêt de 10 millions de livres (28 millions de dollars).

Les plans actuellement en vigueur dans la plupart des territoires britanniques vont jusqu'à la fin de 1960. Une nouvelle *Colonial Development and Welfare Legislation* a été introduite au Royaume-Uni, dans le cadre de laquelle des crédits ont été ouverts pour 1959-64, ce qui autorise un chevauchement avec la précédente période de planifica-

tion qui allait de 1955 à 1960, « pour éviter tout ralentissement des dépenses de développement ». Des subventions supplémentaires, d'un montant de 95 millions de livres (266 millions de dollars), sont prévues ce qui, avec le solde des crédits octroyés en vertu de l'*Act* de 1955, forme un total de 139 millions de livres (389 millions de dollars)<sup>14</sup> disponible pour la prochaine période quinquennale. Jusqu'à maintenant, la totalité de l'aide financière du Royaume-Uni pour le développement de ses territoires d'outre-mer était fournie au moyen de ces subventions, bien que des emprunts coloniaux aient également été garantis. Toutefois, étant donné la rareté récente des possibilités d'emprunt sur le marché de Londres, des prêts directs par le Trésor, pouvant atteindre un montant total de 100 millions de livres (280 millions de dollars) en cinq ans ont également été prévus pour la première fois, afin de compléter les sources de crédit existantes.

Une Commission de la Communauté économique européenne étudie en ce moment, pour les territoires d'outre-mer des membres de la Communauté, des projets de développement dont le financement serait assuré par le Fonds de développement européen.

#### *Autres aspects nouveaux des politiques*

Il n'est pas encore possible de discerner toutes les incidences économiques des changements politiques survenus dans les territoires français en 1958. Au début de 1959, la Guinée a signé avec la France un accord aux termes duquel elle demeurera dans la zone franc et conservera son statut préférentiel sur le marché français. Les deux pays coordonneront leurs politiques commerciales et, si la Guinée désire conclure des accords commerciaux avec d'autres pays, elle en informera la France avant d'entreprendre des négociations. Des dispositions ont également été prises en vue d'une assistance dans les domaines technique et pédagogique et le gouvernement français a fait savoir qu'il proposerait l'association de la Guinée avec le Marché commun européen. Les quatre républiques de l'ancienne Afrique-Equatoriale française ont formé une union douanière pour la libre circulation des biens et des capitaux. Une union douanière a également été constituée entre les pays d'Afrique-Occidentale française, à l'exclusion de la Guinée.

<sup>14</sup> Ces montants couvrent l'ensemble des territoires britanniques, y compris ceux qui ne sont pas situés en Afrique.

Le Maroc et la Tunisie ont conclu de nouveaux accords commerciaux, principalement avec des pays du bloc communiste. L'Ethiopie également a développé ses relations commerciales avec ces pays. Le Ghana a pris des mesures vigoureuses pour développer son commerce extérieur et a envoyé des délégations commerciales dans un certain nombre de pays. La Guinée a conclu des accords commerciaux avec la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne orientale et la Pologne.

En Union sud-africaine, l'une des innovations intéressantes a été la division du Ministère de l'agriculture en un Ministère des services techniques agricoles et un Ministère de l'économie et du marketing agricoles. Dans le cadre de son système de prix de réserve, introduit en mars 1958, le Wool Board sud-africain a de nouveau procédé à des achats massifs en septembre, à l'ouverture de la nouvelle campagne. Les prix fixés pour la viande de mouton et de bœuf ayant été supprimés, un système d'en-chères avec prix plancher a également été introduit en 1958 pour la viande de porc. Un comité a été chargé d'étudier le fonctionnement du système de contrôle de la viande et de formuler des recommandations sur la manière d'améliorer les approvisionnements.

#### AMÉRIQUE LATINE

Le financement des projets de développement s'est à nouveau heurté à d'assez nombreuses difficultés en Amérique latine en 1958/59. Les recettes d'exportation ont diminué, spécialement en ce qui concerne le café, et ce produit a fait l'objet d'un accord visant à enrayer la baisse des prix mondiaux. L'Argentine a procédé à une réforme monétaire, en partie destinée à faciliter les exportations, et les politiques de prix ont subi quelques nouvelles modifications. Les mesures en faveur de la coordination économique régionale sont restées à l'ordre du jour et les travaux préparatoires en vue de la constitution d'un Marché commun latino-américain ont été intensifiés. Dans cette région également il y a eu quelque regain d'intérêt à l'égard des mesures de réforme agraire.

#### *Plans de développement*

La baisse des prix mondiaux de beaucoup des grands produits d'origine agricole et minérale exportés par l'Amérique latine ayant rendu diffi-

cile le financement des importations de biens d'équipement, le rythme des investissements sensible avoir baissé dans la plupart des pays. L'Amérique latine a en outre été particulièrement affectée par le ralentissement du flux des investissements privés des Etats-Unis à l'étranger en 1958. L'exécution de certains projets de développement a dû être différée ou limitée, en particulier lorsqu'elle faisait intervenir des biens d'équipement de provenance étrangère, et les importations ont de nouveau été frappées de restrictions dans un certain nombre de pays.

Une importante mesure, destinée à vaincre ces difficultés et à accroître le crédit disponible aux fins du développement économique, a été la recommandation formulée en mai 1959 par le Conseil économique de l'Organisation des Etats américains, tendant à créer une banque inter-américaine de développement. Cette banque aurait un capital d'un milliard de dollars, dont 450 millions seraient souscrits par les Etats-Unis.

En dépit des difficultés financières et autres rencontrées durant l'année considérée, l'exécution des programmes agricoles existants a progressé et quelques nouveaux projets ont été annoncés. En Argentine, un Institut national de technologie a été créé pour répandre de meilleures pratiques agricoles et des programmes de développement agricole pour les provinces septentrionales sont à l'étude. La Bolivie a obtenu des Etats-Unis un prêt de 2,5 millions de dollars pour exécuter des plans d'expansion de la production sucrière. Le Brésil a poursuivi la mise en œuvre du programme subventionné d'expansion du blé et les travaux visant l'amélioration des installations d'entreposage et des moyens de transport ont progressé. Le gouvernement fédéral a soumis au Congrès une proposition tendant à accroître les investissements pour accélérer le développement économique du nord-est du Brésil, et notamment pour irriguer chaque année une superficie supplémentaire de 25 à 40 000 hectares. Le produit des ventes d'excédents de produits alimentaires en provenance des Etats-Unis dans les zones atteintes par la sécheresse sera utilisé pour financer des plans agricoles.

La mise en œuvre du programme de développement de l'agriculture et des transports, qui devait être réalisé en huit ans au Chili, est plus lente que prévu, principalement en raison des difficultés financières et de l'inflation. En Colombie, la réorganisation de l'appareil administratif pour l'agriculture a été achevée; la structure des services

officiels de planification a subi des modifications tendant à assurer plus d'efficacité dans la formulation, la coordination et la mise en œuvre des projets.

Au Mexique, les investissements publics en agriculture ont, dans une proportion croissante, été destinés, en 1958, à améliorer le dispositif de commercialisation, tandis que le grand programme d'irrigation et d'autres projets ont reçu moins de fonds que les années précédentes.

Le Venezuela a entrepris la mise en œuvre d'un programme quinquennal d'un coût de 660 millions de bolivares (197 millions de dollars), destiné à accroître la production de viande et à pallier les pénuries périodiques. Des fonds pourront être obtenus auprès de la Banque agricole pour la création de nouveaux élevages de bovins, ainsi que pour l'irrigation, les clôtures, l'importation d'animaux reproducteurs, l'achat de machines et d'équipement et l'élevage des porcins.

#### *Politiques de prix*

Dans les années récentes, un certain nombre de pays de l'Amérique latine ont relevé les prix à la production et éliminé les contrôles des prix à la consommation, afin d'encourager davantage la production agricole. Cette tendance a été maintenue en 1958/59, spécialement dans le cadre des politiques autarciques que plusieurs pays de la région s'efforcent de mettre en œuvre; diverses autres modifications importantes ont été apportées aux politiques de prix.

En Argentine, la politique actuelle tend à favoriser les exportations plutôt que la consommation intérieure, qui avait été excessivement encouragée auparavant. Les contrôles exercés dans les années précédentes sont progressivement abandonnés; l'élimination des monopoles d'Etat est maintenant chose faite et la liberté du commerce a été instaurée pour tous les grands produits agricoles, à l'exception du blé. Toutefois, les perspectives étant apparues encore plus défavorables au cours de l'année en ce qui concerne les disponibilités de viande, des restrictions ont été introduites en matière d'abattage de bovins et de consommation de viande afin de reconstituer le cheptel. Dans le but de rendre les exportations plus compétitives, un taux de change unique et variable a été adopté au début de 1959; il remplace l'ancien système qui comportait des taux de change contrôlés, des *afros* variables et des prélevements sur les recettes en devises étrangères, et

qui équivalaient en fait à appliquer à chaque produit un taux de change différent et variable. Pour la plupart des produits agricoles, ceci a entraîné une dévaluation plus ou moins substantielle. Les exportations agricoles sont maintenant taxées par prélevement d'une partie des recettes en devises étrangères (20 pour cent pour les produits végétaux et 10 pour cent pour les produits de l'élevage), ceci afin de combattre les pressions inflationnistes auxquelles pourrait donner lieu une hausse soudaine des recettes d'exportation. La réforme monétaire représente une étape importante vers l'objectif à long terme, qui est l'institution d'un commerce multilatéral libre, avec des prix intérieurs reflétant librement les tendances du marché mondial, ce qui inciterait à ajuster en conséquence la production. Un système de prix minimum reste cependant en vigueur pour les principales cultures.

L'inflation persistante a limité le succès du programme brésilien de contrôle des prix et de l'offre des denrées alimentaires, dans le cadre duquel des prix plafond avaient été établis et le nombre des détaillants accru dans le but de contenir les prix alimentaires. En même temps, les prix de soutien des produits alimentaires de base ont été maintenus à des niveaux stimulants. Au Chili, le prix de soutien du blé a été fortement relevé en 1958/59, à la suite de l'abolition du contrôle des prix de la farine et du pain. La réduction de 50 pour cent sur les tarifs de transport du blé par voie ferrée a été maintenue, de même que la prime spéciale pour les achats d'engrais. La suppression du contrôle des prix du lait s'est traduite par une augmentation sensible de la production.

En Amérique centrale, et spécialement à Costa Rica, au Salvador et au Honduras, les politiques de prix ont continué de mettre l'accent sur l'autarcie en matière d'approvisionnement alimentaire. Cuba s'efforce de réaliser cette autarcie, pour les denrées alimentaires de base, au moyen de prix de soutien pour le maïs, le riz, la viande, etc., et de taxes frappant la consommation de produits importés. En Colombie, l'Instituto Nacional de Abastecimientos (INA) exécute un programme de marketing destiné à réduire les fluctuations saisonnières et géographiques des prix alimentaires. Au Venezuela, on espère que les modifications apportées aux règlements d'importation du lait en poudre auront pour effet de stimuler davantage la production laitière indigène; l'aide aux producteurs de riz sera maintenue afin de réduire les importations.

La baisse des prix du café et l'accroissement simul-

tané des stocks excédentaires ont particulièrement affecté les pays de l'Amérique latine, car le café constitue, pour une dizaine d'entre eux au moins, le principal produit d'exportation. Aussi les pays producteurs se sont-ils efforcés de coordonner leurs politiques afin d'éviter de nouvelles baisses et, en septembre 1958, quinze d'entre eux ont accepté de retenir hors du marché un certain pourcentage de leurs disponibilités exportables. Le Brésil bloquera 40 pour cent de sa récolte, dont 10 seront utilisés comme engrais et 30 pour la consommation intérieure. Le financement des stocks de café a fait naître ou aggravé les pressions inflationnistes dans un certain nombre de pays.

### *Coordination économique régionale*

Les travaux préparatoires en vue de la constitution d'un marché commun latino-américain se sont poursuivis; des études et des discussions ont eu lieu à différents échelons et les gouvernements souhaitent maintenant, pour la plupart, que ce projet se réalise promptement. Lors de la session de mai 1959 de la Commission économique pour l'Amérique latine, il a été décidé de tenir en février 1960 une réunion gouvernementale au cours de laquelle seraient préparées des propositions spécifiques touchant le marché commun. Le projet d'accord sera sans doute basé sur une répartition des vingt pays de l'Amérique latine, en trois catégories, selon leur degré de développement économique. L'élimination des tarifs douaniers devrait être réalisée en dix ans, période au bout de laquelle des groupes particuliers de produits pourraient encore bénéficier d'une certaine protection dans quelques pays.

Les pays de l'Amérique centrale, qui mettent en œuvre un grand plan d'intégration, ont conclu un traité multilatéral de libre échange et d'intégration économique et un accord sur les industries dans le plan d'intégration de l'Amérique centrale. Toujours en vue de la création d'un marché commun embrassant l'entièvre région, des pourparlers ont eu lieu entre la Colombie, l'Equateur et le Venezuela au sujet du fonctionnement d'un marché intégré et un accord a été conclu entre l'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay au sujet des mesures initiales tendant à la création d'un système de paiements multilatéraux. La décision, signalée plus haut, de créer une Banque inter-américaine de développement s'inscrit aussi dans le cadre de la coopération économique régionale.

### *Réforme agraire*

Cuba a adopté en juin 1959 un programme de réforme agraire. La propriété foncière sera limitée à 440 hectares par personne ou par société, sauf pour les plantations de sucre et de riz et les élevages de bovins qui, à condition d'atteindre certaines normes de productivité, pourront avoir une superficie maximum de 1 500 hectares. On estime que plus de 3 millions d'hectares seront disponibles pour être redistribués. La superficie des domaines à répartir ou rendus disponibles et dont l'acquisition sera facilitée variera en fonction de la productivité de la terre, mais seront au minimum d'environ 30 hectares par famille de cinq personnes pour les terres non irriguées. Ces exploitations seront utilisées pour réaliser une production agricole plus diversifiée, et l'on pratiquera de préférence les cultures intensives. L'Institut national de réforme agraire créé pour appliquer la loi, encouragera la formation de coopératives agricoles.

Le processus de redistribution des terres s'accélère en Colombie et d'autres mesures sont prises simultanément pour développer l'emploi rural. Au Guatemala, durant l'année 1958, des parcelles faisant partie du domaine de l'Etat ont été attribuées à plus de 3 000 agriculteurs sans terres dans le cadre du programme de colonisation agricole. En Argentine, de nouvelles mesures de réforme agraire sont à l'étude, en particulier pour les provinces du nord.

### **POLITIQUES EN MATIÈRE DE PÊCHES**

A la fin de 1958, 37 pays avaient ratifié la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer, établie par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, qui a eu lieu la même année. La Convention prévoit un mécanisme pour l'examen des mesures touchant la conservation et l'exploitation des stocks de poisson. La Conférence n'a pu s'entendre sur l'étendue de la mer territoriale et plusieurs pays ont ultérieurement déclaré qu'ils avaient élargi leurs eaux territoriales et pris des mesures pour faire respecter les limites nouvelles. L'Assemblée générale des Nations Unies, à nouveau saisie de ce problème, a décidé de convoquer une troisième Conférence, qui aura lieu au printemps de 1960.

L'accord s'est fait au début de 1959 au sujet d'une convention en matière de pêches pour l'Atlantique du nord-est, destinée à remplacer la Conven-

tion internationale de 1946. Si elle est ratifiée par les puissances signataires, la nouvelle convention, dont la zone d'application sera plus étendue, rendra possible l'adoption de nouveaux types de mesures pour l'organisation des opérations de pêche.

La Convention baleinière internationale de 1946 risque de devenir caduque, car le Japon, les Pays-Bas et la Norvège ont fait connaître leur intention de s'en retirer à moins qu'un accord touchant les quantités pouvant être capturées ne soit atteint avant le 30 juin 1959.

Sur le plan national, une aide ou une protection gouvernementale accrue en faveur de l'industrie des pêches a été demandée avec une insistance croissante dans plusieurs pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, principalement en raison de la baisse de rentabilité dans ce secteur. Les mesures récentes ont donc principalement visé à rationaliser la production, le traitement et la commercialisation, à améliorer les perspectives d'exportation, à stimuler la consommation intérieure, ainsi qu'à maintenir et accroître les revenus des producteurs primaires.

Aux Etats-Unis, les fonds disponibles pour des prêts destinés au financement des flotilles de pêche ont été portés de 10 à 20 millions de dollars. Un système de contrôle de la qualité a été institué dans les établissements traitant le poisson au Canada. L'Allemagne occidentale a accordé la priorité à l'assistance économique en faveur des chalutiers hauturiers, dont le passif est très lourd, et a aussi accordé une attention considérable à l'amélioration de la commercialisation. En Norvège, un comité gouvernemental a récemment formulé des recommandations en vue d'une réforme radicale des politiques en matière de pêches et a proposé de remplacer les petites unités, qui ne peuvent pratiquer que la pêche saisonnière, par des bateaux plus puissants pouvant opérer toute l'année. En Islande, afin d'encourager les exportations, les paiements de compensation au titre des changes, octroyés aux producteurs pour toutes les variétés de poissons à l'exception du hareng, ont été accrus. Le Royaume-Uni a maintenu les subventions en faveur des producteurs de poisson de chalut et de hareng; en revanche, il a réduit le taux des subventions dont bénéficient les chalutiers à vapeur et relevé les taux d'intérêt des prêts octroyés aux flotilles de chalutiers.

Parmi les pays européens ayant une production moins importante, la Belgique a autorisé de nouvelles mesures d'aide financière, y compris l'octroi de subventions pour les opérations de pêche et la

recherche. La Yougoslavie a entrepris la mise en œuvre d'un programme de développement de la pêche au chalut. La Pologne entend développer les pêches d'exploration et les opérations des navires-usines. La Grèce envisage d'intensifier l'aide économique en faveur des pêches hauturières. L'Irlande a, pour une période de cinq ans, affecté des crédits assez importants au développement des pêches maritimes.

Le nouveau plan septennal de l'U.R.S.S. prévoit, pour 1965, un accroissement des deux tiers des quantités de poisson débarqué chaque année par la flotte de pêche. Cet accroissement devrait être réalisé en intensifiant la recherche, les explorations et l'utilisation des navires-usines pour l'exploitation des lieux de pêche éloignés du littoral. Les objectifs que se propose la Chine continentale en matière de pêche sont encore plus ambitieux et, s'ils étaient atteints, ce pays deviendrait probablement vers 1963 le premier producteur de poisson du monde.

Au Japon, les crédits budgétaires destinés aux pêches seront accrus en 1959 et une attention plus grande sera consacrée aux mesures tendant à accroître la productivité, ainsi qu'à la recherche et au développement des pêches hauturières.

Dans les pays peu développés, où les pêches peuvent contribuer de façon particulièrement importante à l'amélioration de la nutrition, les politiques visent généralement à rationaliser les méthodes de production et de distribution, de manière à élargir le marché et à accroître la consommation intérieure par habitant. L'accent est mis sur les enquêtes visant à évaluer les possibilités de développement, sur la création de coopératives et sur l'organisation de marchés réguliers ainsi que d'institutions et services nécessaires à cette fin. En Inde, la préparation des programmes intéressant les pêches dans le cadre du troisième plan quinquennal a déjà été entreprise. Les cours de perfectionnement en matière d'administration et de technologie et l'encouragement constant donné aux coopératives constituent des aspects importants des activités en faveur du développement des pêches dans ce pays.

#### POLITIQUES FORESTIÈRES

Les politiques forestières n'ont pas subi de modifications profondes en 1958/59. Il y a eu cependant une accentuation de la tendance à introduire des mesures destinées à améliorer la productivité des petites forêts privées: mesures de contrôle, encoura-

gements de nature fiscale, assistance technique et développement des coopératives.

En matière d'utilisation des terres, on tend à accorder plus d'attention à une meilleure coordination de l'agriculture et de la foresterie, mais cette politique est encore à l'état d'ébauche dans les pays insuffisamment développés. Dans les pays où de vastes programmes de boisement sont en cours d'exécution, elle est inspirée par la nécessité de trouver des terres à cette fin. Dans ceux où la forêt est encore au stade de défrichement, ainsi que dans les régions arides où elle a été détruite, on peut considérer que cette orientation nouvelle correspond à une meilleure compréhension du rôle de la forêt qui se manifeste également par l'intérêt suscité partout par les techniques d'aménagement des bassins versants.

C'est surtout en Europe occidentale que l'amélioration de la petite forêt a retenu l'attention. En même temps, les opérations de boisement, qui avaient été freinées par la difficulté de trouver des terres disponibles, se sont poursuivies dans la région et ont été favorisées par le développement des recherches portant sur l'introduction d'essences exotiques, sur les espèces à croissance rapide telles que le peuplier et l'eucalyptus, sur l'utilisation des engrangés et surtout sur les améliorations génétiques. En Suède, par exemple, un groupe de travail composé de spécialistes de l'agriculture et de la foresterie a estimé à un chiffre étonnamment élevé pour cette région déjà très boisée le nombre des plantations à effectuer. La législation forestière continue de s'améliorer et dans certains pays, tels que l'Espagne, une législation récemment rénovée donnera rapidement des résultats.

Dans certains pays d'Europe occidentale, l'insuffisance numérique et le vieillissement de la main-d'œuvre forestière constituent, en dépit du développement rapide de la mécanisation, un sérieux obstacle à la mise en œuvre des politiques forestières. Les mesures destinées à faciliter la formation professionnelle et à améliorer les conditions de vie des ouvriers forestiers restent au premier plan des préoccupations.

Dans les grandes forêts du nord et de l'est de l'U.R.S.S., régions dans lesquelles l'exploitation était jusqu'à présent basée uniquement sur les besoins en bois et sur un inventaire forestier général, l'attention se tourne maintenant vers l'aménagement des forêts. Ceci conduira sans doute à une stabilisation des *lespromkhozes* et au développement, dans ces régions, d'industries forestières alimentées de

façon permanente par les forêts aménagées. En Europe orientale, et spécialement en Bulgarie, en Pologne et en Roumanie, on accorde une attention considérable au rôle de la forêt pour la conservation des sols et des eaux.

L'Amérique du Nord a toujours été à l'avant-garde en matière de politiques d'utilisation multiple des forêts. Aujourd'hui, en conséquence de l'expansion de l'urbanisme et de l'amélioration des communications, cette région attache de plus en plus d'importance au développement forestier pour le tourisme et à d'autres fins récréatives. De grands progrès ont été réalisés dans la manière d'aménager les forêts afin de mieux répondre à ces besoins nouveaux.

En Extrême-Orient, une impulsion considérable a été donnée à la recherche en matière d'utilisation du bois, qui est indispensable au développement des industries forestières. Aux Philippines, par exemple, un nouveau laboratoire donne des résultats prometteurs. Le fait nouveau le plus important, en ce qui concerne les politiques forestières de cette région, est cependant la place prise par la foresterie en Chine continentale, et spécialement par les opérations de boisement effectuées soit comme mesure de protection contre l'érosion et les inondations, soit à des fins productives. En 1965, la superficie boisée devrait occuper 19 pour cent des terres, contre 8 pour cent en 1945.

Les politiques forestières n'ont guère progressé au Proche-Orient, où le peu qui reste du patrimoine forestier est sérieusement menacé de destruction. Parmi les rares signes encourageants, on peut signaler l'énergique politique forestière du Soudan qui devrait aboutir dans un proche avenir à une utilisation rationnelle des ressources. Une école de gardes-forestiers doit être ouverte dans la Province syrienne de la République arabe unie.

L'augmentation des exportations de bois tropicaux et le développement des villes et des infrastructures ont contribué à accroître l'intérêt à l'égard des industries forestières en Afrique centrale. Les rapides changements politiques survenus dans la région ne sont cependant pas de nature à favoriser la continuité des politiques forestières et il est à craindre que la constitution de réserves forestières ne soit retardée, ce qui aurait des conséquences sérieuses du point de vue de l'industrialisation comme du point de vue de la répartition des terres entre la forêt et l'agriculture.

En Amérique latine, le boisement reste au centre des politiques forestières. La conservation des res-

sources forestières existantes soulève aussi à présent un certain intérêt, qui se manifeste particulièrement par des mesures de précaution, qui sont incorporées dans la législation relative à l'aliénation des terres boisées appartenant à l'Etat ou qui interviennent en cours d'exécution de programmes de colonisation. C'est ainsi que le Chili a pris des mesures pour éviter le déboisement du sud du pays et que le Venezuela a créé une section forestière au sein du service de la colonisation.

Différentes entreprises commerciales sont intéressées au développement des forêts de cette région, et particulièrement des forêts tropicales, mais les progrès demeurent lents, surtout en raison de la pénurie de techniciens et d'écoles forestières, et de l'insuffisance numérique des services forestiers officiels. Un certain progrès a récemment été enregistré en Amérique centrale et plusieurs états du Brésil ont créé des services forestiers ou renforcé les services existants.

## Situation et perspectives par produit

Un des principaux traits de la situation mondiale des produits en 1958/59 a été l'accroissement exceptionnellement élevé de la production céréalière. Le volume des stocks, tant de céréales secondaires que de blé, a encore fortement augmenté. Toutefois, les prix des céréales ont fait preuve, dans l'ensemble, d'une stabilité remarquable. La production de sucre, de café et de coton s'est accrue également de façon très marquée. En 1958, les prix moyens d'exportation de ces denrées et des produits laitiers, de la laine et du caoutchouc ont beaucoup baissé. La situation du café s'est aggravée et le volume des invendus a considérablement grossi. La commercialisation du beurre a également posé de sérieux problèmes dans les pays d'Europe occidentale au début de 1958, et l'amélioration enregistrée depuis ne sera peut-être que temporaire. L'accroissement de la production des matières grasses a marqué un arrêt pour la première fois depuis 1953 et les exportations totales ont diminué de 7 pour cent. La production de cacao s'est redressée, tout en restant inférieure au niveau record de 1956/57 et les prix ont très fortement varié, leur moyenne en 1958 étant très supérieure à celle de l'année précédente.

On prévoit pour 1959/60 un nouvel accroissement des disponibilités de la plupart des produits et en particulier de céréales, de café et de coton. Aussi, certaines des récentes baisses de prix n'ont-elles peut-être pas encore atteint un plancher. On s'attend toutefois à un resserrement de l'offre de viande de bœuf, de laine et de caoutchouc naturel par rapport à la demande.

En ce qui concerne la politique internationale en matière de produits durant la période étudiée, le blé et le sucre ont fait l'objet de nouveaux accords qui couvrent une partie importante du com-

merce international de ces deux produits. En outre, les pays d'Amérique latine producteurs de café ont adopté un système de contingentement des exportations.

### BLÉ

Le déséquilibre de l'offre et de la demande de blé s'est accentué en 1958/59 du fait d'un bond exceptionnel de la production. Depuis 1952, l'offre mondiale n'a cessé d'excéder la demande effective, d'où l'accumulation de stocks de report abondants. Le commerce s'est intensifié, mais grâce surtout aux exportations effectuées dans le cadre de programmes spéciaux par les Etats-Unis et, à un degré très moindre, par le Canada, la France et l'Italie. Les prix internationaux, tout en étant dans une certaine mesure coupés de l'évolution de l'offre, sont presque tombés ces derniers temps aux niveaux les plus faibles de l'après-guerre.

La production mondiale en 1958/59 (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine) a augmenté de près de 13 millions de tonnes pour atteindre le chiffre le plus élevé de tous les temps, alors qu'elle n'avait guère varié depuis 1955. Les Etats-Unis ont enregistré à eux seuls un gain de 14 millions de tonnes, alors que l'on a enregistré une baisse nette dans des pays autres que les quatre principaux pays exportateurs (tableau II-16). Pour l'ensemble du monde, l'accroissement a été encore plus marqué. L'U.R.S.S. a signalé une récolte de 75 millions de tonnes, chiffre qui dépasse d'un tiers la moyenne estimée pour les six années précédentes. En Chine continentale, on a annoncé que la production est passée de 24 millions de tonnes

TABLEAU II-16. — PRODUCTION MONDIALE DE BLÉ,  
AVANT-GUERRE ET 1952/53-1958/59

	Moyenne d'avant-guerre	Moyenne 1952-57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Millions de tonnes .....				
Argentine .....	6,6	6,6	5,8	6,5
Australie .....	4,2	4,5	2,6	5,8
Canada <sup>1</sup> .....	7,2	13,8	10,1	10,0
Etats-Unis <sup>1</sup> .....	19,5	28,8	25,9	39,8
<b>Total .....</b>	<b>37,5</b>	<b>53,7</b>	<b>44,3</b>	<b>61,6</b>
Europe occidentale .....	31,1	35,6	40,5	39,0
Quatre pays importateurs non européens <sup>2</sup> .....	11,6	12,5	13,3	12,3
Afrique du Nord et Proche-Orient <sup>3</sup> .....	7,6	13,0	15,0	12,8
Autres pays <sup>4</sup> .....	7,2	10,7	12,9	12,5
<b>TOTAL MONDIAL <sup>4</sup> .....</b>	<b>95,0</b>	<b>125,5</b>	<b>126,0</b>	<b>138,6</b>

<sup>1</sup> La production des années 1934-38 (moyenne d'avant-guerre) a été exceptionnellement faible par suite des sécheresses de 1934 et 1936. Les moyennes de 1937-41 pour le Canada et les Etats-Unis ont été respectivement de 10,4 et 23,4 millions de tonnes. - <sup>2</sup> Brésil, Inde, Japon, Pakistan. - <sup>3</sup> Algérie, Irak, Maroc, Tunisie, Turquie, République arabe unie. - <sup>4</sup> Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

au chiffre sans précédent de 40 millions de tonnes.

L'accroissement de la production se traduira par une augmentation des stocks de report. La campagne de 1958/59 s'est ouverte avec des stocks moins abondants dans les quatre principaux pays exportateurs (42 millions de tonnes contre 48 millions ces trois dernières années), mais il est probable qu'ils atteindront environ 51 millions de tonnes à la fin de la campagne.

Le commerce s'est légèrement développé en 1958/59. L'Argentine, l'Australie et les Etats-Unis ont accru leurs exportations, mais celles du Canada n'ont presque pas varié par rapport à 1957/58 (tableau II-17). Ces quatre pays continuent à fournir 80 pour cent ou plus des exportations mondiales, bien que ces dernières années les expéditions de la France et de l'Italie aient augmenté rapidement. D'autres pays traditionnellement déficitaires, tels le Mexique et l'Espagne, sont devenus également des exportateurs nets, et les livraisons de farine de l'Allemagne occidentale ont progressé.

Les besoins d'importation de l'Europe n'ont guère augmenté ces derniers temps et l'on s'attend qu'ils fléchissent de façon continue au cours des prochaines années. Toutefois, en 1958/59 les achats de ce continent ont augmenté. Les importations des pays asiatiques se sont rapidement développées, mais elles ont été obtenues en grande partie à des conditions spéciales. Il est probable que les besoins

TABLEAU II-17. — EXPORTATIONS MONDIALES DE BLÉ ET DE FARINE DE BLÉ, AVANT-GUERRE ET 1952/53-1958/59,  
PAR CAMPAGNE (JUILLET-JUIN)

	Moyenne d'avant-guerre	Moyenne 1952-57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Millions de tonnes (équivalent de blé) .....				
Argentine .....	3,3	2,6	2,1	2,5
Australie .....	2,9	2,5	1,7	2,5
Canada .....	4,8	8,3	8,6	8,5
Etats-Unis .....	1,5	9,6	10,9	12,2
<b>Total .....</b>	<b>12,5</b>	<b>23,0</b>	<b>23,3</b>	<b>25,7</b>
Autres pays <sup>1</sup> .....	5,8	4,6	6,0	4,3
<b>TOTAL MONDIAL <sup>1</sup> .....</b>	<b>18,3</b>	<b>27,6</b>	<b>29,3</b>	<b>30,0</b>

<sup>1</sup> Y compris les exportations de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine, vers le reste du monde mais non compris (sauf pour la moyenne d'avant-guerre) le commerce à l'intérieur de ce groupe.

en blé de ces pays s'accroîtront encore, étant donné que la production céréalière par habitant de l'Extrême-Orient, qui est inférieure au niveau d'avant guerre, a encore baissé.

Des indications préliminaires indiquent que la récolte de 1959/60 sera également abondante. L'Inde a obtenu une récolte record et en Amérique du Nord les emblavures se sont étendues. Dans la meilleure des hypothèses, la demande d'importation excédera à peine les niveaux actuels. Aussi rien ne laisse prévoir que le principal problème du blé, à savoir l'existence d'un volume élevé et croissant d'excédents en Amérique du Nord, et plus récemment dans certains pays d'Europe occidentale, évoluera profondément dans l'avenir immédiat. Toute solution à long terme de ce problème ne peut reposer que sur l'aménagement des niveaux des soutiens de prix dans les pays tant importateurs qu'exportateurs et sur l'adoption de nouvelles mesures pour faire face aux vastes besoins potentiels des pays peu développés, qui augmentent rapidement.

Un nouvel accord international sur le blé, qui doit porter sur quatre campagnes à partir de 1959/60, a été élaboré. S'il est ratifié par tous les pays signataires, il assurera aux pays participants 75 pour cent des importations commerciales de blé des pays importateurs qui sont parties à l'accord, à condition que les prix n'excèdent pas le maximum convenu.

#### CÉRÉALES SECONDAIRES

On a enregistré également un très fort accroissement de la production de céréales secondaires

en 1958/59. Celle-ci et, dans une moindre mesure, la consommation et le commerce se sont développés ces dernières années beaucoup plus vite que pour le blé. L'augmentation a été particulièrement marquée pour le maïs, surtout aux Etats-Unis où la production de cette denrée et de sorgho, dont la récolte s'est également accrue de manière exceptionnelle, a atteint environ 25 millions de tonnes entre 1952 et 1958. Dans les autres pays, non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine, les récoltes de maïs ont augmenté d'environ 11 millions de tonnes durant cette période. En U.R.S.S., les superficies ont plus que doublé par rapport à 1952.

La production mondiale de céréales secondaires (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine) a augmenté de 15 millions de tonnes pour atteindre un niveau record en 1958/59 (tableau II-18). Il s'agit là de l'accroissement le plus marqué depuis 1952, l'accroissement annuel moyen ayant été de 6,3 millions de tonnes au cours des cinq années 1953-57. Les progrès les plus sensibles ont encore porté en 1958/59 sur le maïs, avec un gain de près de 10 millions de tonnes aux Etats-Unis, où la production d'orge, d'avoine et de sorgho a également augmenté malgré la réduction des superficies. Les disponibilités d'orge ont fortement diminué en Irak et dans la Province syrienne de

TABLEAU II-18 - PRODUCTION MONDIALE DE CÉRÉALES SECONDAIRES<sup>1</sup>, AVANT-GUERRE ET 1952/53-1958/59

	Moyenne d'avant-guerre	Moyenne 1952-57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Millions de tonnes .....				
Argentine .....	9,2	6,0	7,0	6,5
Australie .....	0,7	1,8	1,3	2,1
Canada <sup>2</sup> .....	7,7	13,5	12,5	13,4
Etats-Unis <sup>2</sup> .....	72,8	115,7	129,7	143,0
Total .....	90,4	137,0	150,5	165,0
Europe occidentale .....	37,4	43,0	46,2	44,6
Cinq pays importateurs non européens <sup>3</sup> .....	28,4	37,0	38,2	3,66
Afrique du Nord et Proche-Orient <sup>4</sup> .....	8,7	11,9	12,0	12,1
Autres pays <sup>5</sup> .....	25,0	31,9	32,0	33,7
TOTAL MONDIAL <sup>5</sup> .....	190,1	260,8	278,8	292,0

<sup>1</sup> Orie, avoine maïs, sorgho, millet, mélanges de céréales. - <sup>2</sup> La production des années 1934-38 (moyenne d'avant-guerre) a été exceptionnellement faible par suite des sécheresses de 1934 et 1936. Les moyennes de 1937-41 pour le Canada et les Etats-Unis ont été de 9,7 et 89,9 millions de tonnes respectivement. - <sup>3</sup> Brésil, Inde, Japon, Mexique, Pakistan. - <sup>4</sup> Algérie, Irak, Maroc, Tunisie, Turquie, République arabe unie. - <sup>5</sup> Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

la République arabe unie, mais elles ont augmenté en Australie et en Afrique du Nord.

Le commerce des céréales secondaires a presque doublé ces dix dernières années et a encore progressé en 1958/59. Comme ces toutes dernières années, l'essor des exportations de maïs a été très marqué. Les expéditions de maïs des Etats-Unis sont restées fortes surtout du fait des programmes spéciaux qui ont couvert en moyenne 46 pour cent des exportations totales de céréales secondaires de ce pays en 1954/55-1957/58. L'Argentine et l'Union sud-africaine ont accru leurs exportations de maïs et les expéditions d'orge et de sorgho des Etats-Unis ont elles aussi nettement augmenté en 1958/59.

TABLEAU II-19. - EXPORTATIONS MONDIALES DE CÉRÉALES SECONDAIRES<sup>1</sup>, AVANT-GUERRE ET 1952/53-1957/58, PAR CAMPAGNE (JUILLET - JUIN)

	Moyenne d'avant-guerre	Moyenne 1952-57	1957/58
..... Millions de tonnes .....			
Argentine .....	7,2	2,0	2,3
Australie .....	0,1	0,7	0,5
Canada .....	0,5	2,5	2,0
Etats-Unis .....	1,1	5,6	7,9
Total .....	8,9	10,8	12,7
Autres pays <sup>2</sup> .....	5,5	4,3	5,4
TOTAL MONDIAL <sup>2</sup> .....	14,4	15,1	18,1

<sup>1</sup> Orie, avoine, maïs, sorgho, millet. - <sup>2</sup> Y compris les exportations de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine, vers le reste du monde mais non compris (sauf pour la moyenne d'avant-guerre) le commerce à l'intérieur de ce groupe.

A l'ouverture de la campagne 1958/59, les stocks de report de céréales secondaires d'Amérique du Nord dépassaient déjà de 7,6 millions de tonnes ceux de l'année précédente. On s'attend à ce que les stocks des Etats-Unis, qui augmentaient depuis 1952/53, grossiront encore de 10 millions de tonnes pour atteindre un total de 63 millions de tonnes à la fin de la campagne. Pour essayer d'empêcher un nouvel accroissement, on a réduit les prix de soutien pour 1959/60 de 17 pour cent en moyenne, mais cette mesure est liée à l'abandon des restrictions de superficie pour le maïs.

Malgré l'accroissement des disponibilités, les prix internationaux ont accusé une tendance à la hausse en 1958/59 tout en restant bas pour l'après-guerre. Les rapports de prix se sont modifiés en raison des variations de l'offre et, pour la première fois depuis

les hostilités, les prix d'importation de l'orge ont constamment dépassé les prix du maïs.

Au cours des prochaines années, l'accroissement démographique et l'élévation des niveaux de vie devraient entraîner l'expansion de l'élevage et un renforcement de la consommation de céréales secondaires. Mais il se peut que la production continue à augmenter plus rapidement que la consommation, de sorte que le problème des excédents, qui se circonscrit actuellement aux Etats-Unis, pourrait s'aggraver.

## RIZ

La production de riz a repris sa courbe ascendante en 1958/59. Grâce aux bonnes conditions atmosphériques, les récoltes des pays tant importateurs qu'exportateurs ont marqué une reprise depuis le recul de 1957/58. Les récoltes de l'Inde et de la Chine continentale ont été exceptionnellement abondantes.

Bien que la production ait fléchi en 1957/58, les disponibilités mondiales de riz en 1957 et 1958 ont dépassé d'environ 30 pour cent en moyenne le niveau de 1948-52 (tableau II-20). La consommation par habitant a augmenté d'environ 15 pour

cent durant la même période. En Extrême-Orient, où l'on consomme les neuf dixièmes de la production mondiale, on a enregistré une nette reprise de la consommation dans les pays importateurs en raison de l'accroissement tant de la production intérieure que des importations. Dans les pays exportateurs de cette région (non compris la Chine), la consommation par habitant qui dépassait déjà le niveau d'avant-guerre est restée stable, et l'essor de la production a permis d'intensifier les exportations à destination des pays déficitaires. La production et la consommation de la Chine continentale semblent être beaucoup plus élevées qu'en 1948-52 et de forts tonnages ont été exportés. La plupart des autres régions ont participé à l'expansion générale, mais l'accroissement des disponibilités par habitant a été modéré.

Les exportations mondiales dépassent de plus d'un million de tonnes le niveau de 1948-52 et ont donc marché de pair avec l'accroissement de la production dans l'ensemble de la période. Les renseignements préliminaires pour 1958 indiquent que les expéditions n'ont baissé que d'environ 5 pour cent par rapport aux 5,7 millions de tonnes expédiées au cours de l'année précédente. Les prix du marché international ont également été assez fermes dans l'ensemble durant ces trois derniè-

TABLEAU II-20. — ESTIMATION DES DISPOBILITÉS DE RIZ POUR LA CONSOMMATION, MOYENNES 1948-52 ET 1957-58

	Production		Solde importations (+) ou exportations (-)		Estimation des disponibilités totales <sup>1</sup>		Estimation des disponibilités par habitant <sup>1</sup>	
	Moyenne 1948-52	Moyenne 1957-58	Moyenne 1948-52	Moyenne 1957-58	Moyenne 1948-52	Moyenne 1957-58	Moyenne 1948-52	Moyenne 1957-58
	Millions de tonnes (riz usiné) .....						Kilogrammes .....	
<b>Extrême-Orient</b>								
Pays importateurs <sup>2</sup> .....	50,8	62,8	+ 2,9	+ 3,6	53,7	66,4	81	87
Pays exportateurs <sup>3</sup> (non compris la Chine) .....	16,3	13,1	- 3,0	- 3,4	8,3	9,7	116	117
Chine continentale <sup>4</sup> .....	39,0	56,6	+ 0,1	- 0,5	39,1	56,1	70	87
<b>Total</b> .....	<b>101,1</b>	<b>132,5</b>	<b>—</b>	<b>- 0,3</b>	<b>101,1</b>	<b>132,2</b>	<b>78</b>	<b>89</b>
Amérique latine .....	3,1	4,0	+ 0,1	+ 0,3	3,2	4,3	20	22
Afrique et Proche-Orient .....	3,0	3,6	- 0,1	+ 0,2	2,9	3,8	10	12
Amérique du Nord .....	1,3	1,5	- 0,5	- 0,7	0,8	1,1	5	6
Europe .....	0,9	1,1	+ 0,2	+ 0,4	1,1	1,5	3	3
<b>TOTAL MONDIAL (non compris l'U.R.S.S.)</b> .....	<b>109,4</b>	<b>142,7</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,1</b>	<b>109,1</b>	<b>142,6</b>	<b>47</b>	<b>54</b>

NOTE: On a converti le paddy en riz usiné en utilisant le taux d'extraction applicable dans chaque pays ou chaque région. On n'a pas tenu compte du mouvement des stocks, sauf pour les Etats-Unis. Les différences entre les totaux du solde importations et du solde exportations sont dues aux importations de l'U.R.S.S. et aux variations des tonnages en transit au début et à la fin de la période indiquée.

<sup>1</sup> A usage alimentaire et non alimentaire. — <sup>2</sup> Principalement Ceylan, Inde, Indonésie, Japon, Corée du Sud, Fédération de Malaisie, Pakistan et Philippines. — <sup>3</sup> Birmanie, Cambodge, Taïwan, Thaïlande et Viet-Nam. — <sup>4</sup> Le solde exportations de 1957-58 ne comprend pas les expéditions vers l'U.R.S.S. qui ont atteint 180 000 tonnes en 1957.

res campagnes, notamment parce que plus de la moitié des échanges mondiaux s'effectue dans le cadre de contrats intergouvernementaux, dont certains sont à long terme.

En dépit de cette stabilité générale, le commerce de certains pays subit toujours des fluctuations inquiétantes en raison des effets que les conditions atmosphériques exercent sur les récoltes. Après les récoltes de 1957/58 qui avaient souffert de la sécheresse, on a enregistré un net recul des livraisons de Birmanie et de Thaïlande, les deux principaux pays exportateurs. Le volume total du commerce a pu toutefois se maintenir grâce à une expansion correspondante des exportations de la Chine continentale, de la République arabe unie et d'autres pays. La demande d'importation a été plus forte en raison du recul de la production, de l'accroissement continu de la population et de la consommation par habitant. Certains importateurs, et notamment l'Inde, ont pu couvrir en partie leurs besoins supplémentaires en faisant appel à d'autres céréales disponibles à des conditions de faveur.

Grâce à l'accroissement de la production en 1958/59, on dispose de suffisamment de riz pour intensifier le commerce en 1959, et les prix internationaux ont subi une baisse modérée au début de l'année. Durant les premiers mois de 1959, toutefois, le volume du commerce était plus faible qu'un an plus tôt et il est probable qu'une partie de l'accroissement des disponibilités exportables ira grossir les stocks.

## SUCRE

L'accroissement de la production de sucre enregistré depuis la guerre s'est poursuivi en 1958/59. La production de sucre centrifugé, en dehors de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine, a probablement dépassé 38 millions de tonnes (en équivalent de sucre brut) contre 35 millions l'année précédente et 33 millions en 1956/57. La production mondiale est évaluée à 48,8 millions de tonnes, soit un accroissement de 4,2 millions de tonnes par rapport à 1957/58 et de plus de 90 pour cent par rapport aux années d'avant-guerre (figure II-11).

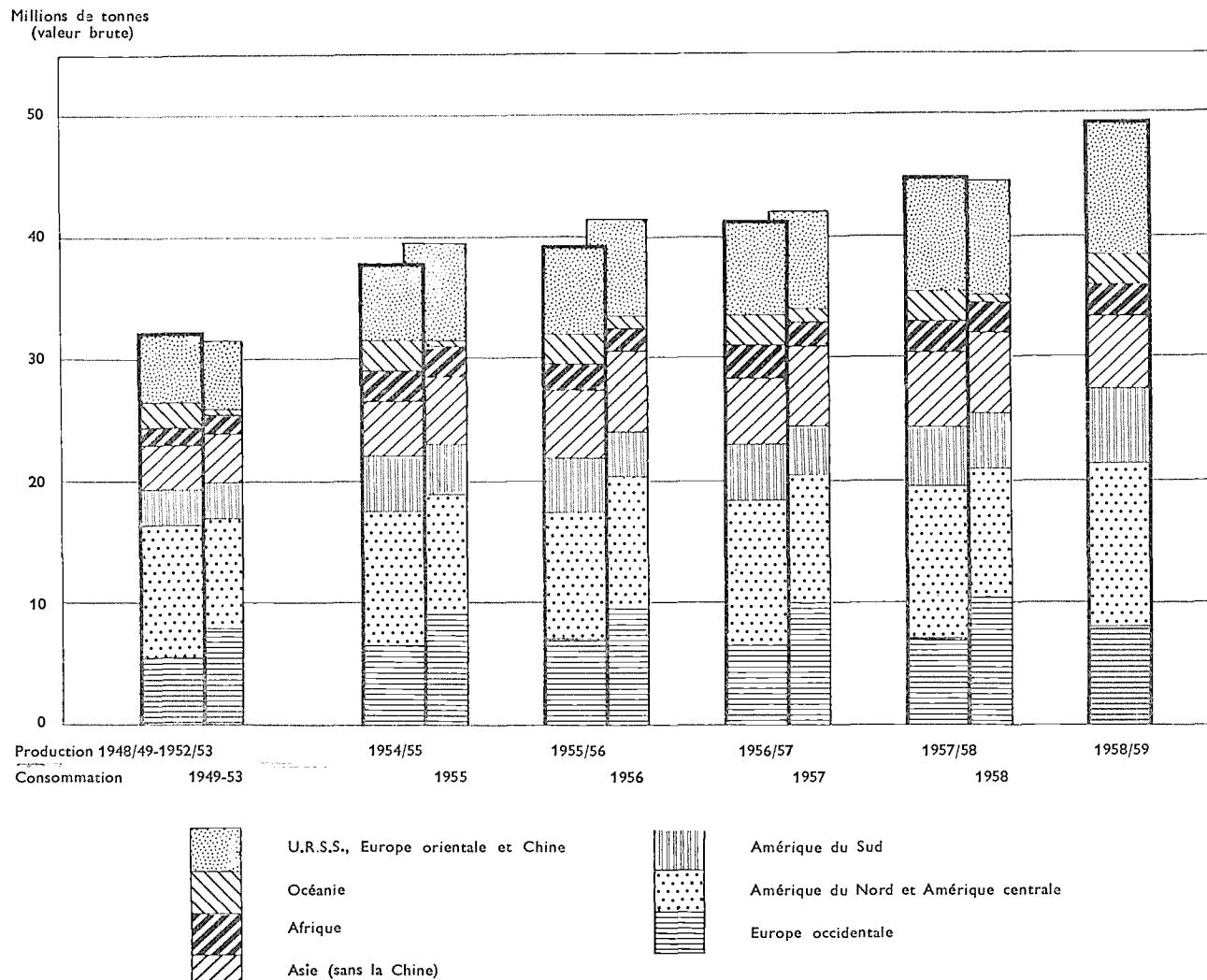
Beaucoup de facteurs ont contribué au bond fait par la production en 1958/59. Les conditions atmosphériques ont été favorables dans la plupart des principales régions productrices et sont probablement responsables d'environ 50 pour cent de l'accroissement; les facteurs économiques et technolo-

giques ont joué pour le reste. A la suite de la forte hausse des prix mondiaux à la fin de 1956 et durant le premier semestre de 1957 (de 3,7 cents à 6,7 cents des Etats-Unis par lb.), les prix payés aux planteurs de betterave sucrière et de canne à sucre, ainsi que les prix d'usine, ont été relevés dans un grand nombre de pays en 1957 et 1958, et il en est résulté une extension des superficies consacrées au sucre. La baisse des prix des produits concurrents a, par contrecoup, accru la rentabilité de la production de cette denrée. En Europe occidentale, la superficie cultivée en betterave sucrière a augmenté de 10 pour cent et la production de sucre de 15 pour cent. Dans de nombreux pays, l'expansion de sucre pour la consommation intérieure et, dans une certaine mesure, pour l'exportation, résulte de politiques et de programmes nationaux, conçus il y a quelques années, pour favoriser la diversification des activités tant agricoles qu'industrielles. Le gain de production s'explique également en partie par l'accroissement de la productivité dû aux facteurs suivants: amélioration des variétés et des pratiques agricoles, diffusion de l'emploi des engrains, irrigation et rationalisation des moyens de transport et de l'usinage.

L'accroissement régulier et assez marqué de la consommation s'est poursuivi (figure II-11). En 1958, la consommation mondiale de sucre centrifugé (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine) a augmenté probablement de 1,4 million de tonnes par rapport au total de 33,8 millions de tonnes enregistré en 1957. Comme les années précédentes, les gains les plus sensibles ont été obtenus par les pays peu développés de l'Amérique du Sud et du Proche-Orient. En Asie, toutefois, l'accroissement n'a pas été aussi marqué qu'on le prévoyait, ceci étant dû, dans une certaine mesure, aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des programmes d'expansion de la production.

L'incertitude quant à la situation politique cubaine a contribué pendant un certain temps à maintenir les prix mondiaux. Toutefois, l'amélioration des perspectives de la production de ce pays laisse prévoir que les disponibilités de 1959 permettront de couvrir largement la demande d'importation prévisible; de ce fait, les prix ont fléchi. La décision prise en février 1959 par le Conseil international du sucre de réduire les contingents d'exportation pour le marché libre de 7,5 pour cent (les pays exportateurs devant pour le moment tenir à l'écart du marché 10 pour cent de leur contingent) n'a guère influé sur le marché et les prix sont restés de 5 à 7 pour

GRAPHIQUE II-II. PRODUCTION ET CONSOMMATION DE SUCRE CENTRIFUGÉ, MOYENNE 1949-53 ET DE 1955 À 58



cent inférieurs au minimum de 3,25 cents par lb. fixé par l'Accord. Toutefois, il est fort possible que, sans l'effet stabilisateur de l'Accord qui vient d'être négocié, les prix auraient pu baisser davantage, étant donné qu'à l'heure actuelle les disponibilités excèdent sensiblement la demande.

#### VIANDE

On estime que la production de viande (dans les principaux pays producteurs seulement et non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine) a légèrement baissé en 1958. La production a fléchi en Argentine, aux Etats-Unis et en Uruguay. Mais il est probable que la production mondiale a continué d'augmenter, car l'U.R.S.S. a signalé un accroissement de 7 pour cent et il semble que

la production ait également augmenté en Europe orientale.

Le volume des échanges, stimulé par un accroissement notable de la demande d'importation de viande de bœuf des Etats-Unis (tableaux II-21 et II-22) a légèrement augmenté. Une proportion importante des disponibilités exportables de viande de bœuf de la Nouvelle-Zélande a été détournée vers les Etats-Unis, et c'est principalement pour cette raison que les importations de viande de bœuf et de veau au Royaume-Uni ont diminué de 13 pour cent en 1957. Les prix mondiaux du bœuf ont fortement augmenté en 1958 et la valeur unitaire des importations de bœuf au Royaume-Uni a dépassé de 20 pour cent les niveaux de 1957.

En 1959, la production des Etats-Unis sera plus élevée et la majeure partie de cet accroissement sera constituée par de la viande de porc et de

TABLEAU II-21. — IMPORTATIONS DE VIANDE<sup>1</sup> DES PRINCIPAUX PAYS IMPORTATEURS, MOYENNE 1948-52 ET 1954-58

	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Milliers de tonnes</i>						
Belgique-Luxembourg .....	43	17	15	22	31	28
France .....	25	34	48	45	65	66
Allemagne occidentale .....	73	73	91	191	169	164
Grèce .....	5	4	7	13	12	15
Italie .....	33	40	66	90	124	163
Pays-Bas .....	22	21	23	32	31	29
Espagne .....	8	1	5	21	36	34
Suède .....	14	32	16	16	33	21
Suisse .....	15	10	18	20	20	27
Royaume-Uni .....	1 136	1 209	1 352	1 407	1 478	1 421
Canada .....	15	25	29	30	32	38
Etats-Unis .....	132	139	133	119	178	378
Japon .....	1	1	2	3	26	8
<b>TOTAL .....</b>	<b>1 522</b>	<b>1 606</b>	<b>1 805</b>	<b>2 009</b>	<b>2 235</b>	<b>2 392</b>

<sup>1</sup> Comprend la viande fraîche, réfrigérée ou congelée de bœuf, de veau, de mouton, d'agneau, de porc, de cheval, la volaille, les abats et autres viandes; la viande préparée, bacon, jambon et porc salé; les autres viandes séchées, salées ou fumées; les viandes en conserve. Les chiffres ne comprennent généralement pas la graisse de porc non fondue, les extraits de viande et les boyaux pour l'enrobage des saucisses.

volaille. L'expansion se poursuivra à un rythme modéré en Europe occidentale. En Australie et en Nouvelle-Zélande, où la production s'est très rapidement développée depuis 1950, les niveaux élevés atteints en 1958 seront probablement dépassés. Ces accroissements devraient compenser le fléchissement prévu de la production argentine, et il est probable que la production mondiale dépassera le niveau record de 1957.

Bien que les effectifs bovins des Etats-Unis, qui étaient en diminution, aient augmenté en 1958, on escompte que dans ce pays les prix de la viande de bœuf demeureront élevés pendant toute l'année 1959; toutefois, le cheptel bovin se développe vigoureusement et il est probable que les prix baisseront de façon marquée dans les premières années qui suivront 1960. Les quantités exportables de viande de bœuf diminueront du fait du fléchisse-

TABLEAU II-22. — EXPORTATIONS DE VIANDE<sup>1</sup> DES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS, MOYENNE 1948-52 ET 1954-58

	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Milliers de tonnes</i>						
Danemark .....	207	396	415	265	438	441
France .....	33	69	78	44	42	41
Irlande .....	42	107	64	53	70	84
Pays-Bas .....	72	120	151	153	169	161
Pologne <sup>2</sup> .....	<sup>3</sup> 38	84	81	97	96	<sup>3</sup> 97
Yougoslavie .....	5	24	21	31	37	42
Canada .....	97	65	45	40	46	64
Etats-Unis .....	65	81	104	146	147	100
Argentine .....	372	285	393	577	606	651
Brésil .....	27	2	7	14	33	<sup>3</sup> 50
Uruguay .....	84	76	9	46	55	24
Australie .....	247	277	295	236	295	324
Nouvelle-Zélande .....	352	391	409	431	400	416
<b>TOTAL .....</b>	<b>1 641</b>	<b>1 977</b>	<b>2 072</b>	<b>2 133</b>	<b>2 434</b>	<b>2 495</b>

<sup>1</sup> Voir note 1 du tableau II-21. — <sup>2</sup> Les chiffres des années 1954-58 comprennent l'équivalent en viande des porcs exportés sur pied, mais non la viande de volaille. — <sup>3</sup> Estimation.

ment de la production argentine et les prix du marché mondial en 1959 demeureront donc élevés. La situation pourrait s'améliorer en Europe occidentale en 1960, car l'intensification de la demande de viande de bœuf enregistrée récemment dans plusieurs pays devrait provoquer un développement de la production.

Le cheptel ovin s'est développé d'une façon continue dans la plupart des principaux pays producteurs, et les disponibilités de viande de mouton et d'agneau demeureront très abondantes.

La production de viande de porc en Europe occidentale, principale zone d'échange de produits porcins, n'augmentera que légèrement en 1959. L'élevage des porcs a diminué en 1958 dans certains des principaux pays producteurs. La production de l'Allemagne occidentale fléchira de 5 pour cent environ, et il se peut que l'on enregistre au Royaume-Uni une certaine diminution par rapport au chiffre record de 1958 qui avait dépassé de plus de 70 pour cent le niveau d'avant-guerre. Il est donc probable que sur les marchés d'Europe occidentale les prix du bacon et de la viande de porc seront en moyenne plus élevés qu'en 1958. Par contre, en Amérique du Nord, la forte augmentation de la production a déjà provoqué une baisse importante des prix.

La production de viande de volaille s'est rapidement développée ces dernières années. C'est en Amérique du Nord que l'accroissement a été le plus important, mais les méthodes de production massive gagnent du terrain au Royaume-Uni ainsi que dans un grand nombre d'autres pays. La viande de volaille demeurerà donc abondante.

## ŒUFS

La production et le commerce des œufs ont poursuivi leur mouvement ascendant en 1958. La production est demeurée assez stable en Amérique du Nord, et la majeure partie de l'accroissement a été enregistrée en Europe occidentale, et principalement au Danemark, aux Pays-Bas et en Allemagne occidentale. On a enregistré un nouvel et important accroissement des importations italiennes, mais le développement des importations de l'Allemagne occidentale, le plus gros importateur du monde, s'est ralenti. Bien que plus élevées qu'en 1957, les importations du Royaume-Uni sont demeurées faibles par rapport à la période

antérieure à 1956. C'est en Argentine, en Europe orientale et en Israël que les exportations ont le plus progressé.

L'offre s'est encore développée en 1959 avec l'accroissement des exportations du Danemark et des Pays-Bas, en sorte qu'au début de l'année les prix mondiaux étaient très inférieurs à ceux de la période correspondante de 1958. Comme la production d'œufs réagit assez rapidement aux changements des prix, la récente expansion de la production dans les principaux pays intéressés au commerce de ce produit pourrait être suivie d'un certain recul en 1960. Cependant la tendance générale de la production est à l'expansion et presque tous les pays s'efforcent de développer l'aviculture. De nombreux pays importateurs accroissent leur production de sorte que les exportateurs risquent d'éprouver des difficultés croissantes à augmenter sensiblement leurs ventes à l'étranger.

## PRODUITS LAITIERS

L'année 1958 a été très importante pour les produits laitiers. Au commencement de l'année, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et un certain nombre d'autres pays ont abaissé les prix de soutien afin de décourager la production laitière. Par la suite, le beurre a subi une crise sérieuse et les résultats des mesures prises pour y remédier seront d'un enseignement précieux pour l'avenir. Le développement du *filled milk* a également provoqué des préoccupations croissantes.

Dans les principales régions laitières, la production de lait n'a que légèrement dépassé le niveau de 1957. Elle a augmenté au Canada, aux Pays-Bas et en Allemagne occidentale, mais les mauvaises récoltes et la baisse des prix ont entraîné un recul au Royaume-Uni; un certain fléchissement a également été enregistré au Danemark, en Suède et aux Etats-Unis. Dans l'ensemble, les rendements ont continué de progresser et le nombre de vaches a diminué. Le gouvernement des Etats-Unis a acheté l'équivalent de 5 pour cent de la totalité de la production laitière dans le cadre de ses opérations de soutien des prix. Dans d'autres pays également, l'application de prix de soutien élevés a encouragé la production, ce qui a eu pour effet de réduire les importations de produits laitiers et d'accroître les primes à l'exportation accordées aux entreprises marginales.

TABLEAU II-23. — PRODUCTION ET COMMERCE DU BEURRE, AVANT-GUERRE ET JUSQU'À 1958

	Total de vingt pays laitiers		Quatre principaux pays exportateurs <sup>1</sup>		Neuf pays exportateurs secondaires <sup>2</sup>		Cinq principaux pays importateurs <sup>3</sup>		Etats-Unis et Canada	
	Prod.	Export.	Prod.	Export.	Prod.	Export.	Prod.	Export.	Prod.	Export.
	Milliers de tonnes									
Moyenne d'avant-guerre.....	2 861	536	649	441	566	93	488	572	1 158	2
Moyenne 1953-57.....	2 841	463	635	394	800	60	544	374	863	7
1956.....	2 860	478	660	403	799	56	549	416	853	19
1957.....	2 909	511	651	393	847	116	567	447	846	2
1958 (prov.).....	2 957	517	649	388	870	113	605	451	834	11

<sup>1</sup> Australie, Danemark, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande; pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les chiffres se réfèrent à la campagne juillet-juin. — <sup>2</sup> Argentine, Autriche, Finlande, France, Irlande, Norvège, Pologne, Suède, Union sud-africaine. — <sup>3</sup> Belgique, Italie, Suisse, Royaume-Uni, Allemagne occidentale.

Ces facteurs ont provoqué la crise beurrière de mai 1958 où le prix d'importation du beurre néo-zélandais sur le marché de Londres est tombé à 206 shillings par *hundredweight* contre 293 shillings l'année précédente. Pour y remédier, le Royaume-Uni décida, à la demande de la Nouvelle-Zélande, de limiter les importations de beurre en provenance de la Finlande, de l'Irlande, de la Pologne et de la Suède. Le Danemark, la Nouvelle-Zélande et quelques autres pays gros exportateurs ont fortement abaissé les prix payés à la production. Certains pays exportateurs, notamment le Danemark, les Pays-Bas et la Suède, ont pris également des mesures spéciales pour encourager la consommation intérieure qui a ainsi augmenté sensiblement dans ces pays ainsi qu'au Royaume-Uni, principalement aux dépens de la consommation de margarine. Mais l'autre problème, à savoir la contraction des marchés du beurre presque partout, à l'exception du Royaume-Uni, n'est pas encore résolu. C'est ainsi que la Belgique, la Suisse et l'Allemagne occidentale n'ont importé ensemble que 6 500 tonnes de beurre en 1958 contre 59 300 en 1957. L'Italie a procédé à la suspension temporaire des importations de beurre à la fin de 1958 et à nouveau en janvier 1959.

En dépit de ces graves difficultés de commercialisation, les exportations totales de beurre ont augmenté en 1958, car l'accroissement de 16 pour cent des importations du Royaume-Uni a largement compensé l'importante diminution de celles des autres importateurs traditionnels (tableau II-23). A la fin de 1958, le prix du beurre néo-zélandais sur le marché de Londres était remonté à 290 shillings par *hundredweight*. En outre, les stocks qui s'étaient accumulés l'année précédente et avaient contribué à provoquer la crise, avaient considérablement diminué. Du fait de l'amélio-

ration de la situation, le Royaume-Uni a levé les restrictions imposées précédemment aux importations en provenance de certains pays.

L'expansion de la production fromagère dans les principaux pays producteurs a été freinée en 1958 et une sensible amélioration des prix a été enregistrée sur le marché de Londres. La production de lait condensé et évaporé a légèrement augmenté, principalement en Allemagne occidentale. En ce qui concerne le lait en poudre, la forte expansion de 1957 ne s'est pas répétée et l'on n'a enregistré qu'une faible augmentation en 1958. La production a sensiblement augmenté au Canada et aux Pays-Bas, mais a marqué un recul en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, ainsi qu'aux Etats-Unis qui assurent les trois cinquièmes des disponibilités mondiales de lait en poudre.

On prévoit en 1959 un léger accroissement de la production laitière dans la plupart des pays. L'augmentation sera sensible en Australie et faible aux Etats-Unis. La situation du marché du beurre est encore incertaine, mais toutefois meilleure qu'il y a un an. Elle dépend pour une large part de la façon dont la consommation du Royaume-Uni réagira aux cours actuels plus élevés ainsi que de la mesure dans laquelle les exportations à destination des marchés protégés pourront être accrues. Une autre incertitude plane sur la situation des produits laitiers du fait du développement du *filled milk* et de ses répercussions sur le marché du lait évaporé et condensé.

#### PRODUITS DES PÊCHES

##### Poisson frais et congelé

Le commerce du poisson réfrigéré et congelé n'a pas subi de changements sensibles en 1958.

Les Etats-Unis, principal pays importateur de produits des pêches, ont acheté à l'étranger une proportion plus importante des produits nécessaires à leurs usines de traitement du poisson. Les importations des Etats-Unis, constituées en majeure partie de poisson frais ou congelé, ont probablement dépassé une valeur totale de 300 millions de dollars, calculée prix départ au port d'embarquement. Les importations de filets de thon et de thon congelé du Japon destinées aux conserveries des Etats-Unis ont atteint un volume sans précédent. Les importations de poisson de fond en filets et congelés en blocs ont été couvertes pour les deux tiers environ par le Canada, proportion qui, cependant, a été inférieure à celle de 1957.

Le Danemark et l'Islande ont augmenté leurs exportations de poisson frais et congelé, principalement à cause de l'amélioration des débouchés dans les pays membres de l'OECE ainsi que dans ceux de la zone dollar. Les expéditions de Norvège, destinées en majeure partie au Royaume-Uni, à l'Allemagne occidentale, à l'U.R.S.S. et à l'Europe orientale, ont diminué.

Vers la fin de 1958, des produits des pêches congelés en provenance de la Chine continentale, et notamment des calmars, épinoches et autres produits spéciaux, ont fait une première apparition sur les marchés européens, principalement en Italie et en Suisse.

Les prix du poisson frais et congelé sont en général demeurés fermes. La diminution des quantités de poisson de fond débarquées sur la côte Atlantique, jointe à une forte demande, a provoqué une hausse sensible des prix des filets frais et congelés aux Etats-Unis.

En Europe occidentale, le commerce du poisson congelé a été favorisé par le développement des moyens de stockage en chambre froide dans les chaînes de distribution de gros et de détail, et par l'accroissement du nombre des réfrigérateurs ménagers, ainsi que par de vigoureuses campagnes de propagande. Cette situation permet de prévoir une amélioration sensible de la position relative de ce commerce.

#### *Poisson séché, salé et fumé*

Les exportations norvégiennes de morue salée ont fléchi en 1958, mais celles de morue séchée non salée, dont une proportion importante est destinée à la Nigeria, ont légèrement augmenté. Malgré la diminution de la pêche de hareng d'hiver,

les exportations norvégiennes de hareng salé, dont près des deux tiers vont à l'U.R.S.S., sont demeurées sensiblement les mêmes qu'en 1957. La Norvège a signé de nouveaux accords commerciaux, notamment avec la Tchécoslovaquie qui recevra, outre du hareng salé, de l'huile de poisson et d'autres produits.

Les exportations canadiennes de poisson de fond salé et de poisson saumuré, ainsi que de poisson séché et salé, destinées pour la majeure partie aux pays de la région des Caraïbes, ont diminué. L'Islande et les Pays-Bas ont vu également se rétrécir les débouchés de poisson salé et autres poissons traités, notamment en U.R.S.S. et en Europe orientale.

Les importations indonésiennes de poisson séché en provenance d'autres pays d'Asie du Sud-Est ont continué de décliner et ne sont plus que le dixième environ de ce qu'elles étaient avant la guerre.

#### *Conserves de poisson*

Les exportations canadiennes de saumon en boîte ont triplé par rapport à 1957. La pêche de saumon sockeye a atteint son niveau le plus élevé depuis cinquante ans. Le Royaume-Uni, qui, pour la première fois en vingt ans, avait assoupli les restrictions frappant les importations de saumon en provenance de la zone dollar, a absorbé la presque totalité des exportations canadiennes de ce produit.

La consommation de thon en conserve aux Etats-Unis a atteint un niveau record en 1958. La production intérieure et les importations de conserves de poisson ont atteint des chiffres sans précédent, et les importations ont représenté un septième de la consommation totale. Parmi les fournisseurs des Etats-Unis, le Pérou notamment a réalisé d'importants progrès dans le développement de ses usines de conserves. La réapparition d'abondantes quantités de pilchards au large de la Californie constitue un autre facteur d'amélioration de l'industrie de la conserve sur le littoral Pacifique; cependant, les perspectives de débouchés pour les conserves californiennes de pilchards sont moins favorables que celles des conserves de thon, car pendant la longue période (qui a commencé en 1951) où la pêche au pilchard a été mauvaise, les conserveries californiennes ont perdu une partie de leur clientèle du Sud-Est asiatique qui s'est tournée vers la concurrence japonaise et sud-africaine.

Du fait de l'amélioration de la pêche sud-africaine de pilchard et de la pêche norvégienne de hareng, survenue au début de 1959, les perspectives des conserveries sont devenues plus favorables. Cependant, les usines marocaines de conserves de sardines se sont heurtées à une diminution de la demande. Le Portugal est également très préoccupé des perspectives d'écoulement de ses conserves de sardines, notamment en raison de l'intensification de la concurrence des conserveries françaises qui est à prévoir dans les pays du Marché commun.

Les conserveries de poisson se sont fortement développées depuis quelque temps en U.R.S.S. par suite de l'amélioration des installations et des méthodes, ainsi que de l'accroissement de la production, elle-même absorbée en majeure partie par le marché intérieur.

#### *Farine de poisson*

La production de farine de poisson continue à se développer. En raison des résultats défavorables de la pêche norvégienne de hareng d'hiver et de la diminution de 20 pour cent des exportations de farine de poisson de ce pays, qui en a été la conséquence, les exportateurs de l'Union sud-africaine, du Pérou, du Danemark et d'autres pays ont eu à faire face à une demande fortement accrue. Cependant, la pêche norvégienne de hareng a marqué une reprise partielle en 1959, en sorte que la Norvège devrait être en mesure de conserver ses débouchés de farine de poisson.

Les importations d'huile de menhaden des Etats-Unis par l'Allemagne occidentale et les Pays-Bas ont diminué, en raison notamment du fléchissement continu des prises des Etats-Unis. La demande de ce produit est affectée par la concurrence d'autres huiles animales et végétales, provenant principalement de pays situés en dehors de la zone dollar, et qui sont utilisées pour la fabrication de la margarine.

#### MATIÈRES GRASSES

Pour la première fois depuis 1953, la production de matières grasses a légèrement fléchi en 1958. Les ressources totales (y compris les estimations que l'on possède actuellement pour l'U.R.S.S.) étaient un peu supérieures à 29 millions de tonnes. La production d'arachides, de soja, de beurre et de graisse de porc a encore augmenté, mais celle

de coprah, de graine de lin, d'huile de tournesol et de suif a diminué. Du fait des mauvaises récoltes de 1957/58, les ressources disponibles en 1958 ont baissé dans tous les grands pays producteurs: Inde, Chine continentale, Etats-Unis et U.R.S.S., qui représentent ensemble la moitié de la production mondiale.

Ces changements survenus dans la production se sont reflétés dans le volume des échanges, et les exportations totales ont probablement diminué de 17 pour cent par rapport à 1957. La diminution des exportations a été marquée sur tous les principaux produits, à l'exception des arachides, des palmistes, du colza, du soja et du beurre. Les exportations de coprah et d'huile de coco sont tombées de 1,3 million de tonnes (en équivalent de coprah), en 1957, à moins d'un million de tonnes en 1958.

L'évolution des prix en 1958 a suivi de près la situation internationale des stocks des différentes huiles. Les prix des huiles fluides, autres que l'huile d'olive, ont fortement baissé en 1958. En ce qui concerne l'huile de baleine, l'huile de palme, le suif, le saindoux et l'huile d'olive, ainsi que l'huile de lin et autres huiles siccatives, les prix sont demeurés stables ou ont légèrement baissé. Par contre, les prix du coprah et du palmiste, ainsi que les huiles qui en sont tirées, ont subi une forte hausse en 1958, particulièrement durant le second semestre. Le niveau général des prix des matières grasses a marqué au cours du dernier trimestre de 1958 une certaine reprise qui les a ramenés à des cours voisins de ceux qui étaient en vigueur au début de l'année. Les prix moyens de 1958 avaient baissé de 6 pour cent environ par rapport à ceux de 1957 et étaient légèrement inférieurs à la moyenne de 1952-54.

La majeure partie de la contraction des exportations a été subie par l'Europe occidentale, principal débouché, où les importations nettes ont diminué d'au moins 10 pour cent par rapport à 1957. Les besoins des pays d'Europe méridionale en huiles comestibles liquides pour compléter leurs disponibilités d'huile d'olive, bien qu'importants, ont été inférieurs à l'année précédente. Les achats de matières premières pour les huileries du nord-ouest de l'Europe ont été fortement réduits. La production de margarine, qui s'était rapidement développée jusqu'en 1956, a encore diminué de 2 pour cent à cause des stocks importants de beurre à bas prix pendant le premier semestre de 1958, et peut-être également parce que le niveau maximum de consommation de matières

TABLEAU II-24 - ESTIMATION DES DISPOBILITÉS ET DE L'UTILISATION DES MATIÈRES GRASSES,  
PRINCIPALEMENT POUR L'ALIMENTATION, 1948-58

	Moyenne 1948-52	Moyenne 1953-57	1957	1958 (prov.)	Répartition en pourcentage	
					Moyenne 1948-52	1957
	<i>Millions de tonnes</i>					
PRODUCTION						
Beurre et ghee (teneur en matières grasses) .....	3,3 18,1	3,8 22,0	4,1 23,8	4,2 23,5	16 84	15 85
Autres produits <sup>1</sup> .....						
<b>TOTAL</b> .....	<b>21,5</b>	<b>25,8</b>	<b>27,9</b>	<b>27,7</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
UTILISATION (non compris le beurre)						
<i>Utilisation estimée:</i>						
Margarine .....	2,1 (1,2)	3,1 (1,6)	3,4 (1,7)	3,5 (1,7)	12 (6)	14 (7)
dont Europe occidentale .....						
Savon .....	2,7	3,0	3,1	...	15	13
Graisses de cuisine <sup>2</sup> .....	1,0	1,2	1,1	1,2	6	5
<b>TOTAL</b> .....	<b>5,9</b>	<b>7,3</b>	<b>7,7</b>	<b>...</b>	<b>32</b>	<b>32</b>
Quantités conservées dans les principaux pays producteurs pour d'autres usages						
Asie .....	4,9	5,6	6,0	...	27	25
Amérique latine .....	1,1	1,6	1,7	...	6	7
Afrique .....	0,9	0,9	1,0	...	5	4
Océanie .....	0,1	—	—	...	—	—
<b>TOTAL</b> .....	<b>7,0</b>	<b>8,1</b>	<b>8,6</b>	<b>...</b>	<b>39</b>	<b>36</b>
<i>Autres utilisations:</i>						
Amérique du Nord .....	2,0	2,2	2,3	...	11	10
U.R.S.S. et Europe orientale .....	1,0	1,4	1,7	...	5	7
Europe occidentale .....	2,2	3,0	3,5	...	12	15
dont huile d'olive <sup>3</sup> .....	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(4)	(4)
<b>TOTAL</b> .....	<b>5,2</b>	<b>6,6</b>	<b>7,5</b>	<b>...</b>	<b>29</b>	<b>31</b>

<sup>1</sup> Huiles végétales comestibles, huiles de coco, de palme et de palmiste, suif, saindoux et autres graisses d'abattage, huiles d'animaux marins. - <sup>2</sup> Nombre limité de principaux producteurs seulement - <sup>3</sup> Consommation des pays producteurs seulement.

grasses par habitant a été atteint dans plusieurs pays. Le fléchissement à long terme de la production de savon semble également s'être accéléré. La demande d'importation de saindoux a diminué et les importations d'huiles siccatives et industrielles se sont ressenties de la réduction des expéditions de graine et d'huile de lin. Dans les autres régions, les quantités de matières grasses principalement destinées à l'alimentation qui ont été retenues dans les pays producteurs, ont encore augmenté en 1958 (tableau II-24).

On prévoit une reprise de la production et des exportations. D'après les renseignements dont on dispose, les récoltes de la fin de 1958 seraient abondantes en Chine continentale et en U.R.S.S. Aux Etats-Unis, les approvisionnements et les excédents exportables sont sensiblement plus élevés qu'au cours de l'exercice commercial terminé en

septembre 1958. En Afrique occidentale, les récoltes d'arachides sont moins abondantes, mais, compte tenu des stocks de report, les quantités exportables sont encore très supérieures à la moyenne de ces dernières années. Les disponibilités de coprah devraient augmenter du fait de l'amélioration des conditions météorologiques.

On escompte un développement de la demande d'importation, particulièrement en Europe occidentale, ainsi qu'une certaine amélioration des prix mondiaux. Les hausses de prix se sont maintenues pendant les premiers mois de 1959 et le rythme des importations a augmenté dans certains pays du nord-ouest de l'Europe. On prévoit une nouvelle diminution de la demande pour les savonneries européennes, mais la production de margarine devrait augmenter et la consommation

d'huiles industrielles et siccatives devrait revenir à un niveau plus normal. Bien que, pour une année creuse, la récolte d'olives ait été bonne dans les pays méditerranéens, les besoins d'autres huiles de cette région continueront de croître. On prévoit aux Etats-Unis que la consommation intérieure atteindra un nouveau chiffre record.

#### FRUITS FRAIS

##### *Pommes et poires*

Au cours de ces dernières années, la production mondiale de pommes et de poires a été fortement influencée par les importantes fluctuations de la production européenne. En 1958/59, la récolte de l'Europe occidentale a été exceptionnelle, ayant été plus du double de celle de l'année précédente, qui avait été défavorable. Dans les autres régions, la production a subi peu de changement, sauf en Argentine où elle a fortement baissé par suite des gelées tardives; en Australie et aux Etats-Unis, elle a légèrement augmenté.

En raison de l'abondance des disponibilités, certains pays ont limité les importations et les prix ont en général fortement baissé. Les importations européennes de fruits d'hiver semblent avoir été très inférieures à celles de l'année précédente, et les quantités importantes emmagasinées constitueront également un obstacle aux exportations de l'hémisphère sud durant le printemps et l'été de 1959.

##### *Agrumes*

La production d'agrumes a également atteint des niveaux record en 1958/59; on estime en effet qu'elle a augmenté de 16 pour cent environ. Cet accroissement est dû en majeure partie aux Etats-Unis dont la production d'oranges et de pamplemousses n'a pourtant pas encore rejoint le niveau atteint avant les gelées de 1958. Des augmentations substantielles ont également été enregistrées dans les pays méditerranéens.

En dépit de l'accroissement de la production, le commerce mondial d'oranges et de mandarines a probablement été inférieur en 1958/59 à celui de la saison précédente. Les exportations d'oranges d'été de l'Union sud-africaine ont fortement baissé, car la proportion de fruits qui ne répondent pas aux normes de qualité à l'exportation a été anormalement élevée du fait des dégâts causés par

la sécheresse. La demande d'importation d'agrumes d'hiver a baissé en raison de la récolte exceptionnelle de fruits en Europe. Le mauvais temps a retardé la récolte et les expéditions dans plusieurs pays méditerranéens. La campagne 1958/59 des oranges d'hiver a débuté en octobre avec des prix élevés sur les marchés de Londres et de Hambourg, mais les cours ont fléchi par la suite.

Les exportations de citrons ont augmenté parallèlement à la production. Les exportations des Etats-Unis n'ont pas atteint le chiffre élevé de l'année dernière, mais l'Italie a conquis une place plus importante sur le marché.

##### *Bananes*

Les exportations de bananes ont encore augmenté en 1958. Les envois de l'Equateur, principal exportateur, sont passés de 26 à près de 29 millions de régimes. L'accroissement des importations a été surtout marqué en France, aux Etats-Unis et en Allemagne occidentale. Les importations de ce dernier pays sont passées de 120 000 tonnes en 1953 à 300 000 tonnes en 1956 et 420 000 tonnes en 1958, ce qui a provoqué une baisse importante des prix, surtout à partir de septembre 1958.

#### FRUITS SECS ET VIN

##### *Raisins secs et raisins de Corinthe*

Bien que la production ait atteint 625 000 tonnes environ en 1958/59, soit une augmentation de 2 pour cent, elle est encore inférieure aux niveaux atteints précédemment. Aux Etats-Unis, la récolte est encore inférieure à la moyenne. En Grèce, la production de raisins de Corinthe a légèrement diminué et la production de sultanas a été inférieure d'un tiers au niveau record de la campagne précédente. Le recul des exportations de raisins secs des pays de l'hémisphère nord a été largement compensé par l'accroissement des exportations de l'Australie qui a été en 1958/59 le premier exportateur mondial de raisins secs. Compte tenu de la stabilité relative des exportations de raisins de Corinthe, on estime que les exportations totales de toutes les catégories de raisins secs ont augmenté d'environ 11 000 tonnes en 1958/59 (tableau II-25).

Les stocks étaient anormalement faibles au début de la campagne 1958/59. En raison de la lé-

TABLEAU II-25 – PRODUCTION ET EXPORTATIONS MONDIALES DE RAISINS SECS ET DE RAISINS DE CORINTHE, 1955/56-1958/59

	Production <sup>1</sup>				Exportations <sup>2</sup>			
	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Milliers de tonnes .....								
RAISINS SECS								
Etats-Unis <sup>3</sup> .....	204	181	148	156	72	46	25	25
Turquie .....	141	186	131	147	27	65	48	58
Iran .....	60	62	63	64	39	39	41	42
Grèce <sup>4</sup> .....	42	41	63	43	44	42	58	40
Espagne .....	9	9	8	10	5	6	5	6
Autres pays .....	22	22	22	24	5	3	13	10
Total Hémisphère nord .....	478	501	435	444	192	201	190	181
Australie .....	71	46	70	78	55	33	53	69
Union sud-africaine <sup>5</sup> .....	8	5	5	7	4	5	2	4
Autres pays .....	8	11	4	3	1	—	—	...
Total Hémisphère sud .....	87	62	79	88	60	38	55	73
TOTAL MONDIAL <sup>6</sup> .....	565	563	514	532	252	239	245	254
RAISINS DE CORINTHE								
Grèce .....	65	92	86	81	58	59	65	65
Australie .....	11	14	11	11	7	9	6	8
Union sud-africaine .....	1	1	1	1	—	—	—	—
TOTAL MONDIAL <sup>6</sup> .....	77	107	98	93	65	68	71	73
TOTAL, RAISINS SECS ET RAISINS DE CORINTHE <sup>6</sup> .....	642	670	612	625	317	307	316	327

<sup>1</sup> Campagne commençant avec la récolte de l'Hémisphère sud dans la première partie de la période indiquée. – <sup>2</sup> Année commerciale pour l'Hémisphère nord: septembre-août; Australie: mars-février; autres pays de l'Hémisphère sud: année civile. – <sup>3</sup> La production comprend une petite quantité de raisins de Corinthe. – <sup>4</sup> Les chiffres de production ne portent que sur les sultanas (raisins sans pépins), mais les exportations comprennent tous les raisins secs. – <sup>5</sup> Les exportations comprennent une petite quantité de raisins de Corinthe. – <sup>6</sup> Non compris l'U.R.S.S.

gère augmentation de la production, les disponibilités totales seront probablement inférieures aux besoins, et il n'y aura pas de stocks invendus de raisins secs à la fin de la campagne. Les prix ont monté du fait de l'amenuisement des disponibilités et les perspectives des cours seront conditionnées principalement par le volume de la nouvelle récolte.

#### Dattes

On estime qu'en 1958 la production a sensiblement dépassé les 1,4 million de tonnes enregistrées les deux années précédentes. En Iran et en Irak, la récolte de dattes a augmenté d'environ 20 pour cent. D'après les renseignements provisoires dont on dispose, le niveau des exportations n'aurait pas subi de changements notables. Le Japon a cessé ses importations de dattes de l'Irak, mais les débouchés se sont développés, notamment dans la République arabe unie, l'Arabie saoudite, ainsi qu'à Bahreïn et Aden.

#### Vin

La production vinicole a regagné le terrain perdu après la forte baisse de 1957. En Italie, la production a augmenté de 23 millions d'hectolitres et atteint ainsi un nouveau chiffre record; en Allemagne occidentale et en Autriche, on a également enregistré des récoltes sans précédent. En France, la récolte, bien que supérieure de 14 millions d'hectolitres au niveau très bas de 1957, est encore très inférieure à la moyenne, et l'on a enregistré également des baisses importantes de production en Algérie et au Portugal. On estime que les exportations de vin ont encore augmenté légèrement. La France a continué d'importer de grosses quantités de vin et, par suite de la réduction des exportations d'Algérie, 4,1 millions d'hectolitres, soit un cinquième des importations françaises, ont été fournis par l'Espagne, le Portugal et la Grèce, qui ne vendent normalement en France que 100 000 hectolitres par an. Alors que les exportations algériennes ont diminué de 25 pour

TABLEAU II-26. — PRODUCTION, PRIX ET BROYAGES DES FÈVES DE CACAO DANS LE MONDE, MOYENNE 1949-53 ET 1955-59<sup>1</sup>

	Moyenne 1948/49-1952/53	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Milliers de tonnes .....						
<b>PRODUCTION</b>						
Afrique .....	499 (362)	492 (329)	521 (349)	584 (405)	458 (300)	539 (385)
Ghana et Nigeria .....	(109)	(130)	(138)	(140)	(119)	(116)
Territoires français .....	253 (130)	298 (151)	304 (171)	298 (161)	304 (162)	305 (165)
Amérique latine .....	8	11	11	13	13	15
Brésil .....						
Asie et Océanie .....						
<b>TOTAL MONDIAL .....</b>	<b>760</b>	<b>801</b>	<b>836</b>	<b>895</b>	<b>775</b>	<b>855</b>
<b>PRIX</b>						
Accra, prix du disponible à New York (USA cents/lb.) .....	31,4	43,0	29,4	26,9	43,1	<sup>2</sup> 39,5
Accra, prix du disponible à Londres (sh.d./hundredw.) .....	254/10	338/4	233/4	220/4	348/5	<sup>2</sup> 311/4
<b>Moyenne 1949-53</b>	<b>1955</b>	<b>1956</b>	<b>1957</b>	<b>1958</b>	<b>1959 (prévision)</b>	
..... Milliers de tonnes .....						
<b>BROYAGES</b>						
Europe .....	358 (117)	382 (103)	420 (94)	480 (110)	425 (96)	417 (96)
Royaume-Uni .....	(51)	(76)	(95)	(100)	(95)	(85)
Allemagne occidentale .....						
Amérique du Nord et centrale .....	290 (258)	227 (191)	262 (227)	273 (235)	247 (210)	245 (208)
États-Unis .....	63	72	71	90	92	92
Amérique du Sud .....	45	47	55	54	59	70
<b>TOTAL MONDIAL .....</b>	<b>756</b>	<b>728</b>	<b>808</b>	<b>897</b>	<b>823</b>	<b>824</b>

<sup>1</sup> Estimation du Comité des statistiques, Groupe FAO d'étude du cacao, 12 mai 1959 - <sup>2</sup> Jusqu'en avril 1959.

cent, celles de l'Espagne ont doublé, et celles de la Grèce ont presque septuplé, par rapport à 1957.

En raison de la faible production de 1957, les prix du vin ont subi une forte hausse à partir de la fin de 1957 dans les pays producteurs. Cependant, lorsque les prévisions d'une bonne récolte ont été confirmées en automne 1958, les prix ont rapidement baissé.

#### FÈVES DE CACAO

Il est encore difficile de discerner une tendance marquée à long terme de l'augmentation de la production de cacao, bien que l'on ait enregistré une reprise en 1958/59 (tableau II-26). La production est passée de 801 000 tonnes en 1954/55 à 836 000 tonnes en 1955/56 et 895 000 tonnes en 1956/57,

mais elle est retombée à 775 000 tonnes en 1957/58. Les estimations de la récolte 1958/59, très favorables au début de la saison, ont été réduites par la suite en raison du mauvais temps ainsi que des maladies et attaques parasitaires en Afrique occidentale. Cependant, il est apparu par la suite que la récolte, bien que tardive, ne serait pas inférieure à la moyenne. D'après les estimations actuelles, la production atteindra 855 000 à 870 000 tonnes, soit plus de 80 000 tonnes de plus que l'année précédente, mais demeurera encore inférieure au niveau record de 1956/57.

A la suite de la mauvaise récolte de 1957/58, les prix sont passés de 180 shillings par *hundred-weight* en mars 1957 à 360 shillings un an plus tard, et la moyenne pour l'année agricole 1957/58 s'est établie aux environs de 350 shillings. Cependant, lorsque la production était tombée au même

niveau en 1953/54, les prix avaient atteint 550 shillings environ, avec une moyenne de 467 shillings pour l'année 1954. La réaction différente des prix enregistrée pendant la seconde période peut être attribuée au fait que les stocks des fabricants étaient plus abondants et que la consommation s'est adaptée plus rapidement. L'amélioration des renseignements statistiques a permis également aux fabricants de faire preuve de plus de prudence dans leurs achats. L'évolution de la consommation depuis 1954 montre qu'elle est fortement affectée par les changements de prix.

Au cours de la période 1958/59 les prix ont varié entre 270 et 360 shillings par *hundredweight*. Les prévisions assez pessimistes de production formulées à la fin de 1958 ont raffermi les prix, mais la crainte des effets que des prix trop élevés pourraient exercer sur la consommation a modéré la hausse, et les cours ont promptement réagi à l'amélioration des perspectives de récolte au début de 1959. Même la hausse relativement faible des prix enregistrée à la fin de 1958 semble avoir eu des effets défavorables sur la consommation. Les broyages mondiaux sont estimés à 823 000 tonnes en 1958, soit près de 10 pour cent de moins qu'en 1957, et il semble qu'en 1959 la consommation n'augmentera pas et sera peut-être même moins élevée. En conséquence, un accroissement sensible de la production en 1959/60 pourrait avoir un effet marqué sur les prix.

## CAFÉ

En 1958, pour la seconde année consécutive, l'économie mondiale du café a été caractérisée par l'accroissement de la production, la stabilité du volume des échanges, la baisse des cours, l'accumulation importante des stocks dans les pays producteurs et le fléchissement graduel des prix (tableau II-27). La coopération internationale s'est élargie et a abouti à la création, en juin 1958, du Groupe international d'étude du café et à la conclusion, en septembre, de l'Accord sur le café. Aux termes de ce dernier, quinze pays d'Amérique latine, soutenus par la France et le Portugal agissant au nom de leurs territoires d'Afrique, sont convenus de conserver un certain pourcentage de leurs disponibilités exportables.

La production mondiale, estimée à 55 millions de sacs (3,4 millions de tonnes) a dépassé de 10 pour cent celle de 1958/59, principalement à cause

TABLEAU II-27. — PRODUCTION, IMPORTATIONS, STOCKS ET PRIX MONDIAUX DU CAFÉ, 1956/57-1958/1959

	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Milliers de tonnes .....			
PRODUCTION MONDIALE .....	2 510	3 090	3 410
dont:			
Brésil .....	979	1 420	1 730
Ensemble de l'Amérique latine .....	1 870	2 372	2 710
Afrique .....	517	530	560
Asie-Océanie .....	118	133	133
IMPORTATIONS MONDIALES <sup>1</sup> .....	2 264	2 259	2 270
dont:			
Etats-Unis .....	1 274	1 252	1 212
Europe occidentale .....	748	755	800
STOCKS D'OUVERTURE			
Brésil-Colombie <sup>2</sup> .....	670	565	935
..... En cents des E.-U. par lb. .....			
PRIX <sup>1</sup>			
Santos N° 4 .....	58,1	56,9	48,4
Colombie Mams .....	74,0	63,9	52,3
Côte-d'Ivoire, courant .....	31,0	34,2	36,5

<sup>1</sup> Année civile, première année indiquée. — <sup>2</sup> Le 1er juillet de la première année indiquée.

de l'accroissement de 19 pour cent de la production au Brésil. La production africaine a augmenté dans l'ensemble de 6 pour cent environ; les avances les plus marquées ont été enregistrées dans les territoires belges, la Côte-d'Ivoire et l'Ouganda.

Cet accroissement de la production ne s'est pas traduit dans le volume des importations qui, avec 2,3 millions de tonnes, n'a que très légèrement dépassé le niveau de 1957. Prévoyant une nouvelle baisse des prix, les acheteurs ont limité leurs commandes aux besoins immédiats de la consommation. Les Etats-Unis ont importé 1,2 million de tonnes en 1958, soit 3 pour cent de moins qu'en 1957 en quantité, et 15 pour cent en valeur. Cependant, les importations d'Europe occidentale ont atteint 800 000 tonnes, soit une augmentation de 7 pour cent. Les exportations de cafés doux et robusta se sont maintenues, mais les exportations brésiliennes ont diminué de 11 pour cent en volume et de 19 pour cent en valeur. Les exportations de café de toute l'Amérique latine ont représenté 1 952 millions de dollars U.S. en 1956 et 1 788 millions de dollars en 1957, alors qu'elles n'ont rapporté que 1 400 millions de dollars environ en 1958.

La baisse des prix s'est poursuivie pendant toute l'année 1958 et au début de 1959; elle a touché particulièrement le café brésilien, dont les prix ont fléchi de 33 pour cent entre le début de 1958 et mars 1959. Les prix de détail ont baissé d'environ

11 pour cent au cours de 1958 aux Etats-Unis, et l'on a enregistré des ajustements progressifs en baisse dans certains pays européens. La consommation a bien réagi à la baisse des prix. Aux Etats-Unis, les quantités torréfiées ont augmenté de 3 pour cent et atteint le chiffre le plus élevé depuis 1949, et la consommation s'est bien maintenue en France, au Royaume-Uni et en Allemagne occidentale.

On prévoit un accroissement sensible des importations en 1959, en raison de la baisse des prix et de la nécessité pour les pays importateurs de reconstituer leurs stocks qui ne représentent actuellement que quelques semaines de consommation. Les exportations brésiliennes ont été relativement fortes depuis le début de 1959. Il est également probable que la consommation des pays producteurs se développera, car la réduction des contingents d'exportation a jeté sur le marché intérieur une plus grande quantité de café à prix réduit. Cependant les stocks seront plus élevés au début de la campagne 1959/60 qu'un an auparavant, et atteindront probablement 28 millions de sacs environ (1,7 million de tonnes), ce qui représente 70 pour cent de la consommation annuelle mondiale. Les stocks brésiliens s'élevaient à 13,9 millions de sacs (800 000 tonnes) au 1<sup>er</sup> juillet 1958 et atteindront probablement 21 à 22 millions de sacs (1,3 million de tonnes) au commencement de la nouvelle campagne.

Au Brésil, les conditions de la végétation pour 1959/60 sont bonnes jusqu'à présent, et si l'abondance de la récolte confirme les prévisions (30-31 millions de sacs, soit 1,8-1,9 million de tonnes) la production mondiale pourrait atteindre un nouveau chiffre record de 57 à 58 millions de sacs (3,4 à 3,5 millions de tonnes). Dans ces conditions, il est à prévoir qu'aucun achat important ne sera fait pour constituer des stocks, et l'augmentation possible de la consommation ne suffira pas à absorber les énormes quantités exportables. Il semble donc que dans l'ensemble les prix n'aient pas encore atteint leur niveau d'équilibre à long terme.

## THÉ

La production de thé (non compris l'U.R.S.S. et la Chine) a atteint en 1958 750 000 tonnes environ, soit 5 pour cent de plus qu'en 1957. Elle a augmenté dans tous les pays producteurs de

l'Extrême-Orient et de l'Afrique, à l'exception de l'Indonésie. L'Inde a atteint trois ans à l'avance l'objectif qu'elle s'était fixé dans son second plan quinquennal. La production de Ceylan, à 187 000 tonnes, constitue un record et celle du Pakistan est en reprise.

Les exportations ont dépassé de 30 000 à 40 000 tonnes le niveau de 1957. Parmi les principaux pays consommateurs, les importations nettes du Canada, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont été cependant légèrement inférieures, et l'augmentation des importations dans les pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord a été le principal facteur de l'accroissement du volume du commerce mondial; cette tendance est conforme à celle qui a été observée depuis la guerre, les importations de thé dans les pays occidentaux demeurant relativement stables tandis qu'elles s'élevaient rapidement dans les pays musulmans d'Asie et d'Afrique.

L'importance des disponibilités à l'exportation, surtout en thés de qualité basse ou moyenne, a eu des effets quelque peu défavorables sur les politiques d'achat et sur les prix. Sans que les fluctuations de prix aient été particulièrement marquées en 1958, ceux-ci se sont établis, dans l'ensemble, au-dessous de ceux de l'année précédente, et l'écart des prix entre les thés de qualité et les thés ordinaires est resté très grand. Afin de faire face à la concurrence sur le marché mondial et de stimuler les ventes, Ceylan et l'Inde ont réduit les taxes et droits à l'exportation sur les thés ordinaires. Au cours des discussions entre les représentants des associations de producteurs de l'Inde et de Ceylan qui ont eu lieu à la fin de 1958, un renouveau d'intérêt s'est manifesté en faveur d'une réglementation de la commercialisation.

Pour 1959, on prévoit que les disponibilités vont encore augmenter. La production se développe non seulement dans les pays traditionnellement producteurs de l'Extrême-Orient, mais encore en Afrique, en Amérique latine et en Chine continentale. Lorsque les superficies qui, selon les rapports reçus, ont été plantées en 1953, seront en plein rendement, la production de la Chine augmentera probablement d'une façon appréciable: elle vient actuellement au troisième rang des pays producteurs. La majeure partie de l'augmentation prévue dans le monde entier proviendra de régions qui produisent surtout des thés de basse qualité, et la demande restera donc active pour les thés de haute qualité. Il est vraisemblable que l'excé-

dent des approvisionnements en thé de basse qualité continuera de peser sur les prix.

#### TABAC

La production de tabac a légèrement fléchi en 1958, en raison surtout d'une diminution de la production de feuilles de tabac de type oriental en Grèce, en Turquie et en Yougoslavie. La production de tabac à cigarettes a sensiblement augmenté aux Etats-Unis, et la tendance favorable concernant les récoltes de *flue-cured*, de Burley et de Maryland se maintiendra probablement en 1959 quand l'Acreage Reserve Program sera venu à son terme. Au Canada, la récolte de tabac de 1958 a atteint un chiffre record, mais dans la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland l'accroissement de la production est faible, le mauvais temps ayant gravement endommagé les récoltes et la qualité du tabac en ayant souffert.

Le niveau des exportations a légèrement fléchi par rapport à 1957. Les exportations de Grèce et de Turquie ont diminué et celles des Etats-Unis pour le tabac non manufacturé ont fléchi de 4 pour cent, baisse imputable surtout à la réduction de la demande d'importation de feuille *flue-cured* américaine. Les exportations de l'Inde vers le Royaume-Uni, leur principal débouché, ont augmenté de près de 25 pour cent.

En 1958, les prix des feuilles *flue-cured* ont augmenté très fortement aux Etats-Unis, sous la double influence d'une diminution de l'offre et d'un accroissement de la demande intérieure, ce qui ajoutera à la difficulté de trouver des marchés d'exportation. Les prix des tabacs *flue-cured* en Rhodésie et au Nyassaland ont baissé et le prix moyen du tabac *dark fire-cured* a fléchi au Nyassaland de près de 20 pour cent par suite d'une baisse de la qualité. Au Canada, les offres aux enchères ont eu tendance à s'établir au-dessous des prix minimums fixés par le Growers' Marketing Board pour le *flue-cured*. La réduction de l'offre de tabac de type oriental a provoqué une hausse des prix des tabacs turcs, mais en Grèce les prix ont baissé en raison de la détérioration de la qualité.

Les stocks ont diminué sensiblement aux Etats-Unis pour la première fois depuis la guerre. Au Royaume-Uni, le niveau des stocks a légèrement décliné, mais en Grèce les stocks avaient augmenté de près d'un tiers à la fin de 1958. Ceux du Canada sont également en augmentation.

La consommation de cigarettes a continué à augmenter en 1958, de façon modérée aux Etats-Unis et considérable au Royaume-Uni. On a également noté un certain accroissement de la consommation d'autres tabacs à fumer, contrairement à la tendance observée au cours des années précédentes. La consommation de cigares s'est accrue considérablement aux Etats-Unis, en raison surtout du succès croissant des petits cigares et cigarillos.

#### COTON

Les disponibilités ont été un peu plus élevées en 1958/59, en dépit d'une nouvelle réduction des stocks de début de campagne qui sont tombés de 4,9 à 4,7 millions de tonnes, traduisant le fléchissement considérable des stocks excédentaires aux Etats-Unis (tableau II-28). La production mondiale est montée de 9,1 à 10 millions de tonnes environ. On signale en Chine une augmentation de près de 50 pour cent, et la production de l'U.R.S.S. s'est rétablie au niveau record de 1956/57. Des rendements record ont élevé la production des Etats-Unis, en dépit d'une nouvelle restriction des superficies autorisées, et les récoltes de longues fibres dans la Province égyptienne de la République arabe unie et au Soudan ont également été plus abondantes.

Il est vraisemblable que la consommation mondiale marquera un certain accroissement en 1958/59. On signale un développement de la consommation en U.R.S.S., en Europe orientale et en Chine, ainsi que dans les pays producteurs du Proche-Orient et de l'Amérique latine. Aux Etats-Unis et au Canada, elle a légèrement progressé, mais en Europe occidentale et au Japon elle a fléchi de plus de 10 pour cent. Il se peut que les échanges internationaux aient diminué de 3,1 à quelque 2,7 millions de tonnes. Les exportations des Etats-Unis sont brusquement tombées, mais la plupart des autres pays ont augmenté leurs exportations.

Les prix mondiaux ont baissé presque constamment pendant toute la première partie de la campagne, ceux des longues fibres plus brutalement que les autres. Seuls les prix des Etats-Unis sont restés relativement stables. A la fin d'avril 1959, le prix du coton des Etats-Unis était de 8 pour cent moins cher, mais tous les autres types avaient baissé de 10 à 23 pour cent sur les prix du début de campagne.

En 1959/60, les stocks de début de campagne

TABLEAU II-28. - COTON: DISPOBILITÉS ET CONSOMMATION MONDIALES, 1953/54-1958/59

	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)	1959/60 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
STOCKS DE DÉBUT DE CAMPAGNE							
Etats-Unis .....	1,2	2,1	2,5	3,2	2,5	1,9	2,0
U.R.S.S., Europe orientale et Chine .....	0,5	0,5	0,3	0,4	0,5	0,7	1,0
Autres exportateurs nets .....	1,1	0,8	0,8	0,6	0,6	0,8	0,9
Importateurs nets .....	1,2	1,3	1,3	1,1	1,3	1,3	1,1
TOTAL MONDIAL .....	4,0	4,6	4,9	5,3	4,9	4,7	5,0
PRODUCTION							
Etats-Unis .....	3,6	3,6	3,2	2,8	2,4	2,5	2,9
U.R.S.S. et Chine .....	2,4	3,0	3,2	2,8	2,4	2,5	...
Autres pays .....	3,0	3,4	3,5	3,4	3,6	3,8	...
TOTAL MONDIAL .....	9,0	8,9	9,5	9,1	9,1	10,0	...
DISPOBILITÉS MONDIALES .....	13,0	13,5	14,4	14,4	14,0	14,7	...
CONSOMMATION							
Etats-Unis .....	1,9	1,9	2,0	1,9	1,8	1,8	...
U.R.S.S., Europe orientale et Chine .....	2,6	2,6	2,7	2,8	3,1	3,6	...
Autres pays .....	3,9	4,1	4,2	4,6	4,4	4,3	...
TOTAL MONDIAL .....	8,4	8,6	8,9	9,3	9,3	9,7	...

SOURCE: Comité consultatif international du coton.

enregistreront peut-être une certaine augmentation. Le nombre des producteurs ayant décidé de ne planter que leur surface de base avec un prix de soutien de 80 pour cent de la parité a été plus élevé qu'on ne prévoyait, mais les dispositions de la Banque du sol sur les superficies réservées n'étant plus appliquées, la récolte est provisoirement estimée à 2,9 millions de tonnes, soit une augmentation de 16 pour cent. Les plans de la Chine et de l'U.R.S.S. prévoient une nouvelle expansion mais il semble probable qu'ailleurs une diminution sera enregistrée, notamment dans la Province égyptienne de la République arabe unie, au Mexique et au Soudan.

Aux Etats-Unis, le programme des exportations de coton pour 1959/60 prévoit que la subvention sera maintenue, mais son taux passe de  $6\frac{1}{2}$  à 8 cents par livre et pourra être modifié sans avis préalable. Parallèlement, le prix intérieur, établi d'après les nouveaux taux de soutien différentiels, sera sensiblement réduit. On espère que cette baisse des prix par rapport à ceux des fibres artificielles stimulera la demande de coton. En tablant sur une reprise de l'activité économique, notamment dans les pays importateurs où les stocks actuels sont relativement faibles, il semble qu'on puisse escompter un accroissement du commerce.

## Laine

On estime que les disponibilités de laine ont augmenté de 5 pour cent en 1958/59. Les stocks des producteurs ont considérablement augmenté en Amérique du Sud ainsi qu'en Nouvelle-Zélande et en Union sud-africaine où l'application du système des prix de réserve a amené un certain accroissement des stocks. La tonte mondiale a légèrement augmenté, atteignant 1,6 million de tonnes (dessuintée) traduisant une reprise après la sécheresse qui avait sévi en Australie et en Union sud-africaine, en même temps qu'un accroissement constant des troupeaux en Argentine et en Nouvelle-Zélande (tableau II-29).

Le déclin dans la consommation de la laine, observé au début de 1957, a été arrêté au cours du troisième trimestre de 1958 (graphique II-12). La consommation mondiale pour l'année tout entière n'a été inférieure que de 6 pour cent au chiffre record de 1957. La tendance à l'utilisation accrue des fibres artificielles s'est renversée également vers la fin de 1958, lorsque la laine est devenue meilleur marché que la plupart des fibres synthétiques. Les stocks de laine dans les pays consommateurs, déjà relativement peu importants, ont encore diminué avec la reprise de la consommation. Les échanges mondiaux

TABLEAU II-29. — LAINE: PRODUCTION, CONSOMMATION ET STOCKS MONDIAUX, 1953/54-1958/59

	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Milliers de tonnes (dessuintée) .....						
PRODUCTION .....	1 170	1 191	1 261	1 330	1 305	1 357
CONSOMMATION <sup>1</sup> .....	1 165	1 198	1 297	1 340	1 266	<sup>2</sup> 1 300
STOCKS DE DÉBUT DE CAMPAGNE						
Dans les pays producteurs .....	97	112	130	92	79	122
Dans les pays consommateurs, et sous voile:						
volume .....	386	382	356	358	368	364
mois de consommation .....	4,0	3,8	3,3	3,2	3,5	3,4

SOURCE: Groupe international d'étude de la laine et Commonwealth Economic Committee.

<sup>1</sup> Année civile, seconde année indiquée. — <sup>2</sup> Estimation.

ont augmenté de près de 20 pour cent pendant le second semestre de 1958 en raison de l'accroissement des expéditions de l'Amérique du Sud consécutif aux mesures de réforme monétaire.

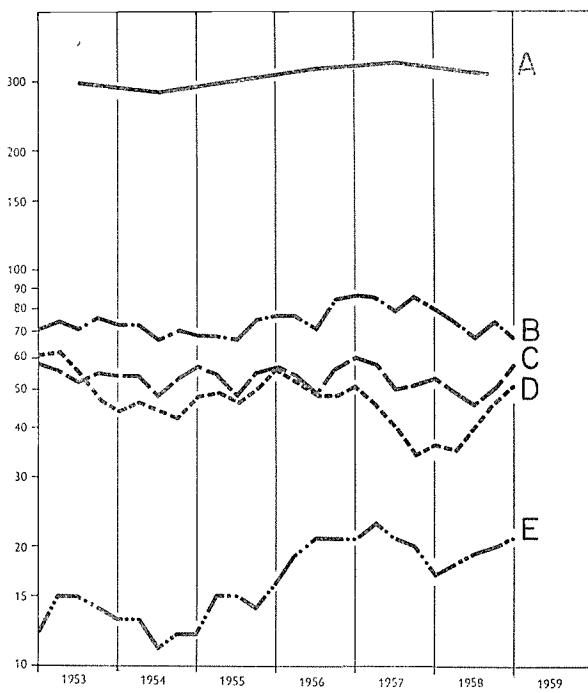
Les prix ont fléchi pendant la première moitié de la campagne, mais moins brutalement qu'en

1957/58. La reprise a débuté en novembre 1958 pour les croisés et en janvier 1959 pour le mérinos; en avril, les prix correspondaient à 95-105 pour cent des cours d'il y a un an.

Avec une activité économique croissante, notamment aux Etats-Unis, il est probable que la reprise de la demande de laine s'accentuera. L'influence conjuguée des nouvelles techniques donnant à la laine certaines des caractéristiques des fibres synthétiques permettra sans doute aux produits lainiers d'enrayer dans une certaine mesure la concurrence des fibres artificielles.

GRAPHIQUE II-12. CONSOMMATION DE LAINE VIÈGRE DANS LES PRINCIPAUX PAYS MANUFACTURIERS

(Echelle semi-logarithmique)

Milliers de tonnes  
(laine dessuintée)

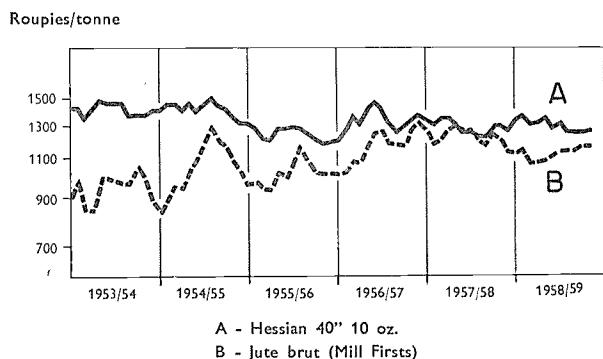
- A - Monde (chiffres annuels)  
 B - Pays du Marché commun  
 C - Royaume-Uni  
 D - Etats-Unis  
 E - Japon

## JUTE

Les récoltes de 1958/59 ont été beaucoup plus abondantes, sauf toutefois pour les meilleures qualités. Le Pakistan a produit plus de 1,2 million de tonnes et l'Inde est presque parvenue à suffire à ses propres besoins en produisant 940 000 tonnes de jute et 290 000 tonnes de mesta (*kenaf*). Les pays producteurs secondaires n'ont enregistré que des progrès modérés, mais la Chine continentale aurait réalisé de nouveaux et considérables progrès.

Des récoltes plus abondantes, venant s'ajouter à des stocks d'ouverture en légère augmentation, ont provoqué une brusque réduction des prix au début de la campagne. Vers le milieu de celle-ci, toutefois, la fixation de prix minimums à l'exportation au Pakistan et la décision des filateurs indiens d'acheter cinq mois d'approvisionnement ont stabilisé les prix. La baisse des prix a stimulé la demande en Europe occidentale. Au Pakistan, la consommation des filatures est de 20 pour cent supérieure à celle de l'an dernier. En Inde, elle n'a pas sensiblement varié, mais des marges plus favorables entre les

GRAPHIQUE II-13. PRIX MENSUELS DU JUTE  
ET DES PRODUITS DU JUTE, CALCUTTA  
(Echelle semi-logarithmique)



prix du jute brut et ceux des produits de jute, résultant de l'abondance des disponibilités, sont de nature à encourager dans le proche avenir une plus forte consommation (tableau II-30 et graphique II-13).

Pour la première fois depuis 1950, l'Inde a levé les interdictions sur les exportations de jute brut. La qualité relativement médiocre de la fibre disponible pour l'exportation ainsi que l'importance des droits d'exportation ont cependant découragé les grosses expéditions. Bien que les exportations pakistanaise outre-mer aient augmenté de près de 10 pour cent, le fléchissement des expéditions à destination du marché indien pourrait n'être pas compensé par cette augmentation ni par une consommation intérieure plus élevée; une augmentation des stocks semble probable en fin de campagne.

Le gouvernement pakistanais se propose d'auto-

riser la mise en culture d'une superficie légèrement plus grande en 1959/60, mais les producteurs ne sont pas disposés à étendre leurs plantations.

#### FIBRES DURES

La production de fibres dures (environ 760 000 tonnes) a baissé de 3 pour cent en 1958. La production d'abaca est tombée à 93 000 tonnes, ayant encore baissé de 25 pour cent aux Philippines et se réduisant un peu en Amérique centrale et en Indonésie. La production de sisal a atteint le nouveau chiffre record de 517 000 tonnes. Elle a augmenté de 8 pour cent en Afrique orientale britannique, et des progrès du même ordre ont été enregistrés dans d'autres territoires africains, tandis que des baisses considérables étaient signalées pour le Brésil et l'Indonésie. La production d'henequen est en légère augmentation (tableau II-31).

En 1958, la demande de fibres dures a suffi à dégager les stocks dans la plupart des pays producteurs. Les besoins en abaca, bien que moins élevés qu'en 1957, ont dépassé la production courante. L'emploi du sisal et de l'henequen a augmenté en raison de l'importance des récoltes de céréales en Amérique du Nord. Les importations des Etats-Unis ont été inférieures de 5 pour cent environ à celles de 1957, reflétant l'augmentation des importations de ficelle mexicaine. En Europe occidentale, le niveau des importations est resté inchangé, mais le sisal a remplacé l'abaca, plus rare. Les importations

TABLEAU II-30. — JUTE (ET MESTA): PRODUCTION ET UTILISATION COMMERCIALE AU PAKISTAN ET EN INDE, 1953/54-1958/59

	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Millions de tonnes .....						
PRODUCTION						
Jute pakistanais .....	0,76	0,91	1,27	1,18	1,13	1,24
Jute indien .....	0,56	0,53	0,76	0,78	0,74	0,94
Mesta indien .....	0,12	0,20	0,21	0,27	0,23	0,29
TOTAL .....	1,44	1,64	2,24	2,23	2,10	2,47
UTILISATION COMMERCIALE						
Consommation des filatures indiennes .....	0,95	1,10	1,21	1,15	1,18	1,18
Consommation des filatures pakistanaises .....	0,05	0,06	0,12	0,16	0,17	0,20
Exportations pakistanaises outre-mer .....	0,68	0,71	0,79	0,74	0,71	0,77
TOTAL .....	1,69	1,87	2,13	2,05	2,06	2,15

SOURCE: Indian Jute Mills Association and Pakistan Jute Association.

TABLEAU II-31. — FIBRES DURES: PRODUCTION MONDIALE, 1953-58

	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Milliers de tonnes</i>						
Abaca .....	127	111	117	130	128	93
Philippines .....	109	100	107	124	119	89
Sisal .....	401	418	465	490	508	517
Afrique orientale britannique .....	207	217	219	227	230	247
Afrique portugaise .....	54	55	68	66	77	82
Brésil .....	66	66	90	102	117	102
Henequen .....	99	120	100	118	119	122
Mexique .....	87	104	91	106	108	111
Autres fibres dures .....	26	28	24	28	26	1 <sup>26</sup>

SOURCE: Economist Intelligence Unit.

japonaises ont fléchi de 25 pour cent (tableau II-32).

La tendance à la baisse des prix de l'abaca, amorcée vers le milieu de 1957, a été arrêtée en mai 1958 et, en mars 1959, les prix atteignaient leur niveau le plus élevé depuis la crise de Corée. Les prix du sisal sont devenus plus fermes dans la deuxième moitié de 1958, à la suite d'une diminution des disponibilités brésiliennes.

Il est fort possible que la demande pour le cordage et la ficelle progresse en 1959, aux Etats-Unis notamment, et si les récoltes sont normales, la consommation totale de fibres de corderie devrait être supérieure à celle de 1958. Il est peu vraisemblable que la production d'abaca se rétablisse complètement en 1959, et celle de sisal et d'henequen pourrait augmenter moins sensiblement qu'en 1958. La pénurie persistante d'abaca et le relâchement de la pression exercée par l'offre brésilienne de sisal

pourraient maintenir les prix à un niveau plus élevé qu'au cours des dernières années.

#### CAOUTCHOUC

La production de caoutchouc naturel a été légèrement plus importante en 1958 (tableau II-33). La principale augmentation provient tant des grandes que des petites exploitations de la Fédération de Malaisie, et la production s'est développée aussi à Ceylan, en Inde, en Thaïlande et au Viet-Nam. On estime que la production indonésienne sera à peu près la même qu'en 1957.

La consommation mondiale a atteint le chiffre record de près de 2 millions de tonnes, principalement en raison d'une demande sans précédent de l'Union soviétique, de l'Europe orientale et de la

TABLEAU II-32. — FIBRES DURES: IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PAYS CONSOMMATEURS, 1953-58

	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Milliers de tonnes</i>						
Etats-Unis .....	219	181	187	174	172	166
dont abaca .....	54	33	35	39	44	42
Royaume-Uni .....	76	78	94	81	87	85
dont abaca .....	15	15	18	17	16	14
Pays du Marché commun .....	102	130	156	176	183	188
dont abaca .....	17	16	19	18	17	14
Japon .....	36	35	44	49	53	47
dont abaca .....	30	26	32	32	34	27
Canada .....	26	31	36	36	41	34
dont abaca .....	3	3	3	3	3	2

SOURCE: Economist Intelligence Unit.

TABLEAU II-33. - CAOUTCHOUC NATUREL: PRODUCTION, CONSUMMATION ET STOCKS MONDIAUX, 1953-58

	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Milliers de tonnes</i>						
Production .....	1 755	1 839	1 948	1 918	1 933	1 990
Consommation ....	1 681	1 803	1 910	1 933	1 915	2 017
Stocks de fin d'année	716	732	765	739	765	749

SOURCE: Groupe international d'étude du caoutchouc.

Chine. La consommation a encore baissé de 10 pour cent aux Etats-Unis où elle a atteint son niveau le plus bas depuis la crise de Corée, tandis qu'elle a continué de flétrir au Royaume-Uni en raison de l'usage de plus en plus répandu du caoutchouc synthétique. En Europe occidentale et au Japon, la consommation a été stationnaire. Vers la fin

de 1958, elle a généralement donné des signes d'expansion (tableau II-34).

Les stocks mondiaux ont légèrement fléchi entre décembre 1957 et décembre 1958. Après un recul initial qui les a ramenés au niveau des prix du caoutchouc synthétique, les prix du caoutchouc naturel ont commencé à remonter en mai 1958, accélérant rapidement leur hausse jusqu'en novembre, et ils se sont maintenus, à l'exception d'un léger recul enregistré à la fin de l'année. Parallèlement, les marges entre les différentes qualités se sont resserrées.

Pour 1959 on prévoit que la consommation augmentera encore. Les programmes de développement industriel de l'U.R.S.S. et de la Chine entraînent une augmentation considérable des besoins en caoutchouc, encore que ces besoins puissent être partiellement satisfaits grâce au caoutchouc synthétique. Le redressement de la consommation aux Etats-Unis pourrait s'accentuer au

TABLEAU II-34. - CAOUTCHOUC NATUREL ET SYNTHÉTIQUE: CONSUMMATION DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS INDUSTRIELLES, 1953-58

	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Milliers de tonnes</i>						
Etats-Unis						
Naturel .....	562	606	645	571	547	493
Synthétique .....	797	647	909	888	943	886
Total .....	1 359	1 253	1 554	1 459	1 490	1 379
Royaume-Uni						
Naturel .....	233	243	250	196	184	178
Synthétique .....	5	9	21	40	58	64
Total .....	228	252	271	236	242	242
Europe occidentale						
Naturel .....	392	452	475	461	470	468
Synthétique .....	40	52	80	115	156	167
Total .....	432	504	555	576	626	635
Japon						
Naturel .....	90	90	89	111	132	129
Synthétique .....	2	2	4	9	13	16
Total .....	92	92	93	120	145	145
Europe orientale et U.R.S.S.						
Naturel <sup>1</sup> .....	106	50	86	212	169	284
Chine continentale						
Naturel <sup>1</sup> .....	61	63	51	96	117	150
Dans le reste du monde						
Naturel .....	247	299	314	286	296	315
Synthétique .....	42	42	66	99	107	114
Total .....	289	341	380	385	403	429

SOURCE: Groupe international d'étude du caoutchouc.

<sup>1</sup> Importations.

cours de la présente année, mais la capacité de production de caoutchouc synthétique n'est pas complètement utilisée. En Europe occidentale, où de nouvelles usines de caoutchouc synthétique ont été construites, l'augmentation pourrait être moins prononcée. A la cadence actuelle, il se peut que les disponibilités de caoutchouc naturel ne suffisent pas à couvrir la demande à court terme. La pression sur les prix dans le sens de la hausse pourrait stimuler la consommation de caoutchouc synthétique.

#### PRODUITS FORESTIERS

##### *Bois rond*

La production mondiale de bois rond a continué à fléchir légèrement en 1958 (tableau II-35). En 1957, la baisse de la production a eu pour cause une réduction des abattages en Amérique du Nord de 8 pour cent environ, conséquence de la régression, tandis que dans d'autres parties du monde la production continuait à augmenter. Toutefois, en 1958, le ralentissement ou l'arrêt de l'expansion industrielle a réduit la demande des consommateurs pour la plupart des catégories de produits forestiers dans les autres parties du monde également. Cette situation a provoqué un fléchissement des demandes de produits bruts dans la majorité des industries forestières, notamment en Europe. De même qu'en 1957, le fléchissement de la production a porté presque entièrement sur le bois rond industriel, la production de bois de feu demeurant plus ou moins inchangée.

En Amérique du Nord, le fléchissement de la production de bois rond d'industrie a été moindre qu'en 1957. En 1958, la récession a marqué un pallier et, vers la fin de l'année, la production industrielle, notamment le bâtiment, a commencé à reprendre. La demande ayant continué à s'élèver en 1959, il est vraisemblable que la production augmentera et atteindra le niveau de 1956.

La production de grumes s'est maintenue en Europe au niveau de 1957. Cependant, la demande de sciages ayant baissé pendant la seconde moitié de 1958, les abattages ont été moins importants au cours de la campagne actuelle. Dans les pays du nord, cette diminution a atteint jusqu'à 20 pour cent des abattages de la campagne 1957/58. La production de charbon ayant baissé, la demande de bois de mine a fléchi et la production en est tombée de 16,8 millions de mètres cubes en 1957 à 15,7 mil-

lions de mètres cubes en 1958. La production de pâte de bois a fléchi elle aussi, en raison de la réduction de la demande de produits de pâte. Il se peut que l'amélioration de la situation économique provoque en 1959 une augmentation de la demande de produits forestiers dans cette région. On prévoit cependant que l'importance des stocks dans les pays exportateurs, en même temps qu'une certaine réduction de la production de certaines industries forestières, maintiendront les besoins en matières premières à peu près au même niveau qu'en 1958.

Les exportations nord-américaines de grumes, tant de résineux que de feuillus, se sont maintenues au niveau de 1957. En Europe, les ventes de grumes de résineux ont augmenté. Les exportations européennes de grumes de feuillus ont fléchi, mais on a enregistré une hausse des importations en raison de l'accroissement de la demande pour les bois tropicaux. Tandis que l'U.R.S.S. était en mesure d'augmenter ses exportations de bois à pâte et de bois de mine, les exportations en provenance d'Amérique du Nord et d'Europe, notamment en bois de mine, ont baissé. Les exportations de grumes de feuillus d'Afrique ont atteint à peu près le même niveau qu'en 1957.

##### *Sciages*

Après avoir diminué de 10 millions de mètres cubes environ en 1957, la production mondiale de sciages s'est maintenue à 285 millions de mètres cubes environ.

La production nord-américaine a légèrement augmenté après être tombée de 12 pour cent environ en 1957. La reprise de l'activité dans la construction d'habitations aux Etats-Unis a ranimé en 1958 la demande de sciages aussi bien des Etats-Unis que du Canada. La production de sciages de résineux et de feuillus s'est redressée pendant le second semestre et cette amélioration s'est poursuivie pendant les premiers mois de 1959.

En Europe occidentale, la production de sciages n'a pas beaucoup varié par rapport au niveau de 1957, en dépit de la baisse de la demande. Il en est résulté une certaine surproduction et un accroissement des stocks dans les pays exportateurs. L'amorce de redressement qui s'est manifestée de façon évidente dans l'économie européenne et l'accroissement de l'activité de la construction d'habitations au début de 1959 ont favorisé un renouveau de la demande. Les expéditeurs disposant encore de stocks

importants qui doivent être absorbés, une certaine réaction de la production dans les principaux pays exportateurs pourrait amener, pense-t-on, un fléchissement de la production générale de sciages en 1959.

A la suite d'une augmentation de 5 pour cent environ en 1957, on a observé une légère réduction de la production de sciages en Asie (non compris la Chine). Dans les autres régions, les changements ont été généralement peu importants, sauf en U.R.S.S., où l'accroissement régulier de la production s'est poursuivi en 1958.

La structure du commerce mondial des sciages a subi quelques modifications en 1958. Favorisées par la reprise de l'activité économique aux Etats-Unis, les exportations canadiennes vers ce pays ont augmenté. Toutefois, les exportations canadiennes vers l'Europe ont fléchi, la baisse des prix des sciages de résineux sur les marchés européens plaçant les sciages canadiens en moins bonne position concurrentielle, malgré des taux de fret exceptionnellement bas. En Europe, le commerce des sciages de résineux a baissé, tous les principaux pays exportateurs, à l'exception de la Finlande et de l'U.R.S.S., enregistrant une diminution. Au cours des premiers

mois de 1959, le marché a donné des signes de reprise et les ventes à terme, tout comme les exportations, dépassent très sensiblement les chiffres de 1958.

#### *Pâte de bois*

L'augmentation annuelle régulière de 7 à 8 pour cent de la production réalisée par les industries de la pâte depuis la guerre s'est ralentie pour n'atteindre plus que 1 pour cent en 1957 et s'arrêter en 1958. En 1957, une chute de la production s'est produite en Amérique du Nord, en raison de la régression économique, et elle a été compensée par l'augmentation de la production ailleurs. Toutefois, en 1958, la production a également cessé d'augmenter en Europe et en Asie.

Aux Etats-Unis, la baisse de la production ne s'est fait sentir que légèrement dans le secteur de la pâte chimique et une augmentation modérée enregistrée au Canada a amené la production totale nord-américaine à peu près au même niveau qu'en 1957. La production de pâte mécanique cependant a fléchi de près de 4 pour cent. En Europe, où un ralentissement de la demande a provoqué une baisse de la production, tout particulièrement dans les

TABLEAU II-35. — PRODUITS FORESTIERS: PRODUCTION ET COMMERCE MONDIAUX, 1953-58

	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (Prov.)
..... Millions de mètres cubes .....						
Bois rond						
Production <sup>1</sup> .....	1 470	1 552	1 601	1 625	1 597	1 580
Exportations <sup>2</sup> .....	18,4	21,3	27,0	26,6	27,3	24,9
Sciages						
Production .....	266,3	273,9	295,5	293,9	283,2	285,0
Exportations .....	28,7	32,1	35,7	31,8	33,8	32,9
Contre-plaqués						
Production .....	8,3	9,0	10,7	11,3	11,7	12,1
Exportations .....	0,5	0,8	1,0	0,9	1,1	1,0
..... Millions de tonnes .....						
Pâte de bois						
Production .....	39,1	42,4	46,6	49,8	50,1	50,0
Exportations .....	6,0	6,9	7,6	7,8	7,8	7,5
Papier journal						
Production .....	9,8	10,4	11,2	12,0	12,3	12,0
Exportations .....	6,0	6,2	6,6	7,0	6,9	6,7
Autres papiers et cartons						
Production .....	38,5	40,8	46,4	48,0	48,9	49,7
Exportations .....	2,3	2,8	3,2	3,2	3,6	3,5

<sup>1</sup> Y compris bois de chauffage. — <sup>2</sup> Gruines, contre-plaqués, bois de mines, bois de chauffage, poteaux, pilotis et pieux.

pays exportateurs, celle de pâte chimique a fléchi de 1 pour cent environ et celle de la pâte mécanique de 3 pour cent à peu près. Les industries de la pâte ont cessé également de se développer au Japon, et la production a baissé de 5 pour cent environ. Le volume des échanges inter-régionaux et intra-régionaux a été également affecté.

La capacité de production continuant à s'accroître en 1958 tandis que la demande se relâchait, la marge de capacité excédentaire a de nouveau augmenté et les taux d'emploi ont continué à fléchir. Aux Etats-Unis, l'industrie de la pâte n'a fonctionné en 1958 qu'à 83 pour cent seulement de sa capacité effective. Les producteurs de pâte mécanique dans les pays de l'Europe du nord ont décidé de réduire leur production à 65 pour cent de leur capacité normale afin de mieux équilibrer l'offre et la demande.

En 1959, la reprise de l'activité économique en Amérique du Nord ainsi qu'en Europe amènera probablement une augmentation de la demande de pâte et un accroissement de la production. Toutefois, comme la capacité ne cesse d'augmenter, la production continuera probablement à s'établir très au-dessous de la capacité.

#### *Papier journal*

La production mondiale de papier journal, qui avait augmenté sans interruption depuis 1957, a baissé de plus de 2 pour cent en 1958. La production européenne est restée à peu près au niveau de celle de 1957, et celle de l'Asie a légèrement augmenté, mais la production en Amérique du Nord a baissé de 4 pour cent environ.

La baisse enregistrée en Amérique du Nord a été due en majeure partie à un fléchissement de la demande intérieure, la chute de l'activité écono-

mique ayant eu pour effet de réduire la publicité et le nombre de pages des journaux. La production de papier journal aux Etats-Unis a diminué de 3,5 pour cent environ et celle du Canada, qui est destinée principalement aux Etats-Unis, de 4,5 pour cent. La baisse des exportations vers les Etats-Unis et le fléchissement du niveau de l'activité économique ont également pesé sur la production en Europe. Si la tendance à la baisse observée dans la production s'est poursuivie pendant les premiers mois de l'année 1959, une réduction des stocks de papier journal semble indiquer qu'il est possible que cette tendance se renverse au cours de l'année. Les moyens de production ayant encore augmenté en 1958, ramenant le taux d'utilisation de la capacité à 83 pour cent environ, les fabricants sont tout à fait en mesure de satisfaire à de nouvelles augmentations de la demande.

#### *Autres papiers et cartons*

La production de papiers (autres que le papier journal) et de cartons a marqué une reprise générale au cours du second semestre de 1958, la production générale pour l'année s'établissant à 1 million de tonnes environ. Aux Etats-Unis, la production de papier pour 1958 a été à peu près la même qu'au cours de l'année précédente, et la production de cartons, qui avait augmenté brusquement pendant le dernier trimestre, a été légèrement plus élevée. En Europe et en Asie, la production de papiers et de cartons a augmenté de 3 pour cent environ, augmentation beaucoup moins sensible que celle des années précédentes.

En raison de la récente augmentation du taux d'accroissement de la production, qui avait été freinée par la régression économique, les prévisions pour 1959 peuvent être considérées comme favorables.

## Chapitre III - REVENUS ET NIVEAUX DE VIE AGRICOLES DANS DES PAYS A DIFFÉRENTS STADES D'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Pour maintes raisons, on s'intéresse de plus en plus, depuis quelque temps, aux niveaux de vie des agriculteurs et des ruraux. Etant donné la place que le problème du développement économique et celui du bien-être social tiennent dans les préoccupations contemporaines, il est normal que l'on cherche à savoir si le sort de ces classes sociales s'est amélioré au cours des derniers temps et à le comparer à celui des citadins, puisque dans beaucoup de pays les agriculteurs comptent parmi les membres les plus pauvres et les moins favorisés de la société.

Pour des raisons économiques également, on a été amené à s'intéresser davantage au calcul des niveaux de vie agricole. Bon nombre de pays industrialisés versent à l'heure actuelle, directement ou indirectement, d'importantes subventions à l'agriculture sous forme de soutien des prix, d'aide à la productivité agricole, etc. Ces mesures peuvent être dictées par des considérations sociales, militaires, économiques ou autres. Dans ces pays, on est très soucieux de connaître le rapport exact entre les niveaux de vie et les revenus de la ville et de la campagne, notamment pour pouvoir choisir une politique appropriée.

De leur côté, les pays insuffisamment développés s'intéressent à la même question, non seulement pour des raisons sociales mais parce qu'ils se rendent compte de mieux en mieux que l'extrême faiblesse des revenus agricoles fait obstacle au développement de la production agricole, qui est indispensable si l'on veut ravitailler une population en voie d'accroissement rapide, surtout dans les villes, élever les niveaux de nutrition et, dans bien des cas, réaliser des objectifs économiques tels que l'expansion des importations ou la compression des importations. La faiblesse des revenus agricoles restreint le capital disponible pour les investissements propres à améliorer l'agriculture et réduit la propension de l'agriculteur à investir. Dans les cas extrêmes, elle compromet gravement l'aptitude au travail de la population agricole.

Dans le présent chapitre, on assemblera la documentation disponible, assez fragmentaire et incomplète, sur les revenus et niveaux de vie dont la population agricole ou rurale jouit dans des pays inégalement évolués et on s'efforcera de dégager quelques conclusions sur les deux points que voici: comment les revenus et niveaux de vie des agriculteurs et des ruraux se situent-ils, selon les pays, par rapport aux revenus et niveaux de vie des citadins? S'est-il produit quelque amélioration appréciable au cours des dernières années? Dans une section finale, on analysera certains des facteurs qui déterminent le niveau de vie rural. Cette section fera donc la transition avec le chapitre IV, qui traite certains des principaux problèmes que pose le développement agricole dans les pays encore peu évolués.

Etant donné les lacunes de la documentation disponible, on a dû considérer principalement les revenus, dépenses, salaires, niveaux de consommation et autres indicateurs économiques. Mais il va de soi que ce ne sont pas là les seuls facteurs qui déterminent le bien-être d'une population. Bien souvent même, ce qui fait le plus défaut à la population rurale, c'est la plupart des commodités et agréments de l'existence, facteurs sans rapport direct avec la condition économique. Dans la mesure où les éléments d'information existent, on comparera des facteurs marginaux ou d'ordre non économique tels que l'alphabétisme et l'éducation, les services médicaux, le logement et autres éléments du bien-être; mais il faudrait pouvoir recueillir une documentation bien plus vaste sur ces points pour être en mesure de porter des jugements définitifs.

La conclusion générale qui se dégage de cette étude est que, sauf dans un très petit nombre de pays (pour la plupart exportateurs agricoles), les revenus agricoles sont nettement inférieurs, en moyenne, aux revenus urbains. Si l'on prend pour base de comparaison la production individuelle dans l'agriculture et dans les autres secteurs éco-

nomiques, l'écart apparaît un peu plus grand que si l'on se fonde sur l'étude des budgets familiaux, en bonne partie pour la raison que beaucoup de ménages d'agriculteurs ont des sources de revenu en dehors de l'agriculture. Dans beaucoup de pays néanmoins la disparité est de l'ordre de 25 à 50 pour cent, parfois plus. Certains facteurs tendent à réduire l'écart dans les pays industrialisés et à l'augmenter dans les pays insuffisamment développés. Pourtant, les disparités de revenus ne sont pas toujours maximums dans les pays insuffisamment développés et l'on compte certaines exceptions marquantes.

L'inégalité des revenus agricoles selon le degré d'évolution économique des pays est nettement plus grande que l'inégalité existante, au sein d'un même pays, entre le revenu moyen des agriculteurs et celui des citadins. On verra que les différences constatées d'un pays à l'autre ont assez peu de rapport avec la dimension de l'exploitation. Elles sont liées dans une certaine mesure au mécanisme des prix et au soutien agricole. Mais elles sont surtout en corrélation avec la productivité individuelle. Par exemple, le temps de main-d'œuvre nécessaire pour produire une tonne de blé peut être 30 ou même 50 fois plus considérable dans des pays à bas revenus agricoles que dans des pays à hauts revenus agricoles. Des différences analogues, quoique moins frappantes, peuvent être constatées pour d'autres produits agricoles.

Quoique le relèvement des revenus agricoles dans les pays insuffisamment développés dépende en dernière analyse d'une amélioration de la productivité, il serait simpliste de croire qu'il suffirait de fournir aux agriculteurs de ces pays des conseils techniques, du matériel, des capitaux, des services de commercialisation, etc., pour leur permettre d'égaler le rendement individuel des agriculteurs des pays plus avancés.

Dans presque tous les pays, l'agriculture est la

profession fondamentale et le secteur qui absorbe de beaucoup la plus grande partie de la main-d'œuvre nationale. Le progrès économique consiste en grande partie dans le déplacement graduel de la population vers les secteurs non agricoles, transfert rendu possible par l'amélioration graduelle de la productivité agricole. La croissance d'autres industries, à son tour, stimule le développement agricole de sorte que le progrès économique s'accélère de plus en plus. Ainsi, dans le cours de l'évolution économique, le pourcentage de la population qui vit de l'agriculture diminue sans cesse, encore qu'il soit impossible de prévoir où s'établira le niveau optimum.

Le progrès agricole doit aller de pair avec le progrès de l'ensemble de l'économie. La productivité et le revenu agricole ne peuvent guère augmenter que pour autant que l'expansion des marchés urbains et le relèvement des revenus urbains créent les conditions nécessaires au développement de la productivité et de la production agricole. Néanmoins, il n'est évidemment pas certain que la productivité et la production agricoles augmenteront en fait à cette cadence. Dans bien des pays insuffisamment développés, la production n'arrive pas actuellement à suivre les progrès de la demande et il a fallu réduire les exportations ou recourir davantage aux importations de produits alimentaires. Certaines des causes de cet état de choses sont étudiées en détail au chapitre IV.

Enfin, s'il apparaît évident qu'un relèvement vraiment sensible du niveau des revenus agricoles est lié au développement de l'ensemble de l'économie, il n'en découle nullement que l'on ne peut entreprendre aucune action dans l'immédiat. Au contraire, plusieurs pays insuffisamment développés prennent actuellement des mesures qui devraient leur permettre de remédier, sans attendre l'évolution urbaine, au moins aux pires désavantages de la condition rurale.

## Les niveaux de revenu dans l'agriculture

Comme les niveaux de vie dépendent en dernière analyse des niveaux de revenu, il convient d'exposer d'abord un certain nombre de données fondamentales concernant les niveaux de revenu en relation avec la structure de la production et de l'emploi dans différents pays. Trois méthodes ont été em-

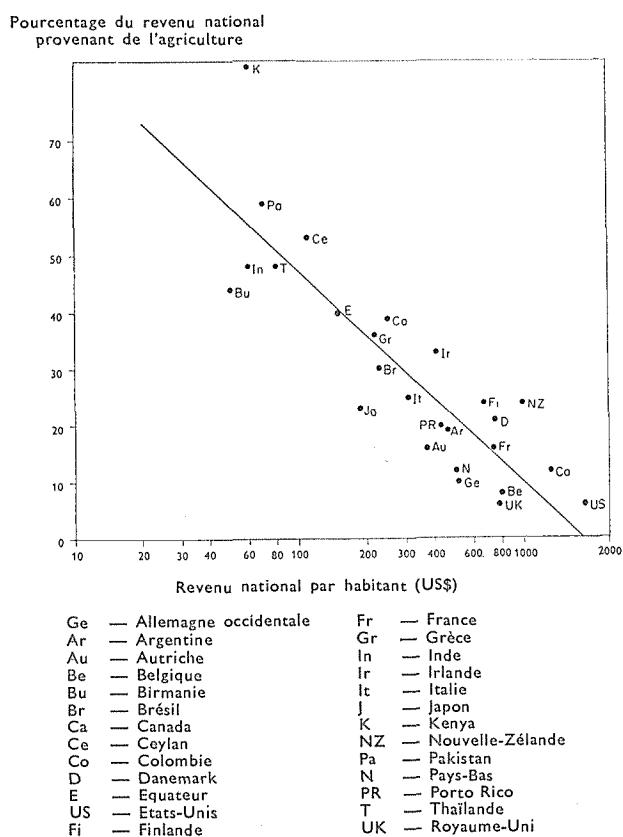
ployées pour évaluer les revenus. La première se fonde sur les statistiques du revenu national. On a comparé ensuite ces données avec celles qui concernent les taux de salaire de l'agriculture et des industries manufacturières et, plus longuement, avec les résultats des enquêtes sur les dépenses des consommateurs.

## STATISTIQUES DU REVENU NATIONAL

Dans le tableau annexe 14, on a groupé 40 pays selon le revenu national moyen par habitant, en indiquant pour chaque pays le pourcentage du revenu national provenant de l'agriculture, le pourcentage de la population nationale qui vit de l'agriculture et le pourcentage de la population nationale qui vit dans les zones rurales.

Ce tableau confirme le fait bien connu que le rôle de l'agriculture dans l'économie nationale tend à être maximum dans les pays insuffisamment développés à bas revenus et à flétrir progressivement dans les pays à revenus relativement élevés. La même relation générale apparaît dans le graphique III-1. Il est manifeste néanmoins que la corrélation est loin d'être absolue. Par exemple, le pourcentage du revenu national provenant de l'agriculture est environ quatre fois plus élevé au Danemark qu'au Royaume-Uni, alors que le revenu national par habitant est à peu près le même dans les deux pays. Inversement, alors que le pourcentage provenant de l'agriculture est à peu près le

GRAPHIQUE III-1. REVENU NATIONAL PAR HABITANT DE CERTAINS PAYS ET PART DU REVENU PROVENANT DE L'AGRICULTURE  
(Echelle semi-logarithmique)



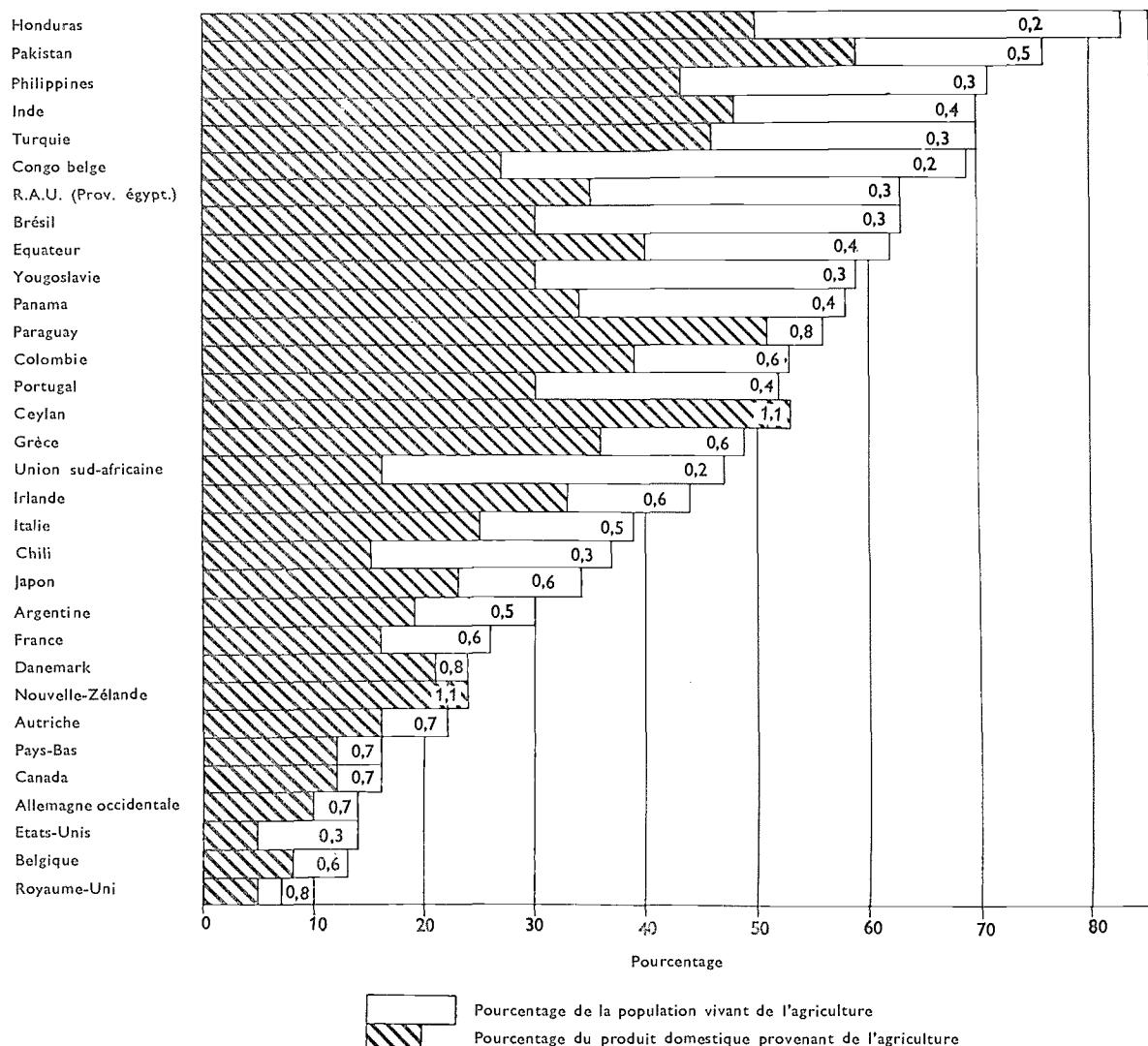
même au Japon et en Nouvelle-Zélande, le revenu national par habitant est environ cinq fois plus élevé en Nouvelle-Zélande qu'au Japon. Comme on peut s'y attendre, la part de l'agriculture dans le produit national tend à être plus élevée, à un niveau donné de revenu, dans les pays exportateurs agricoles et plus faible dans les pays importateurs agricoles, encore que cette règle souffre quelques exceptions.

Il existe la même relation générale entre le revenu national par habitant et le pourcentage de la population vivant de l'agriculture, qui tend à décroître à mesure que les revenus augmentent. Néanmoins, il ressort du tableau annexe 14 et des mêmes données présentées dans le graphique III-2 que, sauf dans un petit nombre de pays, le pourcentage du produit national qui provient de l'agriculture est nettement plus faible que le pourcentage de la population nationale dépendant de l'agriculture. Il s'ensuit que le revenu par tête est plus faible dans l'agriculture que dans les autres activités. Parmi les pays de la liste, les seules exceptions à cette règle sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Ceylan, tous pays qui ont un gros commerce d'exportation agricole.

Si aucun autre élément n'affectait les revenus relatifs des personnes appartenant à l'agriculture et aux autres secteurs, la relation entre les revenus serait commodément représentée par le « facteur de disparité » qui apparaît à la dernière colonne du tableau annexe 14 et également dans le graphique III-2. Ce facteur représente le rapport entre le revenu par personne formé dans le secteur agricole et le revenu par personne formé dans tous les autres secteurs économiques, rapport déduit des chiffres présentés dans les premières colonnes du tableau annexe. Dans la pratique, les revenus effectifs de l'agriculture et des autres professions sont affectés par un grand nombre d'autres facteurs, par exemple les loyers, impôts, subventions et paiements étatiques, etc. Néanmoins, le facteur de disparité constitue une première approximation du revenu relatif, encore que l'on ne doive pas perdre de vue les réserves ci-dessus.

Le graphique III-3 montre donc en abscisse et en ordonnée le revenu de l'agriculture par individu et le revenu des autres secteurs par individu, pour le plus grand nombre possible des pays du tableau annexe 14. Une série de diagonales représente les niveaux auxquels il y aurait parité de revenu entre l'agriculture et les autres activités, ainsi que les niveaux correspondant à différents pourcentages

GRAPHIQUE III-2. POURCENTAGE DE LA POPULATION VIVANT DE L'AGRICULTURE DANS CERTAINS PAYS ET POURCENTAGE DU PRODUIT DOMESTIQUE PROVENANT DE L'AGRICULTURE



NOTE: Les chiffres qui figurent dans chaque barre représentent les disparités entre les revenus par personne provenant de l'agriculture et d'autres occupations (tableau annexe 14).

au-dessous de la parité. Dans les deux tiers environ des pays énumérés, le revenu par personne formé dans l'agriculture représente entre 40 et 60 pour cent du revenu par personne formé dans les autres secteurs. Dans le quart environ des pays, le rapport est inférieur à 40 pour cent.

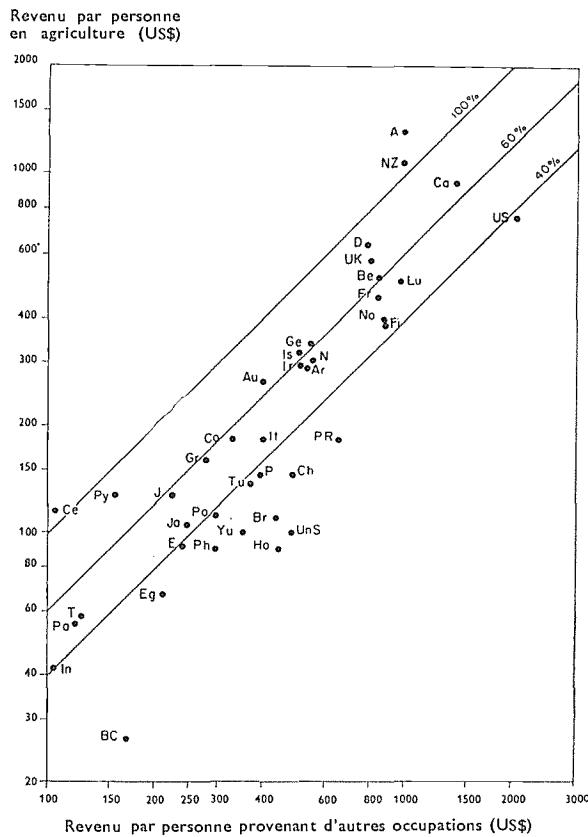
Dans l'ensemble, les données semblent indiquer que les disparités de revenu au désavantage de l'agriculture tendent à être maximums dans les pays insuffisamment développés et, notamment, dans certains pays de l'Amérique latine et de l'Afrique qui ont des mines importantes ou qui commencent à s'industrialiser. Les disparités ten-

dent à être plus faibles dans les pays de l'Europe septentrionale et de l'Europe occidentale. Mais cette règle générale souffre des exceptions importantes puisque l'on constate une disparité assez forte aux Etats-Unis, par exemple.

#### TAUX DE SALAIRE

La statistique des salaires apporte d'autres indications sur la disparité des revenus entre l'agriculture et les autres secteurs. Bien qu'il soit impossible de comparer directement les salaires avec

GRAPHIQUE III-3. REVENU PAR PERSONNE PROVENANT DE L'AGRICULTURE PAR RAPPORT AU REVENU PAR PERSONNE PROVENANT D'AUTRES OCCUPATIONS  
(Echelle logarithmique)



Ge — Allemagne occidentale	Is — Israël
Ar — Argentine	It — Italie
A — Australie	Ja — Jamaïque
Au — Autriche	J — Japon
Be — Belgique	Lu — Luxembourg
Br — Brésil	NZ — Nouvelle-Zélande
Ca — Canada	No — Norvège
Ce — Ceylan	Pa — Pakistan
Ch — Chili	P — Panama
Co — Colombie	Py — Paraguay
BC — Congo belge	N — Pays-Bas
D — Danemark	Ph — Philippines
E — Equateur	PR — Porto Rico
US — Etats-Unis	Po — Portugal
Fi — Finlande	Eg — R.A.U. (Prov. égypt.)
Fr — France	UK — Royaume-Uni
Gr — Grèce	T — Thaïlande
Ho — Honduras	Tu — Turquie
In — Inde	UnS — Union sud-africaine
Ir — Irlande	Yu — Yougoslavie

NOTE: Les diagonales indiquent les niveaux suivants: parité des revenus (100 %) et 60 % et 40 % de parité, respectivement.

les revenus annuels tels qu'ils ressortent des statistiques du revenu national ou des études de consommation, le rapport entre les salaires moyens de l'agriculture et ceux de l'industrie (d'après les données nationales indiquant les taux horaires, journaliers, hebdomadaires, mensuels ou annuels) donne une idée des niveaux de vie de l'agriculture et de la ville. Ici aussi, la comparaison est inexacte car les données ne tiennent pas compte du degré de sous-emploi et de la durée de la journée de travail.

Néanmoins, elle confirme, d'une façon générale, les comparaisons fondées sur les statistiques du revenu national (tableau III-1).

On voit d'abord que la disparité des salaires est dans l'ensemble analogue à la disparité des revenus telle qu'elle ressort des statistiques du revenu national. Parmi les trois pays qui, dans le tableau annexe 14, montrent une différence positive, seule l'Australie présente des taux de salaire plus élevés dans l'agriculture que dans l'industrie; mais dans les deux autres pays en cause, Nouvelle-Zélande et Ceylan, la disparité des salaires est plutôt faible. De même, dans les pays où les statistiques du revenu national font apparaître des disparités considérables, les comparaisons de salaires donnent en général des résultats concordants.

Les disparités des salaires sont plus fortes dans la plupart des cas que les disparités révélées par les statistiques du revenu national. Ceci peut être dû en partie au fait que la proportion des exploitants indépendants est assez forte dans l'agriculture, en partie au fait que, dans la plupart des pays, un fort pourcentage des travailleurs agricoles est constitué par des manœuvres non qualifiés. Les principales exceptions (Belgique, Suède, Norvège, Finlande et Etats-Unis) concernent des pays où il existe un grand nombre de petites exploitations marginalement rentables qui donnent des revenus très faibles aux exploitants. Dans certains de ces pays, on se préoccupe activement de remembrer ces propriétés.

Une partie de la disparité de salaire correspond aussi à différents travaux exécutés par les mêmes travailleurs. Aux Etats-Unis par exemple, les tra-

TABLEAU III-1. — ECARTS MOYENS ENTRE LES REVENUS PAR PERSONNE DANS L'AGRICULTURE ET DANS LES AUTRES SECTEURS, D'APRÈS LES STATISTIQUES DU REVENU NATIONAL ET D'APRÈS LES TAUX MOYENS DE SALAIRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE

	Facteur de disparité d'après		Facteur de disparité d'après	
	Statistique nationale du revenu	Taux de salaire	Statistique nationale du revenu	Taux de salaire
Australie .....	1,4	1,1	Belgique .....	0,6
Nouvelle-Zélande .....	1,1	0,7	Colombie .....	0,6
Ceylan .....	1,1	0,6	Japon .....	0,6
Danemark .....	0,8	0,7	Suède .....	0,5
Royaume-Uni ..	0,8	0,6	Norvège .....	0,5
Allemagne occidentale .....	0,6	0,6	Finlande .....	0,4
Autriche .....	0,7	0,6	Inde .....	0,4
Canada .....	0,7	0,6	Etats-Unis .....	0,3
Irlande .....	0,7	0,5	Philippines .....	0,3

vailleurs agricoles sont mieux rémunérés pour les travaux non agricoles que pour les travaux de ferme, bien que les salaires reçus pour la première de ces deux catégories d'activité restent très inférieurs à ceux qui sont versés dans l'industrie<sup>1</sup>. En Inde, au contraire, il ne paraît pas y avoir de différence sensible entre les salaires payés aux manœuvres agricoles pour les activités agricoles et pour les autres travaux<sup>2</sup>.

#### DÉPENSES DES CONSOMMATEURS

Si les données relatives au revenu national et aux taux de salaire sont disponibles pour un assez grand nombre de pays, ces statistiques globales sont trop imprécises pour révéler autre chose que des tendances générales. Dans un nombre plus limité de pays, les études de ménages permettent de comparer de plus près les niveaux de revenu (ou plutôt de dépenses) dans l'agriculture et dans les autres professions (ou bien dans les zones rurales d'une part et les zones urbaines d'autre part). On a reproduit dans le tableau annexe 15 les résultats d'enquêtes sur les budgets familiaux effectuées

TABLEAU III-2. — DÉPENSES PAR PERSONNE DANS LES ZONES AGRICOLES ET URBAINES, D'APRÈS LES ÉTUDES DE MÉNAGES<sup>1</sup>

	Dépenses par personne		Disparité campagne/ville	Disparité ressortant des statistiques du revenu
	Ménages agricoles ou ruraux	Ménages urbains		
	..... Dollars US .....		..... Coefficient .....	
Etats-Unis .....	<sup>3</sup> 990	...	0,6	0,3
Royaume-Uni .....	<sup>3</sup> 590	620	1	0,8
Italie { Nord .....	<sup>2</sup> 320	455	0,7	} 0,5
Italie { Sud .....	<sup>2</sup> 235	310	0,7	
Japon .....	<sup>2</sup> 135	160	0,9	0,6
Jamaïque .....	<sup>3</sup> 135	...	...	0,4
Yougoslavie .....	<sup>2</sup> 120	140	0,8	0,3
Colombie .....	<sup>3</sup> 110	320	0,4	0,6
République arabe unie (Prov. égypt.) .....	<sup>3</sup> 70-95	...	...	0,3
Ghana .....	<sup>2</sup> 65	75-125	...	...
Côte-d'Ivoire .....	<sup>3</sup> 100	...	...	...
Thaïlande .....	<sup>2</sup> 65	...	...	0,5
Inde .....	<sup>3</sup> 60	90	0,7	0,4

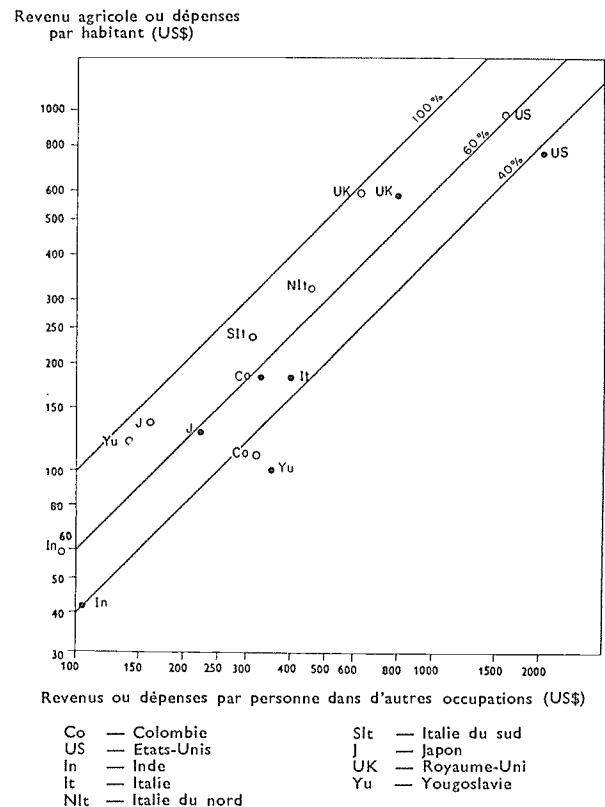
NOTE: Les coefficients ont été calculés avant que les chiffres des dépenses aient été arrondis.

<sup>1</sup> Données de base dans le tableau annexe 15. — <sup>2</sup> Ménages agricoles. — <sup>3</sup> Ménages ruraux, y compris les ménages non agricoles.

<sup>1</sup> *The hired farm working force of 1954*, Département de l'agriculture des Etats-Unis, AMS 103, p. 16.

<sup>2</sup> B. Ramamurti, *Agricultural labour: How they work and live*, All-India Agricultural Labour Enquiry, Delhi, 1954, p. 19.

GRAPHIQUE III-4. REVENUS PAR PERSONNE EN AGRICULTURE PAR COMPARAISON AVEC CEUX D'AUTRES OCCUPATIONS, D'APRÈS a) DES ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES DES MÉNAGES, ET b) LES DONNÉES RELATIVES AU REVENU NATIONAL  
(Echelle logarithmique)



NOTE: Les diagonales indiquent les niveaux suivants: parité des revenus (100 %), et 60 % et 40 % de parité, respectivement.

○ Dépenses suivant les enquêtes de consommation  
• Données relatives au revenu national

dans 12 pays, parmi lesquels on a fait figurer le plus grand nombre possible de nations insuffisamment développées. Des chiffres de base relatifs aux dépenses totales de subsistance, chiffres qui sont pris comme indicateurs des revenus, apparaissent dans le tableau III-2 et dans le graphique III-4. Dans l'un et l'autre cas, les résultats constatés sont comparés aux disparités de revenu révélées par les statistiques du revenu national.

On notera que dans tous les pays comparés, à l'exception de la Colombie, les disparités entre revenu agricole et revenu non agricole apparaissent beaucoup plus faibles dans les études de ménages que dans les statistiques du revenu national et dans les statistiques de salaires. Au Royaume-Uni et au Japon, la disparité est très faible tandis qu'aux Etats-Unis, en Italie, en Yougoslavie et en Inde, la disparité tombe à des valeurs comprises entre 0,6 et 0,8.

Le fait que l'écart entre les revenus agricoles et les revenus des autres secteurs est différent selon que l'on utilise les statistiques du revenu national d'une part ou les enquêtes de consommation d'autre part, semble pouvoir s'expliquer par diverses raisons. Dans certains pays, les résultats des enquêtes de ménages ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la population agricole. Ainsi, aux Etats-Unis, ces données se rapportent uniquement aux exploitants agricoles, qui ont probablement des revenus supérieurs en moyenne à ceux de leurs employés. En Inde, à la Jamaïque et au Royaume-Uni, les études de ménages portent sur toutes les personnes vivant dans les zones rurales, qu'elles travaillent ou non dans l'agriculture. Au Royaume-Uni par exemple, 20 pour cent environ de la population vit dans des zones classées comme rurales, bien que 7 pour cent seulement travaillent dans l'agriculture, qui par conséquent n'occupe même pas la moitié de la population rurale (tableau annexe 14). En Inde, la différence est moins marquante et les cinq sixièmes environ de la population rurale appartiennent à l'agriculture. Dans ces quatre pays, néanmoins, le groupe étudié dans l'enquête de ménages a probablement, dans une plus ou moins grande mesure, des revenus supérieurs à la moyenne des revenus de la population agricole.

D'autre part, il semble qu'au moins trois causes de divergence statistique tendent à entraîner une certaine sous-estimation des revenus agricoles dans les statistiques du revenu national:

- a) les défauts des données sur lesquelles sont construites les statistiques du revenu national doivent entraîner une sous-estimation de la contribution du secteur agricole;
- b) il y a interférence des sources de revenu entre le secteur agricole et les autres secteurs (par exemple, la population agricole tire certains revenus des autres secteurs et réciproquement);
- c) la valeur de la production familiale de denrées alimentaires est estimée différemment.

Voici quelques commentaires sur ces trois points:

- a) Les statistiques de la production agricole ne sont pas seulement, en bien des cas, moins exactes que les statistiques de la production industrielle, du commerce, etc., mais elles sont sans doute plus fréquemment biaisées dans le sens d'une sous-estimation, parce que leur base est incomplète et

que dans certains cas la production est donnée pour plus faible qu'elle n'est. Pour cette raison, la contribution estimée de l'agriculture au revenu national est souvent un peu inférieure à la réalité, et le revenu de l'agriculteur moyen doit être un peu plus élevé que ne l'indiqueraient les statistiques du revenu national. D'autres éléments de la fortune rurale sont mal représentés dans les statistiques; par exemple, il y a des pays où l'on n'impute aucune valeur au logement rural et d'autres où la valeur locative des maisons rurales est estimée très bas. D'autres articles produits et consommés dans les zones rurales (vêtements, outils, objets d'ornement, etc.) tendent à être plus ou moins sous-estimés ou entièrement omis. En outre, les calculs du revenu national négligent beaucoup de prestations rendues sur place, par exemple les services mutuels gratuits ou les travaux à la maison; la valeur réelle de ces dernières prestations se dissimule souvent dans la marge de commercialisation de la production alimentaire familiale (voir ci-dessous). Il y a aussi des services invisibles dans les zones urbaines; mais en général, ils y ont moins d'importance que dans les zones rurales.

- b) Le revenu non agricole de la population agricole paraît fort important dans les pays sur lesquels on est renseigné. Aux Etats-Unis, en 1955, le revenu d'origine non agricole des ménages d'exploitants représentait plus de la moitié de leur revenu net d'origine agricole, soit plus du tiers de leur revenu total. Le poste principal était le revenu des travaux salariés effectués en dehors du secteur agricole. Les travailleurs agricoles des Etats-Unis, c'est-à-dire les personnes occupées au moins 25 jours par an dans des exploitations agricoles, consacraient à des travaux non agricoles 15 pour cent de leur temps total d'activité et en tirait environ 20 pour cent de leurs salaires. Dans cette masse de près de 2 millions de travailleurs, à peine plus de la moitié des intéressés ont indiqué que le travail salarié dans l'agriculture avait été leur activité principale au cours de l'année. Au Japon, dans la période de 1949 à 1956, les ménages agricoles ont tiré environ 30 pour cent de leurs revenus nets de sources autres que l'agriculture. En Inde, l'enquête de 1950-51 sur la main-d'œuvre agricole a montré que les travailleurs agricoles tiraient d'activités non agricoles le cinquième environ de leurs très faibles revenus. Ces exemples montrent bien que le revenu original de l'agriculture n'équivaut pas toujours au revenu de la popula-

tion agricole. Le cas de travailleurs urbains gagnant une partie de leurs revenus dans l'agriculture a des chances d'être plus rare.

c) Dans la plupart des études de ménages, on calcule la valeur de la production alimentaire familiale au prix du marché de détail, pour faciliter les comparaisons entre la campagne et la ville et les comparaisons entre aliments produits à la maison et aliments achetés dans le commerce. Au contraire, les estimations du revenu national calculent la valeur de la production agricole d'après les prix payés aux exploitants. La marge afférente à la commercialisation et à certains traitements, par exemple le plumage de la volaille, est donc annexée invisiblement au revenu de la population agricole dans les études de ménages, tandis qu'elle en est exclue dans les statistiques du revenu national. La différence des méthodes d'évaluation du revenu agricole a une importance que l'on pourra apprécier en consultant le tableau III-3 et en se rappelant qu'en moyenne les coûts de traitement et de distribution représentent ordinairement la moitié environ du prix de détail des produits alimentaires. La proportion est un peu plus faible pour les produits animaux non traités et elle est plus forte pour la plupart des produits industriels et pour les aliments fortement élaborés.

Les statistiques du revenu national paraissent ainsi devoir exagérer légèrement la disparité entre les revenus de l'agriculture et ceux des autres secteurs, encore que la disproportion ne soit pas nécessairement aussi forte que la différence entre ces statistiques et les résultats des enquêtes de ménages. De leur côté, les résultats des études de ménages peuvent tendre à sous-estimer la disparité, notamment lorsqu'elles portent sur des ménages ruraux plutôt que sur des ménages agricoles. Il

faut ajouter que les points a) et c) ci-dessus ont chance d'avoir plus d'importance dans les pays insuffisamment développés, où les services statistiques sont moins complets et où la production alimentaire familiale représente une proportion importante du revenu total de l'agriculture. Ces deux faits expliquent peut-être en partie que la disparité entre revenu agricole et revenu non agricole soit plus forte en apparence dans les pays insuffisamment développés.

#### TAILLE DES MÉNAGES

Avant d'étudier en plus grand détail les principaux postes de dépenses, on peut mentionner une des causes fréquentes de l'infériorité du revenu individuel dans les ménages agricoles et ruraux: en règle générale, les taux de fécondité sont plus élevés, et les familles plus nombreuses dans les zones rurales que dans les villes. Le tableau III-4, fondé sur les recensements démographiques, montre que la famille rurale est nettement plus nombreuse en moyenne dans tous les pays énumérés, sauf l'Inde. Le cas de l'Egypte serait analogue à celui de l'Inde. En effet, d'après le recensement de 1947, qui à vrai dire donne des renseignements ventilés seulement par provinces, la dimension moyenne du ménage ne varie guère entre les provinces fortement urbaines du Caire et d'Alexandrie et le reste du pays, la moyenne s'établissant dans les deux cas à environ  $4\frac{1}{2}$ .

La taille moyenne des familles des échantillons étudiés dans les enquêtes de ménage concorde assez exactement avec les données de recensement reproduites dans le tableau III-4. Par exemple, dans l'Italie du nord d'une part et dans l'Italie du sud d'autre part, la moyenne de la famille agricole est de 5,0 et de 4,9, contre des moyennes de 4,1 et de 4,6 pour la famille urbaine. Au Royaume-

TABLEAU III-3. — RÔLE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE FAMILIALE

	Valeur des aliments produits à la maison, en pourcentage de la valeur totale des aliments consommés		Valeur de la production alimentaire familiale dans les zones rurales, en pourcentage des dépenses totales de subsistance
	Agriculture ou campagne	Ville	
	Pourcentage .....		
Etats-Unis .....	40	2,5	17
Yougoslavie .....	77	...	52
Japon .....	68	8,5	33
Inde .....	56	17	37

TABLEAU III-4. — NOMBRE MOYEN DE PERSONNES PAR MÉNAGE

	Année	Emplois agricoles	Autres emplois	Zones rurales	Zones urbaines	Moyenne nationale
Norvège .....	1950	4,1	3,3	3,5	2,8	3,3
Italie .....	1951	4,8	3,9	...	...	4,2
Nord .....	1951	(4,9)	(3,6)	...	...	(4,1)
Sud .....	1951	(4,6)	(4,6)	...	...	(4,6)
Yougoslavie .....	1948	5,1	3,3	4,8	3,1	4,4
Japon .....	1955	<sup>1</sup> 6,1	<sup>1</sup> 4,9	5,4	4,8	<sup>2</sup> 5,1
Inde .....	1951	...	...	4,9	4,7	4,9

<sup>1</sup> 1950. — <sup>2</sup> Le chiffre correspondant pour 1950 est 5,3.

TABLEAU III-5. — NOMBRE D'ENFANTS PAR FEMME MARIÉE

	Année	Emplois agricoles	Autres emplois	Zones rurales	Zones urbaines	Moyenne nationale
Etats-Unis .....	1957	3,5	2,4	2,9	2,3	2,5
Grande-Bretagne .....	1951	2	1,7	1,8	1,5	1,7
Norvège .....	1950	...	...	2,7	1,8	2,4
Yougoslavie .....	1949	2,9	1,9	...	...	2,6
Japon .....	1952	4	2,9	...	...	3,5

Uni (pays qui ne figure pas au tableau III-4), l'échantillon étudié fait apparaître peu de différence entre la famille rurale et la famille urbaine (3,3 contre 3,1 ou 3,2).

La taille différente des familles est due en bonne partie à la fécondité plus forte de la femme agricole et rurale. Cette différence de fécondité apparaît dans le tableau III-5, qui montre le nombre moyen d'enfants par femme mariée. Des chiffres détaillés relatifs aux femmes mariées appartenant aux différents groupes d'âge donnent des résultats identiques. Le recensement indien de 1951 ne donne pas d'indications complètes sur la fécondité de groupes déterminés de femmes dans l'ensemble de l'Union indienne. Néanmoins, des données provenant de l'ancien Etat de Travancore-Cochin montrent que la différence de fécondité est faible entre les zones rurales et les zones urbaines, de même qu'entre les familles agricoles et les autres ménages; ceci concorde avec les chiffres sur la taille des familles présentés dans le tableau précédent. En République arabe unie (Prov. égyptienne) également, le taux de fécondité, de même que la dimension des familles, ne diffère guère entre les provinces urbaines du Caire et d'Alexandrie et le reste du pays.

Les données des tableaux III-4 et III-5 concor-

dent généralement entre elles. S'ajoutant aux données sur l'Inde et sur l'Egypte, elles démontrent que l'écart entre la famille urbaine et la famille rurale ou agricole est lié au taux de fécondité. En conséquence, chaque personne gagnant un revenu dans l'agriculture a plus de personnes à sa charge et le revenu par tête est donc plus faible que dans les autres secteurs.

## VARIATIONS RÉGIONALES

Les moyennes nationales des disparités de revenu dissimulent souvent des variations assez importantes d'une région à l'autre d'un même pays. Aux Etats-Unis par exemple, les statistiques du revenu national montrent que dans l'ouest du pays les disparités entre revenus agricole et non agricole sont plus faibles que pour l'ensemble du territoire. Il va de soi que les disparités plus fortes constatées ailleurs peuvent être compensées en partie par des différences dans le revenu tiré de sources non agricoles. Il existe aussi des différences considérables dans le niveau des revenus (agricole et non agricole) et également des salaires dans les différentes régions des Etats-Unis: comme on sait, revenus et salaires tendent à être plus bas dans le sud. Le tableau III-2 montre des différences analogues entre le nord de l'Italie et le sud, tandis qu'en Yougoslavie les disparités de revenu apparaissent très variables d'une république à l'autre, tout au moins si l'on se fonde sur les statistiques du revenu national, car les études de ménages font apparaître des écarts beaucoup plus faibles. Au Japon, où l'on possède également des données ventilées par régions, les différences sont beaucoup plus faibles entre les différentes parties du pays.

## Structure des dépenses

Dans le tableau annexe 15, fondé sur des études de consommation, on a montré le pourcentage des dépenses totales consacré à l'alimentation, aux vêtements, au logement et aux autres postes. Dans tous les pays, l'alimentation est le poste principal: environ le tiers de la dépense totale dans les pays riches, la moitié environ ou les deux tiers dans les pays insuffisamment développés, plus des trois quarts dans certains cas exceptionnels. Le vête-

ment représente habituellement 10 à 20 pour cent de la dépense totale, mais sa part est plus faible dans certains pays à bas revenus. Les dépenses d'habitation et les dépenses « diverses » tendent en général à prendre de plus en plus d'importance dans le budget total à mesure que les revenus augmentent; dans les pays du début de la liste, elles représentent environ un tiers et un quart, respectivement, du budget familial.

## DÉPENSES D'ALIMENTATION

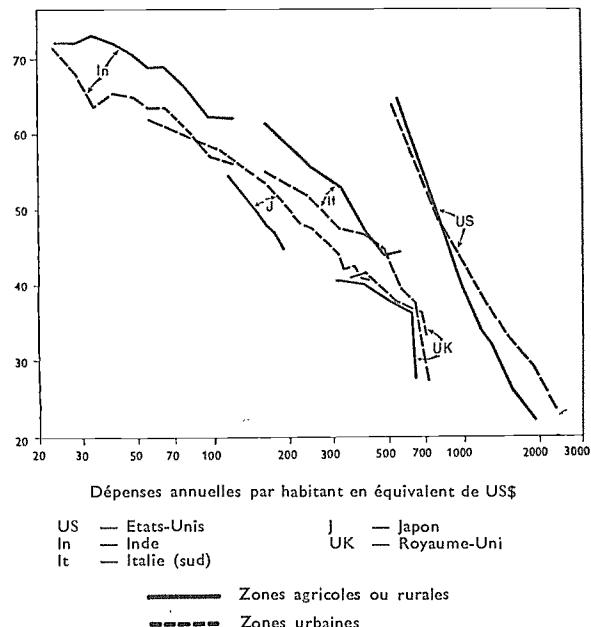
On sait depuis longtemps que, si les dépenses alimentaires augmentent avec les revenus, leur progression est plus lente, en sorte que la part du revenu consacré à la nourriture tend progressivement à diminuer dans les hautes classes de revenus (loi d'Engels). Le pourcentage du revenu consacré à l'alimentation (coefficients d'Engels) donne donc une certaine idée du niveau de vie, ainsi qu'il est manifeste au tableau annexe 15<sup>3</sup>. Le type de nourriture consommé est un indicateur encore plus sûr. Quand le revenu est faible, la dépense la plus forte porte nécessairement sur les céréales et les féculents peu coûteux qui apaisent la faim; quand il augmente, une part croissante du budget d'alimentation va au sucre, aux graisses, produits d'élevage, aux fruits et légumes frais. Au niveau de revenu le plus élevé, les nourritures hautement élaborées et les repas aux restaurants deviennent un poste important de la dépense totale: dans ce cas, les dépenses supplémentaires sont afférentes à des services plutôt qu'à un surcroît de nourriture ou à une amélioration du régime.

Une analyse plus détaillée du résultat des études de consommation montre que les familles rurales et agricoles ne réagissent pas très différemment des familles urbaines en ce qui concerne la dépense alimentaire totale, si les denrées alimentaires produites et consommées à la maison sont évaluées au prix de détail et comptées comme partie du revenu. Les données concernant certains pays représentatifs sont analysées, par groupe de revenu, dans le graphique III-5, qui montre le pourcentage consacré aux produits alimentaires pour différents niveaux de la dépense totale prise comme indicateur du revenu. A n'importe quel niveau de revenu, le pourcentage consacré à l'alimentation est ordinairement un peu plus faible dans les villes que dans les campagnes en Inde et dans l'Italie du sud, alors qu'il est habituellement un peu plus fort au Japon et aux Etats-Unis. Au Royaume-Uni, la correspondance est remarquablement étroite. On ne sait pas au juste quelle signification il faut attacher aux écarts constatés: ils peuvent être dus en partie à de légères différences de traitement statistique et par exemple à la méthode employée pour calculer la valeur de la production alimentaire familiale.

<sup>3</sup> Elasticité de la consommation alimentaire par rapport au revenu. Analyse de budgets familiaux, par L. Goreux, FAO, Rome, 1959.

GRAPHIQUE III-5. POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALES CONSACRÉES À L'ALIMENTATION (Y COMPRIS L'AUTO-CONSUMMATION) À DIFFÉRENTS NIVEAUX DE REVENU: ZONES RURALES ET URBAINES  
(Echelle semi-logarithmique)

Pourcentage des dépenses totales consacrées à l'alimentation

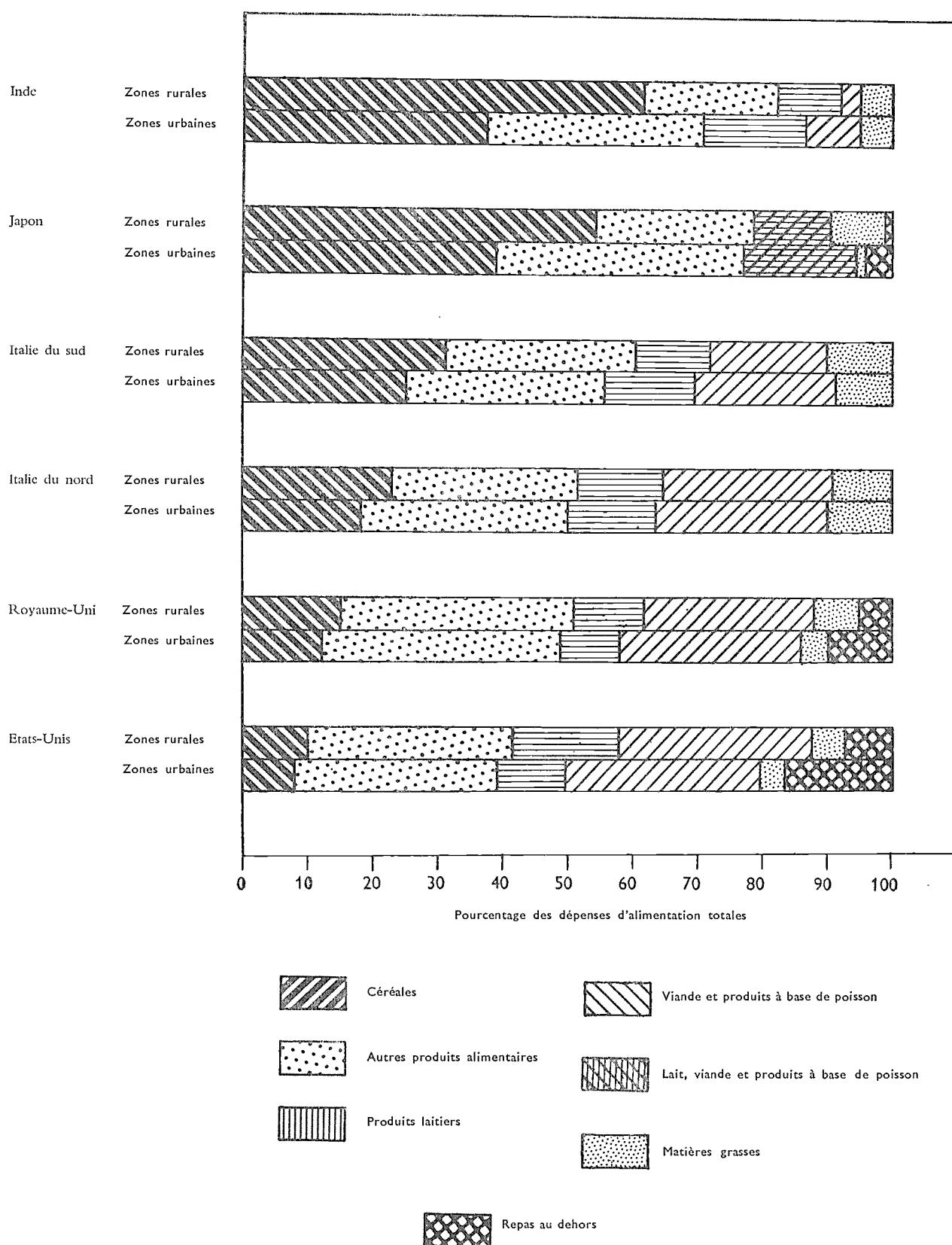


Le graphique semble montrer qu'il existe quelques différences d'un pays à l'autre. Ainsi la part du revenu consacrée à la nourriture paraît décroître particulièrement vite aux Etats-Unis, en Italie et (au-delà d'un certain niveau de revenu) en Inde. Au contraire, le fléchissement semble plus lent au Japon et surtout au Royaume-Uni. On a observé récemment que, dans plusieurs pays d'Europe, l'accroissement du revenu national ne s'est pas accompagné, depuis la guerre, d'une modification appréciable du pourcentage des revenus consacré à la nourriture. On a attribué ceci au fait que les ménages consacrent des dépenses plus fortes aux nourritures préparées et élaborées ou aux repas pris dans les restaurants, maintenant qu'un plus grand nombre de femmes mariées travaillent en dehors du foyer<sup>4</sup>. Ceci peut expliquer également la baisse très lente de la courbe du Royaume-Uni dans le graphique III-5.

La répartition des dépenses alimentaires par produit (graphique III-6) confirme, dans l'ensemble, l'impression que le régime alimentaire dépend plutôt du revenu que de l'appartenance au secteur agricole ou urbain. La part consacrée aux céréales

<sup>4</sup> Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, *Enquête économique sur l'Europe en 1958*. Genève, 1959.

GRAPHIQUE III-6. STRUCTURE DES DÉPENSES D'ALIMENTATION (Y COMPRIS L'AUTO-CONSOMMATION): ZONES RURALES ET URBAINES



diminue fortement dans les pays riches et elle est ordinairement plus élevée dans les ménages agricoles que dans les ménages urbains, ce qui reflète probablement des disparités de revenus. Inversement, dans les pays à revenus élevés, une part croissante de la dépense alimentaire totale est consacrée aux nourritures coûteuses, y compris les produits animaux, les fruits et les légumes. Ici encore, la différence constatée entre les ménages ruraux et les ménages urbains concorde avec ce que l'on sait des disparités de revenu.

D'après les enquêtes de consommation, on a établi, pour cinq pays, des coefficients d'élasticité-revenu ventilés par ménage rural et par ménage urbain, en ce qui concerne l'ensemble des denrées alimentaires et certaines denrées importantes (tableau annexe 16). Les chiffres montrent la modification des dépenses, à prix constants, qui devrait résulter d'un changement de 1 pour cent dans le revenu réel: ils donnent une idée de ce que l'évolution pourrait être à l'avenir. Pour éliminer les complications dues aux différences dans la taille des familles, la répartition des sexes et la composition par âge, on a calculé des coefficients par personne.

On remarquera que, pour l'ensemble des denrées alimentaires, les élasticités-revenu tendent à être plus fortes à la ville qu'à la campagne dans les pays riches où les élasticités sont généralement faibles (par exemple les Etats-Unis), et que l'inverse est vrai dans le cas où les revenus sont faibles et les élasticités élevées (par exemple dans l'Inde). Il est probable que, sauf aux plus bas niveaux de revenu, l'élasticité des aliments produits à la ferme est très faible, mais que l'élasticité-revenu des aliments achetés est aussi forte ou même plus forte dans les ménages agricoles que dans les ménages urbains. Les chiffres des divers produits, sauf exception, confirment cette façon de voir. Ainsi les élasticités-revenu seraient plus faibles dans les ménages agricoles que dans les ménages urbains, dans la mesure où les ménages agricoles produisent leur propre nourriture.

Les élasticités-revenu de l'ensemble des aliments produits et consommés à la ferme ont été calculées dans trois pays pour lesquels on possède des données suffisamment détaillées:

Etats-Unis	— 0,17
Japon	+ 0,44
Inde	+ 0,99

Aux Etats-Unis, le coefficient négatif montre qu'aux niveaux élevés de revenu les ménages agri-

coles consomment moins d'aliments produits à la ferme et recourent davantage aux aliments achetés, y compris les aliments ayant subi un traitement industriel. Les élasticités relativement fortes de la consommation des aliments produits sur l'exploitation au Japon et en Inde, au contraire, traduisent probablement la réaction normale aux niveaux de revenus plus faibles qui sont ceux de ces pays. Lorsque les revenus augmentent, les ménages agricoles consomment des quantités plus grandes — ou des types plus coûteux — de nourriture produite à la ferme ou achetée.

Les types d'aliments de ménage consommés le plus souvent dans les familles agricoles de ces trois pays sont indiqués dans le tableau III-6. Dans les trois pays, une forte proportion des produits laitiers et de quelques autres produits animaux, par exemple les œufs, sont produits sur l'exploitation. Ce sont surtout des légumes produits à la ferme que l'on consomme aux Etats-Unis et au Japon, mais il n'en est pas de même en Inde. Les ménage agricoles du Japon produisent également la plus grande partie des céréales qu'ils consomment; en Inde, le pourcentage est beaucoup plus faible, tandis qu'aux Etats-Unis il est extrêmement bas car les principales nourritures à base de céréales sont des produits de boulangerie achetés en dehors de l'exploitation. Le fait que le pourcentage des céréales produites à la ferme est relativement faible en Inde par rapport à ce qu'il est au Japon, reflète peut-être l'extrême faiblesse des revenus qui empêche beaucoup d'agriculteurs de produire tout ce dont ils ont besoin ou

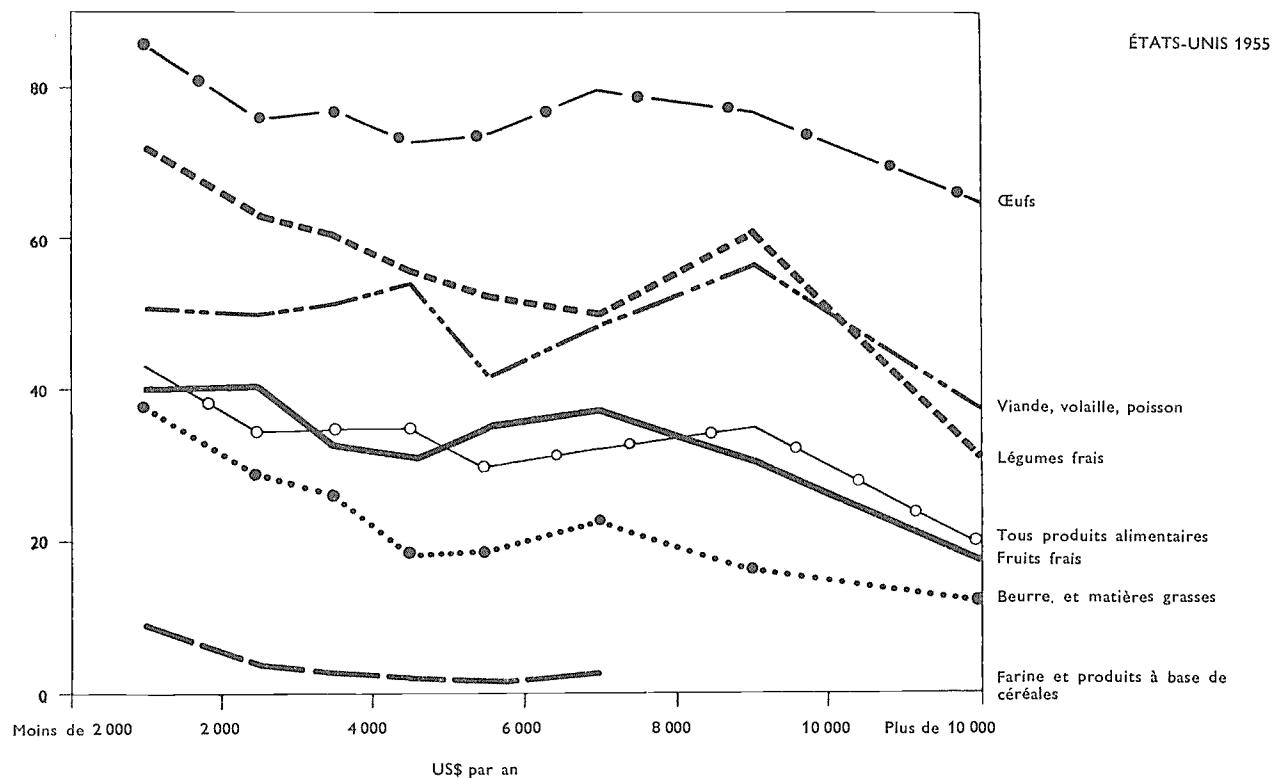
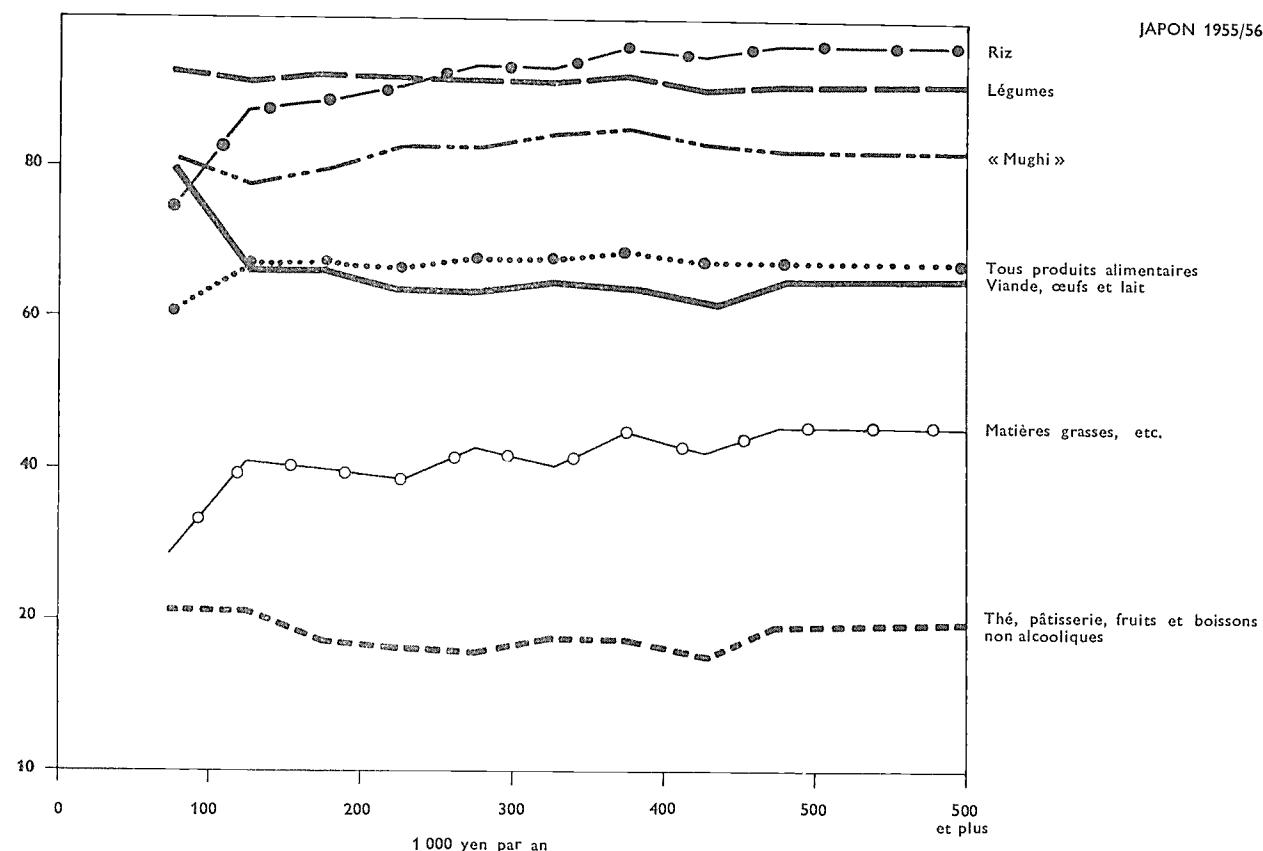
TABLEAU III-6. — POURCENTAGE DES ALIMENTS PRODUITS SUR L'EXPLOITATION DANS LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MÉNAGES AGRICOLES

	Etats-Unis (1955)	Japon (1955-56)	Inde (1951)	
			Août-nov.	Avril-juin
..... Pourcentage .....				
TOUS ALIMENTS .....	40	68	56	50
Céréales .....	6	83-94	65	62
Légumineuses .....	...	91	61	58
Pommes de terre .....	28	96	...	...
Autres légumes frais.	63	92	39	25
Fruits frais .....	37	...	35	40
Viande, volaille, poisson	51	65	31	6
Œufs .....	80			
Lait et produits laitiers .....	65		70	64
Huiles comestibles ...	31	2 43	15	14

\* Excepté le poisson et les algues. — ^ Y compris les condiments.

GRAPHIQUE III-7. PART DE L'AUTO-CONSOMMATION DANS LES DÉPENSES TOTALES D'ALIMENTATION DES FAMILLES VIVANT SUR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES — ÉTATS-UNIS ET JAPON

Pourcentage de l'auto-consommation dans les dépenses totales d'alimentation



de conserver assez de grains après chaque moisson pour subsister toute l'année.

Cependant, l'importance des aliments produits sur l'exploitation dans le régime alimentaire des ménages agricoles n'est pas liée au niveau de vie: elle peut traduire les préférences des consommateurs. Au Japon par exemple, contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, cette importance tendrait plutôt à croître dans les ménages prospères (graphique III-7). Elle doit dépendre également pour beaucoup du type de l'exploitation, le pourcentage tendant à être plus élevé en culture mixte et plus bas dans les exploitations qui produisent un ou deux articles destinés au marché.

Les contrastes entre Japon et Etats-Unis ressortent également d'une comparaison faite dans le temps. Par exemple, aux Etats-Unis, en rapprochant les résultats des enquêtes de ménages de 1942 et de 1955, on constate un fléchissement marqué dans la proportion des aliments produits à la ferme pour tous les groupes de produits alimentaires, excepté les fruits frais. Les mêmes observations peuvent être faites au sujet des ménages ruraux non agricoles (tableau III-7).

Au Japon, l'enquête annuelle sur les budgets des familles agricoles fait apparaître également une légère tendance à la diminution de la part des aliments de ménage dans le total des dépenses familiales. Mais ceci n'est pas dû, comme aux Etats-Unis, au fait que les produits d'auto-consommation sont remplacés par des aliments obtenus au dehors. Au contraire, l'importance des nourritures pro-

duites sur l'exploitation, y compris les céréales, tendrait plutôt à augmenter. L'évolution est due plutôt à la montée des dépenses consacrées à des articles qui ne sont pas produits à la ferme: par exemple, des articles comme les boissons et le tabac ou, surtout, les produits manufacturés et autres articles non agricoles. L'agriculture reste pour une bonne part une activité de subsistance même dans les hautes classes de revenu.

#### TENDANCES FUTURES DES DÉPENSES D'ALIMENTATION

Le fait que dans la plupart des pays il y ait une similitude générale des élasticités par rapport au revenu dans les ménages ruraux et dans les ménages urbains donne à penser que, le plus souvent, de nouvelles augmentations des revenus agricoles tendront à aligner approximativement la structure de la consommation alimentaire des campagnes sur celle de la consommation des villes. Ceci ne signifie pas nécessairement que dans tous les pays les ménages d'agriculteurs se plieront gradalement à la tendance observée aux Etats-Unis et consommeront de moins en moins les produits de l'exploitation. A cet égard, les facteurs décisifs peuvent être la tradition et surtout, peut-être, l'abondance ou la pénurie de main-d'œuvre agricole. La tendance des Etats-Unis semble néanmoins devoir s'affirmer dans le secteur agricole de maints pays européens et sans doute davantage encore en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Dans les collectivités ou pays pauvres où la consommation alimentaire a une forte élasticité par rapport au revenu, les ménages de petits exploitants agricoles, qui produisent une denrée unique telle que le riz, le blé, le millet, etc., gardent ordinairement la plus grande partie de leur production pour la consommation domestique et sont contraints de vendre le reste pour faire face aux impôts, aux dettes et autres nécessités pressantes. Ces ménages sont généralement mal nourris et ils peuvent désirer accroître leur propre consommation. Ce cas est illustré par le coefficient d'élasticité très élevé (1,0) de la production alimentaire familiale par rapport au revenu en Inde. Lorsque les conditions commerciales évoluent en faveur des producteurs agricoles, il peut se faire que les exploitants restreignent leurs ventes de manière à augmenter leur propre consommation. Dans ces conditions, un relèvement sensible des revenus agricoles sous l'influence d'une hausse des prix peut

TABLEAU III-7. — POURCENTAGE DES ALIMENTS PRODUITS A LA MAISON DANS LA CONSOMMATION DES MÉNAGES RURAUX AUX ETATS-UNIS EN 1942 ET EN 1955

	Ménages ruraux agricoles		Ménages ruraux non agricoles	
	1942	1955	1942	1955
..... Pourcentage .....				
Produits laitiers .....				
Huiles et graisses (y compris le beurre) .....	89,7	67,9	37,5	7,7
Farine et produits céréaliers .....	57,6	28,3	14,7	3,6
Produits boulangers .....	19,1	—	8,8	1,3
Viande, volaille, poisson .....	—	—	—	—
Œufs .....	60,8	50,3	14,9	7,0
Sucre et confiserie .....	96,2	80,4	50,2	18,4
Pommes de terre et patates .....	27,2	9,6	15	6,4
Légumes frais .....	63,4	30,6	18,8	8,5
Fruits frais .....	61,9	59,3	30,9	25,4
Jus de fruits et légumes .....	20,1	28	8,3	12,4
Fruits et légumes secs .....	—	18,5	—	6,1
	18,5	4,8	4,2	1,3

TABLEAU III-8. — PLACE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRODUITES A LA FERME DANS LE BUDGET DES MÉNAGES AGRICOLES:  
JAPON, 1949 A 1956

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956
..... <i>Pourcentage</i> .....								
Dépense totale .....	45,9	46,9	46,6	43,8	41,9	42,7	42,9	42,1
Dépense totale de produits alimentaires (y compris le tabac) .....	66,3	69,8	71,2	69,9	68	67,3	67,9	67,2
Aliments de base <sup>1</sup> .....	88,5	90,4	92,8	92,1	91,1	90,5	91,4	91,6
Aliments secondaires - I <sup>2</sup> .....	86,8	89,9	90,1	88,4	87,1	87,1	86,6	86,3
Aliments secondaires - II <sup>3</sup> .....	20,9	25,4	26,1	28,4	27,6	28,5	28,9	28,4
Condiments, huiles et graisses .....	53,7	51,1	51,2	52,2	49	47,3	47,1	46,1
Boissons et tabac .....	9,6	13,2	14	26,8	15,1	15,4	15,8	15,5

<sup>1</sup> Y compris: riz, blé, orge, orge nue, autres céréales et pommes de terre. — <sup>2</sup> Y compris: légumineuses, légumes, légumes au vinaigre, algues et épicerie. — <sup>3</sup> Y compris: poissons, coquillages, viande, œufs, lait et aliments préparés.

entraîner parfois des crises d'approvisionnement sur les marchés urbains qui dépendent des ventes des producteurs.

Il est probable néanmoins que l'incidence exercée sur les ventes commerciales par une hausse des prix et des revenus agricoles est influencée non seulement par l'élasticité-revenu d'un produit particulier, mais aussi par la tendance de l'agriculture à consommer des aliments plus à son goût lorsque ses revenus augmentent; dans les pays insuffisamment développés par exemple, il passera ainsi du millet, de l'orge et du maïs au riz ou au blé. Une montée des revenus pourrait donc entraîner une diminution des disponibilités de riz sur le marché et un accroissement des arrivages de grains « inférieur ». En revanche, une hausse du prix, mettons du riz par rapport à d'autres céréales, induira probablement les agriculteurs à se tourner de nouveau vers les céréales moins chères afin de profiter des cours rémunérateurs du riz. Les deux cas ont été signalés au Japon.

#### ASPECTS NUTRITIONNELS

Le budget d'alimentation ne nous renseigne pas complètement. Un régime nutritionnellement adéquat peut contenir des proportions variables d'aliments chers et d'aliments bon marché. En outre, le coût de la nourriture varie beaucoup d'un pays à l'autre. Un budget d'alimentation relativement peu élevé n'implique donc pas nécessairement un régime alimentaire déficient et vice versa. Le tableau annexe 17 montre la consommation individuelle journalière d'éléments nutritifs d'après plusieurs études de consommation. Les chiffres ne sont pas toujours strictement comparables et, en plu-

sieurs cas, ils ne sont pas représentatifs du pays entier. Néanmoins, quelques conclusions générales s'en dégagent.

L'aspect quantitatif, ou valeur énergétique de la nourriture, est ordinairement exprimé en calories. En outre, on possède maintenant une base acceptable pour évaluer les besoins en calories de différents groupes démographiques, ce qui permet d'apprécier si les divers régimes nationaux sont quantitativement adéquats. L'analyse paraît montrer que dans la plupart des pays du monde les disponibilités alimentaires moyennes par habitant ne sont pas très inférieures aux besoins caloriques estimés des populations respectives. Dans certaines régions et notamment en Amérique du Nord, en Australasie et en Europe, il y a plutôt surconsommation que pénurie de calories. Néanmoins, dans beaucoup de pays insuffisamment développés, notamment d'Asie et d'Afrique, la consommation de calories reste tout juste suffisante, ce qui signifie au fond que des millions d'hommes continuent à avoir faim, au moins une partie du temps. Même dans des pays où la consommation moyenne de calories paraît supérieure aux besoins, certains éléments de la population mangent trop et d'autres pas assez, étant donné que les disponibilités alimentaires font rarement l'objet d'une répartition égale.

Si les besoins étaient entièrement satisfaits, la consommation totale de calories paraîtrait devoir être en moyenne plus élevée chez les agriculteurs ou les ruraux que chez les citadins ou les non-agriculteurs, étant donné que les travaux de force sont en général plus fréquents dans l'agriculture. Lorsque les ruraux consomment moins de calories que les citadins, il est probable que leurs besoins caloriques ne sont pas entièrement satisfaits.

GRAPHIQUE III-8. RATION MOYENNE DE CALORIES PAR PERSONNE ET PAR JOUR, ET NOMBRE DE CALORIES PROVENANT D'ALIMENTS PROTÉIQUES ET DE MATIÈRES GRASSES: ZONES RURALES ET URBAINES

Par habitant et par jour

Etats-Unis      Zones rurales  
                    Zones urbaines

Royaume-Uni      Zones rurales  
                    Zones urbaines

Pologne      Zones rurales  
                    Zones urbaines

Yougoslavie      Zones rurales  
                    Zones urbaines

Japon      Zones rurales  
                    Zones urbaines

Costa Rica      Zones rurales  
                    Zones urbaines

Équateur      Zones rurales (Quinindé)  
                    Zones rurales (Otavalo)  
                    Zones urbaines

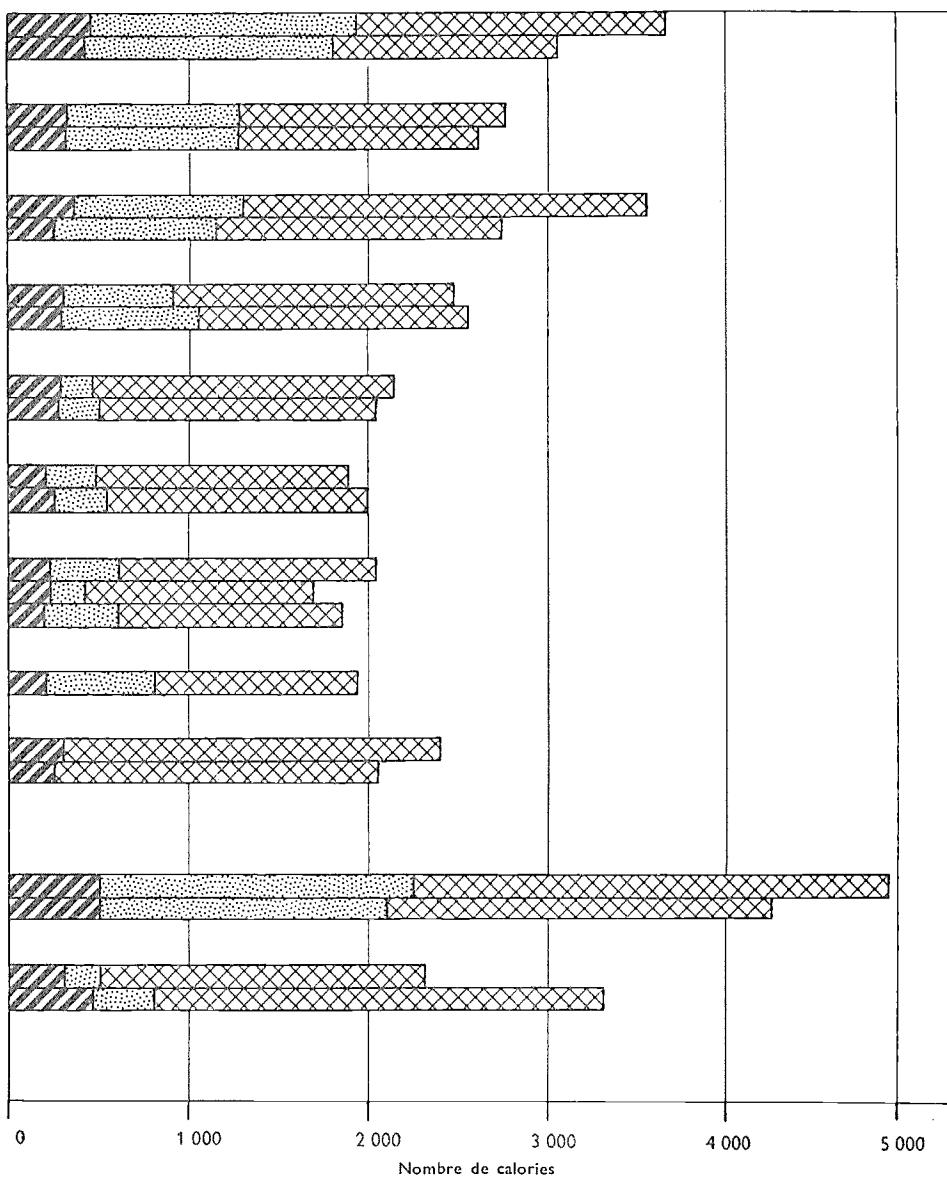
Cameroun  
(Adm. fr.)      Zones rurales

Côte-d'Ivoire      Campements  
                    Villages

Unité de consommation par jour

Etats-Unis      Zones rurales  
                    Zones urbaines

Inde      Zones rurales  
                    Zones urbaines



Calories provenant d'aliments protéiques

Calories provenant de matières grasses

Nombre total de calories consommées par jour

Parmi les pays du tableau annexe 17, la consommation calorique paraît être plus forte à la campagne qu'à la ville aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Pologne et au Japon (graphique III-8). On relève une légère différence dans l'autre sens en Yougoslavie et au Costa Rica et une différence plus forte en Inde. (Les données indiennes sont présentées par « unité de consommation » de

sorte qu'elles ne sont pas comparables en valeur absolue aux chiffres individuels présentés pour les autres pays, excepté les Etats-Unis pour lesquels les deux séries de chiffres existent.) Les données relatives à l'Équateur semblent indiquer également une consommation calorique plus faible à la campagne qu'à la ville.

Les aliments dont proviennent les calories peu-

TABLEAU III-9. — APPOINT DE CHAQUE GROUPE D'ALIMENTS, EN POURCENTAGE DU TOTAL DES CALORIES DE LA RATION

	Etats-Unis		Royaume-Uni		Inde		Cameroun (Adm. fr.) (surtout planteurs de cacao)	Côte- d'Ivoire (échantillons villageois)
	Ville	Campagne	Ville (Londres)	Campagne	Industrie	Agriculture		
..... Pourcentage .....								
Céréales .....	24,0	27,6	31,5	38,2	72,8	82,4	0,5	3,5
Légumineuses et noix .....	0,8	1,3	...	...	8,7	7,3	13,1	0,5
Tubercules .....	2,9	2,8	6,8	6,4	2,5	2,1	47,4	81,5
Légumes .....	3,2	2,4	2,6	1,7	2,4	1,0	3,5	0,6
Fruits .....	4,6	3,2	12,6	12,3	1,6	1,6	15,6	0,4
Sucre et confiserie .....	9,7	11,9	13,3	11,7	2,4	1,0	...	0,2
Lait et produits laitiers .....	15,1	14,8	18,3	14,9	2,1	0,9	3,3	...
Viande, œufs, poisson .....	26,5	21,1	14,1	14,0	7,6	3,5	15,4	7,7
Huiles et graisses .....	13,0	14,7	0,8	0,6	2,2	1,3	1,2	3,4
Divers .....	0,2	0,2						2,2
TOTAL .....	100,0	100,0	100,0	99,8	99,9	100,1	100,0	100,0

\* Y compris le ghee.

vent être analysés pour un petit nombre de pays. Leur répartition est en gros analogue à celle qui ressort des études de budgets familiaux, encore que les proportions soient naturellement différentes puisqu'ici on ne tient pas compte des prix relatifs des divers aliments (tableau III-9). Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, la structure de la consommation est extrêmement semblable à la campagne et à la ville. En Inde, les chiffres font ressortir une fois de plus la faiblesse des revenus et la forte prépondérance des céréales. Dans les pays africains considérés, les tubercules jouent le rôle des céréales mais les chiffres indiquent un régime un peu plus varié que celui du paysan indien.

Le nombre de calories indique seulement la valeur quantitative du régime. La qualité nutritionnelle ne peut être évaluée d'après l'apport d'un seul élément nutritif, car les protéines, les vitamines et les minéraux doivent tous entrer en ligne de compte. En outre, on n'est pas encore en mesure de fixer une base objective d'évaluation des besoins en maints éléments nutritifs. Selon les éléments d'appréciation assez subjectifs dont on dispose à l'heure actuelle, les régimes moyens semblent défectueux dans la plupart des pays insuffisamment développés; en outre, à cause des inégalités de la répartition, certains éléments de la population peuvent avoir des régimes inadéquats même dans les pays où la moyenne nationale paraît satisfaisante.

Cependant, si un seul élément nutritif ne peut donner une idée exacte de la qualité d'un régime,

la teneur en protéines mérite une attention particulière, non seulement parce que les protéines sont un des éléments nutritifs les plus importants, mais aussi parce que la plupart des aliments riches en protéines sont ordinairement la source de nombreux autres éléments nutritifs essentiels. Comme cette remarque s'applique surtout aux aliments d'origine animale, la teneur en protéines animales est probablement encore plus significative, bien que les découvertes récentes de la science nutritionnelle tendent à dépouiller les protéines animales de leur supériorité traditionnelle. Les calculs relatifs à la consommation de protéines donnent à penser qu'un grand nombre de personnes et notamment d'enfants, en Asie, en Afrique et dans certaines parties de l'Amérique centrale et méridionale ont un régime trop pauvre en protéines. Plusieurs enquêtes faites dans ces régions indiquent d'ailleurs que la malnutrition protéique appelée kwashiorkor dans certaines régions de l'Afrique, est sans doute le problème nutritionnel le plus grave de l'heure actuelle.

Les données du tableau annexe 17 et du graphique III-8 montrent bien que la consommation de protéines est beaucoup plus faible dans les pays pauvres et insuffisamment développés, et que dans la plupart de ces pays elle est encore plus basse dans les ménages ruraux que dans les ménages urbains. Pour autant qu'on sache, la carence de protéines serait donc encore plus grave à la campagne qu'à la ville dans les pays insuffisamment développés. Il en est probablement de même pour

d'autres carences nutritionnelles, les campagnards ne se doutant pas qu'ils pourraient produire eux-mêmes, sans grosses sorties de fonds, les aliments qui leur font défaut.

Le graphique III-8 montre le pourcentage approximatif de la ration calorique tiré des graisses et des protéines. A poids égal, les graisses donnent plus d'énergie que tout autre aliment. On est frappé de voir à quel point les régimes « hautes calories » sont caractérisés par une forte proportion de matières grasses. Les ruraux, qui ont des besoins énergétiques supérieurs en moyenne à ceux des citadins, consomment plus de matières grasses que les gens de la ville dans les pays riches; et si la situation est renversée dans les pays sous-développés, c'est probablement à cause de la misère de la population rurale.

L'inégalité des niveaux nutritionnels ne dépend pas entièrement de l'inégalité des revenus, bien que ce soit là sans doute le facteur le plus important. Des déficiences nutritionnelles peuvent être dues à l'absence de certains aliments, qui ne sont ni produits sur place ni disponibles au marché local. Ce cas se présente plus souvent dans les campagnes que dans les villes. Parfois, les aliments sont bel et bien produits, mais on ne les consomme pas, soit parce qu'il faut acheter d'autres biens et services, soit pour des motifs tels que le préjugé et l'ignorance.

On est très mal renseigné sur les changements de régime alimentaire qui se produisent lorsque les ruraux vont s'installer à la ville ou lorsqu'ils sont influencés par les modes de vie urbains. Néanmoins, on sait que l'amélioration sensible du revenu individuel, qui est liée à l'urbanisation dans les pays insuffisamment développés, entraîne normalement une consommation accrue de produits animaux, de fruits et légumes et autres aliments de haute valeur nutritionnelle. Néanmoins, les exceptions sont nombreuses et les hauts revenus urbains sont fréquemment consacrés à l'achat d'aliments « chics » tels que le riz fortement usiné, le sucre, et diverses boissons dont la valeur nutritionnelle est nulle ou infime. Quand l'Europe occidentale a commencé à s'industrialiser, beaucoup d'individus étaient mal nourris dans les villes parce que plusieurs éléments nutritifs essentiels étaient absents de leur régime. Pour autant que l'on sache, une situation analogue règne aujourd'hui dans d'autres régions parmi les populations récemment touchées par la civilisation urbaine. Par exemple, des enquêtes faites chez les Bantous de

l'Union sud-africaine montrent que le régime traditionnel des campagnes, à base de lait et de céréales entières, est souvent remplacé dans les nouvelles couches urbaines par un régime à base de farine de maïs, de pain blanc et d'eau minérale. Pour donner un autre exemple, rappelons que le béribéri progresse à mesure que le riz pilé à la mode indigène est remplacé, même dans les zones rurales de l'Asie, par du riz blanc, fortement usiné ou poli, qui a perdu ses vitamines.

#### POSTES DE DÉPENSE AUTRES QUE L'ALIMENTATION

La part des dépenses d'alimentation diminuant à mesure que le revenu augmente, la part des autres dépenses s'élève d'autant. La tableau annexe 15 donne quelques indications sur la nature des dépenses non alimentaires; mais étant donné que, pour des raisons de comparabilité, on n'a pas poussé très loin la ventilation de ce tableau, on donnera ci-dessous une analyse plus détaillée pour un nombre limité de pays. Après l'alimentation, les principaux articles du budget ménager sont le logement, l'habillement, le combustible et l'éclairage.

#### *Logement*

Comme on l'a déjà fait remarquer, les données statistiques ne sont pas toujours comparables entre la campagne et la ville. Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, le loyer (ou la valeur locative, selon le cas) représente une portion un peu plus forte des dépenses totales dans les villes que dans les campagnes (tableau III-10). On pouvait s'y attendre, abstraction faite de toute différence de revenu, parce que le terrain est plus cher dans les villes. Pour d'autres pays du tableau, les dépenses de logement sont tellement plus fortes à la ville que, selon toute probabilité, le logement rural (sauf dans les cas où il y a des transactions en espèces) a dû être évalué à un chiffre plus ou moins nominal – à moins qu'il n'ait été compté pour rien, comme dans l'enquête sur la Thaïlande. Ceci a deux conséquences: d'une part, la faible valeur locative attribuée aux habitations rurales diminue l'évaluation totale du revenu des ménages ruraux; d'autre part, le pourcentage du revenu dépensé pour l'alimentation et le reste tend à être surestimé.

En même temps, il est probable que les dépenses de logement sont très sensibles à l'accrois-

TABLEAU III-10. — POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALES CONSACRÉ, DANS LES MÉNAGES RURAUX ET URBAINS, AU LOGEMENT, AU COMBUSTIBLE, A L'HABILLEMENT ET AUTRES ARTICLES NON ALIMENTAIRES

	Loyer		Combustible éclairage		Vêtement		Total logement, chauffage, habillement		Autres dépenses non alimentaires	
	Campagne	Ville	Campagne	Ville	Campagne	Ville	Campagne	Ville	Campagne	Ville
..... Pourcentage .....										
Etats-Unis .....	11	10	9	8	12	11	32	29	37	36
Royaume-Uni .....	11	8	4	5	10	13	25	26	42	42
Italie										
Nord .....	4	2	5	4	19	16	28	22	30	23
Sud .....	4	2	4	4	19	18	27	24	28	24
Japon .....	2	...	5	5	11	11	18	...	37	...
Jamaïque .....	10	1	3	2	6	11	19	14	25	17
Ghana										
Capitale et régions rurales .....	5	1	5	6	12	17	22	24	14	10
Petites villes .....	2	...	5	...	17	...	24	...	12	...
Thaïlande .....	...	...	...	7	...	9	...	16	...	...
Inde .....	3	1	6	7	7	7	16	15	31	19

sement du revenu. On peut au moins l'inférer du fait que les dépenses consacrées au logement sont faibles, même à la ville, dans les pays du tableau III-10 (excepté Etats-Unis et Royaume-Uni). Il faut noter cependant que la plupart de ces pays ont des climats chauds qui simplifient le problème du logement.

Le coût plus faible des loyers ruraux ne résulte pas seulement des imperfections statistiques; bien souvent, il traduit l'absence de confort. Les maisons rurales ont moins souvent l'eau courante, le tout-à-l'égout et l'électricité que les maisons de ville, et ceci peut expliquer dans une bonne mesure la faiblesse des valeurs locatives (tableau III-11). Dans la plupart des pays, le manque de confort des habitations peut être considéré comme un des désavantages certains de la population agricole sur la population urbaine.

#### *Habillement*

La proportion du revenu consacrée à l'habillement varie moins que le pourcentage consacré au logement, aussi bien d'un pays à l'autre que de la campagne à la ville. Dans plusieurs pays, la part des dépenses d'habillement est même légèrement plus élevée à la campagne, ce qui est compréhensible dans les climats froids étant donné que les agriculteurs ont besoin d'une protection plus efficace contre la pluie et le froid que la plupart des citadins.

En comparant les pays, on n'observe aucune tendance bien nette. La part des dépenses d'habille-

ment dans la dépense totale est plus faible aux Etats-Unis et au Royaume-Uni que dans certains pays où les revenus individuels sont plus faibles. Les chiffres les plus élevés tendent à se rencontrer vers le milieu de l'échelle des revenus, bien que les chiffres relativement élevés du Ghana fassent exception à cette règle. Le Ghana s'écarte également de la tendance assez logique selon laquelle le pourcentage des dépenses d'habillement diminue dans les climats tropicaux. Il est probable que les us et coutumes de chaque pays ont ici une influence importante. Malgré tout, l'écart entre les différents pays et l'écart entre la campagne et la ville apparaissent relativement faibles.

#### *Combustible et éclairage*

Les dépenses de combustible et d'éclairage varient encore moins que les dépenses d'habillement en proportion de la dépense totale; dans tous les pays, elles représentent entre 2 et 9 pour cent du budget familial. Elles sont relativement élevées dans quelques pays à revenu faible et à climat chaud (par exemple, la Thaïlande, l'Inde) où l'on attendrait le contraire. Ceci est peut-être dû au coût du combustible et au fait qu'une certaine quantité minimum est nécessaire pour la cuisine.

#### *Autres dépenses non alimentaires*

La plus forte variation des dépenses d'un pays à l'autre se rencontre dans le groupe composite

TABLEAU III-II. — POURCENTAGE DES LOGEMENTS DOTÉS DE L'EAU COURANTE ET DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LES ZONES RURALES ET DANS LES ZONES URBAINES

	Année	Eau courante		Électricité	
		Campagne	Ville	Campagne	Ville
Pourcentage .....					
Etats-Unis .....	1950	¹ 60 (57)	97 (95)	² 83	97
Canada .....	1951	(40)	(94)	66	99
Grande-Bretagne .....	1951	(80)	(98)	...	...
France .....	1954	35 (34)	80 (75)	89	95
Finlande .....	1950	8	53	65	98
Allemagne occidentale .....	1955	67	97	98	99
Pays-Bas .....	1947	(27)	(87)	72	95
Irlande .....	1946	9 (8)	92 (67)	...	...
Autriche .....	1951	35 (21)	87 (45)	83	97
Portugal .....	1950	(3)	(43)	9	47
Nouvelle-Zélande .....	1945	³ 39	95	79	98
Porto Rico .....	1950	83 (16)	64 (59)	24	81
Chili .....	1952	(18)	(76)	15	77
Colombie .....	1951	7 (5)	66 (62)	4	64
Panama .....	1950	9	93	...	...
Brésil .....	1950	(1)	(40)	4	60
Honduras .....	1949	(2)	(29)	1	23
Cuba .....	1953	15 (7)	79 (58)	9	83
République Dominicaine .....	1950	3 (1)	57 (18)	2	46

SOURCE: *Annuaire statistique des Nations Unies*, 1958.

NOTE: Les chiffres entre parenthèses concernent les postes d'eau à l'intérieur des maisons; les chiffres sans parenthèses concernent aussi bien les postes installés à l'intérieur qu'à l'extérieur.

¹ Exploitations agricoles: 45 (42); habitations rurales non agricoles: 70 (66). — ² Exploitations agricoles: 76; habitations rurales non agricoles: 88. — ³ A l'exclusion des Maoris.

classé sous la rubrique « autres dépenses non alimentaires » dans le tableau III-10. La part du revenu consacrée à l'ensemble des trois postes logement, chauffage, habillement, varie à peu près du simple au double quand on passe des pays les plus pauvres aux pays les plus riches, tant à la campagne que dans les villes. Pour les « autres dépenses non alimentaires », la dépense varie du simple au triple ou au quadruple. La part du revenu consacrée à ces articles divers (qui consistent souvent en biens et services de luxe ou de demi-luxe) est partout plus faible dans les ménages ruraux que dans les ménages urbains, sauf au Royaume-Uni où il n'y a pas de différence à cet égard entre la campagne et la ville. En fait, c'est cette catégorie de dépenses qui s'enfle le plus lorsque le revenu augmente; et le fait qui trahit le mieux la disparité des revenus entre la campagne et la ville est qu'il reste moins d'argent aux campagnards pour acquérir ces articles une fois effectuées toutes les dépenses strictement indispensables.

La forte proportion du budget familial consacrée à ce poste en Inde fait exception à la tendance générale. Cette exception s'explique en partie si

l'on considère que les Indiens consacrent de fortes dépenses aux cérémonies (environ 6 pour cent) et aux services personnels, qui dans les ménages urbains absorbent 8 pour cent du budget familial.

Etant donné que la ventilation des postes de dépenses n'est pas la même dans les différents pays, il est rarement possible de pousser plus loin les comparaisons. Les transports représentent environ 13 pour cent de la dépense totale dans les ménages urbains et 10 pour cent dans les ménages ruraux aux Etats-Unis. Au Royaume-Uni, les chiffres correspondants sont de 6 et de 7 pour cent, le chiffre de la campagne étant ici plus élevé que celui de la ville. Dans tous les autres pays du tableau, le coût des transports ne dépasse pas 2 pour cent du budget total (si l'on excepte le chiffre de 3 pour cent rencontré dans l'échantillon de ménages urbains de la Jamaïque). Dans tous ces pays, la part du revenu consacrée au transport est plus forte à la ville qu'à la campagne, malgré l'isolement des foyers ruraux. Il est probable qu'une bonne partie des dépenses de transport à la ville est afférente aux déplacements entre le domicile et le lieu de travail, au moins dans les grandes cités. Néanmoins, il arrive souvent que les tra-

vailleurs ruraux, eux aussi, habitent très loin du lieu de travail ou qu'ils couvrent de grands parcours pendant leur emploi.

Un autre poste sur lequel la plupart des enquêtes de ménage nous apportent des renseignements — les meubles et articles ménagers — représente 2 pour cent seulement des budgets ruraux, par exemple au Ghana et à la Jamaïque, 4 pour cent environ au Japon et 6 à 8 pour cent aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Italie. En règle générale, la part du revenu consacrée à ces articles n'est guère plus forte dans les foyers ruraux que dans les foyers urbains.

#### COMMODITÉS ET AGRÉMENTS HORS BUDGET

Dans les sections qui précèdent, nous nous sommes occupés principalement du revenu et des dépenses. Ce sont en effet les éléments sur lesquels on est le mieux renseigné et ceux qui permettent de mesurer les niveaux de vie de la population rurale des divers pays et de les comparer aux niveaux de vie de la population urbaine. Néanmoins, il est manifeste que ces deux éléments ne sont pas les seuls que l'on doive prendre en considération lorsqu'on s'efforce de juger les niveaux de vie ruraux. C'est précisément sous certains des aspects les moins facilement mesurables du niveau de vie que les populations rurales sont le plus défavorisées. Dans presque tous les pays, les services médicaux, éducatifs et culturels, les divertissements, les relations sociales sont plus rares à la campagne. La journée de travail est plus longue et les congés sont plus courts, voire inconnus. Non seulement les activités rurales sont sujettes aux mêmes risques économiques que les activités urbaines, mais encore elles sont exposées, à un degré tout particulier, au risque météorologique. Le calme et l'isolement compensent parfois ces désavantages mais ils ne sont pas goûts de tout le monde et, d'ailleurs, les groupes les plus pauvres du monde rural n'en profitent pas toujours.

On possède peu de statistiques qui permettent de mesurer les désavantages des ruraux sur les citadins, notamment dans les pays insuffisamment développés. Comparés aux taux urbains, les taux de l'analphabétisme rural traduisent le fait que, dans beaucoup de régions, l'enseignement est moins bien organisé à la campagne et que les habitations y sont plus éloignées des écoles (tableau annexe 18

et graphique III-9)<sup>5</sup>. Comme dans toutes les statistiques de ce genre, les comparaisons entre les groupes ruraux et les groupes urbains sont plus valables que les comparaisons entre pays, car la définition de l'analphabétisme n'est pas la même dans toutes les nations. Néanmoins, les données présentées paraissent montrer que le taux d'analphabétisme est souvent deux fois plus élevé et exceptionnellement quatre fois plus élevé dans les campagnes.

On s'est efforcé de mettre en évidence l'inégalité de l'organisation médicale à la campagne et à la ville en comparant le nombre des médecins et des hôpitaux ainsi que les taux de maladie et de mortalité. Malheureusement, peu de pays établissent des statistiques médicales permettant de faire des comparaisons entre la ville et la campagne ou entre les métiers agricoles et les occupations urbaines. L'OMS a récemment consacré à ce problème une brève étude complétée d'une bibliographie<sup>6</sup>. Les lignes suivantes sont extraites de cette publication:

Au sein d'un pays donné, la disproportion de la densité médicale est souvent trop forte entre la ville et la campagne.

En France, il y a environ 1 médecin pour 1 000 habitants dans les villes et 1 pour 2 000 dans les campagnes. Aux Etats-Unis, il y avait, en 1942, 120 médecins pour 100 000 habitants dans l'ensemble du pays, ce chiffre variant de 153 pour 100 000 dans les villes « métropolitaines » à 59 pour 100 000 dans les régions dites rurales (moins de 2 500 habitants)...

Cette inégalité de répartition aurait été plus grande dans certains pays si des mesures n'avaient pas été prises...

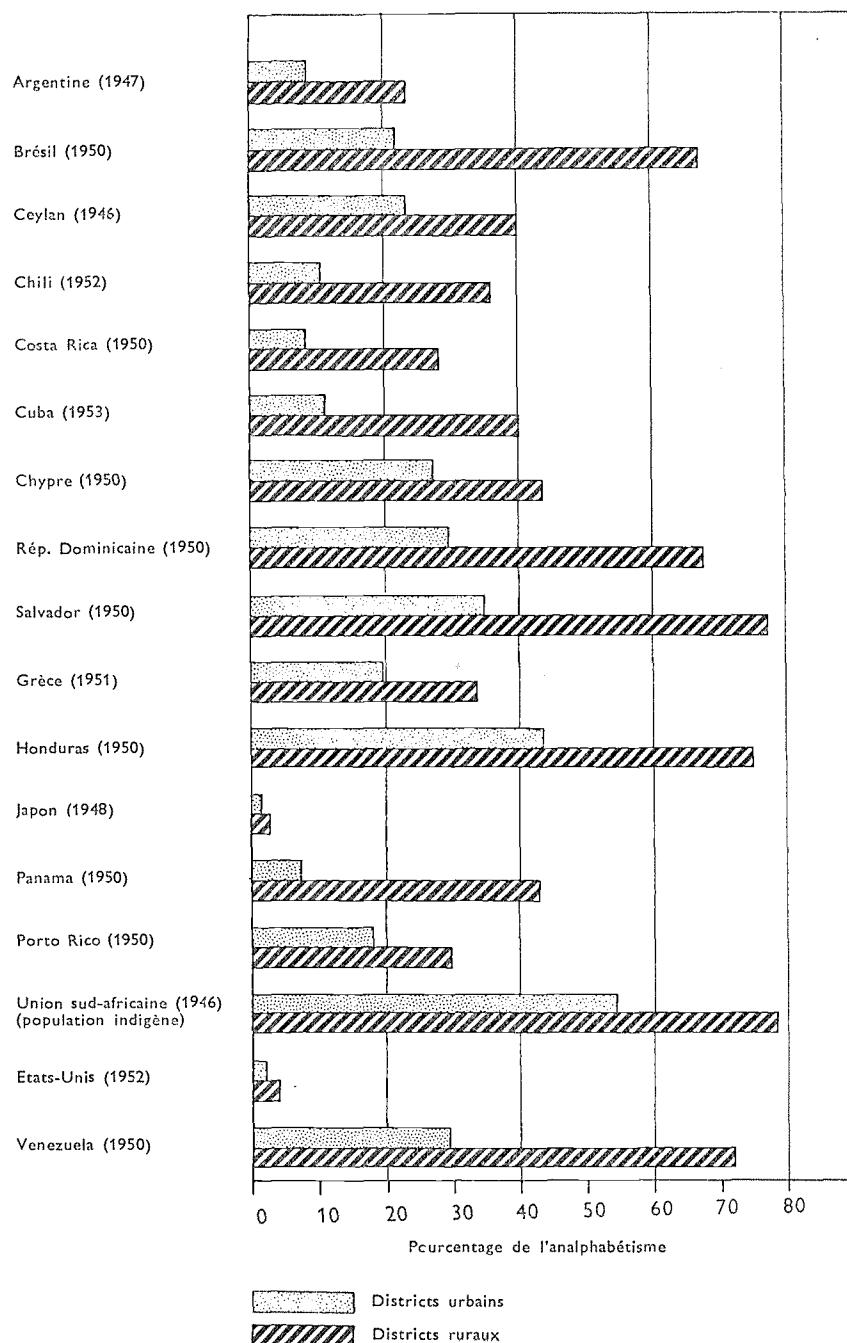
Il existe des pays où rien n'est prévu pour retenir les médecins à la campagne. En Turquie, les médecins se pressent à Istanbul, à Ankara et dans les villes de la côte occidentale; dans l'est du pays, leur proportion tombait, il y a peu de temps encore, à 1 pour 100 000 habitants. Au Bengale, où il y a 4 586 diplômés et 7 690 licenciés (médecins auxiliaires), soit 1 médecin pour 4 913 habitants en moyenne, la densité médicale est probablement trois fois et demie plus forte dans les villes qu'à la campagne. Dans le Sindhi, où compte 155 diplômés et 323 licenciés, soit 1 pour 9 487 habitants, mais la proportion des densités entre la ville et la campagne est de 49 à 1. On estime que les trois quarts des médecins exercent dans les villes; or, la population rurale est huit à neuf fois plus forte que la population urbaine.

Il est difficile d'évaluer l'influence des conditions sanitaires sur les espérances de vie et les taux de mortalité, qui diffèrent à la campagne et à la ville,

<sup>5</sup> Possibilités d'accès à l'éducation dans les zones rurales (Bureau international d'éducation, publication N° 192). Unesco, Paris, 1958.

<sup>6</sup> R.F. Bridgman. *L'hôpital rural*. Organisation mondiale de la santé, Genève, 1954, p. 24-25.

GRAPHIQUE III-9. POURCENTAGE DE L'ANALPHABÉTISME DANS LES POPULATIONS RURALES DE CERTAINS PAYS



étant donné que la répartition des classes d'âge n'est pas la même, parfois à cause de la croissance rapide des villes. Les statistiques de la mortalité infantile, dans les quelques pays où elles sont ventilées entre la ville et la campagne, sont plus révélatrices. La mortalité infantile, c'est-à-dire la proportion d'enfants nés vivants qui meurent avant un an, est à peu près la même à la ville et à la campagne (26 à 30 pour 1 000) dans des pays

comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Au Japon, en revanche, en 1956, elle était plus élevée dans les campagnes (47 pour 1 000) que dans les zones urbaines où elle avait été réduite à 35 pour 1 000. Dans quelques autres pays, dont la Yougoslavie, l'Italie et la Colombie, il est prouvé que, au moins dans certaines grandes villes, la mortalité infantile est nettement inférieure à la moyenne nationale, ce qui montre qu'elle est supérieure

dans les zones rurales. Si l'on compare les taux de la capitale avec la moyenne nationale, on trouve en Italie (1958) 36 contre 49 pour 1 000; en Yougoslavie (1957) 53 contre 102 pour 1 000; en Colombie (1956) 81 contre 104 pour 1 000. En revanche, l'écart entre la campagne et la ville paraît moindre dans les pays où le taux de mortalité infantile est particulièrement élevé, par exemple dans la République arabe unie (Egypte) et dans l'Inde; certaines grandes villes comme Calcutta et Bombay ont des taux supérieurs à la moyenne nationale. Pour la mortalité infantile comme pour d'autres facteurs, l'écart entre pays riches et pays pauvres est plus fort que la différence entre les

zones rurales et les zones urbaines d'un même pays.

Bien que l'on possède peu de statistiques sur les facteurs sociaux et autres facteurs non économiques, il est permis d'affirmer en règle générale que, sans parler de l'inégalité souvent considérable des revenus, les agriculteurs et autres travailleurs de la campagne sont privés d'un grand nombre des commodités, agréments et autres services dont jouissent les citadins. Bien qu'ils échappent à la mesure objective, ces désavantages n'en sont pas moins réels et l'on doit en tenir compte chaque fois que l'on s'efforce de juger les niveaux de vie de la population rurale.

### Tendances récentes des revenus et des niveaux de vie du secteur agricole

Les sections précédentes du présent chapitre donnent un aperçu des niveaux de vie des populations agricoles et rurales dans des pays ayant atteint différents stades de développement économique; elles contiennent aussi quelques indications qui permettent de comparer les conditions de vie de ces populations avec celles des populations urbaines. Les données quelque peu limitées dont on dispose concernent pour la plupart le début et le milieu de la période 1950-60 et constituent, en quelque sorte, une vue en coupe de la situation à cette époque particulière.

Pour une enquête de cet ordre, il est toutefois non moins important d'examiner les tendances dans le temps. Il faut voir, par exemple, s'il existe quelque signe d'une amélioration générale des conditions de vie des populations rurales au cours des quelques dernières dizaines d'années et si la disparité des niveaux de vie ruraux et urbains semble s'accentuer ou s'atténuer. Ces comparaisons, surtout lorsqu'on dispose de renseignements portant sur une assez longue période, peuvent fournir d'utiles indications sur les tendances et l'évolution futures.

Que l'on sache, un seul pays (les Etats-Unis d'Amérique) publie un indice directement destiné à mesurer les modifications du niveau de vie de la population agricole. Cet indice est basé sur une combinaison de la valeur moyenne des ventes de produits agricoles et du pourcentage des exploitations possédant certains éléments de confort: électricité, téléphone, automobile, etc. Cet indice et les données qui s'y rattachent révèlent que, d'une

manière générale, le niveau de vie rurale s'est amélioré de façon appréciable dans les années récentes, non seulement en comparaison avec la période de dépression des années trente, mais aussi par rapport aux années prospères de l'après-guerre.

Entre 1940 et 1956, par exemple, le pourcentage des exploitations ayant l'électricité est passé de 33 à 94, celui des exploitations ayant l'eau courante de 22 à 64, celui des exploitations ayant le téléphone de 25 à 52, etc. Par conséquent, les conditions de vie des agriculteurs se rapprochaient à bien des égards de celles des populations citadines, malgré la disparité persistante entre zones rurales et zones urbaines en général. Cette disparité est cependant moins prononcée au sein de chaque région que dans l'ensemble des Etats-Unis. En outre, il semble que les différences entre les

TABLEAU III-12. — INDICES DES NIVEAUX DE VIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES AUX ETATS-UNIS (ENSEMBLE DU TERRITOIRE, 1945 = 100)

	Etats-Unis	Nord-Est	Centre-Nord	Sud	Ouest
Indices					
1930.....	75	102	104	44	93
1940.....	79	115	104	49	102
1945.....	100	138	128	65	127
1950.....	122	152	147	92	145
1954.....	140	167	161	113	163
1956.....	145	169	165	119	167

SOURCE: *Farm operator level of living indexes for counties of the United States, 1945, 1950, 1954*, U.S.D.A. Agricultural Marketing Service. Stat. Bull. 204. Mars, 1957.

niveaux de vie des zones agricoles de diverses régions aient tendance à s'effacer. Ainsi, l'indice du niveau de vie le plus bas est celui du Sud, mais c'est aussi la région où il a relativement le plus progressé, de sorte que l'inégalité des revenus agricoles entre les régions était moins forte en 1956 qu'en 1940. La structure des dépenses également paraît être devenue plus semblable à celle des régions urbaines et du Nord.

On a aussi la preuve directe d'une nette amélioration du niveau de vie des populations rurales au Japon, où il existe un indice des dépenses de consommation des ménages agricoles (en termes réels), non seulement pour les années récentes, mais aussi par comparaison avec les dernières années de l'avant-guerre. L'indice des salaires réels dans les industries manufacturières, qui figure également dans le tableau III-13, s'il n'est pas strictement comparable, confirme l'impression qu'au Japon le niveau de vie des populations rurales s'est amélioré bien davantage que celui des ouvriers de l'industrie par rapport aux années trente; une partie de cette avance semble cependant avoir été perdue depuis 1954.

L'indice des dépenses des ménages agricoles au Japon comprend, pour l'après-guerre, une ventilation des dépenses qui indique également une tendance ascendante du niveau de vie. De 1951 à 1956, par exemple, les dépenses globales ont augmenté de 22 pour cent, les dépenses d'alimentation de 10 pour cent seulement, et les dépenses consacrées aux céréales et aux plantes-racines ont diminué de 7 pour cent. Par contre, les dépenses d'habillement se sont accrues de 61 pour cent et les « dépenses extraordinaires » de 57 pour cent. Les dépenses d'éclairage et de chauffage ont quelque peu di-

TABLEAU III-13. — JAPON: INDICES DES DÉPENSES DES MÉNAGES AGRICOLES (EN TERMES RÉELS) AVEC, AUX FINS DE COMPARAISON, LES INDICES DES SALAIRES RÉELS DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

	Indices 1934-36 = 100		Indices 1951 = 100	
	Dépenses des ménages agricoles	Salaires dans les industries manufacturières	Dépenses des ménages agricoles	Salaires dans les industries manufacturières
1951.....	109	92	100	100
1952.....	122	102	112	111
1953.....	128	107	117	117
1954.....	129	108	118	117
1955.....	131	115	120	124
1956.....	134	126	122	136

SOURCES: Résumés statistiques, Ministère de l'agriculture et des forêts, Japon, 1957. Annuaire statistique du Japon, 1955-56.

minué, mais l'augmentation des dépenses a été supérieure à la moyenne générale en ce qui concerne le logement et les « divers ».

Quelques conclusions, moins précises cependant, peuvent être inférées des données disponibles à propos de certains autres pays. En Italie, par exemple, si l'on compare les résultats d'une enquête sur les dépenses domestiques du secteur agricole dans les années trente avec ceux de l'enquête récente sur le budget des ménages agricoles, on constate que la portion du revenu consacrée à l'alimentation a diminué; bien qu'on ne sache pas exactement de quel ordre est cette diminution, elle est le signe que le niveau de vie s'est élevé. Ceci est confirmé par le fait que la disparité entre les revenus urbains et agricoles s'est atténuée (voir plus bas), tandis que le revenu global par habitant augmentait. Notons cependant qu'une amélioration par rapport à la période de crise des années trente était à prévoir et s'est probablement produite dans la plupart des pays.

Dans la majorité des cas cependant, on manque d'une documentation directe sur les variations et les tendances des niveaux de vie de la population agricole dans l'après-guerre et il faut se baser sur les statistiques du revenu national et d'autres données indirectes qui appellent, évidemment, les réserves notées dans les sections précédentes.

#### EVOLUTION DU REVENU NATIONAL

En comparant le rythme de l'accroissement du produit national dans le secteur agricole<sup>7</sup> et dans les autres secteurs, on a le sentiment que dans la grande majorité des pays le développement économique a été plus rapide en dehors du secteur agricole (tableau III-14). Ceci est normal et même nécessaire à un développement économique soutenu. L'écart est toutefois rarement important; la différence entre les taux d'accroissement annuel ne dépasse 5 pour cent que dans le quart environ des pays figurant dans le tableau, si la comparaison s'établit aux prix courants. En termes réels, c'est-

<sup>7</sup> Les taux d'accroissement du produit agricole donnés dans le tableau III-14 sont calculés à partir des statistiques du revenu national et correspondent au concept de la « valeur ajoutée ». Ils ne doivent pas être confondus avec les indices de la production agricole figurant dans le chapitre II du présent rapport, lesquels représentent l'accroissement de la production agricole nette, compte non tenu du coût des machines agricoles, des engrains ou de toute autre entrée d'origine non agricole.

TABLEAU III-14. — AUGMENTATION RELATIVE DU PRODUIT NATIONAL AGRICOLE ET NON AGRICOLE DANS CERTAINS PAYS

	Période	Indice de la variation annuelle moyenne du produit agricole <sup>1</sup>		Indice de la variation annuelle moyenne du produit non agricole <sup>1</sup>		Rapport entre le taux moyen annuel d'augmentation du produit agricole et celui du produit non agricole	
		Aux prix courants	En prix constants	Aux prix courants	En prix constants	Aux prix courants	En prix constants
..... Pourcentage .....							
Etats-Unis .....	1951-57	- 3,9	(- 0,6)	5,0	(4,0)	92	96
Canada .....	1951-57	- 5,0	(- 1,3)	8,3	(8,8)	88	91
Luxembourg .....	1950-57	3,6	0,6	10,2	4,5	94	96
Belgique .....	1951-57	1,5	1,6	4,6	3,1	97	99
Royaume-Uni .....	1950-57	3,3	(2,5)	8,2	(2,2)	95	100
Danemark .....	1950-57	3,7	2,6	6,6	2,3	97	100
Norvège .....	1951-57	5,5	1,5	7,9	4,2	98	97
Finlande .....	1951-57	2,1	0,2	9,1	4,6	94	96
Allemagne occidentale .....	1950-57	8,0	3,2	12,0	8,6	96	95
Pays-Bas .....	1951-57	6,3	(6,0)	9,5	(9,6)	97	97
Israël .....	1952-57	23,9	...	23,6	...	100	...
Argentine .....	1951-57	20,6	2,8	17,2	1,8	103	101
Porto Rico .....	1950-57	0,5	...	8,9	...	92	...
Irlande .....	1950-57	5,1	(1,9)	5,2	(0)	100	102
Autriche .....	1950-57	10,2	3,1	14,8	7,2	96	96
Chili .....	1951-57	47,6	1,0	51,5	3,4	97	98
Italie .....	1950-57	3,3	2,8	10,5	7,0	93	96
Union sud-africaine .....	1950-56	5,3	...	8,4	...	97	...
Liban .....	1950-56	...	5,6	...	6,2	...	99
Yugoslavie .....	1952-55	27,6	(14,1)	14,9	(17,9)	111	98
Colombie .....	1950-57	10,0	...	11,7	...	98	...
Brésil .....	1951-57	22,9	4,6	30,6	11,1	94	94
Grèce .....	1950-57	16,7	9,1	15,7	6,1	101	103
Turquie .....	1950-57	16,2	5,3	19,3	7,8	97	98
Portugal .....	1952-57	3,1	3,2	4,6	4,4	99	99
Japon .....	1950-57	8,6	(- 0,9)	15,4	(8,5)	94	91
Philippines .....	1950-57	4,2	...	7,1	...	97	...
Équateur .....	1950-56	7,1	4,9	8,7	6,4	99	99
Honduras .....	1950-57	5,5	2,4	7,6	4,1	98	98
République arabe unie (Prov. égypt.) .....	1950-54	-2,3	...	6,6	...	92	...
Pérou .....	1951-56	1,9	...	14,9	...	89	...
Ceylan .....	1950-57	2,8	...	7,2	...	96	...
Thaïlande .....	1951-54	- 2,5	0,4	12,3	6,2	87	95
Congo belge .....	1950-57	7,0	5,3	9,9	7,8	97	98
Corée du Sud .....	1953-57	44,8	4,6	41,4	6,4	102	98
Pakistan .....	1950-57	...	1,5	...	4,4	...	97
Kenya .....	1950-57	9,2	...	13,1	...	97	...
Inde .....	1950-56	3,4	3,3	3,5	4,0	100	99
Birmanie .....	1950-57	6,6	5,9	9,6	7,9	97	98

SOURCE: *Annuaire de statistiques des comptabilités nationales*, Nations Unies, 1958.

NOTE: Les chiffres entre parenthèses sont des estimations de la FAO.

<sup>1</sup> Pourcentage moyen de variation d'une année à l'autre.

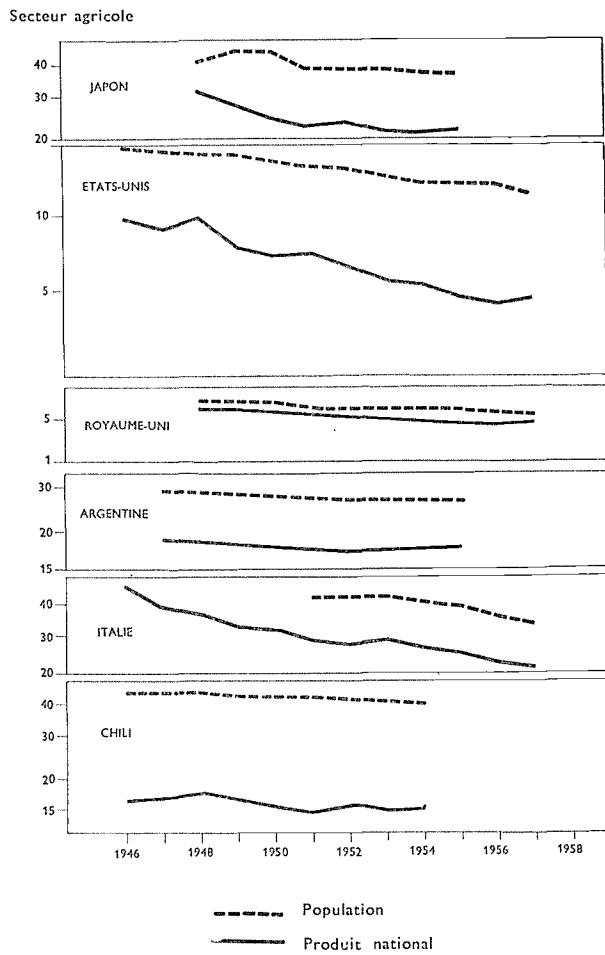
à-dire à des prix fixés, l'écart est encore plus faible dans la plupart des pays, ce qui signifie que les mouvements de prix ont été généralement défavorables à l'agriculture durant la période considérée.

Si la répartition de la main-d'œuvre et de la population entre le secteur agricole et les autres secteurs ne se modifiait pas, le ralentissement du développement agricole se traduirait par une accentuation continue de la disparité entre les revenus moyens en agriculture et dans d'autres branches

d'activité. En fait, le pourcentage de la population qui s'adonne à l'agriculture va en diminuant dans la plupart des pays. Plus rapide est ce phénomène, moins nombreux sont ceux qui doivent se partager la portion de plus en plus restreinte du revenu national revenant à l'agriculture et plus large, par conséquent, est la part de chacun.

L'intervalle entre les recensements est trop long pour qu'on puisse calculer de façon précise, sur une période aussi brève que 1950-56, les variations du

GRAPHIQUE III-10. PART DU SECTEUR AGRICOLE DANS LA POPULATION ET LE PRODUIT NATIONAL DE CERTAINS PAYS: TENDANCES RÉCENTES  
(Echelle semi-logarithmique)



Sources des données des graphiques III-10 et III-11:

- Argentine: *El desarrollo económico de la Argentina. Anexo, «Algunos estudios especiales y estadísticas macroeconómicas»*. Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine (E/CN.12/429/Add. 4, 30.6. 1958).
- Chili: *Cuentas nacionales de Chile, 1940-54*. Santiago de Chile, 1957.
- Colombie: Nations Unies, *Analyses and Projections of Economic Development III, The economic development of Colombia*. Genève, 1957 (E/CN.12/365/Rev. 1), p. 16-17.
- Etats-Unis: *Historical statistics of the United States 1789-1945*, 1949, et statistiques récentes.
- Italie: *Sommario di statistiche storiche italiane, 1861-1955*, Rome, 1958, et statistiques récentes.
- Japon: S. Tohobata et S. Kawano, *Economie et agriculture au Japon (en japonais)*, Tokyo, 1956, et statistiques récentes.
- Royaume-Uni: J. R. Bellerby, *National income and agriculture*, The Economic Journal, mars 1959; Ch. Booth, *Occupations of the people of the United Kingdom, 1801-81*, J.R.S.S., 1886, et statistiques récentes.

pourcentage de la population exerçant une activité agricole. Le graphique III-10 donne cependant quelques estimations pour un petit nombre de pays. Dans la plupart des cas, les courbes représentant la portion de la population et celle du revenu national correspondant au secteur agricole sont sensiblement

parallèles, ce qui laisse supposer que les revenus agricoles n'ont ni gagné ni perdu beaucoup de terrain par rapport aux autres secteurs durant la période considérée.

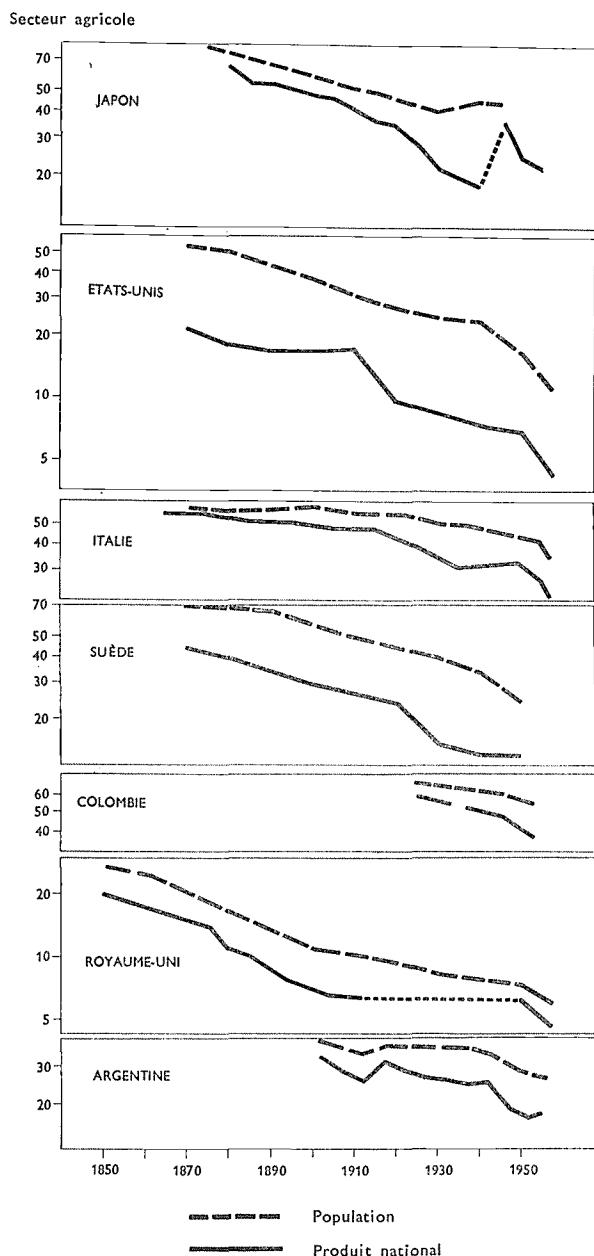
La disparité des revenus semble avoir tendance à s'accentuer quelque peu aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, mais ceci pourrait fort bien être la conséquence d'un certain réajustement par rapport aux années de guerre, durant lesquelles l'accent avait davantage été mis sur l'agriculture. Ce phénomène de réajustement apparaît plus nettement dans les courbes du Japon et de l'Italie, tandis que celles de l'Argentine donnent à penser que l'écart s'est récemment atténué.

Ces tendances à court terme ne peuvent que donner une idée des développements récents dans les pays intéressés. Des rapports analogues ont été établis pour une période relativement longue dans quelques pays et ils éclairent d'une manière extrêmement intéressante le mécanisme du développement économique et de l'industrialisation (graphique III-11).

Les graphiques donnent l'impression que les écarts assez larges entre les revenus agricoles et non agricoles aux Etats-Unis et en Suède remontent assez loin dans le siècle dernier. Dans les autres pays pour lesquels on dispose d'estimations (Royaume-Uni, Italie, Japon, Argentine et Colombie), il semble que la disparité des revenus ait été moins marquée pendant la majeure partie de la période considérée. Quelques autres points valent la peine d'être notés. Par exemple, l'atténuation passagère de la disparité des revenus aux Etats-Unis à la fin du siècle dernier peut avoir été liée à la colonisation rapide des portions occidentales du pays et à l'ouverture d'importants marchés d'exportation en Europe. Au Royaume-Uni, en Italie et au Japon, cette disparité n'était apparemment pas très marquée vers le milieu ou à la fin du siècle dernier, lorsque l'agriculture était encore la principale activité, tandis qu'elle semble s'être accentuée dans les trois pays durant la période d'industrialisation rapide. On note une tendance analogue en Suède après 1920. Au Royaume-Uni tout au moins, le fait que l'écart entre les revenus ait considérablement augmenté à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle peut aussi être la conséquence du développement du commerce international des produits agricoles, qui a eu l'effet inverse aux Etats-Unis.

L'écart s'est de nouveau beaucoup atténué au Royaume-Uni durant ces dix dernières années environ, et la même tendance se manifeste nettement depuis peu dans les courbes du Japon, de la

GRAPHIQUE III-11. PART DU SECTEUR AGRICOLE DANS LA POPULATION ET LE PRODUIT NATIONAL DE CERTAINS PAYS: TENDANCES A LONG ET MOYEN TERME  
(Echelle semi-logarithmique)



SOURCES: Voir graphique III-10.

Suède et de l'Italie. Ces atténuations plus récentes de la disparité des revenus reflètent probablement pour une large part les mesures de soutien des prix et les autres mesures économiques et sociales (dont, au Japon, la réforme agraire) appliquées dans l'intention d'améliorer la position relative de la population rurale. En Argentine également, où la disparité des revenus s'était accentuée durant les années quarante, principalement sous l'effet des

politiques tendant à accélérer le processus d'industrialisation, on note à nouveau dans ces dernières années une tendance au niveling.

Ces observations semblent justifier la conclusion précédente, selon laquelle il n'existe pas de corrélation particulière entre le degré de disparité et le niveau effectif du revenu agricole. La seule interprétation à laquelle pourrait donner lieu l'analyse des données, c'est que lorsque les industries se développent très rapidement et que les revenus urbains augmentent, les revenus agricoles ne parviennent généralement pas à s'accroître au même rythme, même si la demande de produits agricoles peut se trouver stimulée durant ces périodes d'intense activité. De ce fait, la disparité des revenus augmente. Ceci vient en partie de ce que la population agricole est moins mouvante que la population non agricole. La disparité des revenus peut donc tendre à devenir maximum au cours des poussées d'expansion industrielle ultra-rapide, et peut-être plus particulièrement au cours de celles qui se produisent au début de l'industrialisation; d'après les graphiques, il semble cependant qu'il faille faire une exception pour les périodes de guerre. Quoi qu'il en soit, il est difficile de parvenir à des conclusions définitives au sujet du rapport entre revenu rural et revenu urbain. Par exemple, comme toutes les statistiques du revenu national, celles du graphique III-11 ne tiennent pas compte des gains réalisés par les agriculteurs en dehors de leur exploitation. Il s'est révélé presque impossible d'obtenir des séries chronologiques sur les revenus d'origine non agricole du secteur rural. Si, cependant, les ouvriers agricoles ont pu trouver des emplois à temps partiel dans d'autres branches d'activité durant les époques d'industrialisation rapide, il se peut que la disparité des revenus réels ait été moins marquée et moins variable que ne le suggèrent les graphiques.

#### REVENUS AGRICOLES

Certains pays publient, en plus des statistiques normales du revenu national, des estimations annuelles du revenu agricole. Les recettes nettes du secteur agricole sont estimées périodiquement pour certains pays européens<sup>8</sup>. En ajustant ces estimations pour tenir compte des modifications du coût

<sup>8</sup> Division de l'Agriculture, FAO/CEE, *Production et dépenses agricoles dans quelques pays européens, 1948-51, 1950-53, 1952-55*. Genève, 1953, 1955 et 1958.

de la vie, on peut obtenir une nouvelle indication sur les variations du revenu en termes réels (graphique III-12), bien que lesdites estimations ne tiennent évidemment pas compte de la diminution graduelle du pourcentage de la population active qui s'adonne à l'agriculture. S'il en était tenu compte, il apparaîtrait que le revenu agricole par habitant augmente un peu plus rapidement que le revenu global de l'agriculture nationale.

#### SALAIRS AGRICOLES

De même que les comparaisons entre les niveaux courants des salaires dans l'agriculture et dans l'industrie renseignent indirectement sur les disparités existantes entre les revenus des deux secteurs, les tendances des salaires agricoles fournissent quelques indications sur les variations du niveau de vie des agriculteurs. Il est intéressant aussi de comparer ces tendances avec celles des salaires dans les industries manufacturières, et plus particulièrement avec les variations de la productivité par travailleur dans ces industries.

D'après les indices des taux de salaires donnés dans la première colonne du tableau III-15, il semble que dans la majorité des huit pays considérés les salaires réels de la main-d'œuvre agricole rétribuée se soient considérablement améliorés dans les années récentes. La deuxième colonne permet de comparer l'augmentation des salaires dans l'agriculture et dans l'industrie. Les salaires agricoles semblent avoir augmenté plus rapidement que les salaires industriels en Irlande, au même rythme en

GRAPHIQUE III-12. TENDANCES RÉCENTES DU REVENU AGRICOLE TOTAL DE CERTAINS PAYS

Indices: 1949 = 100

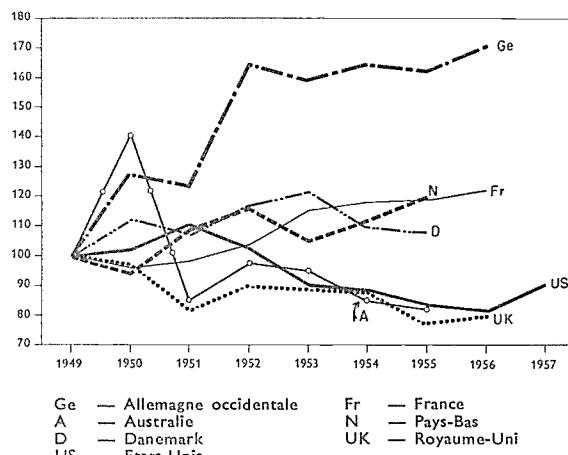


TABLEAU III-15. — TENDANCE DES SALAIRES AGRICOLES ET COMPARAISON AVEC LA TENDANCE DES SALAIRES ET DE LA PRODUCTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE

	Période	Indice des salaires agricoles en termes réels <sup>1</sup>	Augmen-tation des salaires agricoles rapportée à celle des salaires industriels	Accrois-ement de la production par personne dans l'agri-culture, rap-porté à l'accroissement correspondant dans l'industrie
Irlande .....	1950-56	127	108	122
Pays-Bas .....	1950-56	122	98	104
Canada .....	1950-56	116	92	106
Norvège .....	1952-56	113	100	119
Etats-Unis .....	1950-56	111	86	81
Japon .....	1950-56	111	76	86
Royaume-Uni .....	1950-56	102	93	87
Italie .....	1950-56	98	92	78

<sup>1</sup> Indice des salaires agricoles corrigé par l'indice du coût de la vie.  
(Source: Bureau international du travail, *Annuaire des statistiques du travail*.)

Norvège et aux Pays-Bas, et plus lentement dans les cinq autres pays.

La dernière colonne permet de comparer les variations de la productivité par travailleur dans l'agriculture et dans l'industrie, d'après les statistiques du revenu national aux prix courants. Ces estimations tiennent compte de la diminution relative de la main-d'œuvre agricole, mais elles sont évidemment approximatives. Des estimations analogues, mais en prix constants, donneraient des résultats plutôt meilleurs pour l'agriculture, car dans la plupart des pays les rapports de prix ont évolué dans un sens défavorable à ce secteur durant les années considérées.

Il existe peut-être une très vague corrélation entre les deux premières colonnes du tableau et la dernière. Aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Italie, il semble que l'augmentation des salaires agricoles par rapport aux salaires industriels ait été plutôt supérieure à ce qu'on aurait pu prévoir d'après l'accroissement relatif de la production par personne aux prix courants. Si l'accroissement de la productivité avait été mesuré en prix constants, la disparité des salaires serait probablement apparue minimale ou nulle, au moins aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Dans les cinq autres pays, par contre, les salaires agricoles semblent ne pas avoir pleinement bénéficié de l'accroissement de la production par personne par rapport au secteur industriel. Ce phénomène serait encore plus marqué si l'accroissement de la productivité était mesuré en termes réels, c'est-à-dire en prix constants.

## Principaux facteurs qui influent sur les revenus et les niveaux de vie en agriculture

Les données présentées précédemment montrent, entre autres choses, qu'il existe dans la plupart des pays des différences considérables de niveau de vie et de revenu entre l'agriculture et les autres secteurs, mais ces différences sont bien inférieures aux écarts que présente le revenu agricole entre pays selon le degré de développement économique. Ainsi, on peut voir au graphique III-3 que le revenu individuel provenant de l'agriculture dans les pays ayant le revenu le plus élevé est dix fois environ celui des pays ayant le revenu le plus bas. Cette disparité est donc bien supérieure à celle qui existe entre revenus agricoles et revenus non agricoles, puisque dans ce dernier cas la différence ne dépasse le triple que dans quelques pays, alors qu'elle est d'ordinaire bien moindre. Pour des raisons qui ont déjà été examinées, il est possible que les chiffres du revenu national exagèrent sensiblement les différences de revenus, aussi bien de pays à pays qu'entre secteur agricole et secteur non agricole. La conversion des monnaies nationales en dollars tend elle aussi à exagérer les différences de revenus entre pays, en raison des différences de prix. Ceci dit, il ne fait aucun doute que les différences du revenu agricole entre les divers pays sont bien supérieures aux différences entre les revenus des divers secteurs d'un pays donné. Ceci revient à dire que le revenu agricole dépend avant tout du revenu national général.

Dans cette dernière section du chapitre, on a voulu déterminer jusqu'à quel point la disparité des revenus, tant d'un pays à un autre qu'entre le secteur agricole et le secteur non agricole d'un pays donné, est conditionnée par des éléments tels que les niveaux de prix et les prix relatifs, la productivité par hectare et par travailleur, les différences de taille des exploitations, de volume de la production, etc., et l'on a également tenté d'évaluer dans quelle mesure cette disparité s'explique par la structure économique et sociale des pays considérés. Cette analyse, espère-t-on, devrait permettre de mieux discerner les causes de la pauvreté des campagnes et indiquer les remèdes qui sont à retenir ou à rejeter compte tenu de la situation de tel ou tel pays.

### PRIX AGRICOLES ET RAPPORTS DE PRIX

Sur un marché libre, les prix agricoles sont exposés à de fortes fluctuations. En effet, la production

agricole est extrêmement saisonnière et soumise à l'influence imprévisible des conditions atmosphériques. De plus, elle est le fait d'un grand nombre de petits producteurs indépendants et, pour toutes ces raisons, il est donc très difficile d'ajuster les disponibilités de produits agricoles à la demande. Comme, d'autre part, de nombreux produits agricoles ont une élasticité assez faible par rapport aux prix, tout léger excédent de l'offre est de nature à provoquer une chute bien plus forte des prix, et inversement. Ceci s'applique en particulier aux denrées périssables.

Les revenus agricoles sont également influencés par les mouvements de prix cycliques et à long terme. Au cours des quelques dernières décennies, il y a eu deux périodes de fermeté générale des prix agricoles correspondant aux deux guerres mondiales, mais elles ont été suivies assez rapidement d'une chute de ces prix par rapport à ceux des autres produits. De plus, la crise des années trente a déclenché un mouvement de prix extrêmement défavorable pour l'agriculture, alors que, durant le deuxième après-guerre, le conflit coréen a provoqué une hausse accentuée, mais de courte durée. Dans l'ensemble, toutefois, l'augmentation des prix agricoles durant la deuxième guerre mondiale et leur baisse après la guerre ont été bien moins prononcées que dans le cas de la première guerre, du fait en grande partie que de nombreux pays les ont contrôlés et soutenus.

Tant l'instabilité inhérente aux prix agricoles que les mesures appliquées pour la réduire et stabiliser les prix et les revenus agricoles, agissent de manière différente selon le degré du développement économique du pays considéré. Il semble qu'elles accentuent les disparités de revenu entre les diverses agricultures nationales et qu'elles influent aussi (mais non pas toujours dans le même sens) sur les disparités de revenu entre le secteur agricole et les autres secteurs. Malgré leur importance, elles ne constituent cependant pas le facteur principal, comme on le verra plus loin.

La pauvreté même de la plupart des cultivateurs des pays économiquement sous-développés les rend plus vulnérables aux fluctuations des prix. Manquant de liquidités, souvent endettés et insuffisamment équipés pour emmagasiner leurs produits, ils n'ont en général d'autre choix que de vendre sur un marché encombré immédiatement après la récolte, alors que les prix sont au plus

bas. Dans les pays économiquement plus développés, les producteurs ont plus souvent une trésorerie qui leur permet de conserver tout ou partie de leur production dans l'attente de prix plus favorables. Qui plus est, cette possibilité même limite l'ampleur des fluctuations, et il n'est pas rare que le marché soit régularisé encore par l'intervention des coopératives de vente ou des groupements commerciaux de producteurs. Ainsi, la situation financière précaire des cultivateurs des pays insuffisamment développés tend à réduire encore leurs revenus et à creuser l'écart par rapport aux revenus agricoles des pays plus développés.

L'adoption générale de mesures de contrôle et de soutien des prix depuis vingt ans a probablement contribué davantage encore à accentuer les disparités de prix et de revenus entre les pays insuffisamment développés et les autres. Chez ceux-là, la plus grande partie des capitaux d'investissement nécessaires à l'industrie et aux autres secteurs non agricoles doit provenir de l'agriculture, qui constitue presque toujours le principal secteur économique. Les impôts prélevés sur la propriété foncière et sur les exportations agricoles au profit du budget général ont pour effet de diminuer le revenu des producteurs. En même temps, les consommateurs urbains – même s'ils sont moins misérables en moyenne que les ruraux – sont si pauvres qu'il est important de maintenir les denrées alimentaires à leur portée. C'est pourquoi d'ordinaire les politiques de prix agricoles de ces pays visent d'abord à contenir les prix de détail et à éviter l'inflation, la stabilisation des prix et des revenus agricoles ne venant qu'en second lieu. Dans certains cas, ces politiques font tant de place à la protection du consommateur qu'elles contrarient une expansion de l'agriculture qui eût été pourtant fort nécessaire, aggravant ainsi les pressions inflationnistes qu'elles sont censées combattre. Il est clair qu'elles tendent elles aussi à accroître la disparité des revenus entre l'agriculture et les autres secteurs.

La situation est tout à fait différente dans les pays économiquement développés. Depuis que les pénuries de l'après-guerre ont été surmontées, l'un des principaux objectifs des politiques appliquées dans un grand nombre de ces pays a été précisément de réduire cette même disparité des revenus, parfois pour des raisons de justice sociale, d'autres fois afin de freiner l'exode de la main-d'œuvre agricole pour répondre à des impératifs d'ordre

politique, militaire, social ou économique – par exemple éviter les importations. On a donc, en appliquant diverses mesures, stabilisé les prix agricoles à des niveaux relativement élevés, et souvent sensiblement supérieurs à ceux des marchés mondiaux. En outre, il est fréquent que l'on maintienne ou que l'on relève les revenus des agriculteurs en les faisant bénéficier de subventions (qui sont souvent conçues également pour accroître la productivité), de crédits à des conditions favorables, ou encore de dégrèvements fiscaux.

De telles politiques, qui équivalent en réalité à des transferts massifs d'argent des autres secteurs économiques vers l'agriculture, n'étaient applicables qu'à très petite échelle dans les pays insuffisamment développés. Si l'on considère l'Inde, par exemple, où 70 pour cent de la population environ vit de l'agriculture, qui fournit la moitié de tout le revenu national, il est bien évident que le reste de la nation n'a guère la capacité financière voulue pour soutenir les agriculteurs. Ces mesures sont également à peu près interdites aux pays qui, même si leur revenu est élevé, dépendent très fortement de leurs exportations de produits agricoles, dont les prix doivent en effet être concurrentiels sur les marchés mondiaux.

Le rapport sur *La situation de l'alimentation et de l'agriculture, 1958* (graphiques II-11 et 12) montrait les différences entre les prix moyens que perçoivent les producteurs de différents pays pour certains grands produits agricoles, différences qui résultent en grande partie du jeu des politiques nationales. Les chiffres comprennent le montant des subventions dans la mesure où celles-ci se rattachent à des produits déterminés, aussi bien que les recettes de provenance vraiment commerciale. On constate que de manière générale les recettes les plus élevées par tonne de produit ont été perçues dans les pays économiquement développés, notamment les pays importateurs, où elles dépassent souvent de 50 à 100 pour cent et plus les recettes moyennes des producteurs des pays exportateurs. On n'avait inclus dans les graphiques qu'un petit nombre de pays insuffisamment développés, du fait que l'on manquait de données précises, mais, pour les produits agricoles de base, les niveaux de prix de ces pays sont en général relativement bas, parfois si bas qu'il faut subventionner les denrées alimentaires importées pour pouvoir les vendre aux prix en vigueur sur le marché intérieur.

Ainsi, les politiques nationales de prix et de

soutien agricoles semblent accentuer les disparités du revenu agricole entre les pays économiquement développés et les autres. Elles sont également de nature à accentuer les disparités de revenu entre l'agriculture et les autres secteurs dans les pays insuffisamment développés, mais à les atténuer dans les pays d'économie plus moderne.

Il est difficile d'estimer avec une quelconque certitude l'ampleur de ces effets, mais ils doivent être considérables dans certains pays. Aux Etats-Unis par exemple, le coût total de tous les programmes de stabilisation des prix et des revenus agricoles mis en œuvre en 1958 s'est élevé à 2 666 millions de dollars, non compris la subvention aux produits que la Commodity Credit Corporation a vendus à l'étranger à un prix moindre que le prix intérieur. Bien entendu, ces chiffres ne tiennent pas compte des mesures de soutien des prix consistant à limiter les importations ou (hormis les cas où une subvention est versée) à restreindre la production. Comme terme de comparaison, on peut indiquer que les budgets familiaux agricoles en 1955 se sont montés à 15 749 millions de dollars au total. On a estimé récemment qu'au cours des vingt-cinq dernières années, les programmes gouvernementaux ont accru les revenus agricoles nets de 20 à 50 pour cent durant les années où l'effet des fluctuations des prix aurait été le plus durement ressenti; depuis six ans, l'interventionnisme gouvernemental maintient ces mêmes revenus à un niveau supérieur d'un tiers à celui qui eût été le leur sans intervention<sup>9</sup>.

Au Royaume-Uni, le soutien des prix et des revenus a coûté au Trésor 290 millions de livres sterling en 1957/58 et 240 millions en 1956/57. Du fait que la garantie des prix est assurée par le jeu des versements de compensation, ces sommes représentent en pratique le coût intégral du soutien agricole. On peut mettre en parallèle le revenu agricole net (à l'exclusion des salaires agricoles) qui s'est élevé à 360 millions de livres sterling en 1957/58 et à 314 millions en 1956/57<sup>10</sup>.

En Italie, l'objectif principal de la politique des

<sup>9</sup> «The place of government in agriculture». Discours de M. Harold D. Cooley, Committee on Agriculture, U. S. House of Representatives, before the National Farm Institute, Des Moines (Iowa), 21 février 1959. Voir *Congressional Record*, annexe, 9 mars 1959 - A 1848.

<sup>10</sup> Le revenu agricole total, y compris la rémunération des salariés, a été de 611 millions de livres sterling en 1956/57 et de 669 millions en 1957/58.

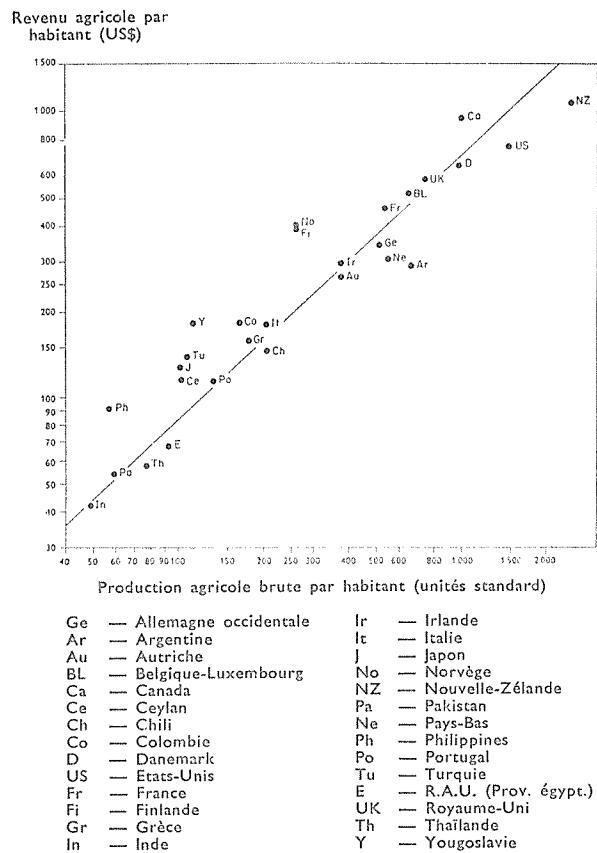
prix agricoles est de stabiliser le marché des principaux produits. Les sommes totales dépensées par le Ministère de l'agriculture ont été de l'ordre de 100 milliards de lires chaque année — soit 4 pour cent environ de la contribution que fournit l'agriculture au revenu national — mais la plus grande proportion de ces crédits, et de loin, sert à financer des travaux de réforme agraire et représente en grande partie des investissements. En Italie, comme dans la plupart des pays, cependant, les crédits gouvernementaux ne représentent nullement l'assistance totale accordée aux agriculteurs. Les prix des principales denrées alimentaires sont maintenus à un niveau déterminé par réglementation du volume des importations et par intervention officielle sur les marchés. Ainsi, les revenus agricoles sont soutenus en partie moyennant des prix plus élevés à la consommation.

A l'autre extrême, on peut mentionner certains pays insuffisamment développés qui maintiennent les prix intérieurs à un niveau relativement bas et qui se procurent des sommes considérables pour leur trésorerie générale par une taxation directe et indirecte des exportations de produits agricoles. En Birmanie, par exemple, une grande partie des dépenses de l'Etat a été couverte pendant quelques années à l'aide des profits réalisés par le State Agricultural Marketing Board. L'Argentine appliquait autrefois une politique analogue par l'intermédiaire de l'IAPI (*Instituto Argentino para la Promoción del Intercambio*). De même, de nombreux autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine appliquent aux exportations de produits agricoles une taxation directe, ou diverses mesures de taxation indirecte y compris les taux de change multiples ou encore variables.

#### PRODUCTIVITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les niveaux et les rapports de prix constituent ainsi un des principaux facteurs qui déterminent le revenu agricole. Un autre facteur, plus important encore, est le volume de la production par travailleur. Il est devenu axiomaticque de dire que les revenus des secteurs et les revenus des pays sont en grande partie fonction de leur productivité. Si des preuves étaient nécessaires, le graphique III-13 montre bien qu'en agriculture, tout autant que dans les autres activités, le revenu dépend par dessus tout de la productivité individuelle. Les données qui ont servi à établir le gra-

GRAPHIQUE III-13. REVENU NATIONAL PAR HABITANT, PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DANS CERTAINS PAYS, PAR RAPPORT A LA PRODUCTION AGRICOLE PAR HABITANT  
(Echelle logarithmique)



phique présentent certaines différences<sup>11</sup>, mais la corrélation générale n'en reste pas moins valide.

Le graphique ne montre pas seulement l'étroit rapport qui lie les niveaux individuels de production et ceux du revenu; il fait également ressortir que plus la « production brute » par individu est

<sup>11</sup> Les chiffres du revenu individuel qui ont servi à établir le graphique III-13 ont été calculés à partir des statistiques du revenu national figurant au tableau annexe 14; il s'agit simplement de l'équivalent en dollars de montants calculés sur la base des prix nationaux. Pour estimer la production individuelle, par contre, on a utilisé pour tous les pays les mêmes coefficients de pondération par les prix. On a déduit tous les tonnages qui ont été réemployés pour la production agricole (par exemple céréales de semence ou celles qui ont été données aux animaux), mais il s'agit d'estimations de la production brute en ce sens qu'on n'a pas déduit le coût des « entrées » d'origine non agricole, par exemple les machines et les engrains. C'est là la différence avec les données sur les revenus, qui représentent effectivement une valeur ajoutée. Les chiffres des deux séries sont des moyennes 1952-54. Pour obtenir les chiffres par individu, on s'est servi des effectifs de la population agricole totale estimée de 1953.

faible, et plus elle avoisine la « production nette » et le revenu, du fait que la partie des biens de production qui est achetée à d'autres secteurs est si faible. Lorsqu'au contraire la productivité individuelle est élevée, le coût des biens de production est relativement fort par rapport à la production. En d'autres termes, chaque dollar de revenu agricole nécessite une production brute bien supérieure. Aux Etats-Unis, les « entrées » d'origine non agricole représentent près de la moitié de la valeur du produit (après déduction des quantités utilisées pour l'alimentation animale, ou comme semence, ou vendues entre les exploitants) et chaque dollar de revenu agricole net nécessite une production près de deux fois supérieure au chiffre qui vaut pour l'Inde, pays où le coût de ces « entrées » ne représente qu'une toute petite fraction de la valeur du produit agricole. Entre ces extrêmes, on trouve toute une gamme de variations: dans les pays d'Europe, par exemple, les « entrées » d'origine non agricole représentent de 10 à 30 pour cent environ de la valeur du produit. Il semble évident que, lorsque les producteurs consentent ces dépenses supplémentaires, c'est qu'ils y trouvent en général leur profit. Mais il est également évident qu'ils ne peuvent consentir de telles dépenses s'ils n'ont pas les fonds nécessaires et que ces dépenses ne seront pas rentables si le gain de production qu'elles permettent de réaliser ne trouve pas à s'écouler. Comme on le verra plus loin, c'est souvent cette double situation que l'on rencontre dans les pays qui en sont aux premiers stades de leur développement économique.

Il semble qu'il n'y ait guère de corrélation entre la revenu agricole et la taille moyenne des exploitations dans les pays considérés au graphique III-13. Il est vrai que certains des pays à revenus élevés sont faiblement peuplés, de sorte que la superficie agricole disponible par individu est considérable et que, inversement, les pays où les revenus agricoles sont les plus bas ont des campagnes surpeuplées et de très petites exploitations. Mais les différences de revenu agricole que l'on peut observer entre des pays ayant plus ou moins la même superficie agricole par individu sont telles qu'il ne faut pas attacher trop d'importance à ce facteur. C'est ainsi, que les revenus agricoles moyens du Japon sont environ le double de ceux de la Thaïlande, alors que les exploitations japonaises sont de taille plus petite et que la fertilité naturelle du sol est probablement moindre. Dans le même ordre d'idées, les revenus agricoles d'un pays aussi peuplé que la

TABLEAU III-16. — DURÉE MOYENNE DU TRAVAIL A FOURNIR (A) PAR UNITÉ DE SURFACE CULTIVÉE OU PAR VACHE LAITIÈRE ET (B) PAR 100 KILOGRAMMES DE PRODUIT, DANS DES PAYS CHOISIS

	Période	Blé	Riz	Pommes de terre	Coton	Tabac	Lait
		En journées, par hectare ou par animal					
A. NOMBRE MOYEN DE JOURNÉES CONSACRÉES A CHAQUE HECTARE CULTIVÉ OU A CHAQUE VACHE LAITIÈRE <sup>1</sup>							
Etats-Unis .....	1950	1,1	3,6	17,0	17,5	115,4	12,5
	1910	3,8	13,6	18,8	28,7	88,0	14,6
Royaume-Uni .....	1948-49	7,1	—	43,2	—	...	15,2
Belgique .....	1950	13,6	—	50,4	—	220	20,8
Chili .....	1952	20	47	59	...	...	...
Grèce .....	1939	26	113	132	118	328	30
Colombie .....	1953	34	65	86	55	318	...
Japon .....	<sup>2</sup> 1954-56	122	185	95	...	960	...
		Blé	Riz	Pommes de terre	Betteraves sucrières	Tabac	Lait
		En heures, par 100 kilogrammes					
B. NOMBRE MOYEN D'HEURES DE TRAVAIL PAR QUINTAL DE PRODUIT							
Etats-Unis .....	1950	1,0	1,3	1,0	0,5	81	5,3
	1910	4,1	5,8	2,8	1,3	96	8,9
Royaume-Uni .....	1948-49	2,8	—	2,3	...	...	5,9
Belgique .....	1950	4,2	—	1,7	0,9	97	6,1
U.R.S.S. .....	1958						
Sovkhozes .....		1,8	...	4,2	2,1	...	9,9
Kolkhozes .....		7,3	...	5,1	3,1	...	14,7
Chili .....	1952	17	14	6	...	...	...
Grèce .....	1939	25	43	18	...	50	...
Colombie .....	1953	35	34	16	...	279	...
Japon .....	<sup>2</sup> 1954-56	54	49	7	4	600	...

SOURCES: Etats-Unis: U.S.D.A. Agricultural Research Service, *Statistical Bulletin*, 144, 161, 1910, U.S.D.A. *Technical Bulletin* 1020 (1950).  
 Royaume-Uni: H.T. Williams, Changes in the productivity of labour in British agriculture, *Journal of Proceedings of the Agricultural Economics Society*, Vol. 10, N° 4, mars 1954.  
 Belgique: A.G. Baptist et H. Waterschoot, *Etudes sur la petite exploitation agricole*, 2. *Le travail* (1950, ronéoté).  
 Grèce: Chr. Evelpidis, *E georgia tes Ellados* (1944).  
 Chili: *The economic development of Colombia*, Nations Unies, p. 200.  
 Colombie: Cf. Chili.  
 Japon: *Statistical Abstracts*, Ministry of Agriculture and Forestry, Japon, 1957; *Statistical Yearbook*, Ministry of Agriculture and Forestry, Japon, 1954.  
 U.R.S.S. *Pravda*, 16 déc. 1958 (article de N.S. Khrouchtchev).

<sup>1</sup> En ce qui concerne les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Belgique, la Colombie et le Japon, les données étaient exprimées en heures et elles ont été converties sur la base d'une journée de travail de 10 heures. — <sup>2</sup> 1956, pour le blé et le riz; 1954, pour les autres produits.

Belgique semblent sensiblement supérieurs à ceux de l'Argentine, où les disponibilités de terre agricole fertile par habitant sont cependant considérables.

Il va de soi que dans les pays de très petites exploitations, on ne peut pas relever indéfiniment les revenus agricoles, et que cela devient d'autant plus difficile si l'accroissement de la population rurale aggrave encore la division de la propriété. Toutefois, étant donné que, dans la plupart des pays, la production augmente plus rapidement que la superficie cultivée et que, dans certains des pays industrialisés, elle s'accroît bien que la superficie

agricole diminue, il est certain que tous les pays pourraient produire bien davantage sur leur superficie agricole actuelle et cette possibilité elle-même tend à s'accroître à mesure que l'agronomie progresse, que la gestion des exploitations s'améliore ou encore que la superficie agricole est organisée plus rationnellement. Dans la plupart des pays, on pourrait également, grâce à l'irrigation et à l'assainissement, mettre de nouvelles terres en culture ou intensifier l'exploitation des terres, déjà cultivées, mais seules des enquêtes détaillées sur les ressources naturelles permettront d'estimer les possibilités existant à cet égard.

Etant donné les différences considérables de sol et de climat entre pays et dans un même pays, la comparaison internationale du rapport entre les revenus individuels et la densité de la population rurale n'aurait guère de sens. Même si l'on considère un seul pays, il faudra parfois le subdiviser en régions naturelles très homogènes avant de pouvoir discerner un rapport quelconque entre le revenu et la taille des exploitations, s'il existe dans le pays des différences considérables sous le rapport de la fertilité du sol et de la pluviométrie, ou selon que certaines régions sont irriguées et d'autres non.

Il serait plus significatif de comparer entre pays l'efficacité de la main-d'œuvre et la production moyenne réalisée par heure ou par journée de travail, malgré les complexités considérables de cette comparaison. Malgré les fortes différences que présente dans un même pays le temps de travail qu'exige chaque hectare selon la culture dont il s'agit ou chaque animal domestique selon l'espèce élevée (différences qui sont dues à la topographie, aux sols, etc.) et malgré l'amélioration graduelle des techniques dans de nombreux pays, les écarts qui séparent les pays sont en effet si forts que la comparaison reste en partie valable malgré l'ampleur des marges d'erreur. Le tableau III-16 indique, pour diverses productions, le nombre annuel moyen de journées de travail que demande chaque hectare ou chaque animal; lorsque les données étaient exprimées en heures, on les a converties en journées en admettant que la journée de travail agricole comptait 10 heures. Par suite des différences de rendement unitaire, les chiffres de la production horaire figurant dans la deuxième moitié du tableau sont encore plus importants, et ils ont été également présentés sous forme de graphique (III-14).

Les chiffres sont, bien entendu, des moyennes pondérées pour tenir compte des diverses méthodes de production qui coexistent dans chaque pays. Par exemple, un hectare de coton aux Etats-Unis demande de 87 à 187 heures de travail, selon que la récolte est mécanique ou manuelle. Il est probable que la moyenne indiquée pour 1950, soit 175 heures, ait été considérablement réduite depuis. De même, le nombre annuel d'heures de travail à fournir par vache laitière dans ce même pays varie entre 111 et 140 heures, selon le procédé de traite. Les chiffres relatifs à l'Europe appellent des précisions analogues. Ceux du Royaume-Uni ont trait à 1948-49 et il est vraisemblable qu'ils au-

ront diminué avec les progrès de la mécanisation. Ceux de la Belgique peuvent être considérés comme une indication au niveau atteint dans les petites exploitations partiellement mécanisées de l'Europe continentale. Ceux de la Grèce proviennent d'études effectuées vers 1930, mais ils sont encore largement utilisés dans le pays, bien que la céréaliculture se soit quelque peu mécanisée. Les niveaux indiqués pour la Grèce et la Colombie donnent également une idée générale de l'efficacité de l'agriculture non mécanisée de divers pays du Bassin méditerranéen et de l'Amérique du Sud. En ce qui concerne l'U.R.S.S., plusieurs indices font penser que les niveaux d'efficacité fixés comme «objectifs» sont inférieurs aux chiffres moyens des Etats-Unis, et parfois même aux niveaux atteints dans ce dernier pays dès 1910; quant aux niveaux soviétiques réels, ils sont bien plus bas que les niveaux d'objectif et souvent même inférieurs à ceux des petites exploitations européennes<sup>12</sup>.

Au total, il ressort de la première moitié du tableau que l'efficacité du travail réellement accompli est déterminée en partie par les disponibilités de terre par homme. Les vastes étendues ainsi disponibles aux Etats-Unis constituaient une invite à produire efficacement; au Japon, le manque de terre a été une invite dans le sens opposé, et il s'est agi d'employer utilement autant d'hommes que possible. On peut citer quelques chiffres supplémentaires à l'appui de ce point de vue. C'est ainsi que le coton dans la Province égyptienne demande environ 600 jours de travail par hectare cultivé<sup>13</sup>. En Inde et au Pakistan, l'hectare de riz absorbe de 100 à 200 jours de travail par an et des temps de travail proportionnels sont consacrés aux autres productions<sup>14</sup>.

Les chiffres des Etats-Unis en 1910 sont particulièrement instructifs car ils montrent que les tracteurs et la mécanisation ne sont pas les seuls moyens de réaliser une forte productivité en agri-

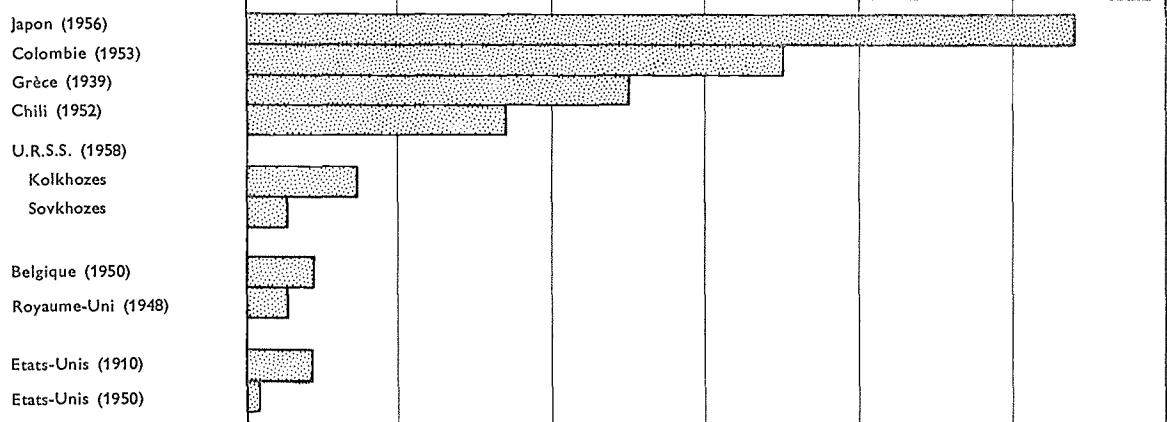
<sup>12</sup> *Puti snizheniiia zatrata truda v sel'skom khoziaistve*, Moscou, 1956.

<sup>13</sup> R.P. Dunn, *Cotton in Egypt*, Memphis, Tenn., 1949.

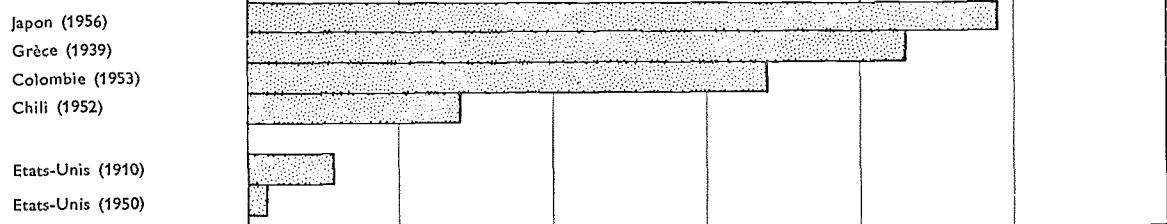
<sup>14</sup> *Report on the investigation into the economics of jute growing* (with comparable data on rice), season 1954/55, par K.C. Basak et S.M. Ganguli. Indian Central Jute Committee, Calcutta, 1956. V.G. Panse, *Estimation of the cost of production of crops*. Indian Central Cotton Committee, New Delhi, 1954. *Report on the Survey of rural credit and unemployment in East Pakistan*, 1956. Dacca University Socio-Economic Survey Board. Dacca, 1958.

GRAPHIQUE III-14. DURÉE MOYENNE DE TRAVAIL PAR 100 KILOGRAMMES DE PRODUCTION DANS CERTAINS PAYS

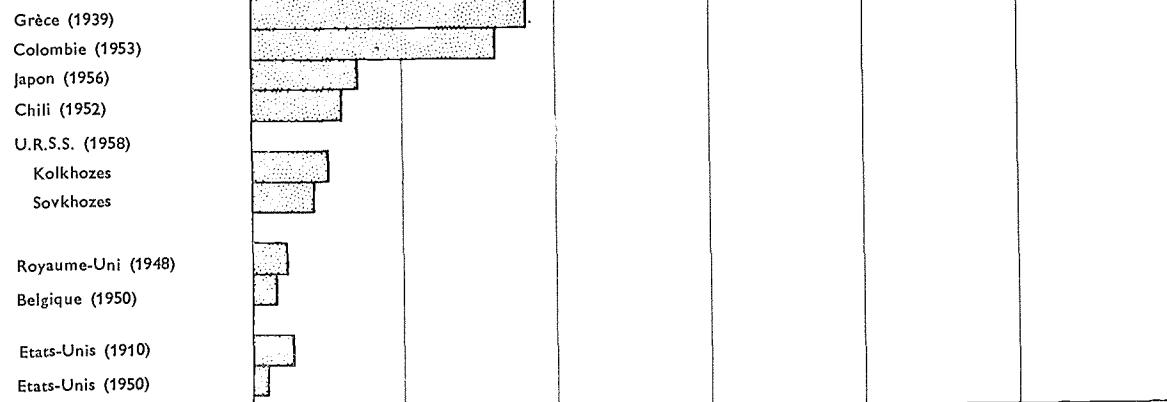
BLÉ



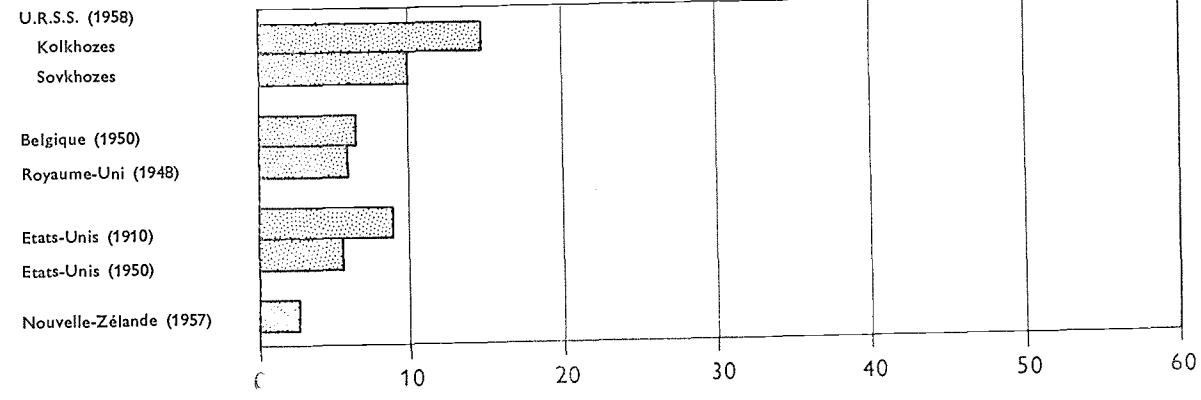
RIZ



POMMES DE TERRE



LAIT



Heures par 100 kilogrammes de production

culture. A cette époque, il y avait environ 1 000 tracteurs aux Etats-Unis, mais les moissonneuses mécaniques et les charrues multi-socs étaient tirées par des chevaux. Les animaux de trait, s'ils sont en nombre suffisant, peuvent évidemment permettre de réaliser une productivité élevée, comme on peut le voir encore dans de nombreuses exploitations d'Australie. Réciproquement, la lenteur du relèvement de la productivité de la main-d'œuvre dans les kolkhozes soviétiques, pourtant fortement mécanisés, fait penser que la compétence technique et une bonne organisation du travail comptent tout autant à cet égard que le degré de mécanisation.

Les chiffres de la deuxième moitié du tableau montrent la marge d'amélioration de l'efficacité et de la productivité qui doit nécessairement exister dans la plupart des pays. Cependant, les niveaux de productivité qui sont indiqués ne sont pas la seule cause de la faiblesse de la production individuelle, ni toujours la cause de cette faiblesse. Lorsque la main-d'œuvre agricole abonde et que la terre manque, il est probable que l'on se préoccupera de réaliser un maximum de production plutôt que de productivité.

Les différences énormes entre la productivité de certaines cultures, en particulier le blé, ne se retrouvent pas au même degré dans toutes les spéculations agricoles. Comme le montrent les chiffres relatifs aux vaches laitières, la gamme des écarts de pays à pays est bien moins étendue, bien qu'en Nouvelle-Zélande, par exemple, le temps de travail requis par animal soit inférieur encore à celui des Etats-Unis (environ la moitié pour ce qui est des vaches laitières et des moutons)<sup>15</sup>. A l'autre extrême par rapport au blé, les producteurs de tabac des Etats-Unis ont augmenté et non diminué le temps de travail consacré à chaque hectare, si bien que malgré un léger accroissement des rendements, la productivité horaire a très peu varié. Cependant, lorsqu'il s'agit d'un article qui n'admet pas de produit de remplacement et pour lequel la qualité compte beaucoup, le mécanisme des prix jouera certainement pour augmenter les recettes du producteur.

Ainsi, la productivité par travailleur agricole

dans l'ensemble d'un pays ne dépend pas seulement de l'efficacité de la production de telle ou telle culture, mais également de la place qu'occupent les différents produits dans la production nationale. En outre, ces places relatives peuvent varier selon les fluctuations de la demande et des prix et sous l'influence d'autres facteurs. Ceci limite la possibilité de réduire les « entrées » de travail et de relever la productivité horaire.

D'autres facteurs influent sur la productivité en agriculture. Il est rare que dans ce secteur la main-d'œuvre soit employée douze mois sur douze. Le plein emploi agricole demande beaucoup d'habileté dans l'organisation de l'entreprise et il est irréalisable lorsque le climat impose de longues périodes d'inactivité. Abstraction faite du chômage saisonnier, il est de nombreux pays où le travail à accomplir est inférieur aux possibilités de la main-d'œuvre agricole, ce qui amène souvent à l'adoption de méthodes moins efficaces que celles que le degré de développement technique du pays permettrait d'appliquer. En calculant à l'aide des mêmes normes la somme totale de travail que demande l'agriculture des divers pays, on constate que la plupart pourraient obtenir la même production avec une main-d'œuvre ne représentant que des trois quarts au tiers de celle qui existe actuellement, s'ils appliquaient des méthodes efficaces. Il y a donc de très fortes différences de niveau et d'intensité de l'emploi et c'est seulement dans quelques-uns des pays les plus développés que les travailleurs agricoles sont employés à plein temps presque.

Il ne faut pas en conclure que toute la main-d'œuvre superflue peut être retirée de la production agricole dès qu'il sera possible de lui trouver ailleurs des emplois, sauf s'il s'agissait d'occupations à temps partiel sans changement de domicile. Un transfert rapide et massif de main-d'œuvre déterminera souvent une baisse de la production agricole, sauf si l'on procède en même temps à des améliorations structurelles et techniques. Par exemple, la petite dimension et le parcellement des exploitations peut retenir à la terre plus de main-d'œuvre qu'il n'en faudrait pour réaliser la même production si le territoire agricole était mieux organisé. D'autre part, dans de nombreux pays insuffisamment développés, la totalité de la main-d'œuvre agricole est employée à plein au moment de la récolte et il semble que dans certains cas ceci constitue une limite à la superficie qui peut être cultivée.

<sup>15</sup> Estimation à partir de chiffres fournis par le Ministère néo-zélandais de l'agriculture et obtenus à la suite d'une enquête officielle qui a porté sur un échantillon de 1 500 exploitations. Le résultat concorde avec les estimations globales que l'on peut établir en s'appuyant sur les statistiques courantes des cultures, de l'élevage et de la main-d'œuvre agricole.

## CONDITIONS NÉCESSAIRES AU RELÈVEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ EN AGRICULTURE

Les paragraphes précédents montrent suffisamment qu'on ne peut résoudre le problème de la pauvreté des campagnes simplement en améliorant les connaissances techniques et l'équipement des cultivateurs des pays insuffisamment développés de telle manière que leur productivité rejoigne celle des pays plus modernes, même si parallèlement on apportait aux systèmes de commercialisation et de crédit des modifications permettant aux producteurs de recueillir tout le fruit de leur travail. C'est uniquement dans le cadre d'un progrès général de leur économie que les pays sous-développés pourraient atteindre un niveau élevé de productivité agricole, s'accompagnant de revenus comparables à ceux des pays développés.

Simplifié à l'extrême, le problème se pose ainsi: dans un pays d'agriculture hautement productive, chaque famille agricole produit, outre sa nourriture, celle de dix à vingt familles non agricoles. Encore faut-il pour cela que ces familles existent dans les secteurs non agricoles. Si par exemple la moitié de la population d'un pays vit de l'agriculture, le débouché s'offrant à chaque famille d'agriculteurs se limite évidemment à une famille de non-agriculteurs. De plus, il est probable que cette dernière – comme on l'a montré plus haut – consommera bien moins qu'une famille correspondante dans un pays industrialisé, de sorte que les débouchés des produits agricoles seront encore plus étroits.

Il ressort de ces considérations que la structure économique d'un pays, si elle limite la demande, impose un plafond à la production agricole; mais il ne s'ensuit nullement que ce plafond soit toujours atteint. On verra au chapitre IV qu'à l'heure actuelle, des facteurs institutionnels ou des mesures de prix exercent sur les agriculteurs d'un certain nombre de pays un effet décourageant tel que la production ne suffit pas à la demande et que ces pays doivent de plus en plus compter sur les importations. A son tour, ce phénomène est de nature à réagir sur le rythme du développement dans le domaine industriel et dans les domaines non économiques.

Bien entendu, le niveau de la demande cesse de constituer une limite au progrès de la productivité et de la production dans les cas, assez peu nombreux, de pays insuffisamment développés dont les produits agricoles trouvent à l'étranger un marché

étendu et en voie d'expansion. On a vu que les producteurs des pays qui exportent des produits agricoles ont souvent un revenu supérieur à celui des producteurs des pays qui n'en exportent pas, à égalité de niveau de développement économique. Mais, depuis quelques dizaines d'années, le volume du commerce international des produits agricoles n'augmente que lentement, principalement par suite d'une utilisation plus large des matières premières de substitution, et également parce que les progrès de la productivité agricole dans les pays industriels leur donnent une autarcie accrue. Du coup, il est relativement rare que les pays insuffisamment développés trouvent dans un marché d'exportation en expansion le moyen d'échapper aux effets limitatifs dus à l'étroitesse de leur marché intérieur. Leur agriculture demeurera nécessairement une agriculture de subsistance en très grande partie tant que leurs marchés urbains ne se seront pas élargis.

L'étude des taux relatifs d'accroissement de la population agricole et de la population non agricole durant le processus d'industrialisation révèle une autre difficulté. Il semble clair que durant un avenir assez long, la plupart des pays insuffisamment développés doivent s'attendre à voir augmenter *en nombre absolu* la partie de la population qui vit de l'agriculture, même si cette population continue à diminuer *en pourcentage*. Les bases sur lesquelles reposent cette conclusion sont examinées plus loin. Sur le plan pratique, le phénomène comporte des conséquences graves et préoccupantes pour la plupart des pays insuffisamment développés, et spécialement pour les pays de l'Asie et de certaines parties de l'Amérique centrale aux campagnes déjà très fortement peuplées. Pendant de nombreuses années encore, en effet, la surface de terre disponible par famille paysanne va continuer de se réduire dans des pays qui n'ont guère de possibilité de développer leur superficie cultivée. Une grande partie des avantages résultant des rendements plus élevés seront annulés par une telle contraction, ce qui diminuera dans une certaine mesure les possibilités d'une amélioration des revenus agricoles et des niveaux de vie.

Il semble toutefois qu'il y ait un moyen, au moins partiel, de se tirer de cette impasse économique, et c'est l'éducation. On a expliqué plus haut que, dans bien des cas, les niveaux alimentaires des familles rurales sont inutilement bas à cause de l'ignorance, car ces familles pourraient produire pour rien ou à peu de frais un grand nombre des

produits alimentaires qui manquent actuellement dans leur régime. Ceci est vrai spécialement des fruits et légumes frais, et à peine moins vrai des produits de l'élevage. La remarque s'applique également au combustible, qui pourrait être fourni par de petites parcelles boisées ou par des étendues plus vastes de terres non cultivables.

L'éducation – au sens le plus large – serait peut-être également le moyen d'apprendre aux populations rurales des pays insuffisamment développés à s'organiser individuellement et collectivement pour consacrer une bonne partie de leurs loisirs actuels à l'amélioration de leurs conditions de vie, spécialement en ce qui concerne le logement, le drainage et l'hygiène, la voirie, les écoles, etc. C'est sur ce concept d'auto-assistance que reposent les efforts dits de « développement communautaire » qui sont en cours en Inde et dans d'autres pays insuffisamment développés. Les possibilités de cette action sont examinées plus longuement au chapitre IV. Le développement communautaire et l'éducation sociale représentent, pour la solution du problème de la pauvreté rurale, une formule neuve et prometteuse qui n'a jamais été appliquée sur une échelle tant soit peu considérable dans les pays qui se sont industrialisés les premiers. Cette formule pourrait permettre, au moins en ce qui concerne les déficiences les plus criantes dues à la pauvreté rurale, d'apporter des correctifs plus rapidement qu'il ne serait possible si le développement économique se fondait sur la libre entreprise, comme ce fut le cas autrefois.

Après cette introduction, on peut maintenant examiner de plus près le processus de migration de la main-d'œuvre agricole vers d'autres emplois, phénomène qui est au centre du développement économique dans la quasi-totalité des sociétés<sup>16</sup>.

#### TRANSFERT DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'AGRICULTURE VERS D'AUTRES SECTEURS

Pour situer le problème dans sa perspective, il n'est peut-être pas inutile d'examiner d'abord quelques-uns des pays industrialisés depuis longtemps. Le graphique III-15 montre l'évolution à long terme de la population (ou de la main-d'œuvre)

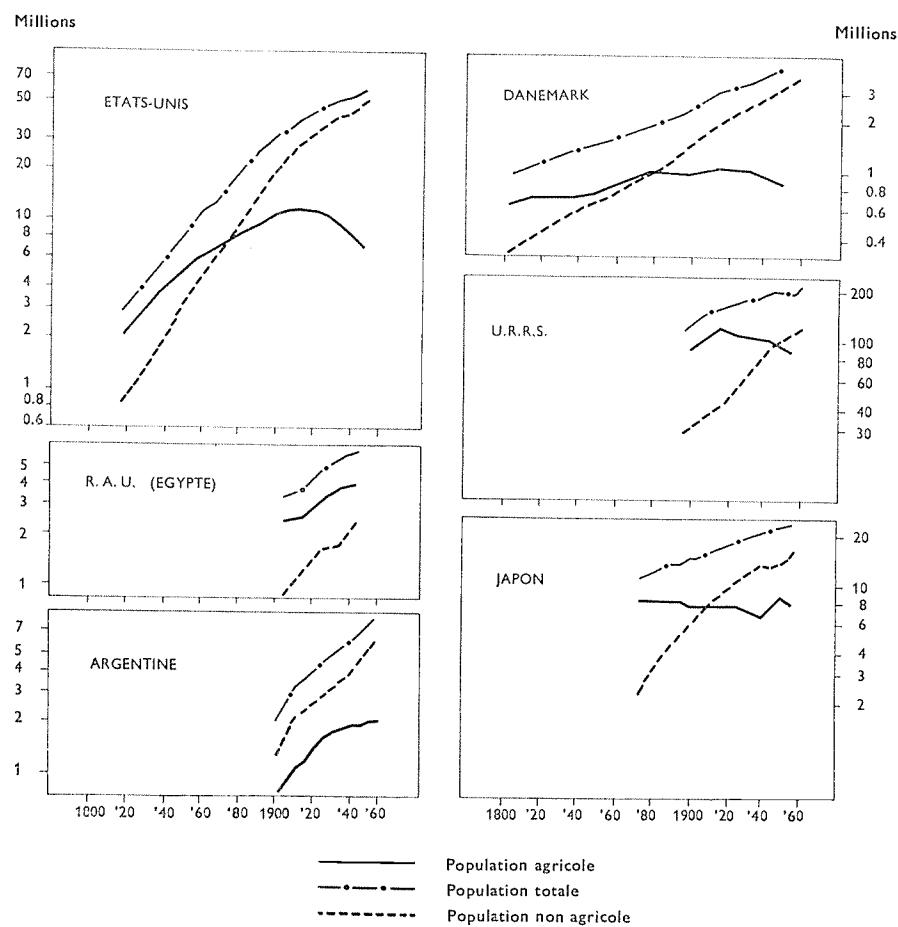
<sup>16</sup> Pour plus de détails, voir : L'agriculture dans une population en voie d'accroissement, par F. Dovring, *Bulletin mensuel, Economie et statistique agricoles*, FAO, août-septembre 1959.

totale, agricole et non agricole au Danemark, aux Etats-Unis, en Union soviétique et au Japon, ainsi que dans deux pays moins industrialisés, c'est-à-dire l'Argentine et la République arabe unie (Province égyptienne).

Pour le Danemark, on dispose depuis 1800 de chiffres concernant la population totale qui vit de l'agriculture et d'autres activités, et l'on peut considérer que le graphique donne une bonne idée d'un pays où la population est assez dense et l'accroissement démographique modéré. La population agricole a continué d'augmenter jusqu'en 1880 environ, mais elle a été rattrapée alors par la population non agricole qui s'était accrue bien plus rapidement. Depuis lors, le développement de cette dernière s'est poursuivi sans ralentir, mais la population agricole est restée pratiquement stationnaire et, à partir de 1920, elle s'est mise à décliner. Telle est actuellement la situation générale en Europe occidentale. D'après des estimations récemment publiées par l'Organisation de coopération économique européenne, le volume de l'emploi en agriculture dans la quasi-totalité des pays européens a diminué de 20 pour cent en moyenne entre 1947/48 et 1956. Dans le même temps, la production des pays considérés augmentait d'environ 30 pour cent. Ainsi, la productivité individuelle s'est élevée d'environ 60 pour cent sous l'effet des progrès de la mécanisation et de l'amélioration des techniques agricoles.

Pour les autres pays considérés au graphique III-15, excepté l'U.R.S.S., il s'agit non pas de la population totale, mais de la main-d'œuvre. Les courbes soviétiques s'apparentent beaucoup à celles du Danemark, sauf que la population non agricole semble avoir rejoint les effectifs employés en agriculture, et que ces derniers ont commencé à diminuer seulement depuis la deuxième guerre mondiale. Aux Etats-Unis, où l'accroissement démographique a été beaucoup plus rapide du fait de l'immigration, les courbes montent plus abruptement mais, tout comme au Danemark, la population non agricole a rejoint la population agricole aux alentours de 1880. Pendant les 20 ou 30 années qui ont suivi, la population occupée en agriculture a continué d'augmenter (mais moins rapidement que la population non agricole) avec la marche vers l'ouest. Depuis 1920, toutefois, la population agricole n'a cessé de baisser. Au Japon enfin, qui constitue jusqu'à présent le seul exemple d'industrialisation d'un pays asiatique très densément peuplé, des difficultés durant l'après-guerre ont interrompu

GRAPHIQUE III-15. EVOLUTION A LONG ET MOYEN TERME DE LA POPULATION TOTALE, AGRICOLE ET NON AGRICOLE, DANS CERTAINS PAYS  
(Echelle semi-logarithmique)



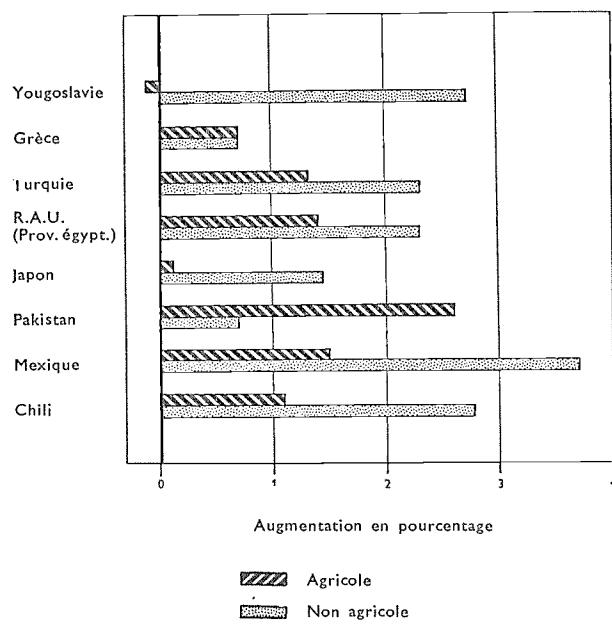
temporairement le rapide mouvement ascendant caractéristique de l'emploi non agricole, qui a cependant repris depuis. Toutefois, la population agricole a diminué très lentement. Malgré l'industrialisation, la pression qui s'exerce sur les terres semble s'être à peine atténuée depuis 1880, date d'origine des séries.

Les chiffres qui concernent les deux pays moins industrialisés prennent plus de sens si on les considère dans ce contexte. Ainsi les courbes de l'Argentine depuis 1900 ressemblent beaucoup à celles des Etats-Unis avec un décalage de 20 à 30 ans environ. La main-d'œuvre non agricole dépassait la main-d'œuvre agricole dès 1900, mais il y a peu de temps que l'emploi en agriculture fait mine de faiblir. Les courbes de la Province égyptienne révèlent un stade de développement économique encore moins avancé. La population employée aussi bien en agriculture que dans les autres secteurs a augmenté jusqu'en 1947, dernière année pour laquelle on dispose de chiffres mais, bien que la

population agricole ait prédominé encore, son expansion se ralentissait de manière perceptible.

Depuis la guerre, la situation de la plupart des pays insuffisamment développés a été fortement influencée par l'accélération générale de l'accroissement démographique provoquée par les améliorations dans le domaine de la santé. Dans la plupart des pays, ce phénomène retardera probablement le moment où la population non agricole rejoindra la population agricole et où cette dernière commencerà à baisser. De manière générale, les séries statistiques disponibles pour ces pays sont relativement brèves, mais les chiffres sur les pays sous-développés représentatifs qui figurent au tableau III-15 et au graphique III-16 font penser que dans tous les cas, hormis la Yougoslavie, la main-d'œuvre agricole continue d'augmenter. Toutefois, cette augmentation est toujours bien plus lente que celle de l'emploi non agricole, sauf en Grèce et au Pakistan: dans ce dernier pays, la situation est inverse, ce qui est peut-être en partie une conséquence de la

GRAPHIQUE III-16. VARIATION ANNUELLE MOYENNE DU POURCENTAGE DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE ET NON AGRICOLE DANS CERTAINS PAYS AU COURS DES ANNÉES RÉCENTES



bi-partition. Ainsi, bien que le pourcentage de la population vivant de l'agriculture diminue, la densité de la population rurale et la pression qui s'exerce sur les terres augmentent, de sorte qu'il devient d'autant plus difficile d'améliorer les revenus agricoles.

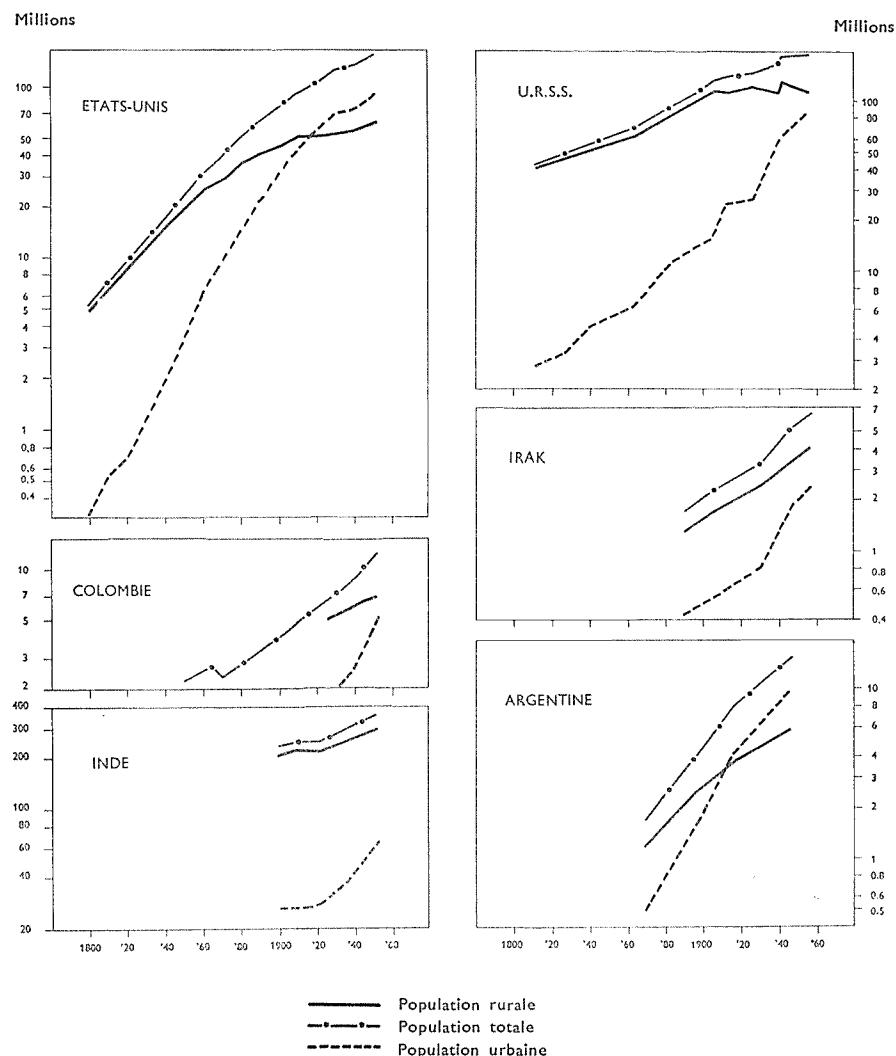
Les écarts que l'on observe au tableau III-17 entre le taux d'accroissement de la population totale (colonne 1) et celui de la main-d'œuvre masculine (colonne 2) résultent principalement des modifications de la composition de la population par groupes d'âge, par suite des variations des taux de natalité et de mortalité. Mais ce qui importe davantage aux fins de la présente étude, ce sont les différences entre l'accroissement annuel de la main-d'œuvre non agricole et celui de la main-d'œuvre totale (colonne 5) ou celui de la population totale (colonne 6). En effet, ces différences représentent le taux de transfert de la main-d'œuvre des emplois agricoles vers les emplois non agricoles. De fortes différences (2 pour cent ou plus) comme celles que l'on observe par exemple en Yougoslavie ou, à

TABLEAU III-17. — TAUX D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION DANS L'AGRICULTURE ET DANS LES AUTRES SECTEURS

Période	Taux d'accroissement annuel				Différences		
	Population totale (1)	Main-d'œuvre masculine totale (2)	Main-d'œuvre masculine agricole (3)	Main-d'œuvre masculine non agricole (4)	Colonne (4) moins colonne (2) (5)	Colonne (4) moins colonne (1) (6)	Pourcentage de la population employée en agriculture à la fin de la période (7)
..... Pourcentage .....							
TENDANCES A MOYEN TERME							
Yougoslavie .....	1931-53	0,9	0,7	- 0,1	2,7	2,0	1,8
Grèce .....	1928-51	0,9	0,7	0,7	0,7	0,0	- 0,2
Turquie .....	1935-55	2,0	2,0	1,3	2,3	0,3	0,3
République arabe unie (Egypte) .....	1917-47	1,3	1,6	1,4	2,3	0,7	1,0
Maroc .....	1936-52	1,6	1,2	0,2	3,7	2,5	2,1
Union sud-africaine .....	1936-51	1,9	1,0	0,0	1,95	0,95	0,05
Japon .....	1930-35	1,3	1,0	0,1	1,45	0,45	0,15
Pakistan <sup>2</sup> .....	1931-51	1,2	2,0	2,6	0,7	- 1,3	- 0,5
Mexique <sup>2</sup> .....	1930-50	2,2	2,2	1,5	3,7	1,5	1,5
Chili .....	1930-52	1,5	2,0	1,1	2,8	0,8	1,3
Colombie <sup>2</sup> .....	1925-53	2,2	1,8	1,0	3,2	1,4	1,0
TENDANCES A COURT TERME							
République arabe unie (Egypte) .....	1937-47	1,7	2,2	0,1	3,7	1,5	2,0
Philippines .....	1939-50	1,9	2,0	1,4	3,7	1,7	1,8
Thaïlande .....	1937-47	1,9	2,6	2,4	3,8	1,2	1,9
Mexique <sup>2</sup> .....	1940-50	2,7	3,6	2,4	5,5	1,9	2,8
Brésil .....	1940-50	2,4	2,2	1,2	4,2	2,0	1,8
Venezuela .....	1941-50	3,0	4,3	1,5	7,5	3,2	4,5

<sup>1</sup> Occupée. — <sup>2</sup> Les chiffres relatifs à la main-d'œuvre concernent les deux sexes.

GRAPHIQUE III-17. EVOLUTION A LONG ET MOYEN TERME DE LA POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE DANS CERTAINS PAYS  
(Echelle semi-logarithmique)



court terme, au Mexique, au Brésil et au Venezuela, sont le signe d'une industrialisation rapide. Si la différence est inférieure à 1 pour cent, on est en présence d'un rythme d'industrialisation relativement lent. Bien entendu, les tendances à court terme sont plus exposées aux influences accidentelles. C'est ainsi que les recensements en Egypte montrent un déplacement plutôt rapide entre 1917 et 1927, alors que de 1927 à 1937 la tendance a été légèrement négative (faible augmentation du pourcentage de l'emploi en agriculture). Il est donc possible que les tendances à moyen terme soient plus représentatives de l'évolution à laquelle on peut s'attendre pour l'avenir.

On peut trouver d'autres renseignements sur l'expansion économique des pays insuffisamment développés dans les statistiques de la population urbaine et de la population rurale, et c'est pourquoi

l'on a établi le graphique III-17, qui représente certaines des tendances à long terme et à moyen terme de l'urbanisation. Les populations urbaines évoluent plus régulièrement en fonction de la population totale que la population non agricole. Tant en Inde qu'en Irak, comme dans de nombreux autres pays d'Asie et d'Afrique (et dans une moindre mesure en Amérique latine et même en Europe méridionale), les villes tendent à s'accroître plus rapidement que le nombre d'emplois qu'elles offrent, car l'intensité de l'accroissement démographique dans les campagnes chasse les paysans de la terre. L'emploi saisonnier qu'ils trouvent dans l'agriculture ne leur permet pas de vivre, et de petits travaux en ville offrent un meilleur moyen d'existence, aussi irréguliers qu'ils puissent être. Il faut tenir compte de ce phénomène lorsqu'on examine les statistiques de « l'emploi non agricole » dont il

a été question ci-dessus, car le développement des bidonvilles dans les cités n'est évidemment pas le moyen de relever le revenu en général.

L'urbanisation a progressé de manière très semblable aux Etats-Unis et en Argentine, stimulée jusqu'à un certain point par les arrivées de citadins venus d'Europe. La courbe de la Colombie (1925-53) ressemble remarquablement elle aussi à celle des Etats-Unis entre 1870 et 1900 par exemple. Pour les autres pays, il n'y a pas eu influence de l'immigration, encore que la courbe de l'Irak révèle la recolonisation rapide (par suite d'un taux élevé d'accroissement naturel) d'un pays qui, jadis très fortement peuplé, était resté dévasté pendant des siècles. L'instabilité des conditions de vie dans des campagnes qui apparaissent surpeuplées si l'on tient compte du sous-développement considérable des ressources naturelles a chassé vers les villes de nombreux ruraux, dont beaucoup n'y trouvent cependant pas à s'employer productivement. Bien que, en ce qui concerne l'Inde, la période considérée dans le graphique III-17 n'ait pas été très prospère, il est intéressant de noter que la courbe d'urbanisation ressemble à celle de la Russie entre 1880 et 1920. Si l'on peut appuyer ce mouvement d'urbanisation en créant des emplois productifs (ou industrialiser les campagnes dans une mesure correspondante) – et les statistiques récentes sur le niveau de l'emploi industriel indiquent que ce processus est en cours – il est possible que le pays soit à la veille d'une transformation radicale de la structure de sa population par occupations.

#### DISPARITÉS DES REVENUS ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les perspectives à long terme et à moyen terme examinées dans les paragraphes précédents font penser que, si l'on considère les choses en général, les écarts de revenu entre l'agriculture et les autres secteurs peuvent être une force déterminante de première grandeur pour le développement économique et l'industrialisation. Dans un pays en voie de développement économique, les secteurs non agricoles, dont la productivité est plus élevée, attireront à eux au moins une partie de la population rurale excédentaire par les revenus plus élevés et l'existence moins monotone qu'ils offrent. Certes, cet exode allégera ainsi la pression sur les terres, mais il se peut que l'écart entre revenus ruraux et revenus

urbains continue de se creuser. Dans les cas extrêmes, l'exode rural sera supérieur au nombre d'emplois disponibles dans les autres secteurs et les villes seront encombrées par une main-d'œuvre non qualifiée de chômeurs ou de sous-employés. Comme on l'a vu, l'exemple de pays déjà industrialisés montre qu'il est rare que la population agricole diminue fortement tant que l'emploi dans les secteurs non agricoles ne dépasse pas de beaucoup la moitié du total.

Dans la scule population agricole de la plupart des pays, il existe souvent de fortes différences de revenu, les écarts étant dans l'ensemble supérieurs à ceux que l'on observe entre les divers groupes de travailleurs industriels. La disparité générale des revenus ne veut donc pas dire que tous les producteurs ou ouvriers agricoles soient plus pauvres que les citadins. Un grand nombre ont déjà des revenus à peu près comparables et ils ne ressentent donc aucune attraction pour la ville, au moins pour des raisons économiques. Au contraire, les agriculteurs dont les exploitations sont très inférieures à la moyenne, et plus encore le prolétariat agricole, éprouveront probablement pour la ville une attraction d'autant plus puissante qu'ils se trouvent plus bas dans la hiérarchie des revenus. C'est probablement la raison pour laquelle il peut se produire un très fort exode rural même dans un pays comme le Japon, où la disparité générale des revenus est faible si on l'évalue d'après les niveaux de consommation. De toute manière, cependant, il interviendra sans doute un certain délai avant que l'attraction d'un revenu plus élevé détermine l'exode de la main-d'œuvre rurale, spécialement celui des individus âgés, et c'est pourquoi des écarts de revenus au détriment de la population agricole persisteront probablement dans la plupart des pays.

#### EFFET DE L'EXPANSION DU MARCHÉ DE PRODUITS AGRICOLES

Au cours de l'analyse qui précède, on a souligné que la réduction progressive du pourcentage de la population totale qui est employé en agriculture serait un moyen de rapprocher la productivité agricole de celle des autres secteurs et, ainsi, de réduire les disparités de revenu entre l'agriculture et le reste de l'économie. Historiquement parlant, ce facteur semble le plus important, mais il en est un autre qui peut contribuer puissamment au même résultat. L'expansion du marché des produits agri-

coles, qui rend économiquement réalisables les plus fortes augmentations de la productivité, dépend non seulement de l'effectif de la population non agricole, mais aussi de son revenu. Le relèvement de celui-ci stimule la demande, spécialement des produits de l'élevage, des fruits et des légumes. Or, non seulement ces denrées sont plus chères, mais encore leur production occupe plus de main-d'œuvre que celle des céréales et des autres produits traditionnels de la culture, étant en général moins susceptible de mécanisation. On peut dire que la trayeuse mécanique n'a pas encore eu les effets du tracteur et de la moissonneuse-batteuse. La mécanisation de la récolte des légumes et des plantes-racines est chose relativement récente, et jusqu'à présent elle ne s'est guère répercutée sur les besoins de main-d'œuvre. De même, il est très difficile de réduire radicalement la main-d'œuvre que demande l'arboriculture fruitière.

Moins la production d'une denrée est mécanisable, et plus il est probable que le prix unitaire restera élevé et qu'il tendra à monter à mesure que s'améliore le niveau général des revenus. On a déjà signalé à cet égard le cas du tabac aux Etats-Unis, article dont le volume produit par heure de travail n'a pas augmenté. Dans la plupart des pays, il s'en faut encore de beaucoup que le marché des denrées provenant d'exploitations intensives soit saturé. Même en Europe occidentale, les prix des produits de l'élevage (à l'exception des produits laitiers sur les marchés d'exportation) sont restés raisonnablement stables ces dernières années, et le niveau de l'emploi dans ce secteur n'a guère été exposé à de sérieux dangers.

La demande croissante de productions agricoles qui exigent beaucoup de main-d'œuvre et se prêtent mal à la mécanisation représentera probablement un élément toujours plus important pour de nombreux pays insuffisamment développés, d'abord sur les marchés étrangers, ensuite dans le pays lui-même, lorsque cette demande s'y développera avec les industries urbaines et les revenus. Dans le Bassin méditerranéen, le progrès économique de-

vrait favoriser d'abord l'expansion de la production de fruits et légumes destinés à l'exportation vers l'Europe occidentale, puis, lorsque les pays de cette région eux-mêmes se seront industrialisés davantage, il stimulera la demande intérieure non seulement des fruits et des légumes, mais aussi des produits de l'élevage. Dans les pays tropicaux, il est possible que l'on assiste à une évolution du même genre, par exemple expansion de l'arboriculture tropicale. Ce phénomène pourrait contrebalancer puissamment la tendance à réduire les besoins de main-d'œuvre par la mécanisation et la rationalisation de la production. Même les pays d'outre-mer de peuplement récent, qui se sont jusqu'à présent spécialisés dans les productions extensives, devront peut-être revenir à des formes d'agriculture plus intensive à mesure que leur population augmentera. Il est impossible pour le moment de dire si l'emploi agricole augmentera ou diminuera, mais il sera certainement supérieur à ce qu'il aurait été si la structure de la demande était restée inchangée.

En conclusion, il n'est pas possible de déterminer exactement quel serait l'effectif optimum de la population agricole dans chaque pays, lorsqu'il aura atteint un niveau de développement permettant aux familles de consacrer à l'alimentation moins de la moitié de leur budget. Il est clair que la population agricole diminuera en pourcentage; quant à savoir s'il s'ensuivra une augmentation ou une baisse des effectifs absolus, les conditions particulières à chaque pays joueront un rôle déterminant. Les pays où les conditions naturelles favorisent par exemple la production céréalière ou le pâturage extensif se retrouveront probablement avec une population agricole réduite par rapport au total, l'inverse étant vrai de ceux qui se consacrent principalement à l'arboriculture ou à d'autres formes intensives de production. A long terme, toutefois, le mécanisme des prix déterminera un équilibre approximatif des recettes entre producteurs «extensifs» et producteurs «intensifs» et, à échéance plus longue encore, entre secteurs agricoles et secteurs non agricoles.

# Chapitre IV - ÉTUDE DE CERTAINS PROBLÈMES GÉNÉRAUX DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LES PAYS INSUFFISAMMENT DÉVELOPPÉS, A LA LUMIÈRE DES ENSEIGNEMENTS DE L'APRÈS-GUERRE

## Introduction

Ce que l'on a dit au chapitre III suffit à mettre en évidence la relation intime entre le développement général de l'économie et le développement de l'agriculture. On a souligné que le développement économique était lié, dans une bonne mesure, au transfert progressif de la main-d'œuvre agricole vers les autres secteurs. Mais pour que ce transfert soit possible, il faut que l'agriculteur augmente sa productivité de manière à assurer l'alimentation de la population urbaine en voie d'accroissement. Inversement, l'augmentation de la productivité et de la production agricoles est subordonnée dans une large mesure à l'expansion des débouchés commerciaux hors de l'agriculture. Le développement de la production agricole risque d'avoir une influence plutôt défavorable que favorable sur le revenu de l'agriculteur si le supplément de production ne peut être absorbé par le marché à des prix raisonnables. A l'heure actuelle, néanmoins, la production agricole, dans les pays insuffisamment développés, croît ordinairement à un rythme inférieur, plutôt que supérieur, à la progression de la demande des consommateurs, notamment sur les marchés intérieurs, pour des raisons qui seront analysées ci-après.

Dans le présent chapitre, on postule qu'il existe une relation entre le développement agricole et le développement général de l'économie, et on examine en partant de ce postulat les mesures concrètes grâce auxquelles l'agriculture peut se développer de pair avec l'ensemble de l'économie sans prendre trop d'avance ni trop de retard. On n'a pas cherché à entrer dans les détails. Des ouvrages entiers ont été consacrés, ou pourraient l'être, à des questions que l'on traitera ici en quelques paragraphes. On s'est proposé plutôt de mettre en évidence les rapports entre les diverses méthodes – économiques, sociales, techniques – qui s'offrent pour résoudre le

problème, et de montrer la place du développement agricole dans le progrès économique et social. Pour emprunter le langage des opérations militaires, disons que cet examen très général, s'il néglige forcément un peu les détails tactiques, aidera à dégager les grandes lignes d'une stratégie.

Si les problèmes de mise en valeur agricole suscitent beaucoup plus d'intérêt depuis quelque temps, c'est pour trois raisons principales. Le premier facteur, assez passager, a été la pénurie générale des denrées alimentaires et autres produits agricoles pendant et après la dernière guerre mondiale. Le second facteur, qui semble prendre chaque année plus d'importance, est le développement accéléré de la population mondiale dû principalement aux progrès de la médecine et à la baisse des taux de mortalité. Le troisième facteur, qui à certains égards est le plus important de tous, est l'intérêt nouveau que le monde de l'après-guerre a pris au développement économique et à l'amélioration des niveaux de vie des pays insuffisamment développés.

Il est inutile de rappeler ici comment les pénuries alimentaires de l'après-guerre ont été éliminées et d'étudier en détail les conséquences de l'évolution démographique, qui a été longuement analysée dans divers ouvrages et notamment dans les publications des Nations Unies. L'importance de l'évolution démographique est désormais bien comprise. Pour ce qui est des pays insuffisamment développés, il suffira peut-être de faire remarquer qu'entre 1936 et 1958 la population de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine paraît avoir augmenté au total de 500 ou 600 millions d'individus, soit de près de 40 pour cent, et que selon des calculs récents (estimations moyennes) des Nations Unies, elle devrait encore augmenter d'un milliard, soit d'environ 50 pour cent, entre 1958 et 1980 (tableau IV-1).

TABLEAU IV-1 - ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE DANS LES RÉGIONS INSUFFISAMMENT DÉVELOPPIÉES

	Population estimée			Accroissement en pourcentage		Cadence annuelle d'accroissement	
	1936	1958	1980	1936 à 1958	1958 à 1980	1936 à 1958	1958 à 1980
	Millions			Pourcentage			
Asie .....	1 155	1 580	2 470	37	56	1,45	2,00
Afrique .....	165	227	333	38	47	1,48	1,80
Amérique latine .....	121	197	349	63	77	2,25	2,60
Total de ces trois régions .....	1 441	2 004	3 152	39	57	1,50	2,10

SOURCE: Pour 1958 et 1980, Service de la population, Division des affaires sociales, Nations Unies. Pour 1936, estimation de la FAO, d'après les *Annuaires démographiques* des Nations Unies.

Manifestement, la cadence d'accroissement s'accélère. Entre 1936 et 1958, on estime qu'elle a été de l'ordre de 1,5 pour cent par an. Entre 1958 et 1980, elle pourrait fort bien atteindre 2,1 pour cent par an. Il faudrait que les disponibilités alimentaires de ces régions croissent à un rythme au moins égal pour que les régimes alimentaires généralement médiocres de leurs populations ne deviennent pas encore plus insatisfaisants.

En fait, comme le développement économique et l'amélioration des revenus sont à l'ordre du jour, il sera nécessaire d'augmenter la production agricole à un rythme considérablement plus rapide que celui auquel la population augmente, afin de réduire l'écart entre les niveaux de consommation des pays développés et ceux des pays sous-développés. A l'origine, la plupart des pays qui ont commencé à mettre en œuvre des programmes de développement économique ont mis l'accent sur l'industrialisation. On constatait que la puissance économique des pays évolués reposait sur leur industrie. On se rendait compte que, en gros, la prospérité d'une nation était inversement proportionnelle au pourcentage de la population employé dans l'agriculture. En conséquence, il apparaissait naturellement, dans la plupart des pays insuffisamment développés, que le moyen le plus sûr d'améliorer le sort des populations consistait à mobiliser toutes les ressources pour la constitution accélérée d'une industrie.

Les leçons de l'expérience ont fait comprendre peu à peu que le développement économique exige la progression à peu près parallèle du secteur agricole et des autres secteurs. Si l'industrie se développe sans que l'agriculture suive le mouvement, il en résultera probablement des pénuries alimentaires dans les zones urbaines et des pressions inflationnistes; le pays devra réduire ses exportations de pro-

ducts alimentaires, ce qui le privera de devises indispensables à son économie, ou bien il devra consacrer une partie de ses faibles ressources à l'importation de produits alimentaires. On peut aussi envisager le cas inverse, bien que la plupart des pays insuffisamment développés en aient offert peu d'exemples au cours des dernières années: si la production agricole augmente nettement plus vite que la demande urbaine, les prix et les revenus agricoles s'effondreront; les agriculteurs devront réduire leur achats de produits industriels, ce qui entravera l'expansion de l'industrie et pourra même entraîner une récession. Etant donné que ces corrélations économiques sont mieux comprises aujourd'hui, les responsables de la planification économique des pays insuffisamment développés accordent une attention toute nouvelle aux facteurs qui influent sur le développement de la production agricole.

#### CARACTÉRISTIQUES DE L'AGRICULTURE DES PAYS INSUFFISAMMENT DÉVELOPPIÉS

Les caractéristiques naturelles, économiques et sociales de l'agriculture des pays insuffisamment développés sont si diverses que l'on peut douter, à première vue, de l'utilité d'un examen d'ensemble. Du point de vue physique, que de différence entre les terres chaudes et humides de la zone tropicale, mal couvertes d'un humus fragile et souvent occupées par la forêt, et les zones arides du Proche-Orient et de l'Asie centrale par exemple, caractérisées par des sols durs et secs, de grandes étendues désertiques, steppiques ou montagneuses, et par de violents contrastes de température au cours de l'année! La nature des sols, la topographie, la végétation naturelle varient à l'extrême.

La densité de la population rurale, elle aussi extrêmement variable, a également une grosse influence sur les problèmes du développement agricole. Les bassins fluviaux surpeuplés de l'Inde, du Pakistan, du Viet-Nam, de même que certaines îles des Antilles, s'opposent aux zones clairsemées de l'Afrique centrale et du Brésil. De grandes différences peuvent même se produire dans un même pays. En Indonésie, par exemple, les deux tiers de la population se concentrent dans les îles de Java et de Madoura, qui représentent 9 pour cent de la superficie totale du pays. Beaucoup de pays insuffisamment développés souffrent d'une surpopulation rurale en ce sens que « dans l'état actuel des techniques et des ressources naturelles, le revenu réel par habitant serait nettement plus élevé si la population était plus faible »<sup>1</sup>.

Le régime social et les institutions varient aussi beaucoup dans les pays insuffisamment développés. Les niveaux d'alphabétisme et d'instruction diffèrent, les institutions politiques, les habitudes des consommateurs, les croyances religieuses, les régimes fonciers, etc., tous facteurs qui ont une influence considérable sur le développement agricole.

Ces différences expliquent la diversité des modes d'agriculture. Dans quelques régions isolées, par exemple dans certaines parties du Laos et du Népal, des Andes et de l'Amazonie et dans de nombreuses parties de l'Afrique, on rencontre encore l'agriculture de subsistance sous la forme presque pure. Néanmoins, le type d'agriculture le plus courant est la petite exploitation destinée essentiellement à nourrir le ménage de l'agriculteur et produisant en outre un léger excédent que l'on vendra pour payer les taxes et autres dépenses en espèces, et pour obtenir quelques articles que le paysan ne peut produire lui-même. Dans certains pays, comme la Thaïlande, la plupart des fonds sont la propriété des exploitants eux-mêmes, mais dans la règle générale les exploitants sont des locataires, fermiers ou métayers. Ces petites exploitations appliquant des méthodes primitives de culture se rencontrent souvent à côté de grandes plantations bien gérées qui appliquent des techniques modernes et dont la productivité est élevée. Néanmoins, ces plantations sont généralement spécialisées dans des cultures d'exportation et, la plupart du temps, leur exemple n'influe guère sur

les méthodes d'exploitation pratiquées par les petits agriculteurs du voisinage. On peut citer d'autres variantes. De grands domaines cultivés par une main-d'œuvre salariée et donnant en général de faibles rendements se rencontrent parfois dans certaines régions, et notamment en Amérique latine, tandis qu'ailleurs les grandes propriétés sont le plus souvent exploitées par de nombreux locataires. Dans certaines zones arides de l'Asie et de l'Afrique, ce sont les pasteurs nomades qui prédominent encore.

En dépit de cette diversité, l'agriculture des pays insuffisamment développés présente de nombreux traits communs qui permettent certaines généralisations. Par définition, les pays insuffisamment développés sont ceux où la productivité individuelle et, par conséquent, le revenu, sont les plus faibles. Dans ces pays, l'agriculture est l'activité principale et, comme on l'a montré dans le chapitre précédent, les revenus agricoles moyens sont, presque toujours, encore plus faibles que ceux des autres secteurs. Les transports, les communications et les circuits de commercialisation laissent généralement à désirer. Les méthodes primitives de culture se traduisent non seulement par une faible productivité, mais bien souvent aussi par la détérioration des sols et des autres ressources naturelles. Les ressources agricoles étant limitées, les connaissances des paysans insuffisantes et la production concentrée sur un petit nombre de denrées essentielles, il s'écoule souvent, entre deux périodes de travail, d'assez longs intervalles sans emploi productif. Le sous-emploi chronique ou le chômage (pour les paysans sans terres) sévit donc dans les zones rurales. L'agriculteur, même quand il obtient du crédit à des taux raisonnables, ne parvient à se procurer ainsi qu'une faible proportion des fonds dont il aurait besoin pour améliorer son domaine ou ses méthodes de culture ou pour acheter des produits de consommation essentiels aux époques difficiles.

C'est ainsi que prend naissance le « cycle de la misère » qui caractérise cette forme d'agriculture. Faible productivité et bas revenus restreignent l'épargne et, par conséquent, la possibilité d'investir pour améliorer la productivité des exploitations. La propension à investir est réduite par l'instabilité des prix agricoles ainsi que par des régimes fonciers et des systèmes de commercialisation qui laisseraient à l'exploitant une partie seulement de la valeur marchande du supplément de production qu'il pourrait obtenir en travaillant

<sup>1</sup> P.T. Bauer et B.S. Yamey, *The economics of underdeveloped countries*, Londres, 1957.

et en investissant davantage. De toute manière, la plupart des exploitants connaissent mal les moyens d'améliorer la productivité. Même s'ils les connaissent, ils se refusent souvent à les adopter, en partie parce qu'ils sont attachés aux pratiques traditionnelles, en partie parce qu'ils ont une répugnance bien compréhensible à expérimenter des méthodes nouvelles dont la valeur, pour eux, n'est pas démontrée et dont l'adoption pourrait se traduire, en cas d'échec, par une nouvelle diminution de leurs revenus déjà insuffisants et peut-être par une augmentation d'un endettement déjà trop lourd. Cette méfiance n'est pas entièrement injustifiée, puisqu'il est prouvé, par exemple, que l'application maladroite des engrains chimiques ou l'emploi de semences ne convenant pas au milieu local peuvent entraîner des résultats désastreux. Enfin, dans les collectivités les plus pauvres, la misère et la malnutrition de nombreuses familles agricoles réduisent leur aptitude au travail et font naître une apathie qui gêne considérablement le progrès.

Ce cercle vicieux de la misère engendrant la misère se rencontre dans presque tous les pays insuffisamment développés et caractérise, sinon toute leur agriculture, du moins celle de vastes régions arriérées. Le cycle de la misère est ainsi le problème fondamental sur lequel il convient d'axer cette étude générale. Quoique le problème de la « misère perpétuelle » n'échappe à personne, on n'est pas d'accord sur les progrès décisifs qui ont permis aux pays dits évolués de sortir du cercle vicieux. Le développement de la civilisation urbaine en Europe occidentale et en Amérique du Nord, avec la création de débouchés pour les produits agricoles dans les autres secteurs, l'absorption par l'industrie de la main-d'œuvre rurale en surnombre et l'accroissement de la productivité dans l'agriculture, est un processus historique qui a duré plusieurs siècles, encore que son rythme se soit prodigieusement accéléré à partir du milieu du dix-huitième siècle. Un processus d'une pareille durée n'est plus admissible aujourd'hui. Mieux informés que jadis, les peuples des pays sous-développés sont devenus plus conscients de l'écart qui sépare leurs niveaux de vie de ceux des pays industriels et ils sont impatients d'accéder au bien-être dont le progrès technique est la clé.

Il faut dire que les pays insuffisamment développés ont aujourd'hui certains avantages que les pays industrialisés plus tôt ne possédaient pas. La science de l'agriculture a fait des progrès immenses et l'assistance internationale technique et finan-

cière facilite quelque peu, sinon autant qu'il conviendrait, l'application du nouveau savoir dans les pays insuffisamment développés. Enfin, l'Etat s'emploie aujourd'hui plus activement qu'il ne l'a jamais fait au cours de l'histoire à favoriser le progrès économique et social.

#### CONDITIONS FONDAMENTALES DE LA MISE EN VALEUR AGRICOLE

Les paragraphes précédents nous ont déjà fait entrevoir certaines des conditions fondamentales du développement agricole. Il est admis aujourd'hui sans discussion que tout accroissement de production doit provenir essentiellement d'une amélioration des méthodes et d'un meilleur usage des ressources existantes. Les méthodes d'exploitation communément employées dans les pays évolués, si on les adapte judicieusement au milieu naturel des pays insuffisamment développés, permettraient d'y accroître immensément la production. D'autre part, les possibilités de la recherche agricole apparaissent infinies.

Néanmoins, les améliorations technologiques ne résoudront pas à elles seules le problème. Il est évident qu'en dernière analyse les ressources ne seront mieux utilisées que du jour où les producteurs eux-mêmes feront l'effort nécessaire, par exemple pour améliorer leurs terres, et mettront à l'essai de nouveaux procédés d'exploitation plus intensifs qui comportent pour eux certains risques, y compris, en général, des sorties de fonds. Il est évident que les agriculteurs ne se résoudront que dans l'espoir d'un profit. S'il n'est pas certain que tous les paysans ou même la quasi-totalité d'entre eux chercheront à accroître la production quand on leur accordera des encouragements adéquats; il est, en tout cas, très probable qu'ils ne feront aucun effort si ces encouragements ne leur sont pas fournis. Tant que le climat économique n'est pas favorable, les enseignements des spécialistes de la vulgarisation ont toutes chances de rester lettre morte et il est peu probable que des initiatives telles que l'aménagement des collectivités réussissent à vaincre l'apathie générale.

Pour que l'accroissement de la demande commerciale fasse sentir tous ses effets sur la production agricole, plusieurs conditions économiques doivent être réunies et en particulier les trois suivantes:

1. *Prix agricoles raisonnablement stables et rémunérateurs.* A moins d'être à peu près sûrs qu'il existera

- une marge minimum entre les coûts et les prix, les agriculteurs hésiteront à faire l'effort ou la dépense qu'exige un accroissement de production.
2. *Moyens de commercialisation adéquats.* La commercialisation doit être organisée de telle manière que les avantages résultant de l'accroissement de la demande urbaine ainsi que de la stabilisation des prix profitent réellement aux producteurs agricoles au lieu d'être accaparés par les distributeurs ou les spéculateurs.
  3. *Régime foncier satisfaisant.* Même si le marché est favorable, la production ne sera guère stimulée si le régime foncier est tel que les propriétaires terriens retirent le plus clair des bénéfices afférents à un accroissement de la production. En outre, les exploitants ne perdront pas leur temps et leur argent à améliorer la propriété s'ils sont des occupants précaires.
- Si ces conditions fondamentales ne sont pas réalisées, les autres tentatives que l'on fera pour accroître la production risquent de faire faillite ou de donner des résultats seulement partiels. Les gouvernements désireux d'encourager l'expansion agricole pourraient donc d'abord créer un climat économique stable et propice, afin de convaincre les agriculteurs que tout effort ou investissement supplémentaire leur vaudra des avantages tangibles. Néanmoins, les conditions économiques et sociales étant supposées favorables en général, les gouvernements peuvent prendre une série de mesures plus concrètes pour stimuler encore la production. Ils peuvent, par exemple:
4. Fournir, en particulier aux petits exploitants, du crédit à des conditions acceptables, en vue de l'amélioration des méthodes de production.
  5. Procurer à des prix raisonnables les fournitures indispensables (engrais, pesticides, semences améliorées, etc.).
  6. Créer des services d'enseignement, de recherche et de vulgarisation qui feront connaître les méthodes modernes d'exploitation et qui encourageront l'action coopérative locale tendant à améliorer la production ainsi que la commercialisation et autres services.
  7. Entreprendre des activités de mise en valeur que les exploitants ne peuvent exécuter ni isolément, ni même collectivement: grands travaux d'irrigation, assainissement des terres, programmes de colonisation agraire.

Dans les sections suivantes de ce chapitre, on examinera surtout les moyens auxquels les pays insuffisamment développés ont recouru pour créer un milieu économique et social favorable à la mise en valeur de l'agriculture, et les problèmes auxquels a donné lieu cette tentative. On examinera aussi les méthodes directes ou indirectes qu'ils ont employées pour améliorer les systèmes de culture par un effort d'investissement ou d'éducation. Dans une section finale, on exposera le rôle des gouvernements dans la promotion et l'orientation du développement agricole.

On considérera ici les moyens non seulement d'accroître la production, mais aussi (chose tout aussi importante dans les pays en cours de développement) d'augmenter régulièrement le ravitaillement des marchés urbains. Néanmoins, il est clair que, pendant longtemps encore, une bonne partie de l'agriculture des pays insuffisamment développés restera surtout une agriculture de subsistance, notamment dans les zones éloignées des centres. Divers moyens d'améliorer le niveau de vie des exploitants qui produisent pour assurer leur seule subsistance ont déjà été brièvement mentionnés au chapitre III; on les décrira en plus grand détail dans les sections qui suivent, notamment à propos du rôle des services de vulgarisation agricole et d'économie ménagère et à propos de l'aménagement des collectivités.

## Rôle de la stabilisation des prix

On a exposé rapidement au chapitre III les facteurs qui contribuent à rendre les prix agricoles naturellement instables: caractère saisonnier de la production, impossibilité d'ajuster exactement la production à la demande étant donné l'incertitude des conditions météorologiques et des rendements

agricoles, élasticité relativement faible de la demande de nombreux produits agricoles par rapport au prix. Il a été souligné que les fluctuations de prix sont particulièrement graves dans les pays insuffisamment développés, où elles compromettent le revenu des exploitants. Dans ces pays, la plupart

des producteurs sont contraints, en raison de la précarité de leur position économique, à vendre leurs produits immédiatement après la récolte pour acheter l'indispensable ou pour acquitter leurs dettes, de sorte que la saturation du marché au lendemain de la récolte est plus accentuée que dans les pays développés. Lorsque, comme il arrive fréquemment, l'agriculteur vend ses produits à un marchand ou à un propriétaire envers lequel il est endetté, il est mal placé pour négocier et doit accepter le prix offert. Lorsqu'ensuite les prix commencent à remonter, la plupart des exploitants n'ont plus grand-chose à vendre. Leurs recettes moyennes ne s'établissent donc guère au-dessus du niveau de prix régnant au lendemain de la récolte et ils profitent à peine des prix nettement plus élevés que les consommateurs doivent payer plus tard. Dans certains pays, la spéculation tend à augmenter les fluctuations de prix, qui non seulement portent préjudice aux agriculteurs, mais causent de graves difficultés aux consommateurs les plus pauvres, généralement incapables de stocker au lendemain de la récolte, alors que les prix sont bas, des produits alimentaires essentiels de nature non périssable qui seraient consommés ultérieurement au cours de l'année.

L'instabilité des prix semble aggravée par le fait que l'agriculture des pays insuffisamment développés est surtout une agriculture de subsistance. Les ménages agricoles insuffisamment nourris ont tendance à consommer une plus grande partie de leur propre production lorsque les prix sont favorables, ce qui tend à aggraver la pénurie sur les marchés urbains et à faire monter les prix encore plus. Inversement, quand les prix agricoles sont bas, les exploitants peuvent être contraints à vendre davantage pour se procurer le minimum de numéraire indispensable et, ce faisant, ils précipitent la tendance des prix à la baisse. On possède peu de données sûres au sujet de l'excédent commercialisable (pourcentage de la production totale qui est envoyé sur le marché) dans les pays insuffisamment développés. En Inde, selon certaines estimations, il représenterait environ le tiers de la production totale de riz et de blé<sup>2</sup>; à Ceylan et à Taïwan, la moitié seulement de la production de riz serait vendue hors du secteur agricole; en Corée du Sud, la proportion tomberait à environ 30 pour cent de la récolte<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Ford Foundation Agricultural Production Team, *Report on India's food crisis and steps to meet it*, New Delhi, 1959.

<sup>3</sup> Nations Unies/FAO, *Food and agricultural price policies in Asia and the Far East*, Bangkok, 1958.

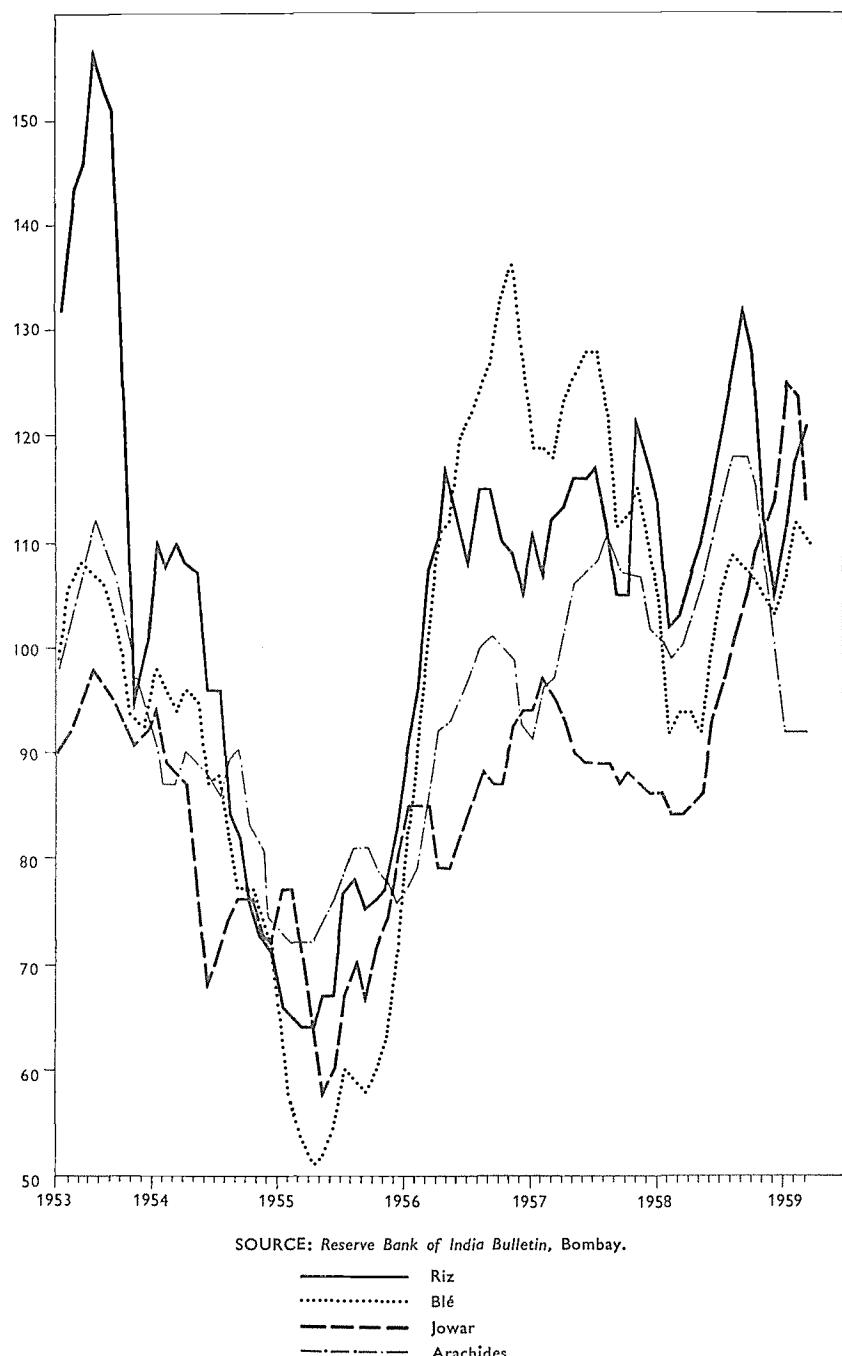
Le fait que les finances de nombreux pays insuffisamment développés dépendent des exportations contribue également à rendre instables les recettes de l'agriculteur et celles de l'Etat, car les cours des marchés d'exportation subissent, comme on le sait, de fortes fluctuations. En outre, quand les prix d'un grand produit d'exportation sont élevés, l'inflation menace toute l'économie, tandis que dans le cas inverse, c'est la déflation.

Bien que la plupart des pays insuffisamment développés aient pris au moins quelques mesures pour stabiliser les prix agricoles, les fluctuations demeurent considérables dans beaucoup de ces pays. Les mesures de stabilisation ne peuvent pas toujours être parfaitement mises en œuvre faute de services administratifs, de fonds de roulement, de moyens de commercialisation et d'entreposage. Dans bien des pays sous-développés, l'immensité des superficies et l'insuffisance des moyens de transport compliquent encore le problème. Il n'est pas facile de mesurer l'ampleur des fluctuations de prix, parce que la plupart des pays insuffisamment développés possèdent peu de renseignements sûrs au sujet des prix agricoles. Il n'est pas facile non plus de faire abstraction de l'influence du mouvement général des prix nationaux ou des fluctuations des cours internationaux pour déterminer ce qui est dû aux variations saisonnières ou annuelles des disponibilités. Quoi qu'il en soit, il paraît qu'au Cambodge les prix du paddy sont en général moitié moins élevés en janvier et en février qu'en juillet et en août, tandis qu'en Colombie les pommes de terre sont souvent trois fois moins chères au lendemain de la récolte qu'à des époques ultérieures de l'année. A titre d'exemple, on a présenté dans le graphique IV-1 quelques prix de gros de l'Inde qui donnent une idée des fluctuations dont les producteurs doivent s'accommoder. Ainsi, l'indice du prix du riz est tombé de 112 en juillet 1953 à 72 en avril 1955 pour remonter à 111 en août 1958. La fluctuation des indices du blé, du jowar et des arachides est encore plus frappante. De même, le prix annuel moyen du riz sur le marché de gros de Dacca (Pakistan) est passé de 25,75 roupies par maund en 1952/53 à 14,4 roupies en 1954/55 pour remonter à 21,37 roupies en 1956/57. Le prix moyen annuel du blé à Lyallpur (Pakistan) est passé de 8,12 roupies par maund en 1950/51 à 14,01 roupies en 1952/53, mais est retombé à 9,56 roupies en 1955/56<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Nations Unies/FAO, *op. cit.*

GRAPHIQUE IV-1. INDE: INDICES DES PRIX DE GROS DE CERTAINES CÉRÉALES ET DES ARACHIDES, 1953 A 1958

Indices, 1952/53 = 100



Il est manifeste que ces fluctuations de prix ne s'expliquent pas uniquement, il s'en faut, par des variations saisonnières et annuelles de l'offre, encore que celles-ci soient de la plus grande importance. Mais, aussi longtemps que les fluctuations persistent, les producteurs ne sont guère incités à faire des efforts ou des dépenses supplémentaires pour accroître la production. Aussi longtemps que

la plupart des risques inhérents au relèvement de la production alimentaire doivent être supportés par les cultivateurs, on ne saurait attendre d'eux qu'ils adoptent des méthodes de production plus efficaces mais ordinairement plus coûteuses, à moins qu'ils ne soient protégés contre les prix exagérément bas qui, parfois, ne couvrent même pas leurs débours. Il semble donc qu'il faille adopter des mesu-

res de stabilisation des prix protégeant suffisamment les producteurs agricoles si l'on veut que les autres mesures tendant à accroître la production agricole donnent tous les résultats dont elles sont capables.

La plupart des pays insuffisamment développés se sont efforcés par différents moyens de réduire les fluctuations des prix des produits alimentaires de base, mais assez peu ont systématiquement accordé, sauf quelquefois dans le cas d'un petit nombre de produits-clé, des niveaux de prix suffisamment élevés pour soutenir les revenus agricoles ou pour inciter les cultivateurs à accroître la production. Comme on l'a fait remarquer au chapitre III, la pratique, courante dans les pays industrialisés, qui consiste à diriger vers le secteur agricole des fonds importants prélevés dans d'autres secteurs de l'économie est impossible dans les pays sous-développés, à cause de l'étroitesse des secteurs non agricoles et à cause de la faiblesse générale des revenus. Au contraire, dans la plupart de ces pays, le développement économique est financé en bonne partie avec des capitaux provenant du secteur agricole. En conséquence, l'Etat n'a guère de crédits pour la stabilisation des prix agricoles et autres formes de soutien de l'agriculture.

Les mesures de prix actuellement appliquées à des cultures vivrières essentielles par les gouvernements de pays sous-développés remontent, dans la plupart des cas, au temps des pénuries alimentaires qui ont marqué la dernière guerre et l'immédiat après-guerre. Au début, il s'agissait moins d'encourager la production que de freiner les prix de manière à protéger les consommateurs. Ces préoccupations subsistent dans beaucoup de pays où l'on cherche à contrarier les tendances inflationnistes qui, en certains cas, ont leur origine dans l'accroissement des dépenses et des revenus provoqué par le développement de l'ensemble de l'économie. Ces politiques de prix ont été mises en œuvre par divers moyens, tels que le contrôle du commerce extérieur, les achats et les distributions gouvernementales, les stocks régulateurs, le contrôle des prix, le rationnement, le contrôle sélectif du crédit, etc.<sup>5</sup> Certaines de ces mesures ont contribué à stabiliser les prix à la production, mais souvent à des niveaux trop bas pour encourager vraiment les exploitants à produire davantage. Dans bien des cas, ainsi qu'on le montrera ci-après, les défauts du système commercial, du régime foncier et de l'organisation du crédit ont été cause que l'exploitant a perçu des prix inférieurs aux prix d'achat ou aux prix garantis que l'Etat avait annoncés.

Au cours des quelques dernières années, cette orientation de la politique gouvernementale des prix au profit du consommateur a fait l'objet de critiques toujours plus vives. On a fait valoir notamment que cette politique avait retardé l'expansion indispensable de la production agricole et avait tendu ainsi à perpétuer les pressions inflationnistes qu'elle prétendait combattre. Sur le plan social, on a fait remarquer également qu'elle imposait une charge excessive aux producteurs agricoles dans l'intérêt surtout de l'industrie urbaine et des consommateurs urbains qui, en moyenne, sont souvent plus aisés que la majorité des exploitants agricoles.

Plusieurs pays insuffisamment développés, notamment en Amérique latine, s'orientent donc aujourd'hui de plus en plus vers des mesures étatiques ayant pour objet de réduire au minimum les fluctuations de prix (sans nécessairement les éliminer entièrement) à des niveaux de prix n'impliquant aucun transfert important et régulier de fonds entre le secteur agricole et les autres secteurs. Ces politiques de stabilisation des prix paraissent devoir apporter un stimulant appréciable à l'expansion agricole. En effet, la stabilité des prix en elle-même, et plus particulièrement la stabilité des prix des produits agricoles par rapport à ceux des articles achetés par les agriculteurs, est un stimulant puissant. La pauvreté des consommateurs de même que le manque de crédits publics pour le financement du soutien des prix empêchent les pays insuffisamment développés d'adopter généralement, comme certains pays industriels, des prix d'encouragement relativement élevés ou des prix tendant à relever les revenus agricoles. Mais, même si les prix agricoles sont stabilisés à un niveau non supérieur à celui des prix moyens actuellement payés par les consommateurs (réduction faite de coûts de distribution raisonnables) les agriculteurs de la plupart des pays insuffisamment développés y gagneraient considérablement et seraient beaucoup plus enclins à développer leur production qu'ils ne le sont à l'heure actuelle. Ces mesures de stabilisation des prix qui, si elles étaient adroïtement appliquées, n'exigeraient ni dépenses gouvernementales im-

<sup>5</sup> Pour plus de détails, consulter: *Report of the FAO/ECAFE Centre on policies to support and stabilize agricultural prices and incomes in Asia and the Far East*, Rapport FAO/PEAT N° 887, Rome, 1958; *Report of the Latin American Centre on food and agricultural price stabilization and support policies*, Rome, 1959 (texte ronéoté); et le rapport Nations Unies/FAO déjà cité.

portantes ni transferts de fonds des autres secteurs à l'agriculture, ont été recommandées par les participants aux réunions que la FAO a récemment consacrées à l'étude de ce problème en Amérique latine ainsi qu'en Asie et en Extrême-Orient. Elles offrent certaines garanties à la fois aux producteurs agricoles et aux consommateurs et elles mettent l'ensemble de l'économie à l'abri des pénuries et des poussées d'inflation périodiques.

Plusieurs Etats procèdent à des achats publics et font fonctionner des stocks régulateurs à l'effet de retirer des disponibilités du marché en périodes de prix bas et de les relâcher ultérieurement lorsque les prix augmentent. Ces mesures sont associées à un contrôle de l'importation et de l'exportation. En Colombie, au Venezuela, à Panama, en Birmanie et à Ceylan, par exemple, les producteurs peuvent vendre leurs denrées aux centres gouvernementaux d'achat, à un prix minimum garanti, s'ils ne trouvent pas preneur à ce prix sur le marché privé. En Corée du Sud, on accorde aux agriculteurs des prêts à faible intérêt gagés sur le grain qui est emmagasiné au lendemain de la récolte dans des entrepôts agréés que l'on a ouverts dans tout le pays. Dans le cas de certaines plantes de rapport qui sont généralement envoyées dans des usines de traitement, par exemple la canne à sucre en Inde et à Taïwan, on a employé avec succès un autre système, les usiniers eux-mêmes achetant la récolte à prix garanti. Bien administrés, ces systèmes peuvent s'auto-financer, encore qu'initialement ils se soient traduits par des pertes importantes dans beaucoup de pays qui manquaient d'expérience en matière de gestion et qui n'avaient pas encore établi des installations d'entreposage suffisantes. Il est évident que leur réussite est étroitement liée à certaines améliorations du système commercial dont on parlera dans la prochaine section.

La stabilisation du prix des denrées agricoles produites essentiellement pour l'exportation est un problème bien plus difficile que celui de la stabilisation des prix sur les marchés intérieurs et, en général, ce problème ne peut être résolu que par des accords internationaux sur les produits. Malheureusement, ceux-ci sont difficiles à négocier et ils n'ont pas tous également réussi. Parfois, des pays sous-développés occupant une place importante sur le marché mondial d'un produit déterminé ont essayé unilatéralement de stabiliser les cours internationaux en contrôlant l'offre. C'est ce qu'ont fait le Brésil pour le café et le Pakistan pour le jute. Néanmoins, les possibilités d'action unilatérale sont rares et ces

méthodes sont toujours risquées. Aussi, en règle générale, les nations ont-elles cherché moins à stabiliser les cours internationaux qu'à amortir l'effet des fluctuations des cours mondiaux sur le marché intérieur.

Un petit nombre de pays insuffisamment développés, notamment en Afrique, ont tenté de réduire les fluctuations des prix à la production en créant des fonds de péréquation ou de stabilisation, c'est-à-dire en mettant de côté une partie des recettes d'exportation obtenues en période de prix élevés afin d'augmenter les revenus des producteurs en période de prix faibles. Ces systèmes ont été appliqués avec succès, par exemple, à un produit comme le cacao, au Ghana et en Nigeria. Un plus grand nombre de pays, notamment en Amérique latine, ont essayé de stabiliser les revenus des producteurs de denrées destinées à l'exportation et de réduire l'incidence que les fluctuations des marchés internationaux exercent sur l'ensemble de l'économie intérieure, en soumettant l'exportation à des taxes variables, par exemple des droits douaniers variables, des taux de change variables et multiples ou des systèmes tels que l'*aforo*, ou encore en confiant la commercialisation des exportations à un office public. De cette manière, on est parvenu à mettre les producteurs plus ou moins à l'abri des fluctuations des cours mondiaux en faisant absorber partiellement ces fluctuations par le budget de l'Etat. Le recours aux taux de change variables et multiples ou aux offices publics d'exportation peut-être également un moyen de subventionner l'exportation; néanmoins, il est bien évident qu'en règle générale les pays insuffisamment développés ne peuvent s'offrir le luxe d'accorder des subventions importantes et durables aux exportations agricoles<sup>6</sup>.

Il est difficile d'évaluer le succès des mesures de stabilisation des prix agricoles et de soutien de l'agriculture dans les pays insuffisamment développés, comme ailleurs, à cause du grand nombre des autres

<sup>6</sup> Parfois, cependant, en accord avec des subventions pour faciliter l'exportation de quantités marginales d'un produit essentiellement destiné à la consommation domestique. C'est ce qui se passe pour quelques cultures essentielles au Costa Rica. Ou bien on accorde des subventions aux exploitants dont tous les revenus en espèces dépendent d'un produit unique (le sucre au Brésil et en Argentine, le riz au Guatemala). Dans des cas exceptionnels, un pays peut subventionner un produit faisant traditionnellement l'objet d'exportations importantes afin d'augmenter ses recettes de devises. C'est ce que l'Uruguay fait pour le blé. Parfois, néanmoins, les subventions sont financées par des taxes sur l'exportation d'un autre grand produit agricole d'exportation (la laine en Uruguay).

facteurs en jeu. Néanmoins, le Centre de New Delhi sur les politiques de stabilisation et de soutien des prix et des revenus agricoles en Asie et en Extrême-Orient a conclu que:

Dans la plupart des pays (de l'Extrême-Orient), la politique des prix des céréales alimentaires a eu pour but essentiel de protéger le consommateur et de limiter les effets de l'inflation, parfois aux dépens des producteurs. Il n'y a pas lieu de penser qu'elle ait stimulé la production, et elle a même pu avoir parfois l'effet contraire. Dans les quelques pays où l'on a essayé d'appliquer des politiques de prix visant à stimuler la production, on a pu constater des effets favorables, bien que d'autres facteurs rendent difficile d'apprécier clairement leur résultat. Dans le cas des cultures de rapport, les mesures de garantie des prix et les changements apportés au niveau des prix ont, de l'avis général, très nettement influé sur la production.

Le Centre latino-américain sur les politiques de stabilisation et de soutien des prix des produits alimentaires et agricoles a exprimé l'opinion que:

La tendance, récemment observée dans plusieurs pays, à stabiliser les prix agricoles à un niveau un peu plus élevé qu'auparavant, est nécessaire pour encourager un effort d'investissement dans l'agriculture et pour corriger le déséquilibre de l'offre et de la demande qui est apparu au cours des années où les prix agricoles à la production étaient maintenus à un niveau relativement bas. En règle générale, ces politiques ne sont pas appliquées depuis assez de temps pour que l'on puisse apprécier leurs résultats. Dans un petit nombre de pays, néanmoins, elles ont déjà provoqué une expansion régulière de la production et parfois l'apparition de légers excédents dans des pays autrefois importateurs.

Si les mesures de stabilisation et de soutien ont contribué à amortir les fluctuations des prix de détail et de gros dans bien des pays insuffisamment développés, il est plus difficile, pour les raisons que l'on a exposées ci-dessus, de dire jusqu'à quel point elles ont contribué à assurer aux producteurs un prix minimum. Il est évident que les garanties de prix ne peuvent avoir d'effet sur la production que dans la mesure où le producteur lui-même en bénéficie réellement, ce qui n'est pas toujours le cas.

## Rôle de la commercialisation

Par suite du développement économique et de l'urbanisation, des quantités plus importantes de produits agricoles doivent être apportées des zones rurales dans les villes. En outre, l'accroissement des revenus implique ordinairement une certaine diversification et une certaine augmentation de la demande des produits alimentaires, dont beaucoup sont périssables, par exemple la viande, le poisson, le lait, les fruits et légumes. La production de ces aliments de valeur est un des moyens qui s'offrent aux exploitants pour accroître leurs revenus et pour étaler les travaux agricoles sur l'ensemble de l'année. Parmi les problèmes que soulève le développement économique figure donc celui d'adapter et d'améliorer la structure et l'organisation commerciales de telle manière qu'un plus gros volume de produits agricoles, contenant une proportion accrue de denrées périssables, puisse parvenir au marché. Si ces problèmes ne sont pas résolus, l'ensemble du développement économique risque d'être retardé, étant donné que le développement des secteurs non agricoles sera entravé par les pénuries alimentaires et les pressions inflationnistes qui se produiront dans les villes. De même, le secteur agricole ne se développera pas à la cadence que permettrait l'accroisse-

ment de la demande des secteurs non agricoles, et les facteurs économiques qui devraient tendre à encourager la production n'auront qu'une influence réduite.

En outre, dans bien des pays insuffisamment développés, les défauts du système commercial gênent sérieusement le progrès des revenus agricoles et l'expansion de la production non seulement des denrées de haute qualité, mais aussi des produits ordinaires de base. Le fait que les producteurs perçoivent une proportion relativement faible du prix de détail des denrées alimentaires donne souvent matière à des récriminations et risque d'ôter beaucoup de leur efficacité aux mesures d'encouragement qui tendent à accroître la production. Pour que les mesures de stabilisation des prix décrites ci-dessus puissent donner des résultats, il est généralement indispensable de modifier les systèmes de commercialisation en vigueur afin que les petits exploitants puissent recevoir effectivement le prix minimum garanti.

Bien que le calcul des marges du commerce soit notoirement trompeur, on citera certains exemples pris dans les régions insuffisamment développées, afin de donner une idée de l'incidence des coûts

de la commercialisation sur la fraction du prix payé par le consommateur qui est perçue effectivement par le producteur. Au Pakistan, selon de récents rapports officiels sur la commercialisation, le producteur obtient 32 à 37 pour cent du prix payé par le consommateur dans le cas du tabac et 25 à 50 pour cent dans le cas des dattes. Pour les oranges de Malte, les recettes du producteur représentent seulement 16 ou 17 pour cent du prix à la consommation. Une enquête sur la commercialisation du riz en Indonésie a montré que les coûts de la commercialisation absorbaient 199 roupies (soit un peu plus que 50 pour cent) des 390 roupies qu'il en coûte au consommateur pour acquérir l'équivalent en riz de 100 kilogrammes de paddy. Une partie de la marge correspond à des services rendus dans l'intérêt tant des producteurs que des consommateurs, mais la marge est souvent grossie dans des proportions considérables par l'inefficacité dispendieuse des méthodes de manutention et de distribution ou par le versement d'intérêts considérables, etc. En améliorant la commercialisation, on pourrait donc abaisser les prix à la consommation, ce qui permettrait d'augmenter le volume des ventes et, par suite, les recettes des producteurs.

D'une façon plus générale, une organisation rationnelle de la commercialisation pourrait aider les cultivateurs à se spécialiser dans les productions qu'ils sont en mesure de réaliser aux meilleures conditions. Ainsi, elle contribuerait à relever le niveau de vie des agriculteurs et à accroître la prospérité collective. Dans les sections ci-après, on étudiera quelques-uns des problèmes qui se posent le plus fréquemment quand il s'agit d'améliorer l'efficacité de la commercialisation.

#### COMMERCIALISATION ET CRÉDIT RURAL

La question du crédit rural est étudiée en plus grand détail dans une section postérieure, mais il convient de noter ici certains problèmes qui ont une incidence sur ceux de la commercialisation. Faute de pouvoir compter sur d'autres sources de crédit, nombre de petits producteurs sont contraints à emprunter aux négociants dans les périodes de pénurie et de besoin, et notamment dans les mois qui précèdent la récolte; il leur arrive ainsi de s'endetter considérablement. Ils sont alors souvent obligés de vendre leurs produits chaque année au même négociant à des prix nettement inférieurs à ceux du marché libre, afin d'obtenir le prolonge-

ment du prêt. En raison de leur endettement, ils ne peuvent s'adresser à d'autres intermédiaires et, dans bien des cas, ils perçoivent des recettes nettes très inférieures aux prix moyens à la production relevés par les services statistiques. En conséquence, l'amélioration des prix de gros et les primes de qualité ne stimulent pas la production comme elles devraient le faire, tandis que l'emprunteur et le prêteur risquent d'être incités l'un comme l'autre à adopter des pratiques malhonnêtes et coûteuses pour l'économie en général.

Le taux effectif de l'intérêt, lorsqu'on le calcule sur une base annuelle, est souvent exorbitant du point de vue commercial. Souvent aussi, le taux effectif est masqué par le fait que les prêts sont accordés en nature à des époques de prix élevés et remboursés sous la forme de produits cotés très bas à l'époque où ils sont livrés au créditeur. Dans certains cas, le producteur peut s'être engagé à livrer au créditeur une partie de sa récolte au titre du remboursement d'un prêt qu'il a obtenu au début de la campagne et qui, s'il était prolongé, l'obligerait à verser des intérêts encore plus élevés. Même dans les cas où le producteur n'a pas aliéné d'avance sa récolte, il doit souvent la vendre immédiatement pour faire face aux dépenses courantes. Même s'il possède des moyens d'entreposage, il obtiendra avec peine, et à des conditions peu favorables, un crédit gagé sur les produits qu'il détient lui-même car le prêteur peut toujours craindre qu'il ne les écoule en sous-main.

Pour obvier à ces difficultés on pourrait généraliser le système de livraisons contre récépissé à des entrepôts agréés. Déjà appliqué aux céréales en Corée du Sud et à la canne à sucre aux Philippines, ce système reçoit maintenant de plus larges applications en Inde grâce à l'action de la National Warehousing Corporation. Pour fonctionner de manière satisfaisante, le réseau des entrepôts doit avoir une densité telle qu'il existe un magasin à portée de chaque exploitation. Sinon, les principaux utilisateurs seront recrutés probablement parmi les négociants et les propriétaires de grandes exploitations. En raison des investissements considérables qu'ils exigent, ces programmes ne peuvent ordinairement être exécutés qu'avec une aide de l'Etat.

Etant donné que le prêteur a besoin d'un gage en nature et qu'il doit avoir l'assurance que l'emprunteur ne cédera pas ce gage à un tiers avant le remboursement du prêt, il faut qu'il y ait un lien étroit entre la source du crédit et le mode de vente du produit. C'est probablement pour cela que l'on

assiste si fréquemment au cumul des fonctions de prêteur et d'acheteur. Lorsque les montants des prêts sont faibles et les emprunteurs nombreux et dispersés, on ne voit pas très bien comment il serait possible de dissocier le prêt d'argent et l'achat des produits sans augmenter considérablement les coûts, et la formule crédit et achat apparaît comme la plus pratique.

On a beaucoup étudié la possibilité de remplacer le marchand-prêteur par quelque autre agent qui serait également efficace, mais moins coûteux et moins déplaisant pour le producteur. Le Comité rizier de la Fédération de Malaisie (1956) constate dans une étude récente que les sociétés coopératives de crédit ne pourraient rivaliser avec le marchand rural qui vend aux agriculteurs les fournitures indispensables, achète leur récolte et leur accorde du crédit. D'ordinaire, les coopératives se heurtent à toute une série d'obstacles: nécessité d'entretenir des gérants et des employés salariés, manque de capitaux et de personnel expérimenté, analphabétisme et ignorance des producteurs affiliés, manque de probité générale dans les affaires financières qui ne sont pas régies par l'usage. Pour le producteur, néanmoins, une institution de ce genre serait préférable car elle respecterait ses intérêts au lieu de chercher essentiellement à obtenir un maximum de bénéfices.

Des coopératives de crédit et de commercialisation existent depuis longtemps à Ceylan. Au Sierra Leone, un peu plus de 25 pour cent de la production de cacao est commercialisée par des coopératives, qui s'occupent également de fournir à leurs membres des prêts à court terme qu'elles recouvrent sur le produit de la récolte dont elles assurent la vente<sup>7</sup>. A Chypre également, maintes coopératives associent avec succès les activités de commercialisation et de crédit. Par exemple, la commercialisation des caroubes s'est développée du jour où quelques sociétés de crédit ont groupé les livraisons de leurs membres en vue d'une vente collective aux négociants locaux. Il s'est formé ensuite des coopératives qui se sont mises à octroyer des crédits, à construire des installations de traitement et qui sont devenues suffisamment importantes pour aborder le marché d'exportation.

<sup>7</sup> Des prêts à plus long terme (8 ans) sont également accordés pour couvrir la moitié des frais afférents à la mise en culture de terres nouvelles sous le contrôle du Département de l'agriculture. Pour la première année, la limite a été fixée à 0,8 ha, ce qui constituait un encouragement réel pour le petit exploitant, et plus de 160 ha ont été ainsi mis en culture.

## ENTREPOSAGE

L'insuffisance des moyens d'entreposage est une cause de pertes importantes dans de nombreuses parties du monde. Dans une réunion sur le riz organisée par la FAO aux Philippines en 1948, on a estimé que plus de 10 millions de tonnes de riz seraient perdues dans l'ensemble du monde en 1947/48 à cause de l'insuffisance des entrepôts. Bien que la situation se soit améliorée depuis cette date, il y a encore beaucoup à faire pour réduire, notamment par une application plus large des techniques déjà connues, les pertes auxquelles les produits agricoles sont exposés au cours de l'entreposage dans les climats défavorables. Certains progrès ont été accomplis dans des pays insuffisamment développés, notamment en Amérique latine où les instituts et banques de développement national ont été souvent chargés de créer un réseau d'installations d'entreposage, de séchage et de fumigation. Dans d'autres régions du monde, l'Irak, la République arabe unie et l'Inde, pour ne citer que quelques exemples, étudient actuellement la construction en grand d'installations d'entreposage rationnelles.

Etant donné que les entrepôts sont rares dans les pays sous-développés, la question se pose parfois de savoir à qui ils doivent appartenir. On dit que les négociants capables d'entreposer les produits essentiels ont fait des profits spéculatifs excessifs et nombre de pays s'orientent de plus en plus vers le système des entrepôts publics.

## CONNAISSANCE DU MARCHÉ

Le manque de renseignements sur l'état du marché est un autre point faible des pays en cours de développement économique. Cette ignorance est due surtout à la multiplicité des petites entreprises, à la médiocrité des communications et à la fréquence de l'analphabétisme. Or, l'agriculteur peut mieux se défendre s'il a le moyen de comparer les prix que lui offre un négociant avec les prix pratiqués par d'autres. Une connaissance plus complète du marché réduit également les risques du commerce de gros, ce qui peut avoir des conséquences intéressantes pour les producteurs et les consommateurs. Lorsqu'ils manquent d'informations à jour et précises, les acheteurs locaux se réservent des marges plus importantes pour se prémunir contre les variations de prix qui peuvent

survenir sur des marchés éloignés qu'ils connaissent mal. En outre, l'ignorance du marché entraîne souvent des pertes matérielles; c'est ce qui se produit, par exemple, lorsque des fruits et légumes périssables sont expédiés à longue distance vers un marché déjà saturé. Les fortes divergences de prix qui caractérisent les pays insuffisamment développés sont dues non seulement aux difficultés de transport et autres mais aussi, bien souvent, au manque d'indications sur les cours et à l'impossibilité de comparer exactement les variétés et les qualités.

## TRANSPORT

L'insuffisance des transports contribue souvent à hausser les marges commerciales et à perpétuer l'agriculture de subsistance dans bien des régions. Nombre de producteurs des pays insuffisamment développés continueront de devoir fournir exclusivement les marchés ruraux du voisinage aussi longtemps que le prix des transports leur fermera tous les autres débouchés<sup>8</sup>. Beaucoup de grandes zones agricoles sont reliées au monde extérieur uniquement durant la saison sèche. Parce qu'il n'existe pas de route reliant l'exploitation agricole au marché ou parce que le mauvais agencement du réseau routier rend le transport trop onéreux, les producteurs de nombreux pays doivent faire des cultures qui ne sont pas forcément les plus nécessaires ou les plus rentables. Dans certaines régions des Philippines, par exemple, des cultures vivrières telles que le riz et le maïs prennent souvent la place d'autres cultures plus rémunératrices comme le chanvre de Manille parce qu'il est difficile d'acheminer le produit jusqu'au marché. La production de denrées périssables, en particulier, est sujette à ces difficultés.

De grandes étendues de terres cultivables peuvent rester à peu près incultes parce qu'il n'existe pas de route d'accès. Par exemple, les 5 000 km de liaison routière ferme-marché qui ont été aménagés au Mexique depuis 1950 (sur un total prévu

<sup>8</sup> En Bolivie, par exemple, le coût d'expédition des oranges à La Paz représenterait 75 pour cent du prix payé au producteur. En 1957, on a estimé que dans la Province syrienne de la République arabe unie les coûts de transport représentaient environ 40 pour cent du prix d'exportation du blé et 50 pour cent du prix d'exportation de l'orge. En Thaïlande, les fermes sont en moyenne à 70 km de la première station ferroviaire, à 30 km de la première rivière navigable et à 10 km de la plus proche route praticable pendant la majeure partie de l'année.

de 130 000) ont déjà permis un accroissement spectaculaire de la production de céréales et de fruits dans certaines zones. En outre, il est important d'adapter les moyens de transport existants aux exigences particulières des produits agricoles et notamment des produits périssables tels que la viande, les fruits et légumes frais et le lait.

## CLASSEMENT PAR QUALITÉ, MANUTENTION

Le relèvement de la qualité est souvent empêché par le système de prix pratiqué à la production. Un système de classement qui assure aux producteurs une juste prime de qualité est un moyen efficace d'aiguiller la production vers les qualités recherchées sur le marché et d'augmenter les revenus agricoles. Inversement, lorsqu'aucune différence de prix ne sanctionne la qualité supérieure, le paysan n'est pas incité à soigner davantage la manutention et le classement de ses produits. En Inde, sur certains marchés, on déduit du poids de tous les arrivages un pourcentage uniforme pour impuretés et pertes au séchage; cette pratique décourage les producteurs qui songeraient à nettoyer et à sécher convenablement leur riz.

Le manque de précautions dans la cueillette, le transport et la manutention des fruits et légumes commercialisés se traduit souvent par des pertes sérieuses. Ceci est particulièrement fréquent lorsque la récolte est vendue sur pied et que la cueillette est assurée par un entrepreneur, qui peut lui-même la confier à un sous-traitant indifférent au prix de revente. On pourrait éviter beaucoup de pertes en soignant davantage l'emballage et le chargement. Comme exemple d'emballage défectueux, signalons le type de couffin fréquemment utilisé au Proche-Orient pour le transport par bête de somme. C'est un récipient profond à ouverture large et à fond rétréci, dans lequel les couches inférieures de produits comme les raisins ou les tomates se trouvent pressées et écrasées.

Des qualités et types divers de bétail et de viande sont souvent vendus à des prix uniformes malgré les préférences des consommateurs. Dans certaines zones de l'Amérique centrale, le prix des bovins est calculé d'après la hauteur de l'individu, caractéristique intéressante pour les bêtes qui doivent parcourir de longues distances à pied, mais qui est souvent en rapport inverse avec la qualité de la viande. Ces méthodes de vente survivent aux circonstances qui justifiaient autrefois leur adoption.

Les bêtes mal préparées à la vente et mal traitées en cours de transit, outre qu'elles subissent des souffrances inutiles, se présentent souvent en mauvais état et se vendent à des prix inférieurs. Dans certains pays d'Amérique latine, la diminution de poids et les pertes pour cause de décès ou d'infirmité sont très supérieures à celles qu'on enregistre couramment dans certaines autres régions où les animaux sont transportés sur des distances comparables. On pourrait éviter une bonne partie de ces pertes avec un matériel meilleur et des soins plus attentifs.

#### VENTE A L'EXPORTATION

Une commercialisation meilleure renforcerait considérablement la position concurrentielle des pays qui tirent de l'exportation des produits agricoles une forte proportion de leurs recettes en devises. Dans bien des cas, les facteurs qui décident de la vente sont l'efficacité de l'organisation commerciale, l'emploi de bonnes méthodes de classement et de manutention, l'adaptation rapide aux variations de la demande et l'utilisation de méthodes de transport, d'emballage et de présentation telles que le gaspillage soit réduit au minimum et que le produit finalement offert ait le plus de chance de plaire aux consommateurs. Lorsque le point d'achat et le point de vente sont très éloignés l'un de l'autre, comme il arrive dans le commerce

d'exportation, la normalisation des qualités permet aux négociants expérimentés d'acheter sur simple description du produit. Certains Etats, par exemple l'Inde, sont parvenus à élargir les débouchés étrangers en obligeant les exportateurs à spécifier la qualité de produits tels que la laine, le tabac de Virginie, la crotalaire ou les huiles essentielles. On pourrait citer d'autres exemples. La Province égyptienne de la République arabe unie a adopté des procédés perfectionnés de commercialisation des fruits et légumes et a créé des centres modernes d'emballage. Un office de création récente, l'Organisation pour le développement des exportations, est chargé de promouvoir et de coordonner l'exportation des produits horticoles et d'autres produits alimentaires et agricoles. Dans la Province syrienne, la création d'un réseau d'entrepôts céréaliers et de stations de nettoyage ainsi que l'adoption prochaine d'un système de classement des blés permettront de vendre le froment syrien à des conditions plus avantageuses sur les marchés internationaux. La Libye, elle aussi, s'est préoccupée d'améliorer ses moyens de commercialisation afin de développer ses exportations de produits agricoles et, en particulier, d'huile d'olive et d'agrumes. Elle construit actuellement des installations portuaires pour la manutention, le traitement et l'entreposage des produits d'exportation. La normalisation des qualités d'orge en Irak et la création d'un service d'étude des marchés ont aidé ce pays à préserver ses débouchés actuels et à s'en assurer de nouveaux.

#### Influence du régime foncier

Il semble que le régime foncier influe sur la production agricole principalement par ses effets sur le comportement de l'agriculteur. Lorsqu'il a la certitude d'être maintenu dans les lieux, lorsqu'il partage équitablement les revenus de l'exploitation avec le propriétaire, lorsqu'il espère une rémunération raisonnable de ses efforts ou lorsqu'il a la fierté d'accéder à la propriété, l'exploitant est fortement incité à améliorer ses terres ou à réaliser d'autres investissements qui accroîtront la production, ainsi qu'à utiliser et à conserver judicieusement les ressources naturelles. En outre, il est plus enclin à accepter les conseils techniques et autres services qui lui sont proposés et à en faire son profit.

L'intérêt de bien des réformes foncières réside

principalement dans ces effets catalytiques qui renforcent l'efficacité des autres mesures en faveur du développement agricole, par exemple la stabilisation des prix, l'amélioration du circuit commercial, la vulgarisation agricole, les subventions aux fournitures agricoles, etc. Un régime foncier défectueux peut limiter ou même réduire à rien l'efficacité des autres mesures en étouffant l'esprit d'entreprise des agriculteurs. Mais les réformes foncières par elles-mêmes entraînent rarement une augmentation spectaculaire de la productivité; elles contribuent plutôt à créer le climat économique et social dans lequel les autres mesures économiques acquièrent de l'efficacité.

Le régime foncier peut avoir aussi une influence

importante sur les investissements agricoles. S'il est tel qu'une forte proportion des recettes de l'agriculteur sont consacrées à des dépenses improductives (comme c'est le cas dans certains régimes de type féodal), une réforme foncière peut entraîner une augmentation des investissements productifs. De plus, l'organisation du crédit agricole est souvent liée au régime foncier de façon si étroite que celui-ci facilitera ou gênera, selon le cas, le fonctionnement ou le développement du crédit. De même, les politiques fiscales sont fortement influencées par la réglementation foncière et, inversement, il est difficile de corriger bien des défauts du régime foncier sans reviser la politique fiscale.

Enfin, le régime foncier a une influence importante sur la production agricole dans la mesure où il détermine la taille et l'agencement des exploitations. Encore que la taille des exploitations dépende de nombreux facteurs autres que le régime foncier, on a observé qu'à chaque régime correspond généralement, dans une région agricole donnée, une répartition caractéristique des classes dimensionnelles des exploitations. Souvent, ces dimensions liées au régime foncier sont ou trop grandes ou trop petites pour un rendement maximum. De même, la forme défective et le parcelllement de l'exploitation sont souvent imputables au régime foncier et notamment aux usages successoraux. Dans la mesure où les réformes foncières peuvent donner aux exploitations une dimension ou une forme plus compatible avec un rendement maximum, elles peuvent avoir une influence importante sur la productivité.

On citera dans les paragraphes suivants quelques exemples de réformes foncières entreprises dans des pays insuffisamment développés, en indiquant de quelle manière elles peuvent faciliter le développement de l'agriculture.

#### RÉFORME DU STATUT DES LOCATAIRES RURAUX

Bien que dans certaines conditions les systèmes de fermage et de métayage soient associés à une forte productivité agricole, dans la plupart des pays insuffisamment développés, ces systèmes donnent des résultats peu satisfaisants du point de vue économique et social. Parmi leurs principaux défauts, citons la cherté excessive des loyers, l'insécurité de l'occupation, la sous-location et la multiplication des tenures, l'extension de services personnels par les propriétaires et autres entraves à la liberté des cul-

tivateurs, y compris la privation de la faculté d'accéder aux marchés et de recourir au crédit. Il en résulte souvent que les locataires sont très peu incités à améliorer leurs terres. D'une part, comme ils n'ont pas la certitude d'être maintenus dans les lieux, les avantages résultant d'une amélioration de leurs terres risquent d'échoir à des tiers; d'autre part, comme ils paient des loyers élevés et ne peuvent trouver crédit à des conditions raisonnables, ils ont peu de chance de profiter largement de l'accroissement de production qui résulterait de leurs efforts et de leurs investissements. Pour remédier au sort des locataires, on emploie diverses méthodes, dont les deux principales consistent à améliorer les rapports contractuels entre propriétaires et locataires et à transformer ceux-ci en propriétaires.

Plusieurs pays ont adopté des règlements qui limitent le taux des loyers (Irak, Taïwan, République arabe unie), restreignent le droit de sous-location (Inde), accordent au locataire quittant les lieux un dédommagement pour les améliorations apportées au fonds, fixent la durée minimum des baux, etc. Dans plusieurs pays, on a cherché à transformer les locataires en propriétaires et à éliminer ainsi le régime du faire-valoir indirect. Au Japon, on reconnaît que la réforme foncière est la mesure qui a déclenché tout le progrès agricole réalisé depuis la guerre; c'est elle qui a aidé à créer les conditions favorables à la diffusion des idées démocratiques et à la modification du statut de la femme rurale. Ailleurs, au Soudan par exemple, on substitue aux conventions privées entre propriétaires et locataires des baux publics qui donnent aux locataires et à leurs héritiers des garanties de stabilité qui équivalent presque à un titre de propriété perpétuelle.

Le plus grand problème que soulève l'amélioration du fermage et du métayage est généralement celui de faire respecter les dispositions légales, la réforme étant évidemment inutile si elle n'est pas rigoureusement appliquée. Même là où il existe des services chargés d'exécuter la réforme, les intérêts locaux parviennent souvent à mettre en échec les plans les mieux conçus. Par exemple, une enquête sur la mise en œuvre de la loi de 1948 relative aux loyers agricoles (Bombay, Inde) a montré que les règlements étaient restés à peu près inappliqués<sup>9</sup>.

<sup>9</sup> V.M. Dandekar et G.J. Khudanpur, *Working of Bombay Tenancy Act 1948: Report of investigation*. Gokhale Institute of Politics and Economics, Poona, 1957.

L'exemple de certains des pays évolués qui ont mis au point des statuts au titre desquels les propriétaires et les locataires partagent équitablement les coûts de production et les recettes s'est souvent révélé inapplicable dans les pays sous-développés. Ceci paraît montrer que la réforme ne peut donner de résultats positifs que si elle s'accompagne de mesures renforçant la position économique des locataires: fourniture de crédit agricole à des conditions raisonnables, amélioration des moyens de commercialisation et d'entreposage, services consultatifs et éducatifs efficaces. On a proposé aussi la création de libres associations des locataires agricoles pour améliorer les conditions du faire-valoir indirect. Enfin, la présence d'une administration locale efficace est peut-être la condition essentielle de la bonne mise en œuvre des lois sur les locataires agricoles.

#### EXPLOITATION RATIONNELLE DES GRANDS DOMAINES

Dans quelques-uns des pays sous-évolués, on note que de grands domaines ont une productivité élevée par rapport à celle des petites exploitations du voisinage. C'est le cas des plantations de caoutchouc à Ceylan et dans la Fédération de Malaisie, ou des plantations de thé à Ceylan ou en Inde. D'un autre côté, on trouve dans bien des régions, et notamment en Amérique latine, de grandes entreprises agricoles dont la productivité pourrait être considérablement améliorée. Il s'agit surtout de domaines appartenant à des propriétaires non résidents, qui les laissent exploiter de façon extensive. La terre est encore la principale source de richesse dans bien des pays insuffisamment développés et la propriété foncière reste un titre de prestige qui consacre le rang social. En outre, l'achat de la terre est souvent considéré comme le meilleur investissement pour les particuliers, notamment parce qu'il les met à l'abri de l'inflation. En conséquence, les propriétaires ne se préoccupent pas forcément d'utiliser au mieux les ressources du sol. Si l'on ajoute que les impôts fonciers sont parfois nuls ou négligeables et que la loi accorde divers avantages aux propriétaires fonciers, on comprendra que ceux-ci se sentent encouragés dans leur attitude. Les pires exemples de ce système se rencontrent dans certains pays d'Amérique latine, où de vastes propriétés occupant des plaines fertiles sont cultivées superficiellement ou utilisées pour le pâturage, alors que

dans le voisinage les petits exploitants produisant pour leur propre subsistance cultivent des denrées alimentaires essentielles sur de petites parcelles de terre en forte pente et sujettes à l'érosion.

Néanmoins, il semble que plus l'industrie se développe dans ces pays, moins la terre offre d'intérêt en tant que placement. En outre, certains gouvernements s'efforceront de réduire la proportion des grands domaines exploités de façon extensive. Les réformes les plus radicales consistent dans l'expropriation des grands terriens et la division de leurs domaines en petits lots exploités de façon plus intensive. C'est ce qui s'est produit en Irak et dans la République arabe unie. La même chose avait été faite au Mexique avant la dernière guerre mondiale. En Italie, pour prendre l'exemple d'un pays plus développé, la distribution des fonds appartenant précédemment à de grands domaines relativement improductifs s'accompagne d'un effort intense de mise en valeur par l'irrigation et la bonification des terres, la construction de routes et la mise en place de toute une série de services agricoles. Pour assurer le succès des réformes foncières, on admet ordinairement qu'il est indispensable de fournir du crédit, des moyens de commercialisation et une aide consultative aux colons.

D'autres pays s'efforcent de résoudre le problème par l'application d'une fiscalité progressive d'autant plus lourde que les domaines sont plus grands et moins bien exploités. Dans certains cas, on accorde en même temps une aide de l'Etat aux grands propriétaires qui désirent mettre en valeur leurs domaines. Par exemple, on a procédé en Colombie en 1957 à une réforme foncière indirecte en instituant une série de sanctions et d'encouragements fiscaux destinés à inciter les propriétaires à mieux utiliser les bonnes terres agricoles. Les propriétaires de 50 hectares ou plus sont tenus de consacrer 15 à 25 pour cent de leurs terres à des cultures, plantations forestières, prairies artificielles ou herbages améliorés. Les contrevenants sont passibles d'une surtaxe annuelle représentant 2 à 10 pour cent de la valeur des terres. Dans des régions où le gouvernement a fait entreprendre des travaux d'irrigation ou de drainage, la proportion du domaine qui doit être obligatoirement cultivée peut être doublée. A titre d'encouragement, l'Etat accorde diverses exonérations fiscales, notamment pour les dépenses propres à améliorer l'exploitation (achat de machines agricoles, construction de locaux pour les animaux, de clôtures et de bâtiments en tous genres, etc.).

## DOMAINE PUBLIC

La politique du domaine public est un aspect relativement négligé de la réforme foncière. Les terres du domaine sont mal utilisées dans bien des pays sous-développés. Toutes ne pourraient d'ailleurs pas faire l'objet d'une exploitation agricole rentable. Certaines devraient plutôt être aménagées pour la protection des bassins versants et la lutte contre les inondations ou être transformées en parcs. Néanmoins, la spéculation foncière et la destruction des ressources naturelles le long de ce que l'on a appelé la « frontière agricole » s'observent fréquemment dans les pays où le domaine public est mal gardé.

Une grande partie du domaine public pourrait donner des revenus accrus dans les pays insuffisamment développés si l'on pratiquait une politique systématique de mise en valeur agricole et de colonisation. Une politique du domaine public ne peut réussir sans un plan cadastral. Plusieurs pays soucieux de réforme foncière et de colonisation agricole se sont beaucoup occupés d'enquêtes cadastrales au cours des dernières années. Tel est le cas, par exemple, de l'Inde et de la Thaïlande.

Le Costa Rica a adopté un ensemble de mesures intéressant le domaine public et comportant en particulier la création d'un institut national foncier responsable du domaine. L'institut indiquera au gouvernement les terres inutilisées qui se prêtent à la colonisation agricole et les terres qui devraient être utilisées pour la conservation des ressources en bois et en eau. L'institut chargé d'administrer et de gérer le domaine pourra céder des parcelles aux colons. Il sera aussi habilité à acheter, même par voie d'expropriation, les terres privées dont il aurait besoin pour installer des colons. En Indonésie, le Parlement étudie un projet de loi portant que toutes les terres appartiennent à l'Etat et doivent être utilisées conformément à l'intérêt économique et social de la nation. On remplacerait ainsi le régime traditionnel de la propriété communale en instituant une priorité pour l'ensemble de la nation, au détriment éventuel des coutumes locales. En outre, l'Indonésie applique depuis longtemps un programme qui tend à installer des cultivateurs de Java dans les îles moins peuplées.

En Irak, certaines terres du domaine sont mises en valeur et divisées en lots de 12 à 40 hectares distribués gratuitement aux paysans, qui peuvent en acquérir la propriété au bout de dix ans s'ils satisfont à certaines conditions. Au Tanganyika,

l'Agricultural Corporation a pris en charge certaines terres acquises par l'ex-administration du programme de production d'arachides qui y avait effectué des travaux de débroussaillage, de terrassement selon les courbes de niveau et d'adduction d'eau. L'Agricultural Corporation installe sur ces terres des fermiers auxquels elle s'engage à fournir du matériel et des conseils techniques, les locataires étant tenus en revanche d'observer certaines façons et en particulier certains systèmes de rotation et de livrer leur récolte à la société qui en assure la vente<sup>10</sup>.

L'expérience montre que les programmes de colonisation ont peu de chances de réussir si l'on ne procure pas aux colons des facilités de crédit, des moyens de commercialisation, des fournitures agricoles et des conseils agronomiques. A Ceylan par exemple, le plan de Gal Oya prévoit que les colons, pour bénéficier des distributions de terre, doivent s'affilier à une société coopérative qui a une succursale dans chaque village<sup>11</sup>. La coopérative fournit du crédit, des semences et du matériel de plantation améliorés, des outils et instruments agricoles, des animaux de travail ainsi que des articles de consommation; elle se charge également de commercialiser la récolte de riz des coopérateurs. En outre, on a mis à la disposition de ceux-ci un service de vulgarisation agricole qui entretient en particulier des parcelles de démonstration.

## MODIFICATION DU RÉGIME FONCIER DES COLLECTIVITÉS TRIBALES

Le régime agraire des tribus pose une autre série de problèmes fonciers. Dans de vastes parties de l'Afrique et du Proche-Orient, on rencontre une agriculture pastorale et nomade qui a pris naissance à cause de l'aridité du milieu, mais qui est liée aussi à un type de civilisation. Le conflit ne cesse de s'envenimer entre les nomades et les agriculteurs sédentaires, notamment au Proche-Orient où les sédentaires des régions environnantes tendent de plus en plus à restreindre les mouvements des tribus pastorales qui, de leur côté, estiment avoir des droits traditionnels de pâturage. En outre, la

<sup>10</sup> A. Gaitskell, *Report on land tenure and land use problems in the Trust Territories of Tanganyika and Ruanda-Urundi*, FAO, Rome, 1959 (texte ronéoté).

<sup>11</sup> FAO, *Report of the Centre on principles and policies of land settlement for Asia and the Far East*, Rome, 1959 (texte ronéoté).

rareté de l'eau dans les zones encore ouvertes aux nomades conduit souvent à une surutilisation des pâturages disponibles.

Avant que les territoires des tribus n'aient été envahis par les cultures des paysans sédentaires, l'économie de l'agriculture nomade était en équilibre approximatif avec les ressources naturelles, assurant à ces populations un minimum de subsistance et une sécurité assez grande aussi longtemps qu'elles disposaient de terres assez vastes. Dans bien des régions, cet équilibre précaire a été rompu au cours des dernières années par l'accroissement considérable de la population et par l'augmentation correspondante du cheptel. Maintenant, certains pasteurs ont renoncé à l'élevage nomade et à la culture itinérante pour pratiquer les cultures sédentaires et il en est résulté une individualisation des droits fonciers qui s'oppose à la propriété collective des terres tribales.

Lorsque cette évolution a conduit à l'avènement de la propriété individuelle sur les territoires des tribus, elle a fait naître de nombreux problèmes sociaux et culturels. On s'efforce maintenant de trouver un régime foncier qui conserverait les avantages d'une économie essentiellement communautaire en accélérant l'évolution inévitable vers l'agriculture sédentaire produisant pour le marché. Le plan de colonisation du Tanganyika, cité plus haut, contient à cet égard des dispositions intéressantes qui tendent à développer les capacités des agriculteurs par une série de mesures très progressives qui doivent conduire finalement à la création d'une coopérative commerciale. La nouveauté intéressante de cette expérience réside dans l'association judicieuse des pratiques agricoles individuelles et collectives, celles-ci formant un lien avec la tradition tribale.

La Rhodésie du Sud nous offre également l'exemple d'une évolution récente du régime foncier tribal. On a réglementé le pacage par rotation, en imposant le respect absolu des limites de pacage et en assurant la protection générale des pâtures communales. Ces mesures tendent à transformer les méthodes anarchiques de l'élevage traditionnel en un système rationnel dans le cadre de la propriété communale.

#### STABILISATION DE LA CULTURE ITINÉRANTE

La culture itinérante prévaut dans de vastes régions de l'Amérique latine, de l'Afrique et du

Proche-Orient, notamment sous les tropiques. En général, l'agriculteur nomade brûle la forêt et la couverture végétale pour dégager le terrain, qui est cultivé pendant quelques années et abandonné dès que le sol a perdu sa fertilité. Cette méthode peut être pratiquée par des occupants sans titre qui se préoccupent seulement de cultiver le plus vite possible autant de terre qu'ils peuvent en défricher. Elle détruit les ressources naturelles et appauvrit gravement le sol. Dans certains cas, la culture itinérante est pratiquée sur le domaine public; il arrive aussi qu'elle le soit sur de grands domaines privés appartenant à des propriétaires non-résidents qui poursuivent des fins spéculatives. Certains gouvernements s'efforcent de régulariser la situation en donnant un statut permanent aux occupants sans titre ou en les réinstallant dans d'autres régions convenables.

La culture itinérante peut également être pratiquée par des tribus aborigènes qui ont été chassées de terres où l'agriculture sédentaire est possible. On s'efforce actuellement avec succès au Congo belge de réglementer cette pratique et d'améliorer l'existence des tribus. Grâce à la « méthode des couloirs », on préserve des jachères forestières, tout en permettant la remise en culture des mêmes zones à des intervalles réguliers. En général, les cultures sont disposées en bandes, chaque bande de culture alternant avec un couloir forestier. Ceci permet de concilier une forme modifiée de culture itinérante avec le maintien du couvert forestier. Il existe aussi des systèmes plus complexes et plus souples comportant l'introduction d'une culture de rapport dans le cycle d'exploitation. Dans d'autres pays, le système *taungya* permet de régulariser la culture nomade et en même temps de produire des arbres utiles à croissance assez rapide sur les jachères.

#### REMembreMENT DES EXPLOITATIONS

Un autre problème agraire est le parcellement excessif des exploitations, qui empêche l'introduction d'un grand nombre de méthodes rationnelles de culture. Ce parcellement caractérise une bonne part de l'agriculture européenne, mais on le rencontre aussi bien dans des pays insuffisamment développés où la population est forte eu égard à la terre disponible. Bien qu'un grand nombre des causes fondamentales du parcellement excessif ne puisse être éliminé par des mesures directes,

certains pays ont déjà commencé à remembrener les exploitations morcelées. Les programmes les plus efficaces sont ceux qui associent le remembrement à d'autres mesures de mise en valeur telles que la construction de routes, la conversion des terres à d'autres utilisations, l'amélioration des sols, l'aménagement des ressources en eau, etc. Combiné à d'autres activités, le remembrement peut résoudre nombreux des problèmes fondamentaux de la structure agraire. Comme d'autres améliorations foncières, le remembrement, pour avoir le maximum d'efficacité, paraît devoir être associé à des activités de vulgarisation et autres mesures tendant à stimuler l'esprit d'initiative des exploitants. Des programmes de remembrement ont été exécutés au Pakistan (Pendjab), au Japon et au Kenya. Il semble que des mesures analogues devraient être prises dans d'autres régions, et en particulier dans certains pays islamiques où la stricte observation des règles successorales a entraîné en bien des endroits le parcelllement des terres. Cependant, les programmes de remembrement risquent de ne pas avoir une influence durable si l'on ne modifie pas les lois et coutumes successorales de manière

à éviter un nouveau parcelllement des exploitations dans l'avenir.

\* \* \*

Nous venons d'étudier certains aspects du développement agricole: stabilisation des prix, amélioration du système commercial, régime foncier. Les mesures à prendre dans ce domaine visent principalement à créer un climat économique et social tel que l'agriculteur ait un intérêt direct à améliorer ses méthodes de culture et à augmenter sa production. Nous pouvons considérer maintenant des mesures tendant d'une façon plus positive et plus directe à stimuler le développement agricole. On verra en particulier comment il est possible de fournir aux agriculteurs des fonds supplémentaires pour le financement des investissements et des dépenses courantes de production et comment on peut améliorer par un effort d'enseignement, de recherche et de vulgarisation, le niveau technique de l'agriculture. Il convient de rappeler néanmoins qu'aucun des deux groupes de mesures ne peut être entièrement efficace en l'absence de l'autre.

## Le rôle des investissements

Pour accroître sensiblement la production d'un secteur d'activité quelconque, agricole ou non, et quelle que soit la forme de l'organisation sociale ou économique, il faut généralement procéder à des investissements supplémentaires. A titre d'exemple, les chiffres qui figurent au tableau annexe 13 indiquent l'importance des investissements financiers exigés par la récente expansion de la production agricole en U.R.S.S. Les investissements agricoles se distinguent cependant de tous les autres par le fait qu'ils comportent presque toujours, outre un investissement financier, un élément assez important qui n'est pas d'ordre financier et qui n'exige pas de mise de fonds directe. Pour les projets de faible envergure, il arrive très souvent que la quasi-totalité de l'« investissement » soit de cette nature et consiste par exemple en travaux effectués par des exploitants individuels pour niveler leurs champs ou améliorer les bâtiments de leurs exploitations. Parfois des agriculteurs se groupent spontanément pour entreprendre un travail commun, tel que par exemple l'amélioration d'une route d'ac-

cès. Mais il arrive souvent que même un vaste projet gouvernemental d'irrigation supposant d'importants investissements financiers comporte en outre un élément non financier sous forme de main-d'œuvre non rétribuée: les cultivateurs eux-mêmes creusent des rigoles dans leurs champs pour faire arriver jusqu'à leurs exploitations l'eau des canaux d'ameublée. Dans les paragraphes qui suivent, on envisage séparément les investissements financiers et non financiers, mais, dans la pratique, les investissements agricoles dans les pays peu développés comprennent presque toujours les deux éléments dans des proportions variables.

### INVESTISSEMENTS FINANCIERS

Certains types d'investissements en vue du développement agricole correspondent de près à la définition habituelle du terme « investissements » — comme par exemple la construction de grands ouvrages d'irrigation, de bâtiments de ferme ou

d'entrepôts pour l'emmagasinage des produits agricoles. Dans d'autres cas, les sommes que l'Etat dépense, par exemple pour subventionner l'acquisition des biens nécessaires à la production agricole ou fournir des fonds pour le crédit agricole, ne correspondent pas aussi exactement à la définition habituelle. Une bonne part des dépenses en monnaie que les cultivateurs peuvent engager pour accroître leur production – comme par exemple pour l'achat d'engrais ou de semences améliorées – rentrent plutôt dans la catégorie des coûts de production. Il semble cependant que toutes ces dépenses, qui exigent une certaine mobilisation de ressources en numéraire, occupent une grande place dans tout effort d'ensemble en vue d'accroître la productivité. On les a donc toutes considérées, dans les paragraphes ci-après, comme des formes d'« investissement » en vue du développement agricole.

Les capitaux à investir sont, comme on sait, une des ressources qui font le plus défaut dans les pays peu développés, les revenus étant si faibles que seule une marge minuscule peut être réservée à la formation de capital<sup>12</sup>. Cette pénurie de capitaux se fait sentir particulièrement dans le secteur agricole, qui est généralement le plus étendu et qui est appelé d'une manière ou d'une autre à fournir une bonne part des capitaux nécessaires au développement des autres secteurs.

Le transfert des fonds provenant de l'agriculture s'opère de diverses manières. Au Japon, par exemple, l'industrialisation a été financée dans une très large mesure grâce aux impôts fonciers, qui pendant les premières années de ce processus fournissaient environ 80 pour cent des recettes du gouvernement central, bien qu'une part assez importante de ces recettes fût réinvestie dans l'agriculture en vue de l'irrigation, de la lutte

<sup>12</sup> Dans un grand nombre de pays sous-développés, il est rare que la formation brute de capitaux nationaux dépasse 10 pour cent du produit national brut. Les investissements nets sont plus réduits encore, car une grande partie du montant total des investissements bruts se trouve contrebalancée par les coûts de dépréciation et de remplacement. Ainsi, en Birmanie (1953-56), ces coûts ont été estimés à 30 pour cent de la formation totale brute de capital fixe. Au Japon (1953-57), cette proportion était de 35 pour cent; en Inde (1950-53), de 40 pour cent; aux Philippines (1953-57), de près de 65 pour cent. Pour la région de l'Amérique latine dans son ensemble, les estimations pour la période 1946-55 indiquent pour la dépréciation un chiffre moyen voisin de 37 pour cent. Sources: Nations Unies, *Economic survey of Asia and the Far East*, 1958. Tableaux spéciaux O et P., p. 178-179. Nations Unies, *Economic survey for Latin America*, 1955. Tableaux 8 et 9, p. 9.

contre les inondations, de l'amélioration et de la remise en valeur des terres. Il semble que, plus récemment, la Chine continentale ait mis en œuvre un système analogue de transfert de fonds provenant du secteur agricole au moyen de mesures fiscales<sup>13</sup>. Une autre méthode courante consiste à frapper les produits agricoles de taxes à l'exportation; parfois, les fonds proviennent des bénéfices, réalisés par les organismes d'Etat qui effectuent des exportations agricoles, comme en Argentine ou en Birmanie. Ainsi, en Argentine, l'organisme d'exportation a accumulé entre 1946 et 1955 des fonds importants qui représentaient la différence entre les prix payés aux producteurs et les prix du marché mondial. Seule une faible partie de ces fonds a été réinvestie dans l'agriculture, et la majeure partie a servi à financer l'industrialisation ou à subventionner l'acquisition de produits alimentaires par les consommateurs urbains, ce qui d'ailleurs contribuait directement aux mêmes fins. De la même manière, les politiques de prix agricoles conçues pour protéger les consommateurs en maintenant les prix à la production au-dessous de leur niveau « naturel » tendent à servir de moyens pour transférer des fonds du secteur agricole au secteur non agricole.

Certains facteurs d'ordre institutionnel contribuent également à cet acheminement des fonds de l'agriculture vers d'autres secteurs de l'économie. Loyers relativement élevés des terres agricoles, taux élevé de l'intérêt servi aux prêteurs, marges de distribution importantes, tous ces éléments tendent à drainer des fonds provenant de l'agriculture, et ils ont parfois pour effet d'abaisser les revenus des cultivateurs à des niveaux qui ne laissent guère subsister de marge pour l'épargne ou les investissements. D'après une estimation grossière portant sur l'Inde en 1950-51, le loyer des terres et l'intérêt payé sur les dettes des cultivateurs représentaient entre un quart et un tiers de la valeur totale du revenu d'origine agricole<sup>14</sup>; pour la plus grande partie, ces sommes ne sont probablement pas réinvesties dans l'agriculture. Dans la Province égyptienne de la République arabe unie, on a estimé que le loyer des terres agricoles (avant la réforme agraire) ne représentait pas moins de 50 pour cent de la valeur de la pro-

<sup>13</sup> Nations Unies/FAO, *Economic Development and Planning in Asia and the Far East: The Agricultural Sector, Economic Bulletin for Asia and the Far East*, Bangkok, novembre 1957.

<sup>14</sup> Nations Unies/FAO, *op. cit.*

duction agricole, soit près d'un cinquième du revenu national total<sup>15</sup>.

Comme on l'a signalé plus haut, l'instabilité des prix agricoles et l'insécurité de l'occupation des terres dans les pays peu développés font de l'agriculture un domaine relativement peu intéressant pour les investissements privés: généralement, la rémunération est plus faible, le roulement des capitaux plus lent et les risques plus élevés que pour les investissements industriels ou commerciaux. En outre, la situation inflationniste qui caractérise beaucoup de pays peu développés a pour effet d'attirer les capitaux vers la construction d'immeubles urbains et vers des investissements non productifs, comme par exemple la spéculation sur les prix des terrains, plutôt que vers l'amélioration des terres.

Il est inévitable qu'au total, dans les pays peu développés qui sont en voie d'expansion économique, l'agriculture fournit plus de fonds qu'elle n'en reçoit, mais il est très important de conserver dans le secteur agricole (ou d'y réinvestir) des capitaux suffisants pour assurer un développement équilibré de l'économie dans son ensemble. Cette condition n'a pas toujours été remplie – c'est du moins ce que donnent à penser la lenteur relative du développement agricole dans les pays peu développés et les tensions que ce déséquilibre a provoquées dans leur économie.

Lorsqu'un tel déséquilibre existe, des politiques du type déjà étudié dans le présent rapport et tendant à créer un climat économique et social plus favorable peuvent faire beaucoup pour redresser la situation. On examinera ci-après les mesures que l'on peut prendre pour intensifier la mobilisation des capitaux privés en vue des investissements agricoles, pour améliorer le crédit agricole et pour utiliser au mieux les ressources de l'Etat. On peut parfois faire appel à l'aide d'institutions internationales de financement pour certains plans qui exigent des investissements financiers considérables, notamment s'ils comportent des dépenses en devises. On s'est également beaucoup préoccupé, ces temps derniers, des moyens d'utiliser les excédents agricoles de certains pays développés pour stimuler les investissements agricoles et autres dans les pays peu développés<sup>16</sup>.

<sup>15</sup> M.A. Anis, *A study of the national income of Egypt*, cité par Alfred Bonné dans *Studies on economic development*, Londres, 1957.

<sup>16</sup> FAO, *L'utilisation des excédents de produits agricoles pour financer le développement économique des pays sous-développés*, Rome, 1955.

Il est rare que des capitaux privés étrangers aient représenté pour l'agriculture des pays peu développés une source importante d'investissements, mais ces capitaux ont joué un plus grand rôle dans l'établissement de l'infrastructure qui a rendu possible le développement de l'agriculture. Le rôle des capitaux privés d'origine étrangère a été invoqué brièvement dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1953*; les choses ne semblent pas avoir beaucoup changé depuis. A cette époque, on avait signalé que, sauf dans quelques secteurs, cet apport de capitaux était assez peu important. C'est ainsi qu'à la fin de 1951 le total des investissements agricoles des Etats-Unis à l'étranger se montait à 694 millions de dollars. Plus de 80 pour cent de cette somme étaient investis en Amérique latine, surtout dans des entreprises fruitières et sucrières, les sucre cubains absorbant à eux seuls 45 pour cent environ. Par comparaison, les investissements nets dans l'agriculture des Etats-Unis sont de l'ordre de 1 500 millions de dollars par an. On ne peut déterminer avec précision la part de l'agriculture dans les investissements privés du Royaume-Uni à l'étranger, mais en 1950 (l'année la plus récente pour laquelle on disposait alors de données), le capital (actions et prêts) des sociétés enregistrées au Royaume-Uni et des sociétés britanniques enregistrées à l'étranger comprenait 77,8 millions de livres sterling pour le caoutchouc et 40,9 millions pour le thé et le café, c'est-à-dire pour les seules entreprises dont le caractère agricole soit évident; cependant, ces chiffres sont certainement incomplets. Il n'en semble pas moins qu'en général les pays peu développés devront, comme par le passé, compter avant tout sur leurs propres ressources pour les investissements agricoles.

#### MOBILISATION DES CAPITAUX PRIVÉS EN VUE D'INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE

Pour décourageant que soit le tableau que l'on vient de tracer, les investissements de capitaux privés dans l'agriculture sont actuellement assez importants dans quelques-uns au moins des pays peu développés. Ainsi, d'après une estimation provisoire, les investissements de capitaux privés dans l'agriculture, la petite industrie et les industries de village au titre du deuxième plan quinquennal de l'Inde se monteront à 3 milliards de roupies, alors que l'on prévoit des investissements publics

de 10 540 millions pour l'agriculture, le développement communautaire, l'irrigation et la lutte contre les inondations, et que le montant total des investissements privés est estimé à 24 milliards de roupies environ. Suivant le programme quinquennal de développement des Philippines (1957-61), on estime à 611 millions de pesos le montant total des investissements privés dans l'agriculture, les investissements publics dans le même domaine représentant 307 millions<sup>17</sup>.

Toutefois, il semble très probable que les investissements privés dans l'agriculture augmenteraient si la rémunération du capital se trouvait augmentée, et certains des risques réduits, par des mesures tendant à stabiliser les prix et à améliorer la commercialisation et les régimes fonciers. Dans ces conditions, en effet, les producteurs seraient sans doute enclins à dépenser davantage pour se procurer par exemple des engrains, des semences améliorées et des animaux sélectionnés, ou pour lutter contre les insectes et les maladies, encore que très certainement toute augmentation des revenus agricoles doive être en partie absorbée par l'achat d'aliments et de biens de consommation indispensables ou thésaurisés.

Si, dans les pays peu développés, on a tendance à thésauriser l'or, les bijoux ou le numéraire, c'est en partie parce qu'il n'existe pas de banques ou de sociétés coopératives de crédit ou l'épargnant pourrait déposer ses économies en toute sécurité en conservant la faculté de les retirer facilement. Si l'on pouvait, par de tels moyens, mobiliser la petite épargne, on pourrait l'utiliser pour augmenter les disponibilités de crédit que les établissements peuvent fournir aux petits cultivateurs ou pour d'autres formes d'investissement. La création de caisses d'épargne dans les zones rurales semble constituer l'un des meilleurs moyens d'attirer la petite épargne, car il donne à l'épargnant le sentiment que son argent est en sécurité sans avoir perdu son caractère liquide, et le versement d'intérêts sur les sommes déposées représente pour l'épargnant un stimulant accru.

#### CRÉDIT AGRICOLE<sup>18</sup>

Dans la majorité des pays peu développés, les petits cultivateurs n'ont guère ou pas accès au crédit

consenti par des établissements et ne peuvent obtenir de crédit qu'auprès de parents ou de marchands et de prêteurs, souvent à des taux usuraires. On trouvera au tableau IV-2 une analyse des sources de crédit agricole dans un certain nombre de pays, d'après des enquêtes récentes; cette analyse permet de constater le rôle peu important que joue le crédit fourni par des établissements à Ceylan, en Inde, au Pakistan et en Thaïlande, contrairement à ce qui se passe en Turquie et au Maroc. Dans ce dernier pays, en particulier, les établissements officiels et les banques commerciales semblent fournir plus des quatre cinquièmes du crédit agricole total. Le Liban, où l'étude effectuée ne porte que sur un seul district, semble occuper à cet égard une position intermédiaire. Si, dans bien des pays, les établissements d'Etat et les coopératives ne fournissent qu'une faible part du crédit, c'est en partie parce qu'ils manquent de capitaux à prêter, en partie parce que les petits cultivateurs ne sont pas en mesure de gager leurs emprunts par des terres ou d'autres garanties et enfin parce que les établissements de crédit hésitent à consentir des prêts pour des besoins de consommation courante.

Dans la plupart des pays peu développés, les taux d'intérêt exigés par les prêteurs privés sont extrêmement élevés. Au Cambodge, par exemple, ils peuvent varier entre 7 et 10 pour cent par mois (80 à 120 pour cent par an). En Indonésie, les taux habituels semblent varier entre 50 et 100 pour cent par an. En Inde, la proportion des sommes empruntées à des sources privées et pour lesquelles le taux d'intérêt annuel était de 25 pour cent ou plus atteignait dans certaines zones 70 pour cent; des taux dépassant 50 pour cent ne sont pas rares dans de nombreux secteurs<sup>19</sup>. Aux Philippines, les taux d'intérêt payés par les petits fermiers peuvent varier de 25 à 400 pour cent par an. Ces taux proviennent en partie du fait qu'il n'existe pas de possibilité de choix entre plusieurs sources de crédit, mais ils sont dus aussi aux risques considérables et au coût élevé de l'octroi de crédit agricole. La petite taille des exploitations, le fait que l'agriculture dépend beaucoup des conditions météorologiques et l'absence, dans beaucoup de pays peu développés, de propriété ou de droits d'occupation de la terre, contribuent à ces difficultés. Ainsi, l'absence de preuves juridiques concernant la propriété des terres signifie que, dans beaucoup de pays, la majorité des petits producteurs ne peuvent emprunter

<sup>17</sup> Nations Unies/FAO, *op. cit.*

<sup>18</sup> Pour une bonne part, les matériaux contenus dans cette section sont tirés de l'étude Nations Unies/FAO, *Credit problems of small farmers in Asia and the Far East*, Bangkok, 1957.

<sup>19</sup> *All-India Rural Credit Survey*, vol. II, p. 173.

TABLEAU IV-2 - SOURCES DU CRÉDIT AGRICOLE (POURCENTAGE DU TOTAL DES SOMMES EMPRUNTÉES)

	Ceylan 1957	Inde <sup>1</sup> 1951/52	Pakistan (Pendjab) 1951	Thaïlande 1953	Liban (S. Baka'a) 1953	Turquie 1952	Maroc 1957
..... Pourcentage .....							
Etat et établissement appartenant							
à l'Etat .....	2,6	3,3	3	0,2	11,5	50	47,5
Banques commerciales .....	1,1	0,9	—	—	—	2,5	37,4
Coopératives .....	4,1	3,1	13	14,0	40,0	—	—
Propriétaires .....	8,0	1,5	17	2,0	3,7	—	—
Prêteurs du secteur agricole .....	<sup>4</sup> ...	24,9	<sup>3</sup> ...	—	—	—	—
Prêteurs professionnels .....	15,5	44,8	1	27,3	43,1	47,5	—
Négociants et commissionnaires ..	11,5	5,5	3	—	<sup>3</sup> ...	—	6,3
Parents et amis .....	44,2	14,2	63	55,4	1,7	—	—
Autres (y compris les sources non spécifiées) .....	13,0	1,8	—	1,1	—	—	8,8

SOURCES: Ceylan: Department of Census and Statistics, *Survey of rural indebtedness - Ceylon 1957*, Colombo 1959.

Inde: Reserve Bank of India, *All-India rural credit survey*, vol. II, p. 167, Bombay 1954.

Pakistan: The Board of Economic Inquiry, Pendjab, *Report on the need and supply of credit in the rural areas of the Punjab*, Lahore 1951.

Thaïlande: Ministère de l'agriculture, *Thailand farm economic survey*, 1953.

Liban: *Ordre du jour, documents de travail et débats de la Conférence sur le crédit agricole tenue à Beyrouth en octobre 1953 sous les auspices de la Fondation Ford et de l'Institut de recherche économique (district de Baka'a sud seulement; non représentatif de l'ensemble du pays)*, Harvard, 1954.

Turquie: V. Webster Johnson et Edwin C. Johnson, *Farm credit activities in selected countries with reference to credit programs for underdeveloped areas*, Harvard, 1954.

Maroc: *Bulletin de statistiques et de documentation financières*, N° 61, 1958.

<sup>1</sup> Y compris les sociétés de pêche. — <sup>2</sup> Compris dans la rubrique « Etat ». — <sup>3</sup> Pas de renseignements. — <sup>4</sup> Comptés dans la rubrique « Autres ».

que sur leur garantie personnelle. En Inde, des enquêtes récentes ont fait apparaître que, dans certains secteurs, c'est sur cette base que les petits cultivateurs ont obtenu plus de 70 pour cent de leurs emprunts. Même dans les secteurs où les petits exploitants sont propriétaires de leurs terres, c'est souvent sur garantie personnelle que sont obtenus les prêts à court terme. Souvent, ces prêts comportent une entente tacite ou explicite suivant laquelle le cultivateur vendra l'excédent de sa production au prêteur, qui souvent est en même temps un marchand. Cette question a été étudiée dans la section relative à la commercialisation.

Souvent, tant dans les pays développés que dans les pays peu développés, les difficultés que suscite l'octroi à un grand nombre de petits cultivateurs de crédit à des conditions raisonnables ont amené à créer des établissements spéciaux pour cette fin plutôt que de s'en remettre aux banques commerciales. Actuellement, un grand nombre de pays prennent des mesures dans ce sens pour créer ou multiplier les sources de crédit agricole à des taux d'intérêt raisonnables, parfois par l'intermédiaire d'organismes officiels, et parfois par l'intermédiaire d'établissements coopératifs. Une nouveauté intéressante que l'on observe dans certains pays est l'octroi de prêts en nature. C'est ainsi qu'à Taïwan, le « Bureau de l'alimentation » fournit à crédit des engrains aux cultivateurs, le remboursement pouvant se faire sous forme de riz. Au Chili, le Département

de l'agriculture de la Banque d'Etat fournit aux cultivateurs des engrains, des semences, des parasites, etc., à titre de prêts à faible taux d'intérêt. Dans la Fédération de Malaisie, suivant le plan de développement pour 1956-60, l'aide de l'Etat à la replantation d'hévéas sur les petites exploitations est donnée pour une part en nature (fourniture d'un matériel de plantation sélectionné, d'engrais, de clôtures, etc.), et pour une autre en espèces.

Jusqu'ici, malgré les encouragements officiels, le mouvement coopératif n'a que rarement exercé une action de quelque importance sur le crédit agricole dans les pays peu développés. Ainsi, l'*All-India Rural Credit Survey* a noté que « dans cette chaîne dont presque tous les maillons sont faibles, le plus faible de tous est la société coopérative de crédit primaire. Elle ne répond à aucune des conditions de la bonne coopération ou du crédit sain. Elle n'a réussi ni à stimuler l'esprit d'économie et l'épargne, ni — échec presque aussi net — à fournir aux villages un système de crédit suffisant, rapide et productif. »

La faiblesse des coopératives dans ce domaine est due pour une part au manque de personnel qualifié possédant au plus haut degré l'intégrité nécessaire. Pour une autre, elle provient d'une certaine rigidité dans les conditions que les coopératives posent à l'octroi de prêts, par exemple lorsqu'elles tiennent à prendre la propriété foncière comme critère pour déterminer si l'emprunteur est solvable. Toutefois,

les idées sur ce point ont sensiblement évolué depuis quelque temps. Tout d'abord, en effet, on a compris que, si les coopératives représentent le meilleur moyen de donner au crédit agricole une base saine, c'est à l'Etat qu'il incombe au premier chef, tout au moins les premiers temps, de fournir des fonds, d'organiser le système et d'en assurer la direction générale. Ensuite, on se rend mieux compte qu'il existe des rapports étroits entre le crédit agricole et la commercialisation des produits agricoles et qu'il faut traiter ces questions de front si l'on veut que le mouvement coopératif puisse concurrencer avec succès les prêteurs et négociants privés. En troisième lieu, on conçoit mieux que l'intégrité personnelle et la capacité de production de l'emprunteur puissent, aussi bien que des terres, servir de garantie dans un système de crédit agricole dirigé judicieusement, et qu'en fait il doit en être ainsi si l'on veut que la majorité des petits cultivateurs, et notamment les fermiers et les métayers, puissent obtenir du crédit auprès des établissements.

Au Japon, le mouvement coopératif, qui est solidement établi dans le pays, a acquis au cours de son évolution la plupart des caractères évoqués ci-dessus. Il a abordé comme un tout le problème du crédit et celui de la commercialisation, et son système consistant à octroyer des prêts pour la production agricole gagés sur les récoltes (riz, blé et orge) permet de répondre dans une large mesure aux besoins de crédit à court terme des agriculteurs. Il y a lieu de noter que la situation est assez simple au Japon, où actuellement la plupart des cultivateurs sont propriétaires de leurs terres. Toutefois, aux Philippines, l'Agricultural Credit and Co-operative Financing Administration met au point une nouvelle méthode qui va dans le même sens. Des tendances analogues se manifestent, par exemple en Inde et à Ceylan: on fait davantage appel, pour le crédit agricole, à des coopératives qui commercialisent également les produits de leurs membres. En Irak et dans la République arabe unie, des règlements récents obligent les bénéficiaires de la réforme agraire à adhérer à des coopératives par l'intermédiaire desquelles ils peuvent recevoir le crédit qui leur est nécessaire.

Il ne suffit naturellement pas de consentir du crédit pour être sûr que les sommes reçues serviront à améliorer la production. On a donc institué dans beaucoup de pays, et notamment en Amérique latine, des systèmes de crédit sous contrôle qui fonctionnent très bien: les prêts sont octroyés en liaison avec des plans en vue d'améliorer la gestion des

exploitations, en coopération avec les services de la vulgarisation, de la commercialisation et d'autres services subsidiaires. Pour consentir les prêts, on attache une importance particulière à la capacité probable de remboursement de l'emprunteur, telle qu'elle ressort de la combinaison de divers éléments – crédit, vulgarisation et autres opérations. Mais, par sa nature même, le crédit sous contrôle est coûteux, tant du point de vue financier que par le personnel qualifié et expérimenté qu'il exige. En revanche, il présente d'importants aspects éducatifs. On peut même se demander s'il convient de faire supporter aux prêts le coût de cette action éducative ou s'il vaudrait mieux les faire couvrir par des allocations spéciales de l'Etat, comme c'est le cas pour les autres services publics d'enseignement et de vulgarisation.

On peut assurer le contrôle technique et social à moindres frais si l'on organise le crédit sous contrôle en passant par les coopératives, ou s'il existe déjà un service de vulgarisation efficace et suffisamment développé auquel on puisse le rattacher. A cause de son coût, le crédit sous contrôle ne peut se substituer entièrement aux opérations normales de crédit. Toutefois, il se prête bien à l'amélioration des méthodes de culture dans certaines zones choisies et on peut l'étendre ensuite à d'autres zones critiques lorsqu'on a réussi dans les premières, où on laisse à ce moment le crédit s'organiser suivant des méthodes moins onéreuses.

#### LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN AGRICULTURE

Si, depuis la fin de la guerre, les investissements publics jouent un rôle beaucoup plus important qu'auparavant dans le développement économique, la chose est moins nouvelle en agriculture que dans d'autres secteurs de l'économie. Comme il ne présentait guère d'attrait pour les investissements privés, le crédit agricole était depuis longtemps, dans de nombreux pays, assuré en grande partie à l'aide des deniers publics. C'est pour la même raison, et parce qu'il faut traiter de vastes régions comme des ensembles, que les grands projets d'irrigation, de drainage et de remise en valeur des terres sont traditionnellement financés par des investissements de l'Etat.

On peut cependant noter quelques faits nouveaux. Ainsi, on accorde beaucoup d'importance aux « projets à objectifs multiples », notamment en combinant la construction de barrages pour l'irri-

gation avec des projets intéressant l'énergie, les services de transport, la lutte contre les inondations et, d'une manière générale, toutes les activités que recouvre aujourd'hui le terme « aménagement des bassins versants ». On peut citer aussi l'utilisation de fonds publics pour aider des projets de faible envergure, qui auraient été autrefois laissés entièrement à l'initiative privée – par exemple petits ouvrages d'irrigation, construction d'entrepôts, de silos, etc. De même, on utilise des fonds appartenant à l'Etat pour fournir aux agriculteurs, à peu de frais, les biens nécessaires à la production et du matériel de plantation sélectionné. Les résultats de cet accroissement des dépenses de l'Etat depuis la guerre pour l'enseignement, la vulgarisation et la recherche agricoles sont examinés dans une des sections suivantes de la présente étude.

Dans certains pays, on a eu tendance, notamment lors des premières phases du développement économique, à concentrer une grande partie des investissements publics dans tous les secteurs, y compris l'agriculture, sur un petit nombre de projets de grande envergure. C'est ainsi que plus de la moitié des investissements publics envisagés par le plan quinquennal du Pakistan doivent être consacrés à l'énergie, à l'irrigation, aux chemins de fer et à la grande industrie. De même, dans le premier plan quinquennal de l'Inde, les deux tiers environ des nouveaux investissements publics étaient consacrés à des projets à objectifs multiples<sup>20</sup>. Mais, dans le deuxième plan quinquennal de l'Inde, le programme d'irrigation a été modifié: alors que le premier plan prévoyait neuf projets (y compris les projets relatifs à l'énergie), dont chacun devait coûter 300 millions de roupies ou même davantage, le second plan ne prévoit pas un seul projet nouveau dans cette catégorie. Au lieu de projets à objectifs multiples et de grands travaux, on s'attache maintenant à des projets à objectif unique et à des travaux d'importance moyenne. On espère obtenir ainsi des résultats qui se rapprocheront davantage des objectifs visés<sup>21</sup>. Le passage des grands projets d'irrigation à des projets moins importants a également caractérisé l'évolution au Mexique, où le développement de nouveaux aménagements pour l'irrigation a été remarquablement

rapide au cours des vingt dernières années. Dans la proportion de 40 pour cent, les superficies nouvellement irriguées de 1946 à 1955 sont desservies par des ouvrages de petites dimensions, tandis qu'avant 1946, 95 pour cent environ de toutes les terres irriguées étaient alimentés par de grands ouvrages.

Souvent, les grands ouvrages offrent la possibilité d'adopter des méthodes culturales plus modernes, mais le fait seul de les construire ne garantit pas qu'ils seront utilisés avec efficacité. Par exemple, il faut que les paysans habitués à la culture sèche apprennent les techniques de la culture irriguée. Parfois, il faut au début réduire le prix de l'eau d'irrigation ou même la fournir gratuitement pour inciter les cultivateurs à en tirer le plus grand parti possible, par exemple en essayant d'obtenir deux récoltes pendant une même campagne. En outre, si l'on veut tirer du projet tous les avantages qu'il permet potentiellement, les agriculteurs doivent supporter des coûts supplémentaires, par exemple pour l'acquisition d'engrais, la préparation du sol, les instruments aratoires et les bâtiments de ferme. Souvent, l'accroissement de la production rend nécessaire une amélioration des moyens de transport et de communication. Il est donc rare que l'investissement initial pour la construction représente le coût total d'un grand projet d'irrigation.

Discuter les avantages comparés des projets de développement de grande envergure et d'envergure plus réduite serait hors de propos ici. Les uns comme les autres ont certainement un rôle à jouer et il se peut que dans certaines circonstances de vastes projets de remise en valeur des terres ou d'irrigation représentent la meilleure, ou même la seule solution. Il n'en reste pas moins que les grands projets de développement exigeant des investissements importants représentent, de toute évidence, une charge énorme pour les ressources des pays peu développés; parfois, il faut les abandonner temporairement en cas de difficultés financières, et, même si les circonstances sont favorables, le délai qui s'écoule inévitablement avant que ces projets ne commencent à rapporter sous forme de production accrue signifie que, pendant longtemps, ils tendent à intensifier les pressions inflationnistes. Il semble également que l'attrait exercé par les grands projets spectaculaires amène parfois les pays à ne pas ouvrir des crédits suffisants pour des travaux moins impressionnantes, comme par exemple la construction, l'entretien ou le remplacement d'ouvrages de moindres dimensions.

<sup>20</sup> D.K. Rangnekar, *Poverty and capital development in India*, Oxford, 1958.

<sup>21</sup> *Studies in Indian agricultural economics*, chap. IV, p. 167. Etude présentée à la Dixième Conférence internationale des économistes agricoles, Mysore (Inde), 1958.

Une méthode souvent employée avec fruit consiste à investir des fonds publics d'une manière qui stimule des investissements privés qui sans cela pourraient n'être pas effectués, par exemple en apportant aux cultivateurs une assistance financière pour de petits ouvrages d'irrigation tels que puits ou réservoirs. Plusieurs pays d'Asie ont adopté cette manière de procéder. C'est ainsi qu'en Inde, les petits ouvrages d'irrigation peuvent faire l'objet d'une subvention représentant de 20 à 50 pour cent du coût total. Au Pakistan, le forage de puits bénéficie à la fois de subventions (50 pour cent) et de prêts (50 pour cent). En Corée du Sud, les autorités accordent également des subventions représentant la moitié du coût des ouvrages d'irrigation. Certains pays d'Asie appliquent cette méthode pour encourager la mise en valeur des terres. En Birmanie, des subventions étaient accordées pour l'accroissement des superficies consacrées au paddy jusqu'en 1953/54, et un système analogue est toujours en vigueur pour les arachides et le jute. A Ceylan, des subventions du même type sont octroyées pour la mise en culture de terres nouvelles (paddy et quelques cultures secondaires).

La distribution subventionnée de biens nécessaires à la production agricole (engrais, matériel de plantation sélectionné, etc.), mesure fréquente dans les pays peu développés, représente aussi, au fond, un moyen d'utiliser les deniers publics pour encourager des investissements ou dépenses privés supplémentaires tendant à améliorer les méthodes de cultures et à accroître la production. Pour ne citer que quelques exemples, la Fédération de Malaisie et le Pakistan accordent une subvention de 50 pour cent du prix des engrais; à Ceylan, les engrais pour la culture du paddy sont distribués aux deux tiers du prix coûtant; en Inde, le sulfate d'ammoniaque produit dans les usines de l'Etat est fourni aux agriculteurs au prix coûtant, et les superphosphates bénéficient d'une subvention de 25 pour cent. Ce système de subventions pour l'achat d'engrais a trouvé un écho considérable auprès des cultivateurs, comme du reste en Norvège, au Royaume-Uni et dans d'autres pays très développés où le même système est appliqué. Dans un certain nombre de pays, notamment l'Inde et la Corée du Sud, la demande d'engrais semble actuellement dépasser l'offre.

Le matériel de plantation sélectionné bénéficie également de subventions dans de nombreux pays. C'est ainsi qu'en Inde l'achat et la distribution de semences améliorées peuvent bénéficier d'une sub-

vention de 2 roupies par maund (environ 37 kg). A Ceylan, la subvention reçue pour les jeunes pieds de cocotiers améliorés atteint près de la moitié du coût total. Le matériel de plantation ne représente généralement qu'une faible partie du coût total de la production; en conséquence, c'est avant tout dans l'accroissement de la production que réside l'avantage principal de ces subventions. La diffusion de l'emploi de semences sélectionnées constitue l'une des manières les plus efficaces d'augmenter le rendement des cultures, et l'on crée actuellement en Inde et au Pakistan de grandes fermes pour la production des semences de variétés bien adaptées. Si l'on considère, par exemple, ce qui se passe pour le maïs hybride au Pakistan et dans beaucoup de pays de l'Amérique latine ou pour les variétés améliorées de canne à sucre à Cuba, à Porto Rico, en Indonésie et dans d'autres pays encore, on est amené à penser que les agriculteurs des pays peu développés adoptent très rapidement le matériel de plantation nouveau une fois qu'ils sont persuadés que ce matériel permet des rendements sensiblement plus élevés.

On emploie des méthodes analogues pour encourager le boisement. C'est ainsi que nombre de gouvernements fournissent gratuitement ou contre un paiement symbolique des semences forestières ou de jeunes plants ainsi que des conseils techniques aux propriétaires privés ou aux collectivités qui sont disposés à planter de nouvelles forêts, brise-vent ou rideaux-abris.

#### INVESTISSEMENTS NON FINANCIERS

Si les pays peu développés manquent presque toujours de ressources financières pour le développement agricole ou autre, en revanche la main-d'œuvre y est souvent abondante. Ceci est particulièrement vrai des pays densément peuplés de l'Asie. On s'est en conséquence beaucoup attaché, ces dernières années, à trouver le moyen d'utiliser ces réserves de main-d'œuvre en faveur d'un progrès économique plus rapide.

Il n'est pas facile d'estimer l'importance de la réserve latente de main-d'œuvre que laissent subsister le chômage et le sous-emploi permanents ou saisonniers dans les zones rurales des pays peu développés, mais cette réserve est certainement immense. On trouvera dans le second plan quinquennal de l'Inde l'une des quelques estimations sérieuses qui existent:

...avec les techniques agricoles actuelles, si les unités de culture se rapprochaient de ce qu'on pourrait appeler des exploitations familiales, offrant à une famille de taille moyenne la possibilité de se consacrer à peu près à plein temps aux travaux agricoles, la production agricole pourrait se maintenir au niveau actuel avec seulement 65 à 75 pour cent du nombre de travailleurs actuellement occupés en agriculture.

Les plans ou les rapports fondamentaux concernant le développement économique au Pakistan, en Birmanie, en Corée du Sud, au Viet-Nam du Sud et aux Philippines contiennent des hypothèses du même ordre quant aux possibilités de mieux utiliser la main-d'œuvre agricole existante, sans toutefois, en général, avancer d'estimation quantitative. C'est en Chine continentale qu'ont été accomplis les efforts les plus spectaculaires que l'on ait enregistrés jusqu'ici pour utiliser plus complètement la main-d'œuvre rurale par le système des « communes », adopté pour la première fois à grande échelle en 1958; on a affirmé qu'en 1955 encore, le nombre moyen de jours consacrés par an aux travaux des champs dans ce pays ne dépassait pas 125, mais que dans beaucoup de communes il était maintenant passé à plus de 300<sup>22</sup>. La création de ces communes, qui s'adonnent aux industries rurales comme à l'agriculture, est évoquée brièvement au chapitre II, mais il est trop tôt encore, de toute évidence, pour se prononcer valablement sur leur succès.

On a noté au chapitre III certaines des réserves dont doit s'assortir la notion de main-d'œuvre excédentaire. Ce n'est pas, tant s'en faut, toute la main-d'œuvre agricole des pays peu développés que l'on peut considérer comme excédentaire si l'on interprète ce terme comme signifiant que la production ne subirait à court terme aucun recul au cas où l'on pourrait transférer cette main-d'œuvre à d'autres occupations. A certaines époques de l'année, notamment au moment de la récolte, toutes les ressources en main-d'œuvre d'une collectivité rurale peuvent se trouver employées au maximum. Dès lors, l'une des conditions à remplir pour pouvoir réduire les effectifs de la main-d'œuvre agricole (à supposer que celle-ci puisse trouver dans d'autres secteurs un emploi productif) consisterait peut-être à fournir un matériel de culture ou de récolte perfectionné, même s'il n'est pas nécessaire-

ment mécanique. D'un autre côté, il se peut que la seule manière d'utiliser avec fruit les nombreuses journées inoccupées ou partiellement occupées consiste à créer dans les zones rurales des occupations à temps partiel.

C'est évidemment l'agriculture elle-même qui représenterait la façon la plus simple d'employer avec profit la main-d'œuvre rurale en sous-emploi. Dans la plupart des pays peu développés, beaucoup de possibilités s'offrent à cet égard au cultivateur et à sa famille pour améliorer l'exploitation sans grosses mises de fonds: ils peuvent par exemple niveler les champs, aménager des terrasses anti-érosives, construire des digues, clôtures, enclos pour animaux, granges, etc. L'action menée par les gouvernements pour créer un climat économique favorable à une expansion de l'agriculture comme celle que l'on a évoquée ci-dessus, par exemple au moyen de mesures tendant à réduire les fluctuations des prix, à améliorer les moyens de commercialisation et à assurer des conditions satisfaisantes en matière de régime foncier, pourraient fort bien constituer le mécanisme qui déclencherait chez un grand nombre de cultivateurs l'initiative de travaux de ce genre en leur offrant la possibilité de tirer profit de ces mesures. On pourrait encore stimuler les travaux d'amélioration entrepris par les agriculteurs eux-mêmes, au moyen de conseils appropriés qui leur seraient donnés par les agents de la vulgarisation et les clubs de cultivateurs, qui souvent seraient à même de proposer, pour effectuer ces travaux, des méthodes supérieures à celles qui sont en usage dans la localité. Dans certains pays, on s'efforce d'apporter à ces activités un stimulant supplémentaire, par exemple par une aide gouvernementale sous forme de subventions, de crédit ou de matériaux. C'est ainsi qu'à Taïwan, le gouvernement fournit le ciment aux cultivateurs qui entreprennent de construire sur leurs exploitations des plates-formes de séchage et procure des pompes payées en partie par une subvention et en partie à crédit à ceux qui creusent sur leur propriété des puits répondant aux normes approuvées.

Il existe, pour utiliser en vue du développement de l'agriculture et des activités subsidiaires la main-d'œuvre rurale sous-employée, une autre méthode qui retient de plus en plus l'attention: elle consiste à entreprendre à titre volontaire, sur la base de la commune ou de la collectivité, de petits projets tels que la construction ou l'amélioration de routes d'accès, de petits bassins-réservoirs, de petits canaux d'irrigation reliés aux canaux principaux, de

<sup>22</sup> René Dumont, L'extraordinaire développement de l'agriculture chinoise, *Le Monde*, 12 octobre 1958.

puits, etc.<sup>23</sup> Comme on le sait, cette méthode de formation de capital constitue un aspect important des programmes de développement communautaire entrepris dans un grand nombre de pays peu développés, notamment en Asie et en Extrême-Orient, régions qui disposent d'immenses réserves de main-d'œuvre. A Ceylan, en Inde, au Pakistan et aux Philippines, il existe des ministères ou des services chargés de vastes programmes de développement communautaire, et d'autres pays d'Asie envisagent de suivre cet exemple.

L'idée essentielle du développement communautaire est la suivante: dans les villages, des groupes d'auto-assistance mobilisent toutes leurs ressources naturelles et humaines pour des efforts tendant à améliorer leur niveau de vie, en se fiant dans toute la mesure du possible à leur propre initiative, et l'Etat leur apporte une aide financière et des services techniques d'une manière qui encourage l'auto-assistance et l'entraide<sup>24</sup>. Les progrès réalisés en Inde, où l'on s'est particulièrement attaché à cette méthode, montrent l'évolution rapide qu'a connue ce mouvement. Le programme de développement communautaire de l'Inde a été entrepris en 1952 avec 55 projets dont chacun portait sur quelque 300 villages. Au terme du premier plan quinquennal, 553 blocs de développement communautaire avaient été créés, ce qui faisait entrer dans l'orbite du programme 157 000 villages, soit près d'un village sur trois. Le deuxième plan quinquennal de l'Inde se proposait d'étendre ce système à tous les villages du pays, mais il a fallu par la suite modifier quelque peu cet objectif.

Les activités entreprises en Inde au titre des projets de développement communautaire rentrent dans les catégories principales suivantes:

1. Programmes de construction (comme par exemple routes, rigoles, fossés d'écoulement, écoles, centres communautaires, dispensaires et sources d'alimentation en eau potable).

<sup>23</sup> La création de forêts communautaires lorsqu'il n'en existe pas, ou même l'abandon aux collectivités voisines, sous un contrôle approprié, de certaines parties des forêts domaniales existantes, présente également un grand intérêt: outre qu'elle donne lieu à un certain emploi (travaux de plantation, d'entretien et d'exploitation), elle représente une source éventuelle de matières premières pour les industries rurales ainsi qu'une source de capitaux à laquelle on peut au besoin faire appel pour les investissements intéressant la collectivité.

<sup>24</sup> Nations Unies, *Vingtième rapport du Comité administratif au Conseil économique et social*, E/2931, annexe III, p. 2, octobre 1956.

2. Programmes d'irrigation (puits, installations de pompage, puits instantanés et réservoirs).

3. Autres programmes agricoles (par exemple remise en valeur des terres, conservation du sol, remembrement, emploi de semences, de fumiers et d'engrais améliorés, emploi de parasiticides, méthodes de culture améliorées et instruments perfectionnés).

4. Programmes institutionnels et autres (création de clubs de jeunes, d'organisations féminines, de centres communautaires, de sociétés coopératives, de magasins de distribution, de centres pour l'instruction élémentaire des adultes, d'écoles primaires, d'un artisanat rural, etc.).

Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure le programme de développement communautaire de l'Inde a permis d'utiliser jusqu'ici la main-d'œuvre agricole plus efficacement que par le passé. Il semble qu'il n'ait pas été publié de données d'ensemble sur les résultats du programme. En tout cas, il ne serait pas facile de distinguer les résultats dus au développement communautaire de ceux qui proviennent d'autres causes. On trouve, cependant, dans les deux derniers rapports d'évaluation du gouvernement de l'Inde sur le développement communautaire, établis sur la base d'enquêtes par sondage, des conclusions exprimées avec franchise et qui sont du plus haut intérêt. On y lit que, «en s'efforçant d'amener le public à participer et à donner son appui actif à l'œuvre entreprise, on a réussi relativement bien dans le cas des programmes de construction, mais non pas dans le cas des programmes institutionnels», qui cherchaient à rapprocher les uns des autres des groupes sociaux différents<sup>25</sup>. En outre, estime le rapport, «lorsqu'on s'est attaché à stimuler des efforts soutenus et positifs de la population elle-même pour encourager le développement économique et social, on a dans une certaine mesure abouti à un échec. Dans leur grande majorité, les populations rurales touchées par le programme comptent encore trop sur l'initiative et sur l'aide de l'Etat»<sup>26</sup>. Il semble que l'intérêt manifesté par divers groupes professionnels et sociaux de villageois ait varié sui-

<sup>25</sup> Gouvernement de l'Inde, Commission du Plan, *The fourth evaluation report on the working of Community Projects and NES blocks*, New Delhi, 1957, p. 19; *The fifth evaluation report on the working of Community Development Projects...*, résumé, New Delhi, 1958, p. 30.

<sup>26</sup> *Fourth evaluation report*, p. 19.

vant le type de projet. Les groupes dont les revenus sont les plus bas ont participé très volontiers aux projets dont ils attendaient des avantages immédiats, comme par exemple le forage de puits, mais moins volontiers aux projets de construction de routes ou de drainage, par exemple, dont les avantages sont plus évidents pour les propriétaires de terres ou de bœufs et de charrettes<sup>27</sup>.

De l'avis de nombreux observateurs, l'un des principaux obstacles qui ont entravé la marche du programme a été l'insuffisance des agents au niveau du village, en ce qui concerne tant le nombre que la qualité et le niveau de formation<sup>28</sup>. Cela n'a rien de surprenant lors des premières phases d'un programme aussi vaste. Du reste, le gouvernement de l'Inde prodigue ses efforts pour envoyer un personnel beaucoup plus nombreux et bien entraîné afin de guider les efforts des collectivités villageoises.

On a accordé ici une place assez importante au développement communautaire en Inde, d'une part en raison de l'attention extrême qui est portée à ces programmes par ce pays, et d'autre part à cause de la rare objectivité dont le gouvernement de l'Inde a fait preuve en essayant d'en évaluer les résultats. Il n'en serait pas moins regrettable que certains en retirent l'impression que le développement communautaire n'est pas l'objet d'une attention intense dans d'autres pays d'Asie ou (parfois sous d'autres noms) dans d'autres continents. Des programmes analogues sont en cours au Mexique, à Porto Rico, en Guyane britannique, au Ghana et au Tanganyika, pour ne citer que quelques pays situés hors d'Asie.

Au Ghana, par exemple, le Service du bien-être social et du développement communautaire, qui est rattaché au Ministère du travail et des coopératives, effectue depuis plusieurs années un travail intensif portant sur des projets à l'échelon du village, l'éducation populaire, l'amélioration des conditions de travail des femmes et les campagnes de vulgarisation agricole. Pour les projets à l'échelon du village, le Service fournit des conseils techniques et des plans, des outils et des machines. Une aide est également apportée par des institutions qui disposent de fonds pour le déve-

loppement rural, comme l'Office de commercialisation du cacao. Les villageois, de leur côté, fournissent de la main-d'œuvre non qualifiée et parfois des fonds provenant de contributions volontaires des habitants eux-mêmes. Au cours des cinq années 1953-57, près de 5 000 projets distincts intéressant les villages ont été menés à bien; ils comprenaient notamment la construction de latrines, d'égouts, d'installations d'alimentation en eau, de routes secondaires, d'écoles, de dispensaires, la plantation d'arbres pour fournir de l'ombre et combattre l'érosion, etc.<sup>29</sup>

De même, à Porto Rico, l'Administration des programmes sociaux du Ministère de l'agriculture gère la plupart des programmes relevant de la politique de réforme agraire, instituée il y a plus de 25 ans, en suivant les principes généraux du développement communautaire. Environ 200 collectivités ont été créées; elles groupent près de 25 000 petits exploitants. Le gouvernement fournit la terre gratuitement; trace les routes et les rues, mais ne les aménage pas; il réserve une superficie déterminée pour un centre communautaire, mais laisse aux colons le soin de construire leurs maisons, de mettre en valeur leurs parcelles de terre et, collectivement, d'aménager les rues, les routes, les écoles, les églises, les coopératives, etc. Cependant, l'Administration des programmes sociaux fournit une assistance technique pour aider et guider ces activités, ainsi qu'une certaine aide matérielle (par exemple des machines pour construire les routes et forer les puits) et financière (sous forme de crédit). Des groupes d'auto-assistance bénéficiant d'une aide technique installent des latrines qui reviennent à 15 dollars chacune, alors qu'auparavant elles coûtaient 60 dollars au gouvernement, et bâtiennent des maisons en blocs de béton pour 300 dollars, alors que le gouvernement les payait 1 000 dollars lorsqu'elles étaient construites par des entrepreneurs. Pour des projets dont la valeur atteint environ 250 000 dollars, la contribution des colons se monte à près de 60 pour cent; elle se compose d'argent pour un tiers environ et de travail pour les deux autres. Le reste est fourni par le gouvernement de l'île et les unités d'administration locale<sup>30</sup>.

<sup>27</sup> Gouvernement de l'Inde, Comité des projets du Plan, *Report of the team for the study of community projects and national extension service*, New Delhi, 1957, vol. II.

<sup>28</sup> Albert Mayer et coll., *Pilot Project India*, Berkeley et Los Angeles, 1958, p. 320.

<sup>29</sup> P. du Sautoy, *Community Development in Ghana*, Oxford, 1958.

<sup>30</sup> Nations Unies, *Rapport de la Mission sur l'organisation et le développement des collectivités rurales dans la région des Caraïbes et au Mexique*, mars 1953.

## INDUSTRIES ET ARTISANATS RURAUX

Venant s'ajouter à une utilisation plus complète, dans l'agriculture même ou les projets communautaires qui s'y rattachent, de la main-d'œuvre rurale sous-employée, la création d'industries rurales offre elle aussi des possibilités de travail plus productif sans entraîner de migration vers les villes. Souvent, on entreprend de tels travaux à temps partiel pour ajouter aux recettes que procure l'agriculture, de sorte que la main-d'œuvre agricole ne se trouve pas diminuée lors de la moisson ou à d'autres périodes de pointe. Bon nombre d'industries rurales exigent des investissements financiers assez considérables, et semblent parfois, par rapport à leur production et à l'emploi qu'elles procurent, absorber plus de capitaux que la grande industrie.<sup>31</sup>

Dans des pays très variés, quelques types d'industrie ont tendance à se développer dans les régions rurales. Parfois, il s'agit simplement des premiers stades de la transformation des produits agricoles et forestiers, par exemple le séchage ou la mise en conserve des fruits et légumes, le broyage des oléagineux ou de la canne à sucre, l'installation de laiteries, de tanneries, de scieries, etc. Les formes traditionnelles de filature et de tissage utilisant des fibres produites localement représentent une entreprise un peu plus complexe. Le développement de l'industrie des tapis en Iran et au Baloutchistan constitue un bon exemple d'utilisation plus complète des fibres locales, la laine dans ce cas particulier. On peut encore citer la fabrication et l'entretien d'outils et de matériel agricole simples et, dans un domaine très voisin, la fabrication à partir de matériaux locaux d'articles nécessaires à la ferme, tels que briques, tuiles, poteries, etc. Avec le développement économique, toutes ces industries tendent à gagner en importance et souvent finissent par devenir des manufactures urbaines typiques. Il est encore un autre type d'activité qui, dès le départ, est souvent rattaché à des entreprises de plus grande envergure: il s'agit de travaux sous contrat à effectuer à domicile en vue de l'assemblage ultérieur des pièces dans des usines. Cette liste n'est pas complète, tant s'en faut. La proximité de gisements de minéraux ou de sour-

<sup>31</sup> Pour une étude plus complète de la question, voir Bureau international du travail, *Labour and social problems of small-scale and handicraft industries in Asian countries*, Genève 1957, et V.V. Bhatt, Capital output ratios of certain industries: A comparative study of certain countries, *The Review of Economics and Statistics*.

ces d'énergie hydro-électrique, par exemple, donne naissance à diverses formes d'industrie locale, grande ou petite. Par lui-même, le coût peu élevé de la main-d'œuvre stimule la création d'industries dans certaines zones rurales à population dense.

Les industries du traitement des produits agricoles présentent de l'importance à deux points de vue: outre les emplois qu'elles procurent, elles déterminent souvent un accroissement de la demande de certains produits agricoles et, partant, stimulent la production. C'est ainsi que, dans beaucoup de pays d'Amérique latine, la production de lait a augmenté notablement après l'installation d'usines de traitement du lait, parce que celles-ci offraient aux producteurs un marché régulier. Dans d'autres cas, on crée de telles industries de transformation pour les produits d'exportation, de manière à exporter un produit fini ou semi-fini; c'est ce qui s'est passé notamment pour les oléagineux et le caoutchouc. De même, dans de nombreux pays tropicaux d'Afrique et d'Amérique latine, le développement de la culture du coton a été suivi de l'installation, dans les zones rurales, de filatures qui approvisionnent le commerce d'exportation et les nouvelles usines que l'on crée dans les zones urbaines.

Des filatures et tanneries locales, il n'y a pas loin à la création de tissages et de fabriques de chaussures et d'autres articles en cuir. Toutefois, à ce stade, le problème se pose de savoir si la création de ces petites industries est rentable, ou s'il vaut mieux encourager l'installation d'unités plus importantes occupant dans les villes une position centrale. La réponse à cette question peut dépendre de l'attitude du pays intéressé vis-à-vis du problème de l'emploi ainsi que de ses objectifs généraux en ce qui concerne le développement.

Le deuxième plan quinquennal de l'Inde, par exemple, accepte comme une fin en soi l'absorption de la main-d'œuvre et estime qu'il faudrait s'attacher «à mobiliser les efforts plutôt qu'à en retirer gain et profit». En conséquence, des sommes considérables ont été consacrées au développement des petites industries rurales, notamment l'industrie textile, en partie par l'intermédiaire du programme de développement communautaire; pour aider ces industries, certaines restrictions commerciales et certaines taxes ont été imposées aux grandes industries urbaines qui leur font concurrence. On a créé en 1953 une société appelée Small Industries Corporation pour entreprendre des projets pilotes, obtenir des commandes, as-

surer des possibilités de crédit et enseigner les techniques de production. Dans le cas du *khadi* (étoffes filées et tissées à la main), l'Etat a passé de grosses commandes à la petite industrie, par exemple pour des uniformes; des subsides à la production et des remises sur les ventes sont consentis grâce au produit d'impôts indirects prélevés spécialement sur la production des usines de coton. En même temps, on s'efforce de réduire l'écart des prix de revient entre l'industrie du *khadi* et les usines en aidant les familles rurales à se procurer des rouets perfectionnés et, chaque fois que possible, des métiers mécaniques.

Certains autres pays d'Asie, par exemple le Cambodge, Ceylan et le Pakistan, suivent une méthode analogue. Pour aider toute entreprise qui emploie moins de 20 personnes ou qui n'utilise pas d'énergie, le gouvernement du Pakistan a créé une société appelée aussi Small Industries Corporation, qui a commencé en 1956 à fournir une aide technique et administrative. Dans les deux parties du pays ont été établis des centres de formation professionnelle et de développement pour l'industrie du tissage à la main et la sériculture, de même qu'un certain nombre de dispositifs pour la commercialisation des produits de l'industrie rurale.

Dans certaines conditions, les petites entreprises qui fabriquent des pièces détachées ou servent

de sous-traitants à de grandes firmes peuvent prospérer dans les régions rurales. C'est ainsi qu'a commencé en Suisse l'industrie de l'horlogerie et des instruments de précision, certaines pièces étant fabriquées dans de petites entreprises familiales ou paysannes par des travailleurs ruraux pendant leur morte-saison, puis assemblées dans de grands ateliers en ville. De même, au Japon, la production de papiers spéciaux, de jouets, de certaines étoffes spéciales, d'articles de coutellerie et même de certaines pièces de construction mécanique est effectuée par de petits établissements situés à la campagne, à proximité de la grande entreprise « mère » qui se trouve en ville. Les plans de l'Inde prévoient l'attribution aux petites entreprises de certaines opérations dans la fabrication des pièces de bicyclettes et de machines à coudre, des appareils électriques, des articles de coutellerie, de la poterie et des instruments aratoires. Toutefois, actuellement, ces entreprises se trouvent surtout dans des zones urbaines ou semi-urbaines. Etant donné que l'électrification des villages indiens constitue un objectif à long terme, les unités industrielles tendront à converger vers leur centre naturel — industriel et urbain — et à former un ensemble ou, comme dit le rapport du Comité Karve, « une pyramide industrielle dont la large base reposera sur une économie rurale moderne »<sup>32</sup>.

### Le rôle de l'enseignement, de la vulgarisation et de la recherche

L'amélioration des méthodes de culture permettrait d'obtenir, dans les pays économiquement peu développés, un accroissement énorme de la production agricole; mais on ne pourra sans doute atteindre ce résultat que par la recherche (souvent à un niveau très simple) qui permettra de déterminer les méthodes les mieux adaptées à chaque milieu, par les services éducatifs (y compris les services de vulgarisation) qui diffuseront ces connaissances parmi les agriculteurs, et enfin par l'application de ces méthodes par des millions de petits producteurs. Cette dernière condition ne suppose pas seulement la création d'un climat économique et social donnant aux cultivateurs le goût et les moyens d'accroître leur production; elle suppose également que la population rurale soit disposée à assimiler et à mettre en pratique des idées, des pratiques et des techniques nouvelles,

et à s'adapter à un mode de vie qui, avec le temps, pourrait s'écarte sensiblement des modes traditionnels. Bon nombre des concepts actuels concernant la production, la distribution et la consommation de biens et de services se sont formés lentement, sur la base de l'expérience et de la tradition. Ils font désormais partie d'un héritage culturel procédant d'un grand nombre de valeurs, d'attitudes, de sentiments et même de superstitions trop profondément enracinés pour que tout changement ne soit pas lent et difficile.

S'il veut être efficace, l'enseignement agricole doit donc tenir pleinement compte du milieu social et culturel. Les progrès qui peuvent venir s'insérer

<sup>32</sup> Inde, Commission du plan, *Report of the village and small scale industry Committee* (Comité Karve), New Delhi 1955. *The first five year plan*, 1952, ch. XXV, par. 18. *The second five year plan*, 1956.

dans le mode de vie existant sans le perturber sont particulièrement intéressants parce qu'on les accepte plus facilement. C'est là un aspect particulièrement important dans le cas des cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance, dont l'existence même est fondée sur une adhésion totale aux pratiques traditionnelles et qui par conséquent hésitent à prendre le risque d'expérimenter de nouvelles méthodes. Cependant, des changements radicaux sont indispensables si l'on veut que les cultivateurs des pays peu développés participent au développement agricole et en retirent des avantages, mais, en agissant prudemment, on peut les effectuer sans apporter dans le rythme et l'équilibre de la vie des bouleversements qui feraient obstacle à l'adoption de meilleurs modes de culture et de vie.

L'enseignement agricole (y compris la vulgarisation) sera d'autant plus efficace qu'il s'appuiera sur un enseignement général tendant à élargir l'horizon du cultivateur et à le rendre plus réceptif aux idées nouvelles. Malheureusement, comme on l'a montré au chapitre III, l'analphabétisme est généralement très répandu dans les zones rurales des pays peu développés, où l'insuffisance des moyens d'enseignement est encore plus grande que dans les villes. Mais, s'il est bien plus facile de s'occuper d'une population possédant une certaine instruction, l'analphabétisme n'empêche pas d'enseigner de meilleures méthodes de culture. Toutefois, dans ce cas, l'action des services d'enseignement et de vulgarisation atteindra un maximum d'efficacité si elle est orientée vers les besoins immédiats des cultivateurs et vers des questions plus vastes qui les intéressent directement ainsi que leur famille et leur collectivité, comme par exemple la conservation des sols ou des forêts, la lutte contre les inondations ou la sécheresse, contre les maladies et les parasites, la nutrition de l'homme et des animaux.

Dans de nombreux pays peu développés, c'est donc une immense tâche éducative qu'il faut accomplir avec des ressources très maigres si l'on veut constituer des services agricoles efficaces. Dans les pays où l'analphabétisme règne, il faut sans doute commencer par former les agents qui, sur le terrain et dans les villages, se trouveront en contact direct avec les cultivateurs. Il faudra nécessairement que la formation de ces agents soit relativement simple, du moins au début. Pour les échelons plus élevés des services de vulgarisation, et pour recruter le personnel des centres de formation et de recherche, on devra disposer de moyens d'enseignement agricole plus avancés.

## L'ACTION ÉDUCATIVE DES SERVICES DE VULGARISATION

Le travail de vulgarisation, ou travail consultatif en agriculture, représente pour l'agriculteur et sa famille une forme d'enseignement nullement académique et hautement fonctionnel, qui se poursuit essentiellement sur l'exploitation et au foyer. Il a pour but d'enseigner des méthodes de production et de commercialisation améliorées qui permettront d'élever le niveau des revenus agricoles, ainsi que des moyens d'améliorer les conditions de vie de la famille et de la collectivité. Pour des raisons pratiques, il peut être bon de concentrer les efforts sur un petit nombre d'objectifs à la fois, mais, plus profondément, l'un des buts importants sera de rendre les cultivateurs plus réceptifs aux idées nouvelles, de telle manière qu'ils en arrivent à rechercher, de leur propre initiative, les moyens d'améliorer la gestion de leurs exploitations.

L'organisation des services de vulgarisation varie naturellement beaucoup d'un pays à l'autre. Le service très complet dont dispose le Japon est particulièrement intéressant, car les conditions qui règnent dans ce pays (population rurale dense et petites exploitations) ressemblent, à celles que l'on trouve dans bon nombre d'autres pays d'Asie et dans certaines régions peu développées d'autres continents.

La direction générale du service est assurée par la Division de la vulgarisation du Ministère de l'agriculture et des forêts<sup>33</sup>. Chaque préfecture possède un bureau de la vulgarisation dont le personnel se compose de spécialistes de diverses questions et de conseillers en matière de vulgarisation; en outre, la préfecture est divisée en sous-secteurs, dont l'étendue est variable. En moyenne, un secteur compte 2,4 agglomérations ou villages et environ 4 000 exploitations, 7 ou 8 agents de vulgarisation sur le terrain se trouvant en poste au bureau de la vulgarisation du secteur.

Tous les spécialistes se trouvent soit au siège de l'administration préfectorale, soit dans les stations expérimentales d'agriculture de la préfecture. Ce dernier arrangement est particulièrement intéressant en ce qu'il permet de maintenir des contacts étroits entre les stations expérimentales et les agents

<sup>33</sup> Pour une étude plus complète de cette question, voir *Agricultural extension work in Japan*, Ministère de l'agriculture et des forêts, Tokyo 1957, et *Agricultural extension in Japan*, 1958.

de la vulgarisation travaillant sur le terrain. En 1958, il y avait 579 spécialistes de diverses questions agricoles et 92 spécialistes de l'économie ménagère. La plupart d'entre eux s'occupaient de la production de riz, de l'élevage et de la gestion des exploitations, mais l'activité de certains portait sur les légumes et les pommes de terre, les sols et les engrains, les maladies et les ennemis des plantes, le nombre total des spécialités traitées s'élevant à 23.

En 1958, les agents de la vulgarisation sur le terrain étaient au nombre de 11 000 environ. Les quatre cinquièmes d'entre eux étaient des diplômés de l'enseignement secondaire ou du premier cycle de l'enseignement supérieur, et bon nombre avaient reçu une formation dans les stations de vulgarisation des préfectures. Ces conseillers apportent une aide directe à certains groupes – colonies agricoles ou clubs d'études agricoles, par exemple – comme aux cultivateurs individuels, mais on préfère la première méthode, qui permet de mieux utiliser le personnel dont on dispose.

Les méthodes de vulgarisation comprennent des discussions de groupes, des cours de formation, des visites dans des exploitations modernes, des concours, des foires agricoles, etc. Environ 50 000 parcelles de démonstration sont établies chaque année dans tout le pays, y compris quelque 4 000 champs expérimentaux où l'on compare plusieurs méthodes côté à côté. Comme dans la plupart des pays, les principales difficultés auxquelles se heurte le travail de vulgarisation proviennent de l'extrême variété des conditions naturelles, du traditionalisme et de la capacité très variable des cultivateurs. Dans chaque bureau de vulgarisation, le programme d'amélioration agricole est établi chaque année, d'après l'évaluation donnée par les conseillers quant aux principaux problèmes locaux de chaque secteur. On s'est aperçu qu'il fallait répéter chaque année certains conseils à la saison voulue; cette tâche吸orbe à peu près la moitié du temps que les conseillers consacrent à des contacts personnels avec les cultivateurs. D'autres tâches consistent à constituer des collections de semences, à effectuer des travaux intéressant l'infrastructure agricole à l'échelon du village, les commissions municipales de l'agriculture, les associations coopératives, la recherche et les enquêtes, etc.

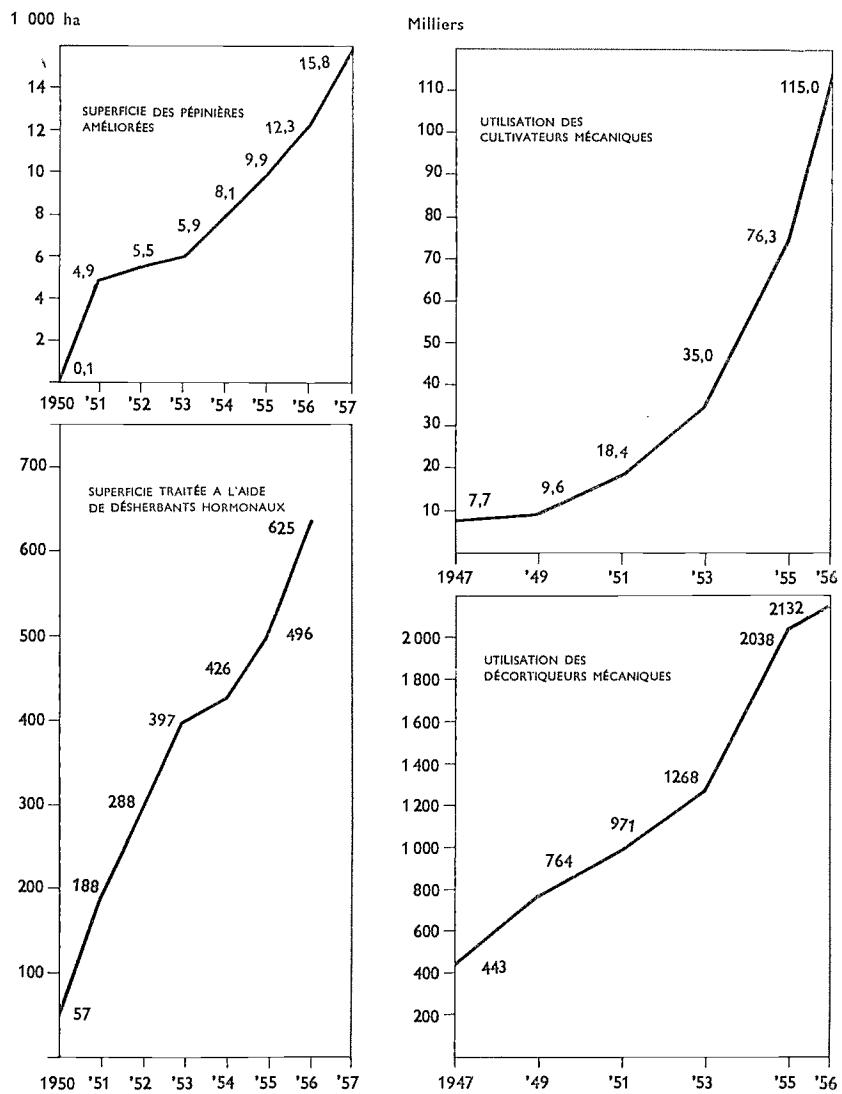
L'efficacité d'une exploitation agricole dépend de nombreux facteurs autres que le travail de vulgarisation; il est en conséquence difficile d'évaluer séparément les résultats de ce travail. Cependant, c'est sans aucun doute à lui qu'est dû, dans une

large mesure, le développement rapide que l'emploi des méthodes modernes a connu au Japon après la guerre. Le graphique IV-2 donne quelques exemples précis.

Dans l'ensemble, les populations rurales du Japon possèdent une certaine instruction, ce qui rend plus facile de travailler avec elles, mais l'analphabétisme n'interdit pas un bon travail de vulgarisation, encore qu'il faille adapter en conséquence les méthodes utilisées si l'on veut obtenir les meilleurs résultats. Dans certains pays, par exemple l'Inde et le Pakistan, de vastes programmes de développement communautaire jouent un grand rôle pour apporter aux familles rurales un enseignement extra-scolaire. Il semble que l'on ne puisse améliorer le sort des populations rurales que si l'on s'attaque simultanément aux problèmes de l'analphabétisme, des mauvaises conditions sanitaires, de la faible production agricole, etc. L'idée centrale de ces programmes est d'aider la collectivité villageoise dans son ensemble, et notamment de stimuler l'apparition de dirigeants locaux et d'initiatives locales pour résoudre les problèmes de la collectivité. L'agriculture constituant la principale base économique sur laquelle on peut établir une vie meilleure pour la famille et la collectivité, la vulgarisation agricole occupe une place de premier plan dans les programmes de développement communautaire. Souvent, une instruction fort simple concernant tous ces problèmes est donnée par un seul agent travaillant dans le village et qui a reçu une formation relativement élémentaire dans des écoles spéciales créées à cette fin. Lorsque le niveau général d'instruction des agriculteurs est bas et que le personnel bien formé est rare, la méthode du développement communautaire permet à un petit nombre de techniciens de l'agriculture et d'autres spécialités, utilisant les services d'agents polyvalents à l'échelon du village, d'étendre leur influence à un nombre de cultivateurs beaucoup plus élevé que ne l'auraient permis des contacts directs.

Il est banal de dire que le travail de vulgarisation ne portera tous ses fruits que si l'agent de la vulgarisation sait gagner et conserver la confiance des cultivateurs. Pour y parvenir, il doit recevoir une formation adaptée aux conditions dans lesquelles il travaillera. Il obtiendra les meilleurs résultats s'il tient pleinement compte des conditions agricoles économiques, sociales et culturelles qui règnent dans la collectivité où il opère, et s'il comprend les problèmes qui se posent chaque jour aux cultivateurs.

GRAPHIQUE IV-2. AMÉLIORATION DES PRATIQUES CULTURALES ET PROGRÈS DE LA MÉCANISATION AU JAPON



SOURCE: *Agricultural Extension Work in Japan*, Division de la vulgarisation, Bureau de la mise en valeur, Ministère de l'agriculture et des forêts, oct. 1957.

teurs. Ces éléments l'aideront à se faire admettre dans leur société, ce qui lui sera plus facile s'il vient lui-même d'un milieu rural. Lorsque, comme cela se passe dans de nombreux pays, les agents de la vulgarisation sont recrutés surtout dans les zones urbaines où l'enseignement est plus développé, ils éprouvent fréquemment des difficultés à se mêler à la collectivité rurale et ont tendance à passer une grande partie de leur temps dans leur bureau, en allant voir de temps en temps les exploitations des gros cultivateurs. Souvent, le manque de contacts directs et suivis avec les agriculteurs, qui est dû à des manques dans leur formation, constitue l'une des principales faiblesses des services de vulgarisation dans nombre de pays peu développés, et la situation peut s'aggraver encore si les agents

de la vulgarisation ne disposent pas de moyens de transport. Cependant, l'habitude se répand de fournir à ces agents un moyen de transport: bicyclette (comme au Japon), motocyclette (comme en République arabe unie, Province égyptienne), ou même cheval.

La pénurie générale de personnel ayant reçu une formation a amené beaucoup de pays peu développés à charger les agents peu nombreux dont ils disposent sur le terrain de tâches comme le travail de réglementation, la production et la distribution des semences, la distribution des engrangés, le rassemblement des statistiques, la gestion des systèmes de crédit et parfois même la perception des impôts. Nombre de ces services directs sont fort importants. Ainsi, il ne servirait pas à grand-chose

de persuader les cultivateurs d'utiliser des semences améliorées, des engrains, etc., si ces produits n'étaient pas disponibles. Néanmoins, tout le temps que les agents de la vulgarisation consacrent à ces activités diminue celui qu'ils peuvent donner à leur tâche éducative auprès des agriculteurs. En outre, certaines de ces activités, par exemple celles qui ont trait à la réglementation ou à la perception des impôts, sont incompatibles avec les relations confiantes que les agents de la vulgarisation doivent entretenir avec les cultivateurs, et nuisent à l'objectif essentiel du travail de vulgarisation. Reconnaissant l'existence de ce problème, un certain nombre de pays, comme l'Afghanistan, ont pris récemment des mesures pour distinguer les activités éducatives et non éducatives de leur personnel sur le terrain et ont affecté les services de vulgarisation uniquement à des tâches éducatives.

Dans les pays où les services de vulgarisation n'ont été créés que récemment et où ils manquent d'expérience et de personnel, on a éprouvé des difficultés à exercer une influence appréciable sur les producteurs agricoles, sauf si l'on concentre les activités sur un nombre limité de secteurs auxquels on peut assurer un service suffisant au lieu de disperser sur l'ensemble du pays les maigres forces dont on dispose.

Bien entendu, la manière dont un service de vulgarisation est organisé et administré exerce une grande influence sur son efficacité. Certains pays ont institué des services de vulgarisation distincts pour les diverses spécialités, comme par exemple conservation du sol, production végétale et élevage. Outre qu'il entraîne des dépenses supplémentaires et exige un personnel technique plus nombreux qu'un seul service chargé de toutes les tâches de vulgarisation, ce système a donné lieu à un manque de coordination et parfois à des contradictions dans les conseils qui sont donnés aux cultivateurs par des fonctionnaires représentant des départements techniques différents, et il a géné l'établissement de relations personnelles étroites entre le cultivateur et l'agent local de la vulgarisation. Si le cultivateur a l'habitude de voir un seul agent dans la collectivité, celui-ci peut finir par gagner sa confiance. Mais s'il y a un grand nombre d'agents, le cultivateur peut ne plus comprendre très bien et hésiter à se confier à aucun d'entre eux. Un autre problème important qui se pose dans de nombreux pays est la surcharge des cadres administratifs et de coordination, qui réduit le pourcentage du personnel se trouvant en contact direct avec les

producteurs. Ce phénomène risque également d'accroître le volume du travail administratif courant que doivent effectuer les agents sur le terrain, et d'ajouter aux complications qu'entraînent pour les activités techniques le contrôle et l'imixtion des bureaux.

Enfin, il convient d'accorder une mention spéciale à l'importance de l'économie ménagère dans l'œuvre de vulgarisation. L'exploitation familiale constitue une unité économique et sociale où la femme ne se contente pas de diriger la maison, de mettre les enfants au monde et de les élever, mais contribue souvent aux travaux agricoles d'une manière qui peut être décisive pour leur succès. On peut lui apprendre à mieux utiliser les ressources dont elle dispose, et notamment les aliments. Dans les pays peu développés, le régime alimentaire d'un grand nombre de familles n'est pas seulement insuffisant du point de vue quantitatif, il est aussi mal équilibré du point de vue nutritionnel.

Le travail de vulgarisation en matière d'économie ménagère, s'accompagnant éventuellement de la fourniture de certains types améliorés de biens nécessaires à la production, peut encourager les cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance à produire des aliments plus abondants et plus variés pour leur famille. Cette évolution peut comporter la culture de plantes nouvelles comme l'acquisition de connaissances sur la manière de préparer les aliments sans leur enlever leur valeur nutritionnelle, sur leur conservation et sur les éléments nécessaires dans le régime des divers membres de la famille. On peut également aider la fermière à diriger sa maison avec plus d'efficacité et en utilisant le meilleur matériel disponible, à dépasser son agent judicieusement, à nourrir et à commercialiser ses volailles, et peut-être à s'associer avec ses voisines pour l'achat de certains articles comme par exemple un appareil pour préparer les conserves familiales ou un pressoir à huile. Ces mesures n'entraîneront généralement pas une augmentation considérable du revenu en argent, mais elles peuvent néanmoins provoquer des améliorations importantes et très nécessaires dans le niveau de la consommation alimentaire et le bien-être général.

Un grand nombre de femmes travaillent sur l'exploitation familiale et accomplissent de durs travaux tant à la maison qu'aux champs; il faut en conséquence prendre des mesures pratiques pour alléger leur tâche et la rendre plus productive. Améliorer l'approvisionnement en eau et en com-

bustible, faire adopter des outils plus perfectionnés et des méthodes plus efficaces pour le transport des leurs fardeaux, voilà autant d'éléments qui faciliteront la réalisation de cet objectif et qui en outre contribueront à rendre plus efficace la gestion de l'exploitation.

#### ENSEIGNEMENT AGRICOLE

La pénurie, à tous les niveaux, de personnel technique possédant une formation suffisante, par exemple pour la vulgarisation, l'appui technique à fournir aux agents de la vulgarisation, l'administration, la recherche, l'enseignement, etc., est un trait caractéristique des pays peu développés, et constitue un facteur limitatif dans la plupart des programmes d'amélioration de l'agriculture. On manque généralement d'établissements d'enseignement et de personnel enseignant, en partie parce que, jusqu'à une date récente, la demande de spécialistes des questions agricoles était faible dans les pays peu développés. Le fait que, dans ces pays, les cultivateurs ne possèdent généralement pas ou guère d'instruction gêne également les efforts entrepris pour diffuser même des connaissances techniques fort simples.

L'établissement d'un système d'enseignement, tant général qu'agricole, et la formation du nombreux personnel nécessaire aux différents niveaux constituent manifestement une tâche très vaste et de longue haleine, qui a bien des égards déborde le cadre du présent chapitre. Il semble en conséquence préférable de s'en tenir ici à un petit nombre de points présentant un intérêt immédiat.

Les services de vulgarisation constituent un premier pas fort important pour diffuser l'emploi en agriculture de méthodes et pratiques améliorées et pour stimuler, chez les collectivités rurales, une attitude plus réceptive à l'égard des idées nouvelles, mais ces activités peuvent de toute évidence se trouver facilitées par l'existence d'un système d'enseignement général et agricole qui formera les générations futures de cultivateurs et les préparera mieux à accepter les techniques nouvelles sur la base d'un choix raisonné plutôt qu'en fonction des croyances traditionnelles. A lui seul, le recul de l'analphabétisme offrirait des possibilités nouvelles à la diffusion des connaissances relatives aux pratiques agricoles améliorées. En outre, à mesure que des écoles élémentaires sont créées dans les zones rurales, on peut inclure dans les programmes des

notions simples sur les méthodes culturales rationnelles. Plusieurs pays prennent également des dispositions pour assurer, par l'intermédiaire des organisations de jeunesse, une formation extra-scolaire aux jeunes ayant quitté l'école. Ces organisations peuvent faire beaucoup pour compléter l'œuvre de l'enseignement primaire officiel.

A mesure que le pays se développe, on peut envisager de créer des écoles secondaires d'agriculture pour les jeunes ruraux, ce qui permettrait de former à un niveau moyen des techniciens d'origine rurale qui pourraient être employés dans les services agricoles du gouvernement, ainsi que des cultivateurs capables d'appliquer des techniques de production et des méthodes de gestion plus complexes. Certains pays ne disposent pas encore des moyens de dispenser un enseignement plus spécialisé dans des établissements universitaires et, pour le moment, doivent compter uniquement sur les établissements étrangers pour assurer la formation à un niveau supérieur des professeurs, des chercheurs, etc. C'est, là aussi, un obstacle que l'on pourra sans doute surmonter à mesure que le développement économique progressera.

Même dans les pays où existent des établissements pouvant dispenser un enseignement supérieur en matière d'agriculture, il est parfois difficile d'inciter les étudiants à entreprendre des études agricoles au niveau universitaire. Dans bien des cas, ce phénomène est dû au fait que l'agriculture ne jouit pas d'un grand prestige sur le plan social et que le personnel de vulgarisation et des autres services agricoles est mal logé et mal payé. Il faut bien souvent veiller à ces éléments si l'on veut retirer tous les avantages que peut apporter l'amélioration des moyens d'enseignement dans les collectivités rurales. L'échelonnement des tâches dans le temps joue lui aussi un rôle fort important: il faut un certain nombre d'années pour que les chercheurs ou les vulgarisateurs de premier plan acquièrent une formation et une expérience suffisantes. Il faut donc prévoir des crédits pour leur formation bien avant le moment où on aura besoin de personnel supplémentaire. La même remarque s'applique à la construction et à l'équipement des laboratoires de recherche et des stations expérimentales.

#### RECHERCHE AGRICOLE

Les principes et les méthodes de l'agriculture scientifique, qui ont tant fait pour accroître la

productivité agricole des pays plus développés, ont peut-être une valeur universelle, mais il est bien rare qu'on puisse les transporter sans changement dans les pays où le climat et les conditions naturelles et économiques sont différents. On a assisté à certaines expériences malheureuses: il est arrivé que l'on recommande aux cultivateurs de pays moins développés certaines variétés végétales nouvelles provenant de pays développés sans en faire auparavant l'essai dans les conditions locales, ou que l'on introduise des races d'animaux sans vérifier au préalable s'ils pouvaient s'adapter aux conditions locales en matière de climat, d'alimentation et de maladies. De plus en plus, on constate que les variétés de plantes ou les races d'animaux d'origine locale, une fois améliorées par la sélection, donnent de meilleurs résultats que les souches importées. De même, on a parfois dépensé de grosses sommes en devises (pourtant rares) pour l'achat de machines agricoles qui ne répondent pas aux conditions locales.

Dès le début, donc, les stations de recherche agricole peuvent occuper une place dans les pays peu développés qui entreprennent des plans de développement agricole, même si au début elles se bornent parfois à des programmes de travail de caractère pratique portant essentiellement sur l'essai et la sélection de variétés végétales et animales améliorées, l'essai des méthodes de culture perfectionnées dans les conditions de la localité, ou l'amélioration des instruments locaux et le dessin de machines simples.

Elles étudieraient aussi, par exemple, si l'adoption par les cultivateurs de techniques nouvelles entraînerait un accroissement des recettes assez important pour laisser subsister une marge de profit raisonnable malgré le coût de leur mise en œuvre; si la technique ou la spéculation nouvelle pourrait facilement trouver place dans la structure traditionnelle de la gestion des exploitations, ou si elle la désorganiserait, par exemple en exigeant davantage de main-d'œuvre à une saison où tout le temps du cultivateur est absorbé; ou encore si une pratique moderne risquerait d'aller à l'encontre d'une coutume locale profondément enracinée. D'autres recherches pourraient porter sur le point de savoir s'il est techniquement et économiquement réalisable d'entreprendre, par exemple, de grands projets de remise en valeur des terres ou d'irrigation, ou si certaines zones insuffisamment utilisées se prêtent bien à la colonisation.

Comme, dans les pays peu développés, les programmes de recherche sont généralement limités,

par exemple par les fonds disponibles, le manque de personnel qualifié, de matériel, etc., il faut de toute évidence veiller à bien orienter les programmes de recherche. Les ressources disponibles ne portent pas toujours tous leurs fruits, pour un certain nombre de raisons. Parfois, certains domaines d'action sont subdivisés entre départements techniques à tel point que l'on ne peut entreprendre de projets de recherche conjoints. Ainsi, il peut arriver que des groupes de recherche sur les végétaux travaillent à la sélection de plantes pour les prairies sans utiliser d'animaux, tandis que des essais de pâturage sont effectués par des vétérinaires du service de l'élevage qui ne connaissent pas la science des plantes. Les chercheurs sont parfois dispersés dans un nombre relativement élevé de stations expérimentales, dont chacune se trouve en conséquence ne disposer que d'un personnel nettement insuffisant. On peut souvent obtenir de meilleurs résultats en installant le personnel et les moyens dont on dispose dans un nombre limité de stations (suivant l'étendue du pays et les variations climatiques qu'il présente) de manière à disposer d'équipes de recherche plus complètes, à concentrer le matériel et à éviter la dispersion des efforts. En même temps, il est bien entendu nécessaire d'effectuer des essais en champ dans des sous-stations ou sur des exploitations privées situées dans les régions principales, afin de pouvoir mettre à la disposition des agents de la vulgarisation, ou des cultivateurs directement, des renseignements et des matériaux correspondant aux conditions locales. Souvent aussi, et c'est là un autre défaut, les directeurs des services techniques répartissent les ressources destinées à la recherche en fonction de leurs intérêts scientifiques personnels plutôt que de l'importance du projet pour l'économie agricole. Il en résulte fréquemment que des fonds soient consacrés à la recherche dans des domaines qui ne présentent qu'une importance économique secondaire. En temps normal, il sera plus profitable de s'attacher avant tout aux produits agricoles qui présentent le plus d'importance pour l'ensemble de l'économie et à la solution des problèmes qui se posent concrètement aux cultivateurs suivant les rapports des services de vulgarisation. C'est en songeant à cela que plusieurs pays, notamment l'Argentine, la République arabe unie et l'Inde, ont créé des comités ou instituts de la recherche agricole pour établir un ordre de priorité entre les divers types de recherche agricole. Ces facteurs limitatifs ont également conduit un grand nombre de pays peu développés à concentrer leurs efforts sur la

recherche appliquée, par exemple sur des essais concernant les possibilités d'adaptation, menés sur la base des connaissances théoriques acquises dans d'autres pays, en limitant leurs travaux de recherche fondamentale aux seuls cas où des problèmes locaux d'une importance particulière les rendent indispensables.

Il est essentiel d'établir les liens les plus étroits qu'il se pourra entre les stations de recherche et le service de la vulgarisation. Les résultats de la recherche ne présentent guère d'intérêt tant qu'ils ne sont pas appliqués par les cultivateurs. De même, si

l'on conseille prématurément aux agriculteurs d'adopter des variétés ou des méthodes de culture qui n'ont pas été soumises à des essais, on risque d'ébranler fortement leur confiance à l'égard du service de vulgarisation. Au Japon, par exemple, l'administration de la vulgarisation et celle de la recherche dépendent toutes deux du Bureau de la mise en valeur du Ministère de l'agriculture et des forêts et, comme on l'a déjà indiqué, quelques-uns au moins des spécialistes des services de vulgarisation sont normalement en poste dans les stations de recherche, ce qui facilite des échanges de vues réguliers et fructueux.

## Le rôle des gouvernements

On a montré dans le présent chapitre qu'à l'heure actuelle les gouvernements des pays insuffisamment développés assument des responsabilités considérables en matière de développement de l'agriculture en particulier et de l'économie en général. Les modalités et l'ampleur de leur intervention diffèrent beaucoup selon la conjoncture politique nationale, les ressources financières du pays, son organisation administrative et divers autres facteurs, mais on peut dire que, presque partout, le rôle des gouvernements dans le domaine économique revêt désormais une importance qu'il n'avait peut-être jamais eue avant la deuxième guerre mondiale.

Indirectement, la quasi-totalité des gouvernements mettent en œuvre des politiques qui influent profondément sur le climat économique et social dans lequel travaillent les producteurs agricoles, même si, comme on l'a déjà fait observer, il s'en faut que toutes ces politiques favorisent le progrès de l'agriculture, et même s'il arrive que certaines aient l'effet contraire. Sur le plan positif, presque tous les gouvernements assurent aux agriculteurs un certain nombre de services, en particulier dans le domaine éducatif, technique ou social. La majorité d'entre eux participent également jusqu'à un certain point au financement du développement agricole, parfois indirectement en octroyant des fonds, par exemple pour le crédit agricole, ou encore en accordant des subventions partielles destinées à stimuler les investissements privés, parfois directement en exécutant des travaux d'irrigation, de boisement ou autres projets de mise en valeur, plus souvent en intervenant de l'une et l'autre de ces deux manières.

Dans de nombreux pays, parmi lesquels on se bornera à citer Ceylan, l'Équateur, la Fédération de Malaise, le Ghana et le Mexique, les fonds publics concourent à la formation du capital fixe de tous les secteurs de l'économie dans une proportion qui se situe entre un tiers et deux tiers du total.

On a souligné combien il importait de créer un climat économique et social favorable si l'on voulait que l'agriculture progresse assez vite pour pouvoir faire face à des besoins qui s'accroissent rapidement dans les pays insuffisamment développés. Si en effet les conditions sont favorables, le capital privé ira probablement s'investir toujours davantage dans la production agricole au lieu de rester stérile dans des investissements improductifs; quant aux agriculteurs eux-mêmes, ils seront amenés à augmenter spontanément leurs investissements « non financiers » et ils adopteront plus volontiers des techniques améliorées. Il est fort possible que ces facteurs exercent sur la production un effet d'une puissance inattendue. On a examiné de manière assez détaillée les mesures de stabilisation des prix, de perfectionnement des circuits commerciaux et d'amélioration des systèmes de tenure, et il semble que, dans de nombreux pays insuffisamment développés, ce seraient là les mesures qui à l'heure actuelle encourageraient le plus fortement les agriculteurs à accroître leur production. Mais, bien entendu, d'autres moyens s'offrent aux gouvernements pour créer un climat plus favorable au développement agricole. Ils peuvent, par exemple, modifier comme il convient l'assiette de l'impôt, comme on l'a déjà indiqué à propos de la Colombie. On voit de plus en plus dans l'assurance-récolte et l'assurance-bétail une formule permettant de ré-

duire certains des risques qui pèsent le plus lourdement sur les agriculteurs. L'amélioration de l'infrastructure, spécialement du réseau routier et ferroviaire, des ports et des télécommunications présente une importance particulière dans de nombreux pays. Si, dans le passé et en particulier avant la première guerre, ces améliorations se sont effectuées en grande partie grâce à l'intervention du capital privé (y compris le capital étranger) appuyé à des degrés divers par les fonds publics, il semble clair que de nos jours, dans les pays insuffisamment développés, cette tâche incombera principalement aux gouvernements.

Appliquées dans un climat économique et social favorable, les mesures tendant directement à développer l'agriculture exercent vraisemblablement des effets bien plus considérables. Les cultivateurs seront plus réceptifs aux enseignements des services de recherche, d'éducation et de vulgarisation; l'assistance technique internationale et bilatérale sera plus facilement assimilée; les producteurs agricoles éprouveront davantage le désir d'utiliser de manière productive le crédit placé à leur disposition; ils mettront plus rapidement et plus effectivement à profit les travaux d'irrigation, de drainage ou de remise en valeur des terres; l'entreprise privée sera probablement plus disposée à appuyer l'effort direct des gouvernements, non seulement dans le domaine des investissements mais encore dans ceux de la recherche, de la vulgarisation et de l'éducation, où par exemple les fabricants d'engrais et de produits parasitaires, les producteurs de semences, etc., peuvent jouer un rôle précieux. Dans de nombreux pays insuffisamment développés, les écoles et universités privées constituent une pièce importante du système d'enseignement.

Un nombre considérable et toujours plus grand de gouvernements de pays insuffisamment développés organisent et façonnent le développement de l'agriculture et de l'économie en général, encore que les méthodes et l'ampleur de cette planification diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre. Dans certains cas, elle consiste essentiellement à fixer les buts définis en termes généraux, quelquefois en établissant une « perspective » à long terme, ainsi qu'un programme d'investissements publics coordonné plus ou moins étroitement entre les divers secteurs économiques et départements gouvernementaux. Souvent, le programme d'investissements est revisé chaque année pour tenir compte des ressources disponibles et d'autres facteurs. Parfois, les plans prévoient également la participation du capital

privé et, s'il faut nécessairement se contenter en pareil cas d'une simple estimation, cette participation peut être très fortement affectée par la politique économique gouvernementale. D'autres pays se préoccupent plutôt de fixer des objectifs de production, en tenant compte de l'accroissement démographique, des revenus et des besoins, des possibilités d'importation et d'exportation et des ressources qui pourront être mises en œuvre au cours de la période considérée, d'ordinaire de quatre à six ans. Tous ces stades sont importants si l'on entreprend de planifier et tous sont utiles pour déterminer l'orientation générale du développement économique et créer le cadre dans lequel s'effectueront les investissements privés, ainsi que pour procéder à une première répartition d'une grande partie des ressources d'investissement dont dispose le pays.

À un stade ultérieur de la planification – et cette pratique se répand de plus en plus de nos jours – on évalue les besoins de crédits, de personnel dirigeant et technique et de biens d'équipement (y compris les biens importés) qu'il faudra satisfaire pour atteindre les objectifs de production fixés, et on établit des priorités concernant toutes les ressources dont les disponibilités sont limitées. À ce titre, il est nécessaire également d'étudier avec grand soin les moyens de réaliser le plus efficacement les objectifs visés: par exemple, va-t-on étendre les superficies ou relever les rendements; doit-on opérer dans toutes les régions du pays ou au contraire se concentrer sur celles qui se prêtent le mieux au développement; entreprendra-t-on un petit nombre de grands projets ou bien de nombreux projets de taille plus modeste, etc.? À ce titre enfin – et nous nous trouvons ramenés au problème consistant à créer des conditions générales favorables – il faut se préoccuper des mesures pratiques à prendre pour mettre en œuvre les plans détaillés et pour encourager la multitude des petits producteurs à fournir pour leur part l'effort indispensable.

Pour être efficace et réaliste, la planification doit être très souple et on tend de plus en plus à la concevoir comme un processus ininterrompu. Il ne suffit pas en effet de fixer des objectifs, ni de déterminer les moyens et les ressources qui permettraient de les atteindre. Ce qu'il faut, c'est surveiller constamment le développement économique dans sa totalité, afin de déterminer si, par suite d'une modification des conditions dans le pays même ou sur les marchés étrangers, il ne serait pas nécessaire d'ajuster les objectifs de production et de

reviser les exigences fondamentales qu'il faudrait satisfaire pour les atteindre. De même, on découvrira de temps en temps qu'il y a lieu de retoucher l'ordre des priorités, par exemple en ce qui concerne les moyens de financement ou autres ressources peu abondantes, pour éviter qu'un secteur ne prenne par rapport aux autres un retard tel que le progrès de ceux-ci en souffre, ou inversement pour prévenir toute concentration excessive et inutile de l'effort de développement sur un domaine déterminé. Dans le même ordre d'idées, il faut, afin de pouvoir appliquer les correctifs nécessaires, prêter une attention constante aux obstacles sociaux, économiques, institutionnels ou autres qui empêchent le développement harmonieux de toute l'économie.

Cette exigence de l'équilibre n'interdit nullement, bien entendu, de choisir quelques secteurs-clés (acier, produits chimiques, etc.) auxquels on consacrera un effort spécial de développement dans l'espoir que les secteurs moins essentiels suivront de manière plus ou moins automatique. Cette technique du «coup de boutoir» est désormais chose courante. Cependant, l'agriculture se présente comme un secteur-clé au même titre que l'industrie lourde par exemple, en ce sens qu'elle est appelée à satisfaire des besoins tout aussi fondamentaux. Elle revêt une importance particulière dans les pays insuffisamment développés, où l'alimentation représente un des plus gros postes des budgets familiaux, de sorte que les prix alimentaires sont un facteur essentiel du coût de production de tous les secteurs. Une production alimentaire très insuffisante et une hausse des prix des denrées peuvent compromettre le rythme du développement de tout le reste de l'économie, comme l'histoire de l'après-guerre l'a montré à plusieurs reprises. Si l'on n'accorde pas toujours à l'agriculture un rang de priorité aussi élevé qu'elle le mériterait, c'est peut-être parce qu'elle a constitué de tous temps une activité humaine et que l'on tend à la considérer comme une réserve de moyens financiers et de main-d'œuvre, non comme un secteur-clé au même titre que les autres.

Dans les premiers stades du développement économique, il est habituellement nécessaire de prélever dans le secteur agricole des fonds d'investissement et de la main-d'œuvre pour les transférer à d'autres secteurs; mais, pour que la planification soit efficace, il faut s'efforcer de procéder à ces transferts de manière à ne pas gêner l'expansion agricole indispensable, sous peine de ralentir de ce fait le rythme général du développement économique.

La complexité toujours croissante de l'interventionnisme dans le développement de l'agriculture et des autres secteurs économiques a amené les gouvernements à exercer leur action par l'intermédiaire d'un certain nombre de ministères et organismes autonomes et semi-autonomes, qui opèrent au niveau national et souvent au niveau local également. Inutile de le dire, le succès d'un plan de développement agricole dépend non seulement de la validité des politiques et mesures directes et indirectes que l'on se propose d'appliquer, mais aussi de l'efficacité avec laquelle elles le seront. D'autre part, l'efficacité des divers organes d'exécution du plan dépend en grande partie de la coopération et de la coordination instituées entre eux, ainsi que de la qualité et de l'effectif du personnel dont ils sont dotés.

Afin de coordonner l'effort de développement agricole fourni par divers ministères et d'intégrer les plans qui concernent l'agriculture à ceux qui intéressent les autres secteurs, de nombreux pays insuffisamment développés ont créé un conseil du plan, d'ordinaire au niveau ministériel. Coordonner l'action de différents ministères et organismes est souvent difficile, même pour des administrations qui ont déjà une longue existence et une expérience considérable, et il n'est donc pas surprenant de retrouver le même problème dans beaucoup de pays insuffisamment développés. Il semble particulièrement difficile d'établir une étroite coordination entre l'administration centrale et les organismes s'occupant du développement au niveau de la province ou du district, par suite de la pénurie de personnel qualifié, de l'insuffisance des communications, et parfois de l'opposition que certains intérêts établis manifestent sur le plan local aux réformes sociales et économiques.

Le conseil du plan dispose d'ordinaire d'un secrétariat qui entretient d'étrôts contacts avec le personnel chargé des aspects plus détaillés de la planification et des opérations dans les ministères et organes d'exécution. Il faut habituellement une période de rodage pour que ces secrétariats puissent instituer une coopération harmonieuse et efficace avec les ministères responsables de l'exécution des projets. Un autre problème surgit du fait qu'une planification efficace nécessite des statistiques abondantes et actuelles. Il faut donc, afin de pouvoir réunir et analyser ces données, renforcer les services existants ou en créer s'il n'y en a pas, tant à l'échelon central que dans les organes d'exécution et les centres locaux provinciaux.

Pour mettre sur pied un mécanisme administra-

tif capable de mener à bien un programme de développement agricole, deux formules ont été utilisées. La première consiste à confier l'exécution des projets aux services gouvernementaux centraux, principalement les ministères de l'agriculture et des travaux publics. La seconde est de créer à cette fin des organes spéciaux autonomes ou semi-autonomes. La première solution offre en principe l'avantage qu'un ministère existant déjà devrait être capable de travailler de manière plus intégrée et de faire des politiques et des projets concrets un tout coordonné. Toutefois, les organismes existants sont souvent gênés par la rigidité des règles financières et autres, par le fait qu'en général ils ont été établis à une époque où les gouvernements intervenaient moins dans les problèmes économiques de sorte que leur personnel et leur structure sont conçus pour d'autres tâches, enfin par la difficulté qu'ils éprouvent à offrir des rémunérations et des conditions de travail qui permettent d'attirer et de retenir le personnel le plus qualifié. C'est pour cela que de nombreux gouvernements ont créé les organismes autonomes ou semi-autonomes dont il a été question, en leur confiant l'exécution de projets concernant l'irrigation, la colonisation agraire, le marketing, etc. D'ordinaire, ces organismes sont plus petits et jouissent d'une très grande souplesse financière; ils peuvent offrir des traitements plus élevés et ils sont souvent en mesure d'agir plus rapidement qu'un ministère, dont les rouages administratifs sont plus pesants. En contrepartie, la création d'organes plus ou moins autonomes provoque parfois certains chevauchements, risque de réduire l'efficacité des ministères existants et aboutit même parfois à l'adoption de politiques et de mesures contradictoires. Ainsi, l'un comme l'autre systèmes ont leurs avantages et leurs inconvénients, mais il est probable que tous

deux fonctionneront de manière satisfaisante si les précautions voulues sont prises.

L'organisation et l'administration des institutions et services agricoles représentent un élément intégrant de la planification du développement de l'agriculture et méritent de ce fait beaucoup d'attention, lors de l'élaboration aussi bien que de l'exécution des plans. Si l'on adopte un programme de développement tellement ambitieux qu'il dépasse les possibilités des organismes existants, il y a des chances pour qu'il ne réussisse que partiellement. Du coup, et les agriculteurs et le grand public risquent de perdre confiance dans le développement planifié, et les programmes futurs seront d'autant plus difficiles à réaliser. Il est probable que l'on aura plus de succès si l'on renforce la structure administrative et les services agricoles au moment où l'on élargit les plans de développement, sans attendre que l'insuffisance de la structure existante soit déjà apparue.

Mais, quel que soit le soin apporté à l'établissement d'un plan de développement agricole, quelle que soit l'efficacité du mécanisme administratif chargé de son exécution, ce sont en dernière analyse les agriculteurs, et eux seuls, qui peuvent relever la production. C'est eux qui devront fournir la plus grande partie de l'effort supplémentaire et accepter la plupart des risques. Il est donc nécessaire qu'ils comprennent les buts et les objectifs généraux du plan, et cela sera plus facile si eux-mêmes ou leurs représentants sont appelés à participer à son élaboration. Une telle association permettra en outre d'élaborer un plan plus réaliste et de créer une attitude psychologique plus favorable. Si le climat social et humain aussi bien que la situation économique des cultivateurs n'incitent pas ces derniers à consentir l'effort voulu, il est à craindre que les programmes et les projets gouvernementaux ne produisent pas les résultats espérés.

## TABLEAUX ANNEXES

TABLEAU ANNEXE 1A. — PRODUCTION MONDIALE<sup>1</sup> DES PRINCIPAUX PRODUITS (ESTIMATIONS)

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
Blé .....	95,0	113,6	119,3	124,2	123,5	126,0	138,6
Orge .....	28,5	36,0	44,8	46,5	52,6	49,9	51,5
Avoine .....	37,5	42,5	42,3	45,7	43,9	40,8	43,3
Mais .....	94,1	119,6	123,1	129,8	136,4	138,5	148,4
Riz (équivalent de riz usiné) .....	70,2	74,8	82,5	88,4	92,5	86,8	94,1
Sucre (centrifugé) .....	20,0	26,3	31,0	32,0	33,5	34,4	38,6
Agrumes .....	11,1	15,2	17,8	18,3	18,1	18,2	19,4
Pommes .....	11,0	12,7	13,8	12,8	14,7	9,1	18,2
Bananes .....	8,1	11,2	12,0	12,3	12,7	13,0	13,0
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) ..	9,2	12,0	13,3	13,4	14,8	14,8	15,0
Graisses animales .....	3,01	4,12	4,65	5,09	5,27	5,28	5,29
Café .....	2,41	2,24	2,49	2,87	2,51	3,09	3,41
Cacao .....	0,74	0,76	0,80	0,84	0,90	0,77	0,86
Thé .....	0,47	0,57	0,68	0,70	0,70	0,72	0,75
Vin .....	18,0	17,6	21,2	21,4	20,8	16,7	20,7
Tabac .....	1,96	2,45	2,81	2,89	2,92	2,77	2,74
Coton (fibre) .....	5,31	5,78	6,48	6,85	6,53	6,14	6,53
Jute .....	1,95	2,03	1,66	2,31	2,30	2,16	2,51
Laine (en suint) .....	1,51	1,57	1,75	1,81	1,91	1,86	1,88
Caoutchouc (naturel) .....	0,96	1,75	1,84	1,95	1,92	1,93	1,99
Lait (total) .....	193,6	205,2	227,4	229,3	232,8	237,5	239,5
Viande <sup>2</sup> .....	26,9	30,3	35,5	37,3	39,0	48,3	39,0
Œufs .....	5,82	7,48	8,70	8,85	8,98	9,21	9,29
<i>Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100</i>							
Indices de tous les produits agricoles .....	76	89	99	102	105	105	108
	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)	
<i>PRODUITS FORESTIERS</i>							
<i>Millions de mètres cubes</i>							
Bois ronds .....	1,470	1,552	1,601	1,625	1,597	1,580	
Scieries .....	266,3	273,9	295,5	293,9	283,2	285,0	
Contre-plaqué .....	8,3	9,0	10,7	11,3	11,7	12,1	
<i>Millions de tonnes</i>							
Pâte de bois .....	39,1	42,4	46,6	49,8	50,1	50,0	
Papier journal .....	9,8	10,4	11,2	12,0	12,3	12,0	
Autres papiers et cartons .....	38,5	40,8	46,4	48,0	48,9	49,7	

<sup>1</sup> Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale, sauf pour les produits forestiers. — <sup>2</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 1B. — EXPORTATIONS MONDIALES<sup>1</sup> DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	15,37	25,16	22,79	24,82	31,74	29,56	27,33
Orge .....	1,74	3,23	5,46	5,16	7,03	6,35	6,40
Avoine .....	0,72	1,23	1,48	0,94	1,33	1,45	1,45
Maïs .....	9,33	4,34	5,42	4,68	5,87	7,10	8,23
Riz (équivalent de riz usiné) .....	9,67	4,40	4,29	4,82	5,44	5,55	4,97
Sucre <sup>2</sup> (équivalent de sucre brut) .....	9,63	10,74	11,89	13,07	13,54	14,71	14,41
Agrumes <sup>3</sup> .....	2,07	1,89	2,60	2,86	2,40	2,69	2,74
Pommes .....	0,69	0,57	0,71	0,98	0,87	1,14	0,86
Bananes .....	2,48	2,35	2,91	3,03	3,01	3,35	3,37
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>4</sup>	4,19	3,63	4,51	4,61	5,00	5,17	4,85
Café .....	1,66	1,94	1,80	2,12	2,37	2,28	2,26
Fèves de cacao .....	0,69	0,70	0,72	0,72	0,77	0,80	0,65
Thé .....	0,40	0,42	0,51	0,44	0,52	0,50	0,54
Vin .....	1,94	1,64	2,39	2,69	2,50	2,79	2,77
Tabac .....	0,49	0,54	0,59	0,64	0,64	0,68	0,67
Coton (fibre) .....	3,01	2,36	2,64	2,39	2,86	3,08	2,64
Jute .....	0,82	0,86	0,90	1,00	0,89	0,82	0,93
Laine (poids effectif) .....	1,08	1,10	1,04	1,17	1,21	1,23	1,18
Caoutchouc (naturel) <sup>5</sup> .....	1,04	1,82	1,87	2,07	2,07	2,05	2,12
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) <sup>6</sup> .....	1,15	0,96	1,10	1,18	1,31	1,41	1,49
Œufs (en coque) .....	0,25	0,24	0,34	0,35	0,35	0,38	0,37
<i>Millions de mètres cubes</i>							
PRODUITS FORESTIERS							
Bois ronds <sup>7</sup> .....	...	<sup>8</sup> 18,4	21,3	27,0	26,6	27,3	24,9
Sciages .....	...	<sup>8</sup> 28,7	32,1	35,7	31,8	33,8	32,9
Contre-plaqué .....	...	<sup>8</sup> 0,5	0,8	1,0	0,9	1,1	1,0
<i>Millions de tonnes</i>							
Pâte de bois .....	...	<sup>8</sup> 6,0	6,9	7,6	7,8	7,8	7,5
Papier journal .....	...	<sup>8</sup> 6,0	6,2	6,6	7,0	6,9	6,7
Autres papiers et cartons .....	...	<sup>8</sup> 2,3	2,8	3,2	3,2	3,6	3,5

<sup>1</sup> Y compris les exportations du reste du monde à destination de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale, mais non compris les exportations de ces pays, sauf pour les produits forestiers. — <sup>2</sup> Non compris les échanges entre les Etats-Unis et leurs territoires. — <sup>3</sup> Oranges et citrons seulement. — <sup>4</sup> Non compris le coprah importé en Malaisie et à Singapour et destiné à être réexporté, mais y compris le coprah introduit en contrebande d'Indonésie et du Bornéo du Nord en Malaisie et à Singapour. — <sup>5</sup> Non compris les importations de la Malaisie et de Singapour destinées à être réexportées, mais y compris le caoutchouc introduit en contrebande d'Indonésie en Malaisie et à Singapour. — <sup>6</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc. — <sup>7</sup> Grumes, bois à pâte, bois de mine, bois de chauffage, poteaux, pilotis et pieux. — <sup>8</sup> 1953.

TABLEAU ANNEXE 2A. — EUROPE OCCIDENTALE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i> .....							
Blé .....	31,07	30,32	35,70	37,81	32,00	40,47	38,96
Seigle .....	7,49	6,65	7,64	6,69	7,14	7,21	7,04
Orge .....	9,08	10,93	13,71	14,74	19,05	17,51	17,75
Avoine .....	16,44	14,84	14,58	14,78	15,98	13,23	12,91
Maïs .....	9,73	7,15	8,55	9,71	10,10	12,16	11,10
Sucre (centrifugé) .....	4,02	5,14	6,55	6,87	6,49	7,11	8,15
Pommes de terre .....	96,87	76,26	80,93	73,03	84,07	78,59	73,25
Agrumes .....	1,99	2,10	2,63	2,54	1,84	2,75	3,09
Pommes .....	7,42	8,75	9,50	8,69	10,30	4,29	13,21
Huile d'olive .....	0,81	0,86	0,85	0,72	0,90	1,08	0,83
Graisses animales .....	1,04	0,89	1,18	1,33	1,30	1,39	1,40
Vin .....	14,13	13,10	15,33	16,08	15,58	11,49	15,50
Tabac .....	0,19	0,25	0,29	0,34	0,30	0,37	0,31
Lait (total) .....	77,02	77,17	90,92	89,74	91,26	95,00	95,81
Viande <sup>1</sup> .....	8,56	7,52	10,23	10,51	10,77	11,13	11,27
Œufs .....	1,95	2,10	2,66	2,71	2,77	2,95	3,04
<i>Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100</i> .....							
Indices de tous les produits agricoles .....	83	87	101	102	102	107	108
	1938	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>PRODUITS FORESTIERS<sup>2</sup></i> .....							
<i>Millions de standards</i> .....							
Sciages de résineux .....	10,24	9,87	10,72	11,13	10,85	10,60	10,61
<i>Millions de mètres cubes</i> .....							
Sciages de feuillus .....	9,07	9,08	9,82	10,60	10,62	10,98	10,94
Contre-plaqué .....	1,09	1,24	1,86	1,95	1,91	2,10	2,15
<i>Millions de tonnes</i> .....							
Panneaux de fibres (durs et isolants) .....	0,17	0,67	1,05	1,19	1,28	1,38	1,45
Pâte de bois (chimique) .....	6,67	5,96	7,66	8,37	8,69	9,20	9,10
Pâte de bois (mécanique) <sup>3</sup> .....	3,95	3,46	4,40	4,66	4,96	5,10	4,95
Papier journal .....	2,80	2,33	2,86	3,12	3,42	3,52	3,51
Autres papiers et cartons .....	8,29	8,85	12,11	13,18	13,68	14,76	15,25

<sup>1</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc. — <sup>2</sup> Y compris l'Europe orientale. — <sup>3</sup> Pâte éclatée et défibrée.

TABLEAU ANNEXE 2B. — EUROPE OCCIDENTALE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
<b>EXPORTATIONS BRUTES</b>							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	1,47	0,76	2,31	3,40	2,31	3,09	3,59
Sucre (équivalent de sucre brut) .....	0,86	1,37	1,68	1,83	1,56	1,84	1,36
Agrumes <sup>1</sup> .....	2,07	1,89	2,60	2,86	2,40	2,69	2,74
Pommes .....	0,19	0,31	0,41	0,66	0,53	0,74	0,38
Vin .....	0,50	0,48	0,77	0,76	0,94	0,87	1,21
Bacon, jambon et porc salé .....	0,26	0,14	0,27	0,29	0,28	0,30	0,29
Œufs (en coque) .....	0,20	0,17	0,26	0,27	0,28	0,31	0,31
Laine (poids effectif) .....	0,23	0,11	0,09	0,10	0,11	0,11	0,10
<i>Millions de mètres cubes</i>							
<b>Grumes de résineux<sup>2</sup></b> .....							
Grumes de feuillus <sup>2</sup> .....	2,39	1,71	0,88	0,92	0,63	0,70	1,08
Bois à pâte <sup>2</sup> .....	0,50	0,45	0,67	0,94	0,66	0,66	0,58
Bois de mine <sup>2</sup> .....	3,03	3,53	4,11	5,74	5,22	5,18	3,94
Sciages de résineux <sup>2</sup> .....	3,16	3,00	2,44	3,00	3,03	3,13	2,59
Contre-plaqués <sup>2</sup> .....	13,86	12,66	14,88	15,39	14,05	14,79	13,65
Pâte de bois <sup>2</sup> .....	0,36	0,30	0,45	0,50	0,40	0,44	0,41
<i>Millions de tonnes</i>							
<b>IMPORTATIONS BRUTES</b>							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	11,95	14,55	13,02	13,32	15,89	14,16	12,62
Orge .....	2,41	2,53	3,95	3,58	5,06	4,62	4,70
Maïs .....	8,46	4,03	4,27	4,51	5,02	4,79	6,35
Riz (équivalent de riz usiné) .....	1,31	0,35	0,42	0,59	0,59	0,51	0,45
Sucre (équivalent de sucre brut) .....	3,47	4,25	3,79	4,07	4,41	5,38	4,79
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) .....	3,00	2,52	3,02	3,09	3,43	3,58	3,33
Oranges .....	1,28	1,33	1,92	2,05	1,73	1,95	2,11
Café .....	0,69	0,48	0,61	0,67	0,75	0,75	0,79
Fèves de cacao .....	0,36	0,33	0,40	0,40	0,39	0,45	0,38
Thé .....	0,26	0,23	0,28	0,26	0,27	0,31	0,30
Vin .....	1,68	1,39	2,00	2,40	2,13	2,53	2,65
Tabac .....	0,37	0,34	0,39	0,41	0,40	0,41	0,42
Coton (fibre) .....	1,76	1,40	1,57	1,42	1,51	1,72	1,44
Caoutchouc (naturel) .....	0,36	0,59	0,71	0,79	0,76	0,79	0,80
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) <sup>3</sup> .....	1,12	0,81	0,77	0,93	1,14	1,17	1,11
Viande en conserve .....	0,08	0,18	0,20	0,20	0,19	0,23	0,24
Bacon, jambon et porc salé .....	0,39	0,21	0,31	0,31	0,32	0,34	0,35
Beurre .....	0,57	0,39	0,32	0,40	0,44	0,45	0,46
Fromages .....	0,23	0,27	0,28	0,28	0,30	0,31	0,33
Œufs (en coque) .....	0,31	0,21	0,29	0,31	0,32	0,34	0,36

<sup>1</sup> Oranges et citrons seulement. — <sup>2</sup> Y compris l'Europe orientale. Les chiffres d'avant-guerre se rapportent à 1938. — <sup>3</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 3A. - EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S.: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1950-54	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>					
EUROPE ORIENTALE <sup>1</sup>					
Blé et seigle	22,0	23,1	21,5	24,6	22,6
Toutes céréales <sup>2</sup>	37,6	44,5	38,8	47,0	41,3
Pommes de terre	57,6	51,6	66,2	64,5	60,3
Betterave à sucre	21,9	24,1	19,8	26,3	...
Lait	20,8	23,4	23,6	...	...
Œufs <sup>3</sup>	10,1	11,3	12,7	13,0	...
U.R.S.S.					
Blé <sup>4</sup>	37,0	46,0	65,0	56,0	75,3
Toutes céréales <sup>5</sup>	84,3	107,0	127,6	105,0	139,4
Pommes de terre	<sup>6</sup> 75,7	71,8	96,0	87,8	86,1
Betterave à sucre	22,0	31,0	32,5	39,7	54,1
Graine de tournesol	2,0	3,8	3,9	2,8	4,5
Lait	36,3	43,0	49,1	54,7	57,8
Viande	5,4	6,3	6,6	7,4	7,9
Œufs <sup>3</sup>	14,5	18,5	19,5	22,3	23,5
Coton (brut)	3,9	4,0	4,5	4,2	4,4
Lin (fibre)	0,22	0,38	0,52	0,44	0,44
Laine	0,21	0,26	0,26	0,29	0,32

SOURCE: Principalement les statistiques officielles des pays intéressés.

<sup>1</sup> Albanie (sauf pour le lait et les œufs), Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Hongrie, Pologne et Roumanie. Pour certains produits, la production de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Roumanie en 1958 a été estimée. — <sup>2</sup> Blé, seigle, orge, avoine, maïs. — <sup>3</sup> Milliards d'œufs. — <sup>4</sup> Estimation de la FAO. — <sup>5</sup> Y compris les légumineuses. — <sup>6</sup> Moyenne 1949-53.

TABLEAU ANNEXE 3B. - EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S.: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Exportations						Importations					
	Total			A destination d'autres pays du bloc communiste <sup>1</sup>			Total			En provenance d'autres pays du bloc communiste <sup>1</sup>		
	1955	1956	1957	1955	1956	1957	1955	1956	1957	1955	1956	1957
<i>Milliers de tonnes</i>												
QUATRE PAYS D'EUROPE ORIENTALE <sup>2</sup>												
Blé et seigle	430,9	378,6	162,3	233,5	279,2	6,5	3 249,4	3 013,2	4 897,3	2 173,2	1 724,2	4 082,9
Autres céréales	373,7	463,8	309,3	76,3	118,2	92,6	1 214,2	1 363,2	1 385,2	817,5	1 077,4	1 095,5
Riz (équivalent de riz usiné)	10,7	34,0	43,8	4,6	5,9	12,5	193,6	180,2	201,7	82,9	77,5	147,9
Viande	104,4	104,2	138,3	42,4	33,5	43,2	160,0	137,7	171,7	103,8	114,7	140,0
Œufs <sup>3</sup>	537,3	551,5	533,3	57,9	49,8	21,4	261,9	249,5	329,9	227,3	220,4	303,8
Beurre	7,8	8,5	6,7	1,3	4,9	3,8	33,4	40,4	57,6	9,9	28,9	51,6
Fromage	3,9	3,6	4,3	3,2	2,4	2,8	13,1	11,6	18,4	3,5	3,3	11,0
Agrumes <sup>4</sup>	—	1,2	—	0,1	1,2	—	55,1	46,0	70,5	0,2	2,2	—
Café	2,8	5,0	—	0,7	3,2	—	13,8	18,1	20,2	1,3	3,5	0,6
Thé	0,3	0,1	—	—	—	—	4,7	4,4	6,8	3,3	3,4	4,3
Fèves de cacao	0,1	0,8	—	—	—	0,1	20,2	21,8	23,1	0,1	—	—
Tabac	2,2	2,9	5,1	1,6	0,7	3,0	52,1	54,3	57,5	25,7	29,0	31,5
Coton (fibre)	4,6	11,2	—	2,6	8,7	4,0	307,3	301,9	334,6	234,6	227,4	233,5
Laine (équivalent de laine dessuintée)	1,6	3,4	3,3	0,4	—	0,4	43,7	43,5	52,0	14,2	12,7	14,8
Lin	0,7	2,5	2,3	—	0,1	—	16,2	19,3	23,2	3,6	8,4	14,1
Oléagineux (équivalent d'huile)	99,9	80,0	67,4	11,1	11,8	7,7	464,8	454,3	607,0	410,6	367,3	357,1
Huiles végétales comestibles	6,7	19,1	6,2	13,5	11,6	5,0	92,2	120,3	105,1	65,7	86,8	57,2
Caoutchouc (naturel)	1,6	—	—	0,4	—	—	66,2	80,5	101,6	8,2	20,5	29,2
Sucre (équivalent de sucre brut)	846,0	309,3	359,8	502,2	147,5	129,6	160,5	53,5	114,0	29,0	—	—
U.R.S.S.												
Blé et seigle	2 755,5	2 597,9	5 833,4	2 247,6	1 525,1	4 833,0	29,1	466,6	123,9	29,1	64,1	3,3
Autres céréales	910,6	1 253,1	1 527,6	676,1	822,1	1 011,4	290,8	77,5	63,0	290,8	57,4	52,9
Riz (équivalent de riz usiné)	7,5	23,3	71,3	7,5	22,7	37,8	487,1	637,6	370,5	294,7	457,6	181,1
Viande	11,0	31,1	71,2	10,0	31,1	71,2	239,2	207,3	116,8	180,6	174,0	74,4
Œufs <sup>3</sup>	—	1,3	142,0	—	1,3	142,0	231,4	225,2	224,9	225,9	218,9	218,2
Beurre	8,9	24,3	49,1	8,9	24,3	49,1	5,7	5,9	8,3	5,2	5,3	4,7
Fromage	—	0,7	8,1	—	0,7	8,1	0,4	0,3	0,3	—	—	—
Agrumes	—	—	—	—	—	—	77,0	87,8	108,5	37,8	39,8	42,9
Café	—	—	—	—	—	—	1,5	3,5	5,1	—	0,2	0,1
Thé	5,7	6,4	5,7	4,7	4,7	5,4	10,2	16,0	21,0	10,2	12,7	11,8
Fèves de cacao	—	—	—	—	—	—	14,1	16,4	44,1	—	—	—
Tabac	4,6	8,1	6,0	2,6	5,1	4,0	55,2	73,3	91,1	49,4	64,5	82,1
Coton (fibre)	343,3	307,1	307,0	260,9	249,1	259,2	19,9	51,4	108,8	—	0,9	0,8
Laine (équivalent de laine dessuintée)	14,3	12,6	13,2	10,8	10,0	10,9	46,5	48,8	57,3	27,5	25,8	24,2
Lin	4,6	27,6	35,8	3,6	8,3	14,2	—	—	—	—	—	—
Oléagineux (équivalent d'huile)	40,6	41,8	39,7	27,5	33,7	39,2	763,6	801,5	716,0	756,8	796,0	713,4
Huiles végétales comestibles	34,8	58,9	45,5	30,1	55,7	40,4	195,3	96,5	45,6	107,4	87,7	42,9
Caoutchouc (naturel)	—	27,0	30,2	—	26,9	29,7	35,3	140,7	145,5	1,0	16,9	48,1
Sucre (équivalent de sucre brut)	209,7	174,4	190,5	6,4	12,4	14,0	933,3	336,4	645,4	351,1	121,5	109,7

SOURCE: Statistiques officielles tirées des publications nationales et des questionnaires CEE/FAO. Pour les échanges à l'intérieur du groupe des pays communistes, le présent tableau prend comme base les statistiques des pays importateurs et comprend par conséquent les livraisons de l'U.R.S.S., au titre des programmes spéciaux d'aide, qui ne sont pas comprises dans les statistiques des exportations de l'U.R.S.S. Pour les statistiques plus détaillées, voir *Le commerce agricole de l'U.R.S.S. et des autres pays de l'Europe orientale 1953-1957, étude statistique*, Division de l'Agriculture CEE/FAO, Genève, 1959.

<sup>1</sup> U.R.S.S., Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Hongrie, Pologne, Roumanie, Chine continentale, Mongolie, Corée du Nord, Nord Viet-Nam. — <sup>2</sup> Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Hongrie, Pologne. — <sup>3</sup> Millions d'œufs. — <sup>4</sup> Non compris l'Allemagne orientale.

TABLEAU ANNEXE 3C. - U.R.S.S.: PRODUCTION ET EXPORTATIONS DE PRODUITS FORESTIERS

	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<b>PRODUCTION</b>							
Sciages de résineux .....	8,80	12,08	12,55	13,75	13,93	14,37	15,61
<i>Millions de standards</i>							
Sciages de feuillus .....	7,30	9,96	10,35	11,34	11,49	11,85	12,35
Contre-plaqués .....	0,66	0,95	1,02	1,05	1,12	1,15	1,18
<i>Millions de mètres cubes</i>							
Panneaux de fibres .....	0,02	0,04	0,05	0,05	0,07	0,09	0,10
Pâte de bois (chimique) .....	1,08	1,56	1,68	1,74	1,85	1,90	2,23
Pâte de bois (mécanique) .....	0,43	0,61	0,66	0,72	0,77	0,80	0,82
Papier journal .....	0,24	0,29	0,32	0,36	0,36	0,40	0,42
Autres papiers et cartons .....	0,92	1,76	1,95	2,04	2,22	2,30	2,90
<i>Millions de tonnes</i>							
<b>EXPORTATIONS</b>							
Bois à pâte .....	0,05	—	—	0,55	0,53	0,60	0,82
Bois de mine .....	0,29	0,44	0,78	0,84	0,64	0,82	0,99
Sciages de résineux .....	0,82	1,30	1,74	2,32	2,21	3,46	3,63
Contre-plaqués .....	0,05	0,05	0,06	0,09	0,05	0,10	0,11
<i>Millions de mètres cubes</i>							

TABLEAU ANNEXE 4A. - AMÉRIQUE DU NORD: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
Blé .....	33,80	44,54	35,81	39,57	42,93	35,96	49,83
Avoine .....	65,60	25,30	25,19	28,11	24,97	24,75	26,83
Mais .....	53,20	82,36	78,24	82,84	88,47	87,68	97,28
Riz (équivalent de riz usiné) .....	0,62	1,25	1,89	1,65	1,46	1,27	1,39
Pommes de terre .....	11,94	12,83	11,41	12,14	12,98	12,87	13,80
Agrumes .....	3,62	6,41	7,32	7,47	7,56	6,42	7,14
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) .....	1,19	2,66	2,86	3,20	3,66	3,38	4,00
Graisses animales .....	1,30	2,37	2,51	2,77	2,93	2,82	2,79
Tabac .....	0,62	1,02	1,10	1,06	1,06	0,83	0,89
Coton (fibre) .....	2,76	3,11	2,98	3,21	2,90	2,39	2,52
Lait (total) .....	54,44	59,55	63,03	63,63	63,95	65,23	65,50
Viande <sup>1</sup> .....	8,08	10,84	12,37	13,13	13,75	13,28	12,71
Œufs .....	2,42	3,77	3,95	3,94	4,01	3,98	3,96
<i>Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100</i>							
Indices de tous les produits agricoles .....	68	92	97	101	106	101	107
	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Millions de standards</i>							
Sciages de résineux .....	11,86	18,14	18,43	19,99	19,04	17,36	17,61
<i>Millions de mètres cubes</i>							
Sciages de feuillus .....	12,08	18,10	17,80	18,68	18,77	15,34	14,56
Contre-plaqués .....	0,82	3,49	4,99	6,42	6,71	6,75	6,90
<i>Millions de tonnes</i>							
Panneaux de fibres (durs et isolants) .....	0,64	1,21	1,53	1,65	1,72	1,61	1,69
Pâte de bois (chimique) .....	5,20	13,70	17,02	19,16	20,62	20,26	20,17
Pâte de bois (mécanique) <sup>2</sup> .....	3,44	7,23	8,32	8,87	9,20	8,97	8,61
Papier journal .....	3,38	5,74	6,51	6,92	7,32	7,44	7,13
Autres papiers et cartons .....	10,05	20,50	23,09	24,85	27,20	26,37	26,55

<sup>1</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc. <sup>2</sup> - Pâte éclatée et défibrée.

TABLEAU ANNEXE 4B. - AMÉRIQUE DU NORD: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
<b>EXPORTATIONS BRUTES</b>							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	6,07	18,54	13,25	13,64	21,98	20,26	19,17
Orge .....	0,50	1,44	2,15	2,96	3,56	2,55	4,25
Maïs .....	0,80	2,31	1,96	2,78	3,02	4,52	4,56
Riz (équivalent de riz usiné) .....	0,07	0,54	0,56	0,52	0,82	0,74	0,57
Oranges .....	0,15	0,23	0,33	0,30	0,41	0,33	0,16
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0,02	0,41	0,85	0,84	1,17	1,32	1,20
Tabac .....	0,20	0,22	0,22	0,27	0,25	0,24	0,23
Coton (fibre) .....	1,29	1,03	0,94	0,56	1,03	1,57	1,00
<i>Millions de mètres cubes</i>							
Grumes de résineux .....	...	0,33	0,60	0,71	0,72	0,54	0,60
Grumes de feuillus .....	...	0,23	0,25	0,22	0,26	0,24	0,27
Bois à pâte .....	...	5,68	4,64	4,87	5,21	4,81	3,51
Sciages de résineux .....	...	8,41	11,14	12,59	10,79	10,22	10,76
<i>Millions de tonnes</i>							
Pâte de bois .....	0,80	1,83	2,38	2,72	2,63	2,64	2,49
Papier journal .....	2,80	4,50	5,14	5,42	5,55	5,51	5,27
<b>IMPORTATIONS BRUTES</b>							
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>1</sup> .....	3,21	3,88	4,04	4,21	4,45	4,42	5,00
Agrumes <sup>2</sup> .....	0,11	0,19	0,22	0,21	0,21	0,21	0,18
Bananes .....	1,35	1,49	1,64	1,60	1,59	1,66	1,70
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0,90	0,55	0,52	0,56	0,54	0,52	0,56
Café .....	0,81	1,27	1,08	1,24	1,34	1,32	1,18
Fèves de cacao .....	0,27	0,31	0,26	0,25	0,27	0,26	0,22
Thé .....	0,06	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
Jute .....	0,07	0,08	0,06	0,05	0,08	0,06	0,04
Sisal .....	0,16	0,20	0,19	0,20	0,18	0,19	0,25
Laine (poids effectif) .....	0,10	0,29	0,15	0,17	0,17	0,14	0,11
Caoutchouc (naturel) .....	0,52	0,81	0,66	0,71	0,65	0,62	0,54

<sup>1</sup> Non compris le commerce des Etats-Unis avec ses territoires. - <sup>2</sup> Oranges et citrons seulement.

TABLEAU ANNEXE 5A. — AMÉRIQUE LATINE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
Blé .....	8,62	7,96	11,75	9,51	11,56	10,64	10,75
Maïs .....	18,00	15,13	17,37	19,05	18,43	20,28	20,52
Riz (équivalent de riz usiné) .....	1,33	3,07	3,80	3,63	4,07	3,96	4,09
Sucre (centrifugé) .....	6,89	12,33	12,40	12,84	14,33	14,99	16,55
Agrumes .....	3,28	3,73	3,99	4,21	4,42	4,54	4,50
Bananes .....	4,20	7,60	8,60	8,80	9,10	9,40	9,40
Café .....	2,11	1,89	1,96	2,26	1,87	2,42	2,71
Cacao .....	0,24	0,25	0,30	0,30	0,30	0,30	0,31
Tabac .....	0,21	0,32	0,37	0,39	0,39	0,39	0,38
Coton (fibre) .....	0,59	0,86	1,12	1,28	1,16	1,26	1,29
Lait (total) .....	12,22	14,59	17,42	18,33	18,93	19,17	19,71
Viande <sup>1</sup> .....	5,03	6,10	6,14	6,46	7,08	7,31	7,26
Œufs .....	0,48	0,58	0,75	0,78	0,79	0,83	0,83
<i>Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100</i>							
Indices de tous les produits agricoles .....	73	89	100	103	106	111	114
	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)	
<i>PRODUITS FORESTIERS</i>							
<i>Millions de mètres cubes</i>							
Sciages .....	8,10	9,12	9,24	8,27	8,00	8,20	
<i>Millions de tonnes</i>							
Pâte de bois .....	0,22	0,31	0,32	0,33	0,34	0,35	
Tous papiers et cartons .....	0,69	0,88	1,05	1,16	1,26	1,30	

<sup>1</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 5B. - AMÉRIQUE LATINE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
<b>EXPORTATIONS BRUTES</b>							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	3,45	2,00	3,38	4,23	3,03	2,83	2,41
Maïs .....	6,61	1,20	2,27	0,53	1,11	0,84	1,74
Riz (équivalent de riz usiné) .....	0,10	0,25	0,16	0,13	0,25	0,13	0,12
Sucre (équivalent de sucre brut) <sup>1</sup> .....	4,05	7,06	6,56	7,74	7,90	8,64	8,96
Bananes .....	2,04	1,91	2,32	2,36	2,36	2,65	2,72
Graines et huile de lin (équivalent d'huile) .....	0,55	0,19	0,29	0,18	0,08	0,17	0,19
Café .....	1,40	1,61	1,35	1,57	1,70	1,57	1,55
Fèves de cacao .....	0,21	0,18	0,22	0,22	0,21	0,20	0,19
Coton (fibre) .....	0,34	0,39	0,73	0,69	0,77	0,52	0,59
Laine (poids effectif) .....	0,19	0,19	0,16	0,17	0,19	0,13	0,16
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) <sup>2</sup> .....	0,59	0,34	0,25	0,28	0,49	0,50	0,52
Viande en conserve .....	0,12	0,12	0,10	0,10	0,10	0,14	0,12
<i>Millions de mètres cubes</i>							
Grumes de feuillus .....	...	0,40	0,34	0,40	0,43	0,37	0,39
Sciages de résineux .....	...	1,25	1,19	1,12	1,10	1,71	1,50
<i>Millions de tonnes</i>							
<b>IMPORTATIONS BRUTES</b>							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	1,69	2,84	3,37	3,79	3,60	3,26	3,15
Riz (équivalent de riz usiné) .....	0,39	0,37	0,30	0,21	0,22	0,32	0,37
Sucre (équivalent de sucre brut) .....	0,25	0,36	0,42	0,48	0,29	0,48	0,39
Pommes de terre .....	0,18	0,24	0,21	0,19	0,20	0,21	0,13

<sup>1</sup> Non compris les échanges entre les Etats-Unis et leurs territoires. - <sup>2</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 6A. - OCÉANIE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958 (prov.)
..... Millions de tonnes .....							
Blé .....	4,38	5,30	4,70	5,39	3,74	2,74	5,63
Sucre (centrifugé) .....	0,94	1,04	1,48	1,36	1,37	1,51	1,63
Laine (en suint) .....	0,59	0,69	0,79	0,85	0,93	0,87	0,89
Lait (total) .....	10,18	10,43	10,52	11,28	11,78	11,43	11,00
Viande <sup>1</sup> .....	1,42	1,58	1,79	1,88	1,85	1,95	2,06
..... Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100 .....							
Indices de tous les produits agricoles .....	78	90	98	104	104	100	110
	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)	
..... Millions de mètres cubes .....							
PRODUITS FORESTIERS							
Sciages .....	4,19	4,73	4,85	4,59	4,56	4,60	

<sup>1</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 6B. - OCÉANIE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
..... Mil. v. : de tonnes .....							
EXPORTATIONS BRUTES							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	2,82	3,13	1,99	2,55	3,57	2,56	1,45
Orge .....	0,07	0,26	0,63	0,36	0,63	0,64	0,32
Avoine .....	0,01	0,19	0,03	0,11	0,20	0,09	0,07
Sucre (équivalent de sucre brut) .....	0,56	0,47	0,80	0,80	0,82	0,98	0,87
Coprah et huile de coco (équivalent d'huile) .....	0,13	0,13	0,16	0,17	0,17	0,17	0,16
Viande de bœuf .....	0,15	0,13	0,17	0,25	0,24	0,28	0,28
Viande de mouton et d'agneau .....	0,27	0,30	0,34	0,33	0,31	0,30	0,34
Beurre .....	0,24	0,21	0,18	0,24	0,25	0,21	0,24
Fromage .....	0,10	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,10
Laine (poids effectif) .....	0,49	0,66	0,62	0,71	0,72	0,80	0,73
IMPORTATIONS BRUTES							
Blé et farine de blé .....	0,06	0,21	0,26	0,28	0,31	0,33	0,31
Sucre (équivalent de sucre brut) .....	0,09	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	0,13
Caoutchouc (naturel) .....	0,01	0,04	0,05	0,06	0,05	0,04	0,05

TABLEAU ANNEXE 7A. - EXTRÊME-ORIENT (NON COMPRIS LA CHINE CONTINENTALE): PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
Blé .....	12,13	11,34	13,53	13,96	13,76	14,69	13,03
Millet et sorgo .....	14,94	13,28	18,11	15,42	15,44	16,51	16,20
Riz (équivalent de riz usiné) .....	65,28	66,62	72,30	78,63	82,45	76,73	84,14
Sucre (centrifugé) .....	4,18	3,10	4,68	5,07	5,23	5,54	5,55
Sucre (non centrifugé) .....	3,67	4,03	4,46	4,87	5,25	5,49	5,48
Racines féculentes .....	21,62	26,25	31,95	33,84	33,86	34,92	34,68
Légumineuses .....	6,78	7,11	8,24	9,31	9,16	9,91	8,35
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	3,96	4,02	5,05	4,85	5,17	5,04	4,92
Thé .....	0,46	0,54	0,64	0,66	0,66	0,67	0,70
Tabac .....	0,79	0,59	0,74	0,77	0,84	0,84	0,80
Coton (fibre) .....	1,22	0,90	1,30	1,20	1,26	1,31	1,35
Jute .....	1,94	1,99	1,64	2,24	2,23	2,10	2,47
Caoutchouc (naturel) .....	0,97	1,65	1,74	1,82	1,77	1,78	1,99
Viande <sup>1</sup> .....	1,65	1,77	1,99	2,20	2,30	2,37	2,41
Lait (total) .....	23,23	25,25	26,74	26,48	26,45	26,71	27,13
<i>Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100</i>							
Indices de tous les produits agricoles .....	86	87	100	103	106	105	108
	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)	
<i>Millions de mètres cubes</i>							
<b>PRODUITS FORESTIERS</b>							
Sciages de résineux .....	16,86	21,03	24,52	30,02	31,80	31,40	
Contre-plaqué .....	0,25	0,67	0,83	1,03	1,15	1,35	
<i>Millions de tonnes</i>							
Pâte de bois .....	0,78	1,65	1,93	2,21	2,47	2,35	
Papier journal .....	0,16	0,45	0,48	0,55	0,59	0,61	
Autres papiers et cartons .....	0,90	1,77	2,09	2,42	2,79	2,90	

<sup>1</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 7B. — EXTRÊME-ORIENT (NON COMPRIS LA CHINE CONTINENTALE): EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
<b>EXPORTATIONS BRUTES</b>							
Riz (équivalent de riz usiné) .....	8,96	3,05	3,08	3,53	3,49	4,00	3,37
Sucre (équivalent de sucre brut) .....	3,31	1,01	1,83	1,59	2,03	2,01	2,02
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) <sup>1</sup>	1,71	1,32	1,23	1,51	1,53	1,42	1,12
Thé .....	0,36	0,39	0,47	0,40	0,47	0,44	0,48
Coton (fibre) .....	0,68	0,27	0,19	0,28		0,18	0,17
Jute .....	0,79	0,84	0,89	0,99	0,87	0,81	0,92
Caoutchouc (naturel) <sup>2</sup> .....	0,96	1,69	1,75	1,92	1,81	1,83	1,82
<i>Millions mètres cubes</i>							
<b>IMPORTATIONS BRUTES</b>							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	1,03	4,95	4,15	4,49	5,59	7,87	7,73
Riz (équivalent de riz usiné) .....	6,13	3,12	3,40	3,11	4,03	3,95	3,90
Orge .....	0,05	0,69	0,82	0,61	1,20	1,17	1,03
Maïs .....	0,21	0,20	0,24	0,43	0,47	0,67	0,79
Sucre (équivalent de sucre brut) .....	1,68	1,18	2,64	2,33	2,13	1,92	2,04
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0,37	0,25	0,38	0,49	0,48	0,53	0,49
Coton (fibre) .....	0,90	0,52	0,74	0,66	0,86	0,89	0,76
Jute .....	0,05	0,27	0,25	0,29	0,23	0,18	0,13

<sup>1</sup> Non compris le coprah importé en Malaisie et à Singapour et destiné à être réexporté, mais y compris le coprah introduit en contrebande d'Indonésie et du Bornéo du Nord en Malaisie et à Singapour. — <sup>2</sup> Non compris les importations de la Malaisie et de Singapour destinées à être réexportées, mais y compris le caoutchouc introduit en contrebande d'Indonésie en Malaisie et à Singapour.

TABLEAU ANNEXE 8A. - PROCHE-ORIENT: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Millions de tonnes .....							
Blé .....	9,50	10,95	13,55	14,09	15,22	17,80	16,53
Orge .....	4,24	4,66	5,88	5,41	6,22	7,45	6,39
Riz (équivalent de riz usiné) .....	1,09	1,34	1,50	1,35	1,65	1,81	1,35
Toutes céréales <sup>1</sup> .....	18,63	21,27	25,82	26,51	28,46	32,11	29,52
Sucre (centrifugé) .....	0,22	0,42	0,59	0,69	0,71	0,78	0,84
Légumineuses .....	0,70	0,78	0,83	0,82	0,84	0,89	0,85
Agrumes .....	0,79	0,85	1,12	1,25	1,18	1,31	1,35
Dattes .....	0,87	0,85	1,06	1,01	1,10	1,08	1,06
Bananes .....	0,05	0,07	0,08	0,11	0,11	0,11	0,11
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0,32	0,41	0,52	0,50	0,61	0,53	0,62
Tabac .....	0,09	0,14	0,15	0,17	0,17	0,16	0,15
Coton (fibre) .....	0,56	0,66	0,74	0,76	0,81	0,80	0,95
Lait (total) .....	9,70	10,36	10,17	11,16	11,70	11,06	11,34
Viande <sup>2</sup> .....	0,65	0,85	1,01	1,10	1,19	1,21	1,26
..... Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100 .....							
Indices de tons les produits agricoles .....	72	84	97	101	109	110	112

<sup>1</sup> Blé, orge, avoine, maïs, millet, sorgho et riz. - <sup>2</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 8B. - PROCHE-ORIENT: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
..... Millions de tonnes .....							
EXPORTATIONS BRUTES							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	0,24	0,27	1,28	0,33	0,42	0,44	0,27
Orge .....	0,36	0,46	1,03	0,46	0,78	0,53	0,57
Riz (équivalent de riz usiné) .....	0,15	0,27	0,13	0,25	0,25	0,32	0,41
Toutes céréales <sup>1</sup> .....	0,94	1,11	2,65	1,11	1,54	1,39	1,32
Agrumes <sup>2</sup> .....	0,30	0,20	0,36	0,31	0,36	0,37	0,38
Tabac .....	0,04	0,07	0,07	0,06	0,07	0,09	0,07
Coton (fibre) .....	0,47	0,47	0,52	0,57	0,51	0,54	0,56
IMPORTATIONS BRUTES							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	0,29	1,43	0,91	1,31	2,12	2,45	2,02
Toutes céréales <sup>1</sup> .....	0,52	1,79	1,18	1,84	2,65	3,12	2,65
Sucre (équivalent de sucre brut) .....	0,33	0,54	0,73	0,84	0,92	0,90	0,94
..... Millions de mètres cubes .....							
Sciages de résineux .....	...	0,38	0,71	0,62	0,47	0,51	0,48

<sup>1</sup> Y compris blé et farine de blé, orge, maïs, avoine, sorgho, millet, seigle et riz. - <sup>2</sup> Oranges et citrons seulement.

TABLEAU ANNEXE 9A. - AFRIQUE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Millions de tonnes .....							
Blé .....	2,66	3,15	4,30	3,88	4,31	3,71	3,90
Orge .....	2,60	3,18	3,77	2,95	3,69	2,17	3,24
Mais .....	4,62	6,99	8,63	8,76	9,28	8,73	9,19
Millet et sorgho .....	9,31	10,67	11,38	11,14	11,17	10,99	11,03
Riz (équivalent de riz usiné) .....	1,11	1,72	1,89	1,99	1,93	2,07	2,08
Sucre (centrifugé) .....	0,95	1,36	1,73	1,92	1,97	2,15	2,25
Racines féculentes .....	35,40	45,43	51,41	52,31	52,76	52,03	51,77
Légumineuses .....	1,02	1,43	1,59	1,51	1,50	1,35	1,46
Agrumes .....	0,38	0,77	1,01	1,08	1,22	1,25	1,23
Bananes .....	0,30	0,31	0,45	0,49	0,50	0,50	0,50
Arachides (équivalent d'huile) .....	0,56	0,71	0,82	0,94	0,94	1,15	1,05
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	1,73	2,56	2,52	2,53	2,75	2,80	2,83
Café .....	0,14	0,28	0,43	0,50	0,52	0,53	0,56
Cacao .....	0,49	0,50	0,49	0,52	0,58	0,46	0,54
Vin .....	2,14	1,72	2,51	2,07	2,49	2,12	1,90
Coton (fibre) .....	0,14	0,22	0,26	0,26	0,28	0,30	0,30
Sisal .....	0,16	0,23	0,29	0,30	0,31	0,33	0,33
Lait (total) .....	6,82	7,87	8,65	8,72	8,85	8,87	9,04
Viande <sup>1</sup> .....	1,52	1,84	2,00	1,98	2,05	2,06	2,08
..... Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100 .....							
Indices de tous les produits agricoles .....	70	87	101	101	106	103	106
	Moyenne 1948-52		1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
..... Millions de mètres cubes .....							
PRODUITS FORESTIERS							
Scanges .....		1,30	1,79	1,80	1,95	1,98	1,98

<sup>1</sup> Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 9B. — AFRIQUE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
<b>EXPORTATIONS BRUTES</b>							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	0,52	0,33	0,53	0,60	0,35	0,30	0,36
Orge .....	0,21	0,55	0,64	0,46	0,47	0,10	0,24
Maïs .....	0,67	0,36	0,79	1,02	1,31	1,39	1,58
Sucre (équivalent de sucre brut) .....	0,69	0,71	1,00	1,05	1,08	1,15	1,11
Oranges .....	0,15	0,40	0,53	0,66	0,56	0,76	0,67
Bananes .....	0,14	0,22	0,34	0,36	0,35	0,39	0,39
Arachides et huile d'arachides (équivalent d'huile).	0,33	0,32	0,51	0,46	0,58	0,54	0,66
Palmistes et huile de palmiste (équivalent d'huile)	0,30	0,33	0,38	0,36	0,37	0,35	0,38
Huile de palme .....	0,24	0,33	0,39	0,37	0,38	0,36	0,37
Café .....	0,13	0,28	0,35	0,47	0,54	0,56	0,59
Fèves de cacao .....	0,46	0,48	0,47	0,48	0,52	0,57	0,44
Vin .....	1,41	1,12	1,59	1,90	1,53	1,90	1,54
Tabac .....	0,03	0,07	0,09	0,08	0,09	0,08	0,08
Coton (fibre) .....	0,13	0,19	0,24	0,24	0,26	0,24	0,27
Sisal .....	0,16	0,22	0,27	0,29	0,30	0,32	0,34
<i>Millions de mètres cubes</i>							
Grumes de feilllus .....	...	1,19	1,88	2,36	2,32	2,40	2,41
<b>IMPORTATIONS BRUTES</b>							
Blé et farine de blé (équivalent de blé) .....	0,28	0,75	0,77	0,79	0,96	0,93	0,76
Riz (équivalent de riz usiné) .....	0,39	0,18	0,23	0,35	0,34	0,45	0,49
Sucre (équivalent de sucre brut) .....	0,41	0,55	0,87	0,94	0,94	1,00	0,99

TABLEAU ANNEXE 10. — QUANTITÉS TOTALES (POIDS VIF) DE POISSONS, CRUSTACÉS, MOLLUSQUES, ETC., PÊCHÉS PAR CERTAINS PAYS

	1938	Moyenne 1953-57	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
..... Milliers de tonnes .....								
TOTAL MONDIAL .....	20 500,0	27 878,0	24 910,0	26 800,0	28 120,0	29 600,0	29 960,0	33 400,0
<i>A. Quantités pêchées (moyenne 1953-57): 1 million de tonnes et plus .....</i>								
Japon .....	3 562,0	4 828,1	4 521,6	4 544,6	4 912,8	4 762,6	5 399,0	5 505,0
Etats-Unis (y compris l'Alaska) .....	2 253,1	2 716,7	2 437,5	2 706,4	2 738,9	2 959,4	2 732,5	2 671,4
Chine continentale .....	...	2 398,4	1 900,0	2 294,0	2 518,0	2 640,0	2 950,0	6 020,0
U.R.S.S. .....	1 523,0	2 375,4	1 983,0	2 258,0	2 495,0	2 616,0	2 535,0	...
Norvège .....	1 152,5	1 875,8	1 557,1	2 068,2	1 813,4	2 201,3	1 754,7	1 415,5
Royaume-Uni .....	1 198,1	1 071,5	1 122,0	1 070,2	1 100,4	1 050,4	1 014,7	999,0
<i>B. Quantités pêchées (moyenne 1953-57): de 500 000 tonnes à moins de 1 000 000 .....</i>								
Canada (y compris Terre-Neuve) .....	836,8	999,6	925,1	1 025,8	963,7	1 091,9	991,7	...
Inde .....	...	946,3	819,0	828,5	839,0	1 012,3	1 233,0	1 064,4
Allemagne occidentale .....	776,5	742,0	730,4	678,0	776,9	770,8	753,8	715,2
Espagne (y compris Ceuta et Melilla) .....	423,5	712,4	635,1	650,2	760,1	748,9	767,9	835,7
Indonésie .....	472,0	642,4	616,9	628,5	669,8	636,9	...	...
Union sud-africaine (y compris le Sud-Ouest africain) .....	66,7	597,8	638,8	623,1	607,1	536,9	583,2	...
France (y compris l'Algérie) .....	530,3	519,1	520,3	500,2	522,7	537,9	514,5	524,7
<i>C. Quantités pêchées (moyenne 1953-57): de 100 000 tonnes à moins de 500 000 .....</i>								
Islande .....	327,2	476,1	424,7	455,4	480,3	517,3	502,7	...
Portugal .....	247,2	445,1	425,2	438,7	424,7	472,2	464,6	455,2
Danemark .....	97,1	424,8	342,8	359,4	425,3	463,0	533,3	598,1
Philippines .....	80,9	377,0	311,9	364,6	385,2	416,0	407,5	...
Pays-Bas .....	256,2	320,2	343,3	339,2	319,5	298,1	300,8	313,8
Angola .....	26,2	317,6	220,4	261,2	290,4	420,5	395,5	278,2
Corée du Sud .....	838,3	302,2	258,0	249,5	259,3	340,9	403,1	395,1
Corée du Nord .....	925,2	290,4	122,0	235,0	312,0	...	...	...
Pakistan .....	...	267,9	249,0	259,7	270,9	277,0	282,8	283,7
Thaïlande .....	161,0	220,0	205,0	229,8	213,0	217,9	234,5	196,3
Italie .....	181,2	215,7	208,4	217,6	218,0	218,6	210,3	209,3
Pérou .....	...	212,9	147,8	176,1	213,3	297,3	483,1	750,0
Suède .....	129,2	205,9	199,7	201,1	219,5	197,4	222,1	...
Brésil .....	103,3	173,5	160,7	172,0	...	...	...	...
Chili .....	32,2	173,2	107,2	143,5	214,3	188,3	213,1	225,8
Chine <sup>**</sup> (Taïwan) .....	89,5	172,8	130,4	152,2	180,3	193,2	208,0	229,7
Fédération de Malaisie .....	...	139,6	147,0	137,3	136,8	138,5	138,3	139,5
Maroc .....	43,7	120,0	140,8	105,5	96,3	110,2	147,1	163,7
Turquie .....	76,0	117,9	102,5	119,4	111,5	139,5	116,7	101,3
Pologne .....	12,5	114,2	94,4	105,7	113,2	127,4	130,3	...
Viet-Nam .....	180,0	110,0	...	...	130,0	130,0	135,0	143,0
Mexique .....	17,1	102,2	...	90,9	105,8	134,8	117,5	...
Îles Féroé .....	63,0	101,1	88,8	89,4	105,6	116,3	105,6	...
Birmanie .....	...	100,0	...	...	...	100,0	...	...
Cambodge .....	...	100,0	...	...	...	100,0	...	...
Afrique-Equatoriale française .....	...	100,0	...	...	...	100,0	...	...
Mascate et Oman .....	...	100,0	...	...	...	100,0	...	...

TABLEAU ANNEXE 10. — QUANTITÉS TOTALES (POIDS VIF) DE POISSONS, CRUSTACÉS, MOLLUSQUES, ETC., PÊCHÉES PAR CERTAINS PAYS (FIN)

	1938	Moyenne 1953-57	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (prov.)
..... Millions de tonnes .....								
<i>D. Quantités pêchées (moyenne 1953-57): de 50 000 tonnes à moins de 100 000 .....</i>								
Congo belge .....	0,9	86,0	66,6	65,7	80,6	96,2	124,4	139,0
Argentine .....	55,3	78,3	77,2	78,2	79,0	75,4	81,6	...
Belgique .....	42,8	71,8	74,4	72,6	80,0	69,1	62,9	64,3
Allemagne orientale .....	...	68,7	62,3	62,8	68,6	74,9	...	...
Venezuela .....	21,7	65,9	63,3	51,8	69,6	61,3	83,1	80,3
Finlande .....	44,4	63,1	62,1	65,5	63,3	60,2	64,5	61,5
Rép. arabe unie (Prov. égyptienne) .....	38,1	62,5	52,1	56,7	63,4	70,3	...	80,0
Grèce .....	25,0	59,7	46,0	52,5	60,0	65,0	75,0	...
Afrique-Occidentale française .....	...	57,7	50,2	51,3	54,1	61,1	72,0	...
Australie .....	33,5	52,6	52,0	53,7	52,5	49,9	55,3	53,6
Tanganyika .....	16,0	52,5	50,0	50,0	52,4	55,0	55,0	...
<i>E. Quantités pêchées (moyenne 1953-57): moins de 50 000 tonnes<sup>1</sup> .....</i>								
Hong-kong .....	...	45,0	39,6	46,7	45,9	...	...	...
Aden .....	...	41,4	75,8	51,9	34,8	21,8	22,6	...
Nouvelle-Zélande .....	27,0	38,5	36,6	36,9	39,2	...	...	...
Ouganda .....	...	35,1	23,4	24,6	34,4	45,0	48,0	...
Ceylan .....	...	33,1	25,5	29,7	31,3	40,3	38,5	40,7
Groenland .....	4,7	26,9	25,0	24,9	25,8	27,4	31,5	33,5
Irlande .....	12,8	26,2	19,0	21,5	23,6	30,5	36,6	...
Yougoslavie .....	16,8	26,1	25,7	23,0	22,6	28,4	30,7	31,4
Ethiopie et Erythrée .....	...	20,8	20,5	25,2	18,1	...	...	...
Colombie .....	10,0	20,3	16,0	16,0	18,0	21,2	30,1	25,0
Kenya .....	...	15,0	18,7	17,6	12,7	12,7	13,4	...
Îles Ryukyu .....	12,0	13,3	8,8	15,1	13,6	13,7	15,8	16,5
Cuba .....	10,0	13,2	10,2	11,5	12,8	15,6	...	...
Soudan .....	8,8	12,4	12,1	12,9	13,6	13,5	9,9	...
Tunisie .....	9,6	11,6	11,5	13,6	10,8	11,9	14,0	15,2
Israël .....	1,7	8,9	7,7	9,2	10,7	10,3	11,6	12,6
Singapour .....	1,5	8,3	5,7	6,3	6,2	9,6	13,8	...
Hawaï .....	7,0	7,5	8,6	9,3	7,0	7,5	4,9	5,1
St-Pierre-et-Miquelon .....	1,9	7,3	5,9	6,8	6,8	9,3	7,9	8,3
Ruanda Urundi .....	...	6,1	4,2	5,6	5,6	5,4	9,7	11,5
Uruguay .....	3,6	4,9	3,4	4,0	4,9	5,4	6,9	6,4
Île Maurice .....	2,0	1,7	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	...
Malte et Gozo .....	1,1	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8	1,0	...

<sup>1</sup> Vingt-trois seulement des 143 pays appartenant au groupe E publient régulièrement des statistiques concernant les quantités de poisson qu'ils pêchent annuellement.

TABLEAU ANNEXE II. - OPÉRATIONS DE LA COMMODITY CREDIT CORPORATION DES ÉTATS-UNIS: QUANTITÉS EN STOCK ET MONTANT DES INVESTISSEMENTS<sup>1</sup>

	Quantité (30 avril)						Valeur (30 avril)					
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1954	1955	1956	1957	1958	1959
	Milliers de tonnes						Millions de dollars					
Blé .....	24 208	28 156	29 073	24 453	24 174	33 937	2 155	2 633	2 795	2 411	2 402	3 105
Riz .....	58	763	1 322	804	732	535	6	98	232	107	104	81
Orge .....	622	2 044	1 987	1 774	2 698	3 242	34	107	92	87	114	155
Avoine .....	589	1 052	1 222	650	732	1 376	32	58	60	32	32	57
Mais .....	20 568	22 255	29 192	34 801	37 211	29 206	1 296	1 437	1 926	2 289	2 414	2 486
Sorgho à grains .....	1 029	2 927	2 887	2 040	8 295	13 498	60	167	128	105	393	706
Beurre .....	165	149	34	16	45	20	245	212	44	21	60	26
Fromage .....	164	176	130	87	74	5	146	156	111	73	62	4
Lait en poudre .....	298	101	81	65	70	59	109	38	30	24	26	20
Graines de lin .....	382	201	41	351	59	279	56	25	5	42	7	31
Huile de lin .....	31	37	26	—	—	—	13	14	9	—	—	—
Huile de coton .....	469	170	5	—	—	27	185	64	2	—	—	7
Coton <i>linters</i> .....	279	318	141	20	—	—	58	67	31	5	—	—
Coton <i>upland</i> .....	1 674	1 817	2 839	2 056	973	1 628	1 268	1 439	2 268	1 580	642	1 260
Laine .....	55	70	54	24	—	—	81	103	82	35	—	—
Tabac .....	281	366	402	451	427	414	270	406	535	609	590	594
Autres produits .....							175	237	287	396	405	401
<b>TOTAL .....</b>							<b>6 189</b>	<b>7 261</b>	<b>8 633</b>	<b>7 816</b>	<b>7 251</b>	<b>8 933</b>
Variations par rapport à l'année précédente .....							+ 97	+ 17	+ 19	- 9	- 7	+23
							<i>Pourcentage</i>					

SOURCE: *Report of Financial Conditions and Operations*, United States Department of Agriculture, Commodity Credit Corporation, avril 1955, 1956, 1957, 1958 et 1959.

<sup>1</sup> Stocks détenus en garantie de prêts à rembourser et stocks acquis en vue du soutien des prix.

TABLEAU ANNEXE 12. — VALEURS UNITAIRES MOYENNES A L'EXPORTATION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne					1958 (prov.)	1957				1958 (prov.)			
	1947-49	1950-51	1952-53	1954-55	1956-57		I	II	III	IV	I	II	III	IV
..... Dollars des Etats-Unis par tonne .....														
Blé .....	94,4	72,6	77,7	65,8	62,0	62,2	63,1	63,3	63,0	61,2	62,3	62,4	62,2	62,0
Farine de blé .....	127,2	99,8	109,2	95,3	85,0	82,7	89,1	85,9	87,5	81,6	82,2	85,2	81,7	81,7
Orge .....	81,6	63,9	68,6	52,6	50,4	49,1	41,3	50,5	47,6	46,8	46,5	47,4	50,1	52,3
Maïs .....	78,4	69,3	75,6	60,6	57,4	50,2	58,9	56,3	55,5	52,0	51,6	50,8	50,3	48,6
Riz (usiné) .....	152,7	131,1	171,8	131,3	114,7	120,5	116,5	112,9	110,4	119,7	120,0	117,4	125,2	122,2
Sucre (brut) .....	103,0	110,2	102,4	96,6	103,9	99,1	106,8	120,0	120,7	109,5	102,1	99,9	96,2	98,1
Pommes .....	112,1	98,2	96,4	106,4	124,0	151,8	106,9	116,1	151,1	148,5	184,1	215,2	90,3	120,0
Bananes .....	102,1	102,6	99,8	99,2	103,2	93,7	100,5	101,2	102,6	99,2	92,6	94,0	94,2	93,9
Oranges et mandarines .....	116,3	104,4	95,1	101,0	124,2	121,6	130,1	127,3	125,8	131,4	116,0	124,1	163,3	123,7
Raisins .....	264,7	260,2	223,4	234,0	297,2	349,5	296,7	314,2	298,1	305,7	345,2	337,8	342,7	369,6
Coprah .....	204,5	209,3	169,1	161,6	141,4	168,3	139,7	137,9	140,2	142,6	158,3	168,9	169,5	175,7
Palmistes .....	129,7	146,3	154,1	129,2	122,6	124,3	126,9	120,7	119,7	119,3	124,1	122,7	124,1	126,3
Soja .....	118,3	107,5	111,1	104,0	93,3	86,4	94,7	91,9	93,5	87,8	87,8	90,1	89,3	83,1
Arachides (décortiquées) .....	198,9	177,4	225,0	198,0	203,9	172,0	213,5	221,3	212,3	190,7	179,0	174,8	154,5	162,4
Huile d'olive .....	919,4	690,4	612,4	562,4	703,9	603,4	683,2	701,2	671,2	634,8	623,6	618,2	597,8	574,0
Huile de coco .....	356,4	362,6	279,2	263,5	236,5	280,6	227,7	249,4	236,1	252,3	267,1	268,4	272,9	311,4
Huile de palme .....	240,0	255,6	216,6	191,8	220,0	199,6	232,0	227,5	213,2	217,0	211,2	206,6	195,3	187,1
Huile de palmiste .....	336,4	332,1	272,4	251,7	237,8	264,8	249,4	240,1	232,3	239,3	240,2	240,3	245,9	263,0
Huile de soja .....	467,6	391,3	306,9	322,9	341,3	306,5	347,7	342,6	316,1	318,0	320,6	327,5	289,4	281,1
Huile d'arachides .....	464,9	442,2	407,5	369,7	418,4	369,6	435,8	449,2	394,6	425,7	375,4	388,0	352,4	355,2
Bovins .....	118,5	143,4	127,2	141,0	129,2	133,3	128,6	129,7	146,6	111,1	133,9	138,7	138,0	123,9
Viande de bœuf et de veau .....	322,9	396,9	456,1	444,4	400,9	487,6	431,0	393,8	397,2	455,3	436,3	480,8	501,1	523,3
Viande de mouton et d'agneau .....	288,5	255,9	306,7	402,3	435,5	410,4	469,2	447,4	454,4	426,5	442,9	390,3	402,8	383,9
Bacon .....	724,4	626,9	702,1	656,9	700,8	688,7	718,3	638,9	714,2	614,0	614,1	704,0	703,2	736,7
Viande en conserve .....	539,2	768,7	871,6	872,4	803,1	827,8	784,5	801,6	691,0	841,7	792,4	823,5	827,4	872,9
Fromage .....	691,0	525,5	573,3	560,0	635,2	508,7	675,6	624,0	592,0	555,5	494,1	473,3	489,3	571,5
Beurre .....	996,1	835,3	951,5	956,9	851,0	614,8	772,3	753,9	832,2	800,1	681,6	580,8	568,4	618,4
Œufs (en coque) .....	767,3	624,7	705,4	647,1	636,7	599,9	518,8	539,1	666,8	730,2	594,7	579,7	574,8	630,3
Lait (concentré) .....	349,5	308,2	332,1	306,0	322,3	314,4	340,5	325,5	332,1	318,8	335,8	318,6	292,7	312,5
Lait (en poudre) .....	547,4	406,7	499,8	398,0	401,4	380,0	449,5	441,8	409,6	414,3	402,1	347,8	396,0	378,3
Pommes de terre .....	58,2	49,3	58,9	47,4	57,2	59,6	49,0	56,9	52,4	57,4	52,0	69,8	56,7	55,5
Tourteaux .....	86,7	74,0	73,9	72,1	62,1	50,2	77,0	70,1	67,1	64,9	60,2	55,2	57,5	62,6
Café .....	533,4	1 039,5	1 143,4	1 282,2	1 075,3	902,3	1 121,3	1 102,9	1 042,5	1 008,8	957,7	928,3	914,7	826,0
Fèves de cacao .....	530,6	630,3	674,5	956,9	568,2	851,5	519,6	474,5	568,5	684,1	800,5	894,2	944,9	824,0
Thé .....	1 162,3	1 027,1	984,9	1 398,3	1 262,5	1 223,2	1 354,2	1 151,1	1 211,8	1 242,2	1 171,5	1 185,9	1 268,4	1 238,6
Vin .....	235,1	171,2	162,4	144,3	166,1	217,0	164,2	172,4	173,4	189,6	184,1	206,3	275,2	235,2
Tabac (non manufacturé) .....	1 142,0	1 137,4	1 239,6	1 285,8	1 305,6	1 351,4	1 353,4	1 390,3	1 337,0	1 396,4	1 407,5	1 363,5	1 268,5	1 367,5
Graines de lin .....	193,0	155,0	147,1	119,6	129,5	125,0	131,3	116,6	98,1	123,6	130,5	127,4	122,0	122,9
Huile de lin .....	554,9	383,3	309,6	184,5	278,6	298,0	301,0	253,3	240,8	203,8	294,1	326,6	271,8	286,5
Coton .....	784,6	1 011,9	895,0	826,9	739,0	699,1	753,4	749,5	724,6	730,5	712,2	747,1	634,8	699,8
Jute .....	314,2	286,5	213,2	184,0	196,4	195,4	214,8	194,3	207,3	208,4	205,8	174,5	193,3	198,0
Sisal .....	277,2	347,2	286,7	164,2	148,4	143,0	146,3	143,5	134,5	137,6	137,6	135,6	142,8	146,1
Laine (en suint) .....	992,7	2 135,4	1 536,5	1 480,4	1 520,6	1 148,0	1 688,3	1 704,4	1 640,9	1 505,5	1 324,2	1 180,5	1 079,7	985,4
Caoutchouc (naturel) .....	380,0	878,3	576,2	574,7	622,0	506,0	638,0	611,2	615,0	563,4	532,4	482,8	498,6	510,0

TABLEAU ANNEXE 13. — INVESTISSEMENTS ET PRODUCTION AGRICOLES EN U.R.S.S.

	Période de référence	Première	Deuxième	Augmentation annuelle moyenne
		période	période	
CAPITAL		..... <i>Milliards de roubles</i> .....		<i>Pourcentage</i>
Investissements de l'Etat .....	Moyennes 1951-55 et 1956-57	12,6	22,3	18
Investissements des kolkhozes .....		13,3	22,7	17
Crédits à long terme accordés par l'Etat aux kolkhozes .....	1950 et moyenne 1955-57	3,0	6,4	13
Sommes versées par l'Etat en paiement des livraisons des kolkhozes et des producteurs privés <sup>1</sup> .....	1952 et 1957	31,3	96,7	25
MAIN-D'ŒUVRE		..... <i>Millions</i> .....		
Journées standard de travail accomplies dans les kolkhozes .....	1952 et 1956	8 847	11 103	6
Main-d'œuvre des sovkhozes .....	1952 et 1957	1 640	3 016	13
MACHINES AGRICOLES		..... <i>Milliers de tonnes</i> .....		
Tracteurs <sup>2</sup> .....	1953 et 1958	1 239	1 700	7
Moissonneuses-batteuses .....	1953 et 1957	318	483	11
Camions .....	1953 et 1957	424	660	12
Consommation d'engrais minéraux .....	1953 et 1957	6 569	10 432	12
SUPERFICIE ENSEMENCÉE	Moyennes 1950-53 et 1954-57	..... <i>Millions d'hectares</i> .....		
Cultures fourragères .....		24,7	38,5	12
Autres cultures .....		128,4	146,6	3
Total .....		153,1	185,1	5
EFFECTIF DES ANIMAUX D'ÉLEVAGE	Moyennes 1949-53 et 1954-58	..... <i>Millions</i> .....		
Bovins .....		57,3	62,9	2
Porcins .....		27,1	39,7	8
Ovins .....		89,0	112,1	5
PRODUCTION AGRICOLE	Moyennes 1949-53 et 1954-58	..... <i>Milliards de roubles</i> .....		
Valeur brute .....		300,0	400,0	6
Céréales .....		..... <i>Millions de tonnes</i> .....		
Pommes de terre .....		80,9	112,9	7
Légumes .....		75,7	83,3	2
Betteraves sucrières .....		10,0	13,9	7
Coton (brut) .....		21,1	35,4	11
Lin .....		3,5	4,2	4
Viande .....	Moyennes 1951-54 et 1955-58	0,23	0,40	12
Lait .....		5,5	7,1	7
Laine .....		36,1	51,1	9
Œufs .....		0,22	0,28	6
		..... <i>Milliards</i> .....		
		15,2	20,9	8

SOURCES: Statistiques officielles.

<sup>1</sup> On pense que l'augmentation des paiements effectués par l'Etat résulte davantage de la hausse des prix que de l'accroissement des quantités livrées. —<sup>2</sup> Unité conventionnelle de 15 cv.

TABLEAU ANNEXE 14. — PRODUIT NATIONAL PAR HABITANT, PROPORTION DU PRODUIT INTÉRIEUR PROVENANT DE L'AGRICULTURE ET POURCENTAGES DE LA POPULATION AGRICOLE ET DE LA POPULATION RURALE

	1	2	3	4	5
	Produit national net par habitant au coût des facteurs <sup>1</sup>	Proportion du produit intérieur provenant de l'agriculture <sup>1</sup>	Pourcentage de la population totale vivant de l'agriculture <sup>2</sup>	Pourcentage de la population rurale dans la population totale <sup>3</sup>	Coefficient de disparité (revenu individuel provenant de l'agriculture divisé par revenu individuel provenant d'autres activités) <sup>4</sup>
	\$ U.S.	.....	Pourcentage .....		Coefficient
Etats-Unis .....	1 870	5	14	36	0,3
Canada .....	1 310	12	16	38	0,7
Suède .....	1 160	14	23	53	0,5
Nouvelle-Zélande .....	1 000	24	(22)	39	1,1
Australie .....	950	22	(16)	31	1,4
Luxembourg .....	890	10	17 (22)	42	0,5
Belgique .....	800	8	13	37	0,6
Royaume-Uni .....	780	5	(7)	20	0,8
Danemark .....	750	21	(24)	35	0,8
France .....	740	16	(26)	44	0,6
Norvège .....	740	15	(27)	68	0,5
Finlande .....	670	24	42 (46)	68	0,4
Allemagne occidentale .....	510	10	(14)	29	0,7
Pays-Bas .....	500	12	(16)	45	0,7
Israël .....	470	12	18	16	0,6
Argentine .....	460	19	(30)	38	0,5
Porto Rico .....	430	20	(47)	60	0,3
Irlande .....	410	33	(44)	59	0,6
Autriche .....	370	16	22 (25)	51	0,7
Chili .....	360	15	(37)	40	0,3
Italie .....	310	25	(39)	...	0,5
Union sud-africaine .....	300	16	(47)	57	0,2
Liban .....	260	20	....	...	...
Colombie .....	250	39	53	64	0,6
Panama .....	250	34	(58)	64	0,4
Brésil .....	230	30	(63)	64	0,3
Grèce .....	220	36	(49)	63	0,6
Portugal .....	200	30	(52)	69	0,4
Yugoslavie .....	200	30	59 (60)	84	0,3
Japon .....	190	23	(34)	63	0,6
Jamaïque .....	180	27	46	...	0,4
Turquie .....	170	46	(70)	78	0,3
Philippines .....	150	43	(71)	76	0,3
Équateur .....	150	40	(62)	72	0,4
Honduras .....	150	50	(83)	69	0,2
Paraguay .....	140	51	56 (63)	65	0,8
République arabe unie (Prov. égyptienne) .....	120	53	(63)	70	0,3
Pérou .....	120	33	...	...	...
Ceylan .....	110	53	(51)	85	1,1
Thaïlande .....	80	48	66	90	0,5
Congo belge .....	70	27	(69)	...	0,2
Corée du Sud .....	70	38	...	80	...
Pakistan .....	70	59	(76)	89	0,5
Kenya .....	60	83	...	95	...
Inde .....	60	48	70 (69)	83	0,4
Birmanie .....	50	44	...	...	...

SOURCES: Col. 1: Nations Unies, Statistical Papers, Séries E et H, *Per capita national product of 55 countries, 1952-54*; pour la Suède, l'Australie, la Yougoslavie et la Turquie, sources nationales. Col. 2: Nations Unies, *Annuaire de statistiques des comptabilités nationales, 1957*; pour la Suède et l'Australie, sources nationales. Col. 3: FAO, *Annuaire de la production 1957*, Tableau 4A; pour les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, la Suède, les Pays-Bas, la Norvège, la Finlande, la Turquie et le Japon, sources nationales. Col. 4: Nations Unies, *Annuaire démographique, 1955*.

<sup>1</sup> Sauf indication contraire, les données qui ont été tirées des sources principales reposent sur les concepts utilisés dans ces sources et se rapportent à la période 1952-54; pour la Suède, il s'agit du produit intérieur brut aux prix du marché et de l'année 1950; pour l'Australie, il s'agit du revenu national et du produit net de l'agriculture en 1953/54. En ce qui concerne la Yougoslavie et la Turquie, les taux de change ont été ajustés. — <sup>2</sup> Les chiffres entre parenthèses sont le pourcentage de la main-d'œuvre masculine totale qui est employée en agriculture; les autres représentent le pourcentage de la population totale qui vit de l'agriculture. Pour la plupart des pays, on s'est servi des derniers recensements disponibles et il est donc possible que les chiffres s'appliquent à une période légèrement différente de celle des colonnes 1 et 2 (1953). On a utilisé pour les Etats-Unis des statistiques de la population résidant sur les exploitations et, pour le Royaume-Uni, des dénominations annuelles s'appliquant à 1953. Pour le Danemark, la Norvège, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Irlande et l'Italie, on s'est servi des rapports courants sur la main-d'œuvre agricole relatifs à 1953, en admettant que la main-d'œuvre totale avait représenté un pourcentage constant de la population totale entre le recensement et l'année 1953. — <sup>3</sup> Les chiffres ont trait dans chaque cas à l'année indiquée dans la source, qui peut être légèrement différente de celle à laquelle s'appliquent les autres colonnes. — <sup>4</sup> Le « coefficient de disparité » est la proportion entre le revenu provenant de l'agriculture (par personne vivant de l'agriculture) et le revenu provenant d'autres secteurs (par personne vivant des autres secteurs). On a tiré ce coefficient des chiffres des colonnes 1, 2 et 3, en calculant les montants individuels du revenu provenant de chacun des deux principaux secteurs, puis la proportion entre ces montants.

TABLEAU ANNEXE 15. — DÉPENSES DES MÉNAGES DANS DES PAYS CHOISIS  
*(chiffres arrondis)*

	Année	Catégorie	Dépenses annuelles par personne		Ventilation			
			En monnaie nationale	\$	Alimentation	Vêtement	Logement etc.	Divers
					Pourcentage			
Etats-Unis .....	1950	Urbains	\$ 1 270	1270	31	12	27	30
	1955	Exploitant agricoles	\$ 990	990	35	11	23	31
Royaume-Uni .....	1953/54	Urbains	£ 220	620	33	10	21	36
		Ruraux	£ 210	590	32	13	19	36
Italie: Nord .....	1953	Non agricoles	Lires 284 000	455	42	19	17	22
		Agricoles	» 200 000	320	55	16	13	16
Sud .....	1953	Non agricoles	» 194 000	310	45	19	15	21
		Agricoles	» 146 000	235	52	18	11	19
Yougoslavie .....	1955	Ouvriers d'usine	Dinars 56 300	140	56	14	...	...
		Agriculteurs	» 48 700	120	67	12	13	8
Japon .....	1955	Ouvriers urbains	Yens 56 800	160	45	11	11	33
	1955/56	Agriculteurs	» 49 500	135	49	11	16	24
Jamaïque .....	1954	Kingston	...	...	56	6	15	23
	1956	Ruraux	£ 48	135	89	11	5	15
Rép. arabe unie (Prov.égypt.)	1955	Ruraux	£ Eg. 33	95	68	...	...	...
	»	»	» 21	60	69	...	...	...
	»	»	» 24	70	66	...	...	...
Ghana .....	1953	Accra	£ 45	125	64	12	14	10
	1954	Alkuse	£ 27	75	64	17	10	9
	1955	Producteurs de cacao	£ 23	65	66	17	9	8
Côte-d'Ivoire .....	1955/56	Ruraux (un district)	Francs CFA 32 000 (par unité de consommation)	100	80	4	...	...
Thaïlande .....	1953	Agriculteurs	Baht 4 600	65	71	9	7	13
Inde .....	1951	Urbains	Roupies 422	90	53	7	9	31
		Ruraux	» 295	60	66	7	8	19
	1950/51	Travailleurs agricoles	» 100	20	85	6	2	7

SOURCES: Etats-Unis:

Urbains: *Study of consumer expenditures, incomes and savings. Statistical tables, Urban U.S. - 1950*. Etabli par le Bureau of Labor Statistics, U.S. Department of Labor, pour la Wharton School of Finance and Commerce University of Pennsylvania, Vol. s 2, 18, 1956-57. Exploitants agricoles: *Farmers expenditures in 1955 by regions*. U.S.D.A. Bulletin statistique, N° 224.

### Royaume-Uni:

Report of an enquiry into household expenditure in 1953/54. Ministry of Labour. Londres. 1957.

### Italie:

Report of the English and American expenditure in 1935/36. Ministry of Labour, London, 1937.  
Struttura ed elasticità dei consumi di un campione di famiglie italiane (Istituto Nazionale per lo studio della congiuntura).  
Statisticki godisitiak FNRI, 1958.

### Yugoslav

Urbains: *Revenus et dépenses des ménages dans le Japon d'après-guerre, 1946-1955*. Bureau des statistiques. Ménages ruraux: *Rapport de l'enquête sur le coût de la vie des ménages ruraux, avril 1955-mars 1956* (en japonais), Ministère de l'agriculture, 1957.

## Colombia

Nations Unies, *Analyses and projections of economic development, 3. The economic development of Colombia*. Genève, 1957. (E/CN. 12/365 [Rev. 1]).

### Jamaïque:

Kingston: *Household expenditure survey 1953-54*. Jamaïque, Department of Statistics, 1955. Régions rurales: *Rural household expenditure survey 1956*. Jamaïque, Department of Statistics, 1957.

## Ghana:

Gold Coast, Statistical and Economic Papers, No. 2 (1953 *Accra survey of household budgets*), No. 3 (1954 *Akuse Survey of household budgets*) et No. 6 (Survey of population and budgets of cocoa-producing farmers in the Oda-Swedru Asanankese area 1955-56).

### Côte-d'Ivoire:

Enquête nutrition - niveau de vie, Subdivision de Bougouni, 1955-56. Territoire de la Côte-d'Ivoire, Service de la statistique.

Rép. arabe

*Enquête économique sur les exploitations de Thaïlande, 1953.* Division de l'économie agricole, Ministère de l'agriculture, Bangkok.

## Index:

Urbains et ruraux: *The national sample survey, No. 3, Tables with Notes on the Third Round, août-novembre 1951.* Delhi, Department of Economic Affairs 1954. Travailleurs agricoles: B. Ramamurti. *Agricultural labour, how they are treated, Bangkok.*

work and live. All-India Agricultural Labour Enquiry, Delhi, Ministry of Labour, 1954. Recueil d'enquêtes sur la consommation alimentaire, Rome, FAO, 1959.

TABLEAU ANNEXE 16. — COEFFICIENT D'ÉLASTICITÉ DES DÉPENSES ALIMENTAIRES PAR RAPPORT AU REVENU  
DANS DES RÉGIONS RURALES ET URBAINES DE PAYS CHOISIS

	Etats-Unis 1955		Royaume-Uni 1953/54		Italie 1953 <sup>2</sup>		Italie 1953 <sup>3</sup>		Japon 1955		Inde 1952 <sup>4</sup>	
	Ruraux	Urbains	Ruraux <sup>1</sup>	Urbains	Ruraux	Urbains	Ruraux	Urbains	Ruraux	Urbains	Ruraux	Urbains
	DÉPENSES TOTALES D'ALIMENTATION	0,18	0,39	0,6	0,7	0,65	0,58	0,74	0,69	0,48	0,6	0,87
Pain et céréales .....	0,01	0,16	- 0,2	0,05	0,27	0,21	0,33	0,20	0,38	0,2	0,69	0,33
Féculents, etc. .....	0,20	0,16	0,4	0,05	...	...	...	...	-0,55	...	...	...
Sucre .....	0,02	0,27	0,9	0,9	0,78	0,50	0,92	0,89	...	...	1,43	1,09
Légumes secs et noix .....	-0,17	0,16	...	...	...	...	...	...	0,30	0,65	...	...
Fruits et légumes .....	0,16	0,36	0,6	0,6	<sup>5</sup> 0,60	<sup>5</sup> 0,67	<sup>5</sup> 0,60	<sup>5</sup> 0,79	0,33	0,6	...	...
Viande et produits à base de viande	0,27	0,31	0,3	0,3	0,88	0,71	1,25	1,07	...	...	1,15	1,26
Poisson et produits à base de poisson	0,28	0,24	0,5	0,0	0,81	0,63	1,06	0,93	0,13	0,5	1,86	1,53
Œufs .....	0,01	0,18	0,7	0,3	<sup>6</sup> 0,50	0,38	0,76	0,78	<sup>6</sup> 0,83	<sup>6</sup> 1,2	...	...
Produits laitiers .....	0,02	0,28	0,45	0,1	<sup>6</sup> 0,50	0,38	<sup>6</sup> 0,76	<sup>6</sup> 0,78	...	...	...	...
Beurre .....	0,17	0,50	0,1	0,0	<sup>6</sup> 0,81	0,54	0,83	0,70	<sup>7</sup> 0,31	...	1,16	1,01
Matières grasses .....	-0,13	-0,02	0,0	0,0	<sup>6</sup> 0,81	0,54	0,83	0,70	<sup>7</sup> 0,31	...	...	...
Boissons non alcooliques .....	0,06	0,28	0,2	0,05	<sup>6</sup> 0,86	0,72	1,18	0,95	0,71	1,05	...	...
Boissons alcooliques .....	0,95	0,85	2,0	3,3	<sup>6</sup> 0,86	0,72	<sup>6</sup> 1,18	<sup>6</sup> 0,95	1,27	0,8	...	...
Repas à l'extérieur .....	0,92	0,85	2,5	5,0	<sup>6</sup> 1,15	1,29	0,74	1,09	1,52	1,6	...	...
Autres denrées alimentaires .....	0,22	0,34	0,7	0,6	<sup>6</sup> 1,15	1,29	<sup>6</sup> 0,74	<sup>6</sup> 1,09	0,54	0,4	0,93	1,01
Tabac .....	...	...	2,5	3,3	0,90	0,78	0,95	0,48	0,18	- 0,2	...	...
Vêtements .....	...	...	...	...	1,53	1,16	1,13	1,24	1,95	1,7	...	...

SOURCES: Comme pour le Tableau annexe 15; pour les Etats-Unis, cependant, on a utilisé *Household food consumption survey 1955. Report No. 1. Food Consumption of Households in the United States*, U.S.D.A., 1956.

<sup>1</sup> Comté de Londres et autres zones urbaines avec plus de 100 000 habitants. - <sup>2</sup> Centre-Nord. - <sup>3</sup> Sud. - <sup>4</sup> Quatrième enquête. - <sup>5</sup> Y compris les pommes de terre. - <sup>6</sup> Plus la viande. - <sup>7</sup> Y compris les condiments.

TABLEAU ANNEXE 17. — CONSOMMATION ALIMENTAIRE MOYENNE, DANS DES RÉGIONS RURALES ET URBAINES DE PAYS CHOISIS  
(par personne et par jour)

	Dates	Echantillon	Calories	Protéines		Matières grasses
				Totales	Animales	
..... Grammes .....						
Etats-Unis .....	1955	Urbains: tous ménages	3 050	103	...	152
		Exploitations agricoles	3 660	109	...	170
Etats-Unis <sup>1</sup> .....	1955	Urbains: tous ménages	4 230	121	...	...
		Exploitations agricoles	4 880	124	...	...
Royaume-Uni .....	1956	Londres	2 560	75,4	46	109
		Grands agglomérations provinciales	2 639	77	43	108
		Autres villes	2 610	75	42	108
		Ruraux	2 786	78	41	108
Yougoslavie:						
Croatie .....	1956	Quatres villes industrielles <sup>2</sup> 837 familles	2 540	76	27	83
	1954	64 villages	2 470	74	25	65
Pologne .....	1957	Ouvriers d'usine	2 723	63	31	98
	1955/56	Exploitations individuelles	3 547	88	37	106
Japon .....	1956	Régions urbaines	2 034	70	25	24
		Régions rurales	2 158	68	20	19
Équateur .....	1953/54	Urbains: Cuenca	1 843	53	20	43
		Ruraux: Otavalo	1 697	55	2	22
		Ruraux: Quinindé	2 035	56	29	42
Costa Rica .....	1950	Urbains	1 987	59	18	35
		Exploitations agricoles	1 889	48	7	31
Inde <sup>3</sup> .....	1935-48	Urbains (Delhi)	3 293	119	6	36
		Bihar (principalement ruraux)	2 277	74	6	22
	1953/54	Ruraux (Etat de Bombay, région choisie)	2 588	71	7	17
Cameroun (administration française):						
Evodoula .....	1954	Principalement producteurs de cacao	1 955	48	14	65
Côte-d'Ivoire						
Bongouanou .....	1955/56	Village	2 061	61	25	19
		« Campements »	2 384	79	36	22

<sup>1</sup> Par unité de nutrition — adultes du sexe masculin âgés de 25 ans et plus. — <sup>2</sup> Rijeka, Split, Garazin et Zagreb. — <sup>3</sup> Par unité de consommation.

SOURCES: Etats-Unis: *Dietary Levels of Households in the U.S. Household Food Consumption Survey 1955*, Report No. 6.

Royaume-Uni: *Domestic Food Consumption and Expenditure: 1956*, Ministry of Agriculture, Fisheries and Food, Annual Report of the National Food Survey Committee.

Yougoslavie: E. Ferber et H. Maver, *Prilog ispitivanju prehrane... et Prehrana i njegov utjecaj*...

Pologne: A. Szczygiel, *Résultats d'une enquête sur la consommation alimentaire des familles d'ouvriers et d'employés de quatre branches de l'industrie*; Zagadnienia ekonomiczki rolnej, N° 3/1958.

Japon: *La nutrition au Japon, 1957*. Ministère de la santé et de l'assistance sociale du Japon.

Colombie: FAO: *Report to the Government of Colombia on food and nutrition policy in Colombia*, Rapport PEAT N° 858, 1958

Équateur: *La realidad alimentaria del Ecuador — Un estudio de cinco encuestas alimentarias*. Institut national de la nutrition, Quito.

Costa Rica: *Estudio cooperativo INCAP/FAO*. Istituto di Nutrizione para Centroamerica y Panama.

Inde: *A Supplement to the results of diet surveys in India 1935-48, New Delhi 1953 (Indian Council of Medical Research). Diet and nutrition studies in rural areas in Bombay State, Karat Community Project Area*.

Nigeria: *Tribal nutrition and health in Nigeria*. *The Journal of Clinical Nutrition*, Vol. 2, 1952-53; B.M. Nicol, *The nutrition of Nigerian Peasants, with special reference to the effects of deficiencies of the Vitamin B*.

Cameroun: *Enquête sur l'alimentation au Cameroun*. Evodoula, 1955.

Côte-d'Ivoire: *Enquête nutrition — niveau de vie. Subdivision de Bongouanou, 1955-56*. Territoire de la Côte-d'Ivoire, Service de la statistique.

TABLEAU ANNEXE 18. - TAUx D'ANALPHABÉTISME DANS CERTAINS PAYS, PAR RÉGIONS URBAINES ET RURALES

	Date du recensement ou de l'enquête	Niveau d'âge de la population	Groupe de population	Pourcentage d'analphabètes		
				Total	Sexe masculin	Sexe féminin
				Pourcentage .....		
Argentine .....	Recensement 1947	14 ans et au-dessus	Urbains	8,8	7,0	10,5
			Ruraux	23,2	20,9	26,2
			Total	13,6	12,1	15,2
Brésil .....	Recensement 1950	15 ans et au-dessus	Urbains	21,7	15,3	27,1
			Suburbains	38,6	31,3	45,3
			Ruraux	66,9	60,9	73,3
			Total	50,6	45,2	55,8
Ceylan .....	Recensement 1946	15 ans et au-dessus	Urbains	23,1	15,7	34,7
			Ruraux	39,9	23,6	58,3
			Total	37,0	22,1	54,8
Chili .....	Recensement 1952 (échantillon de 2 %)	15 ans et au-dessus	Urbains	10,4	7,5	12,7
			Ruraux	36,0	33,0	39,3
			Total	19,9	18,1	21,5
Costa Rica .....	Recensement 1950	15 ans et au-dessus	Urbains	8,1	6,1	9,7
			Ruraux	27,9	26,7	29,3
			Total	20,6	19,9	21,4
Cuba .....	Recensement 1953	15 ans et au-dessus	Urbains	11,1	11,0	11,2
			Ruraux	40,0	42,6	36,7
			Total	22,1	24,2	20,0
Chypre .....	Recensement 1946	15 ans et au-dessus	6 villes	27,1	...	...
			Villages	43,3	...	...
			Total	39,5	...	...
Etats-Unis .....	Sondage 1952	14 ans et au-dessus	Urbains	2,0	2,1	1,9
			Ruraux non agricoles	2,1	2,7	1,5
			Ruraux agricoles	5,7	7,1	4,1
			Total	2,5	3,0	2,1
Grèce .....	Recensement 1951	15 ans et au-dessus	Urbains et semi-urbains	19,5	9,5	29,0
			Ruraux	33,7	14,9	49,9
			Total	25,9	11,9	38,6
Honduras .....	Recensement 1950	10 ans et au-dessus	Urbains	43,6	41,4	45,6
			Ruraux	74,7	72,3	77,2
			Total	64,8	62,9	66,7
Japon .....	Enquête par sondage 1948	Analphabètes « complets » ou « partiels » de 15 à 64 ans	Urbains	1,2	...	...
			Ruraux	2,6	...	...
			Total	2,1	...	...
Panama .....	Recensement 1950	10 ans et au-dessus (à l'exclusion des Indiens des tribus)	Urbains	7,2	6,0	8,3
			Ruraux	42,9	41,1	44,9
			Total	28,3	27,7	28,9
Porto Rico .....	Recensement 1950	10 ans et au-dessus	Urbains	18,0	14,4	21,2
			Ruraux	29,7	26,8	32,9
			Total	24,7	21,8	27,6
République Dominicaine .....	Recensement 1950	15 ans et au-dessus	Urbains	29,5	23,5	34,2
			Ruraux	67,3	65,3	69,5
			Total	57,1	55,3	58,9
Salvador .....	Recensement 1950	15 ans et au-dessus	Urbains	34,7	27,2	40,8
			Ruraux	77,1	72,8	81,5
			Total	60,6	56,4	64,5
Union sud-africaine .....	Recensement 1946	10 ans et au-dessus (population indigène)	Urbains	54,7	58,4	46,9
			Ruraux	78,3	78,0	78,5
			Total	72,4	71,5	73,3
Venezuela .....	Recensement 1950	15 ans et au-dessus	Urbains	29,5	23,7	35,2
			Ruraux	72,0	67,0	77,3
			Total	47,8	42,8	52,8

SOURCE: UNESCO, Division de la statistique, avril 1959.



Tip. Squarci - Roma, Via Labicana 92



## LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1959

### *Corrigendum*

Page 115, graphique III-6, Japon, zones urbaines: « Autres produits alimentaires » comprennent les matières grasses qui ne devraient pas figurer séparément.

Page 120, graphique III-8, au lieu de « Nombre total de calories consommées par jour », lire *Calories provenant d'autres éléments nutritifs*.

Page 120, graphique III-8, Côte-d'Ivoire, les calories provenant de matières grasses (environ 8 pour cent) ont été omises.

Page 124, tableau III-11, la note 3 se rapporte à toutes les données pour la Nouvelle-Zélande.

Page 137, tableau III-16, Durée moyenne de travail à fournir par 100 kilogrammes de produit, Grèce, tabac, au lieu de 50, lire 500.



## DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA FAO

<b>Allemagne</b>	Paul Parey, Lindenstrasse 44-47, Berlin S.W. 68.
<b>Argentine</b>	Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.
<b>Australie</b>	H. A. Goddard Pty. Ltd., A. M. P. Bldg., 50 Miller St., N. Sydney, N. S. W.
<b>Autriche</b>	Wilhelm Frick Buchhandlung, Graben 27, Vienne 1.
<b>Belgique</b>	Agence et Messageries de la Presse, 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
<b>Birmanie</b>	<b>Vente en gros:</b> Orient Longmans Private Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde.
<b>Bolivie</b>	Libreria y Editorial « Juventud », Plaza Murillo 519, La Paz.
<b>Brésil</b>	Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Rio de Janeiro.
<b>Canada</b>	The Ryerson Press, 299 Queen Street West, Toronto 2, Ontario; <b>Périodiques seulement:</b> Periodica, 5090 avenue Papineau, Montréal 34.
<b>Ceylan</b>	M. D. Gunasena and Co. Ltd., 217 Norris Road, Colombo 11.
<b>Chili</b>	Sala y Grijalbo Ltda., Bandera 140 F, Casilla 180 D, Santiago.
<b>Colombie</b>	« Agricultura Tropical », Carrera 13, N° 13-17, Bogotá; Libreria Central, Calle 14, N° 6-88, Bogotá.
<b>Costa Rica</b>	Imprenta y Libreria Trejos, S. A., Apartado 1313, San José.
<b>Cuba</b>	René de Smedt, La Casa Belga, O'Reilly 455, La Havane.
<b>Danemark</b>	Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague K.
<b>Egypte</b>	Librairie de la Renaissance d'Egypte, 9 Sh. Adly Pacha, Le Caire.
<b>Equateur</b>	« La Hacienda », Escobedo N° 1003 y P. Icaza, Casilla N° 3983, Guayaquil; Librería Muñoz Hnos y Cia., Apartado 522, Quito.
<b>Espagne</b>	Libreria Mundi-Prensa, Castelló 37, Madrid; José Bosch Librero, Ronda Universidad 11, Barcelone; Librería General, Independencia 8, Saragosse.
<b>Etats-Unis d'Amérique</b>	Columbia University Press, International Documents Service, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.
<b>Ethiopie</b>	International Press Agency, P. O. Box 120, Addis-Abéba.
<b>Fédération de Malaisie</b>	Caxton Stationers Ltd., 13 Market Street, Kuala Lumpur.
<b>Finlande</b>	Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.
<b>France</b>	Les Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, Paris 5 <sup>e</sup> .
<b>Grèce</b>	« Eleftheroudakis », place de la Constitution, Athènes.
<b>Guatemala</b>	Sociedad Económico Financiera, Edificio Briz, Despacho 207, 6 <sup>a</sup> Av. 14-33, Zona 1, Guatemala.
<b>Haïti</b>	Max Bouchereau, Librairie « A la Caravelle », B.P. 111 B, Port-au-Prince.
<b>Hong-kong</b>	Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.
<b>Inde</b>	<b>Vente en gros:</b> Orient Longmans Private Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13; Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1; 36A Mount Road, Madras 2; Kanson House, 24/1 Asaf Ali Road, Post Box 386, New Delhi; Gunfoundry Road, Hyderabad 1; <b>Vente au détail:</b> Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi; 17 Park Street, Calcutta.
<b>Indonésie</b>	Pembangunan Ltd., 84, Gunung Sahari, Djakarta.
<b>Irak</b>	Mackenzie's Bookshop, Bagdad.
<b>Irlande</b>	The Controller, Stationery Office, Dublin.
<b>Islande</b>	Halldor Jonsson, Mjostraeti 2, Reykjavik; Jonsson et Juliusson, Garðastræti 2, Reykjavik.
<b>Israël</b>	Blumstein's Bookstores Ltd., P. O. Box 4101, Tel-Aviv.
<b>Italie</b>	Libreria Internazionale Ulrico Hoepli, Galleria Piazza Colonna, Rome; A.E.I.O.U., Via Mergellini 16, Milan.

## DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Japon	Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nihonbashi, Tokyo.
Liban	Librairie Universelle, avenue des Français, Beyrouth.
Maroc	Centre de diffusion documentaire du B. E. P. I., 8 rue Michaux-Bellaire, Rabat.
Mexique	Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Donceles 12, Mexico, D. F.
Norvège	Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7 a, Oslo.
Nouvelle-Zélande	Whitcombe et Tombs Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill, Timaru.
Pakistan	Occidental: Mirza Book Agency, 9-A, Shah Alam Market, Lahore. Oriental: Orient Longmans Private Ltd., 17 Nazimuddin Road, Dacca.
Panama	Agencia Internacional de Publicaciones, J. Menéndez, Plaza de Arango N° 3, Panamá.
Paraguay	Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco N° 39-43, Asunción.
Pays-Bas	N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye.
Pérou	Librería Internacional del Perú, S. A., Casilla 1417, Lima.
Philippines	The Modern Book Company, 518-520 Rizal Avenue, Manille.
Pologne	Ars Polona, Krakowskie Przedmiescie 7, Varsovie.
Portugal	Livraria Bertrand S.A.R.L., rua Garrett 73-75, Lisbonne.
Royaume-Uni	H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, Londres, S.E.1.
Salvador	Manuel Navas y Cía, 1 <sup>er</sup> Avenida Sur 35, San Salvador.
Suède	C.E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm; Gumperts A. B., Göteborg.
Suisse	Librairie Payot S. A., Lausanne et Genève; Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.
Syrie	Librairie Universelle, avenue Fouad 1 <sup>er</sup> , B. P. 336, Damas.
Taiwan	The World Book Company Ltd., 99 Chungking South Road, Section 1, Taipeh.
Thaïlande	S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Bangkok.
Tunisie	Victor Boukhors, 4 rue Nocard, Tunis.
Turquie	Librairie Hachette, 469 İstiklal Caddesi, Beyoğlu, İstanbul.
Union sud-africaine	Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P. O. B. 724, Pretoria.
Uruguay	Héctor d'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, Plaza Cagancha 1342, Montevideo.
Venezuela	Suma S. A., Sabana Grande 102, El Recreo, Caracas.
Yougoslavie	Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Belgrade; Cankarjeva Zalozba, B. P. 41, Ljubljana.
Autres pays	Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des dépositaires n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à: Section de distribution et de vente, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, Rome.

*Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars des E.-U. et en livres sterling; le paiement peut être effectué aux dépositaires en monnaie locale.*

**Prix: \$2,00 ou 10s.**

## DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Japon	Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nihonbashi, Tokyo.
Liban	Librairie Universelle, avenue des Français, Beirut.
Maroc	Centre de diffusion documentaire du B. E. P. I., 8 rue Michaux-Bellaire, Rabat.
Mexique	Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Onceles 12, Mexico, D. F.
Norvège	Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7 a, Oslo.
Nouvelle-Zélande	Whitcombe et Tombs Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill, Timaru.
Pakistan	Occidental: Mirza Book Agency, 9-A, Shah Alam Market, Lahore. Oriental: Orient Longmans Private Ltd., 17 Nazimuddin Road, Dacca.
Panama	Agencia Internacional de Publicaciones, J. Menéndez, Plaza de Arango N° 3, Panamá.
Paraguay	Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco N° 39-43, Asunción.
Pays-Bas	N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye.
Pérou	Librería Internacional del Perú, S. A., Casilla 1417, Lima.
Philippines	The Modern Book Company, 518-520 Rizal Avenue, Manille.
Pologne	Ars Polona, Krakowskie Przedmiescie 7, Varsovie.
Portugal	Livraria Bertrand S.A.R.L., rua Garrett 73-75, Lisbonne.
Royaume-Uni	H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, Londres, S.E.1.
Salvador	Manuel Navas y Cía, 1 <sup>a</sup> Avenida Sur 35, San Salvador.
Suède	C.E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm; Gumperts A. B., Goteborg.
Suisse	Librairie Payot S. A., Lausanne et Genève; Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.
Syrie	Librairie Universelle, avenue Fouad 1 <sup>er</sup> , B. P. 336, Damas.
Taiwan	The World Book Company Ltd., 99 Chungking South Road, Section 1, Taipeh.
Thaïlande	S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Bangkok.
Tunisie	Victor Boukhors, 4 rue Nocard, Tunis.
Turquie	Librairie Hachette, 469 İstiklal Caddesi, Beyoğlu, İstanbul.
Union sud-africaine	Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P. O. B. 724, Pretoria.
Uruguay	Héctor d'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, Plaza Cagancha 1342, Montevideo.
Venezuela	Suma S. A., Sabana Grande 102, El Recreo, Caracas.
Yougoslavie	Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Belgrade; Cankarjeva Zalozba, B. P. 41, Ljubljana.
Autres pays	Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des dépositaires n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à: Section de distribution et de vente, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, Rome.

Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars des E.-U. et en livres sterling; le paiement peut être effectué aux dépositaires en monnaie locale.

Prix: \$2,00 ou 10s.